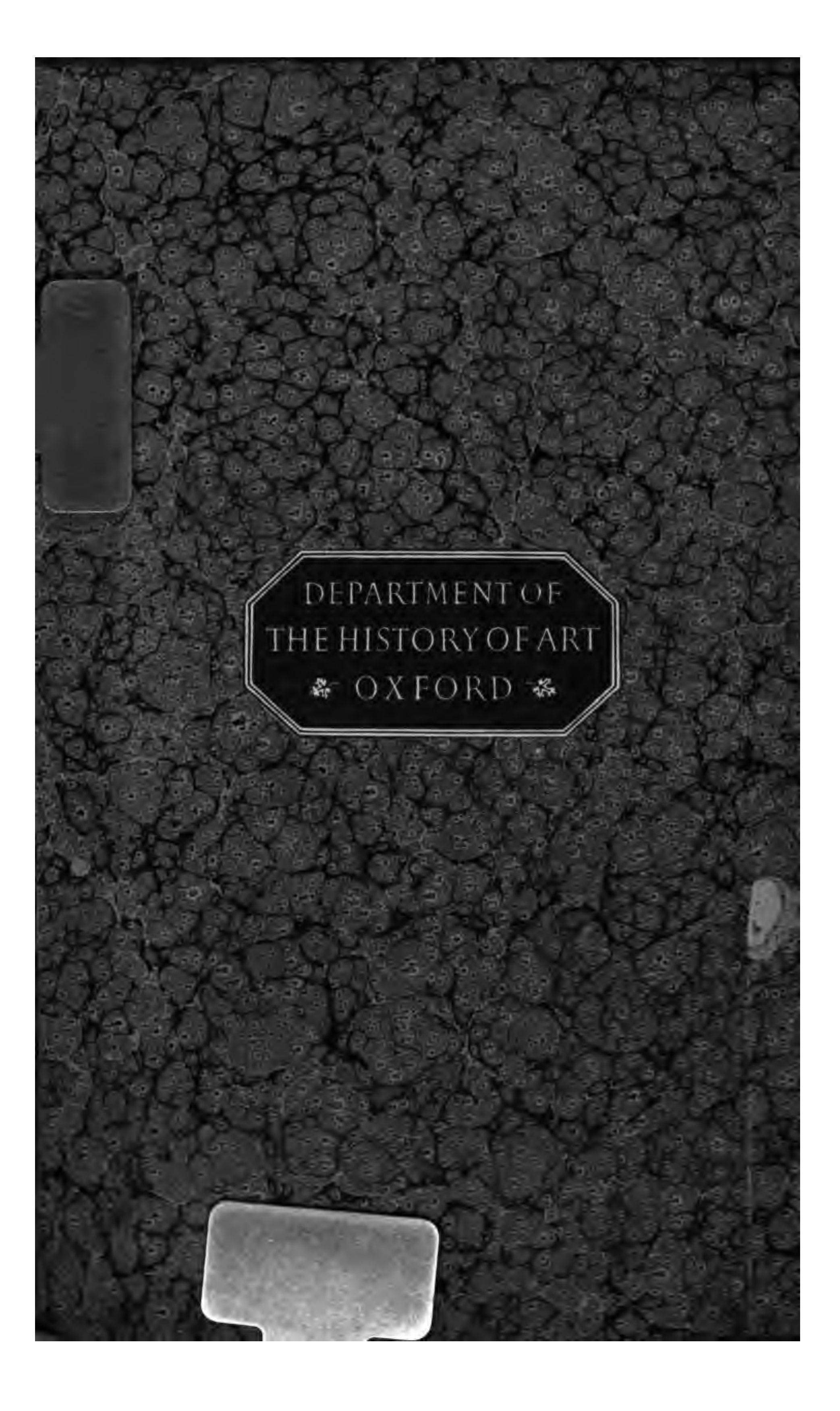



DEPARTMENT OF
THE HISTORY OF ART
OXFORD



HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

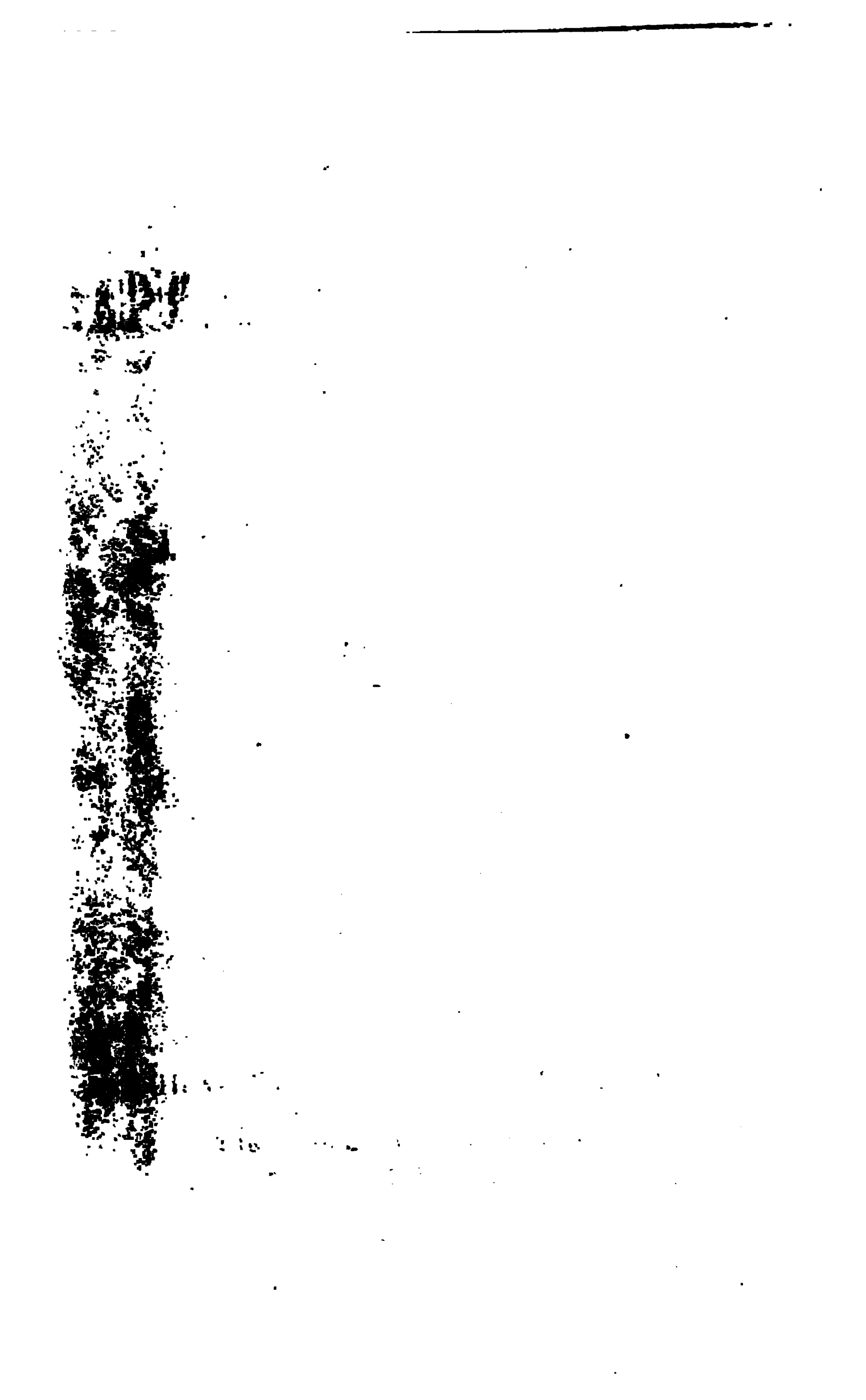
—

TOME VI.

Imprimerie d'Amédée GRATIOT et Cᵉ, rue de la Monnaie, 11.


Rouargue sc.

GÊNES.



HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME SIXIÈME

Paris

FURNE ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS

55, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARCS ;

TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES

17, RUE DE LILLE.

1840

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE I.

Nouvelle guerre entre le duc de Milan et les Florentins. — Révolutions du royaume de Naples. Mort de Jeanne II. Alfonse V, qui venait pour recueillir son héritage, est fait prisonnier par les Génois à la bataille de Ponza, et relâché par le duc de Milan. — Gênes recouvre sa liberté.

1432-1435.

1434. — Pendant l'année même où le gouvernement de Florence avait passé d'une faction à l'autre, et où les Médicis avaient succédé à l'ancien crédit des Albizzi, la république avait été obligée de recommencer la guerre avec le duc de Milan, et de rompre le traité de Ferrare du 26 avril 1433; car telle était l'ambition inquiète du duc, qu'immédiatement après un traité de paix il reprenait les armes, s'il avait l'espoir de remporter le plus léger avantage sur ceux avec lesquels il venait de se réconcilier; telle était, d'autre part, sa légèreté et

son inconséquence, qu'après avoir recommencé les hostilités, il prêtait aussitôt l'oreille à de nouvelles propositions d'accommodement, et signait une seconde paix, pour rentrer précisément dans la condition d'où il venait de sortir. En même temps que ces intrigues sans motif et sans issue empêchent de suivre avec intérêt la politique de la cour de Milan, la manière dont se faisait la guerre empêche également de s'intéresser aux armées. Nulle part on ne voyait combattre des citoyens, nulle part les guerriers n'associaient leur cœur à la cause qu'ils défendaient. L'honneur lui-même avait disparu des armées avec le patriotisme, parce que les soldats, pour qui la guerre n'était qu'un métier mercenaire, passaient sans scrupule d'un camp dans un autre, dès qu'ils étaient attirés par une plus forte paie. Sans intérêt dans le passé et dans l'avenir, n'attachant point leur honneur à l'honneur de leur corps, ils n'emportaient avec eux ni le souvenir de leurs victoires précédentes, ni une réputation à soutenir par leur conduite future. La petitesse des résultats diminue aussi l'intérêt des batailles; il n'y avait pas même dans ces guerres honteuses une assez grande effusion de sang pour émouvoir un instant notre imagination par un sentiment de pitié pour l'humanité. On suivrait plus volontiers l'histoire des combats du cirque dans Rome, que celle des batailles des généraux de Philippe-Marie. Les combattants sont également inconnus et presque anonymes, les meurtres sont également gratuits et sans résultat, le nombre des victimes est à peu près le même; et si l'on peut encore chercher quelque dignité au milieu de tant de dégradation, on en trouverait peut-être davantage dans le gladiateur, qui même au milieu des convulsions de la mort n'oubliait pas l'opinion publique, que dans le soldat d'un *condottiere*, prêt à s'armer pour de l'argent contre sa religion, sa patrie, sa liberté, sa propre compagnie, et toutes les opinions qui lui avaient été chères.

La guerre qui s'alluma en 1434 fut causée par une sédition dans Imola. Cette ville, ayant chassé les gens du pape, introduisit le 21 janvier une garnison milanaise dans ses murs, contre la teneur expresse des traités, qui interdisaient au duc de Milan de s'ingérer dans aucune des affaires de Romagne[1]. Gattamelata, général des Vénitiens, et Nicolas de Tolentino, général des Florentins, furent aussitôt dépêchés pour défendre cette province contre Visconti. Les vexations du premier augmentèrent le nombre de ses ennemis ; car les Bolonais, pour se soustraire à sa redoutable assistance, abandonnèrent le parti de l'Église, et reçurent dans leur ville une garnison milanaise[2]. Nicolas Piccinino fut rappelé du voisinage de Rome par le duc de Milan, pour commander dans cette guerre. Le 28 août il livra bataille autour d'un pont, entre Imola et Castel-Bolognèse, aux généraux des deux républiques. On assure que l'armée des derniers, composée de six mille gendarmes et de trois mille fantassins, éprouva une si complète déroute, qu'à peine mille cavaliers réussirent à s'échapper ; tout le reste fut fait prisonnier avec Tolentino, Jean-Paul Orsini, et Astorre Manfredi, seigneur de Faenza ; mais on ne trouva sur le champ de bataille que quatre hommes tués et trente blessés, encore ceux-ci l'étaient-ils légèrement[3].

Les suites de cette victoire furent proportionnées, non point au nombre prodigieux des prisonniers, mais au peu de sang qu'elle avait coûté. Après quelques escarmouches dans l'état de Bologne, après une longue inaction des deux armées, et des négociations poursuivies avec activité par le marquis de Ferrare, la paix fut signée de nouveau le 10 août 1435, et

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 648. — *Scipione Ammirato*. L. XX, p. 1097. — [2] *Cronica di Bologna*. p. 650. — *Leonardi Aretini commentarii*. T. XIX, p. 937. — *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1181. — [3] *Scipione Ammirato*. L. XX, p. 1099. — *Cronica di Bologna*, p. 651. — *Joannis Simonetæ*. *Hist*. L. III, p. 233. — *Poggic Bracciolini*. L. VII, p. 384. — *Ann. Bonincontrii*, p. 142.

toutes les conditions du traité précédent furent confirmées[1].

1431. — Des révolutions plus importantes menaçaient alors le royaume de Naples, quoique dans ce pays, plus qu'en aucun autre, les guerres fussent réduites à de ridicules fanfaronnades et à de lâches escarmouches. La reine Jeanne II avait éloigné d'elle Louis III d'Anjou son fils adoptif, et elle le retenait en exil dans son gouvernement de Calabre, pour se livrer sans contrainte, avec son royaume, au pouvoir de Jean Caraccioli son grand-sénéchal. Jeanne, née en 1371, avait passé sa soixantième année, et ses déréglements l'avaient livrée de bonne heure à toutes les infirmités de la vieillesse. Caraccioli de son côté avait aussi soixante ans[2], et l'amour auquel il avait dû son élévation ne conservait plus d'empire ni sur lui ni sur la reine. Mais une longue habitude avait remplacé le sentiment ; l'ambitieux Caraccioli commandait en maître à la souveraine qui jadis l'avait choisi pour amant. Il ne se trouvait point encore rassasié d'honneurs, de richesses et de puissance ; il demandait tous les jours à Jeanne de nouvelles concessions. Il était duc de Venose, comte d'Avellino, seigneur, mais non pas prince de Capoue, car il n'osa porter ce titre affecté aux héritiers du trône ; il postulait encore le duché d'Amalfi et la principauté de Salerne, que Jeanne avait ôtés, dès la mort de Martin V, à Antoine Colonna, neveu de ce pape. Ces demandes immodérées excitaient d'autre part la jalousie des courtisans, qui voulaient obtenir eux-mêmes une part dans la distribution des grâces. La reine, pour se soulager des chagrins que lui donnait l'humeur impérieuse de Caraccioli, avait admis à sa confidence sa cousine Cobella Ruffa, duchesse de Suessa. Cette dame, non moins orgueilleuse et non moins violente que le grand-sénéchal, cherchait à perdre ce ministre insolent qu'elle regardait comme un

[1] *Ricordi di Gio. Morelli*. T. XIX. *Deliz. Erud.* p. 138. — *Scipione Ammirato*. L. XXI, T. III, p. 3. — [2] *Tristani Caraccioli Opuscula historica*. T. XXII, *Rer. Ital.* p. 25.

parvenu, et saisissait toutes les occasions d'aigrir les ressentiments de sa maîtresse.

1432. — Un jour, la duchesse de Suessa entendit, de l'antichambre, Caraccioli renouveler ses instances pour obtenir les deux fiefs d'Amalfi et de Salerne : piqué des refus de la reine avec laquelle il se croyait seul, il lui reprocha d'une manière si amère et si injurieuse ce manque de complaisance, il mêla à ses plaintes tant d'insultes et d'emportement, que Jeanne II fondit en larmes. Dès que le sénéchal se fut éloigné, la duchesse s'efforça de faire succéder le courroux aux sanglots, et d'alarmer Jeanne sur les projets de Caraccioli. Celui-ci mariait son fils à la fille de Jacques Caldora, le seul général du royaume ; la duchesse prétendit trouver dans ce mariage la preuve d'un complot ; le sénéchal voulait s'assurer, dit-elle, de toutes les forces de l'état ; il aspirait à la toute-puissance, il n'y avait plus de temps à perdre pour l'arrêter ; avec la permission de la reine, elle assembla tous les ennemis de Caraccioli, elle les avertit qu'on allait lui retirer les pouvoirs usurpés dont il abusait, et elle s'assura de leur assistance[1].

Le mariage entre le fils de Caraccioli et la fille de Caldora fut célébré le 17 août 1432, avec une grande magnificence. Les fêtes devaient se prolonger pendant huit jours dans le château même de la reine ; mais la nuit qui précédait le dernier de ces jours consacrés aux jeux et aux tournois, lorsque les festins et le bal étaient terminés, que toute la cour était retirée, et que Caraccioli lui-même, au lieu d'aller chez lui avec les époux, était rentré pour dormir dans l'appartement qu'il avait au château[2], un page de la reine vint frapper à sa porte et lui dire que Jeanne, succombant à une attaque d'apoplexie, demandait avec instance à le voir avant de mou-

[1] *Giannone Istoria civile del regno di Napoli.* L. XXV, c. 5, T. III, p. 448. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1094. — *Jo. Marianæ de Rebus Hispaniæ.* L. XXI, c. 5. T. II. *Hisp. Illustr.*, p. 10. — [2] *Tristani Caraccioli Opuscula historica.* T. XXII, p. 34.

rir. Caraccioli fit aussitôt ouvrir la porte de sa chambre pendant qu'on l'habillait; les conjurés, qui l'avaient trompé par ce faux message, s'y précipitèrent et le tuèrent sur son lit à coups d'épées et de haches. Le matin suivant, lorsque cette nouvelle se répandit dans la ville, la noblesse et le peuple, qui avaient tremblé devant le grand-sénéchal, et qui pendant dix-huit ans l'avaient vu régner avec une autorité illimitée, que le mari de la reine ou ses deux fils adoptifs n'avaient jamais pu contrôler, entrèrent en foule dans sa chambre pour le contempler après sa mort. Il était couché par terre, à moitié couvert de ses habits, une seule de ses jambes était chaussée, personne n'avait pris soin d'achever de l'habiller ou de le remettre sur son lit. La reine, qui avait consenti à signer un ordre pour l'arrêter, n'avait point songé qu'on voulût le tuer. Elle parut éprouver une vive douleur lorsqu'on lui dit que la résistance de Caraccioli aux ordres qu'on lui portait avait contraint d'employer la force, et qu'il y avait succombé. Cependant elle accorda des lettres d'abolition aux conjurés qui s'étaient défaits de lui; elle ordonna que tous ses biens seraient confisqués pour cause de rébellion; elle fit arrêter son fils et tous ses parents, et elle permit que la populace pillât partout leurs hôtels[1].

1433. — Lorsque Louis III d'Anjou, qui séjournait à Cosenza, apprit la mort du grand-sénéchal, il se flatta d'être rappelé à la cour, et d'entrer enfin en jouissance des prérogatives réservées à l'héritier présomptif de la couronne. Mais la duchesse de Suessa, qui voulait régner sans partage sur l'esprit de la reine, ne permit point le retour de son fils adoptif. Jeanne, incapable d'avoir elle-même une volonté, était désormais soumise à sa confidente, autant qu'elle l'avait été auparavant à son amant. Louis céda sans résistance aux

[1] *Giannone Istoria civile del regno di Napoli.* L. XXV, c. 5, T. III, p. 450. — *Tristani Caraccioli Opuscula histor.* T. XXII, p. 35. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1095.

intrigues de la cour; il se résigna à vivre en Calabre; il s'y maria avec la princesse Marguerite de Savoie qui vint l'y joindre. 1434. — Toujours obéissant aux caprices d'une reine qui cédait elle-même aux intrigues de tous ses favoris, il entreprit par ses ordres, en 1434, une guerre qu'il croyait injuste contre Jean-Antoine Orsini, le plus puissant des feudataires napolitains, que les favoris voulaient dépouiller pour se partager ses richesses. Orsini, assiégé dans sa ville de Tarente par Louis d'Anjou et Jean Caldora, courait risque de perdre tous ses états, lorsqu'une fièvre survenue au duc de Calabre, au mois de novembre 1434, mit en peu de jours ce prince au tombeau [1].

La facilité de caractère de Louis d'Anjou et son extrême douceur lui avaient gagné l'affection de tous ceux qui l'entouraient. Il s'était fait chérir des Calabrais au milieu desquels il vécut longtemps, et ce fut lui qui les attacha à la maison d'Anjou par une affection qui ne se démentit point dans les guerres civiles subséquentes. Mais son excessive condescendance et sa faiblesse livrèrent la reine à ses mauvais conseillers; il ne dut attribuer qu'à sa propre pusillanimité son long exil de la cour; c'est ainsi qu'il perdit pour lui-même et pour sa famille les droits que son adoption lui avait fait acquérir, et qu'il fut la cause indirecte des longues guerres qui dévastèrent le royaume après sa mort [2].

Dès que le roi Alfonse V d'Aragon apprit la mort du grand-sénéchal, il songea à rentrer dans les bonnes grâces de Jeanne II, et à faire confirmer par elle sa précédente adoption. Il résidait depuis quelque temps en Sicile; de là il était venu à Ischia, pour suivre de plus près ses négociations avec

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1096.—*Annales Bonincontrii Miniatensis*. T. XXI, p. 143. — *Bartho. Facii Rerum Gestar. Alphonsi regis*. L. IV, p. 46. *In Thesauro Antiquit. Ital.* T. IX, P. III. — *Jo. Marianæ de reb. Hisp.* L. XXI, c. VII, p. 13. — [2] *Giannone Istoria civile*. L. XXV, c. 6, p. 453.

la favorite, qui paraissait avoir embrassé ses intérêts. Mais, trop empressé d'accroître le nombre de ses partisans, il gagna aussi le duc de Suessa, qui était brouillé avec sa femme, et par là il excita la défiance de tous deux. Les deux époux rendirent mutuellement leurs négociations infructueuses, et Alfonse, après avoir renouvelé pour dix ans la trêve entre les deux royaumes de Sicile et de Naples, quitta les rivages de la Campanie[1]. Il devait bientôt y être rappelé par la mort de Jeanne II, événement qu'on prévoyait dès longtemps. 1435.— Cette princesse, parvenue seulement à sa soixante-cinquième année, était affaiblie d'esprit et de corps, comme si elle avait atteint la dernière vieillesse. Elle mourut le 2 février 1435 [2]. Peu auparavant, elle avait fait un testament par lequel elle appelait à la succession du royaume de Naples René duc d'Anjou et comte de Provence, frère de Louis de Calabre qu'elle avait précédemment adopté [3].

René était le plus proche héritier de la seconde maison d'Anjou, et il régnait déjà sur la Provence, ancien patrimoine des rois français de Naples. Cette maison fondait son droit de succession sur ce qu'elle avait été adoptée par Jeanne l'ancienne, qui, pour punir l'ingratitude de son cousin Charles III, avait déshérité la branche de Duraz. Mais comme cette branche était entièrement éteinte, et comme il ne restait plus dans aucune ligne aucun des descendants de l'ancien Charles d'Anjou, conquérant du royaume, il était naturel que des titres moins valides encore que ceux de René acquissent quelque importance. Alfonse V d'Aragon, qui se préparait à les combattre, fondait ses prétentions sur son adoption par Jeanne II; cette princesse l'avait révoquée, il est vrai, mais il s'efforçait de la faire valoir comme un traité réciproque, qu'un seul des

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1096.—*Ann. Bonincontrii*. T. XXI, p. 141.—[2] *Giornali Napoletani*. p. 1098. — *Annal. Bonincontrii*. p. 144. — [3] Il est rapporté par Giannone. L. XXV, c. 6, p. 454.

contractants ne pouvait annuler sans l'agrément de l'autre. Il prétendait en même temps avoir un droit de succession antérieur à celui de la maison d'Anjou, droit qui avait été transmis à la maison d'Aragon par Constance, fille de Manfred. En effet, Alfonse régnait déjà en Sicile comme le plus proche héritier des Normands qui avaient fondé ce royaume, et de la maison de Hohenstauffen qui avait hérité d'eux par les femmes. Mais ce droit de succession paraissait invalidé par l'illégitimité de Manfred qui l'avait transmis, par le grand nombre de femmes qui l'avaient fait passer de maison en maison, et par une prescription de cent soixante-quinze ans. Avec au moins autant de droit que ces deux compétiteurs, Eugène IV réclamait, pour la directe du Saint-Siége, un royaume qui avait été inféodé aux trois maisons de Hauteville, de Hohenstauffen et d'Anjou, sous la condition expresse qu'il retournerait à l'Église à l'extinction de la ligne légitime, ligne également éteinte dans ces trois maisons. Mais Eugène IV, qui annonça cette prétention dès la mort de la reine, était bien peu en état de faire une conquête aussi importante. Il était chassé de tout le territoire de l'Église; il demeurait à Florence en fugitif, et tandis que, par sa bulle du 21 février, il interdisait aux deux rivaux de faire valoir leur droit par les armes, et aux peuples de leur obéir, il choisissait pour gouverner en son nom ce même Vitelleschi, évêque de Recanati et patriarche d'Alexandrie, dont la perfidie et la cruauté lui avaient fait perdre la Marche d'Ancône, et dont la réputation seule suffisait pour empêcher de nouveaux sujets de se ranger sous ses lois [1].

Les Napolitains, attachés à la mémoire de Louis de Calabre, se conformèrent aux dernières volontés de la reine, et se dé-

[1] La bulle d'Eugène IV, datée du 9 des kalendes de mars à Florence, est rapportée dans les *Annales Ecclesiastici*. 1435, § 12. T. XVIII, p. 144. — *Joann. Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ*. L. III, T. XXI, p. 243.

clarèrent tous pour René, duc d'Anjou. Ils reconnurent un conseil de régence composé de seize seigneurs que Jeanne avait désignés ; ils lui associèrent vingt députés tirés de la noblesse et du peuple, et ils attendirent la venue du nouveau roi [1]. D'autre part, Alfonse, qui était en Sicile, et qui de là veillait sur les événements avec des forces imposantes, résolut de devancer l'arrivée des Français. Il avait engagé dans ses intérêts Jean-Antoine de Marzano, duc de Suessa, Christophe Caiétan, comte de Fondi, et Jean-Antoine Orsini, prince de Tarente. Tandis qu'il avait donné à ceux-ci l'ordre d'assembler leurs soldats, il vint lui-même avec une flotte considérable mettre le siége devant Gaëte [2]. En même temps le duc de Suessa surprit Capoue et y arbora les étendards d'Aragon, et le comte de Fondi avec le prince de Tarente firent prendre les armes aux Abruzzes.

Si Alfonse avait réussi à s'emparer de Gaëte, il aurait assuré la communication de Capoue avec la Sicile, tandis qu'il aurait fermé le chemin de Naples aux Français. Déjà il s'était rendu maître par surprise d'une des deux montagnes qui dominent cette ville. Elle s'étend de l'une à l'autre dans la vallée qui les sépare, sur un promontoire avancé de trois milles dans la mer ; des rochers presque à pic en supportent les murailles, et une langue de terre basse unit seule la double montagne au continent. Le port de Gaëte, l'un des plus beaux et des plus sûrs de la Méditerranée, était alors fréquenté par les Génois qui y avaient établi un grand nombre de maisons de commerce. Depuis le commencement des troubles ils y avaient réuni leurs marchandises les plus précieuses, et ils y avaient entassé d'immenses richesses qu'ils espéraient dérober aux dangers de la guerre. Les habitants de Gaëte étaient entièrement dévoués à ces hôtes opulents ; dès la mort de Jeanne

[1] *Giornali Napoletani.* p. 1098. — [2] *Giannone Istoria civile.* L. XXV, c. 7, p. 456. — *Barthol. Facii Rer. Gestar. Alphonsi regis.* L. IV, p. 48.

ils avaient invité les Génois à prendre leur ville en dépôt, et à y tenir garnison, jusqu'au moment où le trône de Naples serait occupé par un prince universellement reconnu. François Spinola avait été nommé par la ville de Gênes commandant de Gaëte, et Ottolino Zoppo, secrétaire de Visconti, à cette époque seigneur de Gênes, lui avait été adjoint par le duc de Milan. Trois cents soldats génois défendaient Gaëte avec quelques troupes milanaises. Malgré la terreur que leur causa d'abord l'introduction des Aragonais dans quelques tours bâties sur la montagne, qui leur avaient été livrées par des traîtres, ils soutinrent les attaques d'Alfonse, jusqu'au moment où leur patrie put leur envoyer des secours[1].

Le siége de Gaëte avait été commencé par Alfonse au mois de mai, époque où presque tous les greniers sont vides ; la ville attendait de la campagne sa subsistance journalière, et comme une foule de paysans s'y étaient retirés à l'approche des Aragonais, elle commença bientôt à souffrir toutes les horreurs de la famine. Spinola, déterminé à se défendre jusqu'à l'extrémité, renvoya les bouches inutiles. Des troupes de femmes, d'enfants, de vieillards, déjà accablés de misère et languissants de faim, arrivèrent au camp d'Alfonse, en fuyant loin des murs où les fils, les frères et les époux de ces mêmes femmes étaient demeurés pour combattre. Les conseillers d'Alfonse lui représentèrent que le droit funeste de la guerre autorisait un assiégeant à renvoyer dans la ville tous ceux qui tentaient d'en sortir, et à refuser à des ennemis une compassion qu'ils n'avaient pas trouvée chez leurs proches. Mais Alfonse le MAGNANIME mérita surtout ce jour-là le surnom

[1] *Jacobi Bracelli Genuensis de Bello Hispano.* L. III. F. 4, verso. Dans l'ancienne édition de cet historien distingué (*Haganoæ,* 1530, in-4°), les pages ne sont point numérotées ; je les indique par la lettre d'imprimerie qui marque les feuilles. — *Petri Bizari Senatus Populique Genuens. Historia.* L. XI, p. 245. — *Uberti Folietæ Genuens. Historia.* L. X, p. 569. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1100. — *Joannis Simonetæ. Histor.* L. III, T. XXI, p. 243.

qui le distingue dans l'histoire. « J'aime mieux, dit-il, ne pas « prendre la ville, que de manquer à l'humanité. » Il fit distribuer des vivres aux fugitifs, et leur permit ensuite de se retirer où ils voudraient. Il perdit probablement ainsi l'occasion de prendre Gaëte ; il s'exposa même à la calamité qu'il éprouva bientôt après ; mais il accoutuma le peuple, et ses ennemis eux-mêmes, à se confier en sa générosité ; il gagna le cœur des Napolitains, et il s'ouvrit par ses vertus le chemin du trône, où il ne tarda pas à monter[1].

Spinola avait fait demander des secours à Gênes ; mais l'armement de la flotte destinée à faire lever le siége de Gaëte fut retardé par des intrigues entre les partis opposés, et par le découragement des anciens républicains, qui ne combattaient plus avec le même zèle pour la grandeur de leur patrie, depuis qu'ils la voyaient soumise à un maître étranger. Blaise de Assereto, marin distingué de l'ordre populaire, mit enfin à la voile l'un des derniers jours de juillet, et se dirigea vers le royaume de Naples. Sa flotte était composée de treize vaisseaux et de trois galères ; elle était montée par deux mille quatre cents soldats [2]. Lorsque Alfonse fut informé de son approche, il détacha cinq grands vaisseaux pour continuer le blocus de Gaëte ; il choisit ensuite sur toute son armée six mille soldats, qu'il fit monter sur les quatorze vaisseaux et les onze galères catalanes avec lesquels il résolut d'aller attendre l'ennemi. Il était devant l'île de Ponza, le 5 août 1435, lorsque les deux flottes se rencontrèrent. Alfonse se croyait assuré de la victoire, d'autant plus qu'on a lieu de croire que le duc de Milan l'avait averti secrètement des forces et des dispositions de l'amiral qui allait l'attaquer. Ce prince, qui se

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. X, p. 571.—*Barth. Facij.* L. IV, p. 53.—[2] *Joannis Stellæ Annal. Genuens.* T. XVII. *Rer. Ital.* p. 1316. — *Jacobi Braçelli de bello Hispano.* L. III. G. 3, verso. — *P. Bizari. S. P. Q. Genuens. Histor.* L. XI, p. 246. — *Barthol. Facii Rer. Gestar. Alphonsi. Regis.* L. IV, p. 58.

défiait toujours de l'esprit remuant des Génois, désirait les voir dompter par une défaite [1]. L'avantage du nombre semblait répondre du succès des Aragonais; Blaise d'Assereto ne craignit pas cependant d'augmenter encore son infériorité. Il donna ordre à trois de ses bâtiments de s'éloigner pour prendre le vent, tandis qu'avec le reste il engageait la flotte catalane. Son vaisseau amiral s'attacha à celui que montait le roi; un autre, nommé la Lomellina, combattit les deux frères d'Alfonse, dont l'un était roi de Navarre, l'autre grand-maître de Saint-Jacques de Calatrava. Chaque vaisseau génois avait affaire en même temps à deux vaisseaux catalans; les trois galères n'avaient point encore pris part à la bataille, mais bientôt l'amiral génois fit passer tout leur équipage sur les vaisseaux combattants, pour réparer ainsi les pertes qu'ils avaient déjà faites. Tandis qu'en dépit de l'infériorité du nombre il soutenait le combat, les trois navires qu'il avait détachés pour tourner la flotte ennemie et prendre le vent, revinrent à pleines voiles frapper avec une grande impétuosité contre les vaisseaux catalans. Celui du roi fut tellement jeté sur le côté, qu'il devint impossible de le redresser; le lest, mal assujetti, avait tourné dans le fond du bâtiment, et le retenait sur le flanc. Le roi et toute la garnison furent forcés de descendre entre les ponts, tandis qu'on faisait des efforts inutiles pour remettre le navire en équilibre. Malgré les désavantages de cette situation, l'équipage continua quelque temps encore à se défendre; mais plusieurs de ceux qui entouraient Alfonse ayant été blessés, ses courtisans le décidèrent enfin à se rendre. Il s'informa du nom et de l'origine des divers capitaines génois; et apprenant que l'un d'eux était Jacob Giustiniani, dont la famille était souveraine de Chio, ce fut à lui seulement qu'il consentit à remettre son épée [2].

[1] *Giornali Napoletani*, p. 1100. — [2] *Ubert. Folieta.* L. X, p. 881. — *Joann. Stellæ, Annal. Genuens.* p. 139. — *P. Bizari.* L. XI, p. 247. — *Jacobi Bracelli. Hispani Belli.*

Le reste de la flotte soutint encore quelque temps le combat, après qu'Alfonse se fut rendu; mais les Catalans découragés ne faisaient plus qu'une faible résistance; leurs vaisseaux baissaient pavillon l'un après l'autre, et après une bataille de dix heures, la flotte entière, à la réserve d'un seul navire, passa au pouvoir des Génois. On compta parmi les prisonniers Alfonse-le-Magnanime et ses deux frères, le roi de Navarre et le grand-maître de Saint-Jacques de Calatrava, le duc de Suessa, le prince de Tarente, le comte de Fondi, le grand-maître de Saint-Jean d'Alcantara, et cent princes ou seigneurs aragonais et siciliens; cinq mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de gentilshommes, mais qu'on ne jugea pas assez riches pour exiger d'eux une rançon, furent remis en liberté le même jour; des richesses immenses, accumulées sur les vaisseaux, furent la proie du vainqueur; en même temps les habitants de Gaëte, empressés de s'associer à tant de gloire, firent une sortie si vigoureuse, qu'ils forcèrent le camp des assiégeants et s'en emparèrent.

Lorsque la nouvelle de cette victoire, la plus importante, la plus glorieuse qui de tout le siècle eût été remportée sur la Méditerranée, fut parvenue à Gênes, elle y excita les transports d'une joie que ce peuple n'avait plus ressentie depuis qu'il était privé de sa liberté. D'anciens sentiments de gloire nationale étaient réveillés par un avantage si éclatant, remporté sur un peuple que les Génois avaient de tout temps considéré comme leur ennemi. Le sénat ordonna que pendant trois jours on rendrait à Dieu de solennelles actions de grâces dans toutes les églises, et l'anniversaire des nones du mois d'août,

L. III, H. 2. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1100. — *Joan. Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ.* L. II, p. 144. — *Bartholomæi Facii Rerum Gestar. Alph. I.* L. IV, p. 61 — Vol. II *des Chroniques d'Enguerrand de Monstrelet*, p. 108. — *Jo. Marianæ de Reb. Hisp.* L. XXI, c. IX, p. 15.

jour de Saint-Dominique, fut consacré par une fête perpétuelle [1].

Mais les Génois s'aperçurent bientôt que Philippe-Marie Visconti, le souverain qu'ils s'étaient donné, loin de partager leur contentement, voyait leur gloire avec envie. Il avait envoyé ordre à Blaise Assereto de conduire immédiatement ses captifs à Savone, d'où il les ferait passer à Milan, sans laisser jouir les Génois de leur triomphe, et il avait défendu au sénat de communiquer sa victoire aux princes de l'Europe. Bientôt on apprit à Gênes, avec plus de surprise encore, quelle réception Philippe avait préparée à Alfonse, à ses frères, et aux autres captifs qu'on lui avait amenés à Milan [2].

Philippe, peu généreux dans l'habitude de sa vie, l'était par-delà toute attente envers les prisonniers que le sort des armes mettait entre ses mains. Il accueillit Alfonse comme plusieurs années auparavant il avait accueilli Charles Malatesti; il l'entoura de tant de marques d'affection et de respect, qu'il parvint presque à lui faire oublier son malheur. Par cette conduite il encouragea le roi d'Aragon à lui parler du fond de son système politique, à discuter avec lui ses intérêts réels, et à lui proposer un changement complet dans l'ensemble de ses alliances. Alfonse représenta au duc de Milan que, jusqu'à ce jour, le royaume de Naples avait été disputé entre deux maisons rivales, et que leurs guerres civiles avaient permis au reste de l'Italie d'établir son indépendance. Aussi longtemps que ces guerres avaient duré, disait-

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Histor.* L. X, p. 583. — *Jacobi Bracelli Genuens.* L. III, H. 3, verso.— [2] *Joannis Stellæ Annal. Genuens.* T. XVII, p. 1318. C'est ici que se termine le récit de cet historien contemporain, fils et continuateur de George Stella : comme lui il rapporte, avec peu d'art et à la manière des anciennes chroniques, les événements de sa patrie; mais il nous conserve toujours les impressions et les sentiments de ses concitoyens. On pressent dans ses dernières lignes la révolte de Gênes qui se préparait.—*Uberti Folietæ.* L. X, p. 585. — *P. Bizari.* L. XI, p. 249. — *Jacobi Bracelli.* L. IV, H. 4.

il, les Visconti avaient pu, sans impolitique et sans renverser la balance de l'Italie, s'attacher tour à tour aux maisons de Duraz ou d'Anjou. Mais si la victoire brillante des Génois et sa propre captivité plaçaient enfin la maison d'Anjou sur le trône, comme elle n'aurait plus désormais d'ennemis à craindre, elle remonterait bientôt au même degré de puissance et d'ambition auquel s'était élevée la première maison d'Anjou, sous le règne de Charles l'ancien. Comment alors ne pas prévoir que les Français, qui avaient en tout temps convoité l'Italie, et qui en occuperaient les deux extrémités, l'asserviraient bientôt tout entière? « Les Français, lui dit-il, sont, de tous « les voisins de l'Italie, les seuls dangereux pour son indé« pendance. Leurs armées peuvent en peu de jours pénétrer « jusqu'au centre de la Lombardie; leur rapidité et leur ma« nière de faire la guerre, si différente de celle des Allemands « et des Italiens, étonnent et épouvantent les peuples; leur « arrogance après la conquête fait sentir doublement la perte « de la liberté. Le souverain de la Lombardie doit se souvenir « sans cesse que toute sa politique doit tendre à leur fermer « le passage des montagnes. Il court à sa perte s'il leur sou« met lui-même les provinces méridionales, et s'il les oblige « à établir une communication journalière entre leurs propres « frontières et le royaume qu'il veut leur faire conquérir. L'I« talie entière ne serait bientôt plus alors que le chemin de « Naples; sans cesse traversée par les armées françaises, elle « serait tenue par elles dans le respect et la crainte. Bien au « contraire les Aragonais, qui ne peuvent avoir aucune com« munication continentale avec le royaume de Naples, s'ils « arrivent à le conquérir, feront nécessairement cause com« mune avec tous les Italiens, pour garder la seule frontière « par laquelle l'Italie puisse être attaquée. Le pays que mes « ancêtres m'ont laissé à gouverner, dit enfin Alfonse, est « petit et pauvre, et ce ne sera jamais par mes seules forces que

« je renverserai la balance de l'Europe. D'ailleurs, la difficulté de transporter des armées nombreuses sur une flotte « m'empêcherait de tirer parti d'une puissance bien plus considérable, quand je pourrais en disposer. Aujourd'hui que « tous les états tendent à s'agrandir, que Sigismond annonce « l'intention de transmettre la Hongrie et la Bohême à la « maison d'Autriche, que Charles VII, déjà réconcilié avec le « duc de Bourgogne, ne peut plus tarder à faire la paix avec « les Anglais, et qu'alors il disposera des ressources d'une « monarchie plus vaste encore, il faut songer d'avance à « la résistance que nous pourrons opposer à d'aussi redoutables adversaires. Lorsque les guerres civiles qui les occupent encore seront terminées, ils s'efforceront de rejeter sur « nous les armées qu'ils ont accoutumées au combat et qui les « accablent. Les Italiens et les Espagnols sont faits pour s'allier et résister ensemble; des rapports de gouvernement, de « mœurs et de langage, peuvent resserrer leur alliance; mais « jamais les hommes du midi ne s'accoutumeront aux mœurs « ou à l'empire des hommes du nord; jamais ils ne supporteront la pétulance insolente des Français, ou la morgue et « la dureté des Allemands[1]. »

A ces motifs puissants de politique, Alfonse joignit, pour persuader Philippe, le pouvoir prodigieux que son esprit et l'élégance de ses manières lui donnaient sur le cœur des hommes. Ce prince, Castillan d'origine, avait quelque chose de plus fier, de plus franc, de plus chevaleresque que les Aragonais sur lesquels il régnait, ou les Italiens au milieu desquels il combattait. Sa vie avait été partagée entre l'amour, les lettres et les armes. Il conservait dans son cœur une pro-

[1] *Ubertus Folieta. Genuens. Histor.* L. X, p. 585. — *Nic. Macchiavelli Istor.* L. V, p. 96. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* L. IV, p. 604. — *Joann. Simonetæ.* L. III, p. 245. — *Jacobi Bracelli Hispani Belli.* L. IV, H. 4, ver. — *P. Bizarro. Hist. Genuens.* L. XI, p. 249.

fonde douleur pour la mort de Marguerite de Hijar sa maîtresse, qui, après lui avoir donné pour fils Ferdinand, depuis roi de Naples, avait été étranglée par ordre de sa femme, Marguerite de Castille. Il n'avait voulu ni la venger, ni revoir sa meurtrière; il s'était éloigné de son royaume pour distraire sa douleur par des expéditions hasardeuses. Au milieu des guerres continuelles où son ambition l'avait engagé, il ne s'était pas refroidi un instant dans l'amour des lettres que lui avait inspiré Antoine Beccadelli de Palerme, d'abord son précepteur, ensuite son conseiller, et quelquefois son ambassadeur dans des occasions importantes. Sa cour était composée de savants; l'antiquité était toujours présente à sa pensée, il vivait avec César et Alexandre autant qu'avec ses contemporains; et dans un siècle où les lettres classiques étaient cultivées avec enthousiasme, où la gloire paraissait réservée à l'érudition, et où le beau langage importait plus encore que la pensée, Alfonse semblait en possession de toute la gloire humaine. Tous les dispensateurs de la renommée étaient à ses gages, tous les lettrés célébraient ses exploits, et son suffrage à lui-même semblait donner la mesure du mérite et du savoir. Il réunissait dans sa figure, dans son expression, dans ses manières, toutes les qualités qui séduisent le cœur ou qui éblouissent les yeux. Son esprit était aussi prompt, aussi persuasif, aussi plein de grâces qu'il était orné. Il domina, il captiva entièrement Philippe, dont le caractère défiant et sombre ne s'était encore jamais ouvert à l'amitié; et le vainqueur n'eut bientôt plus d'autre conseiller, d'autre confident que son captif [1]. Une étroite alliance fut conclue entre eux, et le duc de Milan, déterminé à faire conquérir à son hôte le royaume de Naples, ordonna aux Génois de préparer six grands vaisseaux de ligne, pour ramener Alfonse avec toute

[1] *Antonius Panhormita de dictis et factis Alphonsi. — Bartholomæi Facii de vita rebusque gestis Alphonsi passim.*

sa cour dans les mêmes lieux où ils l'avaient vaincu, et pour combattre désormais en sa faveur[1].

Cependant Philippe-Marie fut bientôt averti de l'indignation que ces ordres avaient causée à Gênes; la fermentation y était si grande que tout y annonçait déjà une révolte. Le duc crut la prévenir en appelant à Milan une députation des hommes les plus considérables de l'état, pour traiter avec eux de la rançon du roi d'Aragon. Il leur dit qu'Alfonse était convenu de céder la Sardaigne aux Génois pour prix de sa liberté, et il les renvoya comblés de joie par l'espérance d'une aussi brillante acquisition. En même temps il fit passer à Gênes deux mille hommes, destinés, disait-il, à monter sur les galères qui prendraient possession de la Sardaigne. Mais bientôt les Génois s'aperçurent qu'ils avaient été joués par leur duc, et que la promesse de leur restituer la Sardaigne n'était qu'un leurre destiné à faire ouvrir leurs portes à la garnison qu'on voulait établir chez eux.

Une nouvelle offense aigrit encore leur ressentiment; des députés de Gaëte vinrent féliciter les Génois sur leur victoire, les remercier des secours qu'ils en avaient reçus, et les prier de garder la ville de Gaëte en dépôt jusqu'à la fin des guerres du royaume de Naples. Le duc, averti de l'arrivée de ces députés, les fit conduire à Milan; il employa tous les genres de séduction pour leur persuader d'abandonner le parti d'Anjou, et d'ouvrir leurs portes au roi Alfonse; et il les renvoya ensuite, sans permettre aux Génois d'accepter l'offre qui leur était faite[2].

Sur ces entrefaites un nouveau gouverneur, Érasme Trivulzio, fut envoyé par le duc pour prendre le commandement de Gênes, et remplacer Pacino Alciat qui était rappelé.

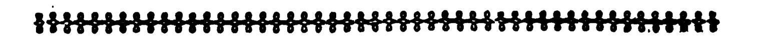
[1] *Uberti Folietae Hist. Genuens.* L. X, p. 586. — *Giannone Istoria civile.* L. XXV, c. 7, p. 487. — [2] *Jacobi Bracelli Hispani Belli.* L. IV, l. 2. — *P. Bizarro S. P. Q. Genuensis Historia.* L. XI, p. 250.

Les Génois résolurent de profiter des cérémonies de son installation pour recouvrer leur liberté. L'ancien gouverneur avait été au-devant du nouveau. Au moment où tous deux rentraient dans la ville, et où ils venaient de passer la porte de Saint-Thomas, cette porte, occupée par les conjurés, fut fermée sur eux, en sorte que les deux gouverneurs se trouvèrent séparés de tous leurs soldats. Dès qu'ils s'en aperçurent ils voulurent s'enfuir, et Trivulzio parvint en effet à la citadelle du Castelletto, où il s'enferma. Mais Pacino Alciat fut atteint près du *Fossatello* et massacré; son corps fut laissé quelque temps exposé aux yeux du peuple devant le temple de San-Siro, pendant que la ville entière retentissait de cris qui l'appelaient aux armes et à la liberté. François Spinola, le même qui avait défendu Gaëte avec tant de vaillance, se mit à la tête des insurgés; il attaqua les soldats milanais, découragés par la perte de leurs deux chefs, et il les força à se rendre presque sans combat. La ville de Savone, avertie de la révolte de Gênes, suivit son exemple; elle surprit aussi et chassa la garnison milanaise; les divers châteaux que le duc possédait auprès de la capitale, et sur les deux rivières, furent repris par le peuple avec la même impétuosité, à la réserve du Castelletto, qui capitula seulement dans les premiers mois de l'année suivante. Ce fut le 27 décembre 1435[1] que les Génois reprirent ainsi leur rang parmi les peuples libres. Ils chargèrent six de leurs citoyens les plus illustres de revoir les lois de leur patrie, et de rendre à leur constitution une vigueur nouvelle; en même temps ils s'empressèrent d'envoyer des ambassades à Venise et à Florence, pour demander à être admis dans l'alliance de ces deux républiques, et pour s'as-

[1] *Jacobi Bracelli*, L. IV, I. 3, et *P. Bizarro*, L. XI, p. 253, disent VI kal. Januarias (le 27 déc.). Folieta dit la veille de Noël (24 déc.). Je ne sais où Muratori a pris la date du 12 déc. qu'il a choisie. — *Bart. Facii*. L. IV, p. 65.

surer de leur protection contre le duc de Milan, leur commun ennemi[1].

[1] *Jacob. Bracelli.* L. IV, I. 3. Il fut lui-même envoyé à cette époque auprès des Florentins et du pape Eugène IV, pour demander des secours de blé, afin de mettre les Génois en état de soutenir un siége au besoin. Les Florentins leur en envoyèrent aussitôt en grande abondance. Le pape se contenta de ne pas défendre qu'on leur en portât. —*Ubertus Folieta Genuens. Hist.* L. X, p. 588. — *P. Bizarro.* L. XI, p. 251.—*Nic. Macchiavelli.* L. V, p. 99.



CHAPITRE II.

Les émigrés florentins engagent le duc de Milan à recommencer la guerre contre Florence; cette république, mécontente de Venise, signe une trêve séparée; siége de Brescia; danger des Vénitiens.

1438-1438.

Deux seules républiques, Venise et Florence, soutenaient avec constance en Italie la cause de la liberté; elles se montraient toujours prêtes à arrêter les projets des usurpateurs, et à maintenir cet équilibre entre les divers états, qui conservait à chacun son importance et sa richesse. Cependant ces deux cités ne jouissaient point d'une constitution qui parût propre à leur assurer à elles-mêmes les avantages d'une liberté dont elles se montraient si jalouses. La forme du gouvernement y était telle, qu'il assurait bien l'emploi de toutes les forces individuelles pour la chose publique, mais qu'il ne garantissait point par la force publique la liberté, la propriété et la vie de chaque individu. On voyait dans ces républiques le développement de grands talents, de beaucoup de zèle, de beaucoup de vertus pour le service de la patrie: on n'y voyait pas cet heureux équilibre des pouvoirs, qui doit empêcher ou les magistrats d'opprimer le peuple, ou l'une des factions d'en écraser une autre. A Venise, une organisation forte et silen-

cieuse faisait taire toutes les passions personnelles, arrêtait toutes les factions dès leur premier essor, prévenait toutes les révolutions, et ne laissait paraître aucun homme, aucun caractère, aucun individu qui se détachât de la masse commune. L'esprit n'était rempli que par la notion abstraite de la république; on voyait sur la scène la seigneurie, le grand conseil, le conseil des Dix; on les voyait animés par une ambition profonde, orgueilleuse, opiniâtre, qui ne se démentait jamais; cependant aucun nom ne s'attachait à leurs décisions. Le caractère ou les vertus du doge, la prudence d'un conseiller, les talents d'un orateur, ne perçaient jamais le voile qui couvrait toutes les délibérations de la seigneurie. Les étrangers, les historiens, les sujets mêmes de l'état voyaient toujours la république comme un être idéal, qui ne changeait jamais de systèmes, qui n'avait de passions que des passions éternelles, et qui cependant savait employer, pour arriver à ses fins, tout ce que l'amour de la patrie peut développer de talents et de vertus dans chaque citoyen, lorsqu'il sent que cette patrie est attentive à ses actions, et qu'il est quelque chose dans l'état.

La république florentine était absolument différente; sa force ne résidait pas dans la constitution, mais dans l'esprit public qui l'animait; la seigneurie, les conseils, les magistratures avaient un crédit moins stable, un caractère moins arrêté que les citoyens qui les dirigeaient. Les corps constitués rentraient dans l'ombre pour laisser paraître les individus, et le pouvoir de l'état, au lieu d'être concentré dans les mains des fonctionnaires publics, se trouvait presque en entier en dehors des magistratures. Il était exercé par quelques hommes dont la prudence, la richesse, l'éloquence et les alliances de famille avaient assuré le crédit. Selon que ces hommes l'emportaient l'un sur l'autre, qu'ils réussissaient à se supplanter, à s'envoyer réciproquement en exil, on voyait

la république passer des mains d'une famille à celles d'une autre. Alors les droits des citoyens étaient violés par la faction triomphante, tout comme ils l'étaient souvent à Venise par l'autorité permanente des magistrats; mais la forme du gouvernement demeurait à peu près la même, et son esprit extérieur était plus constant encore. On voyait avec surprise la politique des Florentins à l'égard de tout le reste de l'Italie se conserver aussi ferme, aussi inébranlable que si un sénat antique et toujours immuable avait dicté toutes leurs résolutions.

La faction des Albizzi, qui avait dominé pendant cinquante-trois ans (de 1381 à 1434), avait bien mérité de la république florentine. Dans ce long espace de temps elle avait fait preuve d'une sagesse, d'une constance et même d'une modération dans la direction des affaires, que n'avaient point égalées celles qui la précédèrent, que n'imita point celle qui la suivit. C'étaient les Albizzi qui avaient tour à tour arrêté les projets ambitieux de Jean Galéaz, premier duc de Milan, de Ladislas, roi de Naples, et de Philippe-Marie Visconti. En même temps qu'ils avaient ainsi maintenu la liberté de l'Italie, ils avaient respecté celle de leur propre pays. Maso des Albizzi, Nicolas d'Uzzano, et Rinaldo des Albizzi, qui s'étaient succédé à la tête du gouvernement, n'avaient jamais cessé d'être de simples citoyens; ils ne s'étaient jamais arrogé, ni sur l'état, ni sur leur propre parti, une autorité arbitraire; ils n'avaient employé aucun moyen détourné pour augmenter ou leur influence ou leurs richesses. Au lieu d'avoir recours à la force ou à la corruption pour assurer la continuation de leur crédit, ils l'attendaient de leur propre mérite, de leurs talents et de leurs alliances. La révolution qui les renversa en 1434, et qui éleva Cosme de Médicis à leur place, commença dès lors à altérer à Florence les principes du gouvernement républicain. Le parti des Mé-

dicis était distingué par le nom de parti populaire ; son triomphe fut considéré comme une victoire de la démocratie sur l'aristocratie ; mais ce fut justement par là qu'il fut le plus funeste aux sentiments d'égalité. Plus les associés de Cosme de Médicis étaient d'un ordre subalterne, et plus l'immense richesse, l'immense considération dont ce chef jouissait, étaient disproportionnées avec leur obscurité. Il devint l'homme de son parti, bien plus exclusivement que Renaud des Albizzi n'avait été l'homme du sien, et dès cette époque la famille des Médicis commença à marcher à grands pas vers la souveraineté de la Toscane, dont elle s'empara au bout d'un siècle.

1434. — Le triomphe du parti des Médicis fut signalé par des actes nombreux de tyrannie. La balie, qui avait donné une forme nouvelle au gouvernement, frappa de sentences révolutionnaires la plupart des chefs du parti qu'elle avait vaincu. La seigneurie qui siégea dans les mois de novembre et décembre 1434, et qui était absolument dévouée aux Médicis, fut plus rigoureuse encore. Elle prolongea le terme de l'exil de quelques proscrits ; elle aggrava pour d'autres la peine de la rélégation, en les forçant à vivre dans des lieux malsains, ou éloignés de tous leurs intérêts ; elle étendit ses condamnations sur un grand nombre de nouvelles victimes, et elle se détermina dans ses jugements, moins par le rôle qu'avaient joué ceux qu'elle frappait, que par l'importance que pouvaient leur donner leurs richesses, leurs parents et le nombre de leurs amis[1]. Elle ne s'abstint pas même de répandre du sang. Antoine, fils de Bernard Guadagni, fut décapité avec quatre autres citoyens ; on vit avec autant de surprise que d'effroi, parmi ceux qui subirent le dernier supplice, Cosme Barbadori et Zanobi Belfratelli, qui, ayant

[1] *Macchiavelli delle Istorie.* L.V, p. 92.— *Ricordi di Gio. Morelli. Deliz. Erud.* T. XIX, p. 124. — *Istorie di Gio. Cambi. Ib.* T. XX, p. 192.

quitté le lieu où ils étaient relégués, pour venir à Venise, furent arrêtés par ordre de la seigneurie et envoyés à Cosme de Médicis, au mépris du droit des gens et de l'hospitalité universelle, que les Vénitiens eux-mêmes regardaient comme une des franchises de leur ville[1].

1435. — Tant d'exils et de condamnations devaient affaiblir la république; le parti vainqueur, pour compenser les pertes qu'il avait causées à Florence, distribua des grâces à ses adhérents. La famille des Alberti, qui un demi-siècle auparavant avait été mise hors de la loi comme rebelle, fut rétablie dans tous les honneurs qu'elle avait perdus; presque toutes les anciennes condamnations furent abolies, presque tous les grands furent réintégrés dans l'exercice des droits de cité. On scruta toutes les bourses d'où l'on tirait au sort les magistrats; tous les noms des citoyens suspects de partialité pour les Albizzi en furent retirés, et on leur substitua les noms des plus zélés partisans du gouvernement nouveau. Les juges, en matière criminelle, furent choisis avec plus de soin encore. Les exilés, même après avoir accompli le temps de leur exil, ne furent admis à rentrer dans leur patrie qu'après avoir obtenu trente-quatre suffrages favorables sur trente-sept, dans une délibération de la seigneurie unie au collége. Toute correspondance avec les proscrits, toute action, toute parole suspecte, furent punies avec sévérité; et ceux, parmi les partisans du précédent régime, qui ne furent pas atteints nominativement par des condamnations, furent frappés de contributions extraordinaires, par lesquelles on prit à tâche de les ruiner[2].

1436. — Renaud des Albizzi, qui avait reçu ordre de s'éloigner à plus de cent milles de Florence, ne tarda pas à sortir des confins qu'on lui avait assignés, et à encourir

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXI, T. III, p. 7. — [2] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. V, p. 93. — *Scipione Ammirato Istor. Florent.* L. XXI, T. III, p. 2.

ainsi une condamnation à mort comme rebelle. Mais, peu effrayé de cette sentence impuissante, il ne songeait plus qu'à rallumer la guerre entre Florence et le duc de Milan, et à rentrer dans sa patrie avec l'appui d'armes étrangères. Les Florentins et les Vénitiens paraissaient avoir contrevenu à la paix qu'ils venaient tout récemment de signer, lorsqu'ils avaient admis les Génois dans leur alliance. Par leur traité avec le duc de Milan, ils avaient reconnu Visconti comme seigneur de Gênes; ils ne pouvaient donc promettre des secours aux Génois révoltés. Dès que Renaud des Albizzi apprit cette infraction au dernier traité, il se rendit auprès du duc de Milan. Il ne chercha point à déguiser dans ses discours sa longue inimitié pour la maison Visconti, et la vigilance avec laquelle il l'avait arrêtée dans tous ses projets, aussi longtemps que lui-même avait été à la tête de la république; il avait fait alors, disait-il, son devoir envers sa patrie; il ne croyait pas moins s'acquitter envers cette même patrie du devoir d'un citoyen fidèle, lorsqu'il armait contre elle un puissant voisin; car son dessein n'était pas de l'asservir, mais de lui rendre sa liberté. « La calamité d'un mauvais gouvernement, lui dit-il, « est bien plus durable, bien plus pernicieuse qu'une guerre; « le mal passager que nous faisons aujourd'hui à notre patrie « est la seule ressource qui nous reste pour la préserver d'un « mal éternel. » Il fit voir ensuite comment Florence, en acceptant l'alliance génoise, avait donné au duc un juste motif de reprendre les armes, et comment la situation de cette république appauvrie, divisée, soupirant après un libérateur, promettait à son ennemi des succès qu'il n'avait eus dans aucune guerre précédente[1].

Philippe-Marie se laissa persuader par les discours de Renaud et des émigrés florentins; il crut qu'une révolution al-

[1] *N. Macchiavelli Istoria.* L. V, p. 101. — *Scipione Ammirato Istor. Fiorent.* L. XXI, T. III, p. 6.

lait éclater dans cette république, et qu'il devait se mettre à portée d'en profiter. Mais les ennemis d'un état, lorsqu'ils fondent leurs espérances sur le mécontentement intérieur, sont pour l'ordinaire d'autant plus grossièrement trompés, qu'ils sont mieux servis par leurs espions. Les murmures, l'impatience, les désirs de vengeance dont on les entretient, existent bien réellement, seulement ils ne produisent aucun effet, et ils ne répondent jamais à leur attente. La puissance publique, loin d'être entravée par l'humeur de quelques mécontents, trouve souvent en elle un prétexte pour déployer plus de vigueur; et l'orgueil national permet rarement aux peuples qui souffrent le plus d'attendre leur soulagement des étrangers.

Visconti, au reste, était décidé à faire la guerre à Florence, plus encore par son animosité personnelle que par les sollicitations des émigrés. Il avait donné ordre à Nicolas Piccinino d'attaquer immédiatement Gênes, et de porter des secours aux soldats milanais qui défendaient le Castelletto; mais tous les efforts de cet habile général pour délivrer cette forteresse avaient été inutiles. Tandis qu'il forçait les passages de la Polsévéra, qu'il ruinait San Pier d'Aréna et une partie de la rivière de Ponant, le Castelletto s'était rendu presque sous ses yeux, et avait été rasé par les Génois[1]. Alors le duc donna ordre à son général de passer dans la rivière de Levant, pour menacer en même temps Gênes et la Toscane, et pour veiller l'occasion de surprendre les Florentins avant de leur déclarer la guerre.

Les négociations, tout comme les mouvements militaires, procédaient avec une extrême lenteur, car l'année 1436 s'écoula tout entière sans que la guerre fût déclarée. Piccinino prétendait agir en son nom propre, comme condottière, et non

[1] *Uberti Folietæ Hist. Genuens.* L. X, p. 589. — *Jac. Bracelli Hisp. Belli*, L. IV, T. IV.

comme général du duc de Milan ; il annonçait qu'il voulait passer dans le royaume de Naples au service d'Alfonse : il menaçait de s'en ouvrir la route les armes à la main ; et, sous ce prétexte, il attaqua tantôt Pietra-Santa, tantôt Vico-Pisano, tantôt Barga, que les Florentins défendirent contre lui[1]. Ceux-ci lui opposèrent le comte François Sforza, condottière qui avait contracté avec Cosme de Médicis les liens d'une amitié et d'une confiance intimes, et qui, s'élevant au-dessus de la politique fausse et étroite des marchands de soldats, manifestait déjà les sentiments d'un chevalier et d'un prince.

François Sforza avait été déclaré par Eugène IV souverain de la Marche-d'Ancône et gonfalonnier de l'Église; en retour, il avait rétabli l'autorité du pontife sur presque tous les états qui s'étaient révoltés contre lui. Il venait encore, au commencement de cette même année 1436, de lui soumettre Forli, d'où il avait chassé Antoine des Ordélaffi[2]. Mais à peine Eugène IV avait recouvré le patrimoine de ses prédécesseurs, qu'il avait regretté de l'avoir racheté par l'aliénation de la Marche-d'Ancône. Pour recouvrer cette province, il était convenu avec Baldassar de Offida, son lieutenant à Bologne, où lui-même résidait alors, de faire assassiner son général. Sforza fut averti de ce complot, par un cardinal de ses amis, la veille même de son exécution. Ayant intercepté une correspondance qui ne lui laissait plus de doutes sur le projet d'Eugène et de son indigne agent, il se contenta d'enlever, le 16 septembre, Baldassar de Offida du milieu de l'armée pontificale, et de l'envoyer dans la tour du château de Fermo, où ce malheureux mourut dans les fers; mais Sforza ne témoigna aucun ressentiment contre Eugène IV qui, tout tremblant, lui adressait les excuses les plus hum-

[1] *N. Macchiavelli Istor.* L. V, p. 106. — *Scipione Ammirato.* L. XXI, T. III, p. 7.— *Poggii Bracciolini Hist. Flor.* L. VII, p. 385. — [2] *Joannis Simonetæ Hist. Francisci Sfortiæ.* L. IV, p. 250.

bles, et il n'accusa que son seul conseiller d'une iniquité que le pape avait voulu commettre[1].

C'était uniquement pour ne pas troubler l'équilibre de l'Italie que le comte François Sforza montrait tant de modération. Son ambition n'était point satisfaite, comme celle des autres condottiéri, par les simples chances de la guerre; il nourrissait déjà l'espérance de recueillir un jour une partie de la succession du duc de Milan, lorsqu'il pourrait faire valoir les droits plus que douteux de Blanche, fille naturelle de ce duc, dont on lui promettait depuis longtemps la main. Aucun enfant légitime des Visconti ne restait plus pour réclamer leur héritage, et les prétentions d'une bâtarde pouvaient acquérir quelque valeur, lorsqu'elles seraient soutenues par un soldat de fortune. Mais Sforza connaissait les ruses, la fausseté, et en même temps l'inconséquence de son beau-père futur; il savait que la crainte seule avait pu inspirer à Visconti l'idée de former une alliance semblable; et il jugeait bien qu'il ne devait pas cesser un moment d'être redoutable aux yeux du duc de Milan, s'il voulait obtenir enfin sa fille. Pour cela, il lui importait de conserver en même temps la souveraineté de la Marche, la réputation de premier général de l'Italie, et le commandement de la plus brillante armée. S'il mettait cette armée à la solde de Visconti, il risquait de la voir dispersée ou détruite par les artifices et la jalousie de celui qu'il se serait donné pour maître. Il n'était pas assez riche pour entretenir ses soldats à ses propres frais; aussi il lui convenait de s'unir intimement aux deux républiques qui balançaient seules la puissance du duc; de se présenter toujours pour le combattre, et de le ménager toujours; de maintenir enfin, par des négociations habiles autant que par ses armes, l'équilibre de l'Italie, équilibre vers lequel tendait aussi toute la politique des états qu'il servait[2].

[1] *Jo. Simonetæ.* L. IV, p. 255. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 657. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. IV, p. 258.

Conformément à cette politique, il était essentiel de ne point altérer l'union des deux républiques avec le pape, puisque leur ligue était à peine égale en forces à celle que le duc de Milan avait contractée avec Alfonse. L'équilibre entre ces deux ligues était la seule garantie de l'existence de tous les petits états d'Italie. Chacune, d'ailleurs, se trouvait avoir à son service une association militaire plus souvent désignée par le nom d'*école*; et la rivalité de ces deux écoles faisait la sûreté de l'un et de l'autre parti. Elles avaient été formées avant la fin du XIVe siècle, l'une par Braccio de Montone, l'autre par Sforza Attendolo, père du comte François. L'inimitié de ces deux grands capitaines, qui avait duré jusqu'à leur mort, s'était transmise à tous les élèves qu'ils avaient accoutumés au métier des armes, et qui, dispersés au service de tous les états d'Italie, tenaient toujours les uns aux autres par une même jalousie de corps. La milice ou l'école de Braccio reconnaissait alors pour chef Nicolas Piccinino, qui demeura constamment dévoué au duc de Milan; ce fut une raison suffisante aux yeux des élèves de Sforza et du comte François leur chef, pour ne jamais abandonner le parti des républiques.

Nicolas Piccinino et François Sforza se trouvèrent en présence, sur les confins des territoires de Lucques et de Pise, dès le mois d'octobre 1436; mais ils étaient retenus l'un et l'autre par la crainte d'engager une nouvelle guerre, à laquelle les souverains qu'ils servaient n'étaient pas encore pleinement déterminés. Leurs escarmouches étaient mises sur le compte de la rivalité entre leurs deux écoles, et elles n'interrompaient point les négociations du pape Eugène IV pour maintenir la paix de l'Italie. Cependant, Piccinino ayant mis, au milieu de l'hiver, le siége devant Barga, place alors importante, et dont la perte pouvait entraîner celle de toute la Ligurie florentine, les conseils de Florence se décidèrent pour

la guerre. 1437. — Ils donnèrent ordre à François Sforza de secourir Barga à tout prix, sans épargner plus longtemps les sujets du duc de Milan ou ceux de la république de Lucques, qui avait permis que les hostilités commençassent sur son territoire. Sforza fit passer par les montagnes trois de ses capitaines avec deux mille cinq cents hommes, qui, tombant à l'improviste sur les assiégeants, le 8 février 1437, les mirent en déroute, leur firent un grand nombre de prisonniers, et les forcèrent à lever le siége [1].

Sur la nouvelle des premières hostilités qui avaient éclaté en Toscane, les Vénitiens donnèrent ordre à leur général, Jean-François de Gonzague, marquis de Mantoue, d'entrer dans la Ghiara d'Adda. Cette diversion contraignit Piccinino à repasser en Lombardie pour s'opposer aux Vénitiens [2]. Mais en s'éloignant de la Toscane, il livra en quelque sorte la république de Lucques à la vengeance de François Sforza. Ce petit état, qui sentait sa faiblesse et qui craignait pour son indépendance, avait presque toujours cru devoir faire cause commune avec les ennemis des Florentins. C'était moins par ambition que par défiance que les Lucquois s'étaient compromis. Après avoir provoqué leurs puissants voisins pour plaire au duc de Milan, ils demeuraient seuls aux prises avec eux. D'autre part, l'objet constant de l'ambition de la république florentine était d'étendre sa domination sur toute la Toscane; à plusieurs reprises elle avait tenté de s'emparer de Lucques, et elle avait été arrêtée bien plus souvent par la jalousie de ses propres alliés que par la puissance de ses ennemis. Au printemps de 1437, François Sforza dévasta tout le territoire de Lucques, sans trouver nulle part de résistance. Il prit suc-

[1] *Joan: Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ*. L. IV, p. 258. — *Scipiene Ammirato Istor. Florent*. L. XXI, T. III, p. 8. — *Nic. Macchiavelli Istor*. L. V, p. 108. — *Bonincontrii Miniatensis Annal*. T. XXI, p. 146.— [2] *M. Ant. Sabellico Histor. Veneziana*. Deca. III, L. II, f. 155. — *Jo. Simonetæ Hist*. L. IV, p. 261. — *Poggii Bracciolini Hist*. L. VII, p. 387.

cessivement Camaïore, Montecarlo et Uzzano, châteaux assez forts, qui furent mal défendus. Mais les Lucquois, en abandonnant leurs campagnes aux ravages des ennemis, s'étaient enfermés dans leurs murailles, déterminés à les défendre jusqu'à la dernière extrémité. « Qu'on dévaste nos champs, leur « avait dit un de leurs magistrats, qu'on brûle nos maisons « de campagne, qu'on occupe nos villages, si nous sauvons la « patrie, le temps viendra où nous retrouverons toutes ces « choses. Si nous perdions la patrie, ce serait sans utilité que « nous aurions sauvé tout le reste. Si nous maintenons notre « liberté, l'ennemi ne pourra garder nos biens; si nous la « perdons, ne sera-t-il pas aussi maître de notre fortune [1]? »

Cependant les Vénitiens, au lieu de faire une diversion avantageuse en attaquant le duc de Milan, avaient mis leur propre état en danger. Gattamelata, l'un de leurs généraux, avait été battu au passage de l'Adda [2]; et Gonzague, mécontent de ce qu'on ne lui accordait pas une plus entière confiance, venait de se démettre du commandement de leur armée. Les Vénitiens demandèrent avec instance et obtinrent enfin des Florentins le comte Sforza, pour l'opposer à Piccinino. Il fallut faire quitter à Sforza le siége de Lucques : il s'avança jusqu'à Reggio pour rappeler à lui l'armée lombarde qui menaçait les états de Venise; mais, d'après le système de ménagements qu'il s'était prescrit envers le duc de Milan, quoiqu'il se dit prêt à combattre ses armées, il se refusait à envahir ses états. Il lui avait promis qu'il ne passerait point le Pô pour l'attaquer, et, quelques sollicitations que lui adressassent les Vénitiens et les Florentins, il ne voulut pas renoncer à cet engagement. Les Vénitiens, irrités, refusèrent de lui payer la solde convenue; Cosme de Médicis fit en vain un voyage à Venise pour mettre d'accord cette république avec

[1] *Nic. Macchiavelli Istor.* L. V, p. 113. — *Poggio Bracciolini Hist. Florent.* T. XX, L. VII, p. 386. — [2] *Marc. Anton. Sabellico Hist. Veneta.* Dec. III, L. II, f. 156.

son général. Sforza revint en Toscane sans avoir combattu en Lombardie. Cependant une déférence si marquée pour Visconti lui avait donné un nouveau crédit à la cour de Milan; il y recommença ses négociations pour obtenir en mariage Blanche, fille du duc, dès qu'elle serait nubile. 1438. — En même temps il proposa une trêve pour le terme de dix ans entre le duc, les Lucquois et les Florentins, et il réussit en effet à la faire signer le 28 avril 1438. Les conquêtes que les Florentins avaient faites leur furent conservées, et Lucques fut réduite à un territoire de six milles de rayon autour de ses murs. Bientôt cependant tout le pays enlevé aux Lucquois pendant la guerre leur fut rendu par la condescendance du vainqueur, à la réserve de Montecarlo, d'Uzzano et du port de Motrone [1].

Les Vénitiens, qui mettaient quelque orgueil à n'avoir besoin de personne pour maintenir leur indépendance, avaient été vainement sollicités ou de continuer à payer leur part des subsides pour l'entretien de l'armée, ou d'accepter, de concert avec les Florentins, la paix que Sforza offrait de négocier. Ils demeurèrent seuls engagés dans le combat, et ils ne parurent point se plaindre de l'abandon de leurs alliés. Au reste, cet abandon ne devait pas être de longue durée, Visconti devait bientôt rendre de nouveau la guerre générale. Sa politique inquiète et sa versatilité semblaient s'accroître avec l'âge. Il est d'autant plus difficile de le suivre dans le changement continuel de ses projets, qu'ils ne tenaient point à un plan vastement conçu, mais au contraire aux défauts de son caractère. Son alliance inattendue avec Alfonse lui avait coûté la perte de Gênes; pour recouvrer Gênes, il avait mis Lucques en

[1] *Nic. Macchiavelli Ist.* L. V, p. 120.—*Scipione Ammirato Ist. Fior.* L. XXI, T. III, p. 13. — *M. Ant. Sabellico Ist. Veneta.* D. III, L. II, f. 158. — *Joann. Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ.* L. IV, p. 265. — *eonardi Aretini Commentar.* T. XIX, p. 939. — *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. VII, p. 390. — *Platinæ Hist. Mantuan.* T. XX, L. V, p. 814.—*Ann. Bonincontrii Miniat* T. XXI, p. 147.

danger et entrepris la guerre contre Florence; enfin il faisait la paix avec cette dernière ville en sacrifiant une partie de l'état lucquois, en abandonnant Gênes, et en compromettant les intérêts d'Alfonse, dont il avait acheté l'alliance à un si haut prix.

1436. — Alfonse, comblé des présents de Visconti, et dégagé de toute rançon, était reparti pour le royaume de Naples dès le commencement de l'année 1436. Le 2 février il était venu débarquer à Gaëte avec tous les seigneurs qui sortaient des prisons de Milan. Cette ville, qui avait soutenu un siége obstiné pour la maison d'Anjou, siége terminé d'une manière si éclatante par la défaite d'Alfonse, avait été plus aisément vaincue par la magnanimité de ce roi que par ses armes. Six mois après la bataille de Ponza elle avait ouvert ses portes à don Pèdre, frère du roi d'Aragon [1]. Pendant ce temps, Élisabeth de Lorraine, femme du roi René, s'était rendue à Naples pour y prendre le commandement des partisans de la maison d'Anjou. Son mari n'avait point pu se mettre à leur tête; car, par une étrange fatalité, les deux prétendants au trône de Naples se trouvaient captifs en même temps. La succession de Charles I[er], duc de Lorraine et de Bar, avait allumé la guerre qui coûtait à René sa liberté. Il avait épousé Élisabeth, fille aînée de Charles, qui n'avait point de fils, et il prétendait à l'héritage de Lorraine, que lui disputait le comte Antoine de Vaudémont, frère du dernier duc. Les Lorrains s'étaient déclarés pour René: le duc de Bourgogne prit le parti du comte Antoine. Dans la bataille de Bullegneville, le 2 juillet 1431 [2], René fut fait prisonnier par le duc de Bourgogne. Il avait d'abord été relâché sur sa parole; mais son ennemi, moins généreux que Visconti, le força à reprendre

[1] *Giornali Napoletani*. p. 1103. — *Giannone Storia civile* L. XXV, cap. 7, p 458. — *Barthol. Facii. Rer. Gestar. Alphonsi Regis*. L. V, p. 68. — [2] *Rapin Thoyras, Hist. d'Anglet*. T. IV, L. XII, p. 252.

ses fers, lorsque René fut appelé au trône de Naples. Ce ne fut que sous les conditions les plus dures, et après de longues négociations, qu'il consentit à lui rendre la liberté. Pour l'obtenir, René dut renoncer à la Lorraine, payer deux cent mille écus de rançon, et marier sa fille aînée, Yolande, au Prince Ferry, fils du comte de Vaudémont. C'est en raison de ce mariage que René II, duc de Lorraine et fils de Ferry, prétendit ensuite au royaume de Naples [1].

Tandis que René demeurait captif, Elisabeth avait débarqué à Naples, sans apporter d'argent avec elle et sans conduire de soldats. Elle avait compté uniquement sur les partisans de sa famille, à la merci desquels elle était forcée de se livrer. Alfonse, peu d'accord avec ses états d'Aragon, n'était pas beaucoup plus riche qu'elle; tous deux se trouvaient réduits, pour faire la guerre, aux forces presque seules du royaume de Naples. Ils demeuraient ainsi dans la dépendance des factions tour à tour triomphantes ou abattues, et plus encore des intrigues, de la vénalité et de la jalousie des différents condottiéri ou des princes feudataires qui leur vendaient chèrement leurs secours. Jean-Antoine Orsini, prince de Tarente, était le principal appui d'Alfonse, tandis que Jacques Caldora [2], condottière qui fut créé duc de Bari, puis connétable du royaume, soutenait la cause de René. Tous deux évitaient d'exposer leurs soldats dans des batailles rangées, et ne recherchaient jamais la rencontre de l'ennemi; mais les vexations inouïes qu'ils exerçaient dans les provinces où ils étaient cantonnés poussaient les peuples à la révolte, et détachaient, tantôt du parti d'Anjou, tantôt de celui d'Aragon, les gen-

[1] *Hist. de France, par Velly et Villaret.* T. VIII, édit. in-4°, p. 13. — *Giannone, Storia civile.* L. XXV, c 7, p. 457.—*Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1102. — [2] La puissante famille des Caldora est aussi appelée, par les historiens de Naples, *Caudola* et *Candola;* en France, où elle s'est conservée, elle porte le dernier nom. Dans les dialectes napolitains, la transposition des consonnes d'une syllabe à l'autre défigure les noms comme les mots.

tilshommes ou les villes qui avaient paru le plus dévoués à la cause de l'un ou de l'autre roi.

1437. — Le pape Eugène IV avait renoncé à conquérir Naples pour l'Église, et il avait embrassé la défense de René. Il chargea Jean Vitelleschi, patriarche d'Alexandrie, qu'il avait nommé cardinal en 1437, d'entrer dans le royaume pour soutenir les Angevins; ce prélat guerrier, qui ne se distinguait entre les condottiéri que par plus de perfidie et de cruauté, vint aggraver les malheurs des provinces napolitaines, sans ajouter beaucoup à la force du parti dans lequel il s'était rangé [1].

1438. — On ne peut remarquer sans étonnement que Philippe-Marie Visconti intervint dans cette guerre pour soutenir les deux partis à la fois. D'une part, il envoya dans les Abruzzes François, fils de Nicolas Piccinino, avec un corps assez considérable de cavalerie, pour porter des secours à Alfonse. De l'autre, il engagea, dans la même année 1438, François Sforza, qui venait de se réconcilier avec lui, à conduire son armée dans le royaume de Naples, sous prétexte d'y confirmer l'obéissance des fiefs qu'il y avait hérités de son père, mais dans le fait pour assister le roi René, auquel il était attaché dès longtemps [2]. Une guerre qui affaiblissait ses voisins, qui tenait ses rivaux dans l'inquiétude, qui exerçait ses soldats et employait leur activité, paraissait toujours au duc de Milan un assez grand avantage, et il ne croyait point l'acheter trop chèrement par le malheur des peuples, la défiance de ses alliés et l'exécration de tous. Mais cette odieuse politique causa la ruine de ses propres états, elle l'exposa pendant tout son règne à des craintes et à des dangers continuels, tandis qu'à sa mort elle le laissa

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1104. — *Annales Bonincontrii Miniatens*. T. XXI, p. 146. — *Giannone Storia civile*. L. XXV, c. 7, p. 459. — *Barth. Facii*. L. V, p. 70. —
[2] *Joann. Simonetæ vita Franc. Sfortiæ*. L. IV, p. 266.

dans l'impuissance de faire respecter ses dernières volontés.

Visconti liait à des intrigues plus rapprochées de lui la permission qu'il donnait à Sforza d'attaquer le royaume de Naples. Il ne pouvait se résoudre à laisser entre les mains des Vénitiens les villes de Bergame et de Brescia, conquises dans une précédente guerre ; avant de les attaquer, il voulait séparer la république de Venise de tous ses alliés. Il cherchait donc à donner au pape, aux Florentins et au comte François Sforza des occupations qui les empêchassent de se mêler des affaires de Lombardie[1]. Sforza, appelé à défendre contre Alfonse ses riches fiefs du royaume de Naples, ne donnait plus d'inquiétude au duc de Milan, depuis qu'il était aux prises avec un adversaire aussi redoutable. A l'égard des Florentins et du pape, Visconti était bien engagé à ne prendre aucune part aux affaires de Romagne et de Toscane ; mais la ruse, cent fois pratiquée, de faire agir ses condottiéri en leur propre nom, lui donnait toujours moyen d'éluder tous les traités.

Nicolas Piccinino, chef des soldats que Braccio avait formés le premier, était, entre tous les généraux d'Italie, le plus complétement dévoué au duc de Milan. On l'aurait jugé aussi le plus habile, et on l'aurait mis peut-être au-dessus de François Sforza, s'il n'avait quelquefois compromis sa réputation par trop de hardiesse. Piccinino, le confident de tous les secrets du duc et son conseiller le plus intime, affecta une grande colère lorsqu'il apprit l'alliance de François Sforza et de Visconti, dont la main de Blanche devait être le prix. Il se plaignit hautement de ce que le duc de Milan promettait à son plus constant ennemi des récompenses bien plus brillantes qu'il n'en avait jamais donné à son plus fidèle serviteur. En même temps, il conduisit ses troupes à Camurata en Ro-

[1] *Nic. Macchiavelli.* L. V, p. 125.

magne, entre Forli et Ravenne, et il s'y fortifia, comme s'il voulait s'y mettre à l'abri de la colère de son ancien patron. Lorsque le bruit de cette brouillerie se fut suffisamment accrédité, Piccinino fit offrir secrètement au pape de recouvrer pour lui tous les états qu'il avait inféodés à Sforza, et qu'il regrettait si fort d'avoir aliénés. Le condottière lui demandait seulement quelque argent pour avancer la solde à ses troupes. Eugène saisit sans hésiter cette ouverture ; il fit passer cinq mille florins à Piccinino, et il promit de lui accorder les plus brillantes récompenses, dès que celui-ci aurait fait redescendre Sforza, le rival qu'il haïssait, du haut rang où il était monté ; qu'il aurait rendu à l'Église ses états, et privé le duc d'un général habile. Piccinino amusa longtemps le pontife par cette négociation, tandis qu'il fortifiait son camp en Romagne, qu'il occupait toutes les avenues de Bologne, et que son fils traversait l'état de l'Église et arrivait jusqu'au centre de l'Ombrie. Tout à coup ce dernier surprit et pilla la ville de Spolète ; le père, jetant le masque en même temps, vint le 16 avril 1438 mettre le siége devant Ravenne. Ostasio de Polenta, allié du pape et des Vénitiens, qui régnait dans cette ville, fut forcé, pour acheter la paix, de chasser la garnison vénitienne qu'il avait admise dans ses murs, et de se mettre sous la protection du duc de Milan [1].

Le stratagème de Piccinino était cependant dirigé vers un but plus important ; mais déjà la conquête qu'il ambitionnait ne pouvait plus lui échapper : c'était Bologne, la seconde ville de l'état de l'Église. Le pape lui-même y avait résidé longtemps, et croyait, lorsqu'il avait trois ans auparavant pris possession de Bologne, en avoir assuré l'obéissance par une trahison qu'il regardait comme un coup d'état. Son légat,

[1] *Marin Sanuto vite de' Duchi di Venez.* T. XXII. *Rer. Ital.* p. 1057. — *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, Lib. II, f. 158. — *Joann. Simonetæ.* L. IV, p. 268. — *Hier. Rubæ ist. Ravenn.* L. VII, p. 626.

l'évêque de Concordia, y était entré le 6 octobre 1435 ; il avait publié aussitôt les ordres d'Eugène pour réconcilier tous les partis, et accorder la paix à tous les émigrés. Sur cette assurance, Antoine Bentivoglio, qui depuis quinze ans vivait en exil, était rentré le 4 décembre, avec la plupart de ses amis, dans une patrie dont il avait été souverain. Le 23 du même mois, il était allé entendre la messe que disait le légat. Comme il sortait de la chapelle, il se vit entouré par la garde de ce prélat : on lui mit un bâillon dans la bouche, et sans interrogatoire, sans jugement, le podestat, qui était encore alors Balthazar de Offida, lui fit trancher la tête dans la cour de son hôtel. Le podestat avait en même temps fait inviter Thomas Zambeccari à passer chez lui. Ce citoyen s'y rendit sans défiance ; il fut pendu, avec un bâillon dans la bouche, devant l'autel de la chapelle du palais. Le légat, pour inspirer plus de terreur, voulut que l'un et l'autre mourussent sans confession, croyant ainsi faire périr leur âme aussi bien que leur corps. Il les fit ensevelir sans aucune cérémonie ecclésiastique, et cependant il ne les accusa d'aucun crime, et il ne prétendit justifier cette horrible exécution que par la crainte que lui avait inspirée le grand nombre de leurs partisans[1].

Eugène IV, s'étant ainsi défait des chefs que le peuple était le plus accoutumé à respecter, ne pensait pas que Bologne pût jamais secouer son joug ; il y avait fixé sa résidence, et il y était demeuré jusqu'au temps où les affaires du concile l'avaient appelé à Ferrare. Mais la haine publique est la suite immanquable d'une publique perfidie : plus l'arc est courbé fortement, plus il tend avec effort à se redresser. A peine Eugène IV était-il sorti de Bologne, que les citoyens, conduits par les chefs et par les amis de la maison Bentivoglio, prirent

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII. *Rer. Ital.* p. 656. — *Annales Bononiens. Hieronymi de Bursellis.* T. XXIII, p. 876.

les armes dans la nuit du 21 mai 1438 : ils ouvrirent les portes à Nicolas Piccinino, qui mit garnison dans la forteresse ; en même temps ils nommèrent des magistrats populaires, et, sous la protection du duc de Milan et de son général, ils rendirent à Bologne son ancien gouvernement républicain [1]. Faenza, Imola et Forli secouèrent en même temps l'autorité de l'Église pour se ranger sous la protection de Visconti et de Piccinino. Astorre Manfredi, prince de Faenza et d'Imola, abandonna librement l'alliance du pape pour celle du duc ; Antoine des Ordelaffi, au contraire, qui deux ans auparavant avait été chassé de sa principauté de Forli par le légat, y rentra à l'aide d'une révolution [2]. Le Bolonais et la plus grande partie de la Romagne étant ainsi enlevés au pape par celui même qui avait séduit sa confiance, Piccinino écrivit à Eugène pour lui rendre un compte dérisoire des commissions dont il avait été chargé, déclarant qu'un pontife qui avait cherché à le brouiller avec son patron par de honteux artifices, avait bien mérité de perdre lui-même ses états par un artifice semblable [3].

Philippe-Marie n'attendait que le succès de ces différentes intrigues pour attaquer les Vénitiens. Déjà il lui paraissait qu'il les avait suffisamment détachés de tous leurs alliés. Florence, qui dans toutes les guerres précédentes avait été si étroitement unie avec eux, ne leur pardonnait pas d'avoir, dans la dernière, fait échouer son entreprise sur Lucques. D'ailleurs cette république, effrayée des révolutions de toute la Romagne, ne pouvait s'empresser d'entrer dans une guerre dangereuse. François Sforza était parvenu jusqu'à Atri dans les Abruzzes ; il avait fait déclarer tous ses vassaux pour René d'Anjou, et il causait déjà de grands embarras à Alfonse ; mais Visconti, qui ne voulait pas compromettre davantage son vrai allié, fit

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 659. — [2] *Annales Forolivienses.* T. XXII, p. 219. — *Jo. Simonetæ.* L. IV, p. 271. — [3] *Nic. Macchiavelli.* L. V, p. 127.

inopinément signifier à ce général qu'il eût à suspendre toute hostilité dans le royaume de Naples, sous peine de voir arrêter la solde que lui payaient les Florentins [1]. Sforza, déjà engagé dans une lutte difficile, pressé d'argent, et ignorant jusqu'à quel point le duc de Milan pourrait effectuer sa menace, éprouvait un trop grand embarras pour songer à porter ses armes en Lombardie; d'ailleurs il était mécontent des Vénitiens, et Visconti le comptait parmi ses alliés plutôt que parmi ses ennemis. Eugène IV enfin, qui venait de perdre une partie de ses états, était plus alarmé encore par les attaques du concile de Bâle que par celles de Piccinino ; car le premier venait de le déposer et d'élever à sa place Amédée VIII de Savoie, ami de Visconti, qui prit le nom de Félix V. Jean-François de Gonzague, marquis de Mantoue, avait quitté l'alliance des Vénitiens et le commandement de leur armée, pour passer dans celle du duc ; et la situation de ses états, entre le Bressan et le Véronais, rendait son alliance doublement importante [2].

Nicolas Piccinino fut chargé de tirer parti de circonstances si favorables, et il le fit avec cette vigueur, cette rapidité qui distinguaient les élèves de Braccio. Il attaqua d'abord Casal Maggiore près de Crémone, et il s'en rendit maître ; il traversa l'Oglio, que Gattamelata, général des Vénitiens, voulut vainement défendre ; et ayant fait sa jonction avec Jean-François de Gonzague, il prit Brescia à revers, soumit tous les châteaux, toutes les forteresses des Vénitiens autour de cette ville et du lac de Garda, et força Gattamelata à s'enfermer dans les murs de la cité. Il conduisit ensuite ses troupes dans les montagnes, pour ôter aux Vénitiens cette dernière communication avec Brescia ; alors Gattamelata craignit de se voir absolument coupé. Il prit le parti de tourner le lac de

[1] *Joann. Simonetæ Hist.* L. IV, p. 271. — [2] *Platinæ Hist. Mantuana.* L. V, p. 815. T. XX. *Rer. Ital.* — *Marin Sanuto vite de' Duchi di Ven.* T. XXII, p. 1060.

Garda, au travers de ces mêmes montagnes que Piccinino attaquait, et il ramena sa gendarmerie à Vérone par des chemins si difficiles, qu'il y perdit plus de huit cents chevaux[1].

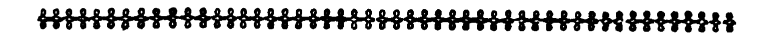
François Barbaro, qui commandait alors à Brescia pour la république de Venise, était né en 1398 d'une famille illustre; il était sénateur, et il avait été chargé, dans d'autres occasions, de missions publiques; mais il devait surtout la considération dont il jouissait à son éloquence latine, à ses divers ouvrages, et à ses relations intimes avec les plus célèbres littérateurs de ce siècle. Sa situation était difficile; la ville de Brescia était déjà épuisée de munitions, elle était découragée par la retraite de Gattamelata et de toute la cavalerie; d'ailleurs, les factions opposées, qui s'étaient souvent livré dans son sein des combats meurtriers, semblaient se ranimer à l'approche du danger. Barbaro mit toute son étude à les réconcilier, et il y réussit; il ne leur laissa d'autre émulation que celle des sacrifices qu'elles feraient pour l'honneur du nom vénitien[2].

Gattamelata était sorti de Brescia le 24 septembre, et à dater de ce jour Piccinino avait livré des combats journaliers en attaquant tour à tour toutes les portes, tantôt pour détourner les eaux qui remplissaient le fossé pour établir ses batteries, d'où quinze bombardes faisaient sur la ville un feu continuel. Les Bressans avaient élevé de leur côté des batteries; toute la population était appelée aux armes ou au travail. Les magistrats, les prélats, les moines, creusaient ou

[1] *J. Simonetæ*. L. V, p. 274. — *Platinæ Hist. Mantuan*. L. V, p. 819. — *Poggii Bracciolini*. L. VII, p. 394. — *M. A. Sabellico*. D. III, L. III, f. 162. — *Ist. Bresciana*, p. 798. — [2] Les moindres particularités de ce siége mémorable ont été rapportées par plusieurs historiens contemporains et amis de Barbaro. Ce dernier en a lui-même écrit une relation sous un nom emprunté. *Evangelistæ Manelmi Vicentini Commentariolum de obsidione Brixiæ*. — *Poggio Bracciolini Hist*. L. VII, p. 392-395. — *Platina Histor. Mantuan*. L. V, p. 816. — *M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. III, f. 163.

de ses possessions en terre-ferme, elle sentit que le moment n'était point encore venu de disputer par ses seules armes l'autorité suprême en Lombardie à la puissante maison Visconti ; et la seigneurie dépêcha Giovanni Pisani dans la Marche-d'Ancône, auprès de François Sforza, et François Barbarigo auprès de la seigneurie de Florence, pour renouveler une alliance que la trêve de dix ans, signée le 28 avril 1438 entre Florence et le duc de Milan, avait en quelque sorte anéantie[1].

[1] *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. III, f. 164.



CHAPITRE III.

Les Florentins embrassent avec vigueur la défense de Venise; batailles de Tenna, d'Anghiari et de Soncino. Délivrance de Brescia. Paix de Martinengo, par laquelle Visconti donne sa fille à François Sforza, général de ses ennemis.

1439-1441.

L'alliance qui unissait les deux républiques de Florence et de Venise était l'ouvrage de la politique noble et éclairée en même temps des Albizzi. Ces grands hommes d'état avaient senti qu'il n'y a de sûreté pour une nation que dans les alliances qui se rattachent à tous les sentiments populaires, dans celles que chaque citoyen approuve, que son affection seconde, et qu'il maintient de tout son cœur. Les sentiments profonds de liberté et de religion, ou les souvenirs d'une longue protection et d'une longue reconnaissance, peuvent seuls servir de base à une alliance semblable, parce que, même entre des hommes corrompus, les sentiments élevés ont seuls une influence universelle; mais les ligues formées d'après des projets d'usurpation et de conquête, les ligues qui ne reposent que sur des calculs étroits de politique, sur les affections ou les avantages privés des chefs de l'État, n'ont point de base dans le cœur des hommes; elles sont abandonnées aussitôt que l'intérêt qui les a dictées est suspendu; aussi infidèles

dans l'adversité qu'elles ont paru intimes dans la prospérité, elles trompent dans l'une et dans l'autre fortune; elles accroissent dans les succès une dangereuse ambition; elles inspirent dans les revers une sécurité plus dangereuse encore, et elles causent presque toujours la ruine de ceux qui ont placé leur confiance dans ces appuis royaux qui se trouvent si caduques.

Deux hommes ambitieux s'étaient placés à cette époque à la tête des deux républiques, et ils avaient obtenu dans leur patrie une autorité que la constitution de l'État ne reconnaissait pas. Cosme de Médicis ne s'occupait à Florence que de l'affermissement du crédit de sa famille; le doge François Foscari, à Venise, voulait assurer à sa magistrature le lustre d'une grande gloire militaire : tous deux, consultant leurs intérêts privés ou leurs passions individuelles, s'étaient écartés de la marche que leur traçaient les affections des deux peuples; ils avaient oublié que leur seule politique devait être le maintien de la liberté de l'Italie, et ils avaient permis qu'on séparât leurs deux états, dans une guerre commencée de concert. François Foscari avait cru pouvoir se reposer, pour la défense d'une république, sur des alliances royales; il avait cru que les traités conclus par la seigneurie avec les petits princes de la Romagne, le seigneur de Ravenne, et les marquis de Ferrare et de Mantoue, seraient pour elle une garantie suffisante, et il n'avait point prévu qu'une seule bataille perdue lui enlèverait tout ce que l'intérêt du moment lui avait donné, tout ce que des princes lui avaient promis sur leur foi mal assurée, et que le sentiment des peuples n'avait point sanctionné. Foscari, en se fiant à ces princes, ne comptait pas sur les Florentins, qui l'accusaient de leur avoir fait perdre la conquête presque assurée de Lucques, et qui avaient déjà signé une trêve avec l'ennemi; mais, encore que le traité d'alliance fût dissous, et que la politique des chefs de parti

fût altérée, le sentiment populaire durait toujours; les Florentins ne se demandaient point quel pacte les unissait à la république de Venise; ils se demandaient si cet état ne conservait pas le nom sacré de république, et s'il n'était pas accablé par un tyran. Toujours prêts à s'exposer pour le bien commun, et à sacrifier des jouissances présentes à un avantage à venir, ils avaient déjà mis en oubli leur ancienne rancune, ils ne songeaient plus qu'à maintenir l'équilibre et la liberté de l'Italie, et ils avaient cherché d'avance à s'assurer l'appui du comte François Sforza.

Le sort de la guerre pouvait être regardé comme devant dépendre de la décision que prendrait ce grand général; il semblait pouvoir seul faire pencher la balance selon qu'il se déclarerait pour les deux républiques, ou pour le duc de Milan. Celui-ci l'avait senti, et il cherchait depuis longtemps à enlacer Sforza par ses intrigues. Pour le gagner, il l'entretenait sans cesse du prochain mariage de sa fille qu'il lui avait promise. Tous les préparatifs semblaient faits pour la fête; les habits même de l'épouse étaient achevés, et on avait eu soin de les faire voir aux amis de Sforza. Le jour des noces avait été fixé à deux reprises différentes; les jeux, les divertissements par lesquels on devait les célébrer, avaient été ordonnés d'avance, et cependant Visconti trouvait toujours quelque prétexte pour revenir en arrière, et retirer une promesse qu'il n'avait point dessein d'accomplir. Les Florentins firent enfin comprendre à Sforza qu'il était le jouet du duc de Milan, que celui-ci le retenait dans l'oisiveté pour se donner le temps de chasser les Vénitiens de tout le continent; que les Florentins n'étaient point assez riches pour entretenir seuls l'armée du comte, qui se trouverait en même temps sans soldats et sans alliés, et que le duc, n'ayant plus lieu de le craindre, romprait bien vite tous les engagements qu'il avait contractés avec lui. Sforza, outré de cette longue dissimulation, accepta le traité

que venait lui proposer Giovanni Pisani ; il fut signé le 18 février 1439. Les Florentins donnaient chaque mois 8400 florins au comte pour l'entretien de son armée, les Vénitiens s'engagèrent à lui en donner 9000 de leur côté. Les deux républiques promirent encore de prendre à leur solde le seigneur de Faenza, le marquis de Ferrare, Pandolfe Malatesti, et Pierre, fils de Jean-Paul Orsini. Les Vénitiens devaient supporter les deux tiers des frais de cet armement, et les Florentins le tiers[1].

Neri, fils de Gino Capponi, qui nous a laissé des mémoires sur l'histoire de son temps, fut envoyé par la république florentine auprès de François Sforza, pour le décider à passer le Pô, et à faire, sans restriction et sans ménagements, la guerre au duc de Milan. De là il se rendit à Venise pour terminer la négociation. Capponi, introduit devant la seigneurie, reprocha aux Vénitiens de n'avoir pas eu plus de confiance en leurs anciens alliés. « Vous avez hésité à recourir à nous, leur « dit-il, et cependant vous avez une longue expérience des « efforts que nous sommes disposés à faire pour la défense de « la liberté ; vous savez que dès longtemps cette cause est com- « mune entre nous. Ce n'est pas des mauvais offices que vous « nous avez rendus qu'il fallait garder la mémoire, pour nous « éloigner les uns des autres, c'est des services que vous avez « reçus de nous ; ils sont le gage de ceux que vous en recevrez « encore[2]. » Le discours de Capponi fut écouté par la seigneurie avec l'attention qu'on aurait donnée à un oracle. Les conseillers n'eurent point la patience d'attendre, selon l'usage de la république, que le doge y répondit ; mais, tous debout, les mains levées, les yeux baignés de larmes, ils remercièrent les

[1] *Commentari di Neri di Gino Capponi*. T. XVIII, p. 1188. — *Joann. Simonetæ Hist.* L. V, p. 275. — *Poggio Bracciolini Hist.* L. VII, p. 400. — *Cristoforo da Soldo Istor. Bresciana*. T. XXI, p. 808. *Rer. Ital.* — [2] *N. Macchiavelli Istor.* L. V, p. 134. — *Commentari di Neri di Gino Capponi*. T. XVIII. *Rer. Ital.* p. 1188. — *Platina vita Nerii Caponii*. T. XX, p. 497.

Florentins de leur avoir rendu un si grand service; ils remercièrent Capponi de l'avoir exécuté avec tant de diligence et de zèle, et ils promirent que jamais eux ou leurs descendants n'oublieraient qu'ils devaient leur salut aux Florentins[1].

Dès le commencement du printemps, François Sforza, avec huit mille hommes de cavalerie pesante, partit de la Marche d'Ancône où il avait ses quartiers d'hiver; il traversa rapidement la Romagne, le territoire de Forli et celui de Ravenne; il passa le Pô près de Ferrare, et il se rendit par Chioggia à Venise[2]. Non seulement Bergame et Brescia, mais Vérone et Vicence, étaient entourées d'ennemis; Gattamelata était retranché derrière les canaux de Padoue avec le reste de l'armée vénitienne; et tout ce qui était situé au-delà de ces canaux, à la réserve des quatre villes assiégées, était perdu. Piccinino, lorsqu'il vit paraître devant lui Sforza et sa nouvelle armée, ne voulut pas compromettre, par une bataille, des conquêtes qu'il regardait comme assurées; il se couvrit d'un canal profond, entre les marais de l'Adige, à cinq milles de Soave, dans le Véronais; et comme l'art de jeter, en face de l'ennemi, des ponts sur les rivières, était encore absolument inconnu, il rendit vaines toutes les menaces de son adversaire, à qui il fut impossible de le contraindre au combat[3].

L'armée alliée, que commandait François Sforza, était forte de quatorze mille chevaux et huit mille fantassins. Mais, tandis que cette armée ne pouvait joindre l'ennemi, les corps détachés que les Vénitiens avaient laissés près de Brescia et de Vérone étaient successivement battus et faits prisonniers par les Milanais. Brescia éprouvait de plus les horreurs de la famine, et toute la magnanimité, tout le dévouement de Francesco Bar-

[1] *Macchiavelli.* L. V, p. 137. — *Commentari di N. Capponi*, p. 1189. Mais les historiens vénitiens dissimulent cette reconnaissance, et insistent, au contraire, sur la défiance du sénat. *Naugerio Storia Veneziana.* T. XXIII, p. 1104. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. V, p. 276. — *Cronica di Bologna*: T. XVIII, p. 662. — [3] *M. A. Sabellico.* D. III, L. IV, .170.—*Jo. Simonetæ*. L. V, p. 277.

baro, qui partageait lui-même les privations des citoyens assiégés, suffisaient à peine à soutenir leur courage[1]. Sforza, qui était impatient de délivrer le territoire de la république de la présence des ennemis, voyant qu'il ne pouvait forcer le passage des canaux et des retranchements de Piccinino, se dirigea vers les montagnes Euganéennes; et, malgré l'opposition des corps destinés à les défendre, il les traversa, et descendit dans la plaine de Vérone. Piccinino, se voyant tourné, se hâta d'évacuer Soave, et de se replier derrière l'Adige. Il n'était pas, à beaucoup près, si facile de débloquer Brescia, séparée du territoire vénitien par les états de Mantoue. C'était au travers du lac de Garda qu'on avait espéré jusqu'alors y faire arriver des secours. Pendant l'hiver, les Vénitiens avaient transporté jusqu'à ce lac, à travers les montagnes bordant l'Adige, deux grandes et trois moyennes galères, avec vingt-cinq barques armées[2]. Cette petite flotte, en entrant dans les eaux du lac, se trouva maîtresse de sa navigation, et ouvrit quelque communication avec Brescia. Mais le duc de Milan fit armer à Peschiéra une flotte bien plus considérable; il mit garnison dans tous les châteaux situés sur les deux rives, et Pierre Zeno, provéditeur qui commandait les Vénitiens, fut obligé de se retirer avec sa flotte à Torboli, près de l'embouchure de la Sarca, à l'extrémité septentrionale du lac, où il entoura ses galères de fortes palissades, pour les défendre contre des ennemis qu'il n'était plus en état de braver[3].

C'était en dégageant cette flotte, et en la mettant en communication avec la plaine de Vérone, que Sforza espérait de secourir Brescia. Dans ce but, il vint mettre le siége devant Bardolino, château défendu par une garnison mantouane, sur la rive orientale du lac, entre Peschiéra et Garda. Mais

[1] *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. IV, f. 169, verso —*Cristof. da Soldo. Istoria di Brescia.* p. 809.—[2] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. VII, p. 399.—*Platina Hist. Mantuan.* T. XX, L. V, p. 822. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. III, f. 165. — *Cristof. da Soldo Istor. di Brescia.* p. 808. — [3] *Cristoforo da Soldo Istor. Bresciana*, p. 812.

les signaux par lesquels il invitait la flotte à s'en rapprocher ne furent point aperçus, ou point compris. Piccinino avait au contraire fait sortir ses galères de Peschiéra ; il avait renforcé la garnison de Bardolino ; et Sforza, après avoir perdu beaucoup de monde par les maladies que causèrent des chaleurs excessives dans ce lieu malsain, fut obligé de lever le siége[1]. Un autre échec suivit presque immédiatement celui-là ; les Vénitiens avaient envoyé mille chevaux et trois cents fantassins dans les montagnes au nord du lac, pour conduire à leur flotte un convoi de vivres, et lui donner les moyens de s'ouvrir le passage jusqu'à la rive occidentale, par où elle pouvait communiquer avec Brescia. Mais Gonzague et Piccinino, avertis de ce mouvement, surprirent le 23 septembre et dévalisèrent les soldats qui se rendaient à la flotte ; le 26 ils attaquèrent celle-ci dans le lieu où elle s'était retranchée ; ils prirent tous ses vaisseaux, à la réserve de deux qui s'enfuirent à Peneda, et ils firent prisonniers quatre provéditeurs vénitiens qui se trouvaient ou avec la flotte ou avec l'armée[2].

François Sforza, piqué de ne répondre que par des revers à la haute attente que les deux républiques avaient fondée sur lui, sollicité d'ailleurs par le sénat de Venise de secourir les malheureux Bressans, résolut enfin d'ouvrir à sa grande armée elle-même le chemin de Brescia, en faisant, au travers des montagnes, le tour du lac de Garda. Il renvoya ses bagages à Vérone, il s'engagea dans la chaîne escarpée qui sépare l'Adige du lac, par des défilés que la cavalerie pesante ne passait pas sans danger, et il parvint, à travers mille difficultés, jusqu'à la petite plaine de Peneda, à l'embouchure de la Sarca. D'autre part, Piccinino, averti des chemins que suivait le comte Sforza, laissa le marquis de Mantoue à Peschiéra, et fit transporter par le lac son armée au château de

[1] *Jo. Simonetæ Hist.* L. V, p. 279. — [2] *M. A. Sabellico.* D. III, L. IV, f. 171. — *Joan. Simonetæ.* L. V, p. 280. — *Cristoforo da Soldo Istor. Bresciana.* p. 813.

Tenna, qui fermait la petite vallée où Sforza était entré. Plusieurs escarmouches eurent lieu entre les deux armées ; mais Piccinino, qui avait arrêté son rival comme dans un piége, évita longtemps une action générale. Il se laissa enfin emporter par son impétuosité habituelle, et le 9 novembre il accepta la bataille. Pendant que les deux armées étaient aux prises, les habitants de Brescia, s'avançant à la rencontre de leurs libérateurs, parurent sur le haut des montagnes, derrière les gendarmes de Piccinino, et commencèrent à faire rouler sur eux des quartiers de rocher. Il ne faut souvent qu'un moment pour décider du sort des batailles ; l'armée milanaise se troubla d'une apparition qui n'était pas accompagnée d'un danger bien réel : les gendarmes cherchèrent à se sauver, les uns vers les vaisseaux, d'autres vers la forteresse, d'autres enfin vers les montagnes. Dans leur fuite insensée, ils se jetèrent pour la plupart entre les mains de leurs ennemis, et ils furent faits prisonniers. On compta parmi les plus distingués Charles de Gonzague, fils du marquis de Mantoue, César Martinengo et Sacramoro Visconti[1].

Nicolas Piccinino, entraîné dans la déroute de ses soldats, s'était enfermé dans le château de Tenna : il ne jugeait pas cependant que ce château pût faire une longue résistance, et il lui importait de se retrouver en rase campagne pour rassembler les débris de son armée. Il prit l'audacieuse résolution de traverser tout le champ de bataille et les quartiers mêmes des vainqueurs. Un valet allemand, qui soignait ses chevaux, homme robuste, et qui lui était dévoué, le mit dans un sac, le chargea sur ses épaules, et descendit sur le champ de bataille dans la nuit même qui suivit le combat. Il recueillit encore quelques dépouilles des morts, qu'il jeta par-dessus son far-

[1] *Jo, Simonetæ.* L. V, p. 281. — *Crist. da Soldo Istor. Bresciana.* T. XXI, p. 814. — *Macchiavelli Ist. Fior.* L. V, p. 141. — *Poggio Bracciolini.* L. VII, p. 403. — *Platinæ Hist. Mant.* L. V, p. 829.

deau, et paraissant ne songer qu'à rassembler ce butin, il traversa la plaine au milieu des soldats ennemis, occupés comme il l'avait été à dépouiller les cadavres. Il passa même sans difficulté devant les corps-de-garde vénitiens, et il vint enfin déposer son maître à Riva, sur le bord du lac, où un bateau le prit et le conduisit à Peschiéra[1].

A peine savait-on dans l'armée de Sforza que le général ennemi n'était point enfermé dans le château de Tenna, lorsqu'on apprit avec étonnement, qu'après avoir rejoint Gonzague à Peschiéra, ils étaient partis ensemble pour escalader Vérone. Un transfuge allemand leur avait, dit-on, indiqué les moyens de le faire avec sûreté. Les échelles furent appliquées dans la nuit du 16 novembre contre le mur de la petite enceinte appelée bourg de San-Zéno, et les troupes milanaises, dont le premier escadron était commandé par Louis del Verme, gendre de Carmagnola, étaient déjà maîtresses de la ville, avant qu'on songeât à se mettre en défense. Les gouverneurs vénitiens se retirèrent avec la garnison dans la forteresse de San-Felice, et dans celle de la porte de Braida; la ville se soumit sans résistance, et le marquis de Gonzague, à qui elle avait été promise en souveraineté, la sauva du pillage. Les bagages seuls de l'armée de Sforza furent partagés entre les vainqueurs[2].

Le soir même de la prise de Vérone, la nouvelle en fut portée à Sforza, qui poursuivait le siége de Tenna, et qui avait déjà profité de sa victoire pour faire parvenir à Brescia quelques vivres et quelques soldats. A la rapidité de son ennemi il résolut d'opposer une égale promptitude; il repartit

[1] *Cristoforo da Soldo Istoria Bresciana*. T. XXI. *Rer. Ital.* p. 815. — *Joannis Simonetæ Histor. Francisci Sfortiæ*. L. V, p. 281. — *M. Ant. Sabellico Histor. Veneta*. D. III, L. IV, f. 171. — [2] Il y a quelque incertitude sur le jour précis de la prise de Vérone. Les Annales de Plaisance disent le 16. T. XX. *Rer. Ital.* p. 876; la Chronique de Bologne, le 18 à quatre heures du soir. T. XVIII, p. 663. *Joann. Simonetæ Hist.* L. V, p. 282. — *Platina Hist. Mantuan.* L. VI, p. 881. — *Macchiavelli Ist. Florent.* L. V, p. 144. — *M. A. Sabellico*. D. III, L. IV, f. 173. — *Crist. da Soldo Ist. Bresciana*, p. 815.

à l'instant, espérant que Piccinino, quoique maître de Vérone, n'aurait pu prendre sitôt toutes les mesures nécessaires pour la défendre. En effet, il traversa sans difficulté les *chiuse* de l'Adige. La fidélité de Jacques Marancio avait conservé aux Vénitiens le commandement de ce passage important, ouvert entre deux montagnes à pic, où deux hommes à cheval ne peuvent pas passer de front. Le marquis de Mantoue, lorsqu'il avait pris Vérone, y avait trouvé la femme et les enfants de Marancio, commandant des *chiuse* ; il lui avait fait dire que ces otages répondraient de son obéissance ; que s'il voulait les sauver, il devait fermer les défilés à Sforza, et empêcher son retour. Ce généreux citoyen n'hésita pas entre son devoir et les intérêts de son cœur. Il fit prendre les armes à tous les habitants de la vallée. « Le sort de ce que j'ai de plus cher au monde, leur « dit-il, pourrait m'aveugler sur ce que l'honneur et la pa- « trie exigent de moi ; c'est à vous que je remets le dépôt qui « m'était confié, à vous qui n'avez pu oublier la fidélité que « vous devez à la seigneurie de Venise ; gardez ce défilé pour « son honneur et pour l'avantage de François Sforza, son « général[1]. » Piccinino n'avait point réussi, pendant les trois jours qu'il avait commandé à Vérone, à s'emparer des forteresses occupées par les Vénitiens ; il n'avait pas cru non plus qu'il fût encore temps de les séparer de la ville par une nouvelle enceinte. Lorsqu'il apprit l'arrivée inopinée de Sforza dans la plaine de Vérone, il envoya ordre à Taliano Furlano, un de ses lieutenants, de rentrer dans la ville avec le corps de troupes qu'il commandait. Taliano refusa d'obéir, en s'autorisant d'un ordre contraire reçu du duc de Milan. En effet, Visconti, qui s'était engagé à céder Vérone à Gonzague, mais qui était jaloux de l'agrandissement de son allié, avait pris des mesures secrètes pour faire retomber sa conquête entre les mains de

[1] *M. A. Sabellico.* D. III, L. IV, f. 173.

son ennemi[1]. Piccinino, déjoué dans ses projets, ne put empêcher Sforza de rentrer dans la ville dans la nuit du 19 au 20 novembre, par le château de San-Felice; une bataille s'ensuivit immédiatement dans les rues; la cavalerie milanaise eut du désavantage, elle fut chassée hors des murs, et Piccinino reperdit Vérone aussi rapidement qu'il l'avait gagnée[2].

Mais, encore que sa conquête lui eût échappé, il n'en avait pas moins fait une puissante diversion, et ravi à Sforza tous les fruits de sa victoire de Tenna. Il l'avait de plus empêché de porter du secours aux habitants de Brescia, toujours plus accablés par la faim, la maladie et les incursions de leurs ennemis. La seigneurie sollicitait Sforza de retourner au secours de ces malheureux; celui-ci, malgré la rigueur de l'hiver, l'un des plus âpres que l'on eût éprouvés depuis longtemps, conduisit en effet de nouveau son armée dans les montagnes dont le lac de Garda reçoit les eaux, et recommença le siége de Tenna. Ce petit château, auquel Piccinino n'avait osé se confier, résistait toujours, et fermait aux Vénitiens le chemin de Brescia. Bientôt les glaces et les hautes neiges, que des soldats italiens n'étaient point accoutumés à braver, rebutèrent les troupes, et pour la seconde fois le siége de Tenna fut levé. L'armée, manquant de vivres et de fourrages, fut ramenée en quartiers d'hiver à Vérone[3]; seulement Sarpellione et Troilo, deux des lieutenants de Sforza, réussirent à traverser les montagnes par des chemins détournés, et à introduire à Brescia un petit convoi de munitions avec trois cents fantassins.

1440.—Pendant toute la campagne de 1439 les hostilités ne s'étaient point étendues hors de la Lombardie : cependant

[1] *Platinæ Hist. Mantuan.* L. VI, p. 883.—*Poggio Bracciolini.* L. VII, p. 404.—[2] *Joann. Simonetæ.* L. V, p. 284. — *M. A. Sabellico.* D. III, L. IV, f. 174. — *Macchiavelli Istor. Flor.* L. V, p. 147. — [3] *Joannis Simonetæ Hist* L. V, p. 280. — *M. Ant Sabellico Hist. Venet.* Dec. III, L. IV, f. 175.

Philippe-Marie était impatient de punir les Florentins de leur intervention, et de les forcer, ainsi que le comte François Sforza, à défendre leurs propres états. Piccinino surtout était jaloux de Sforza ; il ne pouvait se consoler de ce que ce général avait pris rang parmi les souverains par sa conquête de la Marche, tandis que lui-même, que l'Italie regardait comme l'égal de Sforza pour les talents et la bravoure, lui, qui comme élève et héritier de Braccio aurait pu prétendre à la souveraineté que ce général s'était formée, n'avait qu'une existence précaire, sous le bon plaisir du prince qui lui donnait une solde. Il suppliait le duc de Milan de ne point le faire combattre en Lombardie pour des villes qu'il lui importait peu de gagner ou de perdre, mais de l'envoyer plutôt dans la Marche, qu'il espérait enlever en peu de temps à son rival. Assez de troupes, disait-il, resteraient encore après son départ pour continuer le siége de Brescia : les Florentins, en le voyant se diriger vers le midi, seraient alarmés pour la Toscane, et rappelleraient Sforza ; ce général voudrait aller défendre ses propres états ; et prévenu en tous lieux, il ne secourrait point Brescia, il ne couvrirait point la Toscane, et ne sauverait point sa principauté.

De son côté, Renaud des Albizzi joignait ses sollicitations à celles de Piccinino : toujours persuadé que les Florentins ne pouvaient s'accoutumer à son exil, et qu'ils accueilleraient avec joie une armée qui le ramènerait dans sa patrie, il ne demandait qu'à être renvoyé en Toscane, pour se croire assuré du succès. Cependant une intrigue nouée secrètement avec Jean Vitelleschi, patriarche d'Alexandrie, fut un motif plus puissant encore pour déterminer Philippe. Ce prélat guerrier, ministre favori d'Eugène IV, rendait depuis longtemps son maître odieux, par son arrogance et sa cruauté. On l'avait vu, dans la guerre de Naples, accélérer la dévastation des campagnes ennemies par d'exécrables promesses de

grâces spirituelles en faveur de ceux qui abuseraient des armes temporelles; il avait accordé à ses soldats cent jours d'indulgence en purgatoire pour chaque pied d'olivier qu'ils abattraient[1]. Encore que son maître fût entré dans la ligue des deux républiques, Vitelleschi ne songeait qu'à se venger de François Sforza, contre lequel il conservait un violent ressentiment, pour avoir été battu par lui dans la Marche d'Ancône. Les Vénitiens et les Florentins l'avaient offensé aussi; il avait reçu d'eux vingt mille florins pour équiper l'armée avec laquelle il devait agir contre Philippe au-delà des Apennins; mais après avoir pris l'argent il avait faussé ses promesses, et employé son armée au siége de Foligno. Les Florentins et les Vénitiens se plaignirent à Eugène IV, et le faible pontife communiqua ces plaintes confidentielles à son favori, qui jura d'en tirer vengeance. Vitelleschi offrit secrètement à Piccinino de joindre ses troupes à celles du duc de Milan pour accabler les Florentins. On assure qu'il devait ensuite faire périr Eugène IV, pour s'élever à sa place sur le trône pontifical[2]. Il attendait avec impatience l'arrivée de l'armée milanaise pour éclater; et Visconti, assuré d'un aussi puissant allié, n'hésita plus à céder aux vœux de Piccinino.

Ce fut au mois de février 1440 que Nicolas Piccinino partit de ses quartiers d'hiver avec six mille chevaux. Il passa le Pô le 7, pour s'unir à Manfredi dans le territoire de Faenza[3], tandis que Neri Capponi et Davanzati, ambassadeurs florentins, arrivés en même temps à Ferrare, se rendaient à Venise pour concerter le plan de la campagne suivante[4]. Ces deux généreux citoyens, au lieu de se laisser effrayer par le danger qui s'approchait de leur patrie, se joignirent aux Vénitiens pour solliciter Sforza de tenter de nouveau la délivrance de

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI. *Rer. Ital.* p. 1107. — [2] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* Lib. VII, p. 406. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. V, p. 286. — [3] *Macchiavelli Ist. Fior.* L. V, p. 143. — [4] *Comment. di Neri di Gino Capponi*. T. XVIII, p. 1191.

Brescia. Ils déclarèrent que Florence saurait bien lever une autre armée pour l'opposer à Piccinino, tandis que l'état de terre ferme des Vénitiens serait perdu si Sforza l'abandonnait. En effet, Gattamelata, le général qui avait commandé auparavant les troupes vénitiennes, avait été frappé de paralysie dans les montagnes de Tenna, et jusqu'à sa mort, survenue le 16 janvier 1443, il ne fit plus que languir[1]. Aucun autre n'était en état de suppléer à Sforza en son absence, et sans l'assistance de ce général, les Vénitiens n'espéraient point sauver leurs provinces envahies.

Mais le comte Sforza n'était point si disposé que les Florentins à sacrifier son propre intérêt à la cause commune. Il connaissait la mauvaise volonté du patriarche d'Alexandrie, qui commandait plus de trois mille hommes sur les frontières de la Toscane et de la Marche ; il voyait que Piccinino, en se joignant à ce prélat, pouvait bouleverser l'une ou l'autre province. Pendant que son rival s'acheminait vers le midi, il jugeait inutile de demeurer en Lombardie, puisque aussi bien il serait forcé d'attendre que la rigueur du froid eût cessé, et que les neiges se fussent fondues, avant de tenter, par la route des montagnes, la délivrance de Brescia ; car il ne voyait aucun espoir de succès s'il prenait la route de la plaine[2].

Tandis que ces questions se discutaient à Venise, où le comte s'était rendu, et que les Florentins prenaient à leur solde plusieurs condottiéri pour former une nouvelle armée, on apprit que les Malatesti, seigneurs de Rimini, auxquels on avait payé la solde d'un millier de gendarmes qu'ils devaient fournir aux deux républiques, avaient passé dans le camp de Nicolas Piccinino. Cette défection faisait craindre un échec

[1] *Joann. Simonetæ.* L. V, p. 286. — *Marin Sanuto vite de' Duchi di Venezia.* T. XXII, p. 1106. — [2] *Nicol. Macchiavelli, Istor. Fior.* L. V, p. 155. — *Commentari di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1192.

plus fâcheux encore, elle excitait la plus vive inquiétude sur le sort de Jean-Paul Orsini, général des Florentins, qui avait été envoyé dans l'état de Rimini pour le défendre[1]. Les sollicitations de François Sforza, pour obtenir son congé, redoublèrent à cette nouvelle; heureusement elle fut bientôt suivie d'une autre non moins inattendue, mais dont la nature était différente.

Les Florentins avaient surpris à Montepulciano la correspondance du patriarche d'Alexandrie avec Piccinino; quoiqu'elle fût écrite en chiffres, elle avait suffi pour éveiller enfin chez le pape, à qui elle fut communiquée, les plus violents soupçons contre son favori. Eugène avait confié si aveuglément à Vitelleschi ses armées, ses trésors, ses forteresses, qu'il ne pouvait plus tenter, sans un extrême danger, d'en dépouiller l'homme qu'il avait rendu trop puissant. Cependant il donna secrètement à Antonio Redo, commandant du château Saint-Ange, un ordre éventuel de l'arrêter, et de lui faire son procès, dès qu'il en trouverait l'occasion. Cet ordre n'était pas facile à exécuter, et Redo attendait en silence quelque circonstance qui le favorisât, lorsque le patriarche, prêt à partir pour la Toscane à la tête de son armée, ordonna au commandant du château Saint-Ange de se rendre, le matin du 18 mars, sur le pont de la forteresse, pour recevoir les commissions qu'il lui donnerait en partant. Antonio Redo comprit que l'occasion serait favorable; il prépara son monde, et il attendit de bonne heure le patriarche sur le pont. Celui-ci arrivait à la tête de toute son armée. Redo s'approcha de lui respectueusement, prit son cheval par la bride, comme pour n'être pas entendu de ceux qui l'entouraient, et le mena au petit pas au-delà du pont-levis, lui parlant toujours de choses assez importantes pour fixer son attention; mais à l'instant

[1] *Scipione Ammirato Ist.* L. XXI, T. III, p. 22. — *Nic. Macchiavelli.* L. V, p. 155. — *Commentari di Neri Capponi.* p. 1192.

qu'il eut passé le pont il fit signe aux gardes de le lever, et demanda au patriarche de se rendre prisonnier. Vitelleschi essaya en vain de se défendre : il fut blessé à la tête et renversé de son cheval par ceux qui l'entouraient. A peine fut-il captif entre leurs mains, que Redo lui-même et Jérôme Orsini essayèrent de le consoler et de lui rendre l'espérance, en assurant que tout finirait bien pour lui. Mais Vitelleschi répondit qu'il savait bien que, quoique blessé, ce ne serait jamais de ses blessures qu'il mourrait. « On n'arrête point, ajouta-t-il, « les hommes puissants pour les relâcher ensuite ; si l'on m'a « cru assez dangereux pour me faire prisonnier, combien ne « me croirait-on pas plus dangereux encore si je recouvrais « la liberté[1] ! » En effet, le patriarche avait bien connu son maître ; il mourut empoisonné peu de jours après. Son armée, qui était au-delà du pont, parut d'abord vouloir le venger et assiéger le château ; mais elle se soumit dès qu'on lui communiqua les ordres du pape. Le commandement en fut ensuite donné au patriarche d'Aquilée, qui fut chargé de défendre la Toscane avec quatre mille chevaux et deux mille fantassins. Toutes les forteresses où Vitelleschi tenait garnison rentrèrent en peu de jours sous la puissance du pape[2].

La révolution qui renversait Vitelleschi paraissait mettre en sûreté la Toscane et la Marche ; aussi fit-elle consentir Sforza à poursuivre la guerre en Lombardie : seulement il détacha de son armée mille cavaliers, que Neri Capponi ramena à Florence, et qui y arrivèrent avant la fin d'avril, en même temps que Jean-Paul Orsini et quelques autres condottiéri[3]. Déjà Nicolas Piccinino avait tenté d'entrer en Toscane au travers des Alpes de San-Benedetto, et il avait été vigou-

[1] *Nic. Macchiavelli Istor.* L. V, p. 152. — *Annal. Bonincontrii Miniat.* p. 149. — [2] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 664. — *Scipione Ammirato Stor. Fior.* L. XXI, p. 23. — *Mesticanza di Paulo Petrone.* T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 1123. — [3] *Comment. di Neri Capponi*, p. 1193. — *Scipione Ammirato.* L. XXI, p. 24.

reusement repoussé par Nicolas Gambacorti de Pise, connu sous le nom de *Nicolas Pisano*. Changeant alors de route, il entreprit de pénétrer par Marradi. Ce château, situé à l'entrée du val de Lamone, au pied des montagnes qui séparent la Toscane de la Romagne, était réputé très fort dans l'ancien système de guerre ; la rivière creuse des précipices tout autour du plateau qu'il couvre, et Marradi aurait pu arrêter une grande armée pendant plusieurs mois. Mais Barthélemi Orlandini, qui y commandait pour les Florentins, l'abandonna lâchement, et Piccinino, en y entrant le 10 avril, s'étonna d'avoir fait, sans coup férir, une conquête qui aurait pu lui coûter tant de sang[1]. Marradi lui ouvrit cependant la porte de la Toscane ; ses cavaliers parcoururent tout le Mugello sans y trouver de résistance ; ils s'avancèrent jusqu'aux montagnes de Fiesole ; ils ravagèrent le pays à trois milles de distance de Florence, et quelques-uns mêmes eurent la hardiesse de passer l'Arno, au-delà duquel ils s'emparèrent de Remole. Ce fut sur ces entrefaites que Neri Capponi arriva à Florence, avec un détachement de l'armée de François Sforza ; il y joignit des fantassins levés parmi le peuple, il délogea les ennemis de Remole, et il arrêta leurs déprédations[2].

L'entrée de Renaud des Albizzi en Toscane, à la suite de l'armée milanaise, n'avait produit encore à Florence aucun mouvement d'insurrection, aucune démonstration d'intérêt pour les émigrés, lorsque François de Battifolle, comte de Poppi, vint à la tête de ses vassaux se joindre à l'armée de Piccinino. L'année précédente, ce feudataire de la république avait été protégé par elle contre le pape Eugène IV[3] ; mais il se figura ne pouvoir mieux montrer son attachement

[1] *Macchiavelli, Ist. Fior.* L. V, p. 160. — *Poggio Bracciolini Hist.* L. VII, p. 406. — *Scipione Ammirato.* L. XXI, p. 23. — [2] *Comment. di Neri Capponi*, p. 1193.—*Macchiavelli Istor.* L. V, p. 161. — [3] *Annal. Bonincontrii Miniat.* p. 148.

aux Florentins qu'en secondant le parti qu'il croyait le plus propre à gouverner, et son ancienne liaison avec Albizzi lui fit méconnaître ce qu'il devait à la reconnaissance.

Deux routes se présentaient à Piccinino, celle du val dè Marina, par laquelle il serait descendu entre Florence et Prato jusqu'aux bords de l'Arno, et aurait coupé la communication de la capitale avec Pise, d'où les Florentins tiraient leurs vivres[1], et celle du Casentin, qui pouvait amener à couper la communication avec Arezzo et avec Pérouse, d'où venait l'armée pontificale. Piccinino se décida pour cette dernière. Les fiefs du comte de Poppi étaient situés dans le Casentin; ce seigneur promettait des intelligences dans les châteaux de ses voisins ; en effet, elles l'aidèrent à prendre en peu de jours Romène et Bibbiène; mais Piccinino ayant ensuite mis le siége devant le château de San-Nicolo, cette petite forteresse donna aux Florentins, par sa valeureuse résistance, le temps de rassembler leur armée ; elle tint trente-six jours, au bout desquels elle ne se rendit, le 25 mai, que sur l'autorisation spéciale des généraux de la république, qui voyaient l'impossibilité de la secourir. Quand Piccinino entra, il n'y trouva plus ni une flèche ni une charge de poudre[2]. Cependant son plan d'attaque avait échoué ; les vassaux de la république avaient repris courage, des soldats garnissaient tous les postes importants, et l'espérance de voir éclater quelque révolte en faveur des Albizzi était dissipée. Piccinino fit une visite à Pérouse sa patrie ; il espérait que le souvenir de Braccio, et la gloire dont lui-même s'était couvert, engageraient ses concitoyens à lui déférer la seigneurie que Braccio avait exercée avec tant de gloire ; mais il ne tira d'eux qu'un présent de huit mille florins. Il essaya de s'em-

[1] *Leonardi Aretini Comment. de suo tempore.* T. XIX, p. 941. — [2] *Macchiavelli Ist. Fior.* L. V, p. 162. — *Scipione Ammirato.* L. XXI, p. 25. — *Poggio Bracciolini.* L. VIII, p. 411. — *Bonincontrii Miniatens. Annal.* p. 149.

parer de Città di Castello par les armes, et de Cortone par une conjuration, et il fut déjoué dans l'une et l'autre entreprise; enfin, après avoir perdu une partie de l'été dans les montagnes de Toscane, il reçut la nouvelle des succès que Sforza avait obtenus en Lombardie, et les ordres de son maître qui le rappelait[1].

Les troupes pontificales étaient enfin arrivées à Florence, sous la conduite de Louis, médecin du pape, qu'il avait fait patriarche d'Aquilée, et en même temps général d'armée. On y comptait trois mille gendarmes et cinq cents fantassins. L'armée florentine, portée dès lors à huit ou neuf mille chevaux, était bien en état de tenir tête à celle de Piccinino; mais la seigneurie était résolue à ne rien donner au hasard, d'autant plus qu'elle avait reçu la nouvelle des avantages remportés par Sforza en Lombardie. Elle avait écrit à son général Jean-Paul Orsini de ne point combattre, et d'attendre que Piccinino se retirât de lui-même. Les mêmes raisons engageaient Piccinino à chercher l'occasion de livrer bataille; forcé à quitter la Toscane, il espérait du moins mettre en sûreté par une victoire le comte de Poppi, et les autres qui s'étaient rangés sous ses étendards. Il savait l'armée florentine à Anghiari, grosse bourgade éloignée de quatre milles du Borgo San-Sepolcro, au pied des montagnes qui divisent la vallée du Tibre d'avec le val de Chiana, et dans une plaine propre à déployer la cavalerie. Il partit du Borgo pour l'y attaquer, entraînant avec lui deux mille des habitants de cette ville, qui espéraient avoir part au pillage qui suivrait la victoire. Telle était la négligence avec laquelle on observait la discipline militaire, que les Florentins n'avaient en avant de leur armée ni védettes ni avant-postes; et cependant il fallait

[1] *Macchiavelli Istor.* L. V, p. 164. — *Scipione Ammirato*, L. XXI, p. 26. — *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1194.

alors bien plus de temps qu'aujourd'hui pour faire revêtir aux cavaliers leur pesante armure, harnacher les chevaux, et se préparer au combat. On était au 29 juin 1440 ; les hommes d'armes, accablés par la chaleur, s'étaient dispersés au loin pour chercher des ombrages et se rafraîchir. Michéletto Attendolo, parent du comte Sforza, et l'un des meilleurs condottiéri qu'eussent les Florentins, remarqua le premier, à deux milles de distance, la poudre qu'élevait la cavalerie ennemie ; et appelant aux armes ses compagnons, il eut à peine le temps d'occuper avec sa troupe le pont qui est en avant d'Anghiari. Il donna ainsi au reste de l'armée le loisir de se rassembler et de s'armer. Lorsque les autres corps l'eurent joint, Michéletto demeura au centre, le légat de l'Église à droite, et Jean-Paul Orsini avec les commissaires florentins à gauche. Orsini avait eu soin, par avance, de faire combler tous les fossés entre le pont d'Anghiari sur le Tibre et la bourgade, d'abattre tous les obstacles, et de former une esplanade qui permettait aux divers corps de l'armée de manœuvrer sans gêne. Au-delà du pont, le chemin par lequel s'approchait Piccinino était bordé de fossés profonds, et chaque camp avait une enceinte difficile à franchir. La gendarmerie milanaise ne pouvait approcher que par le pont, l'infanterie florentine bordait seule la rivière, pour empêcher les assaillants de la traverser à gué. Les premiers escadrons milanais qui passèrent le pont furent vigoureusement repoussés par Michéletto Attendolo ; mais ceux-ci ayant été remplacés par Astorre Manfrédi et François Piccinino, qui conduisaient l'élite de l'armée, Michéletto fut chassé du pont et repoussé jusqu'au pied de la montée d'Anghiari. Cependant les Milanais qui avaient passé le pont se trouvaient aussitôt à découvert sur les deux flancs. Les Florentins, avec pleine liberté de manœuvrer sur eux, les accablaient de troupes fraîches et supérieures en nombre. Manfrédi et François

Piccinino furent donc bientôt repoussés vers le pont, sur lequel ils tinrent ferme. Pendant deux heures, le pont fut disputé entre les deux armées par des attaques très vives. A plusieurs reprises les Milanais le traversèrent, mais toujours ils étaient repoussés dès qu'ils parvenaient sur l'esplanade située au-delà. Enfin les Florentins le traversèrent aussi une fois, et comme ils se trouvèrent ensuite couverts par deux grands fossés sur leurs flancs, ils culbutèrent ceux qui fuyaient devant eux, ils séparèrent les deux ailes, qui ne pouvaient ni se rejoindre ni agir sur eux, et qui, par le mouvement qu'elles firent en arrière, se mirent en confusion. Bientôt l'armée entière fut en déroute, et un nombre considérable de prisonniers, d'armes et de chevaux tomba entre les mains du vainqueur. De vingt-six chefs d'escadron que l'on comptait dans l'armée ennemie, vingt-deux furent faits prisonniers, avec environ quatre cents officiers, quinze cent quarante hommes en état de payer rançon, et trois mille chevaux. Mais dans ces armées mercenaires, où les soldats des deux camps se considéraient comme camarades, et ne voulaient pas se nuire, les vainqueurs mettaient toute leur industrie à faire échapper les vaincus. Neri Capponi, commissaire florentin auprès de l'armée, voulut faire conduire les prisonniers au bourg d'Anghiari : au lieu de vingt-deux chefs d'escadron il n'en trouva plus que six. Le matin suivant il voulut attaquer à son tour Piccinino, qui avec quinze cents chevaux mal en ordre s'était enfermé dans le Borgo San-Sepolcro, où il n'avait aucun moyen de se défendre. Mais de tous les condottiéri et capitaines, il n'y eut que le seul Jean-Paul Orsini qui fût disposé à le suivre. Les autres, tout occupés du butin qu'ils venaient de faire, s'excusèrent sur leurs fatigues ou les blessures de leurs chevaux. Ils passèrent toute la matinée à disputer avec le commissaire, et au milieu du jour ils s'évadèrent presque tous, pour mettre en sûreté leur

butin dans Arezzo, d'où ils ne revinrent que le soir[1].

Cette grande bataille, dans laquelle se peint si bien l'indiscipline et la cupidité des armées de condottiéri, qui ruinaient les états pour lesquels ils faisaient la guerre, sans leur permettre jamais de poursuivre leurs avantages, est devenue fameuse par une circonstance qui, si elle était avérée, ajouterait encore à la singularité de ce tableau. Macchiavel assure que dans cette longue mêlée, qui se prolongea pendant les quatre dernières heures du jour, il n'y eut qu'un seul homme de tué, encore ne fut-ce pas d'une noble blessure, mais pour être tombé de cheval et avoir été foulé aux pieds des combattants. « Telle était, ajoute-t-il, la sûreté avec laquelle on se « battait alors ; car les soldats, pendant la mêlée, étaient cou-« verts d'armures impénétrables, et lorsqu'ils se rendaient « ils n'étaient jamais tués ; en sorte que, sous la double sau-« vegarde de leur armure et du droit de la guerre, ils ne « pouvaient périr ni pendant le combat, ni après[2]. » Il paraît cependant que Macchiavel a un peu exagéré cette sûreté des combattants, pour faire plus d'impression sur ses lecteurs. D'après Biondo, secrétaire apostolique, on compta dans l'armée de Piccinino soixante morts et quatre cents blessés ; d'après Poggio, quarante morts : dans celle des Florentins, disent-ils, on trouva deux cents blessés, dont dix moururent de leurs blessures[3]. Les autres historiens du temps, en parlant de cette bataille, ne disent rien du nombre des morts ou des blessés[4].

[1] Léonard Arétin, qui était à cette époque un des décemvirs de la guerre à Florence, termine son Commentaire sur l'histoire de son temps par la bataille d'Anghiari. T. XIX, p. 942. Il mourut quatre ans après, le 9 mars 1444, âgé de soixante-quinze ans. Son Histoire florentine a plus de réputation que ce Commentaire ; mais celui-ci unit à la même élégance de langage le mérite d'une naïveté de sentiments rare chez les historiens latins du moyen âge. Sur la bataille d'Anghiari, *voyez* aussi *Commentari di Neri Capponi*, p. 1195. — *Nic. Macchiavelli*. L. V, p. 170. — *Scipione Ammirato*. L. XXI, p. 28. — *J. Simonetæ*. L. V, p. 292. — *Poggio Bracciolini*. L. VIII, p. 413. — [2] *Nic. Macchiavelli*. L. V, p. 171. — [3] *Scipione Ammirato*. L. XXI, p. 28. — *Poggio Bracciolini*. L. VIII, p. 414. — [4] *Istor. di Giov. Cambi. Deliz. Erud.* T. XX, p. 230. — *Cronaca di Lion. Morelli*. T. XIX, p. 171.

Piccinino, fort heureux de n'être pas poursuivi au Borgo San-Sépolcro, où il n'aurait pu éviter d'être fait prisonnier, en sortit le lendemain de la bataille, et les Florentins y entrèrent le jour d'après. Ceux-ci, au lieu d'accepter la souveraineté du Borgo, qui voulait se donner à eux, rendirent cette ville à l'Église, en promettant seulement aux bourgeois de leur garantir les priviléges dont ils étaient en possession, et dont ils demandèrent le maintien par leur capitulation. Cependant les demandes des habitants du Borgo éveillèrent quelque défiance entre le général de l'Église et celui de la république ; ils se séparèrent : le patriarche, avec une moitié de l'armée, parcourut l'état de Rome pour y rétablir l'autorité du pape ; Néri Capponi, avec l'autre, entra dans le Casentin, reprit les châteaux révoltés, et chassa de ses fiefs le comte de Poppi. Celui-ci fut le dernier des descendants du comte Guido qui possédât une souveraineté en Toscane. Il eut la permission de se retirer du Casentin avec sa femme, ses enfants, et trente mulets chargés ; mais sa petite principauté, qui comprenait de riches vallées et plusieurs forteresses près des sources de l'Arno, et qui avait obéi cinq cents ans à sa famille, dès les temps d'Othon-le-Grand, passa sans retour sous la domination de la république florentine [1]. Renaud des Albizzi, de son côté, abandonna pour jamais la Toscane. Il alla s'établir à Ancône, d'où il fit un pèlerinage en Terre-Sainte. A son retour, comme il célébrait les noces d'une de ses filles, il mourut subitement à table ; heureux, dit Macchiavel, d'avoir quitté la vie dans le moins malheureux des jours de son exil [2] !

Pendant que ces choses se passaient en Toscane, Sforza préparait son armée pour porter des secours à Brescia, aussitôt

[1] *Commentari di N. di G. Capponi*, p. 1196. — *Cacciata del Conte di Poppi dell' istesso*, p. 1217. — *Poggio Bracciolini*. L. VIII, p. 414. — *Annal. Bonincontrii*. T. XXI, p. 150. — [2] *Macchiavelli Ist. Fior*. L. V, p. 173.

que les chemins de la montagne seraient praticables ; il ne négligeait point cependant les moyens de s'ouvrir aussi la route de la plaine, ou celle du lac. Les Vénitiens, d'accord avec lui, avaient fait transporter de nouvelles galères sur le lac de Garda, sous les ordres du provéditeur Contarini, et Sforza avait envoyé sur cette petite flotte Pierre Brunoro, un de ses meilleurs lieutenants. Contarini battit, le 10 avril, la flotte milanaise qui lui était opposée, et que commandait Taliano Furlano; il prit trois de ses galères et plusieurs barques, et il força le reste à s'enfermer à Salò; il assiégea ensuite les châteaux de Riva et de Garda, qui se rendirent le 29 mai, et qu'il traita avec une extrême cruauté; il rétablit les communications entre les deux rives du lac; il fit parvenir d'abondantes munitions à Brescia, et il força les partis milanais dispersés entre cette ville et Salò à se retirer [1]. Ces victoires et l'absence de Piccinino ayant découragé l'armée qui, sous les ordres de Jean-François de Gonzague, défendait le passage du Mincio, et qui pouvait craindre d'être prise par derrière, Sforza tenta d'ouvrir, pour se rendre à Brescia, la voie directe qui lui avait été fermée jusqu'alors. Le 3 juin, il jeta un pont de bateaux sur le Mincio, et il le passa avec toute son armée, forte d'environ vingt mille hommes, sans rencontrer aucune résistance de la part de Gonzague qui se tint renfermé dans Mantoue. Taliano Furlano et Louis del Verme, les deux généraux de Visconti, évacuaient pendant ce temps le territoire de Brescia; à mesure que Sforza avançait, ils se retiraient devant lui; ils s'établirent enfin sur l'Oglio, entre Soncino et Orci, pour rester maîtres du pont qui sert de communication à ces deux châteaux. Taliano Furlano le couvrait avec une partie de sa cavalerie : Sforza résolut de l'en chasser pour se

[1] *Cristoforo da Soldo Istor. Bresciana.* p. 820, 821. — *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 177. — *Joann. Simonetæ.* L. V, p. 289. — *Platina Hist. Mantuan.* L. VI, p. 834.

rendre maître d'Orci, seule forteresse qui restât aux Milanais à la gauche de l'Oglio. Il n'entra donc point à Brescia, où l'on n'avait plus besoin de son assistance; mais, arrivé le 14 juin près de l'Oglio, il donna ordre à Sarpellione, un de ses lieutenants, d'attaquer Taliano Furlano, et de s'enfuir après les premiers coups, pour écarter les ennemis du fleuve. Les Milanais, en effet, le poursuivirent, et s'engageant imprudemment au milieu de forces supérieures, ils furent si vivement ramenés, qu'ils ne purent défendre ni le pont ni le château d'Orci. Sforza passa l'Oglio avec toute son armée; il tomba sur les Milanais, qui s'étaient ralliés devant Soncino, les mit dans une complète déroute, et leur enleva tous leurs bagages avec près de quinze cents chevaux. Le fils naturel du marquis de Ferrare, Borso d'Este, ce protecteur zélé des arts et des lettres, qui porta le premier le titre de duc de Ferrare, fit ses premières armes à cette bataille, où il perdit presque toute sa cavalerie. Tandis que Nicolas d'Este, son père, était attaché au parti des deux républiques, Borso avait conduit mille chevaux à l'armée du duc de Milan; soit qu'avide de gloire il ambitionnât un commandement indépendant, soit que la politique de son père l'engageât à se ménager avec les deux partis pour ne point demeurer victime de la défaite de l'un ou de l'autre [1].

La victoire de Soncino, moins brillante que celle d'Anghiari, fut mise à profit avec plus d'activité; tout le territoire de Bergame fut évacué par l'armée milanaise, comme tout celui de Brescia l'avait été peu auparavant. Tous les châteaux qu'y possédait Visconti furent repris de force ou par capitulation, et les Vénitiens, au lieu d'avoir la guerre chez eux, purent la porter chez leurs ennemis. Sforza fit des incursions dans les territoires de Crémone et de Crème, et Philippe-Marie,

[1] *Jo. Simonetæ.* L. V, p. 290. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 178. — *Annales Estenses Joann. Ferrariensis.* T. XX, p. 459. — *Crist. da Soldo Ist. Bresciana*, p. 822.

obligé de défendre ses propres états, rappela Piccinino, donna le commandement de Crème à Louis de San-Sévérino, et celui de Crémone à Borso d'Este [1].

Piccinino avait recueilli en Romagne à peu près tous ses prisonniers d'Anghiari, que leurs vainqueurs avaient remis en liberté après les avoir dépouillés, en sorte que sa défaite n'avait causé à son maître qu'une perte d'argent. Déjà il s'acheminait vers la Lombardie, et son approche fit renoncer Sforza au projet de porter la guerre sur la rive droite de l'Adda. Sforza revint donc en arrière pour attaquer le marquis de Mantoue et le punir de l'assistance qu'il avait donnée au duc de Milan. Il lui prit, après un siége de trente jours, Peschiéra, forteresse qui avait déjà appartenu aux Vénitiens, et qui était pour eux de la dernière importance, puisqu'elle ouvrait ou fermait la communication entre Vérone et Brescia. Tandis qu'il était occupé dans l'état de Mantoue, le marquis Nicolas d'Este vint auprès de lui, de la part du duc de Milan, pour lui porter des propositions de paix. Le marquis d'Este était devenu suspect aux Vénitiens depuis la défection de son fils; il sentait le danger de sa position, et il désirait ardemment une pacification qu'il avait déjà négociée avec succès dans d'autres occasions. Il représenta au comte qu'il devait s'abstenir, pour son propre intérêt, de ruiner sans retour le duc de Milan, puisqu'un condottière avait autant besoin de ses ennemis que de ses amis pour maintenir son importance. Il lui rendit l'espérance de conclure bientôt son mariage avec Blanche Visconti; et pour lui persuader que, cette fois du moins, l'offre de cette brillante alliance était faite de bonne foi, il lui apprit que Blanche était déjà arrivée à Ferrare, et il lui garantit qu'elle serait remise entre ses mains dès que le traité serait conclu [2].

[1] *Joann. Simonetæ Hist.* L. V, p. 291. — [2] *Joann. Simonetæ Hist.* L. V, p. 293.

François Sforza eut soin de communiquer toutes ces propositions à Pasqual Malipiéro, provéditeur vénitien, qui était chargé de veiller sur son armée. Il répondit ensuite que les Vénitiens et les Florentins demandaient eux-mêmes la paix, qu'ils étaient prêts à la signer à des conditions honorables; mais que pour lui il n'abandonnerait point le commandement de leur armée jusqu'à sa conclusion, et que ce ne serait qu'après que les états qu'il servait seraient satisfaits, qu'il prendrait conseil de ses amis sur l'alliance qu'on lui proposait. Les bruits publics annonçaient dans ce temps même des négociations d'une tout autre nature entre le duc et le marquis d'Este; on disait que Blanche Visconti n'avait été envoyée à Ferrare que parce qu'elle était destinée en mariage à Lionnel, fils et héritier du marquis. Les protestations de celui-ci n'inspiraient aucune confiance à Sforza; la plus insigne mauvaise foi régnait dans toutes les négociations, et les serments, n'obtenant plus aucune croyance, n'étaient plus même un moyen de tromper. La soupçonneuse république de Venise observait tous les pas de son général avec la plus inquiète défiance; l'exemple de Carmagnola avertissait de ce qu'on avait à craindre d'elle, et Sforza pouvait s'attendre à être trahi par son gouvernement, par son ennemi, et par le médiateur qui négociait entre eux. Il voulut cependant laisser à ces négociations le temps de mûrir; et, au lieu d'entreprendre aucune expédition importante, il se contenta d'assiéger les divers châteaux que le marquis de Mantoue avait pris dans le Véronais : après les avoir soumis aux Vénitiens, il ramena ses troupes en quartiers d'hiver [1].

Les soldats de François Sforza se reposaient à Vérone de leurs fatigues, ceux du duc de Milan à Crémone, ceux des Florentins en Toscane, et ceux du pape en Romagne. Le car-

[1] *Joann. Simonetæ Hist.* L. V, p. 296. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 179.

dinal d'Aquilée avait essayé, après la victoire d'Anghiari, de reprendre Forli et Bologne, mais il avait été repoussé par François Piccinino, qui commandait pour son père dans ces deux villes. Il s'était proposé de ramener ensuite à la dépendance de l'Église Ostasio III de Polenta, qui, trois ans auparavant, s'était vu forcé à recevoir garnison milanaise dans sa capitale. Mais la seigneurie de Venise, quoique alliée du pape, était bien résolue à ne point laisser retourner sous la domination du Saint-Siége la ville de Ravenne, qui était située à sa convenance, et sur laquelle elle avait précédemment exercé des droits de protection. Elle invita Ostasio à venir renouveler son ancienne alliance avec la république. Le prince de Ravenne se rendit à Venise, et, malgré les avertissements du marquis d'Este, il conduisit avec lui sa femme et son fils. L'ambitieux et perfide conseil des Dix ne résista point à la tentation de dépouiller une famille qu'il tenait tout entière entre ses mains.
1441. — Il excita quelques séditieux à Ravenne, qui prirent les armes le 24 février 1441, et qui ouvrirent la ville aux Vénitiens, en leur demandant justice de la tyrannie de leur prince. Ostasio III avait en effet donné lieu au juste ressentiment de ses sujets, et le conseil s'arrogea le droit de juger entre eux et lui. Il fit passer à Candie ce seigneur et sa famille, et il les y retint en exil jusqu'à leur mort. La branche aînée de la maison de Polenta finit avec eux. Elle avait conservé cent soixante-six ans la souveraineté à Ravenne, dont elle s'était emparée en 1275. Cette ville fut dès lors réunie à la seigneurie de Venise [1].

La république montra plus de générosité dans sa conduite envers François Sforza, et envers François Barbaro, provéditeur à Brescia, qu'elle accueilllit à Venise avec des honneurs

[1] *Diario Ferrarese*. T. XXIV, p. 191. — *Macchiavelli Stor. Fior.* Lib. V, p. 182. — *Navagiero Storia Veneziana*. T. XXIII, p. 1107. — *Hier. Rubæi Histor. Ravennat*. L. VII, p. 636. *In Burmanni Thesauro*. T. VII, P. 1.

infinis. Elle invita le dernier, avec cent des gentilshommes qui avaient le plus contribué à la défense de Brescia, à venir recevoir des remercîments publics. Ils furent présentés à la seigneurie; le doge les embrassa les larmes aux yeux. Il exhorta les sujets de l'état à imiter leur fidélité, et il demanda aux Vénitiens d'en conserver une éternelle mémoire. Ces cent gentilshommes bressans et leur postérité furent déclarés exempts à jamais de toute taxe, tandis qu'un revenu de vingt mille ducats, que le fisc tirait des moulins de Brescia, fut abandonné à la commune pour la récompenser aussi [1].

Pendant qu'on ne s'occupait à Venise que de fêtes et de réjouissances en l'honneur de Sforza et de Barbaro, on y apprit avec étonnement que Piccinino avait passé l'Adda et ensuite l'Oglio, le 13 février 1441, avec huit mille chevaux et trois mille fantassins, et qu'il avait surpris et mis en déroute, à Chiari, dans l'état de Brescia, deux mille chevaux des troupes de Sforza [2]. En même temps les soldats de Piccinino racontaient que le sénat de Venise, ayant conçu contre Sforza les mêmes soupçons qui avaient perdu Carmagnola dix ans auparavant, l'avait attiré de même à Venise, et lui avait fait subir le même sort. L'armée entière était sur le point de se débander à cette nouvelle, et ce général dut se presser de se montrer à ses soldats et à ses amis pour les rassurer [3]; mais il n'arriva pas à temps pour empêcher la défection de Sarpellione, un de ses meilleurs officiers, qu'il avait tiré de la condition la plus humble, et qui, séduit par Piccinino, passa au service de Philippe-Marie avec trois cents chevaux [4].

Piccinino se retira à l'approche de Sforza, et comme celui-ci ne voulait point entreprendre une campagne d'hiver, il rentra de son côté dans ses cantonnements. Il rendit des ar-

[1] *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 180. — [2] *Poggio Bracciolini.* L. VIII, p. 416. — [3] *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 180. — *Poggio Bracciolini.* L. VIII, p. 416. — *Joannis Simonetæ Hist. Francisci Sfortiæ.* L. V, p. 299.

mes et des chevaux aux gendarmes qui avaient tout perdu à Chiari ; il rappela les soldats qu'il avait laissés en Toscane ; il engagea la seigneurie à remplacer Gattamelata, en prenant à sa solde Michel Attendolo, parent des Sforze ; mais les subsides qui lui étaient promis ne lui étant point payés avec exactitude, il ne put entrer en campagne que le premier de juin, après Piccinino, qui avait de nouveau envahi l'état de Brescia.

Les deux armées se rencontrèrent le 25 juin près de Cignano ; Sforza attaqua son ennemi, mais sans remporter aucun avantage ; il se retira sans que d'autre part sa retraite fût troublée [1]. Trompant ensuite Piccinino, il passa l'Oglio à Pontoglio, et vint mettre le siége devant le château de Martinengo, qui coupait la communication entre Brescia et Bergame. Son ennemi, qui n'avait pas su lui fermer le passage de la rivière, s'applaudit bientôt de l'avoir laissé s'avancer autant; car, tandis qu'il avait fait entrer dans le château Jacques Gaivano avec mille gendarmes, qui suffisaient pour rendre vaines toutes les attaques de Sforza, il vint se placer lui-même à un mille de distance du camp de l'assiégeant, dans une position telle qu'il rendait sa retraite presque impossible, qu'il arrêtait ses vivres, qu'il tombait sur ses fourrageurs, et qu'il ne lui laissait pas même la possibilité de tenter un assaut sur Martinengo ; car, pendant la bataille, il aurait pris les assaillants par derrière [2]. La situation de Sforza devenait tous les jours plus critique ; il y avait plus d'un mois que son armée était devant Martinengo. Il comptait dans son camp trente mille personnes ; sa nombreuse cavalerie avait consumé tout le fourrage du voisinage ; il était obligé d'en faire chercher à plus de dix milles de distance, et encore qu'il donnât de très

[1] *J. Simonetæ.* L. V, p. 302. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 181. — *Scipione Ammirato:* L. XXI, p. 33. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. V, p. 304. — *Commentari di Neri di Gino Capponi,* T. XVIII, p. 1198.—*Platinæ Hist, Mantuan.* L. VI, p. 838.

fortes escortes à ses fourrageurs, il perdait toujours la moitié de ses convois. Ses vivres allaient en diminuant, tandis qu'ils étaient abondants et à vil prix dans le camp de Piccinino. Jamais ses soldats ne passaient un jour, jamais ils ne passaient une nuit sans être troublés par une fausse alarme, ou éveillés en sursaut par une attaque nocturne. Tel était le désavantage infini de ces armées de cavalerie pesante auxquelles on attachait alors le sort des guerres, qu'on ne pouvait presque jamais forcer son ennemi à livrer bataille, parce que le moindre retranchement suffisait pour arrêter des cuirassiers. Sforza, pour se tirer du piége où il était tombé, aurait eu besoin d'attaquer Piccinino dans son camp, mais la situation du dernier était si forte, comparativement aux moyens d'attaque de la cavalerie, qu'il eût été insensé de le tenter [1].

D'assiégeant devenu assiégé, Sforza se livrait aux plus funestes réflexions; en perdant sa nombreuse armée qu'il ne savait plus comment arracher à la destruction, il voyait s'évanouir toutes ses espérances de grandeur et de souveraineté; lorsqu'au milieu de la nuit on introduisit auprès de lui Antoine Guidoboni de Tortone, l'un des plus fidèles serviteurs du duc de Milan, qui avait aussi avec le comte Sforza des relations d'amitié.

« Philippe, qui m'envoie à toi, lui dit-il, connaît assez ta « prudence et ton expérience militaire pour s'assurer que « tu n'ignores aucun des dangers de ta situation, de celle « des Vénitiens et des Florentins. Le manque de vivres ne « peut pas te permettre d'assiéger plus longtemps Martinengo, « et le voisinage de son armée ne te laisse aucune chance de « te retirer sans désastre. Il tient donc dans sa main une vic« toire prochaine et assurée : cependant il n'en veut point; car,

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXI, p. 35. — *Joann. Simonetæ*. L. V, p. 305.—*M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. V, f. 181.

« lui qui a toujours été maître, il ne connaît point d'indignité « qui passe celle d'être soumis comme un captif aux demandes « et aux conditions de ses serviteurs. Or, ses affaires en sont ré- « duites au point, qu'au milieu de la guerre, ce même Piccinino, « qu'il a élevé si haut, lui demande la souveraineté de Plai- « sance; Louis de San-Severino lui demande Novare; Louis « del Verme, Tortone; Taliano Furlano, Bosco et Figaruolo « dans l'Alexandrin, et tous ses autres condottiéri d'autres « états et d'autres fiefs. Comme ils le voient sans enfants et « sans successeur apparent, ils osent ainsi partager de son « vivant son héritage. Mais, plutôt que de s'y soumettre, Vis- « conti a résolu de chercher ton avancement, ton honneur, « celui des Vénitiens, celui des Florentins, pourvu que tu « saches le saisir. Il veut mettre fin à la guerre, et c'est toi « qu'il fait arbitre des conditions de la paix. Il remettra entre « tes mains, en nantissement, tout ce qui a été pris par Pic- « cinino dans l'état de Bergame, à commencer par Marti- « nengo que tu assiéges. Il te donnera en mariage sa fille « Blanche, et pour dot Crémone et tout son territoire, à la ré- « serve de deux châteaux. Je dois donc seulement te deman- « der un sauf-conduit pour Eusèbe Caymo son secrétaire, et « ce dernier viendra aussitôt dans ton camp mettre la dernière « main à ce traité [1].

Sforza, comblé de joie, déclara qu'il acceptait le rôle de médiateur, et donna les sauf-conduits qui lui étaient demandés. La nuit suivante, les préliminaires furent signés avec Eusèbe Caymo, sans que personne le soupçonnât dans le camp. Lorsqu'à l'aube du jour le procurateur de Saint-Marc, Malipiéro, vint au conseil de guerre chez le comte Sforza, avec les principaux officiers de l'armée, celui-ci leur annonça en souriant que la paix était faite, et il interdit dès l'instant

[1] *Joannis Simonetæ*, L. V, p. 306.

toute hostilité. Il communiqua ensuite à Malipiéro les conditions arrêtées, et il lui fit sentir combien il serait imprudent d'attendre, pour conclure, l'approbatien du sénat de Venise [1].

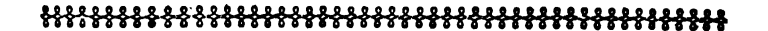
Caymo, de son côté, donna ordre à Piccinino de suspendre les hostilités. Ce vieux général, qui tenait déjà la victoire entre ses mains, refusa quelque temps d'obéir à un ordre qui lui paraissait si absurde, et de renoncer à des succès assurés. Le secrétaire de Philippe, pour le forcer à la soumission, fut obligé d'appeler à la révolte tous les soldats milanais qui servaient dans l'armée de Piccinino, et de les joindre à ceux de Sforza contre leur général. Piccinino fut alors obligé de céder, mais en déplorant son sort. Déjà, disait-il, il se sentait atteint par la vieillesse, il était devenu boiteux à la guerre ; il avait consumé pour Philippe sa santé et sa vie, et celui-ci ne le jugeait pas même digne d'être appelé aux conseils où l'on traitait la paix. Son maître, plutôt que de lui accorder une récompense pour laquelle il avait si longtemps et si péniblement servi, se livrait lui-même avec sa fille entre les mains de son ennemi. Les mêmes domaines milanais que Piccinino avait défendus tant de fois, qu'il avait tant de fois arrachés à de puissantes armées, étaient destinés en héritage à son plus ancien rival, à celui même qui avait voulu les ravir. L'ambition légitime d'un vieux serviteur était considérée comme un crime, tandis que Philippe assouvissait les vœux les plus avides de celui qui avait ébranlé son trône, et dont il pouvait se venger [2].

Cependant les deux généraux qui s'étaient si longtemps combattus se rencontrèrent et s'embrassèrent avec toutes les démonstrations d'une estime mutuelle [3] Les deux camps se

[1] *M Ant. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 182. — [2] *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. V, f. 182. —*Platina Hist. Mantuan.* L. VI, p. 838.—*Macchiavelli Ist. Fior.* L. VI, p. 186.—[3] *Poggio Bracciolini.* L. VIII, p. 418.

fondirent en un seul, et ne parurent plus occupés que de banquets et de festins. Les peuples, plus heureux encore, crurent que ce traité, sanctionné par une étroite alliance, aurait plus de durée que les pacifications précédentes, et qu'il assurerait pour longtemps le repos de l'Italie. Les noces de François Sforza et de Blanche Visconti, alors âgée de seize ans, et non moins distinguée par sa beauté et son caractère que par sa naissance, furent célébrées le 24 octobre. En même temps, son époux fut mis en possession de Crémone et de Pontrémoli. Il avait été reconnu pour arbitre par les puissances alliées aussi bien que par Visconti. Les ambassadeurs des uns et des autres se rassemblèrent auprès de lui à Capriana, et après quelques négociations, il leur dicta, le 20 novembre 1441, les conditions de la paix, en vertu de son autorité arbitrale. Par ce traité, le duc de Milan, la république de Venise, celle de Florence, celle de Gênes, le pape et le marquis de Mantoue furent rétablis dans leurs anciens droits et leurs anciennes limites. Le dernier seulement fut obligé de renoncer à toutes prétentions sur Peschiéra, Lunato, Asola et Valeggio, qu'il avait conquis dans le territoire véronais, et ensuite reperdus ; il dut aussi restituer Porto Legnago, Nogarola, et tout ce qu'il possédait encore de ses précédentes conquêtes ; aussi se plaignit-il seul d'une pacification qui causait une joie universelle[2].

[1] *Joannis Simonetæ Hist. Francisci Sfortiæ.* L. V. p. 310. — *M. Ant. Sabellico Hist. Veneta.* Dec. III, L. V, f. 183. — *Scipione Ammirato.* L. XXI, p. 38. — *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1198. — *Poggio Bracciolini.* L. VIII, p. 419.—*Naugerio Storia Veneziana.* T. XXIII, p. 1108.



CHAPITRE IV.

Caractère d'Eugène IV. Conciles de Bâle, de Ferrare et de Florence. René d'Anjou dispute à Alfonse d'Aragon la conquête du royaume de Naples. Il perd sa capitale et abandonne l'Italie.

1436-1442.

Il arrive quelquefois qu'un homme élevé en dignité exerce sur son pays, sur son siècle, sur toute l'Europe, une influence proportionnée non point à ses talents, à ses vertus, ou à sa capacité, mais à la seule inquiétude de son caractère. On le voit engagé dans toutes les révolutions ; on retrouve les conséquences de ses menées dans les pays les plus éloignés, dans les événements qui semblent avoir le moins de connexion avec tous les autres. Après l'avoir rencontré partout, on fixe enfin les yeux sur lui, et on s'étonne de le trouver si petit, comparé aux effets dont il est la cause, jusqu'à ce qu'on se soit bien convaincu que de grandes catastrophes n'indiquent souvent aucune grandeur dans celui qui les a produites. Tel fut surtout le pape Eugène IV, qui, au milieu du XVe siècle, ébranla sans interruption [1], par ses passions et ses intrigues, l'Italie, l'Église et toute la chrétienté ; qui fut engagé dans toutes les controverses religieuses, dans toutes les guerres politiques de son temps ; qui fit sentir

longtemps encore après sa mort l'influence presque toujours funeste de son règne, et qui cependant, lorsque nous arrêtons sur lui nos regards, ne semble point assez fort pour exciter le mouvement que nous voyons partir continuellement de son trône.

On vit à la fin du XVe siècle s'asseoir sur la chaire de saint Pierre quelques papes dont la réputation est tellement décriée, que les écrivains écclésiastiques eux-mêmes n'ont point essayé de les défendre; mais Eugène IV n'est pas rangé dans cette catégorie. Quelque fatale qu'ait été l'influence de son règne sur l'autorité de l'Église, quelques fautes qu'il ait commises pendant son pontificat, les annalistes de la cour de Rome ont entrepris l'apologie de son caractère; ils accablent tous ses ennemis de leurs anathèmes, et, dans chaque différends, ils considèrent un parti comme juste ou comme impie, selon qu'il fut embrassé ou abandonné par lui. Ænéas Sylvius, qui, pendant le pontificat d'Eugène, était ambassadeur de Sigismond auprès du Saint-Siége, et qui monta plus tard sur le trône pontifical, a tracé le portrait de ce pape en homme d'état qui connaissait bien les hommes, et cependant il ne lui reproche guère d'autre défaut que son inconséquence. « Il avait de l'élévation dans l'âme, dit-il; « mais son plus grand vice fut de n'avoir de mesure en aucune « chose, et d'entreprendre toujours ce qu'il voulait, non ce « qu'il pouvait [1]. » Vespasiani, qui vivait du temps du même pape dont il a écrit la vie, l'a représenté comme un saint [2]. En effet, Eugène, très régulier dans toutes les observances monacales, très austère dans ses habitudes domestiques, se refusait à peu près tout ce que le vulgaire regarde comme des plaisirs; mais jamais il n'imposa aucune borne aux pas-

[1] *Oratio Æneæ Sylvii de morte Eugenii papæ IV. Vitæ Roman. Pontif.* T. III, P. II, p. 891. — [2] *Vespasiani. Vita Eugenii IV*, T. XXV, *Rer. Ital.* p. 255.

sions dont il était agité ; jamais sa cupidité ne fut arrêtée par la crainte de fausser ses serments.

A la distance d'où nous le considérons aujourd'hui, depuis que les haines de parti se sont éteintes, que les préjugés ont perdu leur empire, que les papes, comme les autres souverains, sont jugés surtout sur leurs actions publiques, peu de pontifes paraissent avoir moins mérité qu'Eugène IV de tenir le premier rang parmi les chrétiens. Dans les révolutions violentes où on le voit sans cesse engagé, en guerre avec son clergé, avec ses sujets, avec ses bienfaiteurs, il manque presque toujours en même temps et de bonne foi et de politique. Il y a peu de tyrans à qui l'on pût reprocher plus d'actes de perfidie et de cruauté ; il y a peu de monarques imbéciles qui aient donné plus de preuves d'incapacité et d'inconséquence. Ainsi lorsqu'on le voit, dès le commencement de son règne, ébranlé sur son trône par les attaques qu'il avait provoquées, de la part des peuples, des souverains et des prélats eux-mêmes, on a peine à concevoir comment il réussit à se soutenir pendant seize ans, et à triompher presque toujours d'adversaires doués de plus de vertus et de talents que lui.

Les croyances religieuses qui faisaient son appui, avaient alors conservé sur les esprits une influence dont la nature et les bornes semblent inexplicables. Elles s'étaient complétement dégagées, du moins chez la plupart des hommes, de toute dévotion, de toute chaleur de sentiments, de tout enthousiasme ; elles n'étaient appuyées d'aucune idée morale, elles n'étaient plus préférées à aucun calcul d'intérêt privé ; mais elles inspiraient un éloignement invincible pour tout ce qui portait le nom d'hérétique ou de schismatique. Les esprits qui avaient rejeté toute législation morale, tout frein à leurs passions, tout principe indépendant de leurs intérêts, avaient cependant horreur de l'examen en matière religieuse ; ils se soulevaient contre la liberté de penser, et non contre de nou-

veaux dogmes. On voyait, sans se scandaliser, accuser le pape ou ses prélats de crimes atroces; on voyait avec une égale indifférence leurs ennemis recourir contre eux à une insigne perfidie. L'indigne conduite de Vitelleschi, patriarche d'Alexandrie, n'avait point paru plus odieuse en raison de la haute dignité ecclésiastique dont il était revêtu; tout comme l'on ne s'était pas scandalisé davantage de la trahison par laquelle le pape s'était défait de son ancien ami et de son ministre. On regardait comme un jeu très légitime de la politique régnante l'artifice de Piccinino, qui s'était fait avancer par le pape l'argent avec lequel il lui avait enlevé ses états; c'était également un calcul tout simple, que celui par lequel Eugène voulait reprendre à Sforza la Marche qu'il lui avait donnée, et qu'il lui avait garantie par mille serments; il n'était plus lié envers son défenseur, puisqu'il n'avait plus besoin de ses services. On aurait même excusé le prince ou le prélat qui se serait allié avec les Turcs ou les hérétiques, pourvu que ce fût pour son propre avantage, et non par indifférence. Mais ceux mêmes qui mettaient si peu de frein à l'ambition et aux passions politiques, frémissaient au seul nom des Hussites. Ils n'examinaient pas si leur doctrine était condamnable, si elle contredisait les dogmes primitifs sur lesquels est fondée la société humaine, tout comme ses rapports avec le Créateur; il leur suffisait qu'elle fût condamnée, pour désirer ardemment de la voir détruire par le fer et le feu. Le but des croisades prêchées sous Eugène IV, dans la Saxe, le Brandebourg, l'Autriche la Hongrie, n'était point comme au XIIe siècle de porter du secours à des frères opprimés, mais d'exterminer des transfuges. On ne voulait pas convertir les Bohémiens, on voulait les traîner sur le bûcher. Ce désir était demeuré national chez des peuples sur qui la religion exerçait fort peu d'influence. La chrétienté entière ne comptait pas alors un seul homme, même parmi les plus vrais philosophes,

qui crût permis à des chrétiens de vivre en paix avec les mécréants, et qui ne repoussât avec horreur l'idée de la tolérance.

C'est par le pouvoir de l'éducation, de l'exemple, d'habitudes enracinées pendant plusieurs siècles, et dont l'examen n'était jamais permis, qu'il faut expliquer les contradictions grossières dans lesquelles on voit tomber l'esprit humain. Il ne faut point attribuer notre manière de raisonner à des siècles qui s'étaient fait une autre logique, ni refuser de croire à l'empire des opinions qui régnaient alors, parce qu'elles nous paraissent inconciliables. L'histoire ne prouve que trop qu'il n'y a point de bornes à la déraison humaine, lorsqu'elle trouve son appui dans une autorité qu'elle croit sacrée. Ce fut à ce mélange de perfidie et de fanatisme, d'indifférence pour la morale et de zèle pour la foi, que les croisés d'Eugène IV durent leurs succès contre les Hussites. Ils réussirent à les diviser pour les détruire, à en tromper une partie par de fausses promesses, à les enrôler sous leurs étendards et à les armer les uns contre les autres. Ils n'épargnèrent aucun des artifices les plus décriés de la politique la plus mondaine ; et lorsqu'ils furent parvenus à leur but, ils crurent devoir à la gloire de Dieu de briser les instruments dont ils s'étaient servis. 1434. — « A la fin de la guerre, dit leur historien « Coclæus, il restait entre les mains des vainqueurs plusieurs « milliers de captifs, que Maynard de Maison-Neuve voulait « détruire, pour se délivrer de cette race coupable. Mais « comme il craignait de confondre avec les hérétiques des « campagnards innocents qu'on avait pu enrôler par force, il « fit publier parmi les prisonniers que la guerre n'était point « terminée, que Czapchon s'était enfui, et qu'il voulait le « poursuivre ; qu'il avait besoin pour cela de ces vaillants « soldats qui avaient servi sous les deux Procope ; qu'il se « confiait en leur courage et en leur pratique de la guerre ; « en conséquence il leur avait, disait-il, fait assurer une paie

« par le trésor public, jusqu'à ce que le royaume fût entière-« ment pacifié ; et il faisait inviter tous ceux qui voudraient « servir, à passer dans les granges voisines qu'il leur faisait « ouvrir ; mais il leur recommandait de se bien garder d'ad-« mettre parmi eux des campagnards étrangers aux armes ; « eux-mêmes devaient au contraire les renvoyer à leur char-« rue. Sur cette invitation, plusieurs milliers de Thaborites « et d'Orphelins entrèrent dans les granges, qui, suivant l'u-« sage de Bohême, étaient toutes couvertes de chaume. Aussi-« tôt on en ferma les portes, et on y mit le feu, et cette lie, « ce rebut de la race humaine, après avoir commis tant de « crimes, porta enfin dans les flammes la peine de son mépris « pour la religion[1]. » Tel était au XVe siècle le sentiment qu'excitait le récit d'une perfidie, lorsque des hérétiques en étaient victimes : tel il était encore en Italie, au milieu du XVIIe siècle. Rayualdi, l'annaliste de l'Église, en adoptant la narration de Coclæus, y ajoute seulement « que ces flammes « vengeresses firent passer les Hussites d'un incendie terres-« tre aux incendies éternels[2]. »

Ce fut à cause de cette horreur pour tout examen de la foi, que la réforme prêchée en Bohême avec tant de ferveur, et souvent acompagnée de tant de férocité, ne gagna pas un seul partisan en Italie, et ne fit pas même un doute sur les droits sacrés d'un pape ou d'une Église dont on voyait de si près la corruption. Par la même raison, une autre réforme beaucoup plus restreinte, beaucoup plus mesurée, que le concile de Bâle entreprenait en même temps dans le sein de l'orthodoxie, fut également désavouée ; Félix V, qui était, sous tous les rapports, supérieur à Eugène IV, fut décrié comme anti-pape, et la prodigieuse secousse que reçut l'Église, pendant ce pontificat si constamment agité, ne rendit aucune liberté aux esprits.

[1] *Coclæus, Historia Hussitarum.* L. VIII. — [2] *Raynaldus, Annal. Ecclesiast.* 1434, § 23. T. XVIII, p. 136.

Une plus grande indépendance d'opinions, et en même temps un zèle plus vrai pour les sentiments religieux, paraissent avoir dominé à cette époque en Allemagne. Le concile de Bâle, quoiqu'il eût invité à ses délibérations les députés de toutes les nations chrétiennes, avait cependant reçu son caractère des princes et des prélats allemands qui s'y trouvaient en nombre fort supérieur. Il ressentait aussi l'influence de l'esprit populaire de la nation au milieu de laquelle il était assemblé. Mais toutes ses délibérations, tous ses décrets, malgré l'amour du bien, de la liberté, de la religion, qu'on peut y remarquer, annoncent un manque de précision dans les idées, qui devait empêcher d'arriver jamais, par cette assemblée, à une réforme utile. Le concile avait approuvé en 1436 les *compactata* des Bohémiens avec le roi Sigismond. Pour le bien de la paix, et pour que Sigismond pût monter sur le trône de ses pères, on était en quelque sorte convenu de se tromper mutuellement, d'admettre réciproquement une confession de foi nouvelle, dont les termes étaient si obscurs et si vagues, que chacun pouvait les entendre à sa manière, et que les Bohémiens paraissant désormais orthodoxes, les catholiques ne seraient plus obligés en conscience de leur faire la guerre. Il y aurait eu de la sagesse à reconnaître pour chrétiennes toutes les sectes qui se seraient accordées sur les dogmes fondamentaux du christianisme, malgré leur opposition sur plusieurs points; mais envelopper de paroles ambiguës ces questions mêmes qui étaient en débat, donner une expression commune à des opinions diamétralement opposées, exiger qu'on s'accordât par une profession de foi inintelligible sur ce que ni l'un ni l'autre parti ne voulait abandonner, c'était consentir à s'en imposer réciproquement, et manquer de bonne foi en même temps avec les hommes et avec le ciel [1].

[1] *Voyez ces Compactata dans Lenfant, Hist. du Concile de Bâle.* L. XVIII, p. 43;

Cette négociation était bien défectueuse; ce fut cependant l'acte le plus sage du concile : tous ses autres décrets n'étaient, dans le vrai, que de vaines déclamations contre l'incontinence, contre la simonie, contre les erreurs de quelques hérétiques obscurs. Il n'y avait pas moyen d'appliquer au gouvernement de l'Église des idées aussi vagues, de prévoir un résultat probable ou possible d'aucun de ces décrets. Les prélats désiraient sincèrement la réforme des abus, mais ils ne voulaient, à leur retour dans leur diocèse, se trouver gênés ni dans leur autorité ni dans leur liberté; aussi ne songeaient-ils pas même à établir une organisation un peu ferme, qui pût réprimer les vices qu'ils condamnaient dans leurs déclamations.

Le concile montrait une connaissance plus juste des affaires dans ses plans d'attaque que dans ses établissements permanents. Pour substituer leur autorité à celle du pape, les prélats attaquaient successivement les annates, les distributions de bénéfices, les tributs nouveaux, et toutes les autres sources du revenu pontifical. Ils dénonçaient l'une après l'autre, dans leurs grandes assemblées, toutes les usurpations de la cour de Rome, dont ils avaient souffert individuellement [1]. Le concile était partagé en quatre députations ou quatre chambres, dans lesquelles les suffrages du bas clergé paraissent avoir été comptés comme égaux à ceux des prélats, et le mélange des ordres inférieurs de la hiérarchie faisait dominer dans chaque chambre les sentiments démocratiques [2]. L'esprit de corps, qui se développait dans ces assemblées, se fortifiait par la persuasion où étaient leurs membres que leurs suffrages réunis exprimaient la volonté même du Saint-Esprit. Aussi ne mettaient-ils aucune borne à leurs prétentions; ils s'efforçaient de

et dans *Raynaldus, Annal. Eccles.* 1436, § 16, p. 158. — [1] *Concilia Generalia.* T. XII, Sessio VIII, p. 499, 500. Sessio XII, p. 509. Sessio XXXI, p. 601, etc. *Voyez* une énumération rapide de leurs attaques dans une bulle d'Eugène IV, *Raynaldus, Annal. Ecclesiast.* 1435, § 7, p. 141 ; et de nouveau, 1436, § 2, p. 147.— [2] *Annal. Eccles.* 1436, § 8, p. 152.

rapporter tout au concile, et ils voulaient soumettre l'Église à l'autorité populaire de leur assemblée, qui, à leurs yeux mêmes, était l'autorité de Dieu. Chaque jour ils enlevaient quelque prérogative au Saint-Siége pour se l'attribuer; ils disputaient en même temps sur le fond et sur la forme de toutes les questions; chaque concession du pape les enhardissait à exprimer quelque prétention nouvelle; leur tactique était la même que celle de ces grandes assemblées législatives qu'on a vues lutter avec des rois dans les monarchies qui changeaient de constitution. Ils auraient, en effet, changé aussi la constitution de l'Église, s'ils n'avaient pas poussé trop loin leur ambition. Mais les Pères du concile crurent avoir une mission du Saint-Esprit pour gouverner les puissances temporelles aussi bien que l'Église de Dieu; ils s'érigèrent en arbitres des princes d'Allemagne et des rois, et leurs prétentions orgueilleuses finirent par aliéner l'empereur Sigismond et leurs plus zélés protecteurs.

Cet empereur, qui avait rallumé la guerre de Bohême en n'observant point envers les Hussites les conventions qu'il avait jurées avant son couronnement, mourut le 8 décembre 1437. Par son testament, il appela, autant qu'il dépendait de lui, son gendre Albert II d'Autriche à l'héritage de ses couronnes. C'était le moment où la querelle entre Eugène et le concile était le plus animée. Eugène, qui se défiait de l'esprit indépendant des Allemands, qui avait déjà essayé à plusieurs reprises de transférer le concile, pour fatiguer les Pères par des voyages, les rebuter par des dépenses excessives, et les forcer ainsi à retourner d'eux-mêmes chez eux, avait acquis un auxiliaire sur lequel il n'avait pas pu compter d'avance. C'était l'empereur de Constantinople, Jean VI Paléologue, qui, resserré dans sa capitale par les armes des Turcs, et menacé du prochain anéantissement de sa monarchie, venait demander aux Occidentaux une protection que la fierté grecque avait

longtemps rejetée. Il se résignait à rentrer avec son clergé dans le sein de l'Église romaine, à abjurer des croyances et des rites pour lesquels ses ancêtres avaient versé tant de sang, et il espérait, à ce prix, obtenir plus de secours des Latins qu'il invoquait comme frères.

Paléologue jugeait de leur reconnaissance par la grandeur du sacrifice qu'il leur faisait. Aucun ne pouvait lui coûter davantage que l'union des deux Églises, qu'il avait toujours jugée impie et sacrilége. Il voulait alors y faire consentir ses sujets pour obtenir à ce prix une puissante croisade; s'il avait su combien peu de bras l'Occident armerait pour sa querelle, jamais il ne se serait soumis à une démarche qui lui paraissait blesser et son honneur et sa conscience. Même en la faisant, néanmoins, il voulait conserver quelque dignité, et il se rendait difficile sur les conditions. Il ne voulait point se transporter dans les contrées éloignées et inconnues de l'Allemagne et de la France, et ses prélats s'y seraient refusés plus encore que lui. Quoique ébranlé par les offres du concile de Bâle, et hésitant entre le pape et cette assemblée, il protesta qu'il n'irait point à Bâle : il refusa également Avignon, aussi bien que toutes les villes de la Savoie où les prélats du concile avaient offert de se transporter pour le rencontrer [1]. Il désirait surtout plaire au pape et lui faire sa cour, parce que le pape lui paraissait encore le dominateur de la chrétienté, et que ses richesses, l'étendue de ses états, et leur proximité de la Grèce, rehaussaient le prix de son alliance. Eugène, de son côté, qui sentait tout ce que l'union des Grecs donnerait de crédit à sa cause, prenait à tâche de complaire à l'empereur. Il alla même jusqu'à proposer d'assembler à Constantinople le concile œcuménique projeté, sous la présidence d'un légat [2], avec l'espérance sans doute de rebuter ainsi les évê-

[1] *Labbe Concil. Gener.* T. XII, p. 578, 580. Sessio 25. — *Ann. Eccles.* 1434, § 15, p. 132. — [2] *Raynaldi Annal. Eccles.* 1435, § 8, p. 142.

ques latins, et de dissoudre le concile de Bâle. Dans ce dernier on attachait aussi une grande importance à l'union des deux Églises, et les ambassadeurs grecs y étaient traités avec des égards que l'on n'accordait plus à Eugène IV [1].

Mais la crainte d'empêcher la réunion des Grecs à l'Église romaine céda enfin à la colère toujours croissante du concile. Le pape avait été depuis longtemps sommé de se rendre à cette assemblée, et comme il n'avait point obéi, il fut déclaré par elle contumace dans sa vingt-huitième session, le 1er octobre 1437 [2]. Eugène, dans cette occasion, dut son salut à la précipitation et à l'inconvenance des démarches de ses adversaires. Les ambassadeurs de presque tous les princes réclamèrent contre une résolution qui allait entraîner la chrétienté dans un nouveau schisme. Le pape, encouragé par ce retour des souverains vers lui, transféra de sa propre autorité le concile à Ferrare; il se trouva parmi les Pères de Bâle une faible minorité qui se joignit à lui; elle accepta la translation par un décret qu'elle rendit au nom de toute l'assemblée, et elle vint aussitôt s'établir dans la ville qui lui avait été assignée.
1438. — L'ouverture de ce nouveau concile se fit le 8 janvier 1438. Il ne s'y trouvait encore que cinq archevêques, dix-huit évêques et dix abbés, presque tous sujets du pape [3]. Cependant l'empereur de Constantinople s'y rendit bientôt après, avec le despote de la Morée, son frère, le patriarche de Constantinople, vingt évêques ou archevêques grecs, et les députés vrais ou supposés des autres patriarches de l'Orient. Eugène IV vint y présider, et la première session de l'assemblée des deux Églises eut lieu le 8 octobre 1438 [4].

Dans ce concile italien on ne retrouva plus rien de l'esprit

[1] Sessio 24, *Concilia Generalia Labbe*. T. XII, p. 567. — [2] *Ann. Eccles*. 1437, § 18, p. 177.—*Labbe*. T. XII. Sessio XXVIII, p. 590.—[3] *Labbe Concilia Gener*. T. XIII, p. 876. — [4] *Labbe*. T. XIII. *Concilii Florentini Histor*. Sessio I, p. 34. — *Histoire du Concile de Bâle*. L. XIX, p. 78.

d'indépendance qui animait toujours l'autre. Les prélats de Ferrare ne parurent pas moins zélés pour la monarchie de l'Église, que ceux de Bâle l'étaient pour son gouvernement républicain. Ils condamnèrent le concile de leurs adversaires, qu'ils nommèrent un conciliabule; ils prononcèrent une sentence d'excommunication contre les ecclésiastiques qui lui demeureraient attachés, contre ceux qui auraient avec lui aucune correspondance, contre les marchands qui lui porteraient des vivres, ou aucun des objets nécessaires à la vie; et ils invitèrent les fidèles à se partager les biens de ces marchands, d'après cette autorité prise dans l'Évangile : *justi tulerunt spolia impiorum*[1]. D'ailleurs tout soin de réformer l'Église, ou de tracer une limite entre l'autorité du siége de Rome et celle des évêques, fut abandonné à Ferrare, pour la grande affaire de l'union des deux Églises. Les quatre questions de l'usage du pain sans levain, de l'autorité du pape, du purgatoire, et de la procession du Saint-Esprit, furent traitées avec toute la subtilité qu'on peut déployer sur des sujets hors de la portée de la raison humaine[2]. Le concile fut comme un champ de bataille pour les théologiens scolastiques; les hommes les plus spirituels de la Grèce et de l'Italie y vinrent disputer d'érudition et d'éloquence. L'amour des lettres s'était ranimé avec une ardeur presque égale en Orient et en Occident; la philosophie platonicienne était cultivée par le clergé grec; l'antiquité lui était connue, et la dialectique de l'ancienne

[1] *Raynaldi Annal. Eccles.* 1438, § 5, p. 187. — [2] Le concile de Chalcédoine, pour éviter des questions insolubles qui faisaient naître de nouvelles hérésies, avait interdit d'ajouter rien au symbole de Nicée; les Latins y avaient cependant ajouté les mots *filioque*, qui, en déclarant la double procession du Saint-Esprit, avaient fait naître le schisme. Les Grecs paraissaient donc fondés sur une décision de l'Église universelle, reconnue même à Rome; mais on leur répondit que le concile, en interdisant d'ajouter rien au symbole, avait sous-entendu : *rien de contraire au sens ou à la foi de l'Eglise*. Or, puisque la double procession du Saint-Esprit faisait partie de la foi catholique, ce qui était en question, on avait pu en ajouter la déclaration au symbole. *Annal. Eccles. Raynaldi*, 1438, § 18, p. 196. On peut juger, par cet exemple, de la dialectique en usage dans cette assemblée.

académie, tout comme son éloquence, servaient de modèles à ses tardifs imitateurs. Bessarion, archevêque de Nicée, qui fut ensuite cardinal, communiqua aux Latins, avec cette philosophie subtile, un goût plus pur, une raison plus sévère, à laquelle ses compatriotes étaient arrivés les premiers par l'étude d'une littérature bien plus étendue. Mais tandis qu'il fut jugé dans l'Occident comme ayant bien mérité des lettres, il fut noté de la tache de transfuge auprès de ses frères du clergé d'Orient ; car il se laissa séduire par les dignités et les richesses de la cour de Rome ; il abandonna le parti national, et sa défection décida la soumission de l'Église grecque. Le patriarche de Constantinople était mort le 10 juin 1439[1] ; tous les évêques qui l'avaient suivi avaient été privés de la petite pension qu'on leur avait promise ; on voulait les dompter par la captivité et par la misère, et c'est ainsi qu'on les contraignit enfin à donner à leur tour leur consentement. 1439. — La peste, ayant éclaté à Ferrare, avait obligé à transférer le concile à Florence ; c'est dans la cathédrale de cette ville que l'union des Grecs et des Latins, opérée par la 25e session de l'assemblée, fut proclamée le 6 juillet 1439[2]. Quoique la plus grande partie de l'Église greque l'ait rejetée ensuite, cette réconciliation est encore reconnue aujourd'hui par la petite congrégation qui porte le nom de Grecs unis.

En conséquence de cette union, le pape promit aux Grecs au nom des Latins, une flotte, une armée et des subsides pour défendre Constantinople, lorsque les Turcs viendraient à l'attaquer[3]. A compte sur ce subside futur, Eugène IV fit payer par les Médicis, banquiers du Saint-Siége, douze mille florins à la garde de l'empereur. Le voyage de Paléologue et de ses

[1] *Acta Concilii Florentini. Labbe Concil. Gener*. Sessio XXV, T. XIII, p. 494 et 1131. — [2] *Annal. Eccles. Raynaldi*. 1439, § 1, p. 201 — *Concil. Gener*. T. XIII, p. 510. Toute l'histoire de cette union est exposée avec détail, et d'après les historiens grecs, dans *Gibbon, Decline and fall of the Roman Empire*. Chap. LXVI, p. 330 - 346. — [3] *Annal. Eccles. Raynaldi*. 1439, § 10, p. 205.

prélats avait été défrayé en grande partie par les présents des villes et des princes qui leur avaient donné l'hospitalité. Cependant la condescendance des Grecs, et leur longue absence de leur patrie, n'eurent en général pour eux que les résultats les plus mesquins. Eugène IV en retira seul tout l'avantage. Il fut dès lors bien plus considéré qu'il ne l'avait jamais été; on le représenta comme occupé sans cesse à pacifier l'Église, tandis que le concile de Bâle ne travaillait qu'à la diviser. Le pape ne négligea rien pour accroître encore cette gloire nouvelle : après que les Grecs, aussi bien que la plupart des prélats latins, eurent abandonné l'assemblée de Florence, Eugène en transporta les faibles restes à Rome, et, dans cette ombre d'un concile œcuménique, il introduisit des députations prétendues des Éthiopiens, des Syriens, des Chaldéens et des Maronites; il conclut, avec quelques transfuges de ces diverses sectes, de nouveaux traités d'union dont leurs Églises n'eurent pas même connaissance, et il accomplit ainsi en apparence la pacification de l'Orient [1].

D'autre part, le concile de Bâle, abandonné par une partie de ses partisans, mais toujours fréquenté par des évêques de toutes les contrées de la chrétienté, et toujours reconnu par l'Allemagne, la France, l'Espagne et la Haute-Italie, élut enfin pour pape, le 5 novembre 1439, Amédée VIII de Savoie, qui n'était plus alors que doyen des chevaliers de Saint-Maurice de Ripaille, et qui prit le nom de Félix V [2]. Ce souverain, dont on avait jusqu'alors vanté la prudence, et qui, fatigué des soucis du gouvernement, avait, en 1434, résigné l'administration de ses états en faveur de Louis prince de Piémont, son fils aîné, accepta la nomination du concile qui l'appelait, dans ses vieux jours, à des soucis plus cuisants

[1] *Annal. Ecclesiast.* 1442. § 1, p. 264.—*Labbe Concil.* T. XIII. *Acta Concilii Florentini.* Pars III, p. 1197 et suiv. — *Hist. du Concile de Bâle.* L. XXI, p. 160. — [2] *Rayn. Ann. Eccles.* 1439, § 35, p. 224. — 1440, § 1, p. 231.

que ceux du trône qu'il avait abdiqué. Il fixa tour à tour sa résidence à Bâle, à Lausanne et à Genève, avec une image de la cour de Rome qu'il composa, en quatre promotions, de vingt-trois cardinaux [1]. Les deux conciles et les deux papes continuèrent pendant plusieurs années à s'accabler d'excommunications, et les deux moitiés de l'Église s'efforcèrent mutuellement de se diffamer par les imputations les plus outrageantes et les plus calomnieuses; ce scandale a été transmis aux siècles à venir, non dans les libelles, mais dans les déclarations infaillibles des conciles et des papes [2].

Eugène IV n'avait pas seulement à défendre sa puissance spirituelle par des négociations avec les Grecs, et des combats contre le concile; ses domaines temporels étaient également menacés dans les guerres qui troublaient alors l'Italie, guerres auxquelles son inquiétude ne lui permettait point de demeurer étranger. Nous avons vu que, dans la guerre de Lombardie, il était devenu l'allié actif des républiques de Venise et de Florence : il prit part aussi à la guerre de Naples, mais d'une manière moins efficace; il y avait embrassé le parti d'Anjou, et il se trouva compromis par les revers de ce parti qu'il avait mal secondé.

Alfonse d'Aragon, qui disputait la couronne à René d'Anjou, n'avait eu longtemps à combattre que la femme de son rival. Isabelle de Lorraine était venue à Naples dès l'année 1435, avec Louis, son second fils; sa sagesse et ses vertus la rendirent chère aux anciens partisans de la maison d'Anjou, et, de concert avec eux, elle soutint trois ans un combat iné-

[1] *Labbe Concil. Gener.* T. XII, p. 636, 638. *Acta Concilii Basiliensis.* Sessio 39, 40. — *Guichenon, Hist. génér. de la maison de Savoie.* T. II, p. 65. — [2] Dans la *Collection générale des Conciles de Labbe*, le tome XII est consacré au Concile de Bâle, et le XIII à celui de Ferrare. Presque toutes les pièces de cette querelle scandaleuse s'y trouvent textuellement. On peut lire dans *Monstrelet*, vol. II des *Chroniques*, p. 157, une bulle d'Eugène IV, adressée au roi de France et aux autres souverains de la chrétienté, le 10 avril 1439, où il accuse Amédée et les Pères du Concile de Bâle d'être *diables, sous figures et espèces d'hommes mussés* (*déguisés*).

gal, jusqu'à ce que son époux vînt la joindre. René débarqua dans le port de Naples le 19 mai 1438[1]; mais sa liberté lui avait coûté une rançon énorme, ses trésors étaient épuisés, et il n'apportait aucun subside; il n'amenait point d'armée dans un royaume ruiné, dont les revenus étaient partagés par des factieux. Ses partisans, non moins charmés de la douceur, de la débonnaireté qui faisaient l'essence de son caractère, que de son courage, avaient d'abord montré le zèle le plus vif pour lui; mais quand ils reconnurent qu'ils devaient seuls conquérir à leurs frais son royaume, leur zèle se refroidit, et ses affaires ne cessèrent de décliner. 1440. — Dans la Calabre, Cosenza lui avait été enlevée par trahison; toute la province suivit le sort de la capitale et se soumit à Alfonse. Dans la Pouille, Jean-Antoine Orsini, prince de Tarente, rangea sous l'obéissance de l'Aragonais presque toutes les villes, à la réserve de Manfredonia et de quelques châteaux où François Sforza tenait garnison : dans l'Abruzze, la seule ville d'Aquila restait fidèle à René, avec les places frontières de la Marche d'Ancône que Sforza possédait aussi.

Jacques Caldora ou Caudola, duc de Bari, était mort le 18 novembre 1439. Il avait été le plus ferme appui du parti d'Anjou[2]. Son fils Antoine, qui lui succéda dans le commandement des armées et du duché de Bari, était moins attaché que lui aux Angevins, ou moins disposé à obéir à un roi qui ne pouvait le payer; il excita la défiance de René. Ce prince voulut lui ôter son armée; il la perdit avec son général qui, dans l'été de 1440, passa au service des Aragonais. Dans la Campanie, il ne restait plus au prince français que la ville de Naples, encore était-elle assiégée et manquait-elle de vivres. Au dedans comme au dehors du royaume, on ne voyait

[1] *Barth. Facii de reb. gestis Alphonsi Regis*, L. VI, p. 76. — [2] *Barthol. Facii Rer. Gestar. Alphonsi Regis*, L. VI, p. 89.

nulle part un prince ou une armée qui pussent lui porter du secours [1].

Alfonse crut le moment favorable pour fermer sans retour l'entrée du royaume au seul allié qu'il connût à René. Il essaya d'enlever par surprise à François Sforza tout ce que ce condottière possédait dans la monarchie sicilienne. Sforza, occupé dans ce moment de la guerre de Lombardie, avait laissé peu de troupes dans les différents fiefs qu'il avait hérités de son père. Il était attaché de cœur au roi René; il était ennemi d'Alfonse, que son père et lui avaient longtemps combattu; mais il avait fait une trêve de dix ans avec ce monarque; les places fortes qu'il occupait avaient été déclarées neutres, et leurs marchés demeuraient ouverts également aux deux partis. Les Napolitains, déjà resserrés par Alfonse, profitaient de cette neutralité pour tirer des vivres de Bénévent; ce fut le prétexte dont se servit le roi d'Aragon pour enfreindre son traité, et surprendre cette place à la fin de l'année 1440. Poursuivant alors ce premier succès, il prit en peu de jours, ou de gré ou de force, tous les châteaux du voisinage et tout ce que François Sforza possédait dans la Campanie. 1441. — Au commencement de l'année suivante, il fit attaquer par ses lieutenants les fiefs de Sforza dans les Abruzzes, tandis qu'il vint lui-même mettre le siége devant Troie.

François Sforza, alors au service des Vénitiens, avait assez à faire à tenir tête à Piccinino. Il envoya cependant par la mer Adriatique deux de ses lieutenants, César Martinengo et Victor Rangone, à la défense de son héritage. Le corps de cavalerie que ceux-ci conduisaient débarqua à Manfredonia : les partisans de René, dans la Pouille, vinrent les joindre; ils s'avancèrent vers Troie pour forcer Alfonse à en lever le siége; mais Alfonse livra bataille à ces deux capitaines, les

[1] *Joann. Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ.* L. VI, p. 311. — *Uberti Folietæ Genuens. Historia.* L. X, p. 595. — *Barth. Facii Rer. Gest. Alphonsi Regis.* L. IV, p. 92.

défit, et dissipa entièrement leur petite armée. Alexandre Sforza, frère du comte François, et son lieutenant dans la Marche d'Ancône, eut plus de succès contre Raimond de Caldora, qui commandait les Aragonais dans les Abruzzes; il le battit et le fit prisonnier avec environ cinq cents chevaux; il chassa de la province le reste de sa troupe, mais il n'essaya point de la poursuivre et de tirer parti de sa victoire [1].

Le cardinal de Tarente, envoyé par Eugène IV, entra aussi avec une armée de dix mille hommes dans le comté d'Albi de l'Abruzze ultérieure, pour soutenir le parti de René; mais après une courte campagne, qui ne fut signalée par aucun exploit, il conclut une trêve avec Alfonse, et rentra sur le territoire de l'Église. Le roi d'Aragon, voyant combien tous les efforts de ses ennemis étaient impuissants, ramena ses soldats devant Naples, et resserra tellement cette ville, que les vivres s'y élevèrent bientôt aux prix les plus exorbitants. Le roi René faisait distribuer six onces de pain aux soldats et aux bourgeois le jour qu'ils étaient de garde; tous les autres étaient réduits à se nourrir d'herbages ou d'animaux immondes et rebutants [2]. Cependant René avait si bien gagné le cœur des Napolitains, il partageait si franchement leurs privations et leurs dangers, que le peuple ne murmurait point, et se soumettait, pour l'amour de lui, aux plus extrêmes souffrances. C'était sur le comte Sforza que reposait toute l'espérance des assiégés; ils savaient qu'après la paix de Lombardie ce général était demeuré à la tête d'une florissante armée, qu'il était enrichi par les trésors de son beau-père, et que rien ne le retenait plus. René le sollicitait de sauver un ami de sa dernière ruine, de se venger d'un ennemi qui l'avait attaqué sans provocation. 1442. — Sforza, en effet, plein d'un juste

[1] *Joann. Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ*. L. VI, p. 312. — *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1122. — *Barth. Facii Rer. Gest. Alph.* L. L. VII, p. 95. — [2] *Giornali Napoletani* T. XXI, p. 1122. — *Barth. Facii Rer. Gest. Alphonsi*. L. VII, p. 99.

ressentiment pour l'injure qu'il avait reçue, se mit en route au commencement de janvier 1442, pour affermir son autorité dans sa principauté de la Marche, et défendre ou reconquérir les fiefs qu'il avait hérités dans le royaume de Naples[1].

Un si redoutable adversaire pouvait changer encore une fois le sort des combats. Alfonse, averti de son approche, supplia le duc de Milan de venir à son aide avant qu'il eût reperdu une conquête qu'il croyait déjà tenir entre ses mains. C'était Visconti, disait-il, qui lui avait mis la couronne sur la tête; c'était à lui d'achever cet ouvrage, pour lequel il ne manquait plus que de retenir Sforza hors des frontières du royaume, jusqu'à ce que Naples se fût soumise, et dès lors la reconnaissance d'Alfonse pour un si grand bienfait ne serait plus impuissante[2].

Il est probable qu'au moment où Philippe-Marie venait de se réconcilier avec Sforza et de lui donner sa fille, s'il avait voulu faire usage de son crédit sur lui, il aurait pu l'engager à rester dans l'inaction, surtout s'il lui avait garanti ou fait restituer les fiefs qu'Alfonse lui avait enlevés. Mais le duc de Milan ne voulait jamais arriver à son but autrement que par une intrigue; il avait pour la tromperie un goût désintéressé, et il préféra ruiner son gendre et sa fille plutôt que d'essayer d'engager le premier à suivre ses vues. Peut-être la mort de Nicolas, marquis d'Este, survenue le 26 décembre 1441, contribua-t-elle à refroidir Visconti sur une alliance que ce prince avait négociée. Nicolas, un des souverains les plus habiles qu'ait produits l'illustre maison d'Este, après avoir gagné la confiance de Visconti, avait consenti, sur sa demande, à s'établir à Milan, le 5 avril 1441; il y était dès lors toujours demeuré comme le confident, l'ami, le conseil unique du duc, et on annonçait publiquement qu'il allait être nommé

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VI, p. 313. — *Sabellico Hist. Veneta.* Dec. III, L. VI, f. 185. — [2] *Nic. Macchiavelli Istor.* L. VI p. 187.

son successeur. La mort de Nicolas, qui ouvrit la succession de Ferrare et Modène à son fils naturel Lionnel, un des grands protecteurs des lettres et des arts[1], fut attribuée à un poison qu'on supposa lui avoir été donné par ses rivaux à la cour de Milan. Philippe, en perdant ce conseiller, se rapprocha de ceux qui avaient eu auparavant le plus de part à sa faveur, et surtout de Nicolas Piccinino; il ordonna à ce général de prendre à sa solde une grande partie de la gendarmerie que les Vénitiens avaient licenciée à la paix, et de s'acheminer vers Bologne. En même temps il écrivit à Eugène IV que le moment était enfin venu pour lui de recouvrer cette Marche d'Ancône qu'il regrettait si fort d'avoir inféodée à Sforza, et il lui offrit, pour la reconquérir, les troupes de Piccinino, payées pendant toute la durée de la guerre[2].

Il y avait peu de mois que Sforza avait commandé les troupes de la ligue dont le pape faisait partie; il y avait moins de temps encore qu'il avait été reconnu par ce pape pour arbitre dans la dernière pacification; enfin, à cette époque même, il marchait au secours d'un allié de la cour de Rome, déjà réduit aux dernières extrémités; mais aucune reconnaissance ou aucun serment ne pouvaient arrêter l'ambition d'Eugène. Il accepta les propositions que lui faisait le duc de Milan; il sacrifia sans hésiter René, à la défense duquel il avait cru auparavant qu'était attachée l'indépendance du Saint-Siége; il nomma Piccinino gonfalonnier de l'Église, et sans déclaration de guerre, au milieu même des protestations les plus pacifiques, il l'autorisa à surprendre Todi, et à mettre le siége devant Assise[3].

Sforza, retenu dans la Marche par cette attaque inattendue, abandonna le projet de secourir la maison d'Anjou, pour faire tête à Piccinino. Pendant ce temps le hasard favorisa Alfonse.

[1] *Diario Ferrarese*. T. XXIV. *Rer. Ital.* p. 192. — [2] *Joannis Simonetæ Hist. Francisci Sfortiæ*, L. VI, p. 314. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. VI, p. 315.

Un maçon, que la famine avait fait sortir de Naples, indiqua au roi d'Aragon les détours et l'issue d'un aqueduc abandonné, par lequel Bélisaire était autrefois entré dans cette ville. On le croyait suffisamment fermé par des palissades, et on avait négligé d'établir une garde dans ces lieux humides et obscurs. Le maçon conduisit, le 2 juin 1442, deux cents soldats aragonais au travers de cet aqueduc, jusqu'à une tour où il venait aboutir. En même temps, Alfonse fit donner l'assaut aux murailles pour distraire les assiégés; malgré la vaillante résistance de René, les Aragonais pénétrèrent dans la ville par deux endroits différents. Il est cependant probable qu'ils auraient été repoussés, si l'un d'eux n'avait paru dans les rues monté sur le cheval d'un gendarme napolitain qu'il venait de tuer. A cette vue on ne douta pas qu'une porte de la ville ne fût entre les mains des ennemis, puisque la cavalerie elle-même y avait pénétré, et dès lors il fut impossible de retenir les fuyards. René, entraîné par eux, s'enferma dans le Château-Neuf. La ville fut pillée pendant quelques heures; mais dès qu'Alfonse y fut entré, il y rétablit l'ordre et il accueillit tous les habitants avec humanité. Les forteresses de Capuana et de Capo di Monte se rendirent au bout de peu de jours, celles du Château-Neuf et de Sant-Elmo demeurèrent quelque temps encore au pouvoir de René. Ce prince ne s'y enferma point pour les défendre; il s'embarqua pour se rendre d'abord à Florence, puis à Marseille, et à la fin de cette même année, lorsqu'il perdit l'espérance de conquérir le royaume de Naples, il fit rendre à Alfonse les forteresses qu'on gardait encore pour lui, afin de ne pas prolonger inutilement les souffrances d'un peuple qui lui avait montré tant de dévouement et de fidélité [1].

Cependant la guerre se continuait dans la Marche d'An-

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1125-1128. — *Jacobi Bracelli Genuens. Hispani Belli*. L. V, f. M. — *Joann. Simonetæ*. L. VI, p. 316. — *Annales Bonincontrii Minia-*

cône; ce n'est pas que les Florentins, qui regardaient la conservation de Sforza comme nécessaire à leur propre indépendance, ne cherchassent, de concert avec les Vénitiens, à rétablir la paix. Bernard de Médicis s'était rendu de leur part aux deux armées pour s'en faire le médiateur, et deux fois il avait fait consentir le pontife et Piccinino à un traité équitable. Mais dès que Sforza, se reposant sur leurs serments, prenait la route du Tronto pour entrer dans le royaume de Naples, le pape ou ses légats déliaient Piccinino de l'observation de sa parole, se fondant sur le principe *qu'aucun traité désavantageux à l'Église n'est jamais valide;* et ce général recommençait les hostilités [1]. La première fois il profita de la sécurité de Sforza pour surprendre Tolentino; la seconde fois, pour mettre le siége devant Assise. Le souverain de la Marche, arrêté dans tous ses projets, perdait ses troupes en détail; tous les détachements que commandaient ou ses capitaines, ou ses deux frères, Jean et Alexandre, étaient battus successivement [2]. Assise fut prise, et l'ennemi y entra par un aqueduc, comme il était entré peu de mois auparavant à Naples. Trois des officiers généraux de Sforza, Manno Barile, César Martinengo et Victor Rangone, croyant ses affaires désespérées, passèrent au service du roi Alfonse. Celui-ci soumit en peu de temps tout ce qui, dans l'Abruzze, et ensuite dans la Pouille, demeurait encore fidèle à René et à Sforza. L'Aquila lui ouvrit ses portes, Manfredonia et Troia capitulèrent dès qu'elles le virent approcher; et avant la fin de l'année, François Sforza ne conserva plus un seul des fiefs que son père avait acquis dans le royaume de Naples par tant de travaux et tant de victoires [3].

tensis. T. XXI, p. 151. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. X, p. 597. — *Barthol. Facii Rerum Gestar. Alphonsi Regis*. L. VII, p 102. — *Jo. Mariana*. L. XXI, c. 17, p. 27. — [1] *Joann. Simonetæ*. L. VI, p. 322. — *Bulla Eugenii IV*, 3° Augusti 1442. *Florentiæ*. — *Raynald. Annal. Ecclesiast.* 1442, § 12, p. 270. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. VI, p. 320. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. VI, p. 323. — *Barth. Facii*. L. VII, p. 107.

Il pouvait rester à René d'Anjou quelque espérance de remonter sur le trône de Naples tant que le vaillant condottière qui avait embrassé son parti gardait pour lui l'entrée des Abruzzes et de la Pouille; mais la ruine de François Sforza complétait celle des Angevins, et René dut en effet ajourner jusqu'après la mort de son rival toute tentative pour rentrer dans le royaume auquel il prétendait. Il s'était cru assuré aussi de l'alliance du pape; leurs traités étaient sanctionnés par tous les témoignages d'amitié que des souverains peuvent se donner, et par la garantie plus grande encore de leur intérêt mutuel; et cependant Eugène IV était le vrai artisan de la ruine du prince angevin. Lorsqu'il avait pris Piccinino à sa solde, et qu'il avait attaqué Sforza au mépris de la paix jurée, il avait arraché à René sa seule espérance de salut, et il avait fait tomber la couronne de sa tête. Le prince fugitif, avant de quitter l'Italie, avait voulu du moins reprocher ce manque de foi à son imprudent allié. Il vint pour se plaindre à Florence, où se trouvait alors la cour pontificale; il n'eut pas de peine à prouver que la diversion opérée contre son défenseur avait aggravé la misère de ses fidèles partisans qui soutenaient avec lui le siége de Naples. Mais René était alors sans états et sans armées : il n'osa point élever trop haut la voix pour se plaindre; il parut satisfait de la bonne volonté que la cour pontificale lui montrait encore, et il accepta du pape, avec reconnaissance, l'investiture des états qu'il avait perdus; car Eugène IV, comme pour réparer sa faute, imposa sur la tête de René, en grande cérémonie et au nom de l'Église, la couronne d'un royaume que ce prince était contraint d'abandonner [1].

[1] *Annal. Eccles. Raynaldi.* 1442, § 13, p. 271.

CHAPITRE V.

Alfonse de Naples, Eugène IV et le duc de Milan se réunissent contre François Sforza pour lui enlever la Marche d'Ancône. Les républiques de Florence et de Venise prennent sa défense. — Révolutions de Bologne. Mort d'Eugène IV et de Philippe-Marie Visconti.

1443-1447.

Les deux guerres longues et sanglantes qui avaient déchiré le nord et le midi de l'Italie étaient terminées : la paix de Capriana, qui avait rétabli des rapports de bon voisinage entre le duc de Milan et les deux républiques de Venise et de Florence, n'avait encore reçu aucune atteinte. La retraite de René d'Anjou laissait Alphonse V paisible possesseur du royaume de Naples, qu'il joignait à ceux d'Aragon, de Sicile et de Sardaigne. La Lombardie, les Deux-Siciles et l'état de l'Église, épuisés par tant de combats, soupiraient après le repos. Mais, au milieu des princes qui gouvernaient ces états, le fils d'un paysan, François Sforza avait fondé une monarchie militaire qui inspirait de la défiance à tous ses voisins. Il n'avait lui-même aucun intérêt à troubler l'Italie ; bien au contraire, son avantage évident était d'entretenir la paix, pour consolider sa souveraineté dans la Marche ; et comme

condottière, c'était à la solde des autres puissances, et pour le compte d'autrui, jamais pour le sien, qu'il aimait à faire la guerre. Ceux qui le qualifiaient d'usurpateur, et qui prétendaient que le repos de l'Italie ne pouvait se concilier avec le maintien de son autorité, n'avaient pas des droits beaucoup plus légitimes que les siens. Alfonse ne régnait à Naples que par droit de conquête; Philippe-Marie avait étendu son pouvoir en Lombardie par de continuelles déloyautés ; Eugène IV était un prêtre décoré de la tiare malgré le vœu de ses électeurs eux-mêmes; mais tous paraissaient sentir qu'une usurpation bien plus dangereuse pour eux serait celle que sanctionneraient le talent et le caractère; qu'un soldat monté sur le trône en enseignerait le chemin à tous les braves, et que la comparaison avec un tel homme compromettait la sûreté de tous ceux qui tenaient leur rang du hasard de la naissance.

L'acharnement contre François Sforza semblait s'accroître en raison de la défiance que chaque souverain aurait dû concevoir de son propre mérite. Alfonse V, qui avait trouvé dans le comte Sforza, et auparavant dans son père, ses plus constants et ses plus redoutables adversaires, était cependant le plus disposé à se réconcilier avec ce capitaine; il sentait assez sa propre valeur pour oser se dépouiller des pompes de la royauté, et se comparer, homme à homme, avec un héros. Visconti, qui était beau-père de Sforza, et qui retrouvait quelquefois dans son cœur son affection paternelle pour sa fille et ses petits-fils, était au contraire dévoré de jalousie, et il voyait dans le parvenu qui avait réussi à unir le sang des Visconti au sang du paysan de Cotignola, un successeur qui l'humilierait, et peut-être un rival redoutable prêt à le dépouiller. Le plus acharné contre Sforza était cependant Eugène IV. C'était aux portes de Rome, c'était dans ses provinces mêmes, qu'un soldat enseignait à des hommes efféminés quelles ré-

compenses peut obtenir le courage, et qu'il ouvrait, à côté de la carrière suivie par les prêtres, une autre carrière qui, par plus de dangers et de gloire, menait aux mêmes honneurs et au même pouvoir. Sforza devait à Eugène IV lui-même l'investiture de la Marche; c'était la juste récompense de ses services, et le prix du sang qu'il avait versé pour le Saint-Siége. Mais Eugène était résolu à lui reprendre cette province à tout prix. Il avait sacrifié son allié René d'Anjou à ce désir passionné; il se rapprocha, pour le satisfaire, d'Alfonse d'Aragon, qu'il avait toujours considéré comme son ennemi. Il lui envoya, pour négocier une alliance, le patriarche d'Aquilée, son nouveau favori; et très peu de mois après l'investiture qu'il avait accordée si hors de saison à René, il signa un traité avec Alfonse, par lequel il le reconnaissait pour roi de Naples; il s'engageait à lui conserver la couronne, et il en assurait l'héritage à son fils naturel don Ferdinand. Mais le prix de cette alliance fut l'engagement que prit Alfonse de porter la guerre dans la Marche d'Ancône, et de la continuer jusqu'à ce qu'il en eût chassé Sforza, et qu'il eût rétabli le pape dans la souveraineté de tout ce que ce capitaine y possédait[1].

1443.—Nicolas Piccinino, général du duc de Milan, recevait alors la solde du pape, et commandait l'armée destinée à la conquête de la Marche. En même temps Alfonse faisait avancer ses troupes vers cette province. Sforza, affaibli par la défection de plusieurs de ses lieutenants, se voyait attaqué par vingt-quatre mille hommes de cavalerie pesante, et n'en avait guère que huit mille à leur opposer. Il ne pouvait se hasarder à livrer bataille avec des forces si disproportionnées il prit donc le parti de destiner la moitié environ de ses soldats à former la garnison des principales villes de la Marche. Il y plaça en même temps des gouverneurs, qui presque tous

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VI, p. 324. — *Raynaldi Annal. Eccles.* 1443, § 1, p. 273. — *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1108. — *Barth. Facii.* L. VIII, p. 111.

lui tenaient par des mariages, ou par les liens du sang. Pendant qu'il leur donnait la commission de lasser la patience des ennemis, en se défendant jusqu'à l'extrémité s'ils étaient assiégés, il jugea convenable de se tenir en dehors de toute attaque, avec quatre mille hommes environ, qui formeraient le noyau d'une nouvelle armée, à la tête de laquelle il pourrait marcher à la délivrance de ses cités, lorsque le moment lui paraîtrait favorable [1]. Il choisit pour sa résidence la ville de Fano, dans les états de Sigismond Malatesti son gendre, et il la fortifia de manière à pouvoir y soutenir au besoin un long siége. En même temps il ne cessait de solliciter les secours des républiques de Florence et de Venise, et sa retraite en Romagne le mettait à portée de les recevoir plus tôt. Les deux républiques sentaient bien que, pour leur sûreté, elles devaient sauver le général seul capable à son tour de les sauver dans un moment de danger; mais leurs préparatifs ne se faisaient point avec assez de diligence. Heureusement pour Sforza, Philippe, qui avait bien voulu l'affaiblir, ne voulait pas le ruiner de fond en comble. A la fin de cette même année, il envoya solliciter Alfonse de se désister de la poursuite de son gendre; et à sa prière, ce roi victorieux abandonna une entreprise où il était assuré du succès [2].

Des révolutions beaucoup plus rapprochées de leurs états avaient causé de l'inquiétude à Florence et à Venise, et retardé les secours que ces républiques destinaient à Sforza. Depuis que Nicolas Piccinino avait enlevé Bologne à l'Église, cette ville avait rappelé ses exilés, et rendu à son gouvernement à peu près son ancienne forme républicaine, mais sous la surveillance de François Piccinino, fils de Nicolas, qui en commandait la garnison. Bientôt celui-ci conçut quelque dé-

[1] *Fr. Adami Fragm. de Reb. Gest. in Civ. Firman.* L. II, cap. 85, p. 61. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. VI, p. 331. — *Annales Foroliviens.* T. XXII, p. 222. — *Barthol. Facii Rer. Gestarum Alphonsi.* L. VIII, p. 117.

fiance contre Annibal Bentivoglio, que lui-même avait contribué à faire rappeler dans sa patrie, mais auquel il voyait recouvrer rapidement le crédit qu'avait exercé sa famille autrefois souveraine. Il trouvait encore que les Bolonais se mettaient trop pleinement en possession de la liberté qu'il leur avait promise; ceux-ci se plaignaient, au contraire, qu'il voulait trop réduire les priviléges qu'il s'était engagé à leur conserver. Sur ces entrefaites, François Piccinino alla prendre les bains de Castel San-Giovanni, et il s'y fit accompagner par Annibal Bentivoglio, Gaspard et Achille Malvezzi, avec plusieurs autres gentilshommes bolonais. Au sortir du premier repas qu'il fit avec eux, il fit arrêter les trois premiers, qui furent immédiatement transportés dans trois forteresses éloignées. Les Bolonais s'adressèrent au duc Philippe et à Nicolas Piccinino, pour faire relâcher leurs trois illustres concitoyens; mais toutes leurs instances furent inutiles. Galéazzo Marescotti aima mieux recourir à lui-même qu'à un maître injuste, pour remettre en liberté Annibal Bentivoglio son ami. Il se rendit à Varano, dans l'état de Parme, où il savait qu'Annibal était enfermé; il séduisit un maréchal ferrant employé dans le château, qui lui en fit connaître tous les passages, et les lieux où l'on plaçait des sentinelles. Marescotti s'associa ensuite cinq gentilshommes bolonais; il entra avec eux par escalade dans Varano; il tua la sentinelle qu'il trouva sur son passage; il surprit dans leur sommeil le commandant du fort et les cinq ou six soldats qui étaient sous ses ordres, et se faisant livrer Annibal Bentivoglio, il repartit à l'instant même avec lui pour Bologne. Leurs amis, qui les attendaient, leur procurèrent l'entrée de la ville dans la nuit suivante, celle du 5 juin 1443, avec des échelles de cordes qu'ils leur jetèrent par-dessus les murs. Un parti nombreux s'était rassemblé en silence dans leurs maisons. Tout à coup ils en sortirent, appelant à grands cris le peuple aux armes et à la

liberté. En même temps on sonna le tocsin à l'église de Saint-Jacques; une foule de citoyens vint se joindre à eux, et François Piccinino, surpris dans le palais public, y fut fait prisonnier avec les soldats qui devaient le défendre[1].

Bologne ayant recouvré sa liberté, et ayant mis Annibal Bentivoglio à la tête de son gouvernement, fit aussitôt demander aux Florentins et aux Vénitiens de l'admettre dans leur ligue, qui semblait destinée à accueillir tous les peuples libres. Malgré le danger d'exciter la colère du duc de Milan et de renouveler la guerre, les deux républiques n'hésitèrent pas. Les Florentins firent passer à Bologne Simoneta du camp Saint-Pierre avec quatre cents chevaux, et les Vénitiens Tiberto Brandolini avec cinq cents. Ces deux généraux, joints aux Bolonais, remportèrent le 14 août, sur Louis del Verme, officier de Piccinino, une victoire qui affermit l'indépendance de Bologne. Le premier usage que fit Annibal Bentivoglio de ses avantages, fut de racheter la liberté des deux Malvezzi qui avaient été arrêtés avec lui, aussi bien que des deux Canedoli, chefs d'une faction contraire, qu'il espérait gagner par des bienfaits. Tous quatre furent relâchés en échange de François Piccinino qu'il rendit à son père[2].

Les Florentins eux-mêmes ne furent pas absolument exempts de troubles dans leur intérieur. Cosme de Médicis ne cherchait point, il est vrai, à gouverner la ville en prince; mais, comme chef de parti, il ne pouvait souffrir aucune opposition. Néri, fils de Gino Capponi, l'égalait en réputation et presque en pouvoir; seul dans Florence il s'était maintenu éminent en dignité sous les deux gouvernements. Il ne s'était point lié avec les Albizzi et n'avait point été entraîné dans leur chute; mais il ne se regardait point non plus comme obligé de faire

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VI, p. 325. — *Comment. di Neri Capponi.* p. 1200. — *Platina Hist. Mantuan.* L. VI, p. 840. — *Marin Sanuto, Vite de' D.* p. 1108. — *Hier. de Bursellis Annal. Bononiens.* T. XXIII, p. 879. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 667-670. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. VI, p. 327.

la cour aux Médicis. Considéré par ses concitoyens, il ne l'était pas moins par les soldats. A plusieurs reprises il avait commandé les armées florentines, et seul parmi les magistrats il avait fait briller à leurs yeux des vertus militaires. On devait à son père la conquête de Pise; à lui la victoire d'Anghiari sur Piccinino, et la conquête du Casentin. Autant la ville entière considérait Capponi, autant Cosme de Médicis ressentait de jalousie contre lui. Dejà, au mois de septembre 1441, il avait cherché à l'humilier par l'affront le plus sanglant. Parmi les amis de Néri Capponi, un des plus zélés était Baldaccio d'Anghiari, condottière affidé à la république, qui avait toujours commandé l'infanterie, et qui s'était acquis une grande réputation dans cette arme, dont on commençait enfin à sentir l'importance. Baldaccio pouvait, dans un tumulte populaire, donner des secours essentiels à Capponi, et faire recueillir à lui seul les fruits d'une victoire que Médicis ne voulait partager avec personne. Des soupçons aussi vagues suffirent aux chefs du parti régnant pour les décider à se défaire d'un homme éminemment distingué. A leur odieuse politique se joignit le ressentiment du gonfalonnier de justice, Barthélemi Orlandini, le même qui avait abandonné si lâchement Marradi en 1440. Celui-ci savait que Baldaccio avait parlé avec mépris de sa conduite, qu'il l'avait accusé de lâcheté devant la magistrature et devant l'armée, et il se flattait de réhabiliter sa réputation en faisant périr son accusateur. Un jour il fit appeler Baldaccio au palais : ce capitaine s'y rendit sans aucune défiance. Le gonfalonnier l'entretint quelque temps d'affaires relatives à la solde des troupes, en se promenant le long des corridors qui dominent la place publique. Tout à coup des soldats, apostés par Orlandini, s'élancèrent sur Baldaccio, le poignardèrent, et jetèrent son corps, par les fenêtres du palais, sur la place près de la douane, où il resta exposé tout le jour aux regards du peuple. Un acte aussi violent de tyrannie,

exercé dans une république, ne fut suivi d'aucune enquête, d'aucun jugement; car, par une étrange imprudence, les Florentins, si jaloux de leur liberté, n'avaient rien fait pour se mettre à l'abri des abus du pouvoir judiciaire. Baldaccio d'Anghiari fut regardé par la foule comme coupable de quelque trahison inconnue, puisqu'il était puni; les amis de Cosme s'enorgueillirent de ce qu'on n'osait point disputer leur autorité; ceux de Néri Capponi tremblèrent, et pendant quelque temps on ne remarqua plus d'opposition dans les conseils [1].

1444. — Lorsqu'au bout de trois ans de paix les rivaux de Médicis commencèrent à reprendre quelque assurance, Cosme les frappa d'une nouvelle terreur, par un moyen plus conforme, il est vrai, aux usages de la république, mais non moins subversif de la liberté. La seigneurie qui siégeait au mois de mai 1444 se fit attribuer par les conseils le pouvoir dictatorial de la balie, en commun avec environ deux cent cinquante citoyens qui furent choisis à cet effet [2]. Cette magistrature arbitraire, que les lois mêmes mettaient au-dessus des lois, restreignit le nombre de ceux qui pouvaient entrer dans la seigneurie; elle ôta l'emploi de secrétaire d'état, ou de chancelier des réformations, à Philippe Peruzzi, et elle l'exila; elle éloigna l'époque du rappel de tous ceux qui étaient déjà exilés; elle en condamna de nouveaux, sans information et sans procès; elle priva de toute part aux magistratures toutes les familles qui pouvaient être suspectes au parti dominant, et elle affermit ainsi le gouvernement dans les mains de l'étroite oligarchie qui s'en était emparée [3].

Ce fut après avoir assuré ainsi leur pouvoir au dedans, et l'avoir confirmé au dehors par le renouvellement de leur alliance avec le duc de Milan [4], que les chefs de la république

[1] *Nic. Macchiavelli*, *Ist.* L. VI, p. 190. — *Scipione Ammirato*. L. XXI, p. 37. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 44. — [3] *Nic. Macchiavelli*, *Istor. Fior.* L. VI, p. 193. — [4] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 43.

florentine songèrent à donner des secours plus efficaces à leur allié François Sforza. 1443. — Déjà ils avaient négocié avec Philippe-Marie Visconti un traité publié à Venise le 18 octobre 1443, par lequel le duc s'engageait à envoyer à son gendre un secours de trois mille chevaux et mille fantassins [1]; et bientôt ils ordonnèrent à ce même Simoneta, qui avait défendu les Bolonais, de s'avancer au travers de la Romagne pour faire sa jonction avec Sforza.

Le comte François Sforza avait encore éprouvé de nouveaux désastres; il avait été abandonné par Troïle de Rossano et par Pierre Brunoro; et cependant le premier, vieil officier formé par son père, et déjà parvenu à sa soixantième année, semblait devoir être au-dessus des séductions de la cupidité ou de l'inconstance. Un grand nombre d'autres officiers avaient quitté en même temps les drapeaux de Sforza pour passer sous ceux d'Alfonse; ils avaient entraîné avec eux presque tous leurs soldats, et le peuple inconstant de la Marche d'Ancône s'était révolté de toutes parts sans avoir d'autre but ou d'autre espoir que celui de changer de maîtres.

François Sforza, ulcéré de l'indignité qu'il éprouvait, en tira à son tour une indigne vengeance. Comme le roi Alfonse s'approchait de Fermo avec Troïle, Brunoro, et les transfuges qui faisaient la plus grande partie de son armée, Sforza écrivit aux premiers pour les avertir que le moment était enfin venu de faire ce qu'ils lui avaient promis. Il confia cette lettre à un messager qu'il savait devoir être pris en se rendant au camp ennemi, et il fit en même temps répandre dans le sien des bruits vagues d'une grande révolution qui ne pouvait plus tarder, et qui ferait nager tous ses soldats dans la joie et dans l'opulence. Le messager de Sforza fut en effet arrêté, et la lettre adressée aux deux capitaines fut portée à Alfonse.

[1] *Marin Sanutó, Vite de' Duchi di Venezia*. T. XXII, p. 1111.

Elle remplit d'une extrême terreur le roi aragonais, qui se crut trahi par les deux transfuges; le rapport des espions qu'il entretenait dans l'armée de Sforza le confirma encore dans sa défiance. Il fit armer en hâte tout ce qu'il avait de soldats les plus fidèles; il fit saisir, dépouiller et charger de fers Troïle et Brunoro, qui s'étaient rendus dans son pavillon; et tandis qu'il abandonnait leurs soldats à l'avarice et à la vengeance des siens, il fit traîner les deux capitaines d'abord à Naples, ensuite dans une forteresse du royaume de Valence, où ils languirent plus de dix ans dans un cachot[1].

Pierre Brunoro avait enlevé dans la Valteline une jeune fille nommée Bonna, qui le suivait en habit de soldat, et qui combattait toujours à ses côtés. Cette femme, attachée par la plus tendre affection à son maître et à son amant, entreprit de procurer sa liberté. Elle alla de ville en ville chercher tous les capitaines, tous les magistrats, tous les princes pour lesquels Brunoro avait combattu; elle leur demanda des attestations de fidélité, et des recommandations auprès d'Alfonse; elle passa même en France, pour obtenir de la pitié ou de la galanterie des princes français une assistance qu'ils ne voulurent point refuser à une femme. Avec toutes ces recommandations elle revint auprès d'Alfonse; elle le toucha par le zèle et la constance qu'elle avait mis à rassembler tant de sollicitations, et elle obtint de lui la liberté de Brunoro. Ils passèrent ensemble au service des Vénitiens, avec un appointement de vingt mille ducats. Devenue la femme de celui qu'elle avait sauvé, elle continua à combattre à ses côtés; elle le suivit en Grèce, où Pierre Brunoro périt à Négrepont en 1466, et elle ne put lui survivre; elle mourut la même année[2].

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VI, p. 328. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1128. — *Barthol. Facii.* L. VII, p. 123. L'auteur arriva au camp ce jour-là même. — [2] *Muratori, Annali d'Italia. Ad. ann.* 1443. Sur l'autorité de *Cristoforo da Costa, Elogi delle Donne illustri.*

Le roi Alfonse, après avoir dispersé lui-même les transfuges qu'il avait rassemblés, se retira dans son royaume, d'après les instances du duc de Milan. Sforza se trouva dès lors à peu près égal en forces à Nicolas Piccinino; d'ailleurs dans le même temps une armée auxiliaire, d'environ quatre mille chevaux, soldée par les Vénitiens et les Florentins, se formait pour lui dans la Romagne. Les pluies de l'automne avaient commencé, et les ennemis, qui avaient vu pendant tout l'été Sforza condamné à l'inaction, ne croyaient pas devoir le craindre au retour de la mauvaise saison. Alfonse avait mis ses troupes en quartiers d'hiver; et Nicolas Piccinino, fortifié à Monte-Lauro, près de Pesaro, n'avait pas besoin de sortir de son camp pour couper la communication entre l'armée des deux républiques qui, sous les ordres de Taddée d'Este, s'était avancée jusqu'à Rimini, et celle qui s'était enfermée dans Fano. Mais François Sforza était impatient de rétablir sa réputation compromise par tant de revers; il rappela secrètement les corps qui, sous les ordres d'Alexandre son frère et de Sarpellion, avaient défendu la Marche d'Ancône; il réunit sous ses drapeaux plusieurs compagnies d'infanterie qu'Alfonse avait licenciées en entrant en quartiers d'hiver; il fit avertir Taddée d'Este de s'avancer de son côté vers Monte-Lauro, et, le 8 novembre 1443, il se mit en mouvement pour s'approcher de Piccinino. Comme il avançait, il rencontra un héraut d'armes que celui-ci lui envoyait sous quelque prétexte pour reconnaître ses mouvements. « Va dire à ton maître, lui dit Sforza, que nous allons boire à sa rivière. » En

— Porcelli vit, en 1453, Pietro Brunoro, qui servait alors dans l'armée de Jacques Piccinino, après avoir recouvré sa liberté. Il dit que ce capitaine parmesan était, à cette époque, vieux, louche, et affaibli d'un côté par une paralysie; que Bonna, qui l'accompagnait, portait un carquois sur ses épaules, un arc à la main, et des bottines de soldat, avec un casque sur la tête. « C'est, dit-il, une femme petite, vieille, jaune, et d'une extrême maigreur; mais elle est sincère, fidèle à son ami, et elle a traversé l'océan à plusieurs reprises pour le voir et lui rendre la liberté. » *De Gestis Scipionis Piccinini* T. XXV. *Rer. Ital.* p. 43.

effet, pour arriver à Piccinino, il fallait passer le Foglia, l'ancien Pisaurus, qui couvrait le camp placé entre Monte-Lauro et Monte-all'Abbate. Sforza n'avait point cependant l'intention d'engager le combat le soir même de son arrivée; une petite pluie, qui rendait plus glissante l'éminence sur laquelle l'ennemi était placé, ajoutait aux désavantages de l'attaque; il voulait seulement camper en présence de Piccinino, et y attendre Taddée d'Este. Mais une affaire générale fut engagée par des escarmouches au passage de la rivière. Les soldats de Sforza, déjà occupés à tracer leur camp sur l'autre bord, furent repoussés par un nombre supérieur. Ils revenaient sans cesse à lui, pour demander des renforts et de nouveaux chevaux; Sforza les ramena à l'ennemi, et leur reprocha leur manque de constance; en même temps il avait détaché Sarpellion avec un corps considérable, qui, tournant l'armée de Piccinino par la gauche, parut tout à coup au-dessus d'elle sur le haut de la colline. A cette vue, Piccinino ne put retenir ses soldats, il fut entraîné lui-même dans leur fuite vers le camp. Il espérait encore s'y défendre; plusieurs de ses braves soutinrent quelque temps le combat sur les portes; enfin ses retranchements furent forcés par l'impétuosité du vainqueur. Un butin immense tomba entre les mains des soldats de Sforza, qui, tandis qu'ils s'appropriaient les armes et les chevaux, faisaient évader les captifs. Ceux-ci profitèrent des ténèbres pour se réfugier dans les villes et les châteaux du voisinage, et Piccinino lui-même, errant toute la nuit dans des montagnes incultes, n'arriva qu'avec peine le lendemain à Monte-Sicardo, où il se mit en sûreté. Sforza, pour profiter de sa victoire, voulait conduire à l'instant même son armée dans la Marche d'Ancône, qu'il aurait punie de sa rébellion et soumise tout entière en peu de jours; mais Sigismond Malatesti, son gendre, l'arrêta par son importunité, et se fit payer l'hospitalité qu'il lui avait accordée, en

employant ses troupes victorieuses à reconquérir Pesaro [1].

1444. — Piccinino, aidé par les trésors de l'Église, trouva moyen pendant l'hiver de rassembler ses soldats; tandis que Sforza, dont les finances étaient épuisées, pouvait difficilement empêcher de nouvelles défections. Les subsides que lui payait la république de Venise furent retenus en entier par Sigismond Malatesti, qui prétendait avoir de gros arrérages à réclamer. Ceux de Florence furent transmis à son lieutenant Sarpellion, qui soutenait la guerre avec beaucoup de valeur dans les territoires d'Osimo et de Recanati; et le gros de l'armée, qui demeurait sous les ordres immédiats de François Sforza, ne touchait point sa solde, en sorte qu'il ne pouvait refaire les équipages qu'il avait perdus. Cette guerre manifestait la faiblesse de la petite monarchie militaire que Sforza avait fondée; son pays était dévoré par les soldats, et les mêmes contributions qui poussaient les peuples à la révolte, ne suffisaient pas pour entretenir le quart de ses troupes. Lui qui s'était montré si redoutable au duc de Milan lorsqu'il faisait la guerre pour les autres, il ne pouvait, dans ses propres états et pour sa propre cause, ni tirer parti de ses victoires, ni se relever d'une défaite [2].

Mais Philippe-Marie Visconti, dont on ne pouvait jamais prévoir les résolutions, tour à tour produites par son inconstance ou par une politique subtile, vint encore une fois au secours de son gendre. D'après les sollicitations de Venise et de Florence, il envoya François Landriani, un de ses conseillers, aux deux généraux qui combattaient dans la Marche, pour les inviter tous deux à une trêve. En même temps il fit dire à Nicolas Piccinino qu'il avait à lui parler de choses de

[1] *Joann. Simonetæ*. L. VI, p. 338-343. — *Annales Forolivienses*. T. XXII, p. 222. — *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi*, p. 1112. — *Barth. Facii*. L. VIII, p. 126. — *Francisci Adami Fragm. de Rebus gestis in civit. Firmana*, L. II, cap. 97, p. 66. — [2] *Joannis Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ*, L. VII, p. 349.

la plus haute importance, et il le pressa de se rendre sans retard à Milan. Piccinino et Sforza paraissaient également disposés à signer un armistice; le seul légat du pape ne voulut point y consentir [1]. Cependant Piccinino, soit qu'il fût désireux de connaître les nouveaux projets du duc, soit qu'il s'empressât de lui obéir, confia son armée à son fils François, et se rendit à Milan. Sforza, réduit aux dernières extrémités, résolut de faire dépendre son sort des chances d'une bataille pendant l'absence de son rival; il employa le peu d'argent qui lui restait à pourvoir son armée de vivres pour huit jours; il retira ses soldats de toutes ses garnisons, et il se mit à la recherche de l'ennemi. François Piccinino était alors dans une position inattaquable près de Macereta; il eut l'imprudence de ne pas s'y tenir et de s'avancer jusqu'à Mont-Olmo, lieu fort cependant, mais qui l'était bien moins que celui qu'il venait de quitter. C'est là qu'il fut attaqué par Sforza le 19 août 1444.

Le légat du pape, qui suivait l'armée de Piccinino, exhorta les soldats au combat; il promit la vie éternelle à ceux qui mourraient pour la sainte Église romaine, et il menaça leurs adversaires d'une éternelle damnation. « Mais ces discours « d'un légat, dit Simoneta, historien présent à la bataille, « n'étaient point écoutés ou étaient méprisés, comme il arrive « toujours entre des hommes accoutumés aux armes et à la « guerre, qui s'occupent peu de la religion et du salut de « leurs âmes [2]. » Le tableau de la misère passée, de l'opulence qui suivrait la victoire, que Sforza présenta à ses soldats, fit bien plus d'impression sur eux. Tandis qu'ils avaient à vaincre en même temps et la supériorité du nombre et le désavantage du lieu, leur capitaine fit paraître sur les hauteurs tous les valets de son armée, avec une lance à la main,

[1] *Joannis Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ.* L. VII, p. 353. — [2] *Ibid.*, L. VII, p. 355.

pour faire croire qu'il avait en réserve un corps de troupes fraîches prêt à entrer dans le combat. Cette vue seule décida la déroute de l'armée de l'Église. Jacques Piccinino, le plus jeune des fils de Nicolas Piccinino, réussit à s'enfuir jusqu'à Recanati; mais François son aîné fut fait prisonnier dans un marais où il cherchait à se cacher, et où l'écuyer qui l'accompagnait le fit connaître. Le légat du pape, Capranica, qui s'était dépouillé de ses habits pontificaux, fut, avant d'être reconnu, longtemps maltraité par les soldats qui le firent prisonnier. On compta parmi les captifs la plupart des capitaines et des centurions, avec les trois quarts des soldats. Le château de Mont-Olmo, où tous les bagages de l'armée étaient déposés, se rendit au vainqueur dès le lendemain[1].

En peu de jours François Sforza soumit les villes de Macerata, San-Severino, Cingoli, Iesi, et beaucoup d'autres qui se hâtèrent de lui envoyer leurs députés, et de lui ouvrir leurs portes. Mais il était bien plus empressé de faire sa paix avec le pape que de tenter de nouvelles conquêtes. Il fit dire à Eugène que, loin de vouloir profiter de ses avantages pour dépouiller l'Église, il ne désirait rien tant que de lui prouver sa soumission; il demanda avec instance l'ouverture d'un congrès, pour y traiter de sa réconciliation. Le pape, qui n'était pas sans crainte à Pérouse où il résidait, consentit à ouvrir des conférences. Les ambassadeurs de Venise et de Florence secondèrent Sforza par leurs sollicitations, et la paix fut enfin signée le 10 octobre. Cependant les hostilités ne devaient cesser que le 18. Huit jours étaient donnés à Sforza pour recouvrer, s'il le pouvait, les villes qu'il avait perdues. Ce qu'il posséderait après ce terme lui devait demeurer en fief, avec le titre de marquisat; et le reste de la Marche devait retourner au domaine immédiat de l'Église romaine. Les villes

[1] *Jo. Simonetta* L. VII, p. 357. — *Annales Foroliv.* T. XXII, p. 222. — *Marin Sanuto*, p. 1115.

d'Ancône, Osimo, Fabbriano et Recanati, furent les seules qui, dans ces huit jours, ne rentrèrent pas sous l'autorité de François Sforza, encore furent-elles obligées de lui payer à l'avenir les tributs qu'elles payaient auparavant à la chambre apostolique [1].

Nicolas Piccinino, qui, sur la demande de Visconti, s'était rendu à Milan, fut reçu dans cette capitale avec les plus grands honneurs. On ne sut point quels avaient été les motifs du duc pour l'appeler auprès de lui. Macchiavel suppose qu'il n'en eut point d'autre que de tirer son gendre Sforza d'embarras; et il assure que la douleur que ressentit Piccinino d'avoir été la dupe d'un aussi grossier artifice, fut la cause première d'une maladie dont il fut bientôt atteint [2]. Si le chagrin l'occasionnait, ce chagrin fut encore redoublé sans doute par la nouvelle qu'il ne tarda pas à recevoir de la défaite de son armée à Mont-Olmo et de la captivité de son fils aîné. Piccinino, déjà avancé en âge, ne pouvait se consoler de n'avoir pas acquis par tant de combats, par tant de victoires, un lieu où reposer sa tête. Tous les grands généraux de son siècle s'étaient successivement élevés au pouvoir souverain; il semblait y avoir plus de droits qu'un autre, puisque la principauté de Braccio lui aurait dû appartenir par héritage aussi bien que son armée; et seul cependant il n'était pas plus riche ou plus puissant à la fin de sa carrière qu'il ne l'avait été en la commençant. Il avait perdu Bologne, dont il avait compté faire sa capitale; deux défaites éprouvées coup sur coup avaient dissipé ses richesses et dispersé ses soldats; l'un de ses fils était prisonnier, l'autre fugitif; et il n'avait de ressources que dans la générosité d'un prince accusé par l'Italie entière d'inconstance, et souvent de perfidie. Ce prince venait, en le

[1] *Jo. Simonetæ.* L. VII, p. 361. — *Annal. Eccles. Raynaldi.* 1444, § 22, p. 197. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 1115. — [2] *Macchiavelli, Istorie.* L. VII, p. 194.

trompant, de causer sa ruine. D'ailleurs Visconti était déjà vieux, et il semblait avoir désigné pour son successeur le plus mortel ennemi de Piccinino. La santé dès longtemps délabrée de ce vieux capitaine ne s'était soutenue jusqu'alors que par la force de son âme. Elle succomba aux noires réflexions que lui suggérait sa situation. Il mourut de chagrin autant que de maladie, le 15 octobre 1444. Nicolas Piccinino doit être compté parmi les plus grands généraux qu'ait produits l'Italie. C'était le plus rapide dans ses expéditions, le plus audacieux, le plus fertile en expédients, le plus prompt à réparer ses revers; le seul qui, après une défaite, fût en état de faire trembler ses ennemis [1]. Philippe-Marie, qui ne l'avait jamais dignement récompensé, pleura amèrement sa perte. Il avait besoin d'un homme toujours obéissant à ses bizarres caprices, et toujours entreprenant; d'un homme à qui il pût confier sans partage l'administration militaire de ses projets sans avoir besoin de l'initier dans sa politique. Au moment cependant où son général le plus affidé lui était ravi, il venait d'en perdre un autre qui aurait été digne de recueillir sa confiance; Jean-François de Gonzague, marquis de Mantoue, celui qui l'avait si vaillamment servi dans la guerre de Brescia, était mort le 8 septembre 1444; et son fils Louis, qui lui succéda, chercha bientôt à s'attacher à la république de Venise [2].

François Sforza, gendre de Visconti, ne paraissait pas disposé à obéir à son beau-père avec un dévouement aussi aveugle que l'avait fait Piccinino. Il avait lui-même ses projets et son ambition personnelle qu'il n'oubliait jamais. Ses alliances avec Florence et Venise, dont il ne voulait pas se détacher, causaient à Philippe-Marie une constante défiance. Le duc de Milan, à qui sa fille, femme de Sforza, venait de donner un

[1] *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana*, p. 831.—*Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1128. — *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi*. p. 1115. — [2] *Marin Sanuto*, *Vite*. p. 1116.

petit-fils [1], profita de ce lien nouveau et du souvenir des derniers services qu'il avait rendus à son gendre, pour obtenir de lui que François Piccinino fût remis en liberté. Il l'appela à Milan, ainsi que son frère Jacob; il les mit à la tête des troupes de Braccio; il leur fournit de l'argent, des armes et des chevaux pour remonter cette grande compagnie de soldats aventuriers qu'il voulait pouvoir opposer toujours à celle de Sforza; et il s'efforça de s'acquitter envers eux de ce qu'il devait à leur père [2]. Cependant, comme il n'avait point encore en eux une parfaite confiance, il désira attacher aussi à son service un capitaine dont la réputation fût déjà établie, et dont il put tirer un plus grand parti. Il jeta pour cela les yeux sur Sarpellion, le meilleur des lieutenants de Sforza; il lui fit des propositions secrètes; et Sarpellion, après une négociation qui n'échappa point à la vigilance de son chef, demanda un congé pour aller à Milan. Sforza savait que s'il fournissait un général à son beau-père, ce général serait bientôt employé contre lui-même; il connaissait Sarpellion comme un homme avide et cruel, mais il avait éprouvé ses talents militaires et sa fidélité à une époque où presque tous ses autres lieutenants l'avaient abandonné. Sarpellion avait défendu la Marche d'Ancône, avec autant d'habileté que de constance, contre Alfonse et contre Piccinino. Il était difficile peut-être de mettre à couvert les intérêts de Sforza, en respectant les droits de son lieutenant; mais le parti auquel s'arrêta ce général, qu'on célébrait pour sa générosité, fait bien voir à quel degré de dépravation la morale publique était tombée, et quels exemples Macchiavel avait sous les yeux lorsqu'il écrivit son Traité du Prince. Sforza fit saisir Sarpellion dans la forteresse de Fermo; il l'effraya par les apprêts d'un procès criminel, avec

[1] Galéaz Marie, fils de Sforza et de Blanche Visconti, naquit le 14 janvier 1444. Son aïeul parut alors se réjouir de se voir revivre dans un petit-fils. *Jo. Simonetæ Hist.* L. VI, p. 348. — [2] *Joannis Simonetæ.* L. VII, p. 362.

l'épreuve, ou du moins la menace de la torture, et il arracha, ou prétendit avoir arraché de lui l'aveu de trames coupables; ensuite de quoi il le fit pendre le 29 novembre 1444[1].

Cependant François Sforza eut bientôt lieu de se repentir de cette action impolitique autant que cruelle. Philippe-Marie Visconti en fut indigné; il proclama l'innocence de Sarpellion, qui n'avait perdu la vie que pour avoir voulu passer, en temps de paix, du service d'un gendre à celui de son beau-père; il jura de s'en venger, et il commença dès lors à tout disposer pour une guerre nouvelle.

Quelques intrigues en Romagne préparaient déjà la vengeance de Visconti et de Sarpellion. Sigismond Malatesti, seigneur de Rimini, qui pendant la guerre de la Marche avait donné un asile à Sforza son beau-père, ne possédait qu'une partie des états de sa famille. Tandis que son frère Dominique régnait à Césène, Galeazzo Malatesti, son cousin, était seigneur de Pesaro et de Fossombrone; et comme il n'avait point d'enfants, Sigismond espérait en hériter. Mais Galeazzo avait pour conseiller et pour unique ministre Frédéric, second fils du comte Guido de Montefeltro, qui n'était point favorable à Sigismond. Ce Frédéric, qui fut ensuite l'honneur de la maison de Montefeltro, passait pour être un enfant adultérin. On le croyait fils de Berardino de la Carda des Ubaldini, un des meilleurs condottiéri du commencement du siècle. Cependant son père légitime, Guido, était mort le 20 février 1442. Oddo Antonio, fils aîné de Guido, lui succéda, et obtint du pape, au mois d'avril de la même année, le titre de duc d'Urbin. Mais son gouvernement devint bientôt insupportable au peuple; il fut tué dans un soulèvement, le 22 juillet 1444; Frédéric fut rappelé de Pesaro, et succéda à la souveraineté de Montefeltro et d'Urbin[2]. Peu de temps après il s'attacha

[1] *J. Simonetta.* L. VII, p. 362. — *Franc. Adami Fragmentor.* L. II, cap. 95, p. 67. — [2] *Guernieri Bernio, Istoria d'Agobbio.* T. XXI, p. 981, 982. — *Annales Foroliviens-*

à François Sforza, pour apprendre l'art de la guerre sous ce grand capitaine. Il entra, au mois d'août 1444, à son service, avec quatre cent une lances et quatre cent un fantassins [1]. Il épousa ensuite une fille de Sforza; et négociant en son nom avec Galeazzo Malatesti, il acheta du dernier ses deux seigneuries pour le prix de vingt mille florins [2]. François Sforza, qui avait fourni l'argent, réserva Pesaro pour en faire une petite principauté en faveur de son frère Alexandre Sforza, et il laissa Fossombrone à Frédéric de Montefeltro, comme récompense de son habileté dans cette négociation. Sigismond Malatesti vit avec un extrême regret ces petits états sortir de sa famille. Visconti eut soin d'aigrir son ressentiment; il fit entrer Sigismond à la solde d'Eugène IV, et il l'engagea à se tenir prêt pour le moment où Sforza pourrait être dépouillé de cette Marche d'Ancône qu'on lui enviait toujours [3].

1445. — Visconti s'engageait en même temps, au mépris des traités qu'il avait signés, dans une autre intrigue qui devait rallumer la guerre. Il regrettait la souveraineté de Bologne, récemment enlevée à Nicolas Piccinino, et il se flattait de la recouvrer à l'aide des factions qu'il entretenait dans cette république. Son alliance avec Eugène IV lui avait permis de réunir le parti de l'Église à celui des anciens fauteurs de la maison Visconti; tous deux étaient également opposés au parti de l'indépendance qui dominait alors. Annibal Bentivoglio, chef de ce dernier, était en même temps le chef de la république bolonaise. Ce citoyen vertueux, pour conserver la paix dans sa patrie, avait cherché à s'attacher, par des bienfaits, ceux qui dirigeaient la faction opposée. Il avait racheté des prisons de Piccinino deux gentilshommes de la maison des Canedoli, et il les avait ensuite unis à sa famille par des mariages [4]. Ce fut à cette même famille des Canedoli que des

ica. T. XXIII, p. 222. — [1] Guerrieri Bernio, Ist. d'Agobbio. p. 963. — [2] Ibid. p. 968. — Annales Foroliv. p. 222. — [3] Jo. Simonetae. L. VII, p. 364. — [4] [illegible]

agents du duc de Milan et du pape s'adressèrent pour faire assassiner Annibal Bentivoglio. On leur promit l'appui de la sainte ligue, récemment renouvelée entre les deux souverains. Taliano Furlano avec quinze cents chevaux du duc de Milan, Charles de Gonzague et Louis de San-Sévérino avec des troupes de l'Église, devaient s'approcher de Bologne pour les seconder dès que le complot aurait éclaté; et l'on conduisit la conspiration, selon l'esprit qui dominait alors chez les prêtres, sous le manteau sacré de la religion.

François des Ghisilieri, l'un des conjurés, pria Annibal Bentivoglio de présenter au baptême un enfant qui lui était né deux mois auparavant. Bentivoglio, qui saisissait toutes les occasions de rapprocher les deux factions, accepta avec empressement une offre qui établissait une sorte de parenté religieuse entre lui et ses anciens adversaires. Le jour fut fixé au 24 juin 1445, et l'église de Saint-Pierre fut choisie pour la cérémonie. Après le sacrement, Annibal Bentivoglio sortit de l'église avec Ghisilieri pour se rendre au festin préparé chez le dernier. Les Canedoli et plusieurs de leurs créatures formaient le cortége. Quand ils arrivèrent devant la maison de Ghisilieri, Balthasar Canedolo, avec les assassins, entourèrent Bentivoglio, et tirèrent leurs couteaux. Bentivoglio mit la main sur la garde de son épée pour se défendre; mais François Ghisilieri lui saisit les deux bras par derrière et lui dit: « Compère, compère! il faut que tu prennes patience; » et pendant qu'il le tenait ainsi, on le poignarda [1]. Les Canedoli et les Ghisilieri coururent aussitôt les rues de Bologne, en criant · *Vive le Peuple et la sainte Ligue!* et ils massacrèrent tous les Bentivoglio qui tombèrent sous leurs mains. Mais Annibal, qui venait de périr, était aimé de ses concitoyens; on se félicitait d'avoir vu renaître, sous son administration, l'ancienne

L. VI, p. 196. — *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 47. — *Hieron. de Bursellis, Annal. Bononiens.* T, XXIII, p. 881. — [1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 676.

république de Bologne ; personne ne désirait retourner sous le joug ou du duc de Milan ou de l'Église. D'ailleurs les ambassadeurs de Florence et de Venise, qui étaient à Bologne, s'étaient rendus au moment du tumulte auprès des magistrats, tous partisans des Bentivoglio, et leur avaient offert l'assistance de Tiberto Brandolini, et de Guido Rangoni, généraux des troupes de leurs républiques, qu'ils firent aussitôt avancer. Dans la ville même, les amis de Bentivoglio, échappés au premier massacre, s'étaient rassemblés sur la place. Ils allèrent attaquer les Canedoli dans le quartier où ces derniers s'étaient fortifiés ; ils les accablèrent par leur nombre, ils pillèrent et brûlèrent plus de cinquante de leurs maisons, ils ne pardonnèrent pas même à Baptiste Canedolo, chef de la famille, qui était demeuré étranger au complot ; l'ayant trouvé dans un souterrain où il se cachait, ils le mirent en pièces. Les secours promis aux conjurés par le duc et le pape n'arrivèrent point à temps pour les sauver ; Taliano Furlano ne parut sur le territoire bolonais que le surlendemain, 26 juin, et Charles Gonzague avec San-Sévérino, le 2 juillet. Reconnaissant que leurs partisans étaient déjà sans vie, ils se retirèrent, après avoir ravagé les campagnes autour de la ville [1].

La victoire que les vengeurs du dernier chef de l'état venaient de remporter sur les Canedoli ne mettait en sûreté ni leur parti ni la république, parce qu'il ne restait point d'homme dans la maison de Bentivoglio qui pût se mettre à la tête du gouvernement. Annibal n'avait laissé qu'un fils âgé de six ans ; personne ne se présentait pour diriger l'administration, et l'on craignait quelque division dans la faction régnante, qui occasionnerait sa ruine et celle de l'état. Mais pendant qu'on était dans cette incertitude, l'ancien comte de

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 678. — *Joann. Simonetæ*. L. VII, p. 645. — *Platina Hist. Mantuan.* L. VI, p. 841. — *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana*. T. XXI, p. 833.

Poppi, François de Battifolle, qui se trouvait alors à Bologne, annonça aux magistrats que s'ils voulaient mettre à leur tête un proche parent d'Annibal, il pouvait le leur indiquer. Il y avait plus de vingt ans, ajouta-t-il, qu'Hercule, cousin d'Annibal Bentivoglio, se trouvant à Poppi, s'attacha à une jeune femme du pays, mariée à Ange Cascèse, dont il eut un fils nommé Santi. Ce fils ressemblait tellement à Hercule, qu'on ne pouvait révoquer en doute son origine, et plusieurs fois, en effet, Hercule avait affirmé au comte Poppi que cet enfant était à lui. Les magistrats de Bologne envoyèrent à Florence demander à Cosme de Médicis et à Neri Capponi de leur faire connaître ce jeune homme. Santi, qui avait perdu son père putatif, s'y était retiré sous la surveillance d'un oncle nommé Antonio Cascèse, homme riche et ami de Neri Capponi. Personne dans sa famille ne paraissait élever de soupçons sur la naissance légitime de Santi Cascèse; lui-même n'en avait non plus jamais conçu aucun. Cependant Capponi et Médicis firent rencontrer Santi avec les députés de Bologne. Ceux-ci lui montrèrent tout le zèle et tout l'attachement que l'esprit de parti pouvait faire naître; ils le sollicitèrent de venir dans leur ville jouir des honneurs, de la richesse et du crédit qui étaient réservés au chef d'une puissante république et au sang des Bentivoglio. Santi repoussa d'abord en rougissant ces offres, qui supposaient le déshonneur de sa mère et sa propre bâtardise. On eut beaucoup de peine à l'engager à prendre du temps pour réfléchir. Les dangers du rang auquel on l'appelait, d'un siége encore trempé du sang de tous ses prédécesseurs, faisaient aussi sur lui une vive impression. Cosme de Médicis, qui voyait son trouble et son indécision, lui dit enfin dans une dernière conférence: « Personne ne peut ici te « donner conseil que toi-même; c'est d'après ce que ton cœur « t'inspirera que tu dois te conduire. Si tu es fils d'Hercule « Bentivoglio, tu te sentiras entraîné vers des entreprises di-

« gnes de ton père et de ta maison ; si tu es fils d'Ange Ca« scèse, tu demeureras à Florence, consacrant ta vie à tes manu« factures de laine et à un vil repos. » Ces paroles, qui montraient la gloire là où Santi avait jusqu'alors placé le déshonneur, le décidèrent tout à coup. Il accepta les offres des Bolonais et le nom de Bentivoglio. On le fournit d'armes, de chevaux, d'habits et de nombreux domestiques ; les premiers citoyens de Florence l'accompagnèrent à Bologne, où, quoiqu'il n'eût que vingt-deux ans, on lui confia en même temps la tutelle du fils d'Annibal et l'administration de la ville. Il s'y conduisit avec tant de prudence, que tandis que tous ses ancêtres avaient péri par le poignard de leurs ennemis, il vécut seize ans honoré de la considération publique, et il mourut en paix[1]. Ce fut le 13 de novembre qu'il fit son entrée à Bologne. Les chefs de l'état, qui l'attendaient au palais, lui conférèrent le même jour l'ordre de chevalerie[2].

Cependant le duc de Milan avait pris occasion des troubles de Bologne pour recommencer la guerre. Taliano Furlano, qui avait envahi le Bolonais au moment de la conjuration des Canedoli, s'était contenté de le traverser hostilement ; il avait continué sa route vers la Romagne pour combiner ses opérations avec Sigismond Malatesti, et attaquer la Marche. Louis San-Sévérino et Charles Gonzague étaient entrés ensuite sur le Bolonais avec cinq mille chevaux. Les Florentins leur opposèrent Simoneta du camp Saint-Pierre qui arrêta leurs incursions[3]. Mais le fort de la guerre devait se porter sur la Marche d'Ancône. Philippe-Marie Visconti et Sigismond Malatesti avaient associé leurs ressentiments pour perdre François Sforza. Celui-ci, par une étrange infortune, se trouvait

1 Néri, fils de Gino Capponi, l'un des principaux acteurs dans cette singulière aventure, l'a racontée avec de grands détails. *Commentari*. T. XVIII, p. 1207-1211. *Voyez* aussi *Macchiavelli, Istor*. L. VI, p. 199. — 2 *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 682. — *Hieronymi de Bursellis Annales Bononienses*. p. 883. — 3 *Scipione Ammirato*. L. XXII p. 48.

poursuivi avec un égal acharnement par son gendre et par son beau-père. Une ligue redoutable s'était formée contre lui; Eugène IV et Alfonse de Naples s'étaient empressés de seconder la colère du duc de Milan. L'un et l'autre avaient fait la paix avec Sforza moins d'une année auparavant, et dès lors aucune offense, aucune prétention nouvelle n'avaient donné lieu à recommencer les hostilités; mais Eugène IV croyait fermement que sa puissance spirituelle lui donnait le droit de se délier lui-même de tous les traités et de tous les serments, aussitôt qu'il y voyait son avantage.

Comme Sigismond Malatesti paraissait à François Sforza le plus actif entre ses ennemis, c'est lui qu'il résolut d'attaquer le premier, espérant peut-être le forcer à la paix avant qu'il fût secouru par les autres. Sforza vint mettre le siége devant la Pergola; il prit cette riche bourgade le 22 juillet, et la pilla cruellement[1].

Mais bientôt Ascoli, dans la Marche, se révolta contre lui; Rinaldo Fogliano, son frère utérin, qui y commandait, fut mis en pièces le 10 août par les habitants. En même temps, Taliano Furlano, général du duc de Milan, Louis, patriarche d'Aquilée, légat et général du pape, et Jean de Vintimille, général du roi Alfonse de Naples, s'avancèrent par des chemins différents, dans une petite principauté trop faible pour lutter avec chacun, même séparément.

François Sforza, qui avait obtenu des sommes considérables de la république de Florence et de la bourse privée de Cosme de Médicis, ne se trouvait cependant point en état de résister à un orage aussi violent. Il avait établi son frère Alexandre à Fermo, avec une forte garnison, pour retenir dans le devoir cette forteresse, qu'il regardait dans sa position comme la plus importante de toutes. Lui-même il avait placé son camp de-

[1] *Joann. Simonetæ*, L. VII, p. 364.

vant Fano, pour empêcher la jonction de Taliano Furlano avec les troupes du pape et du roi [1]. Pendant assez longtemps il sut empêcher cette réunion par des marches habiles; mais la rébellion de Rocca-Contrata, forteresse qui assurait sa communication avec la Toscane, détruisit tous ses plans de campagne. Obligé de se rapprocher du pays d'où il attendait des subsides, il prit enfin le parti d'abandonner la Marche à l'inconstance naturelle de ses peuples, de porter jusqu'à quinze cents cuirassiers la garnison que son frère commandait dans Fermo, d'en laisser une non moins forte dans Iesi, et de se retirer ensuite avec son armée sur le territoire de son allié, le comte d'Urbin et de Montéfeltro. A peine avait-il pris cette résolution, que ses propres états se révoltèrent de toutes parts, et que toutes les villes ouvrirent leurs portes au pape, tandis que Sforza, pour se venger d'elles, attaquait et incendiait les châteaux de Sigismond Malatesti [2]. L'hiver survint enfin pour arrêter ces déprédations et ces barbaries réciproques. Alors Sforza se renferma dans Pesaro avec sa femme et ses enfants, tandis qu'il distribua sa cavalerie en Toscane et dans les parties les moins montueuses du comté d'Urbin et de l'état d'Agobbio [3].

Mais Sforza éprouvait le sort qui semblait attaché aux souverainetés fondées par des soldats, à la pointe de l'épée. Leurs peuples, toujours sacrifiés aux gens de guerre, languissaient de secouer le joug militaire; ils ne regardaient point comme légitime l'autorité à laquelle ils étaient forcés de se soumettre, et ils croyaient s'acquitter de leur devoir en conjurant contre elle en faveur de leurs anciens maîtres. Les habitants de Fermo, en qui Sforza avait cru pouvoir reposer une entière confiance, surprirent, le 26 novembre, les cavaliers qui

[1] *Joannis Simonetæ*. L. VIII, p. 369. — *Barthol. Facii*. L. VIII, p. 134. — [2] *Joannis Simonetæ*. L. VIII, p. 373. — *Franc. Adami Firman*. L. II, c. 102, p. 70. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. VIII, p. 374. — *Franc. Adami*. L. II, cap. 103, p. 70.

étaient logés chez eux, les dépouillèrent de leurs armes, saisirent leurs chevaux, et élevèrent sur leurs murs les étendards du pape. Ce fut avec peine qu'Alexandre Sforza se réfugia dans la citadelle; et bientôt il reconnut qu'il n'avait pas dans ses magasins assez de vivres pour attendre le printemps. Alors il capitula, moyennant dix mille florins que les habitants de Fermo lui donnèrent, et il reconduisit à son frère une partie des cavaliers qui lui avaient été confiés. Après cette dernière perte, il ne resta plus à François Sforza, dans toute la province qui lui avait été longtemps soumise, que la seule ville de Iési [1].

1446. — Les Florentins et les Vénitiens ne manquèrent point à leur allié dans cette détresse. Chacune de ces républiques lui fit passer, pendant l'hiver, soixante mille florins. En même temps, Cosme de Médicis lui conseilla de changer sa défense en attaque, de pénétrer de bonne heure dans l'Ombrie, de s'approcher de Rome, de s'unir au comte Averso de l'Anguillara, ennemi secret du pape [2]; de profiter du mécontentement qu'avait excité le patriarche d'Aquilée dans tous les états d'Eugène, pour les faire révolter; de frapper enfin un coup hardi qui relevât les espérances de ses partisans. En effet, tous les feudataires romains étaient opprimés, tous soupiraient pour un libérateur, tous avaient donné à connaître leur mécontentement aux Vénitiens et aux Florentins, dont ils avaient imploré l'assistance. Les villes de Todi, d'Orviéto et de Narni avaient même promis d'ouvrir leurs portes à l'approche d'une armée. Mais Sforza ne sut point faire ses préparatifs avec assez de diligence [3]. Pour ne pas mécontenter ses soldats, seul élément de sa puissance qui lui fût demeuré, il était obligé de se mettre presque dans leur dépendance; il

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 374.—*Barth. Facii Rer. Gest. Alphonsi.* L. VIII, p. 135. —[2] *Guernieri Bernio, Cronica d'Agobbio.* p. 985.—[3] *Commentari di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1201.

n'osait rien leur refuser ; il était contraint d'employer, pour payer des dettes arriérées, tous les subsides qu'il recevait. Il ne fut pas prêt à entrer en campagne et à passer l'Apennin avant le commencement de juin. A cette époque, sa situation était déjà désespérée ; ceux à qui il offrait son secours voyaient clairement que, puisqu'il n'avait pu défendre ses propres états, il défendrait moins encore des villes éloignées de ses frontières, s'il les engageait à la révolte. Ainsi ce fut en vain qu'il se présenta devant Todi, Orviéto, Viterbe ; aucune de ces cités ne voulut lui ouvrir ses portes ou même lui fournir des vivres ; et Sforza était si mal pourvu de machines de siége, qu'il ne put pas même faire assez de peur aux citadins pour lever sur eux des contributions. On vit alors, ce qui probablement ne s'était jamais vu et ne se reverra jamais, une armée de cavalerie pesante se nourrir, pendant trois jours, de fraises qu'elle cueillait dans les montagnes [1]. Après avoir cruellement souffert de la faim et avoir été rebuté de toutes les villes, Sforza ramena son armée au travers de l'état siennais, dans le pays d'Urbin, et ensuite à Fano.

Cependant l'entrée de Sforza dans l'Ombrie et le patrimoine de Saint-Pierre, avait d'abord vivement alarmé le pape. Il avait aussitôt rassemblé tous ses capitaines, Taliano Furlano, les frères Malatesti, et le reste de ses meilleurs soldats ; il avait demandé des secours au roi d'Aragon ; et l'armée considérable qu'il mit sur pied pour sa défense, vint poursuivre Sforza dans le comté d'Urbin et la Romagne, lorsqu'il s'y fut retiré. Elle fit une tentative inutile sur Iesi, mais la Pergola se rendit en peu de jours à l'armée pontificale ; Ancone fit sa paix avec Eugène ; et Alexandre Sforza lui-même, qui devait à son frère la souveraineté de Pésaro, croyant toute chance de salut impossible pour le chef de sa famille, voulut

[1] *Joann. Simonetae.* L. VIII, p. 376. — *Guerrieri Bernio, Cronica d'Agobbio.* p. 985.

se sauver dans son désastre. Il fit un traité particulier avec l'Église; il arbora dans Pésaro les étendards du pape, il fournit à son armée des munitions et des vivres, il refusa tout secours à son frère; et celui-ci dut encore se trouver fort heureux qu'Alexandre ne gardât point sa femme et ses enfants en otage, comme il y était exhorté par le patriarche d'Aquilée[1]. Le seul Fréderic de Montéfeltro, comte d'Urbin, demeura inébranlable dans sa fidélité à Sforza; il repoussa toutes les propositions de paix séparée que lui faisait l'Église; il se résigna à laisser transporter la guerre dans ses états; bien plus, à lasser l'armée pontificale par le siége de ses forteresses, pour qu'elle consumât vainement la belle saison[2].

Les ennemis de Sforza semblaient déterminés à ne pas lui laisser un lieu où reposer sa tête. Tous ses fiefs du royaume de Naples avaient été conquis par Alfonse; ceux qu'il avait dans l'état de l'Église lui étaient enlevés par le pape; enfin ceux qui lui avaient été abandonnés en Lombardie, comme dot de sa femme, étaient en même temps attaqués par son beau-père. Le duc de Milan prétendait alors ne s'être engagé à donner à sa fille autre chose qu'une dot de cent mille florins, et lui avoir consigné seulement comme gage les états de Crémone et de Pontrémoli. Il offrait de payer cette dot à Venise, et en même temps il faisait mettre le siége devant les deux villes dotales qu'il avait livrées à son gendre[3]. Avant la fin de la campagne; on pouvait s'attendre à voir l'entière destruction de cette puissance de Sforza, qui, depuis l'étroite alliance du duc de Milan avec le roi de Naples, paraissait nécessaire à l'équilibre de l'Italie. Ce général sollicitait les deux républiques, ses alliées, de venir à son secours, dans un si pressant danger. Cosme de Médicis, qui lui était attaché par

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 377.—*Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana.* p. 835. —[2] *Jo. Simonetæ.* L. VIII, p. 379.—*Guernieri Bernio, Stor. d'Agobbio.* p. 984.—[3] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi.* p, 1121, — *Cristof. da Soldo, Istoria Bresciana.* p. 834.

une affection personnelle, appuyait vivement ses instances, et les Florentins embrassèrent sa cause avec chaleur. Ils envoyèrent Néri Capponi et Bernardo Giugni à Venise, pour obtenir qu'on lui donnât des secours plus efficaces [1]. Ceux-ci conclurent entre les deux républiques un nouveau traité fondé sur l'infraction apportée par Visconti à celui de Capriana. En effet, c'était sous leur garantie que les villes de Crémone et de Pontrémoli avaient été cédées au comte Sforza : attaquer ces villes, c'était violer la paix avec les deux républiques. Pour faire respecter leur autorité, elles s'engagèrent à augmenter leur armée de Lombardie de quatre mille chevaux, qu'elles lèveraient à frais communs, et à contraindre par les armes le duc de Milan à observer ses précédents engagements.

Les premières négociations des Florentins mirent le désordre dans l'armée même de leurs adversaires; ils entrèrent en traité avec Taliano Furlano et Jacques de Caivano, deux condottiéri qui parurent disposés à quitter les étendards du patriarche d'Aquilée pour les leurs. Mais celui-ci, en ayant eu quelque soupçon, les fit arrêter à Rocca-Contrata, et leur fit trancher la tête [2]. Une négociation du même genre était poursuivie en même temps auprès de deux capitaines du duc de Milan, qui ravageaient le territoire de Bologne. Guillaume, frère du marquis de Montferrat, et Charles de Gonzague, frère du marquis de Mantoue, étaient mal d'accord entre eux. Les Florentins profitèrent de leurs discussions pour séduire Guillaume et surprendre Gonzague. Tiberto Brandolino attaqua le dernier le 6 juillet, à Castel San-Giovanni, fit la plupart de ses soldats prisonniers, et le contraignit à s'enfuir presque seul à Modène [1]. Cet événement décida du sort de

[1] *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1201. — [2] *Platinæ Hist. Mantuan.* L. VI, p. 842. — *Comment. di Neri Capponi.* p. 1202.—*Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 681. — *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 50. — *Barth. Facii.* L. VIII, p. 136. — [3] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 50. — *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 382.—*Cronica di Bologna.*

la campagne; Bologne se trouva délivrée; une partie de l'armée florentine put alors passer dans la Marche, sous les ordres de Guid' Antonio Manfrédi et de Simonéta; tandis que Guillaume de Montferrat, s'engageant à la solde des Vénitiens, s'unit dans l'état de Brescia à Michel Attendolo de Cotignola, le même qui avait si fort contribué à gagner la bataille d'Anghiari, et qui, depuis 1441, était général des Vénitiens. Cet habile capitaine, ainsi renforcé, se vit en état de faire une puissante diversion en Lombardie.

Cependant, avant d'étendre plus loin les hostilités, les Florentins cherchèrent de nouveau à terminer cette longue guerre par une paix générale. Ils envoyèrent des ambassadeurs au roi de Naples, qui avait été uni à eux par un traité, mais que le pape avait délié de ses serments, par sa bulle du 23 avril 1446, et qu'il avait engagé à renouveler ses attaques [1]; ils en envoyèrent d'autres au pape et au duc de Milan, et nulle part ils ne furent accueillis. Puccio Pucci, qui avait passé de Venise à Milan pour porter leurs propositions, fut renvoyé de jour en jour, avant de pouvoir obtenir audience, parce que le duc attendait le moment que ses astrologues lui désigneraient comme favorable. Lorsqu'on vint enfin le chercher pour l'audience, Pucci, impatienté de ce manque d'égards pour sa république, répondit qu'à son tour il n'était pas prêt, et que si l'heure était bonne pour le duc de Milan, elle ne l'était pas pour la seigneurie de Florence [2].

Le duc de Milan avait chargé François Piccinino d'attaquer Crémone, et en même temps il s'était ménagé des intelligences dans la ville, au moyen d'Orlando Palavicino, qui s'y trouvait à la tête du parti gibelin. Cependant Giacomazzo de Salerne, lieutenant de Sforza, déjoua toutes les intrigues formées

T. XVIII, p. 631.—*Cristof. da Soldo; Istor. Bresciana.* p. 835.—*Benvenuto da San Giorgio Istor. di Monferrato.* T. XXIII, p. 710. — [1] La bulle est rapportée dans *Raynaldi, Annales Eccles.* 1446, § 12, p. 320. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 51.

contre lui; et, avec l'aide de quelques escadrons envoyés de Venise, il repoussa également la force ouverte. Pontrémoli, d'autre part, avait été attaqué par Louis de San-Sévérino, et défendu par les Florentins[1]. Sur ces entrefaites, Michel Attendolo, généralissime des Vénitiens, réunit toutes ses troupes, passa l'Oglio à Ponte-Vico, reprit les châteaux des Crémonais qui s'étaient révoltés, et vint chercher François Piccinino. Ce dernier établit son camp dans une île du Pô, au-dessus de Casal Maggiore, entre les états de Crémone et de Parme. Un pont sur chaque bras du fleuve, le faisait communiquer avec les deux rives. Michel Attendolo, arrivé le 29 septembre 1446 en présence de l'ennemi, essaya d'engager la bataille par quelques escarmouches sur le pont, tandis qu'une partie de sa cavalerie faisait mine de vouloir passer le fleuve à gué, dans l'endroit le plus large. A une assez grande distance de ce lieu, quelques cavaliers avaient découvert un autre gué qui n'était point gardé. Attendolo le fit traverser en silence par un corps nombreux de gendarmes, qui portaient chacun un fantassin en croupe. Tout à coup, ceux qui gardaient le pont et la rive du fleuve furent attaqués à dos par une troupe vénitienne; étonnés de voir des ennemis dans l'île, ils abandonnèrent leur poste en grande confusion. L'armée entière de François Piccinino se mit en déroute sans avoir presque combattu; et son général, donnant aux troupes l'exemple de la pusillanimité, passa le second pont qui communiquait à l'état de Parme, puis il le fit aussitôt couper derrière lui, et il laissa sur l'autre rive quatre mille de ses soldats qui furent faits prisonniers[2].

Tout le pays entre l'Adda et l'Oglio fut conquis rapidement à la suite de cette victoire; toutes les forteresses se soumi-

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 380. — *Cristof. da Soldo, Istoria Bresciana.* p. 834. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 383. — *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 51. — *Crist. da Soldo, Ist. Bresciana.* p. 836. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 1121.

rent, à la réserve de Crême, où Philippe avait placé une forte garnison pour défendre le passage de l'Adda. Cette rivière elle-même n'arrêta point Attendolo; il s'en approcha au travers des marais, sur un point qu'on croyait suffisamment fortifié par la nature, et il y jeta un pont le 6 novembre; par là, il transporta ses troupes dans la Martesana et la campagne de Milan, et il ravagea ces riches plaines qui depuis longtemps n'avaient été visitées par aucun ennemi[1].

Les déprédations de l'armée vénitienne s'étendirent autour de Monza, et jusqu'aux portes de Milan; des troupeaux de captifs enlevés dans les villages, pour tirer d'eux une riche rançon, suivaient les troupeaux de bœufs arrachés aux étables des agriculteurs. Michel de Cotignola ne s'en tint pas à cette incursion passagère : il s'empara de Cassano, il y fortifia une tête de pont, et il y laissa deux mille chevaux avec un corps d'infanterie, pour s'assurer l'entrée du Milanais, au moment où il lui plairait d'y revenir. Il fit ensuite reposer sa cavalerie à Caravaggio; mais son inaction ne rendait point de tranquillité à l'ennemi, puisque d'un moment à l'autre on pouvait s'attendre à le voir paraître de nouveau, et porter plus loin ses dévastations[2].

François Sforza avait mis à profit cette diversion pour relever ses affaires dans la Romagne et le comté d'Urbin. Il y avait été joint, au commencement d'octobre, par Guid' Antonio Manfrédi et Simonéta du camp Saint-Pierre, condottière à la solde des Florentins. Recouvrant alors la supériorité de forces, il avait offert la bataille au patriarche d'Aquilée, qui n'avait pas osé l'accepter; il s'était réconcilié avec son frère Alexandre, par l'entremise de Frédéric de Montéfeltro, et il avait ensuite recouvré par les armes plusieurs châteaux du

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 384. — *Christ. da Soldo, Istoria Bresciana*, p. 837. — *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 52. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 385. — *Crist. da Soldo, Istoria Bresciana*, p. 838. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi.* p. 1128.

comté d'Urbin ou de l'état de Rimini. Cependant l'hiver survint avant qu'il eût obtenu aucun avantage décisif, et les mauvais temps le forcèrent à l'inaction, tandis qu'ils rendirent quelque repos aux sujets du duc de Milan en Lombardie [1].

Les peuples de cette dernière province n'étaient attachés à leur souverain par aucune affection; et comme ils ne lui voyaient point de successeur, ils songeaient moins à le défendre qu'à se concilier les nouveaux maîtres que le sort des armes pourrait leur donner. Philippe n'était donc assuré dans la possession d'aucun de ses états; aussi pendant l'hiver s'adressa-t-il avec instance à tous ses alliés, à tous ses voisins, pour en obtenir du secours. Il rappelait à Alfonse, roi de Naples, le bienfait par lequel il lui avait mis la couronne sur la tête, et il le suppliait de venir soutenir la sienne. Il le pressait de faire passer en Lombardie Raimond Boïle, qui jusqu'alors avait fait, au nom du roi, la guerre dans la Marche, et d'envahir d'un autre côté la Toscane, pour obliger les Florentins à se défendre eux-mêmes, au lieu de mettre toutes leurs forces à la disposition des Vénitiens. Il lui représentait que le sénat de Venise, plus constant qu'aucun monarque dans son ambition, poursuivait depuis plus d'un siècle le projet de conquérir toute la Lombardie; qu'il était plus près d'arriver à son but qu'il ne l'eût jamais été, et que s'il dominait une fois des Alpes aux Apennins, ce corps dont aucune passion personnelle n'égarait les conseils, dont aucun luxe ne dissipait les trésors, asservirait aisément ensuite le reste de l'Italie. Ces craintes, qu'il faisait valoir victorieusement auprès d'Alfonse, n'étaient pas sans quelque influence sur Cosme de Médicis et sur François Sforza eux-mêmes.

Le maintien de l'équilibre de l'Italie n'aurait point été une considération puissante auprès de Charles VII, roi de France,

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 382. — *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 52. — *Guernieri Bernio, Cronica d'Agobbio*, p. 986. — *Barth. Facii.* L. VIII, p. 137.

dont le duc de Milan voulait aussi obtenir les secours. Le monarque de cette contrée, engagé dans de longs démêlés avec l'Angleterre, ne regardait l'Italie qu'avec des yeux distraits, et il aurait vu avec indifférence les conquêtes de la république de Venise, ou l'abaissement de tous ses rivaux. Si même la France tenait par d'anciennes affections à aucun parti, c'était à celui des Guelfes, des deux républiques, et de François Sforza. Visconti ne désespéra point cependant de l'intéresser à sa défense; il envoya à Charles VII Thomas Thébaldi de Bologne, son secrétaire; et pour prix des corps de troupes qu'il lui demandait, il lui offrit la restitution de la ville d'Asti, qui avait précédemment été donnée à la maison d'Orléans, comme dot de Valentine Visconti. Une dernière ambassade enfin fut envoyée à François Sforza lui-même; le duc de Milan demandait à son gendre de prendre sa défense contre les Vénitiens, qui voulaient le dépouiller de tous ses états. Il lui représentait qu'accablé déjà par la vieillesse, et par une infirmité nouvelle qui le privait presque de la vue, il n'avait d'appui naturel que dans le mari de sa fille unique; que c'était à lui qu'il avait destiné son héritage, que lui du moins ne pouvait désirer la ruine des états auxquels il devait succéder un jour [1].

Sforza était alors occupé au siége du château de Gradaria, qu'il fut enfin obligé de lever au bout de quarante jours, faute d'argent et de poudre à canon pour le poursuivre. Il nourrissait un juste ressentiment contre Philippe, l'instigateur d'une guerre qui semblait avoir eu pour but son entière ruine, et qui lui avait déjà enlevé tous ses états. Il savait combien peu il pouvait se fier aux paroles de son beau-père; il avait tout à craindre de sa perfidie, si jamais il devait se trouver à sa discrétion, après avoir abandonné l'alliance des Florentins

[1] *Joannis Simonetæ*. L. VIII, p. 386. — *Macchiavelli, Istor. Fior.* L. VII, p. 202.

et des Vénitiens. D'autre part il sentait combien il lui serait avantageux de se réconcilier avec le duc de Milan; cette réconciliation seule pouvait lui ouvrir l'espérance de recueillir la succession des Visconti, à laquelle il était loin de renoncer. Il savait bien que si les Vénitiens conquéraient une fois la Lombardie, jamais il ne la retirerait de leurs mains; et leur victoire à Casal-Maggiore, qui l'avait d'abord comblé de joie, était devenue ensuite pour lui la source des plus vives inquiétudes. En attendant de pouvoir se décider, il cherchait à gagner du temps par des négociations équivoques; il exposait à ses alliés, par ses ambassadeurs, son dénûment, et les besoins sans cesse renaissants de la guerre. Les Florentins, qui ne redoutaient plus la puissance du duc de Milan, ralentissaient leurs subsides, et les Vénitiens comparaient avec aigreur les désastres continuels éprouvés dans la Marche, avec leurs rapides succès en Lombardie. Lorsque le comte Sforza demandait de nouveaux secours, ils répondaient que leur général Michel Attendolo emploierait bien plus utilement que lui leur argent et leurs munitions pour la cause commune. Le siége de Gradaria où Sforza avait échoué leur avaient coûté, disaient-ils, plus de trésors qu'il ne leur en aurait fallu pour conquérir la moitié de la Lombardie [1]. Une défiance universelle refroidissait les alliés; et Sforza, qui la ressentait, et qui y donnait lieu, ne cessait cependant de solliciter des subsides, non seulement pour en obtenir, mais encore pour que le refus de ses alliés fût un grief qu'il pût faire valoir contre eux, s'il venait à les abandonner [2].

1447. — Le conseiller le plus intime de Sforza, son secrétaire Jean Simonéta, auquel nous devons l'excellente histoire qui nous sert de guide pour toute cette période, assure que Cosme de Médicis, consulté par son maître sur la conduite

[1] *Scipione Ammirato, Storia Fior.* L. XXII. p. 53. — [2] *Joannis Simonetæ.* L. VIII, p. 388.

qu'il devait tenir, exhorta secrètement ce capitaine à ne suivre d'autre règle que son propre intérêt, et à ne point se croire lié envers les deux républiques, qui l'avaient aidé pour leur propre avantage, non pour le sien [1]. Ainsi commençait à se manifester le plan de politique que nous verrons bientôt développer à Médicis, et cette jalousie contre Venise, d'après laquelle il changea toutes les alliances de l'Italie. Au reste, cette exhortation fut reçue avec joie par Sforza, comme une garantie des dispositions secrètes des Florentins; elle l'encouragea dans les projets qu'il avait déjà adoptés, car des conseils d'égoïsme et de mauvaise foi ne sont guère demandés que par ceux qui sont déjà déterminés à les suivre. Cependant ces négociations contradictoires tenaient tous les esprits en suspens; l'Italie entière était dans l'attente de quelque grand événement, lorsque des accidents imprévus changèrent encore les calculs et les sentiments des puissances en guerre.

Le pape Eugène IV, dont l'activité inquiète avait excité de si violentes secousses dans l'état et dans l'Église, mourut à Rome le 23 février 1447. Les austérités monacales auxquelles il se soumettait ont fait oublier aux écrivains ecclésiastiques son mépris scandaleux pour les serments les plus sacrés, sa confiance aveugle dans ses favoris, et sa participation à d'odieuses perfidies. Ils le représentent presque comme un saint [2]. L'histoire ne le considérera que comme un mauvais souverain. Lorsque l'archevêque de Florence s'approcha de lui pour lui donner l'extrême-onction, le pape le repoussa avec vivacité en disant, « qu'il se sentait toujours des forces, que le « moment n'était point venu encore, et qu'il l'avertirait quand « il en serait temps. » Alfonse auquel on rapporta cette anecdote s'écria : « Est-il étrange qu'il ait voulu combattre contre « François Sforza, contre les Colonna, contre moi, contre

[1] *Joann. Simonetæ.* L. VIII, p. 388. — [2] *Vespasiani, Vita Eugenii IV.* T. XXV. *Rer. Ital.* p. 255. — *Raynaldi Annales Eccles.* 1447, § 13, p. 334.

« toute l'Italie, lui qui a bien osé combattre la mort même, « et qui à peine a été vaincu [1] ? » Cette mort cependant pouvait changer toutes les combinaisons de la politique dans l'Italie méridionale, et Alfonse, dès lors moins occupé de la guerre de Sforza, se hâta de se rendre à Tivoli sous prétexte de veiller à la sûreté de Rome, mais plutôt pour exercer plus d'influence sur le conclave, et s'assurer des dispositions du pape futur [2].

D'autre part, les Vénitiens ne doutant plus que le comte Sforza n'eût entamé des négociations secrètes avec le duc de Milan, voulurent prévenir le moment où il se déclarerait contre eux. Ils avaient défendu sa ville de Crémone contre Visconti, comptant qu'elle servirait de boulevard à leurs états de terre ferme; et déjà ils avaient lieu de craindre que cette même ville ne servît de place d'armes pour les attaquer. Ils donnèrent commission à leur général Michel Attendolo de l'occuper. Gérard Dandolo, qu'ils y avaient établi pour commissaire, devait lui livrer une porte, avec l'aide des Guelfes crémonais. Mais le lieutenant de Sforza, également vigilant sur les projets de ses alliés et sur ceux de ses ennemis, déjoua cette menée; il retint tout le monde dans le devoir, et lorsqu'Attendolo parut le 4 mars devant Crémone, il le força à se retirer, avec la honte d'une trahison qu'il n'avait point pu accomplir [3].

François Sforza, qui paraissait hésiter encore les deux partis, fut décidé par cette tentative des Vénitiens; il accepta les propositions de son beau-père : celui-ci lui promit deux cent quatre mille florins d'or par an, pour l'entretien de ses troupes : c'était la somme que les Florentins et les Vénitiens lui avaient payée jusqu'alors. En même temps, Vis-

[1] *Oratio Æneæ Sylvii de morte Eugenii IV, coram Federico III habita*. T. III, P. II. *Rer. Ital.* p. 889. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 53. — *Barth*. L. IX, p. 139.— [3] *Jo. Simonetæ*. L. VIII, p. 389. — *Crist. da Soldo, Istor. Bresciana*. p. 839.

conti lui assura la suprême autorité militaire dans toutes les places de guerre, et sur tous les soldats des états milanais; il lui envoya de l'argent, il lui en fit aussi payer par Alfonse en son nom, et Sforza, sacrifiant ses anciens alliés à son ennemi, commença ses préparatifs pour entrer de bonne heure en campagne[1].

Mais jamais encore on n'avait vu Philippe demeurer longtemps attaché à un même projet. Il n'eut pas plus tôt conclu ce traité avec son gendre, qu'il fut troublé de la crainte de s'être livré à discrétion entre les mains de ce général ambitieux. Il était entouré de conseillers et de généraux formés à l'école de Braccio, et attachés à ce qu'on appelait la faction militaire des *Bracceschi*. Tous voyaient avec une extrême douleur l'agrandissement de Sforza et de son parti, qu'ils regardaient comme le signal de leur propre ruine. Les deux frères Piccinini, Nicolas Guerriéro de Parme, Antoine de Pésaro et Jacques d'Imola, conseillers habituels de Philippe, dès qu'ils entrevirent en lui quelque défiance, s'empressèrent de l'augmenter. Ils prétendirent que Sforza se préparait à entrer en maître dans le Milanais, qu'il promettait d'avance des récompenses à ses soldats, des terres à ses officiers, comme s'il était souverain des états de son beau-père; et ils aigrirent si bien l'âme jalouse de Visconti, que celui-ci fit suspendre les subsides promis à Sforza, et qu'en même temps il lui donna ordre de marcher immédiatement sur Padoue ou sur Vérone, sans s'approcher de Milan, et sans toucher aux frontières de ses états. Comme il apprit aussi que François Sforza avait envoyé son fils et sa fille à Crémone, pour les présenter à leur aïeul, loin de témoigner aucun désir de les voir, il leur fit défendre de passer les frontières du Milanais[2].

François Sforza, étonné de ce changement, craignit d'avoir

[1] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 391. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 682. — *Barth. Facii.* L. IX, p. 140. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 392.

perdit ses anciens alliés, sans en avoir acquis un nouveau. Le plan de campagne qu'on lui proposait, était contraire à toutes les règles de l'art militaire. Ce grand capitaine, trop pauvre pour équiper son armée, trop ballotté par des avis contraires pour prendre un parti, s'arrêtait sur les frontières de l'état d'Urbin, sans pouvoir se décider. Son beau-père perdait, aussi bien que lui, le moment d'agir; mais les Vénitiens savaient en profiter. Dès le commencement du printemps, leur armée ravagea le Crémonais, et le soumit tout entier, à la réserve de la capitale. Elle passa ensuite le pont de Cassano, et Michel Attendolo vint établir son camp à trois milles de Milan. Tandis qu'il ravageait les campagnes, jusqu'aux portes de la ville, devant lesquelles il se présenta souvent [1], il suivait des négociations secrètes avec ceux à qui l'on croyait le plus d'influence sur le peuple. Les Vénitiens annonçaient la mort prochaine de Philippe, avec lequel s'éteignait la maison Visconti, et ils offraient aux Milanais, ou de les recevoir sous leur domination, en leur conservant tous leurs privilèges, ou même de rétablir leur république, s'ils voulaient prendre les armes, sans tarder davantage, et se remettre en liberté [2].

Philippe, pour délivrer sa capitale, n'osait point hasarder un combat; il donna au contraire à ses généraux les ordres les plus précis de contenir leurs soldats dans l'enceinte des villes. D'autre part, le danger et la ruine de ses états lui firent sentir la nécessité de recourir à son gendre. Cette fois il parut mettre de côté sa défiance et ses soupçons; il ne lui imposa plus aucune condition en lui demandant de marcher; il lui fit avancer de l'argent par Alfonse, car lui-même était hors d'état de fournir celui qu'il avait promis. Le roi de Naples, qui désirait se débarrasser du voisinage dangereux d'un condottière, et en délivrer le pape, déclarait qu'il ne payerait l'ar-

[1] *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana.* p. 841. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1125.—*M. A. Sabellico Hist. Veneta.* Deca III, L. VI, f. 187, v.

gent que demandait Visconti qu'autant que Sforza rendrait au pape Nicolas V, successeur d'Eugène IV, la ville d'Iesi qu'il possédait encore dans la Marche, et qu'il renoncerait à une souveraineté pour laquelle tant de sang avait déjà été versé. Le comte, qui voyait son armée lui devenir inutile faute d'argent, qui courait risque de perdre, par son inaction, sa réputation militaire et ses soldats aussi bien que ses états, consentit enfin à abandonner une ville fidèle qui, durant un siége de deux ans, s'était soumise pour lui à de dures extrémités. Il rendit Iesi au pape, et reçut en récompense, des mains d'Alfonse, trente-cinq mille florins, avec lesquels il remonta son armée [1].

Dès le 11 mars, le comte Sforza avait signé, par l'entremise du comte d'Urbin, une trêve avec Sigismond Malatesti, seigneur de Rimini, et il avait ainsi assuré à son frère Alexandre la possession pacifique de Pésaro. Il abandonnait la Marche, en sorte qu'aucun intérêt ne le retenait plus dans les états de l'Église: Le 9 août, il se mit en mouvement, prenant la route de Lombardie; mais arrivé à Cotignola, village d'où il tirait son origine, et où il voulait donner à ses troupes quelques repos, il y reçut, le 15 août, un messager secret de Lionnel, marquis d'Este, qui lui annonçait la mort de son beau-père. Le duc de Milan, toujours invisible pour ses sujets, accessible à peine pour un petit nombre de conseillers et de familiers silencieux, avait été atteint le 7 août d'une dyssenterie; son mal avait été soigneusement caché à tout le monde, et il était mort, le 13 du même mois, à son château de Porta-Zobbia de Milan, avant que personne soupçonnât le danger dont il était menacé [2].

Philippe-Marie, le dernier des Visconti, ducs de Milan,

[1] *Joannis Simonetæ.* L. IX, p. 394. — [2] *Ibid.* L. IX, p. 395. — *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 54. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 684. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 1126.

était d'une très grande taille; il avait été fort maigre dans sa jeunesse; il prit au contraire un extrême embonpoint dans un âge avancé. Son visage était d'une laideur presque effrayante, ses yeux fort grands, mais son regard toujours incertain. Il négligeait sur sa personne tout ce qui pouvait servir à plaire; l'élégance et même la propreté lui semblaient odieuses, et il ne permettait jamais l'accès auprès de lui à ceux qui étaient habillés avec luxe; ses seuls divertissements étaient la chasse et les chevaux; d'ailleurs il était sombre, timide, il craignait les éclairs, les tonnerres, les propos mêmes qui pouvaient le faire penser à la mort; son caractère et sa conduite semblent s'expliquer surtout par sa défiance continuelle de lui-même et des autres [1]. Il redoutait le jugement que porteraient sur lui tous ceux qui pourraient l'approcher. Plutôt que de vaincre cette timidité pour voir l'empereur Sigismond à son passage, il s'exposa à se faire de ce monarque un ennemi irréconciliable. Il ne surmonta cette défiance que lorsque le sort des des princes introduits devant lui se trouva remis entre ses mains. C'est ainsi qu'il vit Charles Malatesti, et ensuite Alfonse d'Aragon, tous les deux ses prisonniers, et qu'il les combla de bienfaits, comme pour les réconcilier à son effrayante figure. Il se dérobait également aux regards des étrangers et à ceux de ses sujets de tout ordre; ce n'était qu'avec une extrême difficulté qu'on parvenait jusqu'à lui; mais s'il consentait enfin à recevoir quelqu'un dans l'audience, il se montrait toujours doux et affable, et tous ceux qui avaient une fois pénétré dans son intérieur acquéraient aisément une grande influence sur lui. Soupçonneux à l'excès envers ceux avec lesquels il ne vivait pas familièrement, il chercha sans cesse, même au milieu de la paix, à les affaiblir, à les ruiner secrètement par la plus odieuse politique; mais il était susceptible d'une con-

[1] *Æneas Sylvius in gestis imperat. Federici III.* — *Benvenuto da San-Giorgio, Istoria del Monferrato.* T. XXIII, p. 711.

fiance durable pour ceux qu'il avait admis à son intimité : aussi le vit-on faux dans ses promesses, perfide dans ses alliances, et fidèle cependant en amitié. Il craignait, il méprisait et il haïssait les hommes en masse; mais il savait assez bien choisir ceux qu'il tenait immédiatement sous ses ordres; il n'employa presque que d'habiles gens comme généraux, comme conseillers d'état et comme ambassadeurs; dans les missions qu'il leur donnait, il ne limitait point leurs attributions avec une défiance jalouse; et dans un siècle où l'honneur et la bonne foi n'avaient plus de pouvoir, où lui-même donnait sans cesse l'exemple de la perfidie, il ne fut jamais trahi par ses ministres ou ses généraux. Souverain sans respect pour l'humanité, sans amour pour ses peuples, fléau de ses propres états et de ceux de ses voisins, il ne fut pas si mauvais homme qu'il était mauvais prince, et l'on trouvait en lui quelque mélange de talents, de vertus et de générosité.

CHAPITRE VI.

Efforts des Milanais pour recouvrer leur liberté ; François Sforza s'engage au service de leur nouvelle république ; ses victoires sur les Vénitiens à Plaisance, à Casal Maggiore et à Caravaggio.

1447-1448.

Depuis plus de quinze ans l'Italie était troublée par des révolutions d'une nature nouvelle ; on y voyait des guerres entreprises sans motifs, poursuivies sans vigueur, abandonnées sans que la paix assurât aucun avantage ; des alliances contractées, rompues, renouvelées, et mille fois violées ; la perfidie dans tous les rapports politiques était devenue la morale du jour ; un crédit dangereux était accordé aux commandants des armées, en même temps que l'art militaire n'était plus ennobli par le but de défendre la patrie ; chaque jour enfin de nouveaux capitaines s'élevaient à une puissance indépendante, traitaient avec les princes en petits souverains, et périssaient ensuite sur l'échafaud, presque toujours sans jugement. Mais cet état de l'Italie, si extraordinaire, si différent de tout ce qui l'avait précédé, de tout ce qui l'a suivi, préparait la grande révolution qui s'accomplit au milieu du xve siècle. On vit alors, et par toutes ces causes, le plus fortuné des

chefs d'aventuriers s'élever sur le premier trône de l'Italie septentrionale; les Sforza succéder aux Visconti, un nouveau système d'équilibre réunir le pouvoir militaire au pouvoir souverain, et le condottière qui obtint la plus magnifique récompense faire disparaître tous les autres.

Ce fut par une insigne perfidie que François Sforza parvint à succéder à son beau-père; mais le siècle avait été tellement corrompu par le manque de foi habituel de la maison Visconti, de tous les petits princes d'Italie et des papes, que ce manque de foi n'était plus une souillure aux yeux de la plupart des hommes. Lorsque Machiavel disait de ce même Sforza, qu'il n'était point retenu par la crainte ou la honte de manquer à son serment, parce que les grands hommes voient de la honte à perdre, non à gagner par la tromperie [1], il exprimait le sentiment de tous ses contemporains plus encore que le sien; et Sforza, qu'il excusait ainsi, passait alors pour l'un des plus loyaux, des plus généreux, des plus fidèles en amitié, parmi les princes de son siècle. Son intime liaison avec Cosme de Médicis, que les Florentins nommèrent le père de la patrie, et que les amis des lettres considèrent comme le restaurateur de la philosophie platonicienne, était également honorable pour l'un et pour l'autre. L'amitié de Sforza était recherchée en même temps par Frédéric de Monte-Feltro, ensuite duc d'Urbin; par Lionnel et Borso d'Este, marquis et ducs de Ferrare; et par Louis de Gonzague, marquis de Mantoue, l'élève de Victorin de Feltre. Le nom de ces princes a été illustré par la protection bienveillante qu'ils accordèrent aux lettres, à la fin du XV[e] siècle; c'est à eux qu'on peut attribuer la découverte de la belle antiquité, la renaissance des arts

1 *Nicolo Macchiavelli delle Istor.* L. VI, p. 212.

et de la poésie. François Sforza était digne de leur être associé, et, nous n'aurons que trop lieu de le remarquer, ces grands princes n'étaient pas, sur l'article de l'honneur et de la moralité, plus exempts de reproches que lui. Il faut plaindre le siècle où le sentiment du juste et du vrai était si oblitéré, qu'un homme né avec une âme élevée ne rougissait plus de la fausseté et de la trahison ; mais, en conservant toute notre horreur pour le vice et pour la bassesse, il faut éviter de faire porter sur un seul homme le blâme et la honte qui appartiennent à toute sa génération.

Ce n'étaient point les prétentions de François Sforza à l'héritage de Philippe-Marie Visconti qui étaient injustes : ses droits étaient aussi fondés que ceux d'aucun autre prétendant, ou plutôt, pas un de ceux qui se présentèrent n'avait aucun droit, excepté la république milanaise. Les Visconti n'étaient que des chefs de parti acceptés par le peuple, et élevés au pouvoir souverain, tantôt par le consentement tacite de la nation, tantôt par l'intrigue ou la force des armes. Jamais ils n'avaient fondé une monarchie régulière et constitutionnelle, où les droits de l'hérédité fussent reconnus. Depuis Othon Visconti, qui commença en 1277 la grandeur de sa maison, jusqu'à Philippe en qui elle finissait, on n'avait pas vu, en cent soixante-dix ans, une seule succession régulière. Tantôt tous les frères avaient régné ensemble, tantôt ils s'étaient partagé les états, tantôt ils s'étaient succédé les uns aux autres, au préjudice des enfants ; toujours le commencement d'un nouveau règne avait été marqué par une révolution. La force seule décidait du droit, la crainte tenait lieu d'amour, et le souverain de la Lombardie aurait été aussi surpris que son peuple, si on lui avait parlé des divers degrés d'hérédité qui ouvraient la succession au trône.

Dans les familles des seigneurs d'Italie, les bâtards étaient mis presque sur le même niveau que les enfants légitimes, et si l'on admettait que la succession des Visconti pût passer aux femmes, la naissance de Blanche n'était point une cause d'exclusion pour elle. Dans la division des états de Jean Galéaz, père du dernier duc, son bâtard Gabriel avait eu une part à peu près égale à celle des enfants légitimes; Lionnel d'Este, qui régnait alors, et ensuite Borso, tous deux bâtards de Nicolas III, furent appelés à la seigneurie de Ferrare et de Modène, au préjudice de leurs frères puînés, issus d'un légitime mariage; la succession de la maison de la Scala s'était transmise jusqu'à sa fin de bâtards en bâtards. Santi Cascèse venait d'être appelé à gouverner Bologne, comme fils adultérin d'un Bentivoglio, tandis que Frédéric de Monte-Feltro, qu'on savait n'être point fils du comte Guido, dont il portait le nom, était reconnu pour seigneur d'Urbin. Dans le fait, les peuples ne considéraient nullement les droits de succession tels qu'ils sont réglés par les lois pour les propriétés privées, mais seulement la garantie que le nouveau chef pouvait donner, par son âge et par ses talents, au parti que sa famille avait toujours dirigé.

Les droits que la maison d'Orléans prétendit tenir de Valentine Visconti, sœur du dernier duc, étaient fondés sur la supposition que la Lombardie était un fief féminin; mais la Lombardie n'était ni un fief, ni une succession ouverte aux femmes. Les droits que les empereurs firent valoir ensuite sur le duché de Milan, comme retombé à la directe de l'Empire par l'extinction de la maison Visconti, n'étaient pas plus légitimes, parce que Milan, avant la fondation du duché, avant même la grandeur de la maison Visconti, était un état libre, quoique membre de l'Empire, et que cet état n'avait jamais appartenu à l'empereur, La couronne

ducale pouvait retourner à celui qui l'avait accordée, mais la souveraineté ne devait pas sortir des mains des Lombards, dont ces ducs n'étaient que les mandataires. Les droits d'Alfonse V, roi d'Aragon et de Naples, appuyés sur un testament vrai ou supposé de Philippe-Marie en sa faveur, étaient aussi invalides, car jamais on n'avait accordé au duc de Milan le droit de disposer, par testament, du gouvernement de ses peuples. Les droits enfin de François Sforza, comme époux de la fille unique du dernier souverain, dans un pays où les filles n'avaient jamais succédé, dépendaient en entier de l'assentiment du peuple. Si les amis des Visconti, si les nobles Gibelins qui avaient voulu donner et conserver un chef à leur parti, croyaient que l'éducation de Blanche au milieu d'eux, que sa succession aux biens patrimoniaux, que l'affection réciproque entre elle et les serviteurs de son père, leur répondaient de sa persistance et de celle de son époux dans les maximes du gouvernement dont ils avaient cherché la garantie, ils étaient bien maîtres de considérer François Sforza, depuis son mariage avec Blanche, comme le représentant d'une famille à laquelle ils avaient consacré leurs épées et leurs fortunes. C'était ensuite de ce même droit qu'ils avaient rendu à Philippe-Marie l'obéissance qu'ils avaient retirée à Jean-Marie son frère; que précédemment ils avaient substitué Jean Galéaz à Bernabos et à ses enfants; que plus anciennement ils avaient choisi tour à tour Azzo, Luchino, et Jean Visconti, sans jamais s'en tenir à la ligne directe de succession. Mais si Blanche n'avait point apporté à Sforza l'affection d'un parti et le dévouement de la majorité dans la nation, elle n'avait aucun droit judiciaire qu'elle pût faire valoir. La république milanaise était seule fondée à réclamer sa souveraineté. Non seulement, lorsqu'elle s'était donné de son propre choix les Visconti pour seigneurs,

elle n'avait point consenti à ce que la souveraineté passât à d'autres familles, elle n'avait pas même reconnu d'autre hérédité dans la maison Visconti, que celle qu'elle sanctionnait par ses suffrages à chaque mutation de règne. Une délibération des conseils avait toujours déféré à chacun des Visconti, l'un après l'autre, le titre et les droits de *seigneur perpétuel de Milan ;* lors même que cette délibération aurait souvent été arrachée par la force, encore donnait-elle seule au titre des seigneurs quelque apparence de légitimité.

1447.—Mais à la mort de Philippe-Marie, les Milanais étaient bien éloignés de chercher un nouveau chef de parti, et de se soumettre à de nouveaux seigneurs. Ils avaient éprouvé tous les malheurs que la tyrannie de maîtres ambitieux peut attirer sur un peuple, et ils accusaient avec douleur la mémoire de leurs ancêtres, qui, trompés par les intrigues de l'archevêque Othon, avaient permis à sa famille de réduire leur patrie en servitude [1]. La maladie de Philippe-Marie était demeurée un secret pour eux. Ce prince, qui s'était toujours rendu invisible à son peuple, et qui n'avait jamais accordé aux ambassadeurs étrangers que des audiences rares et difficiles, avait langui huit jours d'une dyssenterie à laquelle il avait enfin succombé, sans que personne, hors de ses familiers les plus intimes, eût seulement conjecturé qu'il fût indisposé. Le conseil de Milan aurait volontiers caché longtemps encore cet événement, pour ne pas augmenter le courage ou des ennemis qui étaient déjà aux portes de la ville, ou des diverses factions prêtes à éclater. Mais l'ambition et un ancien esprit de parti avaient fait embrasser des déterminations opposées à ces conseillers trop égoïstes pour songer aux droits de leur patrie. L'antique rivalité des écoles militaires de Sforza et de Braccio partageait le conseil. François Landriano et Broccardo Persico, atta-

[1] *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani, apud Grævium, Thesaurus Histor. et Antiquit. Italiæ.* T. II, L. V, p. 609.

chés à la milice de Braccio, voulaient déférer au roi de Naples la souveraineté de la Lombardie. Alfonse, disaient-ils, était le plus riche et le plus puissant des princes de l'Italie; il avait été attaché par une longue alliance à Philippe-Marie, et il en avait reçu des bienfaits qu'il n'avait point oubliés; la reconnaissance qu'il en conservait il la transporterait aux conseillers du duc. D'autre part, André Birago, avec les amis de Sforza et ceux qui avaient servi dans sa milice, faisaient valoir les liens du sang qui attachaient le comte François à Philippe, les promesses du dernier duc, et la succession naturelle d'une fille à son père[1].

Les partisans d'Alfonse l'emportèrent; ils prétendirent exécuter ainsi la volonté que Philippe avait manifestée dans ses derniers moments, et ils livrèrent la citadelle et le château à Raimond Boïle, lieutenant du roi, qui était arrivé depuis peu de la Pouille, avec une petite armée auxiliaire. Les drapeaux aragonais qu'on vit flotter sur la demeure du duc de Milan indiquèrent aux Milanais la mort de leur souverain, en même temps que la révolution qu'un conseil de ministres prétendait opérer; ils avertirent aussi les chefs du parti populaire de songer à la liberté de leur pays.

Quatre citoyens également distingués par leur naissance, leur richesse, leurs talents et leur zèle pour le bien public, Antoine Trivulzio, Théodore Bossi, George Lampugnano et Innocent Cotta, se réunirent pour assurer la liberté de leur patrie, et s'engagèrent par serment à ne jamais permettre qu'elle retombât sous le joug. Au point du jour la ville entière fut remplie de la nouvelle de la mort de Visconti; toutes les boutiques demeurèrent fermées, des chaînes furent tendues dans toutes les rues, et les passages qui aboutissaient au château furent coupés par des fossés profonds. Trivulzio,

[1] *Joann. Simonetæ*. L. IX, p. 397.

Bossi, Lampugnano et Cotta, se partageant les quartiers de la ville, firent assembler le peuple aux six portes, et nommer par chaque porte quatre députés. Un conseil suprême, formé de ces députations, devait représenter la république, et être renouvelé tous les deux mois, comme la seigneurie de Florence. Les quatre instigateurs de la révolution furent nommés les premiers à cette nouvelle magistrature. Pendant ce temps Raimond Boïle, avec les anciens conseillers du duc, avait mandé au château tous les condottiéri qui se trouvaient alors dans la ville, savoir : Guid'Antonio Manfredi de Faenza, Charles Gonzague, Louis del Verme, Guido Torello et les frères San-Severino : il les avait tous engagés à prêter serment à Alfonse; mais à peine furent-ils ressortis de la citadelle, qu'entraînés par le mouvement populaire, ils reconnurent le nouveau gouvernement, et se mirent à la solde de la république qu'on venait de constituer[1].

Cette magistrature nouvelle avait permis que le dernier duc fût porté à la sépulture avec les rites accoutumés; aucun mouvement séditieux ne troubla la marche du cortége; mais de si grands intérêts étaient alors compromis, des craintes si vives, des espérances si variées, des nouvelles si contradictoires se succédaient avec tant de rapidité, que les citoyens, après s'être joints à la pompe funèbre, l'abandonnèrent successivement, que les prêtres eux-mêmes s'en écartèrent, et qu'on eut peine à transporter le corps de Philippe jusqu'au tombeau qui lui était destiné, derrière le grand autel de la cathédrale[2].

La première affaire du nouveau gouvernement devait être de recouvrer les citadelles; car les soldats étrangers qui les occupaient pouvaient être tentés de les vendre aux Vénitiens, et de livrer avec elles l'entrée de la ville. Les bagages de Rai-

[1] *Joann. Simonetæ*. L. IX, p. 398. — [2] *Josephi Ripamontii*. L. V, p. 610. — *Joann. Simonetæ*. L. IX, p. 398.

mond Boïle furent abandonnés au pillage du peuple, en punition de ce qu'il s'était emparé de la forteresse. Les soldats, effrayés de cette exécution, séparés par plusieurs centaines de lieues des armées du roi de Naples, et n'ayant fait aucun préparatif pour soutenir un siége, ouvrirent leurs portes presque immédiatement après. Ceux du château de Porta-Zobbia parurent vouloir faire plus de résistance; cependant, comme ils ne formaient en tout que trois compagnies, ils prêtèrent l'oreille à des propositions d'accommodement. On leur permit de se partager dix-sept mille florins demeurés dans la cassette du prince, et à cette condition ils livrèrent le château. Aussitôt ces deux redoutables citadelles furent démolies par le peuple, et la masse des citoyens n'abandonna point l'ouvrage jusqu'à ce qu'elles fussent rasées jusqu'au sol.

Pendant les mois précédents, des négociations avaient été entreprises, à la sollicitation du nouveau pontife Nicolas V, pour pacifier l'Italie. Un congrès avait été ouvert à Ferrare, sous la présidence du marquis Lionnel et d'un légat du pape; des ambassadeurs des Vénitiens, des Florentins et du duc de Milan, qui traitaient en même temps pour Alfonse, s'y étaient rencontrés. Les propositions diverses, ou d'une trêve fondée sur l'état actuel de possession, ou d'une paix avec restitution mutuelle, avaient été discutées, et ensuite abandonnées au choix de Philippe-Marie, et l'ouvrage du congrès était en quelque sorte achevé[1]. Les magistrats de la nouvelle république de Milan, qui désiraient vivre en paix avec tout le monde, déclarèrent qu'ils voulaient suivre la négociation, et qu'ils accepteraient les conditions déjà arrêtées avec leur duc: mais les Vénitiens, qui voyaient de nouvelles conquêtes se présenter à leur cupidité, rejetèrent cette offre, presque avec dérision. Avant de rendre aux Milanais les états qui avaient

[1] *Nic. Macchiavelli delle Istor.* L. VI, p. 206. — *Barth. Facii.* L. IX, p. 141.

appartenu à Philippe, ils demandèrent la restitution de tous les frais de la guerre et de tous les dommages occasionnés par elle[1]. Ils rompirent ainsi toute négociation, ils se retirèrent du congrès, et ne songèrent plus qu'à se partager les dépouilles du dernier Visconti[2].

Le doge François Foscari, homme ambitieux, qui aimait la guerre, et qui se flattait de signaler son règne par des conquêtes, était alors à la tête des conseils de Venise. Il détermina la république à poursuivre des projets d'agrandissement que les circonstances semblaient favoriser. Cependant ce fut à une politique bien fausse qu'elle sacrifia ses anciennes maximes de justice et de liberté. Les Vénitiens ne devaient pas supposer que les autres états d'Italie, ni leurs alliés eux-mêmes, leur permissent jamais de subjuguer la Lombardie. En s'obstinant à combattre sans provocation la république de Milan, ils la poussèrent sous le joug de Sforza, ils se donnèrent ainsi un voisin plus dangereux encore que ne l'avaient été les Visconti, et, par un enchaînement nécessaire, ils furent la cause première des guerres des Français et des Allemands à la fin du siècle, pour la possession de ce même Milanais; tandis que, si trois républiques puissantes, à Milan, à Venise et à Florence, s'étaient partagé l'Italie supérieure, et en avaient maintenu l'équilibre, cette contrée, bien plus forte et bien plus riche sous une administration paternelle, ne serait jamais devenue la proie des étrangers.

Le gouvernement de Milan, en guerre avec Venise, inquiet de ses rapports avec Florence, et de la conduite que tiendrait le comte Sforza, n'avait pas même succédé à toute la puissance que le dernier Visconti avait exercée. Dans tout le duché, une oppression égale avait donné un désir égal de liberté; dans toutes les villes, le nom de république avait été pro-

[1] *M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VI, f. 188. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 1126. — [2] *Platina, Hist. Mantuan*. T. XX, L. VI, p. 843.

clamé ; mais, dans presque toutes, l'amour de l'indépendance nationale égalait tout au moins l'amour de la liberté politique. Le joug des Milanais était détesté autant que celui des Visconti, et chaque cité qui avait été république voulait le devenir de nouveau. Pavie avait longtemps disputé à Milan le premier rang en Lombardie ; cette ville avait été la résidence favorite de Jean Galéaz, le plus grand des Visconti ; l'orgueil des Pavésans fortifiait leur amour pour l'indépendance, et ils étaient déterminés à tout souffrir plutôt que d'obéir aux Milanais. Le peuple de Pavie nomma des magistrats, se constitua en république, et entreprit aussitôt le siége de la citadelle qui dominait la ville. Une partie du trésor du duc et de ses munitions de guerre était déposée dans cette forteresse ; mais Mattéo Bolognini, qui y commandait, repoussa avec obstination tous les efforts des assaillants. Les villes de Como, Alexandrie et Novare, qui étaient attachées aux Milanais par affection plus que par obéissance, déclarèrent qu'elles suivraient le sort de la nouvelle république ; mais Lodi, que des rapports de commerce et la supériorité de la faction guelfe unissaient aux Vénitiens, repoussa les deux Piccinini, et les força de se réfugier à Pizzighettone ; cette ville envoya ensuite demander à Michel Attendolo une garnison vénitienne, qui y entra le 16 août, cinq jours après la mort du duc[1]. Le château de Saint-Colomban, entre Lodi et Pavie, fut de même remis volontairement aux Vénitiens. Plaisance se trouvait partagée entre quatre factions, dirigées par autant de puissantes familles. Celle des Anguisoli était seule attachée aux Gibelins ; les trois autres, réunies par une même affection pour le parti guelfe, se décidèrent enfin, pour terminer leur lutte, à se soumettre aux Vénitiens. Taddéo d'Este, un des généraux de Venise, prit possession de Plaisance le 20 août, avec quinze

[1] *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana.* T. XXI, p. 843.

cents chevaux, et en peu de jours il soumit également tout son territoire[1]. Parme et Tortone s'érigèrent en républiques; Asti ouvrit ses portes à Renaud du Dresnay, qui en vint prendre possession au nom de Charles, duc d'Orléans, d'après la négociation entamée peu de mois auparavant entre Philippe et Charles VII, et comme dot de Valentine Visconti. Dans toutes les villes on vit rentrer les exilés et les proscrits; partout ils reprirent possession de leurs biens que le fisc s'était appropriés, ou qu'il avait aliénés, et ils en chassèrent l'épée à la main les nouveaux propriétaires[2].

Les chefs de la république milanaise, attaqués par les Vénitiens, abandonnés par la moitié des peuples que gouvernait auparavant le duc, mal obéis par l'autre moitié toutes les fois qu'ils leur demandaient de maintenir l'ordre, de lever des troupes et de payer régulièrement les impôts; menacés par le roi Alfonse, par les Savoyards, par les Français, qui tous annonçaient des prétentions diverses sur l'héritage des Visconti, crurent devoir demander l'assistance de François Sforza, pour n'avoir pas à compter encore ce général parmi leurs ennemis. Sforza avait déjà conduit son armée sur leurs frontières, pour secourir le prince dont ils étaient demeurés les représentants, et cette armée était leur seule espérance. Scaramuccio Balbo offrit à ce grand capitaine, au nom de la république milanaise, de maintenir le traité que Visconti avait signé avec lui. La même paie et les mêmes conditions lui étaient offertes, pour combattre les mêmes ennemis et défendre le même pays. Bientôt Antoine Trivulzio se rendit aussi auprès du général; il ajouta à ces offres la cession des droits des Milanais sur Brescia ou sur Vérone, si Sforza enlevait aux Vénitiens l'une ou l'autre de ces villes. Celui-ci, qui s'était avancé jusqu'à Cré-

[1] *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana.* T. XXI, p. 843. — *Platina Hist. Mantuan.* T. XX, p. 843. — *Annales Placentini Antonii de Ripalta.* T. XX, p. 892. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 399. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VI, f. 188.

mone pour voir quel parti il pourrait tirer des troubles de la Lombardie, accepta sans difficulté les conditions qui lui étaient offertes, quoiqu'il trouvât dur d'obéir à ceux à qui il avait compté commander. Il se prépara donc à la guerre, mais sans déposer l'espérance de forcer un jour les Milanais à reconnaître une autorité qu'il abaissait devant la leur[1].

Le premier service qu'il rendit à la république dont il recevait la solde, fut de faire rentrer dans son alliance les Parmesans qu'il intimida, en s'avançant sous leurs murs. Ceux-ci, pour éviter des hostilités, s'engagèrent à suivre sans exception le sort de Milan, et à reconnaître toujours les mêmes amis et les mêmes ennemis[2]. Sforza confirma ensuite son alliance avec Roland Palavicini, qui lui assura un libre commerce dans ses fiefs. A Crémone il trouva quinze cents cavaliers de Guid' Antonio Manfredi, qui avaient été chassés du Lodésan par les Vénitiens, et qu'il réunit sous ses drapeaux. Se rendant ensuite avec une petite escorte à Pizzighettone, auprès des deux Piccinini, il gagna leur bienveillance par cette preuve de confiance ; il les trouva éperdus dans la révolution universelle, et prêts à traiter avec les Vénitiens, qui, les appelant déjà à partager leurs conquêtes futures, leur offraient, pour récompense de leur défection, de céder Crémone en souveraineté à l'aîné et Crème au second. Sforza sut si bien manier leurs esprits, que, malgré l'antique rivalité entre leurs deux écoles militaires, et malgré leurs offenses mutuelles, il les engagea à rester attachés comme lui à la république milanaise, et à renouveler avec lui, Bossi et Pierre Cotta, députés de cette république, le traité qu'ils avaient fait avec le duc[3]. Sforza passa ensuite l'Adda, le 3 septembre, avec François Piccinino,

[1] *Joannis Simonetæ.* L. IX, p. 401. — *Nic. Macchiavelli, Ist. Fior.* L. VI, p. 205. — *Jos. Ripamontii Histor. urbis Mediolani.* L. V, p. 611. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 401. — [3] *Joannis Simonetæ.* L. IX, p. 403.—*Marin Sanuto, Vite de' Duchi.* T. XXII, p. 1126.

et entra sur le territoire de Lodi. Le général vénitien Michel Attendolo, son parent, qui s'était affaibli par le grand nombre de garnisons qu'il avait été obligé de détacher de son armée, et l'étendue de pays qu'il occupait, ne se sentit pas en état de lui tenir tête, et lui laissa former le siége du château de Saint-Colomban, qui fut pris le 15 du même mois [1].

Les Vénitiens avaient perdu, en dispersant leurs forces, cette supériorité qu'ils avaient toujours conservée sur Philippe depuis la bataille de Casal ; l'étendue de leurs succès avait presque pour eux les conséquences d'une défaite. Pour rétablir leur armée, ils rassemblèrent avec activité toutes les nouvelles levées qu'ils purent tirer de Bergame et de Brescia ; les Milanais d'autre part étaient abandonnés par plusieurs de leurs condottiéri, entre autres par Albert Pie, seigneur de Carpi, qui pilla les palais du duc et les châteaux dont il se trouvait le plus proche, et qui reprit ensuite, tout chargé de butin, le chemin de ses foyers [2]. Sforza fit cependant une recrue importante ; ce fut celle de Barthélemi Coléoni de Bergame, qui, après avoir acquis déjà quelque réputation, avait été arrêté l'année précédente par ordre de Philippe-Marie, et enfermé dans les cachots de Monza. Coléoni trouva moyen de s'en échapper, lorsque la mort du duc rendit son geôlier moins sévère ; et ses anciens soldats, cantonnés à Landriano, l'ayant reconnu dans sa fuite, se rangèrent de nouveau sous ses drapeaux. Sforza le rappela de Pavie, où il s'était réfugié, pour le faire entrer dans l'armée milanaise [3].

Tous les princes qui avaient quelque prétention sur l'héritage des Visconti, ou seulement le désir de profiter de la révolution survenue dans leurs états, s'étaient efforcés de gagner

[1] *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana.* T. XXI, p 843 — [2] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 403. — [3] *M. Ant. Sabellico. Istor. Veneta.* Dec. III, L. VI, f. 189. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia,* p. 1127. — *Anton. Cornazzani, de Vita et Gestis Barth. Cole'.* L. IV, p 18. *apud Burmannum. Thesaurus.* T. IX, P. VI.

à prix d'argent des partisans dans les diverses villes de Lombardie. Celle de Pavie, bien plus occupée de se soustraire à la domination des Milanais que de conserver sa liberté, était alors partagée entre plusieurs factions. On y comptait les partis de Charles VII, roi de France; du Dauphin, son fils, alors brouillé avec ce monarque; de Louis, duc de Savoie; de Jean, marquis de Montferrat, et de Lionnel, marquis d'Este. Tous convenaient que, pour ne pas retomber sous le joug des Milanais, il fallait se donner un maître étranger. Mais si l'intérêt, la corruption et l'égoïsme rendaient les conseils unanimes dans cette absurde détermination, ces mêmes motifs divisaient les suffrages sur le choix du prince. Au milieu de ces intrigues, François Sforza ne s'était pas oublié : un de ses agents, nommé Sceva Curti, s'efforçait de lui concilier les vœux des Pavésans. Dans le même temps, Agnès de Maino, mère de sa femme Blanche Visconti, qui s'était réfugiée dans la forteresse de Pavie, entreprit d'amener au même parti Matthieu Bolognini qui y commandait. Cet officier avait servi autrefois sous les drapeaux de Braccio, ce qui suffisait pour lui donner une prévention contre tous les Sforza. Mais Agnès flatta sa vanité en lui promettant de le faire adopter dans la famille de son gendre, et de lui assurer le titre de comte de Sant-Angelo, avec la souveraineté sur ce château, où Bolognini était né. Ensuite de cette double négociation, huit députés du sénat de Pavie arrivèrent dans le camp de Sforza, au moment où il repoussait avec vigueur une attaque de Michel Attendolo pour délivrer Saint-Colomban; ils lui offrirent la souveraineté de leur état, pour lui et pour ses descendants, avec le titre de comte de Pavie, et ils lui demandèrent la confirmation de priviléges que le nouveau prince se garda bien de contester. Sforza accueillit avec joie cette proposition; la citadelle lui fut livrée en même temps que la ville, et il se rendit en pompe à l'église de San-Siro, cathédrale

de Pavie, pour rendre grâces à Dieu de sa nomination[1].

Les Milanais avaient été avertis de cette négociation, et ils avaient vainement cherché à l'arrêter, en représentant à Sforza que son traité avec eux l'obligeait à conserver à la ville de Milan tous les états qui appartenaient au précédent duc. Le général répondit que s'il avait hésité à accepter les propositions qu'on lui faisait à Pavie, cette ville aurait passé au pouvoir de quelqu'un des puissants souverains qui s'en disputaient la possession. Il n'avait, ajoutait-il, aucun moyen de la réduire par la force, et il valait mieux pour les Milanais qu'elle se fût de bon gré soumise à un ami et à un allié, que de faire cause commune avec leurs adversaires. En même temps, il leur livra, pour les apaiser, le château de Saint-Colomban qu'il venait de soumettre. Ses projets ambitieux se montraient dès lors presque à découvert; mais les Milanais, qui avaient cru devoir l'employer, quoiqu'ils se défiassent de lui, ne voulurent point l'aliéner, encore que leur défiance fût augmentée, puisqu'ils avaient toujours le même besoin de son assistance. De son côté, Sforza, en garnissant de troupes les châteaux du territoire de Pavie, donna ordre de ne point molester ceux dont les Milanais ou dont le duc de Savoie s'étaient déjà emparés dans la Lomelline, et de maintenir, autant qu'il serait possible, la paix avec ce dernier voisin. Il fit aussi armer à ses frais, à Pavie, quatre galions qu'il fit descendre le Pô pour attaquer Plaisance, afin de gagner ainsi la bienveillance de la seigneurie de Milan[2].

Sur la nouvelle de l'occupation de Pavie, le gouvernement milanais envoya de nouveau demander la paix aux Vénitiens, en offrant les conditions les plus avantageuses; de nouveau ses propositions furent repoussées avec une arrogance imprudente. L'état des ducs de Milan semblait alors abandonné au

[1] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 407.—*Macchiavelli, Ist. Fior.* L. VI, p. 212.—[2] *Joann. Simonetæ.* L. IX, p. 408. — *Jos. Ripamontii, Hist. Mediol.* L. V, p. 611.

pillage : tous ses voisins voulaient s'enrichir des dépouilles d'un prince qui les avait si longtemps fait trembler. Lionnel, marquis d'Este, s'était emparé de Castel-Novo et de Cupriaco, et les San-Vitali, qui lui étaient dévoués, intriguaient à Parme pour lui faire ouvrir les portes de cette ville. Les Corregi s'étaient emparés de Bresello; les Génois, longtemps déchirés par des factions qui leur avaient fait perdre toute influence sur le reste de l'Italie, s'étaient réunis à temps sous leur nouveau doge, Janus de Campo Fregoso, pour occuper Voltaggio, Novi et plusieurs châteaux, et pour menacer Tortone. Le duc Louis de Savoie, fils de l'anti-pape Félix V, sollicitait les bourgades des territoires d'Alexandrie, Novare et Pavie, de lui ouvrir leurs portes, et leur offrait pour récompense la diminution des impôts, ou même une exemption absolue. Jean, marquis de Montferrat, mettait en œuvre les mêmes séductions sur les frontières de ses états; mais une attaque plus redoutable que toutes les autres était celle de Renaud du Dresnay, gouverneur d'Asti pour le duc d'Orléans, qui envahissait les frontières milanaises au nom de son maître, avec une armée française.

Charles d'Orléans était fils de Valentine Visconti, sœur aînée du dernier duc. Si le duché de Milan avait été héréditaire pour les femmes, si leur droit de succession avait été reçu en Italie, dans les souverainetés fondées par les villes, Charles aurait été en effet l'héritier naturel de Philippe; mais sa prétention n'était d'accord ni avec les lois de l'état ni avec l'opinion publique [1]. Cependant il avait pour lui l'ancienne

[1] On ne trouve dans toute l'histoire d'Italie aucun exemple d'une *seigneurie* ou *principauté* (et par ce nom on désignait une souveraineté non féodale, élevée dans le sein d'une république) qui ait passé à une femme. Le Montferrat avait bien passé, par les femmes, de la maison des anciens marquis aux Paléologues; mais c'était de tout temps un fief impérial, non pas une seigneurie; et comme son origine était différente, ses lois l'étaient aussi. Le royaume de Naples, également régi par des lois féodales, était héréditaire pour les femmes. La première charte, pour l'institution du duché de Milan, ne règle point l'ordre de succession, et paraît confirmer les lois déjà établies dans la famille Vis-

alliance des Guelfes avec la maison de France, et la puissance du roi Charles VII. Asti, offert aux Français par Philippe-Marie, après le désastre de Casal Maggiore, pour obtenir à ce prix des secours, avait été livré à du Dresnay la veille même de la mort du duc, sur un ordre surpris peut-être à sa faiblesse, depuis qu'il était accablé par la maladie [1]. Ce lieutenant du duc d'Orléans avait profité de la situation d'Asti, à l'entrée de la Lombardie, pour y rassembler trois mille chevaux, tirés du Lyonnais et du Dauphiné, et pour attaquer ensuite le territoire d'Alexandrie. Plusieurs forteresses de cette province, et le faubourg même de Bergolio, au-delà du Tanaro, avaient été déjà livrés entre ses mains. Les Milanais avaient mis en garnison un millier de chevaux dans la ville, et ils attendaient que l'hiver décourageât les Français, avant de les attaquer [2].

Cependant François Sforza, qui venait d'accepter secrètement l'hommage de Tortone, somma du Dresnay de respecter le territoire de cette cité et celui de Pavie, puisque ces deux villes étaient à lui. Il était résolu, déclara-t-il, de défendre ses nouveaux états contre toute attaque; mais il ne pouvait s'attendre à ce que la cour de France eût l'intention de dépouiller un général qui avait, ainsi que son père, combattu pendant trente ans pour la maison d'Anjou, et qui avait perdu pour cette maison tous ses états dans la Pouille et la Marche d'Ancône [3].

De cette manière, Sforza évita de se commettre lui-même avec les Français, et il les laissa s'épuiser au siége de Bosco,

conti; mais une seconde charte, donnée à Prague par Wenceslas, le 13 octobre 1296, limite la succession aux mâles, fils de mâles, nés d'un légitime mariage, et, à leur défaut, aux descendants naturels du sexe masculin de Jean Galéaz, autant qu'ils auraient été solennellement légitimés par l'empereur. Aucune femme n'est appelée, dans aucun cas, à la succession. *Annales Mediolanenses*. T. XVI, cap. 158, p. 828. — [1] *Joann. Simonetæ*. L. X, p. 411. — *Enguerrand de Monstrelet Chron.* Vol. III, p. 5. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. X, p. 413. — [3] *Ibid.* L. X, p. 414.

château près d'Alexandrie, qui leur avait fermé ses portes, tandis que lui-même poursuivait le siége de Plaisance. Mais lorsque Bosco, après une longue résistance, se vit près d'être réduit à capituler, les Milanais envoyèrent Barthélemi Coléoni et Astorre Manfredi, fils de Guid' Antonio, au secours de cette forteresse, avec environ quinze cents chevaux. Un corps à peu près de même force était sorti d'Alexandrie, sous la conduite de Jean Trotti, et tous deux attaquèrent les Français, le 11 octobre, par des chemins différents, en même temps que la garnison de Bosco faisait une sortie. Les Français, se partageant de leur côté pour combattre leurs ennemis, renversèrent le corps de Trotti, poursuivirent sans quartier ses soldats, et, au lieu de faire prisonniers ceux qui offraient de se rendre, ils les égorgèrent. On compta quatre cents morts sur le champ de bataille, ce qui, pour des corps si peu nombreux, et au milieu de guerres presque toujours terminées sans effusion de sang, parut une effroyable boucherie et une calamité sans exemple. Mais, pendant ce temps, Coléoni et Astorre Manfredi avaient attaqué l'autre aile, que du Dresnay commandait en personne; ils l'avaient enfoncée, poursuivie jusque dans ses retranchements, et obligée de poser les armes. Du Dresnay demeura prisonnier avec ses soldats. Lorsque ces captifs furent conduits à Alexandrie, ils trouvèrent la ville entière dans le deuil, pour la défaite du bataillon de Trotti; on ne respirait que vengeance contre des barbares qui, foulant aux pieds les lois de la guerre, n'avaient point voulu faire de prisonniers; on arracha ceux qui s'étaient rendus aux soldats de Coléoni et de Manfrédi, et on les massacra presque tous[1].

Sforza, qui s'était tenu éloigné des Français, se préparait,

[1] *Joann. Simonetæ.* L. X, p. 429.—*M. A. Sabellico, Ist. Veneta.* Dec. III, L. VI, f. 189. —*Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1127.—*Ant. Cornazzani de vita et gestis Barth. Colei.* L. IV, p. 20.

pendant ce temps-là, à reconquérir Plaisance. Il avait auparavant tenté vainement d'attirer à un combat Michel Attendolo, général des Vénitiens, et il crut peut-être l'y déterminer, en entreprenant lui-même un siége important. Plaisance était, après Milan, la plus grande ville de Lombardie; ses murailles étaient épaisses, flanquées de tours, entourées d'un double fossé, et fortifiées de place en place par des boulevards de nouvelle construction. La garnison était composée de deux mille hommes de cavalerie et de deux mille fantassins; dans la bourgeoisie, six mille hommes choisis avaient pris les armes, et leur haine pour les Milanais, leur crainte d'être sévèrement punis de leur défection, répondaient de leur fidélité. Sforza, comme gendre et représentant de Visconti, avait, il est vrai, un grand parti dans le corps de la noblesse: les Anguisola, les Landi et les Arcelli, avec la faction gibeline, lui étaient dévoués; mais presque tous s'étaient retirés dans leurs fiefs, à la campagne [1]. L'armée avec laquelle ce général entreprenait l'attaque d'une si grande ville n'était pas beaucoup plus nombreuse que celle qui était renfermée dans ses murs. Les pluies de l'automne, qui avaient commencé, rendaient les opérations du siége plus difficiles; d'ailleurs, on armait à Venise des galions destinés à remonter le fleuve et à secourir Plaisance.

Assiéger une ville, c'était alors surtout couper la communication entre elle et les campagnes: comme Plaisance avait quatre portes, Sforza partagea son armée en quatre corps, pour en placer un devant chacune de ses issues; il l'établit dans une redoute bien fortifiée, et il se contenta de combler les fossés, dans tout l'espace qui séparait une redoute d'avec l'autre, et d'égaliser le terrain, pour que ces corps détachés pussent aisément communiquer entre eux. Au-dessous de la

[1] *Joann. Simonetta.* L. X, p. 419. — *Annales Placentini Antonii de Ripalta.* T. XX, p. 891.

ville, il fit placer à l'ancre, au milieu du fleuve, les quatre galions qu'il avait fait équiper à Pavie. C'était en remontant le Pô que Michel Attendolo avait compté faire passer des renforts à Taddée d'Este, qui commandait dans Plaisance; mais les galions de Sforza opposèrent une vigoureuse résistance à cette attaque, et rendirent vains tous les efforts des Vénitiens.

L'emploi de l'artillerie n'était alors guère mieux entendu que l'art d'investir une place; le plus souvent elle était dirigée contre les rangs des ennemis, plutôt que contre les murs; cependant Sforza fit placer en batterie trois de ses plus grosses bombardes contre la tour qui remplaçait l'ancienne porte Cornelia, et contre la courtine qui communiquait à la tour prochaine. Il battit en brèche ce mur et ces deux tours pendant plus de trente jours, et ce qu'on regardait alors comme une prodigieuse activité dans l'artillerie, chacune de ses bombardes tirait jusqu'à soixante boulets dans une nuit [1].

Michel Attendolo n'avait rien négligé pendant ce temps pour opérer une diversion puissante : il poussa ses ravages dans les territoires de Milan et de Pavie, espérant que les plaintes de ces deux villes rappelleraient le comte François à leur secours. Comme il ne put l'ébranler par là, il vint mettre le siége devant le fort château de Saint-Colomban; Sforza fit alors jeter un pont de bateaux sur le Pô, au-dessus de Plaisance; par là il se trouvait maître de tomber à l'improviste sur l'armée d'Attendolo; c'en fut assez pour engager celui-ci à se retirer. Sforza était très bien servi par ses espions, il était averti de tous les mouvements, souvent de tous les desseins de son adversaire, et il se trouvait toujours sur son chemin pour l'arrêter [2].

Les deux tours, aussi bien que la courtine qui les unissait,

[1] *Ant. de Ripalta Ann. Placentini.* p. 895. — *Joann. Simonetæ.* L. X, p. 432. —
[2] *Joann. Simonetæ.* L. X, p. 422, 425.

avaient enfin été renversées par les coups répétés des bombardes; les débris des tours, en tombant dans le fossé, l'avaient comblé en partie, et ils avaient rendu la brèche praticable, lorsque Sforza résolut de livrer un assaut le 16 novembre. Il donna sa flotte à conduire à Charles de Gonzague; les pluies avaient gonflé les eaux du Pô et de la Trébia, et les galions purent venir raser les murs, vers la fontaine d'Auguste ou Forusta, qui sert de port à Plaisance. Manfredi et Louis del Verme furent chargés d'attaquer les murailles, entre la porte de Saint-Raimond et celle de Sublata; et Sforza, pour profiter de l'émulation entre sa troupe et celle de Braccio, unit ses soldats à ceux que conduisaient les frères Piccinino, et se chargea avec eux de monter à la brèche [1].

Sforza avait réservé tous ses plus vieux cuirassiers, tous ceux qu'il croyait les moins agiles, pour attendre à cheval, auprès de la brèche, le moment où ils pourraient donner, ou repousser une sortie. Les plus jeunes et les plus lestes avaient mis pied à terre et marchaient à la tête des assaillants. Outre les deux fossés extérieurs qui couvraient le mur, et qui avaient presque été comblés par des décombres, Taddée d'Este, commandant de la place, et Gérard Dandolo, provéditeur vénitien, en avaient fait creuser un troisième. Les assaillants, arrêtés par cet obstacle, reçurent l'ordre d'y porter chacun un fagot; mais une grêle de pierres et de balles les en écartait, et bien peu d'entre eux purent arriver jusqu'au fossé avec leur charge.

Cependant un avant-toit élevé la veille pour couvrir des travailleurs, et qu'on n'avait pas abattu, apparemment parce que le travail qu'il couvrait n'était pas encore achevé, formait comme une espèce de pont, sur lequel deux hommes auraient pu passer de front au-delà du fossé. Ce pont, il est vrai,

[1] *Joann. Simonetæ.* L. X, p. 433. — *Platinæ Hist. Mantuan.* L. VI, p. 844.

était défendu par les plus vaillants parmi les assiégés, et un angle de mur couvrait des arquebusiers qui le balayaient de leurs balles. On combattit longtemps autour de ce pont : Sforza, qui en était fort près, eut son cheval tué sous lui d'une coulevrine ; ses soldats, en le voyant tomber, le crurent mort, et commencèrent à lâcher le pied ; mais Sforza reparut bientôt sur un autre cheval, et leur rendit le courage. En même temps il fit pointer un canon contre l'angle de mur qui couvrait les arquebusiers ; cet angle ayant été renversé d'un seul coup, et ayant écrasé plusieurs de ses défenseurs, les assaillants profitèrent de ce moment d'effroi pour se précipiter au travers du pont, pour garnir le parapet, et s'étendre des deux côtés de la brèche dans le chemin couvert qui longeait le mur. Bientôt ils arrrivèrent à la porte de Saint-Lazare, qu'ils firent ouvrir. Sforza y entra à cheval, à la tête de ses gendarmes ; Taddée d'Este, Gérard Dandolo et Albert Scotto, voyant la ville perdue, se retirèrent avec la garnison dans la citadelle, qui ne résista pas longtemps. Les bourgeois, découragés par leur retraite, abandonnèrent la défense des murs ; et deux heures avant le coucher du soleil, la ville fut de toutes parts ouverte aux vainqueurs[1].

Dans l'état où se trouvait alors l'art militaire, la prise d'assaut d'une aussi grande ville était un événement presque inouï. On n'avait jamais cru que de fortes murailles pussent être ébranlées et renversées par le canon, que des fossés pussent être franchis en dépit de leurs défenseurs, qu'une armée enfin pût être forcée à combattre, non pas seulement dans une ville, mais dans les simples retranchements d'un camp. Lorsqu'on se souvient de la détresse où le même Sforza s'était trouvé dans l'Ombrie, l'année d'auparavant, parce qu'il ne s'était pas senti en état de forcer les portes du moindre petit

[1] *Joann. Simonetæ Hist. Franc. Sfortiæ.* L. X, p. 436. — *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana.* T. XXI, p. 845.

château, on conçoit quel triomphe c'était pour lui d'être entré par la brèche dans une ville qui, pour l'étendue et la force des murailles, était réputée la seconde de Lombardie. Mais cet événement mémorable, et qui glaça l'Italie d'effroi, montre sous un point de vue bien odieux ces lois de la guerre dont les Italiens vantaient l'humanité. Tandis que le métier des soldats n'était plus qu'un jeu, où ils exposaient à peine leur vie, les citoyens demeuraient en butte, dans leurs défaites, aux plus effroyables calamités. Plaisance fut abandonnée au pillage; non seulement toutes les maisons furent dévastées, mais encore on permit aux soldats d'arracher aux propriétaires, par d'horribles tourments, la découverte de leurs trésors cachés, de soumettre les femmes et les filles des vaincus aux derniers outrages, de réduire en esclavage dix mille citoyens, et de les vendre au plus offrant; enfin d'employer les quarante jours que l'armée demeura dans Plaisance, à dépouiller les maisons de leurs meubles, de leurs ferrements, de leurs bois de charpente, pour les charger sur le Pô, et les vendre dans les villes voisines. C'est ainsi que fut accomplie la ruine de cette grande cité; jamais depuis cette affreuse calamité elle n'a pu se relever au rang que sa population et sa richesse lui avaient fait occuper autrefois[1].

1448. — Après avoir dépouillé Plaisance de tout ce qui pouvait être de quelque valeur, François Sforza mit son armée en quartiers d'hiver, et il vint lui-même à Crémone, au commencement de l'année suivante, avec deux cohortes seulement, L'armée vénitienne était cantonnée entre l'Oglio, le

[1] Antonio de Ripalta, l'auteur des Annales de Plaisance, après avoir perdu son bien, ses livres et ses propres écrits, fut aussi réduit en captivité; mais son maître, le général des galères, lui rendit sa liberté, à cause de sa réputation littéraire. Ses fils, après avoir été vendus, réussirent à s'échapper. *Annales Placentini.* T. XX, p. 896. — *Joann. Simonetæ.* L. X, p. 438.—*Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 688. On peut joindre l'exemple de Plaisance à tous ceux que présente l'histoire pour prouver que ce n'est point au christianisme qu'il faut attribuer l'abolition de l'esclavage; elle n'a été accomplie que par la philanthropie du XVIIIe siècle.

Mincio et l'Adige, et la flotte de trente-deux galions, que le sénat de Venise avait fait armer pour la délivrance de Plaisance, avait jeté l'ancre près de Casal Maggiore [1]. Un court repos suspendait les opérations militaires; mais les négociations et les intrigues continuaient avec un redoublement d'activité. La même armée de Barthélemi Coléoni, qui avait battu les Français à Bosco, s'était approchée de Tortone, et avait forcé cette ville à renvoyer le commandant que lui avait donné François Sforza, pour en recevoir un du sénat de Milan [2]. François Sforza dissimula son ressentiment; c'était contre la foi de son traité avec les Milanais qu'il avait accepté pour lui-même le gouvernement de Tortone; c'était par une violence que ce commandement lui était ôté ensuite. Ces deux événements étaient bien propres à confirmer la défiance mutuelle; mais il convenait toujours à ce général d'employer l'argent et les ressources des Milanais pour résister aux Vénitiens et aux Français qui voulaient occuper l'héritage de Philippe Visconti; il convenait aussi toujours au sénat de Milan d'employer à sa défense les talents et l'armée du plus habile général de l'Italie, encore qu'il se défiât de lui.

La paix aurait été cependant bien préférable à une alliance si suspecte. Les Piccinini, toujours jaloux de Sforza, essayèrent de la négocier par l'entremise du provéditeur vénitien Gérard Dandolo, qu'ils avaient fait prisonnier à Plaisance, et qu'ils relâchèrent. Après ces premières ouvertures, la ville de Bergame fut choisie pour le lieu des conférences; le sénat de Milan y envoya Oldrade Lampugnani, Jean Melzi, Ambroise Alciati, et Franchi Castiglione, pour traiter avec les Vénitiens [3]. La prise de Plaisance avait découragé ces derniers, et ils consentirent à signer des préliminaires qui conservaient à chaque puissance ce qu'elle avait conquis pendant la guerre.

[1] *Joann. Simonetæ.* L. X, p. 440. — [2] *Ibid.* L. X, p. 431. — [3] *Ibid.* L. XI, p. 442. — — *Cristof. da Soldo, Istor. Bresciana.* T. XXI, p. 846.

Mais ce traité, pour avoir force de loi, devait passer dans le conseil des huit cents à Milan; et François Sforza, qui y voyait la ruine de toutes ses espérances, profita de ce que la négociation commençait à devenir publique pour la troubler.

Parmi les fondateurs de la liberté milanaise, on voyait déjà se former deux partis : Trivulzio était attaché par ses alliances aux anciens Guelfes, Bossi et Lampugnani l'étaient aux Gibelins. Le premier désirait avec vivacité un traité de paix qui protégeât la république autant contre son général que contre ses ennemis; les autres, séduits par les insinuations de Sforza, et par les sourdes intrigues qu'il faisait agir, redoutaient l'ancienne alliance des Guelfes avec Venise, et le crédit que la paix donnerait à leurs adversaires. Ils représentaient tout le danger d'un traité qui laisserait aux Vénitiens Bergame d'une part, Lodi de l'autre, ainsi que la tête du pont de Cassano, et plusieurs forteresses sur la rive droite de l'Adda. Ils répétaient que Milan resterait alors à la discrétion d'un sénat ambitieux et perfide, qui avait souvent montré son peu d'estime pour la foi publique. De nombreux agents de François Sforza répétaient parmi le peuple qu'un semblable traité était honteux, après la victoire de Plaisance. Ils disaient qu'une paix aussi peu sûre était pire que la guerre. Le jour où le conseil des huit cents fut assemblé pour prendre le traité en considération, toute la porte de Côme, ou la sixième partie de la ville, fut mise en mouvement par Théodore Bossi et George Lampugnani; les insurgés protestèrent à grands cris contre la paix. Érasme Trivulzio, effrayé, fut obligé d'y renoncer lui-même, et le conseil des huit cents, qui pouvait sauver la Lombardie par un acte de modération, perdit la république en votant la guerre [1].

Pour ne pas fournir des arguments nouveaux à ceux qui

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XI, p. 443. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 613.

voulaient la paix, François Sforza s'abstint de demander les arrérages considérables qui étaient dus à son armée, d'autant plus que ses soldats s'étaient enrichis par le pillage de Plaisance, tandis que le trésor de Milan était presque épuisé ; mais d'autres condottiéri ne tardèrent pas à faire sentir aux Milanais toutes les difficultés de leursituation. Char les de Gonzague et Astorgio Manfrédi prétendirent tous deux avoir fini le temps de leur engagement, et ne voulurent point le renouveler. Le premier se retira dans le Mantouan, et l'autre dans l'état de Faenza, avec tous leurs soldats.

Il importait à François Sforza de confirmer, par de nouveaux succès, les Milanais dans leur décision en faveur de la guerre. Il rassembla donc son armée, le premier mai, entre Crème et Pizzighettone ; il donna à chacun de ses soldats un florin du Rhin, et des vivres pour dix jours, et il entreprit avec eux le siége des châteaux que les Vénitiens possédaient sur la rive droite de l'Adda. Trivilio, Cassano, Melzi et Ripalta Secca leur furent enlevés successivement, après quelques jours de siége[1]. Il ne leur restait plus guère, entre l'Adda et Milan, que Caravaggio et Lodi ; aussi les Milanais désiraient-ils ardemment attaquer cette dernière ville. Sforza, au contraire, souhaitait en secret qu'elle restât aux mains des ennemis, pour tenir le sénat et le peuple de Milan dans une inquiétude continuelle. Aux sollicitations qu'on lui adressait pour qu'il entreprit le siége, il répondit qu'il devait songer à se mettre en défense contre la flotte vénitienne. Cette flotte, armée dès l'année précédente, était composée de trente-deux galions. André Quérini, qui la commandait, avait remonté le Pô, de Casal Maggiore à Crémone. Il avait attaqué le pont de bateaux qui couvrait cette ville et la flotte milanaise ; ce pont avait été défendu avec beaucoup de courage par Blanche

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XI, p. 444. — *Cristof. da Soldo. Istor. Bresciana.* T. XXI, p. 847. — *Jos. Ripamontii Histor. urbis Mediolani,* L. V, p. 614.

Visconti, qui était demeurée à Crémone, et qui, dans cette occasion, s'était montrée la digne femme d'un héros. Mais on devait s'attendre à ce que l'attaque de Quérini fût renouvelée; et si le pont de bateaux était une fois rompu, le Pô restait ouvert aux Vénitiens jusqu'à Pavie, la flotte milanaise était perdue, et toute la Lombardie méridionale demeurait exposée au pillage. François Sforza fit valoir ces considérations dans un conseil de guerre qu'il avait assemblé, et il proposa de conduire son armée à Crémone [1]. Les frères Piccinini soutinrent l'avis contraire au sien; ils démontrèrent qu'un simple détachement suffirait pour mettre Crémone en sûreté; qu'une armée de terre ne pourrait jamais forcer une flotte au combat, même sur un fleuve, en sorte que Quérini pourrait, s'il le voulait, tenir Sforza en échec pendant toute la campagne; tandis qu'il importait aux Milanais de profiter de leur supériorité pour mettre en sûreté leur territoire. Le siége de Lodi fût donc résolu : cependant Robert de San-Severino et Manno Barile furent envoyés à Crémone avec un corps de cavalerie. On permit aussi à Sforza d'engager au service des Milanais Guillaume, frère du marquis de Montferrat, pour remplacer Barthélemi Coléoni, qui avait déserté le 15 juin avec quinze cents gendarmes, et qui avait passé au service des Vénitiens [2].

La juste défiance que les conseils de Milan avaient conçue de Sforza leur avait fait exiger de ce général qu'il attendît leurs ordres pour toutes les opérations militaires un peu importantes; et Sforza, qui cherchait à les endormir dans la sécurité, avait montré pour eux beaucoup de déférence. Cependant les sénateurs milanais entendaient mal l'art de la guerre, et la lenteur de leurs ordres pouvait compromettre le sort de l'armée. Aussi, lorsqu'au commencement de juillet Michel Attendolo passa l'Oglio et ensuite l'Adda, Sforza, le

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XI, p. 446. — [2] *Ibid.* L. XI, p. 447. — *Jos. Ripamontii. Hist. urbis Mediol.* L. V, p. 646.

voyant approcher de lui, demanda avec instance et obtint du sénat des pouvoirs illimités[1].

Son intention était de surprendre près de Crémone la flotte d'André Quérini; mais celui-ci, à son approche, se retira devant Casal Maggiore, dans ce même bras du Pô que l'armée vénitienne avait franchi deux ans auparavant, et où celle de Philippe avait éprouvé une si complète déroute. La flotte vénitienne paraissait couverte dans ce lieu, d'un côté par la bourgade même de Casal Maggiore, qui contenait une très nombreuse garnison, de l'autre par l'île. Quérini avait de plus fortifié l'entrée supérieure du canal par des palissades et des chaînes, en sorte que ce bassin était devenu pour ses vaisseaux comme un camp retranché. Mais les meilleurs généraux ne se faisaient point encore alors une idée précise de la portée de l'artillerie; les bombardiers de Sforza reconnurent qu'aux deux extrémités de Casal Maggiore on pouvait planter deux batteries qui porteraient en plein sur la flotte. Ils les y établirent en effet, et commencèrent bientôt à percer les flancs des vaisseaux par leurs pierres et leurs boulets. En même temps la flotte milanaise, faisant le tour de l'île, s'était venue présenter à l'ouverture inférieure du canal, pour le fermer aux Vénitiens. Blaise d'Assereto, le même Génois qui avait remporté la mémorable victoire de Ponza, commandait cette flotte. Tout en exécutant la manœuvre qui lui était prescrite par Sforza, il lui représenta que ses vaisseaux étaient fort inférieurs et en grandeur et en nombre à ceux de l'ennemi, et qu'ils seraient bientôt écrasés si Quérini voulait sortir. Mais Sforza fondait tout son espoir dans cette attaque sur le danger apparent auquel lui-même s'exposait, danger qui devait engager ses adversaires à l'attendre, et sur un calcul exact du temps qu'il lui fallait pour venir à bout de son entreprise.

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XII, p. 449. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 616.

Michel Attendolo avait été rappelé de son invasion dans le Milanais par la marche inattendue de Sforza; il se hâtait de repasser l'Adda pour venir au secours de la flotte, et à la fin de sa journée il n'était plus qu'à sept milles de distance, lorsqu'il envoya des messagers à André Quérini, pour l'exhorter à tenir bon, malgré le feu de l'artillerie, et à ne point abandonner son poste ; car Sforza allait se trouver pris entre l'armée vénitienne, égale en nombre à la sienne, le bourg de Casal Maggiore, où il y avait huit mille combattants, et la flotte, en sorte qu'il ne pourrait éviter sa destruction. Lorsqu'on sut dans le camp de Sforza l'approche d'Attendolo, tous ses généraux, et surtout les Piccinini, dont la jalousie accroissait encore la défiance, le sollicitèrent de se retirer à temps d'un danger si imminent. L'armée même paraissait frappée de terreur ; Sforza seul, osant préjuger la conduite de ses ennemis d'après ce qu'il connaissait du caractère de Michel Attendolo et de celui des provéditeurs vénitiens qui l'accompagnaient, assura son conseil de guerre qu'ils ne hasarderaient rien, et qu'ils ne l'attaqueraient point pendant la nuit, après s'être fatigués par une longue marche; en sorte que, contre l'avis de tous, il demeura en place.

Quelques heures plus tôt, André Quérini aurait pu sortir sans difficulté du canal; il y demeura sous le feu des batteries, pour retenir Sforza, et lorsqu'il sentit ensuite la nécessité de mettre sa flotte en sûreté, il ne put plus la faire manœuvrer ; ses meilleurs vaisseaux étaient démâtés et criblés de boulets ; beaucoup de matelots et de soldats avaient été tués, beaucoup d'autres s'étaient réfugiés sur le rivage, et l'exemple des premiers excusant la lâcheté des autres, bientôt il ne resta presque plus personne à bord de ces bâtiments. Sforza, découvrant l'état de cette flotte, en fit enlever deux vaisseaux qui se laissèrent conduire jusqu'aux siens sans opposer aucune résistance. Cette première capture, faite aux yeux de toute l'armée, lui

rendit du courage ; les soldats de Sforza passèrent joyeusement la nuit sous les armes, attendant le jour pour piller cette riche flotte qu'ils voyaient déjà réduite en leur pouvoir. Quérini, de son côté, après avoir vainement appelé Michel Attendolo à son secours, donna ordre, dans la nuit du 16 au 17 juillet, à tout ce qui restait sur sa flotte de descendre à Casal Maggiore. Il ne voyait plus aucune possibilité de sauver ses vaisseaux, et pour qu'ils ne tombassent pas aux mains de ses ennemis, il prit enfin le parti d'y mettre le feu. Il en fit ensuite couper les câbles, espérant qu'ils seraient entraînés par la rivière sur la flotte milanaise, qui s'avançait à la petite pointe du jour pour le reconnaître, et que l'incendie se communiquerait aux vaisseaux ennemis. Mais Blaise d'Asséréto, après avoir pris à la remorque deux galions vénitiens, qui n'avaient point encore éprouvé de dommage, se tira à l'écart, pour laisser passer les vaisseaux incendiés. Quérini, de retour à Venise fut poursuivi par les avogadors du commun, et condamné à trois ans de prison, pour n'avoir pas mieux défendu la flotte qui lui était confiée[1].

Cependant ce succès même exposa bientôt l'armée de Sforza au plus extrême danger. Elle était rangée en bataille, se préparant à soutenir l'attaque de Michel Cotignola, tandis que les vaisseaux vénitiens abandonnés, et déjà en proie aux flammes, passaient lentement à la dérive devant le rivage qu'elle bordait. Les valets de l'armée, et les paysans rassemblés au camp, s'efforçaient de les atteindre à la nage ou dans de petits bateaux, pour les piller. Trente-deux galions, deux grandes galères, deux plus petites, trente-quatre bâtiments de transport, en tout soixante-dix vaisseaux, chargés d'un immense appareil de guerre, de vivres et de richesses de tout genre, étaient abandonnés au pillage. Les soldats voyaient

[1] *M. Ant. Sabellico.* Deca III, L. VI, f. 189.—*Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 1128. — *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana.* p. 848.

revenir leurs valets, chargés des effets les plus précieux ; presque aucun n'eut la constance de résister à un aussi dangereux appât ; malgré les menaces et les instantes prières de Sforza, ils posaient leurs armes, et se jetaient à la nage, pour partager le butin. En vain Sforza fit publier à son de trompe, sur les vaisseaux mêmes, qu'il punirait de mort quiconque ne rejoindrait pas à l'instant ses drapeaux ; en vain il fit répandre la nouvelle de l'arrivée de Michel en vue du camp ; rien ne pouvait arracher les pillards à leur proie. Enfin, il employa tout ce qu'il trouva d'hommes qui voulussent lui obéir, à mettre le feu aux vaisseaux qui ne brûlaient pas encore, pour accroître l'incendie. Ses soldats, chassés par les flammes, se réunirent alors sous leurs drapeaux ; et lui-même, après avoir accompli la destruction de cette redoutable flotte, ne voulut pas compromettre sa victoire en attaquant Casal Maggiore, ni en attendant Michel ; il se retira en bon ordre jusqu'à Torre de Picci, à moitié chemin de Crémone[1].

Sforza comptait, après ce brillant succès, tenter la conquête de l'état de Brescia, dont la propriété lui était assurée par son traité avec le Milanais ; mais le sénat qui démêlait facilement son intention de traîner la guerre en longueur, ou de la faire tourner uniquement à son profit, retira les pleins pouvoirs qu'il lui avait accordés, et lui ordonna de venir mettre le siége devant Caravaggio[2]. Cette bourgade, dans la Ghiara d'Adda, à moitié chemin entre l'Adda et l'Oglio, était forte par ses murailles et par la quantité de canaux dont elle était entourée. C'était, après Lodi, la possession des Vénitiens qui donnait le plus d'inquiétude aux Milanais. S'ils pouvaient reprendre ces deux places, ils se proposaient de faire immédiatement la paix. Pour encourager les assiégeants, ils leur

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XII, p. 449-456. — *Joseph. Ripamontii Hist. urbis Mediol.* L. V, p. 615. — *Platinæ Hist. Mantuan.* L. VI, p. 845. — *Anton. de Ripalta Annales Placentini.* p. 897. — [2] *Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* L. V, p. 616.

payèrent tout l'arriéré de leur solde, et ils s'engagèrent à faire parvenir au camp des vivres en grande abondance. Sforza se plaignit de ce qu'on prenait occasion d'une victoire qui lui aurait mérité des récompenses, pour lui retirer l'autorité illimitée qu'un décret public lui avait confiée. Il se soumit cependant aux ordres de la seigneurie. C'étaient des griefs qu'il comptait faire valoir ensuite, mais sur lesquels il n'était pas encore temps pour lui d'insister. Il avait reçu plus de quatre mille chevaux de renfort, sous les ordres des trois frères San-Sévérino, de Jacob Orsini, d'Ange Labello et de Fioravanti[1]. Mais quelque diligence qu'il eût faite, il n'avait pas prévenu Mathieu Compano et Louis Malvezzi, qui, avec sept cents chevaux et huit cents fantassins, s'étaient jetés dans Caravaggio. Il traça cependant son camp tout à l'entour de cette bourgade, et quoiqu'elle eût environ un mille de circuit, elle se trouva entourée de tout côté par les tentes des assiégeants.

Ce camp fut fortifié par une double ligne au dehors et au dedans, et les chemins par lesquels l'ennemi pouvait arriver étaient coupés.

Il y avait à peine trois jours que Sforza était devant Caravaggio, lorsqu'il fut averti le 1er août que Michel Attendolo avait passé l'Oglio et paraissait vouloir s'établir à Morengo, à quatre milles tout au plus de son camp. Sforza voulut profiter du désordre qui suivait presque toujours alors le campement des troupes, et il les fit attaquer lorsqu'elles étaient encore chargées de leur bagage et mal disposées à combattre. Mais l'aîné des Piccinini, jaloux du général en chef, aima mieux compromettre sa réputation, et laisser son frère en danger, que de poursuivre l'avantage qu'il avait déjà obtenu[2]. Les Vénitiens profitèrent, pour leur défense, d'un canal qui coupe la plaine, à moitié chemin entre Caravaggio et Morengo, et

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XIII, p. 459. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi.* p. 1128. —
[2] *Joann. Simonetæ.* L. XIII, p. 460.

ils établirent leur camp presque en vue de celui de Sforza. L'une et l'autre armée appela ensuite à son aide une quantité de fossoyeurs ; on éleva retranchements sur retranchements, on coupa par des fossés et des boulevarts tout l'espace qui séparait les camps, et on leur donna l'apparence de deux villes dont les murs se menaçaient, tandis que, dans l'esplanade qui les séparait, des combats journaliers coûtaient à l'un et l'autre général beaucoup de monde et de chevaux [1].

Ce ne fut qu'au bout de trente-cinq jours, employés à fortifier son camp, que Sforza commença à battre en brèche avec quatre canons les murs de Caravaggio, et à les attaquer en même temps sous terre par une mine. En peu de jours une assez grande étendue de murailles fut abattue, et le fossé fut assez comblé par les décombres pour que la brèche fut praticable. Mais Sforza redoutait de donner l'assaut en présence d'une armée ennemie, d'autant plus qu'il avait tout lieu de craindre que les soldats qu'il laisserait à la garde de ses retranchements ne les abandonnassent, pour avoir leur part du pillage, encore qu'il se fût engagé à faire apporter tout le butin en commun, et à le diviser ensuite également [2].

Cependant Mathieu Campano, commandant de Caravaggio, parlait déjà de capituler, et les chefs de l'armée vénitienne, avertis du danger de cette place, mais craignant davantage encore celui auquel ils s'exposeraient s'ils livraient bataille pour la délivrer, ne pouvaient s'accorder sur le parti à prendre. Après des débats interminables dans le conseil de guerre, tous les chefs convinrent enfin d'envoyer, chacun de leur côté, leur opinion et leurs motifs à Venise et d'attendre la décision du sénat. Michel Attendolo, Louis de Gonzague, Barthélemi Coléoni et Nicolas Guerriéri, s'accordaient à vouloir s'éloigner, quoiqu'ils ne convinssent pas sur le lieu où

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XIII, p. 465. — *Cristof. da Soldo, Istor. Bresciana.* p. 849. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XIII, p. 469.

il fallait porter leur camp. Ils étaient tous d'opinion que la défiance des Milanais, la discorde entre Sforza et les Piccinini, et le manque des vivres, disperseraient bientôt l'armée ennemie. Ils ajoutaient que le pillage de Caravaggio, qu'ils ne se flattaient plus d'empêcher, augmenterait encore le désordre et les causes de dissension entre les vainqueurs. Mais Tiberto Brandolini qui, déguisé en vendangeur, avait pénétré jusque dans le camp de Sforza, et qui croyait avoir reconnu une voie facile et sûre pour entrer dans Caravaggio, fit adopter son opinion par huit autres des officiers généraux [1]. De concert ils représentèrent que la perte de Caravaggio entraînerait infailliblement celle de Lodi; les habitants de cette dernière ville ne voudraient point soutenir un siége, une fois qu'ils auraient vu les Vénitiens déterminés à ne pas hasarder de bataille pour délivrer leurs alliés. Ils ajoutèrent qu'en s'avançant par le chemin qu'avait découvert Brandolino, non seulement on sauverait les assiégés, mais encore on aurait une grande chance de mettre en déroute l'armée de Sforza. Les deux provéditeurs vénitiens qui avaient assisté au conseil de guerre, Hermolao Donato et Gérard Dandolo, ayant fait passer ces avis divers au sénat, celui-ci se décida, contre son usage, pour le parti le plus hardi, et donna à Michel Attendolo l'ordre d'attaquer [2].

Le camp de Sforza était appuyé, du côté du midi, à un bois marécageux, dont le passage avait été jugé impraticable; ce bois bordait, par son extrémité, une esplanade qui s'étendait entre les retranchements et le château. Au milieu du bois inondé, Tiberto Brandolini avait reconnu un passage; c'était par là qu'il comptait prendre le camp de Sforza à revers, et pénétrer jusqu'à ses pavillons, sans avoir à franchir les remparts. Mais il n'avait point remarqué un fossé couvert par

[1] *M. A. Sabellico*. Deca III, L. IV, f. 189, v. — [2] *Joann. Simonetæ*. L XIII, p. 471. — *Nicolò Macchiavelli Stor. Fior.* L. VI, p. 215. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 617.

beaucoup de broussailles, qui coupait cette esplanade, et qui, en défendant le camp, arrêterait les assaillants dans un espace étroit, et de toutes parts entouré d'ennemis. Ce fossé était traversé, au milieu de l'esplanade, par un pont fermé d'un râteau, au coin par un pont-levis. Brandolino ayant communiqué son plan d'attaque à Michel Attendolo, ce dernier fit demeurer à la garde de son camp Barthélemi Coléoni, avec quinze cents chevaux et la plus grande partie de l'infanterie, et il lui ordonna d'occuper l'ennemi par des escarmouches comme les jours précédents. Ensuite, le 15 septembre à midi, comme il pouvait croire les soldats de Sforza occupés à dîner, il fit sortir du camp tout le reste de l'armée, c'est-à-dire plus de onze mille chevaux, et il prit en silence la route de Mozzanica. Sforza en fut cependant averti; et sans savoir où l'ennemi pourrait se porter, il fit donner à ses soldats l'ordre de se tenir prêts au combat. Il s'acheminait lui-même à cheval du côté vers lequel se dirigeait l'armée vénitienne, pour deviner ses desseins, lorsqu'on vint lui dire que l'ennemi, tournant court à gauche, avait traversé le bois et pénétré dans son camp. Il envoya en toute hâte tout ce qu'il avait d'hommes sous les armes à la défense du fossé garni de broussailles et du pont, qui faisaient la seule sûreté de son armée; et comme les troupes pesantes qu'on employait à cette époque étaient fort lentes à rassembler et à armer, tout le camp fut en grand danger, jusqu'à ce qu'il eût assez de monde pour faire tête à l'ennemi. Charles Gonzague, blessé d'un coup d'épée au visage, s'enfuit sans retourner la tête jusqu'à Milan, où il répandit l'alarme [1]. Manno Barile, renversé de son cheval et foulé aux pieds, fut fait prisonnier. Michel Attendolo et Louis de Gonzague, quand on le leur amena, lui dirent : « Pour le « coup, Barile, vous ne pouvez plus nier que vous ne soyez

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XIII, p. 472.

« battus et mis en déroute. — C'est vous, bien plutôt, leur « répondit-il, qui êtes entrés dans un piége d'où vous ne « pourrez pas ressortir. » En effet, la cavalerie, resserrée dans une moitié de l'esplanade, commençait déjà à être gênée dans ses mouvements, lorsque Sforza, faisant abaisser le pont-levis, envoya sur les Vénitiens deux cohortes de cavalerie qui les prirent par derrière. Il vit alors les lances des ennemis qui se croisaient comme un bois agité par le vent; il reconnut à ce mouvement leur irrésolution, et s'écria aussitôt : « La victoire est à nous ! » Faisant ouvrir le râteau du grand pont, il se précipita sur l'armée vénitienne, qui était en même temps attaquée en queue. La terreur se répandit de rang en rang: les cuirassiers jetaient des armes qui ne leur servaient plus à combattre, et qui retardaient leur fuite. Ils se précipitaient vers le petit bois par lequel ils étaient entrés dans cette enceinte malheureuse; mais la plupart, ne retrouvant plus le seul passage étroit où le terrain était ferme, s'enfonçaient dans le marais, et y demeuraient embourbés. A peine, dans toute cette foule, quelques-uns furent-ils tués [1]. A peine aussi, parmi les chefs ou les soldats, quelques-uns purent-ils s'enfuir; tout le reste fut pris par milliers. Sforza conduisit alors le reste de son armée contre Barthélemi Coléoni, qui gardait ses retranchements; et encourageant ses soldats à se montrer dignes de leurs camarades de l'autre extrémité du camp, il força les lignes de Coléoni, qui se sauva presque seul à Bergame [2].

On comptait douze mille gendarmes et trois mille fantassins dans l'armée de Sforza; douze mille cinq cents gendarmes et cinq mille fantassins dans celle d'Attendolo. De cette dernière, il ne s'échappa qu'à peine quinze cents chevaux, et pas

[1] Marin Sanuto prétend qu'il n'y en eut qu'un seul. *Vite de' Duchi*, p. 1129.—[2] *Joann. Simonetæ*. L. XIII, p. 476. — *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana*. p. 851. — *M. A. Sabellico*, Dec. III, L. VI, f. 190. — *Platinæ Hist. Mantuanæ*. L. VI, p. 846.

un fantassin. D'immenses richesses devinrent la proie des vainqueurs; les deux procurateurs de Saint-Marc furent faits prisonniers, avec la plupart des officiers généraux. Quant aux soldats, Sforza préféra les renvoyer, après leur avoir pris leurs armes et leurs habits, plutôt que de garder une multitude de captifs dont le nombre égalait presque celui de ses propres guerriers[1].

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XIII, p. 478. — *Nicol. Macchiavelli.* L. VI, p. 216. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 617.

CHAPITRE VII.

François Sforza abandonne les Milanais, et passe avec son armée au service des Vénitiens. Fureur du parti populaire à Milan; blocus et détresse de cette ville; les Vénitiens lui accordent la paix, mais François Sforza poursuit ses attaques, et force enfin les Milanais à le reconnaître pour duc.

1448-1450.

La victoire de Caravaggio semblait devoir amener bientôt la paix après laquelle soupirait la Lombardie; elle devait détromper les Vénitiens, et leur faire abandonner leurs ambitieux projets de conquête, puisque les forces qu'ils avaient crues irrésistibles étaient anéanties par d'aussi prompts revers. Plaisance, la plus forte de leurs villes, avait été prise d'assaut; la plus belle flotte qui eût jamais remonté le Pô sous l'étendard de Saint-Marc avait été brûlée, et la plus belle armée qui eût tenté la conquête du Milanais avait été faite en entier prisonnière. Après tant d'échecs, on devait croire enfin les Vénitiens animés du désir de la paix, et les Milanais ne l'étaient pas moins qu'eux. Leur république était épuisée par les efforts inouïs qu'elle faisait pour entretenir d'aussi nombreuses armées : elle avait besoin de jouir de son existence, de se reconnaître, de s'organiser, elle craignait une troisième campagne, et le sénat, au lieu de poursuivre ses victoires

dans l'état vénitien, aurait voulu seulement se délivrer des postes ennemis les plus rapprochés de ses murs, et ouvrir en même temps des négociations. Il sollicitait François Sforza de partager ses forces, pour attaquer en même temps Bergame et Lodi. Celui-ci, au contraire, insistait pour conduire son armée victorieuse devant Brescia, afin de conquérir aux frais des Milanais une ville qui devait lui rester à lui-même en souveraineté. Il sentait déjà qu'il approchait du terme de ses vœux, mais il appréhendait la conséquence de ses propres succès; il ne voulait pas si bien seconder les Milanais, que de les mettre en état de se passer de lui; il redoutait cette paix, objet des désirs ardents du peuple, que ses victoires semblaient faciliter, et il se reprochait déjà d'avoir trop abattu les Vénitiens, dont l'opposition était nécessaire à ses vues. Ce changement dans ses projets fut la cause principale de la générosité avec laquelle il traita les prisonniers de Caravaggio, qu'il remit tous en liberté. Les Piccinini, jaloux de son autorité et de sa gloire, éclairaient ses démarches, et excitaient la défiance du sénat de Milan. François Sforza jugea convenable de se séparer d'eux; il les détacha, avec les trois San-Sévérino, Vintimille, et tous les soldats de l'école de Braccio, et il les envoya devant Lodi, tandis que lui-même, trois jours après sa victoire, il s'achemina vers Brescia, et traça son camp dans la plaine au pied des murs[1].

Les Vénitiens ne démentirent point la réputation de constance dans les revers que leur république s'était acquise. Ils s'empressèrent de rétablir leur armée; mais, avant tout, ils en ôtèrent le commandement à Michel Attendolo de Cotignola. Ce vieux guerrier, compagnon et parent du premier Sforza, fut soumis à une enquête sur sa conduite à la bataille de Caravaggio. Si on ne le soupçonna pas d'un accord criminel

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XIV, p. 481. — *Cristoforo da Soldo*, *Istoria Bresciana*, p. 852.

avec son adversaire, parce qu'il était de la même famille, on le rendit du moins responsable de sa mauvaise fortune. Une délibération du sénat, du 19 novembre, le relégua à Conégliano, qui lui avait été donné en fief auparavant, et le réduisit à un traitement annuel de mille ducats[1]. Pasqual Malipiéri et Jacques Antoine Marcello furent envoyés dans le Véronais, pour y recueillir tous les fuyards du camp de Caravaggio, et leur rendre des armes et des chevaux. En même temps, les Vénitiens appelèrent de partout de nouveaux condottiéri à leur service, et ils obtinrent de la république de Florence, en vertu de leur ancienne alliance, un secours de deux mille chevaux et mille fantassins, sous les ordres de Sigismond Malatesti et de Grégoire d'Anghiari[2].

Mais Pasqual Malipiéri cherchait en même temps à donner un appui bien autrement puissant à sa république. Un de ses secrétaires, demeuré prisonnier dans le camp du vainqueur, avait entamé une négociation secrète avec Ange Simonéta, secrétaire de Sforza, et oncle de l'historien. Tandis que les Milanais offraient la paix aux Vénitiens, et qu'ils s'engageaient à leur garantir la possession de Brescia, Malipiéri offrait à Sforza de lui assurer la souveraineté même de Milan, s'il voulait passer au service des Vénitiens. L'ami et le secrétaire de Sforza, qui nous a laissé sur son temps une des meilleures histoires que possède l'Italie, lorsqu'il arrive à cette grande trahison, s'efforce de faire croire que son héros y fut conduit par les circonstances, et qu'il fut provoqué par l'ingratitude des Milanais. Mais toute la conduite de Sforza fut si habile, si constamment dirigée par un même but, qu'il est bien difficile de croire qu'elle ne fût pas toute prévue et méditée d'avance,

[1] *Navagiero Storia Veneziana*. T. XXIII, p. 1113. — *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia*. p. 1131. — *Marc. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VI, f. 190. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XIV, p. 483. — *Nic. Macchiavelli*. L. VI, p. 218.—*M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VI, f. 190.

dès le moment où il entra au service milanais. Pour s'élever à la souveraineté, qu'il ne perdit jamais de vue, il ne pouvait se passer de l'appui et des subsides d'un autre peuple. Il avait également à craindre les Milanais et les Vénitiens ; il lui convenait de les affaiblir les uns par les autres, de combattre alternativement pour tous deux, de ménager ses soldats, d'exposer les leurs, de les entraîner de dépenses en dépenses, et de ne jeter enfin le masque, pour combattre en son propre nom, que lorsqu'il se trouverait posséder seul et leurs soldats et leurs richesses[1].

Le traité entre Venise et François Sforza, qui fut signé le 18 octobre 1448, trente-trois jours après la bataille de Caravaggio, portait que Sforza remettrait en liberté tous ses captifs ; qu'il évacuerait tout ce qu'il avait conquis dans les états de Bergame et de Brescia ; qu'il renoncerait aux droits des Visconti et des Milanais sur le Crémasque et sur la Ghiara d'Adda, et qu'il céderait ces deux provinces aux Vénitiens : ceux-ci, de leur côté, s'engageaient à aider François Sforza à conquérir les états qu'avait possédés Philippe-Marie. Ils lui promettaient pour cela quatre mille chevaux et deux mille fantassins, et ils s'engageaient de plus à lui payer treize mille florins par mois, jusqu'à ce que Milan fût réduit en son pouvoir. Lorsqu'il s'en serait rendu maître, Venise et le nouveau duc devaient demeurer alliés, et s'assister réciproquement dans toutes leurs guerres, sur le pied de l'égalité[2].

Après avoir signé ce traité, François Sforza fit assembler son armée pour lui en donner connaissance. Dans son discours, il déclara à ses soldats que les Milanais, oubliant ce qu'ils lui devaient, avaient voulu le trahir ; qu'ils ne se conten-

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XIV, p. 484.—*Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediol.* L. V, p. 619. — *Platinæ Hist. Mantuan.* L. VI, p. 846. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*. p. 1130. —
[2] *Joann. Simonetæ*. L. XIV, p. 485. — *M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VI, f. 190, v. — *Nic. Macchiavelli Stor. Fior.* L. VI, p. 219.

taient pas d'offrir la paix aux Vénitiens, ce qui était déjà pour son armée une criante injustice; que leurs négociations n'allaient à rien moins qu'à son entière ruine; que le sénat de Milan avait proposé à celui de Venise une alliance pour lui enlever Pavie et Crémone, et que le seul désir de se défendre avec ses enfants et ses compagnons d'armes le forçait à changer de parti [1]. Des raisonnements bien convaincants n'étaient pas nécessaires pour persuader des soldats qui, faisant de la guerre un métier mercenaire, n'avaient jamais considéré sa justice ou son iniquité, et qui embrassaient avec joie une nouvelle expédition, dont le prix devait être le pillage des riches campagnes du Milanais. Ils répondirent donc à leur général avec de bruyantes acclamations, qu'ils étaient prêts à le suivre partout. Cependant celui-ci apprit bientôt avec douleur que Lodi, qui devait lui être consigné par la garnison vénitienne, s'était rendu aux Milanais, le même jour 18 octobre [2], et que Charles de Gonzague avait quitté son camp pendant la nuit, avec douze cents chevaux et cinq cents fantassins, pour demeurer fidèle aux Milanais [3].

Tous les souvenirs de liberté n'étaient point éteints en Lombardie; au moment où l'ancien joug avait été brisé, on y avait voulu partout rétablir le gouvernement républicain, comme le seul heureux et le seul légitime. Cependant les âmes avaient été affaiblies par une longue servitude, et la race efféminée des sujets de Visconti sentait qu'on ne peut se proposer d'avoir soi-même une volonté, des projets, une conduite dont on se fait l'arbitre, sans se soumettre à une grande fatigue. Dès qu'un homme de génie eut la prétention de commander aux Lombards, il se présenta une foule d'esclaves qui ne demandèrent qu'à obéir. Les villes et les bourgades, jalouses de la grandeur de Milan, se montrèrent promptes à

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XIV, p. 486. — *Jos. Ripamontii Hist.* L. V, p. 619. — [2] *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana.* p. 856. — [3] *Joannis Simonetæ.* L. XIV, p. 490.

embrasser le parti de Sforza. Celle de Plaisance, que lui-même avait traitée si cruellement l'année précédente, se déclara pour lui, soit qu'elle ne voulût pas s'exposer unesecon de fois à sa vengeance, ou qu'il y eût fait entrer un grand nombre de ses partisans, ou qu'enfin la haine contre les Milanais l'emportât sur le souvenir des plus sanglants outrages. Elle ferma ses portes à Jacob Piccinino, et le comte Sforza eut le courage d'y entrer sans gardes, pour en prendre possession. Il se mit sans défense entre les mains de ceux dont il avait pillé les biens et déshonoré les filles, et il n'eut pas lieu de s'en repentir [1]. Les trois frères San-Sévérino quittèrent aussi les drapeaux des Milanais pour se ranger autour de Sforza. Fils naturels d'un des princes de la maison illustre de Naples qui possède le fief de San-Sévérino, ils avaient été enrichis par Philippe-Marie Visconti, et ils se croyaient obligés, par une sorte de loyauté, à s'attacher à son gendre, encore qu'ils laissassent à Milan leurs femmes et leurs enfants. Ils lui amenèrent environ huit cents chevaux [2]. Le condottière Louis del Verme s'engagea de son côté sous les ordres de Sforza, et confirma cette nouvelle alliance par le mariage de sa fille unique avec un fils naturel du comte François. Guillaume de Montferrat traita aussi avec lui, en demandant, pour prix des services qu'il lui rendrait, la cession de la ville d'Alexandrie. Sforza, après avoir acquis de nouveaux alliés par ces diverses négociations, conduisit, au commencement de novembre, son armée dans la partie du Milanais qui confine avec le Pavesan; il s'empara des châteaux de Rosate et de Binasco qui ne lui opposèrent aucune résistance, et il mit ses soldats en quartiers d'hiver dans les campagnes les plus riches et les plus abondantes de la Lombardie.

Par deux fois, des députés milanais s'étaient rendus près du

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XV, p. 491. — *Anton. de Ripalta. Annal. Placent.* p. 898. —
[2] *Joann. Simonetæ.* L. XV, p. 493. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 620.

comte, pour le solliciter de renoncer à des hostilités aussi inattendues ; pour lui témoigner, en conservant toujours un mélange d'égards, la douleur que sa trahison causait à la république, et pour lui offrir de lui rendre toute justice, s'il voulait exposer ses griefs. Mais ce même Sforza, qui jusqu'alors avait tenu au sénat de Milan le langage d'un serviteur obéissant, prit tout à coup envers ses anciens supérieurs le ton d'un maître avec des sujets rebelles. C'était son bien, dit-il, qu'il redemandait aux Milanais, c'était une souveraineté qui lui appartenait, et il leur promettait seulement de l'indulgence pour les fautes passées, et une amnistie pour ceux qui rentreraient promptement dans le devoir [1].

Non content de répondre sur ce ton aux députés milanais, Sforza envoya Bénédetto Riguardati à Milan, pour tenir au peuple assemblé le même langage. Mais à peine cet envoyé était-il descendu de la tribune aux harangues, que Georges Lampugnani s'y précipita. Il exhorta les Milanais à s'exposer à tout, à tout souffrir, plutôt que de perdre la liberté commune, plutôt que de se courber sous le joug d'un homme qui les avait trompés avec une si odieuse perfidie, d'une femme qui se faisait un titre de sa naissance illégitime, parce qu'elle la rattachait au sang de leurs tyrans. Dans cette famille de Sforza, qui semblait méconnaître les nœuds sacrés du mariage, on voyait, leur dit-il, un nombre infini de frères, de demi-frères, d'enfants légitimes, bâtards, adultérins. Si le comte atteignait le but de son ambition, il n'y avait pas un de ses parents qui ne se regardât comme maître des Milanais, pas un dont il ne fallût satisfaire, aux dépens des citoyens, la soif de commander, l'avarice, le luxe et les honteuses débauches. Qu'ils écoutassent le comte Sforza, ceux qui pouvaient se résoudre à abandonner leurs épouses et leurs filles à la séduc-

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XV, p. 496. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediolani*. L. V, p. 620.

tion et à l'adultère, leurs maisons, leurs champs et leurs bourses aux extorsions fiscales et aux confiscations, leurs fils aux caprices d'un chef de soldats; ceux qui ne craindraient pas de cimenter de nouveau de leurs sueurs et de leur sang cette citadelle, ce boulevard de la tyrannie qu'ils avaient abattu. Pour lui et pour les siens, ils vivraient libres ou ils mourraient pour la liberté [1].

Le peuple, entraîné par ce discours, ne contint plus son irritation contre Sforza; les titres de traître et de transfuge étaient associés à son nom par chaque bouche: personne ne se refusait plus aux sacrifices d'argent qui pouvaient assurer la liberté. François Piccinino fut nommé généralissime; Charles de Gonzague fut fait commandant de la place: la milice de la ville fournit des troupes nombreuses de fusiliers. On ne voyait encore que rarement cette arme nouvelle dans les armées; mais la richesse des Milanais leur avait permis de la multiplier. Des garnisons furent envoyées à Monza, à Abbiate, à Bosto Arsiccio, à Canturio; des corps de milices se rendirent même à Como et à Novare, tandis que les magistrats appelèrent à leur solde toutes les lances brisées [2] qui erraient alors en Italie. Ils écrivirent aussi à Frédéric III, roi des Romains, au roi Alfonse, au duc Louis de Savoie, au roi Charles VII de France, au dauphin, au duc de Bourgogne, pour leur dénoncer la trahison de Sforza, et leur demander des secours [3].

Mais la grande révolution de l'art militaire, qui s'est achevée de nos jours, avait déjà commencé; les moyens de défense des places n'étaient plus en proportion avec les moyens d'attaque. On avait autrefois regardé comme pouvant soutenir un siége toute bourgade fermée de bonnes murailles, encore qu'elles ne

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XV, p. 497. — [2] On appelait lances brisées, *lancie spezzate*, les gendarmes qui traitaient individuellement pour leur solde, et qui ne faisaient pas partie de la compagnie de quelque *condottiere*. — [3] *Jos. Ripamontii*. L. V, p. 621.

fussent point soutenus par des terre-pleins. Ces murailles, cependant, ne pouvaient plus résister au canon; les prétendues forteresses des Milanais ne pouvaient plus arrêter une armée pourvue d'artillerie ; une brèche praticable fut faite en trois jours aux murs d'Abbiate Grasso. Sforza désirait épargner les derniers malheurs à cette bourgade, pour complaire à Blanche Visconti, qui y avait passé son enfance. Mais les habitants, quoique perdus sans ressource, ne voulaient pas reconnaître leur danger ; ils ne consentirent qu'avec peine à capituler, pour éviter l'assaut et le pillage [1]. Une autre partie de l'armée de Sforza détourna le canal, ou *naviglio*, qui du Tésin conduit à Milan, pour arrêter les bateaux qui portaient des vivres à la ville, et ôter aux bourgeois l'usage de leurs moulins ; néanmoins il y avait encore dans Milan des provisions de blé suffisantes, et des moulins à bras remplacèrent ceux qu'un cours d'eau ne mettait plus en mouvement.

Le renfort de quatre mille chevaux, promis par le sénat de Venise, fut amené dans le Milanais par Jacob Antoine Marcelli, Pasqual Malipieri, et Louis Lorédano. Après que Sforza l'eut reçu, il conduisit son armée du côté des lacs, il y soumit les châteaux de Bosto Arsiccio et Varese. Ce pays était encore habité par plusieurs membres de la famille Visconti, parents des anciens ducs, mais dont l'agnation remontait à un temps antérieur à la grandeur de cette maison. Tous se déclarèrent en faveur de François Sforza. Toutes les rives du lac Majeur, de ceux de Lecco et de Lugano, suivirent cet exemple; les villes d'Arone, de Como et de Bellinzona demeurèrent seules fidèles aux Milanais [2]. Sforza, redescendu des montagnes dans la plaine, causa tant de terreur aux Novarais, qu'il se fit ouvrir leurs portes, le 20 décembre. Louis del Verme s'empara en son nom de Romagnano, qui était occupé par trois

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XV, p. 499. — *Jos. Ripamontii*. L. V, p. 622. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XV, p. 501.

mille Savoyards ; Sforza envoya cinq cents chevaux à Tortone, et cette ville lui fut livrée par la faction qui lui était favorable, tandis qu'Alexandrie ouvrit, à sa sollicitation, ses portes à Guillaume de Montferrat [1]. Pour compenser tant de désastres, les Milanais n'avaient remporté que deux avantages insignifiants. François Piccinino avait pillé les campagnes de Pavie, mais sans oser y séjourner longtemps, et son frère Jacob avait été introduit dans Parme, parce que cette république, alors alliée de Milan, avait découvert dans ses murs un complot de quelques citoyens qui voulaient la livrer à Alexandre Sforza.

Charles de Gonzague, frère du marquis de Mantoue, et l'un des élèves de Victorin de Feltre, avait été nommé au commandement de Milan. Ce prince ambitieux cherchait à se rendre le maître absolu de la cité qui se confiait à lui. Il devait, il est vrai, se sentir trop faible pour espérer d'en devenir souverain ; mais peut-être au désir de commander joignait-il quelque pensée secrète de vendre ensuite avec avantage aux Vénitiens ou à Sforza un pouvoir qu'il aurait acquis par des menées perfides. Il choisit ses partisans parmi les membres de la faction guelfe, il se fit reconnaître par eux pour leur chef, et il chercha à les faire entrer dans le gouvernement. Les nobles gibelins, qui jusqu'alors y avaient eu la principale part, surtout le comte Vitalien Borromei, Théodore Bossi, et George Lampugnani, obligés de se défendre contre ces nouveaux adversaires, commencèrent à tourner leurs regards vers Sforza, dans l'espérance de l'engager à donner des bases à la constitution de leur patrie, et de concilier leur liberté avec son ambition, au cas qu'ils fussent obligés de le reconnaître pour duc [2].

Le comte François Sforza, arrivé à Landriano, y reçut les

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XV, p. 503. — *Crist. da Soldo, Ist. Bresciana.* p. 857. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XVI, p. 506. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 629.

députés secrets des chefs gibelins de la république, mais il trouva leurs propositions inacceptables; il prétendit que vouloir le soumettre aux lois, c'était le traiter en vaincu, plutôt qu'en vainqueur. Cependant, comme la négociation n'était pas rompue, un secrétaire de ces magistrats resta auprès de lui. Bientôt après, une dépêche qu'il écrivait en chiffres fut surprise par Charles Gonzague; elle fut dénoncée au parti guelfe, comme manifestant une trahison des nobles et des Gibelins. Gonzague, au lieu d'attaquer ces magistrats dans les conseils, fit nommer ceux dont il se défiait le plus ambassadeurs auprès de Frédéric III. Il leur donna une escorte pour les accompagner jusqu'à Côme; mais lorsqu'ils furent hors des portes, cette escorte les arrêta et les conduisit dans les prisons de Monza. Là, George Lampugnano perdit la tête sur un échafaud; Théodore Bossi, soumis à la torture, nomma plusieurs de ses associés dans les négociations avec Sforza, qui furent bientôt arrêtés. Le reste des nobles gibelins chercha son salut dans la fuite. La plupart trouvèrent un asile dans le camp du comte François, et Gonzague, de concert avec Ambroise Trivulzio et Innocent Cotta, donna une nouvelle forme au gouvernement de Milan. La supériorité y fut assurée aux Guelfes et à la faction démocratique; des plébéiens de la dernière classe, tels qu'un Jean d'Ossa, et un Jean d'Applano, furent élevés aux premières magistratures; la confiscation des biens des nobles fugitifs remplit le trésor public, et le gouvernement prit un caractère révolutionnaire. Dans ses édits il déclara que plutôt que de livrer Milan au comte Sforza, il était prêt à se donner au Grand-Turc, ou au grand diable d'enfer[1].

Pendant ce temps, de nouvelles défections détruisaient l'armée milanaise; le comte Vintimille, qui commandait à Monza,

[1] *Johann. Simonetae.* L. XVI, p. 510. — *Jos. Ripamonti.* L. V, p. 623.

passa dans le camp de Sforza avec cinq cents chevaux et quatre cents fantassins ; François Piccinino, qui était campé près de Landriano, et qui commençait à manquer de vivres, entama de son côté une négociation pour être reçu dans l'armée ennemie, et quand il se fut assuré des conditions favorables, il déserta à son tour. Peut-être, comme l'en accusèrent les partisans de Sforza, avait-il dès lors l'intention de reprendre au printemps le service des Milanais, après s'être nourri pendant l'hiver sur les greniers de son ennemi[1]. Son frère Jacob, qui était alors à Parme, changea également de parti, et sortit de la ville pour passer dans le camp d'Alexandre Sforza, qui l'assiégeait. Parme ne se rendit point cependant avant le mois de février. Cette ville avait résisté aux menées du comte Rossi qui, dans ses murs, secondait les assaillants, aux attaques d'Alexandre, et à la défection de Piccinino. L'approche de Barthélemi Coléoni avec deux mille gendarmes et quinze cents fantassins la réduisit à l'extrémité ; alors elle voulut se donner au marquis Lionnel d'Este ; mais la république de Venise empêcha Lionnel d'accepter cette offre. Les Parmesans cédèrent enfin à leur mauvaise fortune[2]. Sforza leur accorda des conditions avantageuses, et il trouva moyen de se réconcilier avec les familles mêmes qui jusqu'alors lui avaient témoigné le plus d'inimitié[3].

Pendant l'hiver, les affaires des Milanais continuèrent à décliner. Sforza avait établi ses quartiers presque aux portes de leur ville ; de ces portes il en tenait cinq tellement bloquées, qu'il était comme impossible de recevoir par elles aucun secours de la campagne ; mais au printemps, quelques événements plus heureux semblèrent remonter les espérances des assiégés. Louis del Verme, Vintimille et Dolce, qui avaient

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XVI, p. 507. — *Anton. di Ripalta, Annales Placent.* p. 899. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XVII, p. 514. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 692. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. XVII, p. 518.

été envoyés par Sforza pour former le siége de Monza, et qui avaient déjà fait aux murs de cette forteresse une brèche praticable, furent surpris par Charles Gonzague, et éprouvèrent une déroute complète. Ils l'attribuèrent plus tard à la trahison de François Piccinino, qui leur était associé. Leur artillerie et presque tous leurs chevaux leur furent enlevés. Dolce mourut de ses blessures, et celles de Louis del Verme le mirent pour plusieurs mois hors de combat[1].

D'autre part, la veuve de Philippe Visconti, Marie de Savoie, qui demeurait toujours à Milan, où elle était respectée par les magistrats et chérie par le peuple[2], négocia une alliance entre son frère Louis, duc de Savoie, et la république milanaise. Le duc de Savoie fit envahir le Novarais par Jean de Compeys, seigneur de Torrens[3], avec une armée de six mille chevaux. Le nom de barbares, que les Grecs donnaient autrefois à tous les peuples qui ne parlaient pas leur langue, était aussi prodigué par les Italiens du xv[e] siècle à tous les ultramontains ; c'est par ce nom qu'ils désignèrent les Savoyards[4] que conduisait Compeys; et en effet, ces montagnards demi-sauvages traitèrent avec une cruauté excessive tous les villages et les châteaux dont ils purent s'emparer, mais ils échouèrent devant Novare qu'ils avaient compté surprendre[5].

Un troisième événement, plus important encore, fut sur le point d'entraîner la ruine de l'armée de Sforza ; ce fut la défection des deux Piccinini, qui, chargés de recommencer le siége de Monza, abandonnèrent Guillaume de Montferrat auquel ils étaient associés, et se jetèrent dans la ville avec trois mille chevaux. Jacob, le plus jeune des deux, voulait en ressortir à l'instant par une autre porte, pour attaquer Guillaume,

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XVII, p. 520. — *Annales Placentini.* T. XX, p. 899. — [2] *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 625. — [3] *Guichenon, Hist. généalogique de la maison de Savoie.* T. II. p. 85. — [4] *Ed erano da sei mila Barbari*, dit Marin Sanuto ; et les autres historiens du temps emploient tous la même expression. *Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1131. — [5] *Joann. Simonetæ.* L. XVII, p. 526.

profiter de sa surprise, et le mettre dans une entière déroute. Il croyait justifier cette double perfidie par le caractère de l'homme contre qui il l'exerçait. N'était-ce pas, disait-il, par une trahison, que Sforza se trouvait diriger contre Milan une armée payée par les Milanais? Ses projets pour asservir l'Italie n'étaient-ils pas connus? et se croyait-il lié dans leur exécution par les lois de la bonne foi? François Piccinino, auquel appartenait le commandement, ne se laissa point égarer par ces sophismes que suggérait la haine. « Dans le noble métier de soldat, « répondit-il, le sentiment de l'honneur ne doit point être sou« mis aux subtilités de la dialectique. Si dans chaque guerre « il me fallait juger les potentats pour ou contre lesquels je « sers, peut-être n'en trouverais-je jamais un seul de juste, « un seul contre lequel je ne pusse, par le même raisonne« ment, autoriser une perfidie. Au milieu des ressentiments « et des haines qu'il excite, le soldat ne dort tranquille que « parce qu'il ne croit pas même possibles les actions infâmes. « Je ne pousse sans doute pas jusqu'à l'exagération le scru« pule sur les lois de la guerre, et ma défection suffit pour le « prouver ; mais si, sur le même champ de bataille où j'ai été « rangé par Sforza entre ses escadrons, et dans un même jour, « je tournais contre lui les armes que lui-même m'a données ; « si j'abusais de sa confiance pour égorger ses soldats qui se « croyaient mes frères, quand encore je serais applaudi à Mi« lan pour avoir trahi un traître, la postérité plus impartiale « me jugerait, et le nom de Piccinino ne se laverait pas de « cette tache. » Cette discussion sauva le lieutenant de Sforza. Il se retira pendant que le plus jeune frère disputait encore avec son aîné[1]. Les Piccinini, après s'être montrés à Milan, où ils furent reçus avec des transports de joie, marchèrent contre une armée vénitienne qui dans le même temps avait

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XVIII, p. 531. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 625.

formé le siége de Crème, et ils la forcèrent à se retirer. A leur retour de cette expédition, ils surprirent au château de Melzi l'artillerie que Sforza avait préparée pour le siége de Monza, et ils s'en emparèrent[1].

Le peuple de Milan, sentant son courage relevé par ces succès, forma des compagnies de milice plus nombreuses que toutes celles qu'on avait vues depuis longtemps dans les guerres d'Italie. Sforza avait assiégé Marignan, et la forteresse de cette bourgade devait lui être livrée le 1er mai, si elle n'était secourue auparavant. Pour faire lever ce siége, les Piccinini et Gonzague sortirent de Milan avec six mille chevaux et presque toute la milice. On assurait qu'ils n'avaient pas moins de vingt mille hommes armés de fusils. Cette arme, encore peu usitée, inspirait une grande terreur même aux plus vieux gendarmes, tandis que les généraux des deux armées savaient également qu'ils ne pouvaient en tirer que peu de parti. En effet, les fusils alors étaient faits de manière qu'il fallait plus d'un quart d'heure pour les charger, et pendant tout ce temps-là les fusiliers étaient hors d'état d'agir ou de se défendre après une décharge. On n'avait point encore inventé les baïonnettes qui devaient transformer ces bouches à feu en redoutables armes blanches; on n'avait pas inventé non plus le feu roulant de la colonne, et l'évolution qui, faisant passer le premier rang à la queue après qu'il a tiré, oppose des fusiliers toujours nouveaux à l'ennemi. Les généraux milanais, embarrassés de conduire une si grande foule, auraient voulu faire lever le siége par la terreur seule qu'elle inspirait. Ils faisaient circuler des rapports exagérés sur le nombre de leurs soldats et la portée de leurs balles, contre lesquelles, disaient-ils, aucune cuirasse ne présentait de résistance. Les gendarmes de Sforza, accoutumés à des combats peu sanglants, étaient troublés de l'idée d'un danger que la valeur ni

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XVIII, p. 534. — *Crist. da Soldo, Ist. Bresciana.* p. 859.

l'adresse ne diminuaient point. Leur général cherchait vainement à leur faire comprendre qu'une seule décharge de cavalerie renverserait cette troupe peu belliqueuse, avant qu'elle eût pu faire feu. Il eut beaucoup de peine à inspirer à son armée assez de résolution pour qu'elle restât à son poste ; c'était tout ce qu'il lui demandait : en effet, les Milanais n'osèrent point s'avancer, et Marignan se rendit[1].

L'entrée des Savoyards en Lombardie n'avait pas produit des événements bien importants. Barthélemi Coléoni avait été chargé de les observer, et comme il était à la solde de la république de Venise, alors en paix avec le duc de Savoie, il ne voulait point passer la rivière Sésia, qui séparait le Piémont de la Lombardie. Les Savoyards, de leur côté, ne faisaient que des incursions rapides au-delà des frontières, et ne s'en éloignaient jamais. Leurs fréquentes escarmouches n'amenaient rien de décisif. Dans l'une d'elles, il est vrai, Jean de Compeys, général des Savoyards, fut fait prisonnier; dans plusieurs autres, Coléoni, inférieur en nombre, eut des désavantages; enfin les deux armées en vinrent à une bataille, le 20 avril, auprès de Borgo Mainero. Les Savoyards firent plusieurs charges brillantes et toujours accompagnées de succès; mais comme ils étaient persuadés que quelque embuscade était cachée dans un bois voisin, ils ne dépassaient pas le champ de bataille, et ne poursuivaient point leur avantage. Cette conduite timide enhardit des ennemis furieux de ce que les barbares, comme on les nommait, ne faisaient point de quartier. Coléoni, déjà illustré par une précédente victoire sur les ultramontains, ramena ses gendarmes à une dernière charge qui réussit pleinement. Les Savoyards furent enfoncés avec une grande perte, et mis dans une complète déroute. Ceux qui échappèrent se retirèrent en Piémont, et cessèrent dès lors d'inquiéter la

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XVIII, p. 537. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1132. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediol.* L. V, p. 626.

Lombardie. Le champ de bataille, couvert de morts, fit cependant sur l'esprit des soldats italiens une impression profonde. Les Savoyards, beaucoup plus accoutumés aux guerres de France qu'à celles d'Italie, combattaient avec un acharnement inconnu dans ce dernier pays. Ils ne s'attachaient point à faire des prisonniers, ils tuaient ceux qu'ils renversaient de leurs chevaux; et les soldats des condottiéri, qui dans les guerres ordinaires croyaient à peine hasarder leur vie, frémissaient encore après la bataille d'avoir eu affaire à de tels ennemis. Ce n'était ni l'art militaire, ni même la valeur des Français qu'ils redoutaient, c'était leur férocité; et ils conservaient une terreur de ces guerres françaises qui, transmise de générations en générations, au milieu de ces races efféminées, prépara les victoires des ultramontains à la fin du siècle, et les conquêtes du roi Charles VIII [1].

Une autre diversion apporta plus de soulagement aux Milanais; ce fut la révolte de Vigevano, forte bourgade de la Lomelline, qui chassa le commandant que Sforza lui avait envoyé, et arbora les étendards de la république. Les habitants, après avoir obtenu de la métropole quelques escadrons de cavalerie, commencèrent à ravager les campagnes de Pavie, et contraignirent Sforza à repasser le Tésin pour venir les assiéger. Ce général reçut en même temps une dénonciation secrète contre Guillaume de Montferrat, un de ses lieutenants, qu'on prétendit être sur le point de passer aux ennemis. Sans pouvoir éclaircir cette accusation, Sforza le fit arrêter le 13 mai, et enfermer dans la citadelle de Pavie; mais il conserva pour lui des égards qui annonçaient son intention de se réconcilier ensuite avec la maison de Montferrat [2].

Le siége de Vigevano fut un des faits d'armes où les Ita-

[1] *Joannis Simonetæ.* L. XVIII, p. 541. — *Annales Placentini Antonii de Ripalta*, p. 899. — *M. Ant. Sabellico*, Dec. III, L. VI, f. 191 — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XVIII. p. 544. — *Ann. Placentini Ant. de Ripalta.* p. 900.

liens développèrent le plus de valeur et le plus de constance. Les Milanais désiraient fort qu'il occupât Sforza assez longtemps pour leur donner le loisir de faire les moissons qui commençaient à fleurir. Sforza, qui n'espérait prendre Milan que par la famine, ne désirait pas moins venir à temps pour ravager la campagne. La garnison milanaise et les habitants de Vigevano rivalisaient de zèle et de dévouement. En peu de jours leur poudre à canon fut épuisée, mais ils employèrent avec autant de bravoure que de succès les anciennes armes pour résister aux nouvelles. Lorsque l'artillerie de Sforza eut fait au mur une brèche praticable, il vit s'élever derrière un nouveau retranchement formé de terre et de fumier, qu'on avait entremêlés avec de grosses solives. Il employa de nouveau son artillerie pour le renverser; mais tout à coup le mur et le rempart furent couverts de balles de laine pour amortir les coups des pierres lancées par les bombardes. Enfin ce nouveau retranchement fut à son tour entr'ouvert, et Sforza résolut de donner un assaut le 3 de juin.

Connaissant l'obstination et le courage de ses ennemis, Sforza comprit qu'il ne pourrait les vaincre que par la fatigue et l'épuisement. Il fit huit corps de son armée : le premier commença le combat avec l'aube du jour, et lorsqu'il fut rebuté par la résistance des assiégés, un autre, puis un autre encore lui succédèrent; et l'attaque, toujours renouvelée par des troupes fraîches, n'éprouvait aucune interruption. De leur côté, Jacob de Rieti, Henri de Carreto, et Roger Galli, qui commandaient dans la place, avaient tout prévu. Les bourgeois étaient distribués le long des murs, la brave garnison sur le rempart, objet de l'attaque principale; les femmes de la ville, rangées derrière les soldats, leur distribuaient des rafraîchissements, ou leur transmettaient des pierres pour lancer sur les assaillants; tandis que dans l'église principale les prêtres, avec toutes les jeunes filles, étaient à genoux en

prières pour leurs frères qui combattaient. La garnison tout entière avait cependant été obligée de faire face à l'ennemi dès la première attaque. Tandis qu'elle voyait se succéder des corps toujours nouveaux pour la combattre, elle ne pouvait ni attendre des secours étrangers, ni goûter un moment de repos. Malgré l'avantage de sa position, elle faisait aussi des pertes, et ses rangs devaient s'éclaircir; mais lorsqu'un soldat était renversé, une femme se revêtait à l'instant de ses armes sanglantes, et montait sur le rempart à sa place. Les assaillants, voyant reparaître des guerriers tombés morts à leurs yeux, tandis que le son des cloches et les processions d'images mêlaient la religion au combat, croyaient éprouver quelque chose de surnaturel dans cette résistance, et se laissaient frapper d'une terreur religieuse.

Enfin, après un assaut qui avait duré pendant toute une des longues journées du mois de juin, les soldats de Sforza, à l'approche de la nuit, s'établirent sur le rempart. Les bourgeois effrayés abandonnaient le mur, la ville était prise, lorsque trois ou quatre des assaillants glissent et tombent sur ce terrain en pente et baigné de sang; ceux qui les suivent reculent; la colonne entière se renverse avec effroi; les soldats se précipitent pêle-mêle dans le fossé, entraînant avec eux des masses de décombres qui les écrasent. Ils sont glacés de terreur devant ces murailles qu'ils croient enchantées; et Sforza, pour ne pas compromettre davantage la gloire de son armée, fait sonner la retraite.

Mais Vigevano ne pouvait plus se défendre. Pendant la nuit les assiégés proposèrent et obtinrent avec peine du vainqueur une capitulation. Il fut plus difficile encore de la faire respecter par les soldats : ceux-ci, considérant le pillage comme leur droit, donnèrent encore un assaut aux murailles depuis que le traité fut signé, et ils n'en furent ramenés qu'avec peine par François Sforza, qui leur reprocha d'avoir reculé

devant la brèche pendant le combat, et d'y vouloir monter ensuite contre la foi donnée. La ville fut sauvée cependant, et elle s'engagea seulement à rétablir à ses frais le château qui avait été rasé au nom de la liberté [1].

Après la soumission de Vigevano, Sforza commença, selon son projet, à faire faucher les blés encore verts sur tout le territoire de Milan. En même temps il ramena à l'obéissance les habitants des rives des lacs et ceux des différentes bourgades qui s'étaient révoltées contre lui. D'autre part les Milanais, qui renouvelaient tous les deux mois leur seigneurie, secouèrent, pour un peu de temps, le joug de la populace qui accablait leur république, et qui devait causer sa ruine. Jean d'Ossa et Jean d'Applano, ces deux plébéiens qui avaient abusé si cruellement de leur pouvoir comme capitaines du peuple, furent mis en prison le 1er juillet, à leur sortie de charge; et des hommes qui leur étaient fort supérieurs pour le rang et pour l'éducation, Guarniere Castiglione, Pierre Posterla, et Galeotto Toscani, leur furent substitués. Ceux-ci, dans leur courte magistrature, recherchèrent la seule ressource qui pût rester encore à la république. Ils chargèrent Henri Panigarola, marchand milanais établi à Venise, d'entrer en traité avec les Vénitiens; et ils trouvèrent le doge François Foscari et le conseil des Dix mieux disposés pour la paix qu'ils ne l'avaient espéré [2].

Les Vénitiens commençaient enfin à sentir quelle grande erreur politique ils avaient commise lorsqu'ils avaient tenté de livrer le duché de Milan à un prince belliqueux et ambitieux, plutôt que de le laisser se constituer en république. Marcello, le procurateur de Saint-Marc qui suivait les armées, avait depuis longtemps cherché à faire sentir à ses commettants le danger de ce système. La négociation, que ce retour à la

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XVIII, p. 544-548. — [2] *Ibid.* L. XIX, p. 552.—*Jos. Ripamontii.* L. V, p. 627.

modération facilitait, fut continuée entre Milan et Venise avec un profond secret, pour la dérober au comte Sforza. Elle n'était point encore terminée le 1[er] septembre, lorsqu'une nouvelle seigneurie entra en charge à Milan, et ôta le pouvoir au parti modéré, pour le rendre à de farouches démagogues. Le sénat de Venise attendait, pour se déclarer, le résultat d'une intrigue dont Sforza tenait le fil; elle éclata le 11 septembre. Les villes de Crème et de Lodi lui furent livrées par trahison. La première arbora les drapeaux de Saint-Marc, et l'autre ceux du comte. Ce fut le terme que les Vénitiens résolurent de mettre à ses conquêtes. Comme il conduisait son armée sous les murs de Milan, le conseil des Dix lui fit signifier qu'un armistice avait été signé avec les Milanais, et il rappela en même temps Barthélemi Coléoni et son armée [1].

Les députés de Venise, en annonçant au comte Sforza que leur sénat acceptait la paix et qu'il l'invitait à y accéder, étaient chargés de lui faire sentir combien l'issue de la guerre était encore incertaine, et combien il pouvait se croire encore éloigné d'un plein succès; en sorte qu'il devait se trouver heureux d'accepter les conditions avantageuses que les Vénitiens avaient ménagées pour lui. Le comte savait bien, au contraire, que c'étaient ses rapides conquêtes qui avaient excité la jalousie du sénat, et qu'on ne lui proposait la paix que parce qu'on craignait de le voir bientôt maître de Milan. Ses espérances étaient même confirmées par l'arrivée dans son camp d'une foule d'émigrés que le gouvernement révolutionnaire avait chassés de la ville, et par celle de Charles de Gonzague, jusqu'alors commandant de la place, qui s'était, comme eux, venu joindre aux assiégeants [2]. Cependant Sforza avait fait, de son côté, des pertes douloureuses, et surtout

[1] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. VI, p. 226. — [2] *Platina, Hist. Mantuan.* L. VI, p. 847.

parmi ses officiers généraux. Le comte Louis del Verme, dont il avait fait épouser la fille à un de ses bâtards, avait été tué devant Monza. Robert de Monte Albotto, Christophe de Tolentino, Jacob Catalani, et le comte Dolce de l'Anguillara, lui avaient été enlevés par une fièvre pestilentielle qui avait ravagé son camp et celui des Vénitiens, et qui lui avait ravi en même temps une foule de soldats. Il avait plus regretté encore Manno Barile, vieux capitaine, âgé de soixante-dix ans, qui avait été longtemps attaché à son père, qui l'avait toujours servi lui-même avec une fidélité inébranlable, et qui s'était noyé au passage du Lambro [1]. D'autre part, Alfonse d'Aragon paraissait prendre la défense des Milanais, il avait envoyé à deux reprises de petits corps d'armée qui avaient pénétré dans l'état de Parme, et qui avaient ensuite été détruits par Alexandre Sforza. Ces échecs mêmes pouvaient être, aux yeux d'Alfonse, une raison pour envoyer en Lombardie des forces plus imposantes.

La paix entre les deux républiques avait été signée le 27 septembre à Brescia, et ce fut le 30 que Pasqual Malipieri vint en communiquer au comte Sforza les conditions. Cette paix le mettait au rang des premiers souverains de l'Italie, en sorte qu'il ne pouvait pas se plaindre d'avoir été sacrifié par la république son alliée. Le territoire de la nouvelle république de Milan devait s'étendre seulement entre les trois rivières, l'Adda, le Tésin et le Pô, sans comprendre même la partie de cette presqu'île qui avait appartenu de tout temps aux Pavésans. Sforza était tenu à restituer Lodi, et à renoncer à ses prétentions sur Milan, Côme et leur territoire; du reste, on le reconnaissait pour souverain de Novare, Tortone, Alexandrie, Pavie, Plaisance, Parme et Crémone avec leurs fertiles provinces. Pasqual Malipiero ajouta seulement qu'il ne donnait

[1] *Joann. Simonetæ. L. XIX, p. 553.—Ant. de Ripalta Ann. Placent. p. 900.*

que vingt jours au comte Sforza pour accéder à un traité qui lui assurait tant d'avantages[1].

Mais l'ambition de Sforza s'était accrue avec ses conquêtes ; elle ne pouvait être satisfaite avec rien moins que l'état qu'avait possédé son beau-père ; seulement il sentit la nécessité d'opposer la ruse à ce changement de politique. Il accorda aux Milanais la trêve de vingt jours qui lui était demandée ; elle ne leur donnait aucun moyen d'approvisionner leur ville ; et comme elle s'étendait justement sur le temps des semailles, il comptait bien que, dans l'espérance d'une paix presque certaine, les assiégés confieraient à la terre presque tout le blé qui leur restait. Il envoya en même temps à Venise trois ambassadeurs, dont l'un était son propre frère Alexandre, pour y porter son accession au traité de paix ; mais il les chargea secrètement de traîner en longueur les négociations, et d'éviter, s'il était possible, de munir ce traité de leur signature. Ensuite il éloigna ses troupes de Milan, mais en se réservant tous les passages qui pouvaient l'y ramener le plus rapidement[2].

Pendant que cette trêve trompeuse durait encore, François Piccinino mourut à Milan d'hydropisie, le 16 octobre 1449. Ce général des Milanais leur avait causé plus de maux que de biens. Inférieur à son père et à son frère pour les talents, le courage et même la force de corps, il perdait encore souvent par l'ivrognerie l'usage de ses facultés. Ses fautes avaient attiré sur la milice de Braccio les fréquentes déroutes qui l'avaient humiliée et découragée. Le commandement en chef de cette milice passa, par sa mort, à son frère Jacob, capitaine bien plus rapide dans tous ses mouvements, bien plus vaillant

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XIX, p. 565. — *Cristof. da Soldo, Istor. Bresciana.* p. 860. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VI, f. 192. — *Marin Sanuto.* p. 1135. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XIX, p. 552-572. — *Cristof. da Soldo, Istor. Bresciana.* p. 861. — *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. VI, f. 192. — *Macchiavelli.* L. VI, p. 228.—*Platina Hist. Mantuan.* L. VI, p. 848.

dans le combat. Jacob fut reconnu pour généralissime par les Milanais, et proclamé par les troupes. Celles-ci cependant, en avouant la supériorité du dernier, ne laissaient pas de regretter François. L'aîné des frères s'attachait le soldat par sa prodigalité comme par sa franchise, le second était taxé d'avarice[1].

A peine les vingt jours de la trêve étaient-ils écoulés, et les semailles des Milanais étaient-elles achevées, lorsque François Sforza déclara qu'il ne ratifiait point la paix que ses députés avaient signée en son nom. Cependant, pour mettre sa conscience et son honneur en repos malgré sa mauvaise foi, il fit ce qu'on fait encore généralement en Italie lorsqu'on veut réconcilier l'opinion publique à une action immorale : il engagea des théologiens, qui en font métier, à écrire des dissertations qu'il répandit partout, pour prouver qu'il n'était point tenu à observer un traité que la force seule des circonstances lui avait fait conclure. Il ne retira pas cependant ses troupes de leurs quartiers d'hiver ; ceux-ci étaient si habilement disposés que, sans les abandonner, il pouvait continuer le blocus de Milan. Mais il en fit sortir des partis nombreux de cavalerie, qui ravageaient les campagnes, et qui coupaient toute communication entre l'armée vénitienne et les assiégés.

Le sénat de Venise, en recevant cette nouvelle, résolut de contraindre par les armes ce condottière ambitieux à s'en tenir aux conditions que ses ambassadeurs avaient acceptées. La seigneurie donna ordre à Sigismond Malatesti, général en chef de son armée, de rouvrir de force la communication avec Milan, et de ravitailler cette ville. Sigismond passa l'Adda près de Lecco, et entra au milieu de ces riantes collines qui séparent les lacs de Côme et de Lecco, et qu'on nomme les monts de Brianze. Il y avait donné rendez-vous à Jacob Piccinino, qui

[1] *Joann. Simonetæ*, L. XX, p. 571.

partit de son côté de Milan pour l'y joindre. Mais Sforza prévint leur réunion par sa rapidité ; il battit Piccinino le 28 décembre, et le repoussa dans Milan ; il revint ensuite sur Sigismond, qu'il contraignit à repasser l'Adda après lui avoir fait beaucoup de prisonniers, et il termina ainsi l'année par une victoire importante[1].

1450. — Il commença la suivante par une négociation non moins avantageuse. Ses ambassadeurs, dont l'un était Barthélemi Visconti, évêque de Novare, signèrent pour lui, le 20 janvier, avec Louis, duc de Savoie, un traité de paix par lequel les deux souverains se garantissaient leurs conquêtes mutuelles. Sforza renonçait par ce traité à plusieurs districts et à plusieurs châteaux que les Piémontais lui avaient pris dans les territoires de Pavie, de Novare et d'Alexandrie ; mais il était trop heureux de se délivrer à ce prix d'un ennemi redoutable, qui aurait pu le détourner de la guerre où il était engagé, par une diversion inquiétante[2].

La situation des Milanais et celle de Sforza étaient également critiques ; tous deux manquaient de vivres ; on ne trouvait plus de blé dans ces campagnes épuisées, et celui que Sforza faisait venir de Lodi suffisait à peine pour nourrir le tiers de son armée. Les Milanais mettaient leur espoir dans les paysans qui, séduits par un bénéfice immense, se hasardaient à leur porter des munitions au péril de leur vie, tandis qu'ils les dérobaient avec soin aux soldats de Sforza, qui les auraient prises sans payer. Aucun combat à force ouverte ne faisait marcher la guerre vers sa conclusion ; l'armée de Sigismond Malatesti et celle de Sforza ne tenaient point la campagne, et les Italiens élevés dans la mollesse, ne supposaient pas qu'au milieu des frimas les troupes pussent agir à

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XX, p. 576-579. — *Jos. Ripamontii.* L. V, p. 630. — [2] *Jo. Simonetæ.* L. XX, p. 573. — *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 193. — *Annales Placentini.* T. XX, p. 901. — *Guichenon, Hist. généal. de la maison de Savoie.* T. II, p. 86.

découvert. Les deux généraux cependant continuaient, du milieu de leurs cantonnements, une guerre d'escarmouches. Les troupes de Sforza, logées dans les bourgades du Milanais, battaient la campagne pour arrêter les convois de vivres ; de leur côté, Malatesti et Coléoni avaient rassemblé à Bergame des magasins considérables, d'où ils s'efforçaient de faire passer des munitions à Milan.

Barthélemi Coléoni, dans l'espérance de s'ouvrir une communication avec la ville assiégée, passa de nouveau l'Adda, et s'avança jusqu'à Côme. Jacob Piccinino s'y rendit de son côté de Milan : il ne s'agissait plus pour lui que de revenir par la même route, avec le convoi que Coléoni avait conduit à Côme. Tous les lieutenants de Sforza conseillaient à celui-ci de se retirer, et de ne pas s'obstiner à garder des cantonnenents aussi dangereux, entre une grande ville assiégée et une armée ennemie. Sforza persista seul dans ses projets, et sans tirer toute sa cavalerie de ses quartiers, il sut couper à Piccinino le chemin du retour. Les riches bourgades du Milanais lui offraient des logements commodes, et son armée n'y était guère moins concentrée que s'il l'eût tenue dans un camp [1].

Le danger était redoublé pour les deux partis par la déloyauté de tous les capitaines qui, ne songeant qu'à s'enrichir, mettaient sans cesse leur honneur et leur fidélité à l'enchère. Au moment où ils suivaient les drapeaux d'un souverain, ils étaient presque toujours en négociation avec son adversaire. Vintimille était entré en traité avec les Vénitiens en même temps que Piccinino avec Sforza ; mais le premier, dont l'intrigue fut découverte, fut arrêté par le comte, et envoyé prisonnier à Pavie ; le second, n'osant pas se livrer entre les mains de son ennemi, quoiqu'il en eût obtenu les plus brillantes promesses, rompit les négociations qu'il avait commen-

[1] *Joann. Simonetœ.* L. XX, p. 590. — *Cristof. da Soldo*, *Istor. Bresciana.* p. 862. — *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 193, verso.

cées, et fit périr comme faussaire le député qui avait traité avec lui[1].

Cependant la ville de Milan éprouvait toutes les horreurs de la famine : déjà les plus riches avaient mangé les chevaux, les mulets, les chiens qui se trouvaient dans l'enceinte des murs, tandis que le peuple arrachait les racines et les herbes qui croissaient le long des remparts, et n'avait pas même quelque substance onctueuse pour les assaisonner. Des milliers de pauvres étaient morts au milieu des rues, des milliers d'autres avaient cherché un refuge dans les campagnes; mais Sforza, qui n'espérait réduire Milan que par la famine, les faisait chasser de nouveau dans la ville. Les jeunes filles étaient seules soustraites à cet ordre rigoureux, non par la compassion, mais par l'incontinence des soldats[2].

L'armée de Sigismond Malatesti était supérieure en nombre à celle de Sforza; mais on croit que ce général, qui ne manquait ni d'habileté ni de courage, n'osa jamais livrer une bataille nécessaire à la délivrance de Milan, par la crainte d'encourir la vengeance méritée de Sforza, s'il était vaincu. Il avait autrefois épousé Polyxène, fille de ce général; depuis peu il l'avait fait périr pour épouser une maîtresse, et sa conscience lui faisait craindre qu'une bataille ne le livrât prisonnier entre les mains du beau-père qu'il avait si mortellement offensé[3].

Les chefs du gouvernement de Milan, déterminés à tout souffrir plutôt que de tomber sous la tyrannie de Sforza, s'assemblèrent dans le temple de Sainte-Marie de la Scala, et proposèrent de soumettre leur ville à la souveraineté de Venise, pour engager cette république à les défendre plus puissamment. C'était depuis longtemps l'objet de l'ambition se-

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XX, p. 592. — [2] *Ibid.*, L. XX, p. 591.—*Crist. da Soldo, Ist. Bresciana*. p. 863. — [3] *Joannis Simonetæ*. L. XX, p. 594.—*Nicolo Macchiavelli Istor. Fiorentine*. L. VI, p. 232.

crète des Vénitiens, et de la mission de Véniéri, leur ambassadeur à Milan. Mais, tandis que la seigneurie délibérait, un tumulte commença le soir du 25 février, au quartier de Porte-Neuve, parmi la multitude affamée. Le podestat Dominique de Pésaro, et Lampugnano Birago, l'un des magistrats, furent repoussés à coups de pierres. Gaspard de Vimercato et Pierre Cotta se mirent à la tête des insurgés et vinrent attaquer le palais. Une aile de ce bâtiment était occupée par la seigneurie, une autre par la duchesse Marie, veuve du dernier duc. Les insurgés, repoussés par la garde du premier corps de logis, entrèrent par le second, et se précipitèrent au travers de ses longs corridors, pour arriver aux salles du gouvernement. Léonard Véniéri, l'ambassadeur des Vénitiens, s'y présenta à eux, et s'efforça de les arrêter : il fut massacré par ces furieux. Les magistrats s'échappèrent alors du palais, qui demeura au pouvoir de la populace; l'insurrection s'étendit dans les différentes parties de la ville. Ambroise Trivulzio, qui commandait à la Porte Romaine, chercha vainement à résister, et à sauver la patrie des mains de la populace. Il se soumit enfin le dernier, pour ne pas augmenter les malheurs de Milan par une guerre civile [1].

Le tumulte avait commencé le soir, et il avait duré pendant toute la nuit. Le matin du 26 février, les citoyens se rassemblèrent de nouveau dans le temple de Sainte-Marie de la Scala, pour délibérer sur ce qu'ils devaient faire; car ces mêmes insurgés, qui avaient renversé le gouvernement, et qui avaient manifesté tant de fureur contre ceux qui continuaient la guerre, n'avaient aucun plan arrêté, aucune espérance sur les moyens de la faire finir. A la haine contre François Sforza, qui était enracinée dans tous les cœurs, se joignait encore celle contre les Vénitiens, dont les Milanais avaient été de

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XXI, p. 597-599. — *Macchiavelli Stor. Flor.* L. VI, p. 234. — *Jos. Ripamontii*. L. V, p. 632.

tout temps jaloux, et qu'ils accusaient de tous les malheurs qu'ils éprouvaient. Plutôt que de tomber sous leur joug ou sous celui de Sforza, quelques-uns proposèrent, dans cette assemblée tumultueuse, de se donner au roi Alfonse, d'autres au roi de France, d'autres au pape, d'autres au duc de Savoie; mais Gaspard de Vimercato, qui prit la parole après tous les autres, et qui ayant servi longtemps sous François Sforza lui était secrètement attaché, n'eut pas de peine à montrer que le roi de Naples, le roi de France, ou le pape, étaient si éloignés, que le peuple entier de Milan périrait de misère avant d'avoir pu recevoir leurs secours. Il ajouta que le duc de Savoie était trop faible pour pouvoir les sauver, comme on avait pu s'en assurer au commencement de la campagne précédente; enfin, il déclara que si l'on voulait faire cesser en un jour la guerre et la famine, il n'y avait qu'un seul expédient possible, c'était de se remettre entre les mains de Sforza, dont il vanta la clémence et la bonté, et de reconnaître le gendre et le fils adoptif de leur dernier duc comme successeur légitime des Visconti. Cette espérance d'une paix si rapprochée, d'une cessation si subite de maux intolérables, produisit dans l'esprit de la multitude une étonnante révolution. Celui qu'un moment auparavant personne n'aurait nommé sans exécration, parut à tous le seul sauveur des Milanais, et Gaspard de Vimercato fut à l'instant chargé de porter au comte François Sforza les offres et les vœux de tout le peuple[1].

Sforza, averti de la révolution qui s'était opérée, s'était mis en marche de Vimercato où était son quartier, et s'approchait de la ville, à la tête de sa cavalerie. Il avait donné à ses gendarmes l'ordre de prendre chacun autant de pains qu'ils en pourraient porter. A six milles de la ville, il trouva

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXI, p. 600. — *Crist. da Soldo*, *Ist. Bresciana.* p. 863. — *Nicolo Macchiavelli*, *Stor. Fior.* L. VI, p. 235.

la foule des Milanais qui se précipitaient au-devant de lui ; et pour contracter avec eux un lien d'hospitalité par un premier bienfait, sans suspendre sa marche, il fit distribuer par ses soldats les pains qu'ils portaient, à ces malheureux qui souffraient de la faim. Arrivé à la Porte-Neuve, il y trouva Ambroise Trivulzio avec un petit nombre de citoyens fidèles, qui voulurent, avant de lui accorder l'entrée de la ville, lui imposer quelques conditions, et lui faire jurer l'observation des lois et des libertés de leur patrie ; mais il n'était plus temps de résister ni à la soldatesque insolente, ni à la populace elle-même, qui ne songeait plus qu'aux vivres qu'elle attendait, et à la paix dont elle voulait jouir. Sforza, encouragé par Vimercato et par ceux qui le suivaient, passa outre, sans vouloir se lier par aucune promesse[1]. Pressé et presque porté avec son cheval entre les bras des citoyens, il vint d'abord dans le temple de la Sainte-Vierge rendre grâces à Dieu de cet heureux succès, ensuite sur la place publique, où il fut salué avec mille acclamations par les noms de Prince et de Duc. Il distribua des gardes dans la ville, il s'assura des portes et des murailles, puis il ressortit immédiatement de Milan, afin de hâter l'arrivée de nouveaux convois de vivres. Il fit publier dans toutes les campagnes que tous les comestibles seraient reçus dans sa nouvelle capitale sans payer de gabelle ; en même temps il fit transporter à ses frais, de Crémone et de Pavie, de forts chargements de blé et de pain, pour distribuer aux pauvres. Dans les deux jours qui suivirent, Monza, Côme et Bellinzona, seules places fortes qui fussent demeurées au pouvoir des Milanais, lui ouvrirent aussi leurs portes. Sigismond Malatesti, averti de la révolution par les feux de joie qu'il vit s'élever de la ville, repassa l'Adda avec l'armée vénitienne ; et François Sforza, en possession de

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXI, p. 601.

tout le duché de Milan, mit, pour le reste de la mauvaise saison, ses troupes en quartiers d'hiver[1].

Au moment où François Sforza atteignait le but de son ambition, de ses combats et de sa politique, si, sur le trône où il venait de s'asseoir, il avait pu entrevoir l'avenir, sans doute il aurait été troublé, en comparant la valeur réelle de son acquisition, avec le prix qu'elle lui avait coûté. « La couronne, « dit Ripamonti, historien de Milan au XVII[e] siècle, ne de« vait point parvenir jusqu'à un sixième héritier, et les « cinq successions par lesquelles elle devait se transmettre « devaient être accompagnées d'autant d'événements tragiques « dans sa maison. Galéaz, son fils, fut, à cause de ses crimes et « de son impudicité, tué par ses gentilshommes conjurés « contre lui, en présence du peuple, devant les autels, au « milieu des fêtes sacrées, et la ville entière fut ensuite ensan« glantée par le massacre des conspirateurs. Jean Galéaz, qui « vint ensuite, mourut empoisonné par Louis-le-Maure, et « fut victime des forfaits de son oncle. Celui-ci, à son tour, « prisonnier des Français, mourut de douleur dans sa capti« vité. Le sort de l'un de ses fils fut semblable au sien; l'autre, « après avoir éprouvé longtemps l'exil et la misère, rétabli « sans enfants, dans sa vieillesse, sur un trône ébranlé, vit « finir en même temps et sa maison et son empire. Telle était « la récompense de la trahison qui avait subjugué Milan; c'était « pour un tel succès que François Sforza avait passé sa vie « dans les tromperies, les privations et les dangers. »

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XXI, p. 602, 603. — *Anton. di Ripalta*, *Annal. Placentini*. T. XX, p. 901. — *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia*. T. XXII, p. 1137. — *Navagiero*, *Storia Veneziana*. T. XXIII, p. 1114. — [2] *Josephi Ripamontii Canonici Sanctæ-Mariæ ad Scalam*, *Historia urbis Mediolani*. L. V, p. 620.

CHAPITRE VIII.

Politique de Cosme de Médicis. — Guerre de Piombino entre le roi de Naples et les Florentins. — Derniers efforts des Vénitiens et d'Alfonse contre Sforza, soutenu par les Florentins. Paix de Lodi.

1447-1454.

Milan n'aurait jamais été conquis par François Sforza, et la Lombardie ne serait point devenue la proie d'un chef ambitieux de soldats mercenaires, si la république qui avait fait fleurir les arts, les lettres antiques, la philosophie et la poésie, si Florence n'avait pas la première changé de gouvernement. Pendant cinquante ans on avait vu cette illustre cité dirigée par des hommes d'état patriotes, qui regardaient le maintien de la liberté italienne comme le noble office de leur république. Jamais ils n'avaient hésité à se placer au premier rang pour combattre les usurpations de Bernabos et de Jean Galéaz Visconti, de Ladislas de Naples, et de Philippe-Marie. Maso des Albizzi et Nicolas d'Uzzano croyaient fermement que la liberté était le seul garant de la paix et de la prospérité de l'Italie; qu'un tyran, en s'élevant, n'écrasait pas seulement ses propres sujets, mais qu'il menaçait tous ses voisins; que les vices et la bassesse d'une cour corrompaient, par leur fatal exemple,

les citoyens d'un état libre, appelés à traiter avec elle. Ils se croyaient obligés par devoir, par conscience, à embrasser la défense d'un peuple qui prenait les armes pour maintenir ou recouvrer sa liberté; ils calculaient moins l'intérêt de leur république, qu'ils ne se confiaient à la noblesse de leurs propres sentiments; mais comme ils n'étaient pas moins éclairés que justes, ils avaient senti, ils avaient fait reconnaître à leurs concitoyens, que la plus haute prudence se trouve dans la plus haute vertu, et qu'une conduite noble et généreuse mène à la grandeur comme à la gloire.

Malheureusement cette mémorable aristocratie, l'une des plus brillantes par les talents, des plus recommandables par les vertus, des plus scrupuleuses à ménager les libertés des peuples qui aient jamais gouverné une république, éprouva, comme tous les gouvernements qui ont brillé sur la scène politique, l'influence fatale du temps: Renaud des Albizzi, moins habile et plus présomptueux que son père, abusa d'une autorité que de rares talents ne rendaient plus bienfaisante. Il fut exilé avec ces vieux amis de la liberté, qui pendant leur administration, avaient donné un caractère si noble à leur république. Cosme de Médicis hérita de leur gloire ainsi que de leur pouvoir; il recueillit les fruits de toutes les avances qu'eux seuls avaient faites pour les progrès de l'esprit humain, le développement de l'imagination et celui de la pensée; mais il était loin d'hériter aussi de leur patriotisme. Cosme de Médicis cependant est seul connu de la postérité, tandis que l'illustration des Albizzi est oubliée, parce que nous sommes plus frappés de l'éclat qui environne un grand homme, que de celui dont lui-même est cause, ou parce que nous pouvons lire encore les adulations de ceux qui encensèrent le premier Médicis, d'Ambroise Traversari, de Poggio Bracciolino, d'Argiropylo, de Lapo de Castiglionchio, de Bénédetto Accolti, de Flavio Blondo, de Giannozzo Manetti, et de Léonard Aré-

tin, qui tous vécurent dans sa société, qui furent soutenus de sa bourse, et qui lui dédièrent les écrits par lesquels ils contribuèrent le plus au renouvellement des lettres; mais le gouvernement vertueux qui fit naître et qui forma tous ces hommes distingués, et Cosme lui-même avec eux, n'a trouvé personne pour le célébrer, parce qu'il fut renversé au moment où ces écrivains, déjà parvenus à l'entier développement de leurs facultés, pouvaient distribuer de la gloire, en retour de la protection qu'ils avaient reçue; et parce que la reconnaissance, même chez les auteurs les plus célèbres, survit rarement au crédit de leurs bienfaiteurs.

Cosme de Médicis était cependant un grand homme, et n'a point usurpé la réputation avec laquelle il traversa les siècles à venir. Ce marchand de Florence, qui, au milieu de sa carrière, n'abandonna jamais le négoce de ses pères, qui répandit autour de lui le bien-être, et anima l'industrie par son immense fortune; ce marchand était un des plus habiles hommes d'état de l'Europe; un homme d'un goût exquis dans les arts, d'une érudition vaste dans les lettres, d'un jugement aussi juste que profond dans la philosophie, dont il fut un des restaurateurs.

La fortune de Cosme de Médicis, cause première de sa puissance et de sa gloire, n'a paru sans bornes, que parce que ce grand homme eut la sagesse de demeurer toujours citoyen. Même en calculant, non point son revenu seulement, mais les bénéfices de son commerce au taux le plus élevé, il n'arriva jamais à disposer de plus de cinquante mille florins par année (environ 600,000 fr.), et son capital ne dépassa jamais deux cent quarante mille florins. Cette somme aurait été peu de chose pour son belliqueux ami François Sforza, qui, même avant d'être duc de Milan, dépensa plus d'une fois trois cent mille florins dans l'année. Mais les calculs des ambitieux les trompent sans cesse; l'argent qu'ils prodiguent à leurs soldats

pour élever leur puissance, les rendrait bien autrement grands par les arts de la paix. Cosme de Médicis n'avait de luxe ni dans sa vie publique ni dans sa vie privée, et il avait partout de la grandeur. Il ne prodigua point son patriotisme pour soudoyer des armées, pour fomenter des intrigues chez les étrangers ; il ne chercha à éblouir ses concitoyens ni par l'éclat de ses habits et de ses équipages, ni par la magnificence de sa table, ni par un domestique nombreux ou somptueusement vêtu ; mais il éleva aux arts des monuments qu'aucun roi de l'Europe n'a égalés ; il étendit ses bienfaits sur tout ce que son siècle a produit d'hommes illustres ; et par les chefs-d'œuvre qu'il a fait créer, ou par les monuments de l'antiquité qu'il a conservés, il fera sentir les effets bienfaisants de sa richesse jusqu'à la dernière postérité[1].

Cosme de Médicis signala sa magnificence, en ouvrant au public de vastes recueils de manuscrits précieux, à une époque où chaque livre était regardé presque comme un trésor. A l'occasion de son exil à Venise, il laissa pour gage de sa reconnaissance, à l'état qui lui avait donné asile, une bibliothèque publique au couvent de Saint-George, qui y a subsisté jusqu'en 1614[2]. Un de ses compatriotes, Nicolo Nicoli, citoyen peu riche, avait rassemblé huit cents manuscrits latins, grecs et orientaux, dont plusieurs étaient copiés de sa main et enrichis de ses commentaires. Il avait, à sa mort, légué cette collection au public, sous la surveillance de seize curateurs. Mais ce fut

[1] La fortune de Cosme de Médicis nous est connue par deux inventaires, tous deux rapportés dans les *Ricordi di Lorenzo de' Medici. Apud Roscoë, Append. III*, p. 41, 44. Le premier fut dressé à la mort de Laurent de Médicis, frère de Cosme, plus jeune que lui de quatre ans. La fortune de chaque frère montait alors à 235,137 florins d'or. Au bout de vingt-neuf ans il se fit, en 1469, un inventaire de l'héritage de Pierre, fils de Cosme, et sa fortune montait alors à 237,989 florins ; en sorte qu'elle n'avait ni augmenté ni diminué. Les bénéfices du commerce, calculés à vingt pour cent sur ce capital, ne sont que de quarante-six mille florins. On se souvient que le florin a été constamment la huitième partie d'une once d'or, ou la soixante-quatrième du marc, tandis que le louis d'or neuf on était la trente-deuxième. — [2] *Life of Lorenzo de' Medici from W. Roscoë.* T. I, p. 19. — *Ginguené, Hist. Littéraire d'Italie.* Chap. XVIII, T. III, p. 255.

Cosme qui fit jouir les Florentins de la libéralité de Nicoli ; il paya toutes ses dettes , et il fit tous les frais nécessaires pour établir sa bibliothèque dans le couvent de Saint-Marc, qu'il avait fait bâtir avec magnificence[1]. En même temps, les livres que Cosme avait rassemblés pour son propre usage, ont formé le fond primitif de la bibliothèque qui a pris de son petit-fils le nom de Laurentienne[2].

Cosme de Médicis, s'élevant des premiers contre la domination que la philosophie d'Aristote avait obtenue dans les écoles, suivit les leçons de Gémisthius Plétho, l'un des théologiens grecs du concile de Florence ; il prit de lui un goût très vif pour la philosophie platonicienne, et il destina un des élèves de Plétho, Marsilio Ficino, à être le restaurateur de l'Académie. Il lui fit donner une éducation entièrement dirigée vers ce but, et il fut, plus encore que l'élève qu'il avait choisi, le père des nouveaux platoniciens[3]. Ses immenses richesses, et ses correspondances qui embrassaient tout l'univers connu, étaient constamment employées au service de l'érudition. Sur la demande de Poggio ou de Traversari, il chargeait les commis de ses maisons de commerce d'acheter ou de faire copier les manuscrits que d'autres savants avaient découverts en Allemagne, en Angleterre, en France, en Grèce et en Syrie. Des palais, des couvents, des églises étaient élevés à ses frais dans la ville et dans son territoire, et il faisait ainsi jouir du luxe des beaux-arts jusqu'aux plus pauvres citoyens d'un état libre, en même temps qu'il encourageait le génie de Michellozzi et de Philippe Brunelleschi. Il fut l'ami aussi bien que le protecteur de Donatello et de Massaccio, dont l'un fit faire à la sculpture, l'autre à la peinture, de rapides progrès. Dans la protection qu'il accordait à tous les travaux élégants ou utiles, il

[1] *Poggii Oratio parentalis Nicolai Nicoli*. p. 276. — *Ginguené*. Chap. XVIII, p. 258. — [2] *Life of Lorenzo de' Medici*. T. I, p. 41. — [3] *Ginguené, Hist. Littéraire d'Italie*. Chap. XVIII, T. III, p. 262.

ne négligea pas non plus l'agriculture, et ses deux domaines de Careggi et Caffaggiuolo, dont il chérissait le séjour, furent enrichis par les soins et l'intelligence de ce laboureur consulaire.

Cependant c'est comme homme d'état que Cosme de Médicis a obtenu la plus haute réputation ; et dans cette carrière, où il a brillé du plus grand éclat, sa gloire n'est pas également à l'abri du reproche. Connaissant bien les hommes, et sachant les conduire, il se montra surtout ferme dans ses desseins, patient, courageux, inébranlable ; mais sa politique, au lieu d'être mue par des considérations supérieures, se rapportait toute à lui seul, et les vues de l'intérêt personnel sont plus courtes que celles de l'amour de la patrie ou de la liberté. Cosme, en voulant assurer au dedans de l'état son pouvoir et celui de sa famille, fit perdre à Florence ce qui faisait sa gloire et sa grandeur ; en voulant se donner au dehors un allié puissant qui lui fût personnellement dévoué, il rompit les alliances antiques de sa patrie, et la fit renoncer à des maximes qui n'avaient pas été moins sages que généreuses. Cosme de Médicis conserva Florence libre, sans montrer aucun attachement pour la liberté. Sous prétexte d'empêcher les émeutes populaires, il resserra l'oligarchie entre les mains du moindre nombre possible d'individus ; il fit attribuer, en 1452, le droit de nommer la seigneurie à cinq citoyens seulement, non sans exciter ainsi la défiance et les regrets de tous les amis de la patrie[1]. Il employa contre ses ennemis des mesures sévères et violentes, qui ébranlèrent la constitution dans ses bases, autant qu'elles blessèrent les individus ; il substitua à l'esprit de corps qui animait les Albizzi, un esprit de famille qui se rapportait uniquement aux Médicis ; il s'efforça de sortir de l'égalité républicaine, autant que ses compatriotes s'efforçaient de l'y main-

[1] *Istorie di Giov. Cambi. Delizie degli erud. Toscani.* T. XX, p. 300.

tenir. Il chercha dans l'amitié de François Sforza un appui dont il sentait le besoin bien plus pour lui-même que pour la république; il donna quelquefois à cet ami, s'il faut en croire Simonéta, des conseils qui indiquaient qu'aucun principe de loyauté n'arrêterait sa politique[1]. Il détermina enfin Florence à seconder Sforza dans l'oppression des Milanais, tandis que les sentiments comme l'intérêt des Florentins devaient s'accorder pour élever en Lombardie un état libre, qui servît de contre-poids à l'ambitieuse oligarchie de Venise et à la monarchie militaire de Naples.

Il est vrai que les Florentins n'étaient pas demeurés sans occupation pendant la guerre de Milan, ni en pleine liberté sur le parti qu'ils devaient prendre. 1447. — Au commencement de l'été de 1447, tandis que Philippe-Marie vivait encore, et que les Florentins unis aux Vénitiens cherchaient à terminer, au congrès de Ferrare, leur guerre avec ce prince, Alfonse, roi de Naples, fit révolter la petite forteresse de Cennina, dans le val d'Arno supérieur, et il y établit une garnison, pour s'ouvrir l'entrée de la Toscane lorsqu'il voudrait y conduire l'armée qu'il avait alors rassemblée à Tivoli. Il ne se mit cependant point en mesure de défendre ce château, qu'il laissa reprendre par les Florentins au bout de quinze jours[2]. Les révolutions de la Lombardie et la mort de Philippe le firent sans doute hésiter quelque temps sur la conduite qu'il devait suivre; cependant on sut, à la fin de septembre, qu'il avait sous ses ordres sept mille chevaux, quatre mille

[1] Il conseilla à François Sforza, dont les affaires, au printemps de 1447, semblaient désespérées, de rétablir son armée découragée en livrant au pillage Pésaro, la seule ville qui lui fût demeurée fidèle, ville dans laquelle il était alors enfermé; il ajouta que Sforza devait ne plus consulter que son seul intérêt, ne chercher ses ressources qu'en lui-même, et renoncer à l'alliance des républiques, qui ne peuvent jamais aimer les hommes élevés dans la discipline militaire. Simonéta ajoute que Sforza rejeta ce conseil inique, et s'étonna d'avoir trouvé dans un tel homme une si exécrable barbarie. *Joannis Simonetæ.* L. VIII, p. 388. — [2] *Scipione Ammirato Stor. Fior.* L. XXII, p. 54. — *Macchiavelli Ist.* L. VI, p. 207.

fantassins et quatre mille fourrageurs ; qu'il s'était avancé jusqu'à Monte-Pulciano, sur les confins de l'état de Sienne, et qu'il cherchait à engager cette dernière république dans ses intérêts. Les ambassadeurs Giannozzo Pitti et Bernardo Médici, qui lui furent envoyés, rapportèrent qu'il voulait détacher les Florentins de l'alliance de Venise, et avec leur aide défendre la Lombardie, à la possession de laquelle il prétendait que le testament de Philippe l'avait appelé[1]. Il entra en effet sur le territoire florentin par la province de Volterra ; il y prit, aussi bien que dans la Maremme de Pise, quelques châteaux de peu d'importance, et il s'arrêta, au mois de décembre, devant celui de Campiglia, qui lui opposa une résistance obstinée. Les Florentins, de leur côté, avaient nommé des décemvirs de la guerre ; ils avaient appelé à leur solde Frédéric, comte de Montéfeltro, et ensuite Sigismond Malatesti ; ils les avaient réconciliés l'un à l'autre, et ils n'avaient point perdu de temps pour lever une armée et se mettre en état de défense[2].

La vigoureuse résistance de Campiglia força le roi à lever le siége et à se mettre en quartiers d'hiver dans les Maremmes, près des ruines de l'ancienne Populonia. 1448. — Il n'était alors éloigné que de trois milles de Piombino, et il se proposait de s'assurer de cette place forte. La ville de Piombino, autrefois pauvre bourgade au milieu de campagnes à moitié désertes, était devenue, en 1399, une petite principauté où la maison d'Appiano s'était retirée après avoir trahi la république de Pise. Jacques Ier d'Appiano avait fortifié le château ; il avait répandu quelque argent dans ces campagnes fertiles, mais insalubres, et attiré quelque commerce dans son petit port. Il mourut, et sa fille Catherine porta, comme dot, la principauté de Piombino à son mari Rinaldo Orsini. Celui-ci avait eu précédemment quelques différends avec les Floren-

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 55. — *Barth. Facii* L. IX, p. 144. — [2] *Macchiavelli Ist.* L. VI, p. 208. — *Commentari di Neri Capponi*. T. XVIII, p. 1204.

tins; cependant il avait appris, par l'exemple du comte de Poppi, combien il était dangereux d'embrasser, contre la république, le parti d'un monarque éloigné, qui ne manquerait pas de l'abandonner ensuite et de le sacrifier. Il ferma donc son château à Alfonse et à ses soldats; il lui refusa des vivres, et par là il excita si fort son courroux, qu'au mois de mai suivant le roi de Naples, après avoir menacé de nouveau Campiglia, tourna tout à coup sur Piombino et en entreprit le siége[1]. Orsini s'était mis sous la protection de la république de Sienne, et dans le langage du temps il se disait son *recommandé;* mais Sienne n'était pas assez forte pour le protéger : il s'adressa donc à Florence, et Lucas Pitti, qui était alors gonfalonnier de justice, et dont le crédit égalait presque celui de Cosme de Médicis, lui promit que la république le défendrait avec autant de zèle que ses propres états.

Les galères florentines amenèrent en effet, le 8 juillet, à Piombino, trois cents fantassins et un approvisionnement de poudre et de plomb[2]. Ce convoi devait être bientôt suivi par un autre plus considérable; mais Alfonse, qui mettait beaucoup d'importance à s'emparer de ce château, qu'il regardait comme pouvant, avec son port, lui assurer en tout temps l'entrée de la Toscane, fit arriver dans ces parages une flotte napolitaine pour l'assiéger aussi du côté de la mer. Cette flotte assurait en même temps aux Napolitains d'abondants convois de provisions, tandis qu'une armée florentine, qui s'était avancée jusque sur les hauteurs de Campiglia, se voyait barrer le chemin par l'armée d'Alfonse, et se trouvait privée de munitions, de vivres, et surtout de vin, nécessaire au

[1] *Poema d'Antonio degli Agostini, sull' Assedio di Piombino.* T. XXV. *Rer. Ital.* p. 321-324. — *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 57. — *Nic. Macchiavelli* L. VI, p. 209. — *Comment. di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1205. — *Barth. Facii Rer. Gest. Alphonsi.* L. IX. p. 146. — [2] *Ant. degli Agostini Poema dell' Assedio di Piombino.* P. III, c 3, p. 339. — *Barth. Facii.* L. IX, p. 148.

soldat dans un climat malsain, où les eaux sont mauvaises et l'air pestilentiel [1].

Les deux armées napolitaine et florentine, rangées sur les hauteurs en amphithéâtre, et les habitants de Piombino, du haut de leurs murs, considéraient avec inquiétude la vaste mer par où tous les convois devaient leur arriver. Dix galères napolitaines, commandées par Garcilaso de Requesens, gardaient le rivage : les Florentins n'en avaient que quatre ; mais, soit confiance dans leur grandeur et la supériorité de leur manœuvre, soit détermination de tout tenter pour délivrer Piombino, elles n'hésitèrent pas à attaquer la flotte royale, le 15 juillet au soir. Le combat dura cinq heures, et se prolongea fort avant dans la nuit. La présence des deux armées, qu'on voyait attentives à un engagement qui pouvait devenir décisif pour elles, et les cris des soldats qui cherchaient à encourager leurs auxiliaires, ranimaient les combattants lorsqu'ils étaient prêts à céder à l'épuisement ; mais, après des prodiges de valeur, les Florentins succombèrent ; deux de leurs galères furent prises : les deux autres, endommagées dans leur gréement, et ayant perdu beaucoup de monde, ne réussirent qu'avec peine à s'éloigner [2].

Après la perte de ces vaisseaux, Neri Capponi, qui commandait l'armée florentine avec le titre de commissaire, prit le parti de se retirer. En s'éloignant de Piombino, il alla mettre le siége devant quelques châteaux de la Maremme, que le roi avait soumis l'automne précédent, et il les reprit tous. Cependant il engagea ses compatriotes à repousser les propositions de paix que leur faisait Alfonse, parce que l'abandon du seigneur de Piombino en était le premier article.

Celui-ci s'était déjà défendu plus de trois mois avec une

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 57.—*Commentari di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1205. — [2] *Comment. di Neri Capponi.* p. 1205. — *Macchiavelli, Ist.* L. VI, p. 210. — *Barth. Facii.* L. IX, p. 149.

grande vigueur ; l'armée d'Alfonse était affaiblie par les maladies, et sur ce sol meurtrier plus de mille soldats napolitains avaient déjà péri d'une fièvre maremmane ; la plupart des autres étaient atteints du même mal. Cependant l'artillerie d'Alfonse ayant renversé une des tours qui soutenaient les murs au levant, le roi résolut, au milieu de septembre, de livrer à la place un dernier assaut. Il partagea son armée entre Pierre de Cardone et Inigo de Guevara ; il fit en même temps approcher la flotte que commandait Berlinghière Barili, et après avoir animé ses soldats par tout ce qui pouvait éveiller leur orgueil, leur cupidité ou leur désir de vengeance, il envoya ses troupes à un assaut dans lequel les Catalans rivalisèrent avec les Napolitains, et déployèrent aux yeux de leur roi tout ce qu'ils avaient de bravoure. D'autre part, Rinaldo Orsini ayant rassemblé autour de lui les habitants de Piombino et sa petite garnison, leur représenta que s'ils succombaient, ils ne tomberaient pas entre les mains d'Italiens, mais de soldats barbares qui n'entendaient point leur langue, et qui méconnaissaient toutes les lois de la guerre et de l'humanité. Il fit ranger les femmes derrière leurs maris et leurs frères, pour leur distribuer des munitions et des rafraîchissements ; et donnant lui-même l'exemple de la bravoure, il fut admirablement secondé par ses paysans et ses soldats. Aux armes ordinaires les assiégés joignaient des flots d'huile bouillante et de chaux vive, qui, pénétrant sous l'armure des assaillants, leur causaient des douleurs insupportables. Les vaisseaux catalans s'avançaient en même temps du côté de la Rocchetta ; des bateaux remplis d'hommes armés, et élevés par des poulies jusqu'au haut des mâts, devaient se trouver de niveau avec la muraille, s'y attacher par des harpons, et donner ainsi un passage facile aux assaillants. Mais un heureux coup de bombarde, parti de la Rocchetta, frappa au milieu d'un de ces bateaux, et le fracassa entièrement ; les autres, quoiqu'ils

eussent lancé à plusieurs reprises leur harpon, ne purent jamais s'accrocher à la muraille. Le combat avait déjà duré plusieurs heures avec un égal acharnement, lorsque les Napolitains virent paraître sur leurs derrières quelques escadrons de cavalerie florentine. Ils ne doutèrent pas que Capponi ne ramenât toute son armée pour les attaquer au pied de ces mêmes murs où ils se sentaient déjà accablés de fatigue : ils ne voulurent point courir la chance d'un nouveau combat, et ils se retirèrent à leur quartier [1]. Alfonse, découragé par cette dernière tentative, leva le siége de Piombino. En même temps il abandonna la Maremme, où la fièvre lui avait emporté bien plus de monde que le fer de ses ennemis. Il ramena son armée à Rome, et ensuite à Naples pour s'y rétablir pendant l'hiver; et quoiqu'il menaçât la république de se venger d'elle l'année suivante, il ne revint plus braver l'influence funeste d'un climat meurtrier, contre laquelle le soldat le plus vaillant se trouve souvent sans courage [2].

1449. — Après que le roi se fut retiré, les Vénitiens sollicitèrent les Florentins de leur envoyer des secours, en vertu de l'alliance qui subsistait toujours entre eux, et de les aider à se relever de leur défaite de Caravaggio. Les Florentins leur envoyèrent en effet Sigismond Malatesti avec deux mille chevaux et mille fantassins ; ce fut la seule part qu'ils prirent ouvertement à la guerre du Milanais, dans laquelle jusqu'alors

[1] *Poema dell' Assedio di Piombino*. Parte IV, Cap. V, p. 362. — *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 60. — *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1206. — *Barth. Facii*. L. IX, p. 151. — [2] *Macchiavelli Ist. Fior*. L. VI, p. 211. — *Pandolfo Collenutio, Compendio delle Istorie del regno di Napoli*. L. VI, f. 197. Editio Veneta, 8° 1557. — *Poema dell' Assedio di Piombino*. Parte IV, Capit. VI, p. 365. Antonio des Agostini de San-Miniato, auteur de ce poëme, était à la cour du prince de Piombino pendant ce siége. Il semble que c'était une sorte de troubadour, ou de poëte courtisan, attaché à Rinaldo Orsini, dont il a chanté en rimes tierces la vaillance et ensuite la mort. On trouve dans ses vers quelques détails curieux sur les mœurs du temps ; mais les invocations des dieux, les discours, les comparaisons, toute la partie poétique enfin de ces chroniques rimées, auxquelles le talent n'a jamais de part, en rendent la lecture cruellement fatigante. Ce poëme est imprimé. T. XXV, *Rer. Ital.* p. 319-370.

ils avaient voulu rester neutres. Mais lorsqu'à la fin de septembre 1449 les Vénitiens firent avec les Milanais une paix particulière, le comte François Sforza, demeuré seul en guerre avec ces deux peuples, envoya solliciter la république florentine de lui continuer cette protection à laquelle il avait dû son salut dans les guerres de la Marche. En même temps il somma Cosme de Médicis d'être fidèle à leur amitié mutuelle; Cosme lui fit rendre vingt ou vingt-cinq mille écus que lui devait la république sur un réglement de compte au moins litigieux [1]. Il lui prêta de plus, de son propre bien, des sommes beaucoup plus considérables. Il aurait bien voulu engager la république dans une alliance explicite avec Sforza ; mais l'opposition de Néri Capponi l'arrêtait. Néri, le meilleur négociateur et le meilleur homme de guerre qu'eussent les Florentins, devait son pouvoir à la gloire de son père et à sa gloire personnelle; il avait tour à tour été chargé d'ambassades importantes et du commandement des armées, avec le titre de commissaire. Sa réputation avait été rehaussée par sa victoire sur Piccinino à Anghiari, par le succès qu'il avait obtenu dans sa négociation de l'année précédente entre Sigismond Malatesti et Frédéric de Montefeltro, qu'il avait réconciliés et armés tous deux en faveur de la république ; enfin par le commandement de l'armée qui avait forcé Alfonse à lever le siége de Piombino. Seul entre les hommes d'état de Florence, il avait conservé le même rang et le même crédit pendant l'administration des Albizzi et pendant celle des Médicis. Il n'aimait pas Cosme, et il n'en était pas aimé; il avait lieu de croire que c'était en haine de lui que les partisans de Cosme avaient fait périr Baldaccio d'Anghiari, capitaine de l'infanterie et son ami; de son côté, il redoutait l'appui que pouvait donner aux Médicis l'amitié d'un grand général. Mais, indépendamment de ces motifs

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 62.—*Poggio Bracciolini Hist. Flor.* T. XX, L. VIII, p. 425.

personnels, il croyait que le devoir de Florence, comme république, était de soutenir la république de Milan; que pour la balance de l'Italie, il convenait que deux états libres se partageassent la Lombardie; qu'un soldat aventurier devenu souverain des états de Philippe serait mille fois plus redoutable que Philippe ne l'avait été, ou que ce soldat ne l'était lui-même en restant condottière; que dans la lutte entre Sforza et les Vénitiens, si Sforza était vainqueur, il oublierait bientôt sa reconnaissance, pour suivre les projets de ses prédécesseurs; que si les Vénitiens réussissaient au contraire à engager les Milanais à se jeter dans leurs bras, ils seraient bientôt maîtres de toute la haute Italie, et qu'on savait déjà ce qu'on devait craindre de leur politique et de leur ambition. Dès longtemps Néri Capponi aurait voulu que Florence eût employé sa puissante médiation à ménager une paix qui affermît la république milanaise. Il croyait cependant qu'il était temps encore de venir à son secours; le salut de la patrie lui paraissait attaché à l'indépendance de cette république; il fallait empêcher à tout prix que des états si puissants et si redoutables pour leurs voisins, passassent du gouvernement civil, qui respecte les lois et les traités, au gouvernement militaire, qui n'a de règles que le caprice d'un homme.

D'autre part Cosme de Médicis soutenait qu'une république ne pouvait se constituer, ne pouvait se maintenir que chez des peuples vertueux; qu'il était impossible de fonder ses espérances sur ceux qui étaient corrompus par le despotisme; que les Milanais et tous les Lombards s'étaient toujours montrés peu jaloux d'une liberté qu'ils avaient eux-mêmes sacrifiée tant de fois; que les factions dont la nouvelle république était déchirée, et le sang qu'elle avait déjà versé, indiquaient sa chute prochaine, et que puisque les Florentins devaient avoir pour voisin en Lombardie un gouvernement absolu, il valait mieux que ce fût celui du comte leur ami, que celui des Vénitien

leurs rivaux, ou celui d'un tyran qui s'élèverait par ses propres forces, et qu'ils ne connaissaient point encore[1]. Les conseils, partagés entre deux hommes d'un aussi grand poids dans la république, ne savaient à quel parti s'arrêter, et Cosme prenait à tâche de redoubler encore leur lenteur. Enfin, après avoir beaucoup tardé, ils envoyèrent des ambassadeurs au comte, avec ordre d'examiner l'état de ses forces et de celles des Milanais, et de ne signer d'alliance avec lui qu'autant qu'ils verraient que Milan ne pouvait plus se sauver. Ces ambassadeurs n'étaient encore arrivés qu'à Reggio, lorsqu'ils apprirent que le comte était monté sur le trône de Philippe-Marie[2].

1450. — Quelque indécision qu'il y eût dans les conseils de Florence, le peuple de cette ville témoigna pour la victoire de François Sforza la joie la plus sincère. Il voyait succéder à cette maison Visconti, son ennemie acharnée depuis un siècle entier, une maison dont il avait fait en quelque sorte la grandeur, et avec laquelle il avait une ancienne alliance. Il se flattait de trouver désormais des amis fidèles dans ces mêmes Milanais, dont toutes les richesses et toutes les forces avaient été constamment employées à lui nuire. Les Florentins voulurent en conséquence présenter leurs félicitations à François Sforza par l'ambassade la plus honorable : les chefs eux-mêmes de la république furent envoyés en députation auprès de lui. On fit choix de Pierre, fils de Cosme de Médicis, de Neri Capponi, de Luca Pitti et de Diotisalvi Negri. Ces quatre hommes étaient, après Cosme de Médicis, les plus considérés des citoyens de Florence. L'accueil que leur fit François Sforza fut proportionné à un choix aussi honorable. Il exprima avec vivacité son intention de vivre et de mourir dans l'amitié des Florentins, et de leur montrer une reconnaissance digne des

[1] *Macchiavelli, Ist. Fior.* L. VI, p. 229. — [2] *Macchiavelli.* L. VI, p. 231.

secours que pendant vingt ans il avait reçus de leur république[1].

François Sforza était alors occupé à célébrer son couronnement par des fêtes et des tournois, à éblouir le peuple par sa magnificence, à s'attacher la noblesse par les grâces qu'il distribuait, à relever les citadelles, et surtout celle de Porta Zobbia, qui avait été abattue pendant les temps de liberté ; enfin à s'assurer, par l'exil ou la prison, de ceux qui avaient montré le plus d'attachement au gouvernement qu'il venait de renverser[2].

Le nouveau duc avait été reconnu sans difficulté par tous les états d'Italie ; les ultramontains paraissaient plus disposés à contester ses droits. L'empereur Frédéric III réclamait pour lui seul la prérogative de créer des ducs dans les terres de l'empire ; à ses yeux le duché de Milan s'était éteint avec la ligne des Visconti ; ses états devaient retomber à la directe impériale, et il ne considérait Sforza que comme un usurpateur. De son côté, Charles VII, roi de France, ne reconnaissait d'autre duc de Milan que son propre neveu, le duc d'Orléans, fils de Valentine Visconti[3]. Cependant ni l'un ni l'autre de ces souverains ne paraissait vouloir soutenir ses prétentions par les armes. Sforza ne prévoyait aucun mouvement militaire du côté de la France ou du côté de l'Allemagne. En Italie même il ne se trouvait proprement ni en paix ni en guerre. L'armée vénitienne avait repassé l'Adda, et elle fortifiait le pont qu'elle avait conservé à Ripalta, sans commettre d'ailleurs aucune hostilité[4]. Une lassitude, un épuisement général contraignaient au repos ces puissances qui avaient si longtemps combattu. D'ailleurs, une calamité d'un autre genre suffisait alors pour accabler les

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 63. — *Joann. Simonetæ*. L. XXI, p. 608. — *Macchiavelli, Ist.* L. VI, p. 235. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XXI, p. 607. — [3] *Ibid.* L. XXI, p. 607.—*Bernard. Corio, Istor. Milanesi.* P. V, p. 938. Edit. 1565, Venet. 4o,—[4] *Joann. Simonetæ*. L. XXII, p. 610.

peuples et occuper les gouvernements; la peste, conséquence de tant de souffrances et de tant de privations, avait frappé la Lombardie. Elle se manifesta d'abord à Milan, où la famine avait préparé sa naissance[1]. Le jubilé accordé pour le demi-siècle par le pape Nicolas V fut cause que les pèlerins la répandirent de ville en ville. Elle fit perdre à Milan trente mille habitants; à Lodi elle fut arrêtée de bonne heure par la vigilance du gouvernement; mais Plaisance resta presque déserte; d'autres villes furent également dévastées, et Rome, où les pèlerins apportaient son poison, ne fut pas épargnée. Le pape se retira tour à tour à Spolette, à Foligno, à Fabbriano; mais ses sujets, qui ne pouvàient point fuir comme lui, demeurèrent victimes des conséquences de la dévotion qu'il avait encouragée hors de saison[2].

Avant de recommencer la guerre, les états d'Italie avaient aussi besoin de reconnaître quels étaient leurs nouveaux intérêts, de savoir quelles alliances leur convenaient, quel système de politique ils devaient suivre, depuis que leurs précédentes combinaisons étaient toutes changées. Pendant longtemps les deux républiques avaient tenu tête au roi de Naples et au duc de Milan; mais depuis que Florence, infidèle à son ancien système, s'alliait au duc, Venise devait se rapprocher du roi de Naples. Cependant il y avait eu dans les années précédentes quelques hostilités entre Alfonse et les Vénitiens, à l'occasion de vaisseaux marchands pris par des pirates napolitains. Louis Loredano, amiral de la république, chargé d'en tirer vengeance, avait brûlé quarante-sept vaisseaux dans le port de Syracuse, à la fin de l'année 1449, et avait ensuite ravagé les côtes de Sicile et de Naples[3]. Mais une

[1] *Bernard. Corio, Istor. Milanesi.* P. VI, p. 941. — [2] *Joannis Simonetæ.* L. XXII, p. 610. — *Anton. de Ripalta, Annal. Placentini.* T. XX, p. 901. — *Cristof. da Soldo, Istor. Bresciana.* T. XXI, p. 867. — *Annales Foroliviensès.* T. XXIII, p. 223. — [3] *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 192, v.—*Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1130.—*Barth. Facii.* L. IX, p. 152.

haine commune contre François Sforza opéra la réconciliation de ces deux puissances, tandis que les Vénitiens ne pouvaient pardonner aux Florentins leur refus de les secourir dans la dernière guerre, ou les subsides secrets qu'ils les soupçonnaient d'avoir fait passer à François Sforza. Le même peuple qui avait aidé Venise à conquérir Vérone, Brescia, Bergame et une grande partie de la Lombardie, se montrait désormais jaloux de la grandeur de cette république, et s'était réjoui ouvertement des succès de son ennemi. Le sénat de Venise, profondément blessé de cet abandon d'une ancienne alliance, montrait aux Florentins autant de défiance et de haine qu'il avait eu autrefois de confiance en eux.

Les puissances qui occupaient en Italie le second ou le troisième rang n'étaient pas mieux affermies dans leurs alliances. Le marquis de Mantoue, dont les états étaient presque enclavés dans ceux de la république de Venise, semblait ébranlé dans sa politique. Louis III avait succédé en 1444 à son père, Jean-François de Gonzague. Victorin de Feltre, professeur de belles-lettres, alors célèbre, avait élevé ce prince avec son frère et sa sœur, au milieu d'une école que son chef avait nommée la *Maison joyeuse*, et qu'il avait rendue assez nombreuse pour entretenir l'émulation parmi ses élèves[1]. Louis III se montra digne de la réputation de son maître, par les progrès qu'il fit dans les lettres antiques, et par la protection qu'il accorda aux savants. Mais ses vertus privées ou publiques n'égalèrent point ses connaissances et son discernement. Il dépouilla son frère Charles de sa part à l'héritage paternel. On vit les deux Gonzague, ennemis l'un de l'autre, embrasser des partis opposés dans toutes les guerres d'Italie. Charles, attaché tour à tour à Sforza et aux Milanais, avait souvent donné à connaître son manque de foi. Il servait

[1] *Ginguené, Hist. Littéraire d'Italie.* T. III, Chap. XVIII, p. 251.

de nouveau sous Sforza, au moment de la conquête de Milan, et il fut fait commandant de la place par ce même prince contre lequel il avait défendu cette ville peu de mois auparavant; il reçut aussi de lui, en récompense de ses services, le gouvernement de Tortone; mais vers ce temps, Louis de Gonzague, soit qu'il fût mécontent des Vénitiens, ou qu'il ne consultât que sa propre inconstance, commença de son côté à traiter avec François Sforza. Les deux frères ne voulurent pas demeurer sous les mêmes étendards. Il serait difficile de démêler aujourd'hui, au travers de leurs accusations réciproques, de quel côté était le bon droit, si même il était quelque part. On sait seulement que Charles de Gonzague fut arrêté le 15 novembre 1450, par ordre du nouveau duc de Milan, et enfermé dans la forteresse de Binasco; qu'on lui ôta le gouvernement de Tortone en même temps que le commandement de ses troupes; qu'on lui vendit ensuite sa liberté au prix de soixante mille florins d'or; qu'il fut, moyennant cette rançon, relégué dans la Lomelline; mais que, dès qu'il put s'enfuir, il quitta le lieu de son exil pour passer à Venise, où il prit du service contre son frère et contre le duc de Milan, tandis que Louis de Gonzague s'était allié avec Sforza contre les Vénitiens[1].

Les marquis de Ferrare étaient plus puissants que ceux de Mantoue, mais leur caractère était alors plus pacifique. Les fils de Nicolas III avaient été élevés par Guarino de Vérone; ce savant helléniste leur avait communiqué le goût des lettres et de la poésie, la passion pour les monuments de l'antiquité, pour l'élégance et pour le luxe. Quoique Lionnel, l'aîné de ces princes, en sortant de l'école de Guarino, eût appris ensuite l'art de la guerre dans la milice de Braccio, il porta

[1] *Platinæ Histor. Mantuan.* L. VI, p. 849. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 700. — *Joann. Simonetæ.* L. XXII, p. 609. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 194. — *Marin Sanuto.* p. 1140.

dans son gouvernement des goûts tout pacifiques, lorsqu'il régna de 1441 à 1450. Il fit fleurir les états de Ferrare et de Modène par le commerce et l'agriculture; il s'entoura, non de soldats, mais de savants et de poëtes, avec lesquels il rivalisait lui-même dans le culte des muses; et il s'efforça d'engager ses voisins à jouir de la paix comme lui[1]. Il avait assemblé à Ferrare le congrès qui paraissait sur le point de pacifier l'Italie, lorsque Philippe mourut, et il y avait rempli le rôle de médiateur avec autant d'impartialité que d'adresse. L'ambition des Vénitiens, à laquelle un nouveau champ semblait ouvert, rendit alors ses travaux inutiles; mais en 1450 il s'offrit encore pour médiateur entre les Vénitiens et le roi Alfonse, dont il avait épousé la fille Marie. Les intérêts de ces deux puissances commençaient alors à se confondre; leurs offenses mutuelles furent aisément mises en oubli, et Lionnel eut la satisfaction de leur faire signer le 2 juillet un traité de pacification[2]. Il ne survécut pas longtemps à cette négociation; il mourut à Belriguardo, le 1er octobre 1450, et il eut pour successeur son frère Borso, illégitime comme lui, de préférence à son fils Nicolas, encore jeune, ou à ses frères, Hercule et Sigismond, qui étaient nés d'un légitime mariage. Borso, non moins attaché aux sciences et aux arts de la paix que Lionnel, demeura fidèle à l'alliance des Vénitiens, sans prendre part à la guerre qui allait commencer. Il accepta même la médiation des Florentins, ennemis de ses alliés, pour arrêter quelques hostilités qui avaient éclaté entre ses sujets des montagnes de Modène et les Lucquois[3].

Le duché de Milan confinait, par sa frontière occidentale, avec le marquisat de Montferrat et avec le duché de Savoie. Sforza avait offensé la maison de Montferrat, en faisant arrêter Guillaume, qui avait servi longtemps sous ses drapeaux,

[1] *Ginguené, Hist. Littéraire d'Italie.* T. III, Chap. XVIII, p. 250. — [2] *Annales Estenses fratris Joannis Ferrariensis.* T. XX, p. 457.— [3] *Annales Estenses.* T. XX, p. 462.

et qui était frère du prince régnant. Il le relâcha le 26 mai, sous condition que ce général lui restituerait la seigneurie d'Alexandrie. De même, il avait arrêté Charles Gonzague, et il lui avait rendu ensuite sa liberté, moyennant la restitution de Tortone. Cette conduite semblable, envers deux capitaines auxquels le nouveau duc avait donné deux villes pour prix de leurs services, donne lieu de croire que leur seul crime était d'avoir exigé de trop riches récompenses. Mais dès que Guillaume fut rentré dans les états de son frère, il protesta contre une cession que la violence seule lui avait arrachée, et il engagea le marquis de Montferrat, aussi-bien que le duc de Savoie, à contracter une alliance nouvelle avec les Vénitiens, et à s'armer de concert avec eux contre leur ambitieux voisin.

Tandis que les intrigues des ambassadeurs des principales puissances de l'Italie, secondées par l'irritation des esprits, jetaient de toutes parts les semences d'une guerre nouvelle, quelques négociations tendaient aussi à rétablir la paix. Il y en eut de directes entre Sforza et les Vénitiens ; le premier demandait seulement la restitution des deux châteaux de Bripio et de Ripalta, que la république voulait garder pour s'ouvrir l'entrée du Milanais au renouvellement de la guerre[1]. D'autres furent conduites à la cour de Naples par deux ambassadeurs florentins, Franco Sacchetti, l'écrivain que ses nouvelles ont rendu célèbre, et Giannozzo Pandolfini. Elles parurent avoir une heureuse issue, car la paix entre le roi Alfonse et les Florentins fut signée le 29 juin 1450, sous condition que le seigneur de Piombino paierait désormais au roi un tribut annuel de cinq cents florins d'or[2]. Mais, pendant ce temps, d'autres négociations, d'une nature bien différente, se poursuivaient entre la république de Venise et le

[1] *Joannis Simonetæ.* L. XXII, p. 610. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 64. — *Barthol. Facii.* L. IX, p. 154.

roi de Naples. Le désir de se venger de leurs précédents revers les aveuglait l'un et l'autre sur l'avantage de leurs états et de leurs peuples. Les Vénitiens n'eurent pas plus tôt signé leur alliance nouvelle avec le roi, qu'ils commencèrent à montrer aux Florentins leur irritation, en établissant des droits onéreux sur les marchands étrangers qui trafiquaient dans leur ville, et sur les draperies qu'ils importaient [1].

1451. — Matteo Vettori, ambassadeur vénitien, se rendit ensuite à Florence avec Antoine de Palerme, le célèbre secrétaire d'Alfonse; ils communiquèrent à la seigneurie, le 6 mars 1451, l'alliance nouvelle des deux états. Ils déclarèrent que leur but n'avait point été de rallumer la guerre, mais de maintenir au contraire la paix de l'Italie. Cependant Vettori en prit occasion de reprocher aux Florentins le passage qu'ils avaient accordé à Alexandre Sforza au travers de la Lunigiane dans la précédente guerre, et les sommes d'argent qu'ils avaient données à son frère. Cosme de Médicis répondit à ces inculpations, et repoussa avec beaucoup de noblesse les menaces indirectes que Vettori avait mêlées à son discours. Il rappela aux Vénitiens les secours que les Florentins leur avaient envoyés après leur défaite à Caravaggio, à eux qui, peu de mois auparavant, avaient refusé de les secourir contre Alfonse; il leur reprocha d'avoir engagé les Florentins, sans les consulter, dans cette guerre avec Sforza; d'avoir ensuite, sans les consulter, fait la paix avec ce général. Cette paix, cependant, les Florentins l'avaient acceptée; elle avait rétabli entre eux et Sforza l'amitié qui avait subsisté si longtemps, et que les besoins des Vénitiens avaient seuls pu leur faire oublier. C'était encore sans les consulter, sans même leur en donner avis, que Venise s'était brouillée ensuite avec ce général. Mais l'inconstance des conseils de Saint-Marc, ou les

[1] *Scipione Ammirato*, L. XXII, p. 65.

variations de leur politique, qui n'avaient pas même été notifiées à Florence, n'étaient point faites pour aliéner les Florentins de leur ancien capitaine, devenu duc de Milan[1]. L'ambassadeur vénitien parut reconnaître la vérité de ces allégations, il se retira sans laisser percer son mécontentement. Cependant, le 20 juin suivant, tous les Florentins et tous leurs sujets reçurent l'ordre de sortir du territoire de Venise[2]. Le même jour, une ordonnance semblable fut publiée à Naples. Les Vénitiens essayèrent aussi d'en faire rendre une pareille par Constantin Paléologue, le dernier des empereurs d'Orient; mais ce malheureux prince, déjà sur le point de se voir ravir et l'empire et la vie par les armes des Turcs, n'était guère disposé à se faire de nouveaux ennemis[3].

Les Vénitiens essayèrent aussi de soulever contre Florence les deux républiques les plus voisines de cet état. Ils recherchèrent d'abord l'alliance des Siennais, pour s'ouvrir ainsi la porte de la Toscane; mais les Siennais, en acceptant une ligue avec eux, y mirent pour condition qu'ils n'accorderaient le passage à aucune armée destinée à troubler le repos de Florence. Pour détacher Bologne de la même alliance, les Vénitiens crurent nécessaire d'y ramener la faction des Canedoli, contraire à celle des Bentivogli. Ils engagèrent dans leurs intérêts les seigneurs de Correggio et de Carpi, qui s'approchèrent de Bologne le 7 juin, avec environ trois mille chevaux. Une grille destinée à fermer un canal fut ouverte pendant la nuit aux Canedoli; ils entrèrent par là dans la ville, et se rendirent maîtres de la grande place. Mais tandis que les magistrats eux-mêmes abandonnaient le palais public, Santi Bentivoglio se mit à la tête des partisans de sa maison; il chargea vigoureusement les rebelles, il les repoussa hors des

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 66. — *Macchiavelli*. L. VI, p. 237. — [2] *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. VIII, p. 426. — *Platina, Hist. Mantuan*. L. VI, p. 849. — [3] *Macchiavelli*, L. VI, p. 240. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*. p. 1140.

murs, et il prouva, par ce premier exploit, qu'il était digne du nom qu'on lui avait fait reprendre. Il envoya ensuite une ambassade à Florence, pour resserrer son alliance et celle de Bologne avec cette république [1].

Les Florentins reconnurent aisément, à tant de marques d'animosité, qu'ils seraient attaqués à l'époque où devait expirer leur alliance à terme avec Venise, c'est-à-dire au commencement de l'année suivante. Ils se préparèrent, de leur côté, à de prochaines hostilités; ils nommèrent, le 12 juin, les décemvirs de la guerre, et parmi ces magistrats ils placèrent Cosme de Médicis, Neri Capponi, Ange Acciaiuoli, et Lucas des Albizzi. C'étaient les hommes d'état les plus renommés de l'Italie. Ils conclurent avec le duc de Milan une alliance par laquelle ils se garantissaient mutuellement leurs états; ils prirent à leur solde Simoneta du camp Saint-Pierre, qui avait déjà été à leur service, et ils attendirent les événements [2].

Le commencement des hostilités fut encore retardé par une circonstance qui, dans les siècles précédents, aurait pu devenir la cause de révolutions importantes. C'était le voyage en Italie de Frédéric III, qui venait y chercher la couronne de l'Empire. Sigismond, le dernier des empereurs qui eût été couronné par le pape, avait mal soutenu la dignité impériale dans ses deux expéditions d'Italie; cependant il y avait été attendu et redouté comme un puissant monarque, et ses deux voyages avaient été liés à de grands événements. Sigismond avait eu pour successeur, le 18 mars 1438, son gendre Albert II d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême [3], que les Allemands comptent

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 697. — *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 68. — *Macchiavelli*. L. VI, p. 238. — *Anton. de Ripalta, Annal. Placentini*. T. XX, p. 902. — — *Annal. Bononienses Hieron. de Bursellis*. p. 886. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 69. — [3] *Spiegel der Ehren*. Buch IV, cap. VIII, p. 465. Edit. Nurenberg. 1668, in-fol. — *Thomæ Ebendorffer de Haselbach Chron. Austriæ. Apud Pez. Script. Rer. Austriac.* T. II, p. 853, L. III.

parmi leurs meilleurs souverains, mais qui ne joue aucun rôle dans l'histoire d'Italie. Albert, occupé des démêlés du concile de Bâle avec le pape, engagea l'Allemagne à observer entre eux une exacte neutralité. Il chassa de Bohême, de Silésie et de Lusace, le prince Casimir, frère de Ladislas V, roi de Pologne, qui avait été élu roi par les Hussites. Il n'eut pas les mêmes succès contre Amurath II, qui venait de conquérir la Servie, et qui menaçait la Hongrie. Ce fut au milieu de ces revers, dans une campagne contre les Turcs, qu'Albert II mourut à Langendorf, entre Gran et Vienne, le 27 octobre 1439 [1], laissant sa veuve Élisabeth grosse de ce Ladislas, depuis roi de Hongrie et de Bohême, qui fut connu sous le nom de Posthume [2]. Les électeurs lui donnèrent pour successeur, le 2 février 1440, son cousin Frédéric III, né le 23 décembre 1415, d'Ernest, duc d'Autriche et de Styrie. Ce faible prince, auquel son secrétaire Æneas Sylvius, qui fut depuis Pie II, a vainement cherché à donner quelque célébrité, venait, dans la douzième année de son règne, demander au pape la couronne d'or conservée à Rome, pour joindre le titre d'empereur à celui de roi des Romains. 1452. — Il était entré en Italie sans armée, quoiqu'il considérât François Sforza, le plus puissant des souverains de cette contrée, comme son ennemi. Pour ne pas le reconnaître comme duc de Milan, il ne voulut point aller prendre à Monza la couronne de fer de Lombardie. De Venise il se rendit à Florence, où il fut reçu avec de grands honneurs.

C'était en Toscane que Frédéric III avait donné rendez-vous à la princesse Éléonore de Portugal, fille du roi Édouard, et sœur d'Alfonse V, qu'il avait demandée en mariage. Cette union projetée entre les familles des souverains de l'Autriche et du Portugal était un signe des progrès de la civilisation,

[1] *Spiegel der Ehren des Erzhauses Oesterreich*. B. IV, cap. 13, p. 506. — *Thomæ Ebendorffer de Haselbach*, p. 855. L. III. — [2] *Spiegel der Ehren*. B. V, cap. 5, p. 516.

et des relations que le commerce commençait enfin à établir entre les différents membres de la république européenne. Cependant les pays étrangers à l'Italie étaient encore bien éloignés de la civilisation et de l'ordre social qui règnent aujourd'hui dans toute l'Europe. Nicolas Lanckman de Falkenstein, chapelain de l'empereur, était un des ambassadeurs qu'il avait envoyés en Portugal pour épouser Éléonore, et le journal de son voyage nous est demeuré [1]. On ne croirait guère, en le lisant, qu'il appartienne au siècle des Médicis, car il représente l'Europe comme aussi peu sûre pour les voyageurs, que la Turquie et la Perse le parurent, peu d'années après, aux ambassadeurs que Venise envoyait à Ussum Cassan. C'était déguisés en pèlerins que ces ambassadeurs se rendaient d'Allemagne, par Genève, le Dauphiné et le Languedoc, dans la Catalogne, l'Aragon, la Vieille-Castille et la Galice. Le droit des gens, non plus que la police, ne les mettaient point à l'abri du danger d'être volés par les brigands, ou rançonnés par les commandants des villes. Seulement, après leur désastre, ils trouvaient partout des banquiers florentins auprès desquels ils pouvaient toucher quelque argent.

Cependant les pays habités par les Maures conservaient encore leur ancienne civilisation. Ceux-ci formaient la partie la plus industrieuse de la population de toutes les grandes villes d'Espagne, et ces villes étaient demeurées florissantes. Après le mariage d'Éléonore elle s'embarqua pour se rendre en Toscane; mais elle toucha à Ceuta en Afrique, et cette ville était alors, au dire de Lankmann, deux fois plus grande et plus peuplée que Vienne en Autriche.

Ce fut le 3 février 1452 qu'Éléonore arriva de Portugal à Livourne; et par une singulière rencontre, son époux avait

[1] *Historia Desponsationis et Coronationis Friderici III et conjugis ipsius Eleonoræ; authore Nicolao Lanckmanno de Valkenstein. Apud Pezium Script. Austriaci.* T. II, p. 569-602.

fait quatre jours auparavant, le 30 janvier, son entrée à Florence. Ils se réunirent à Sienne seulement le 19 février. Les Toscans contemplaient avec curiosité un autre hôte non moins illustre qui voyageait avec l'empereur. C'etait Ladislas le Posthume, fils d'Albert II, que Frédéric son oncle traînait à sa suite, après l'avoir dépouillé injustement de son héritage. Les Hongrois, qui redemandaient leur roi, avaient pris leurs mesures pour le faire enlever à Florence. Les Florentins crurent qu'ils manqueraient à l'hospitalité, s'ils permettaient dans leurs murs une violence contre leur hôte, encore qu'elle fût destinée à réparer une injustice. Cependant ils sollicitèrent noblement l'empereur en faveur d'un roi opprimé et d'un pupille trahi par son tuteur. Leurs instances furent sans effet, mais elles n'en inspirèrent pas à Ladislas moins de reconnaissance.

Après avoir traversé la Lombardie et la Toscane en voyageur, non en monarque, sans réclamer sur le gouvernement aucune prérogative de souveraineté impériale, et reconnaissant ainsi tacitement qu'elles étaient déjà tombées en désuétude, Frédéric III continua sa route vers Rome, où il fit son entrée avec son épouse le 8 mars : ils y furent mariés le 16, par Nicolas V, et couronnés le 18[1]. Le 25 mars, ils partirent pour Naples, où ils furent reçus par Alfonse, oncle de la nouvelle impératrice, avec le luxe le plus splendide. L'ancienne défiance qui veillait autrefois sur tous les pas des empereurs en Italie, avait fait place au désir d'étaler aux yeux d'un monarque qu'on ne craignait plus tous les prodiges de cette terre d'enchantements. Parmi les fêtes célébrées à Naples par la magnificence d'Alfonse, la plus surprenante fut une

[1] La description de son entrée à Rome a été écrite en allemand, avec beaucoup de détails, par un auteur contemporain, et imprimée par Pez. *Script. Rer. Austr.* T. II, p. 561-569. — *Macchiavelli, Ist.* L. VI, p. 241. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 698. —*Comment. di Neri di Gino Capponi*. p. 1211.—*Spiegel der Ehren*. B. V, cap. VII, p. 476.

chasse aux flambeaux dans l'enceinte de la Solfatara, où la disposition des lumières, dans ce cirque formé par la nature, le nombre des animaux, la musique et les brillants costumes des chasseurs, semblaient réaliser les prodiges de la magie. Le 20 avril, Frédéric III quitta Naples pour rejoindre à Rome Ladislas le Posthume, dont il ne se séparait pas sans inquiétude. Pendant ce temps, l'impératrice Éléonore s'embarqua à Manfredonia pour Venise, où elle fit son entrée le 18 mai. Ce ne fut que le 19 juin suivant qu'elle parvint avec l'empereur à Newstadt, dans le diocèse de Saltzbourg, qui devait être sa résidence.

Comme Frédéric III retournait de Rome à Venise, à son passage à Ferrare il conféra, en grande cérémonie, les titres de duc de Modène et de Reggio, de comte de Rovigo et de Comacchio au marquis Borso d'Este[1]. Ces divers fiefs relevaient de l'empire; l'état de Ferrare, qui relevait du Saint-Siége, ne fut érigé en duché, en faveur de la même maison, que dix-neuf ans plus tard[2].

Cette décoration donnée à la maison d'Este, qui devint pour elle l'époque d'une nouvelle grandeur, n'était point la récompense de quelque service rendu par elle à l'empire, mais la conséquence de la vénalité du monarque qui venait de traverser l'Italie. Trouvant encore dans cette contrée un respect populaire pour le pouvoir qu'il avait perdu, il mit à l'enchère les derniers restes de sa dignité. Il vendit au plus offrant tous les titres, toutes les prérogatives impériales qu'on voulut acheter de lui. Les diplômes de noblesse et de notariat impé-

[1] Muratori rapporte cette investiture au 18 avril; mais il doit y avoir erreur dans cette date, puisque, d'après le journal de Lankmann, Frédéric ne partit de Naples que le 20 avril. Il paraît qu'il quitta Ferrare le 16 mai, et que l'investiture fut donnée la veille au nouveau duc. — [2] *Annales Estenses Fratr. Joannis Ferrariensis.* T. XX, p. 461. — *Istoria di Brescia di Crist. da Soldo.* p. 870. Ni l'un ni l'autre ne parlent cependant du comté de Comacchio. C'est sur l'autorité de Muratori, qui a examiné ce point de droit avec beaucoup d'érudition, mais non sans partialité, que je crois le fief de Comacchio mouvant de l'empire plutôt que du pape.

rial furent multipliés avec profusion; le droit de légitimer les bâtards et celui de pardonner les faussaires furent offerts à quiconque voulut les payer, et la basse vénalité de la chambre impériale acheva de détruire tout ce qui restait encore en Italie de respect pour les empereurs.

Le 16 mai, jour même où l'empereur quittait Ferrare et entrait sur le territoire de Venise, cette république déclara la guerre au duc François Sforza, et le 11 juin le roi Alfonse déclara la guerre aux Florentins[1]. Ce dernier, qui destinait son fils naturel Ferdinand à lui succéder dans le royaume de Naples, voulut lui procurer une occasion de s'illustrer. Il lui donna pour conseiller et pour guide Frédéric de Montéfeltro, comte d'Urbin, un des guerriers les plus habiles et des souverains les plus accomplis du siècle; il mit sous ses ordres une armée de huit mille gendarmes, et il l'envoya dans la Toscane, ne doutant pas que ce prince n'en soumît la plus grande partie. Mais soit que par quelque accident l'artillerie ne pût suivre l'armée, comme le rapporte l'historien d'Agobbio[2], soit que Ferdinand manquât de talent pour la guerre ou de docilité envers son gouverneur, cette expédition n'eut aucun succès. L'armée napolitaine mit d'abord le siége devant Foiano, petit château du val de Chiana, qui fermait la communication entre l'état de Sienne et celui de Florence. Ses braves habitants, secondés par une garnison de deux cents hommes, arrêtèrent Ferdinand pendant trente-six jours, et donnèrent à la république le temps de rassembler son armée sous les ordres de Sigismond Malatesti. Deux maisons de campagne de la famille Ricasoli, Brolio et Cacchiano, qui, selon l'usage des anciens temps, étaient entourées de quelques fortifications, firent une défense plus extraordinaire encore, car Ferdinand ne réussit point à les prendre. Enfin, il

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 72.—[2] *Guernieri Bernio, Cron. d'Agobbio.* T. XXI, p. 989.

vint mettre le siége devant la Castellina, petit château à dix milles de Sienne, à l'entrée de la vallée de Chianti; il l'attaqua pendant quarante-quatre jours, sans réussir à s'en rendre maître. Les pluies de l'automne le forcèrent enfin à lever ce siége le 5 novembre. Il sortit alors de l'état florentin, après avoir échoué, avec toute la puissance du roi de Naples, contre de petits châteaux qu'on croyait à peine susceptibles de défense[1].

La campagne de Lombardie ne fut guère plus mémorable; la première opération des Vénitiens fut dirigée contre Barthélemi Coléoni, leur propre général, dont ils se défiaient; ils voulurent l'arrêter et désarmer ses soldats. Coléoni, averti de cette attaque par le tumulte de son camp, eut à peine le temps de s'enfuir, lui troisième, auprès de Sforza, qui lui donna un commandement. Gentile de Lionessa lui fut substitué par les Vénitiens, et mis à la tête de l'armée qu'ils rassemblaient entre Vérone et Brescia. D'autre part, la seigneurie de Venise avait promis à Louis, duc de Savoie, la ville de Novare, et à Jean, marquis de Montferrat, celle d'Alexandrie, pour les engager à se réunir à elle contre Sforza; l'armée qui devait l'attaquer de ce côté était commandée par Guillaume, frère du marquis de Montferrat[2].

Le duc de Milan opposa, sur les frontières de l'Alexandrin, son frère Conrad Sforza à Guillaume. La fidélité des peuples envers leur nouveau gouvernement était mal affermie; ils s'attendaient à être cédés par leur maître au roi de France ou au duc de Savoie, pour prix d'une nouvelle alliance, et ils étaient tentés de se donner eux-mêmes, pour ne pas attendre

[1] *Nicolò Macchiavelli*. L. VI, p. 243. — *Scipione Ammirato*. L. XXII, p. 73. — *Commentari di Neri di Gino Capponi*. p. 1212. — *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. VIII, p. 428. — *Annal. Bonincontrii Miniatens*. T. XXI, p. 156. — *Pandolfo Collenutio, Ist. di Napoli*. L. VI, f. 198. — *Barth. Facii*. L. X, p. 164. — [2] *Joannis Simonetæ*. L. XXII, p. 611. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*. p. 1140. — *M. A. Sabellico*. Dec. III, L. VII, f. 194. — *Crist. da Soldo, Ist. Bresciana*. p. 868.

d'être vendus. Plusieurs châteaux furent livrés sans combat à Guillaume, et la situation de Conrad devenait de plus en plus difficile, lorsque Sagramoro de Parme lui amena un renfort de deux mille chevaux, et le mit en état, le 26 juillet, de surprendre Guillaume dans son camp, sous les murs de Canina, tandis que ses soldats, accablés par la chaleur du jour, s'étaient dispersés et désarmés pour se reposer. Le prince de Montferrat, après avoir perdu tous ses bagages, se retira en désordre de l'Alexandrin, et abandonna ses conquêtes[1].

Le duc de Milan avait confié la défense des frontières orientale et méridionale de ses états à son fils Tristan et à son frère Alexandre. Il leur avait donné le commandement de deux corps d'observation, tandis qu'avec sa principale armée, forte de dix-huit mille chevaux et trois mille fantassins, il avait passé l'Oglio et envahi l'état de Brescia. L'armée vénitienne de Gentile de Lionessa était composée de quinze mille chevaux et six mille fantassins. Elle passa l'Adda par la négligence de Tristan Sforza; elle prit Soncino et quelques autres châteaux du Milanais[2]. Elle tourna ensuite sur Crémone. Une autre armée vénitienne, commandée par Charles Fortebraccio, fils de Braccio de Montone, et par Matteo Campano, pénétra dans le Lodésan; elle y surprit Alexandre Sforza à la fin de juillet; elle lui tua ou lui prit environ huit cents soldats, et le contraignit à abandonner la campagne, pour s'enfermer dans les châteaux[3]. Les deux principales armées s'étaient ensuite rapprochées l'une de l'autre, mais leurs deux généraux évitaient également le combat. Des préparatifs immenses et une dépense excessive avaient fait attendre aux peuples des événements

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXII, p. 619.—*Platina, Ist. Mantuan.* L. VI, p. 851. — *Cristoforo da Soldo, Ist. Bresciana.* T. XXI, p. 872.—*Marin Sanuto, Vite de' Duchi.* p. 1142. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXII, p. 615. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 195. — *Cristoforo da Soldo, Ist. Bresciana.* T. XXI, p. 872. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi.* p. 1142. — [3] *Joann. Simonetæ.* L. XXII, p. 622. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 194, v. — *Cristoforo da Soldo, Ist. Bresciana.* p. 873.

décisifs et une prompte conclusion de la guerre ; mais l'un et l'autre capitaine était plus frappé encore du danger de tout perdre en une fois, que de la ruine des longs retards. Ils auraient désiré paraître braves et ne rien hasarder ; ils crurent pouvoir y réussir par de pures rodomontades. François Sforza envoya défier les Vénitiens à une bataille générale sur la plaine de Montechiaro. La proposition fut acceptée par Lionessa et par Jacob Piccinino. Dans un des premiers jours du mois de novembre, les deux armées se rangèrent en bataille sur cette plaine ; un brouillard épais les couvrait toutes deux et les empêchait de se voir ; dans cette obscurité elles se provoquèrent par des cris, des bravades et des insultes, sans que l'une ni l'autre prît enfin la résolution d'attaquer. Tour à tour les deux armées envoyaient leurs trompettes sonner des fanfares jusqu'aux avant-postes ennemis ; aucune ne se souciait de se battre, mais toutes deux aspiraient à l'honneur de n'avoir pas refusé le combat. Enfin, une pluie glacée ayant succédé au brouillard, les soldats, après avoir passé plusieurs heures en présence, rentrèrent de part et d'autre dans leurs quartiers. Ainsi se termina cette campagne, où les meilleurs généraux de l'Italie étaient aux prises, et pour les préparatifs de laquelle les peuples avaient épuisé leurs ressources[1]. Un littérateur napolitain, nommé Porcelli, a fait l'histoire de cette guerre insignifiante, avec une enflure et un excès d'adulation qui semblent presque dérisoires. Pour donner un air plus antique à son récit, écrit en latin élégant et facile, il nomme toujours Piccinino Scipion, et le duc de Milan Annibal. Tout en flattant le premier, auquel il dédie son ouvrage, il se croit obligé de flatter aussi son adversaire. Tous deux sont puissants, et en état de lui faire du bien et du mal ; ni l'un ni l'autre cependant ne lui doit de reconnaissance, car un bas

1 *Joann. Simonetæ.* L. XXII, p. 629. — *Cristof. da Soldo, Istoria Bresciana.* p. 876.

flatteur fait soupçonner de mensonge jusqu'aux éloges qu'il donne au vrai mérite[1].

1453. — L'hiver fut employé de part et d'autre à négocier, non point pour rétablir la paix, mais pour gagner des transfuges dans les rangs ennemis. Evangelista Sabello, qui était dans l'armée vénitienne, passa au service de Sforza, avec cinq cents chevaux, et lui livra le poste qui lui était confié. Tiberto Brandolini, général de plus grande réputation, apporta plus d'égards à l'honneur militaire dans une négociation du même genre. Son engagement avec les Vénitiens était terminé, et il voulait les quitter ; mais avant de se ranger sous les drapeaux de Sforza, il alla passer l'hiver à la Mirandole, avec les deux mille cinq cents chevaux qui lui appartenaient, pour ne pas combattre immédiatement ceux qu'il venait de servir[2].

S'il faut en croire Neri Capponi, la république de Venise s'était engagée en même temps dans des négociations bien plus honteuses. Le sénat tenta de faire assassiner François Sforza dans la forteresse de Crémone, et ensuite de le faire empoisonner. Le poison qu'on lui destinait avait été apporté du Levant ; il devait être jeté dans le feu de la chambre où serait le duc, et il devait produire une fumée si dangereuse, qu'aucun de ceux qui se seraient trouvés dans le même appartement n'aurait pu survivre après l'avoir respirée. L'empoisonneur, auquel le conseil des Dix avait promis dix mille florins de récompense, révéla son secret à François Sforza, et celui-ci réserva le poison pour en faire usage à son tour[3].

Le duc de Milan avait plus de soldats que d'argent, et les Florentins plus d'argent que de soldats. Les deux alliés con-

[1] La première Décade de ces Commentaires est imprimée, T. XX, *Rer. Ital.* p. 65-154 ; et la seconde, T. XXV, p. 1-66. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXII, p. 631. — [3] *Commentari di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1212. — Neri Capponi, homme public, et qui fut plusieurs fois ambassadeur auprès des Vénitiens et auprès de Sforza, paraît digne de foi sur un événement qu'il avait tant de moyens de savoir. Cependant Simoneta, secrétaire du duc, qui ne le quittait point, ne parle pas de ces complots.

vinrent de s'aider mutuellement par des échanges : Alexandre Sforza entra par la Lunigiane en Toscane, au printemps de 1453, avec deux mille chevaux, et alla joindre Sigismond Malatesti qui assiégeait Foiano; d'autre part, les Florentins s'engagèrent à payer à François Sforza un subside annuel de quatre-vingt mille florins [1]. Ils prirent aussi à leur sole Emmanuel d'Appiano, nouveau seigneur de Piombino, avec quinze cents chevaux [2]. Rinaldo Orsini était mort le 13 juillet 1450, et sa femme Catherine ne lui avait survécu que jusqu'au mois de mars suivant. Emmanuel, oncle de Catherine, s'était emparé de son héritage les armes à la main; et comme il avait paru déterminé à persister dans les alliances de sa maison, il avait été reconnu comme souverain légitime par les états ses voisins [3]. L'armée florentine était plus nombreuse que celle de Ferdinand; elle reprit Foiano, Rencine et Vado, tandis que les Napolitains, forcés de camper dans des lieux malsains, furent tourmentés de fièvres maremmanes, et furent affaiblis par des maladies plus dangereuses que le fer ennemi [4].

L'événement le plus remarquable de cette campagne, signalée par peu de faits militaires, fut la ruine de Gérard Gambacorti, comte de Bagno. Ce comte était fils de Jean, le dernier des chefs de parti de la république pisane. Jean avait vendu sa patrie aux Florentins, en 1406, et avait obtenu, pour récompense de sa trahison, la souveraineté féodale d'un petit état situé près des sources du Tibre, sur les frontières du Casentin et de l'état de l'Église. Gérard était beau-frère de Renaud des Albizzi, et l'esprit de parti lui fit prêter l'oreille aux propositions d'Alfonse. Celui-ci lui offrit, en échange du fief qu'il tenait de la république florentine, un fief beaucoup plus considérable dans le royaume de Naples. Les Florentins

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXIII, p. 634. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 76. — [3] *Istorie di Giov. Cambi. Delizie degli Eruditi Toscani.* T. XX, p. 274. — [4] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. VIII, p. 431. — *Barth. Facii.* L. X, p. 167.

armée, la conduisit dans l'état de Brescia, pour y ramener la guerre; en effet, Jacob Piccinino vint l'y chercher. Il y eut entre les deux armées de fréquentes escarmouches, et un combat général près de Gédo, dont Sforza s'était emparé; mais les deux généraux, redoutant également une action décisive, retirèrent peu à peu leurs troupes, lorsque le soleil devint plus ardent, et tous deux évacuèrent enfin le champ de bataille, sans avantage de part ni d'autre [1]. Ce n'était qu'à jeu sûr que les Italiens d'alors voulaient combattre; et ce fut en effet ainsi que Sagramoro Visconti de Parme, lieutenant de Sforza, surprit le 15 août, et battit à Castiglione, près de Lodi, quatre mille chevaux de Piccinino; mais ces avantages partiels ne pouvaient jamais décider du sort de la guerre, et celle-ci, qui semblait réduite à des marches, à des escarmouches, à des siéges insignifiants, portait au comble la désolation des sujets, sans exposer les soldats [2].

Sforza attendait avec impatience l'arrivée du roi René, pour agir de concert avec lui d'une manière plus vigoureuse; mais ce roi était arrêté dans les Alpes par le duc de Savoie et le marquis de Montferrat qui ne voulaient point lui accorder le passage. René, impatienté, se rendit par mer à Vintimille, et le dauphin, qui fut depuis Louis XI, fit tant par ses négociations, que le duc de Savoie permit enfin à l'armée française d'entrer au mois de septembre en Lombardie [3]. René, qui portait même à la guerre sa bienveillance universelle et son esprit conciliant, s'arrêta quelque temps encore au pied des Alpes, pour rétablir la paix entre le marquis de Montferrat et le duc de Milan. Les deux parties s'en remirent à son arbitrage, et par son prononcé du 15 septembre il mit un terme à leurs différends [4].

—*Istor. Bresciana.* p. 880.—*Barth Facii.* L. X, p. 172.— [1] *Joann. Simonetæ.* L. XXIII, p. 643. — *Porcelli de Gestis Piccinini.* Dec. II, L. III, p. 19. — *Platinæ Hist. Mantuan.* L. VI, p. 852-855. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXIII, p. 647. — [3] *Macchiavelli.* L. VI, p. 253. — [4] *Joann. Simonetæ.* L. XXIII, p. 649. — *Ist. Bresciana di Crist. da Soldo.*

L'arrivée du roi René au camp de Sforza porta son armée à plus de quinze mille hommes de cavalerie pesante ; et un mois après environ, Alexandre Sforza vint encore le joindre avec quatre ou cinq mille gendarmes qu'il ramenait de Toscane. Mais le duc de Milan ne sut pas ou ne voulut pas profiter de cette grande supériorité de forces pour contraindre l'ennemi à une bataille générale. Il se contenta de donner, le 19 octobre, un assaut à la forteresse de Pontevico; les vainqueurs y entrèrent par la brèche. Cependant les soldats de René n'avaient rien contracté de la douceur ou de la débonnaireté de leur chef ; soit que dans leur guerre avec les Anglais ils se fussent accoutumés à la férocité, ou que la différence de mœurs et de langage leur inspirât pour les Italiens cette haine et ce mépris qui rendent souvent les armées plus féroces envers les peuples qu'elles connaissent le moins; en entrant dans Pontevico, ils massacrèrent tout ce qui se présentait devant eux. Ils n'épargnèrent ni les femmes, ni les enfants, ni ceux mêmes qui s'étaient déjà rendus prisonniers aux soldats de l'armée de Sforza. Ceux-ci, révoltés de tant de barbarie, se regardèrent comme insultés dans leurs captifs; ils virent dans l'acharnement des Français l'effet d'une haine universelle contre toute la nation italienne, et ils ne supportèrent pas longtemps ces outrages ; ils chargèrent les soldats de René dans les rues, ils mirent le feu aux maisons où les Français s'étaient retirés, et ils les poursuivirent avec tant de fureur, que François Sforza eut beaucoup de peine à séparer les combattants[1].

Cette férocité des troupes françaises inspira une telle terreur aux habitants de tous les châteaux et de toutes les bourgades

p. 883. — *Benvenuto da San-Giorgio Hist. Montisferrati.* T. XXIII, p. 731. — [1] *Joann. Simonetæ.* L. XXIV, p. 655. — *Bern. Corio Stor. Milanesi.* P. VI, p. 947. — *Cristof. da Soldo, Istor. Bresciana.* p. 884. — *Marin Sanuto Vite.* p. 117. — *Barth. Facii.* L. X, p. 173.

sur leur obstination toute la honte de cette grande calamité. Un congrès fut assemblé à Rome, sous la présidence du pape, et tous les états protestèrent également de leur désir de faire la paix, pour tourner toutes leurs forces contre les Turcs [1].

1454. — Mais ce sentiment si vif de repentir, et cet oubli des intérêts plus proches, n'eurent pas une longue durée; chacun sentit que la croisade, qu'on se reprochait de n'avoir pas entreprise, n'était plus de saison. De faibles secours auraient défendu Constantinople, tandis qu'il aurait fallu des forces immenses pour la reconquérir. Chacun donc, en portant au congrès des paroles de paix, y manifesta des prétentions si exagérées, qu'elles rendaient la paix impossible. Alfonse voulait que les Florentins lui remboursassent les frais de la guerre; ceux-ci, loin de consentir à lui rien payer, exigeaient au contraire qu'il leur rendît Castiglione de la Pescaia en Maremme. Les Vénitiens demandaient à Sforza la restitution de ce qu'il avait conquis dans le Bressan et le Bergamasque, la cession de Crémone, et les rives du Pô et de l'Adda pour limites des deux états. Sforza, au lieu de renoncer à quelqu'une de ses provinces, redemandait Crème, Bergame et Brescia, que les Vénitiens ne pouvaient plus défendre, et qu'ils avaient ravies à ses prédécesseurs sans de justes motifs [2]. Enfin, le pape Nicolas V, qui le premier avait invité les chrétiens à poser les armes, n'était pas lui-même de bonne foi dans sa négociation. S'il faut en croire Simoneta, et même Janotto Manetti, son panégyriste, « sa prudence lui avait appris que les guerres « entre les princes d'Italie assuraient la paix de l'Église; que « leur concorde, au contraire, menaçait sa tranquillité. » Il chercha donc uniquement à plaire à tout le monde, à ne se

[1] *Epistola Cardinalis S.-Angeli. Apud Porcelli de Gestis Scipionis Piccinini.* Dec. II, L. V, p. 35. — *Joann. Simonetæ.* L. XXIII, p. 645. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXIV, p. 665. — *Macchiavelli.* L. VI, p. 255.

rendre suspect à personne, et à traîner en longueur les négociations[1].

Les Vénitiens s'aperçurent enfin que le temps s'écoulait dans les conférences de Rome à écouter de vains discours, que le pape ne faisait rien pour concilier les esprits, et que le roi Alfonse, qui voulait la guerre, prenait à tâche de troubler la négociation. Ils envoyèrent donc, comme messager secret, à François Sforza, un moine nommé Simon de Camerino, pour traiter directement avec lui, et lui porter des conditions équitables[2]. Les Vénitiens renonçaient à leurs prétentions sur Crémone, et demandaient la restitution du Bergamasque et du Bressan. Sforza exigeait encore la cession de Crème, qui pouvait devenir entre les mains de ses ennemis un avant-poste trop dangereux pour lui. Le conseil des Dix, qui voulait la paix, s'était déjà résolu à laisser surprendre cette ville par Coléoni, afin que le traité n'entraînât de sa part aucune restitution. Mais lorsqu'on en fit quelques ouvertures à Coléoni, il se trouva que ce général, déjà pratiqué par d'autres, méditait une défection, et qu'il était sur le point d'abandonner Sforza pour les Vénitiens; en sorte qu'il dissuada fortement le conseil des Dix d'une concession qui, disait-il, n'était point nécessaire.

Pendant que cet incident arrêtait la négociation, Sforza fut averti de la trahison de Coléoni et de celle de Sigismond Malatesti, qui tous deux étaient sur le point de passer à l'ennemi. En même temps l'ambassadeur florentin, Diotisalvi di Nerone Negri, auquel il avait communiqué les propositions qu'on lui avait faites, lui déclara, au nom de sa république, qu'elle n'était pas en état de soutenir plus longtemps une guerre aussi ruineuse, et qu'elle désirait la paix à tout prix. Sforza fit donc revenir à lui frère Simon de Camerino, et lui

[1] *Vita Nicolai V à Janottio Manetto.* T. III, P. II. *Rer. Ital.* p. 943. — *Joann. Simonetæ.* L. XXIV, p. 666. — [2] *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. VIII, p. 433.

annonça qu'il était prêt à accepter les offres des Vénitiens, sans y rien changer. Paul Barbo, un des membres du gouvernement, se rendit alors auprès de lui à Lodi, déguisé en frère mineur. Pendant huit jours les conditions du traité furent discutées entre eux avec le plus profond secret; après quoi la paix fut publiée à Lodi le 9 avril 1454, contre l'attente universelle. Par ce traité, Sforza conservait la Ghiara d'Adda, mais il rendait aux Vénitiens tout ce qu'il avait conquis dans le Bergamasque et le Bressan. Il stipulait seulement l'impunité pour ceux qui avaient embrassé son parti. Si le duc de Savoie et le marquis de Montferrat voulaient être admis au bénéfice de la paix, ils devaient restituer leurs conquêtes dans le Novarais, le Pavésan et l'Alexandrin; s'ils s'y refusaient, le duc de Milan restait en liberté de les leur arracher de force. Les seigneurs de Correggio et les Vénitiens devaient rendre au marquis de Mantoue ce qu'ils avaient usurpé de son territoire; celui-ci, en retour, devait restituer à son frère Charles de Gonzague son apanage. Enfin le château de Castiglione de la Pescaia, qu'Alfonse avait conquis en Toscane, devait lui demeurer, sous condition qu'il retirât son armée du reste des états florentins. 1453. — Toutes les puissances d'Italie étaient invitées à ratifier la paix de Lodi dans un temps donné, si elles voulaient jouir de son bénéfice [1].

Ce traité inattendu, par lequel deux des puissances belligérantes dictaient la loi au reste de l'Italie, à leurs alliés comme à leurs ennemis, sans les avoir consultés, causa d'abord autant

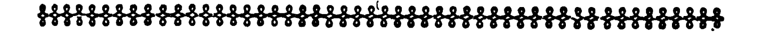
[1] *Joann. Simonetæ*. L. XXIV, p. 669. — *Bern. Corio. Stor. Milan*. P. VI, p. 946. — *M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VII, f. 199. — *Macchiavelli*. L. VI, p. 256. — *Comment. di Neri Capponi*. p. 1215. C'est par la paix de Lodi que Neri Capponi termine ses commentaires. Capponi, l'un des plus habiles politiques et des meilleurs militaires qu'ait produits Florence, était chargé dans toutes les affaires importantes de dicter les dépêches de la république, parce que personne ne l'égalait dans les conseils pour la netteté de son esprit ou la vigueur de son style. Il mourut à Florence le 23 novembre 1457, dans sa soixante-neuvième année, d'une tumeur sous le bras, qu'il voulut faire extirper. *Vita Nerii Capponii a Bartholom. Platinensi scripta*. T. XX, *Rer. Ital.* p. 516.

de mécontentement que de surprise. Il fallut forcer par les armes les Correggi à évacuer l'état de Mantoue, le marquis de Montferrat et le duc de Savoie à abandonner leurs conquêtes ; mais ce fut l'ouvrage de peu de jours. Ces souverains ratifièrent ensuite la paix, et la Sésia fut reconnue pour limite entre le Piémont et le duché de Milan [1]. François Sforza se fit aussi rendre, par le duc Borso d'Este, Castel Novo dans l'état de Parme, dont le souverain de Ferrare s'était emparé à la mort de Philippe-Marie ; en sorte que le nouveau duc, reconnu par tous ses voisins, rentra dans toutes les possessions de son prédécesseur. Mais la ratification du roi Alfonse manquait toujours au traité de Lodi ; ce monarque ne pouvait pardonner aux Vénitiens de lui avoir caché leur négociation. Comme le plus puissant des souverains de l'Italie, il se croyait appelé à dicter la paix, et non à la recevoir. Il refusa pendant près d'une année sa ratification : cependant les instances du cardinal Capranica, qui lui fut envoyé par le pape, et la nouvelle d'une alliance signée le 30 août entre les Florentins, le duc de Milan et les Vénitiens, pour maintenir le repos public, le déterminèrent enfin à accepter le traité de Lodi. Il le ratifia le 26 janvier 1455, mais sous condition que les Génois, auxquels il n'avait pas pardonné leurs anciennes offenses, et Sigismond Malatesti qui l'avait trompé en passant à l'ennemi après avoir reçu sa solde par anticipation, ne seraient point compris dans la paix publique [2].

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXIV, p. 672. — *Istor. Bresciana.* p. 888. — [2] *Guernieri Bernio, Istor. d'Agobbio.* p. 989. — *Platina, Hist. Mantuan.* L. VI, p. 857. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1152. — *Navagiero Stor. Veneziana.* p. 1117.— *Jo. Marianæ de Reb. Hispaniæ.* L. XXII, chap. 16, p. 50. — *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. VIII, p. 434. — C'est par l'accession d'Alfonse de Naples au traité de Lodi que Poggio Bracciolini termine son histoire : cet élégant écrivain, qui, par son zèle pour les connaissances antiques, contribua tant à la renaissance des lettres, s'est borné, dans son histoire de Florence, au récit des seuls faits militaires. Il passe au milieu des révolutions politiques les plus importantes, sans jamais fixer sur elles l'attention de son lecteur ; et quoiqu'il fût admis à la familiarité de ces Florentins célèbres qui dirigeaient presque toute la politique de l'Italie, il ne nous a point laissé leurs portraits. Il mourut

le 30 octobre 1459, quatre ans après l'époque où finit son histoire, âgé de soixante-dix-neuf ans.

C'est aussi par la ligue d'Alfonse avec les Vénitiens, les Florentins et le duc de Milan, que Barthélemi Fazio, né à la Spezia, et secrétaire de la république de Gênes, finit son histoire d'Alfonse. (*Bartholomæi Facii Rerum gestarum Alphonsi Regis Libri decem.* T. IX, P. III. *Thesauri Antiquit. Ital.* p. 1-188.) Fazio était sans contredit un des écrivains latins les plus élégants de ce siècle, qui en a produit plusieurs. Il a vu de très près une partie des événements qu'il raconte, et il les représente cependant d'une manière fort différente de Simonéta, autre témoin oculaire. Il s'était attaché à Alfonse, qui avait, de son côté, beaucoup d'amitié pour lui, et il s'efforce en toute occasion de relever le roi aragonais aux dépens de François Sforza. Il avait déjà fait suspecter sa véracité comme historien dans ses commentaires *de Genuensium rebus adversus Venetos gestis*. Fazio, rival de Laurent Valla, contre lequel il soutint une guerre de plume peu honorable pour tous deux, mourut peu de jours après son adversaire, en 1457. Voyez *Paulus Jovius in Elogiis virorum doctorum.*



CHAPITRE IX.

Pontificat de Nicolas V; conjuration d'Etienne Porcari. — Campagne de Jacob Piccinino dans l'état de Sienne. — Malheurs et déposition du doge François Foscari à Venise.

1447-1457.

L'histoire politique de l'Italie, au xve siècle, présente un contaste frappant avec son histoire littéraire; chaque jour on voyait approcher davantage la ruine de la liberté, et avec elle la ruine des mœurs, de l'énergie, de toute vertu publique ou privée; tandis qu'on voyait, au contraire, naître et se développer une passion pour la poésie, une admiration pour l'éloquence, et surtout pour l'érudition, qui semblaient indiquer quelque chose de plus noble et de plus élevé dans le caractère du siècle. Cependant lorsqu'on fixe plus longtemps ses regards sur les hommes célèbres dans les lettres qui vécurent à cette époque, quelque étonnement qu'excite leur activité laborieuse, quelque reconnaissance qu'inspire l'énumération des chefs-d'œuvre de l'antiquité qu'ils ont sauvés pour nous, de ceux des temps modernes qu'ils ont préparés, l'on démêle dans leur caractère et dans leur esprit les effets du désordre social, et l'on voit pourquoi l'on ne pouvait attendre de leurs travaux rien de digne de ces temps qu'ils admiraient. En effet, les progrès des

lumières au xve siècle n'étaient point un développement national ; ce n'étaient point la réflexion, la méditation, l'imagination italiennes qui avaient fait naître les Guarino, les Valla, les Filelfo, les Poggio et les Ficino ; c'était l'étude obstinée d'une antiquité sans rapports avec le temps présent, c'était l'adoption de pensées, de formules de raisonnement, d'images et de lois poétiques qui avaient été faites pour d'autres nations, d'autres langues et d'autres mœurs ; c'était une préférence absolue accordée à la mémoire sur toutes les autres facultés, et une soumission servile du goût individuel aux modèles et aux autorités littéraires. Peut-être cet abandon sans réserve des impressions naturelles et vraies, de la pensée originale, du goût propre à chacun dans une nation nouvelle, ont-ils plus nui aux lettres, en Italie et dans toute l'Europe, que les modèles de la Grèce et de Rome, malgré leur sublime beauté, n'ont pu leur servir. Mais c'est surtout dans la politique du siècle que nous sommes appelés à remarquer aujourd'hui le caractère servile donné par l'érudition à la pensée. L'histoire nous ramène à chercher des vertus publiques dans les écrivains du xve siècle, et nous ne trouvons en eux ni élévation, ni noblesse, ni amour de la patrie, ni sentiments politiques.

Les républiques produisirent des philologues, comme les petites principautés; et Florence seule, avec son Léonard Bruno, son Poggio, son Ambroise le Camaldule, son Marzuppini, pouvait à cette époque l'emporter dans ces études classiques sur tous les autres pays ; mais quoique trois de ceux-ci aient été à leur tour chanceliers de la république, on ne les vit point acquérir dans l'état une influence proportionnée à leurs vastes études, mettre utilement leur supériorité au service de la patrie, introduire dans les conseils, dans le barreau, une éloquence persuasive ; rappeler enfin par aucune vertu, par aucun talent antique, l'antiquité qu'ils imitaient sans cesse.

Le passage de l'empereur Frédéric III à Florence mit à l'épreuve les talents de ces prétendus orateurs et de ces prétendus hommes d'état. Charles Marzuppini, qui avait succédé à Léonard Bruno d'Arezzo dans l'office de secrétaire de la république, fut chargé de complimenter l'empereur. Il lui adressa en langue latine une harangue qu'il avait mis deux jours à composer; et le beau développement de son érudition sacrée et profane, comme l'élégance de son langage, excitèrent l'admiration des auditeurs. Quant au but politique de ce discours d'apparat, ni les conseils ni l'orateur lui-même n'y avaient nullement songé. L'empereur fit répondre à Marzuppini par son secrétaire, Ænéas Sylvius Piccolomini, qui fut ensuite Pie II. Celui-ci, qui était homme d'état bien plus encore que philologue, et qui s'était accoutumé, dans les délibérations du concile de Bâle, à parler avec un but, adressa dans sa réponse quelques demandes à la république, et quelques observations qui exigeaient une réplique. Marzuppini, qui ne s'y était pas préparé, fut dans l'impossibilité de dire un seul mot, et l'on fut obligé d'engager Giannozzo Manetti à prendre la parole, pour tirer le pédant d'embarras[1].

Ces hommes, qui ne savaient penser que d'après les autres, et qui, en occupant sans cesse le public d'éloquence, ont laissé leur propre siècle si stérile pour l'art oratoire, si étranger à cet empire de la parole qu'on aurait dû voir exercer dans les républiques; ces hommes avaient plus de vanité que d'amour de la gloire, plus de cupidité que d'ambition : ils recherchaient de préférence les cours des princes, où l'érudition toute en théorie était plus estimée que la science appliquée. Dans les républiques ils se sentaient humiliés, lorsqu'on venait à les comparer avec des magistrats d'un caractère ferme, d'un esprit net et juste, comme Neri Capponi, Maso

[1] *Roscoë*, *Life of Lorenzo the Magnificent*. T. I, p. 22.

des Albizzi, ou Cosme de Médicis, qui, quoique étrangers à ce qu'ils appelaient les *élégances du discours latin,* et à l'art d'emprunter aux anciens de faux ornements, gouvernaient cependant les esprits par la force de leurs pensées. Ils se trouvaient plus à leur aise auprès d'un Alfonse, d'un Sforza, d'un Gonzague, d'un marquis d'Este, d'un Montefeltro. Leur vie était consacrée à une érudition qui ne pouvait donner d'inquiétude au prince le plus soupçonneux, et qui ne pouvait troubler l'état. Lorsqu'on daignait les appeler à quelque fonction publique, on ne demandait point que leurs discours d'apparat fussent l'expression de leur conviction, ou des sentiments de leur cœur; aussi justifiaient-ils sans scrupule des actes tyranniques auxquels ils n'avaient eu aucune part. Leur fonction n'était pas de les analyser ou de les juger, mais de les déguiser par de belles phrases cicéroniennes; on ne les employait pas comme hommes publics, mais comme rhéteurs; ils ne se sentaient point responsables, même aux yeux du monde, de leurs pensées ou de leurs jugements, mais seulement de leur style; et lorsqu'il se présentait à eux une occasion de soutenir le pour et le contre, de parler successivement en deux sens opposés, ils y voyaient un redoublement de gloire; leur talent d'orateur et de sophiste en brillait d'un plus grand éclat.

C'est pour avoir ainsi séparé la science d'avec l'action, l'éloquence d'avec la politique, et le style d'avec la pensée, que les érudits du xve siècle ne contribuèrent point à donner au temps où ils vécurent ou plus de vertus publiques, ou de nouvelles lumières sur les sciences qui se lient au gouvernement. Cependant quelques-uns d'entre eux arrivèrent aux postes les plus éminents de la république chrétienne. L'un des plus illustres, comme des plus heureux, fut peut-être Thomas de Sarzane, qui, sous le nom de Nicolas V, occupa la chaire pontificale pendant la période que nous venons de parcourir.

Protecteur zélé des érudits, dont il avait partagé les travaux, rémunérateur splendide des beaux-arts, dont il multiplia les chefs-d'œuvre à Rome, il ne montra point autant de faveur aux opinions libérales qu'aux arts libéraux. Il avait pris dans la société des clients et des protégés de Cosme de Médicis cette indifférence pour la liberté qui rétrécit leur âme, et il signala son règne en envoyant au supplice le dernier patriote romain, et en rendant vain le dernier effort tenté pour la liberté de Rome.

Nicolas, alors nommé Thomas, était fils de Barthélemi Parentucelli, médecin de Pise, marié à Sarzane : il était né en 1398. Il avait été revêtu des premiers ordres dès l'âge de dix ans, et envoyé à Bologne pour y suivre ses études[1]. Comme il était absolument sans fortune, il avait été obligé pour vivre de quitter cette université, entre sa dix-huitième et sa vingt-deuxième année, et de venir à Florence donner des leçons aux fils de Renaud des Albizzi et de Palla Strozzi[2]. Lorsqu'il retourna ensuite à Bologne, le cardinal Nicolas Albergati se l'attacha et en fit son majordome. Thomas l'accompagna d'abord à Rome, puis dans ses légations en France, en Angleterre et en Allemagne. Il réunit auprès de lui, pendant vingt ans, les fonctions d'intendant, de secrétaire et de médecin[3]. Le cardinal Albergati ayant ramené Thomas auprès d'Eugène IV à Florence, il y fit connaissance avec les savants distingués qui s'y trouvaient réunis, tels que Léonard Bruno d'Arezzo, Giannozzo Manetti, Poggio, Carlo Marzuppini, Giovanni Aurispa, Guasparre de Bologne et beaucoup d'autres. Ils étaient dans l'usage de se rassembler chaque matin au coin du palais, et de disputer, car c'était la seule

[1] *Janotti Manetti, Vita Nicòlai V. Script. Rer. Ital.* T. III, P. II, p. 907-911. — *Barth. Facii.* L. IX, p. 141. — [2] *Commentario della vita di Papa Nicola, composto da Vespasiano, e mandato a Luca degli Albizzi.* T. XXV. *Rer. Ital.* p. 270. — [3] *Vita Nicolai V, a Janottio Manetto.* p. 915. — *Vespasiano vita di Nicola*, p. 271.

manière par laquelle les savants cherchassent alors à faire briller leur esprit. Dès que Thomas avait accompagné son maître au palais, il venait se joindre à ce groupe, habillé d'une simple soutane bleue, avec un bonnet de prêtre, et il s'engageait avec acharnement dans la dispute[1].

Thomas de Sarzane s'était déjà fait connaître par son goût pour les auteurs classiques, et par les notes judicieuses dont il enrichissait les manuscrits qu'il copiait de sa main[2] ; ce fut le motif qui engagea Cosme de Médicis, lorsqu'il ouvrit au public, dans le couvent de Saint-Marc, la collection des manuscrits de Nicolo Nicoli, à demander à Thomas des renseignements sur la manière de distribuer une bibliothèque, sur la classification des livres, et sur la formation du catalogue. L'écrit qui servit de réponse à cette demande ne régla pas seulement la distribution de la bibliothèque de Saint-Marc, mais encore celle de Badia à Fiésole, celle du comte de Montéfeltro à Urbin, et celle d'Alexandre Sforza à Pésaro[3]. Le cardinal Albergati avait pourvu généreusement à la dépense de Thomas de Sarzane ; il lui avait assuré deux bénéfices simples, dont l'un rendait trois cents écus, et en mourant il lui laissa encore du bien. Cependant la générosité de Thomas, et plus encore ses dépenses en livres et en copistes, rendaient tous ses revenus insuffisants[4]. Après la mort du cardinal Albergati, Eugène IV attacha ce prêtre savant à sa cour, avec la fonction de vice-camérier apostolique; il l'envoya de nouveau en Allemagne, avec le cardinal de Saint-Ange, pour faire renoncer les Allemands à leur neutralité entre le concile de Bâle et la cour de Rome. Au retour de cette mission il le fit évêque de Bologne, puis cardinal, dans l'année même qui ne devait pas se terminer sans que le nouveau prélat parvînt à la chaire de Saint-Pierre[5].

[1] *Vespasiano, Vita di Nicola*. p. 271.—[2] *W. Roscoë, Life of Lorenzo*. T. I, p. 42. — *Vespasiano, Vita di Nicolo V*. p. 273. — [3] *Vespasiano, Vita di Nicolo V*. T. XXV, p. 274. — [4] *Vespasiano, Vita*. p. 275. — [5] *Janotii Manetti, Vita Nicolai V*. p. 916. — *Platina Vite de' Pontefici, in Nicolo V*, p. 416. Editio Veneta, 1730.

1447. — Eugène IV étant mort le 23 février 1447, neuf jours furent consacrés aux pompes funèbres, avant que les cardinaux entrassent au conclave. Pendant cet interrègne, Alfonse s'approcha de Rome et vint s'établir à Tivoli, pour donner plus de force à son parti. Chacun des barons romains cherchait à faire valoir ses droits; Baptiste Savelli prétendait avoir celui de garder les clefs du conclave, mais les cardinaux ne voulurent pas le reconnaître. D'autre part le conseil de la ville de Rome, rassemblé dans l'église d'Aracelli, réclamait des priviléges que le peuple avait exercés encore récemment. C'est dans ce conseil que Stéfano Porcari, gentilhomme romain d'une réputation sans tache, commença à se faire connaître. Le pontife qui venait de mourir avait lassé les Romains par son inconstance et son mépris pour toutes les lois; la tyrannie du patriarche Vitelleschi, qui fut longtemps son favori, avait excité l'indignation. Porcari, qui soupirait après la liberté, qui voulait imiter les vertus de l'ancienne Rome plus que son langage, exhorta les citoyens assemblés à profiter d'une circonstance unique pour affermir leur constitution. « Il n'y a dans les états de l'Église, leur dit-il, si petite « et si misérable ville, qui n'ait des lois et une charte, et qui, « moyennant un tribut annuel, ne jouisse de sa liberté : Rome « seule doit-elle être exceptée d'un bénéfice commun? Il n'y « a si petite et si misérable terre qui, lorsque la mort la dé- « livre de son tyran, ne profite de l'interrègne pour recou- « vrer ses droits, ou tout au moins pour limiter les préroga- « tives de ses oppresseurs; Rome seule manquerait-elle d'une « énergie qu'on retrouve chez les plus obscurs[1]? » Cependant l'archevêque de Bénévent, qui présidait à ce conseil, empêcha Porcari de continuer, et le dénonça bientôt après au nouveau pape comme un esprit dangereux.

[1] *Diario Romano di Stefano Infessura.* T. III, P. II, p. 1131. — *Platina, Vita di Nicolo V.* p. 417. — *Leonis Baptistæ Alberti de Porcaria conjuratione.* T. XXV, p. 309.

Les cardinaux qui entrèrent au conclave dans l'église de Sainte-Marie sur Minerve étaient au nombre de dix-huit. Il était donc nécessaire, pour la nomination d'un pape, que douze d'entre eux se réunissent. Le cardinal Prosper Colonna, dans deux scrutins différents, à quelques jours de distance, réunit seul dix voix; les autres étaient partagées, et Thomas de Sarzane était à peine indiqué. Après le second scrutin le cardinal de Maurienne se leva : « Mes pères, dit-il aux car-« dinaux, gardons-nous de prodiguer notre temps; rien « n'est plus dangereux pour l'Église que nos retards; Rome « est dans l'agitation, le roi d'Aragon est à nos portes, Amé-« dée de Savoie nous tend des embûches, le comte François « Sforza est en guerre avec nous; ici nous souffrons mille « incommodités dans notre réclusion; hâtons-nous donc d'é-« lever un pontife. Voici un ange de Dieu, un agneau en « douceur, le cardinal Colonna, qui a déjà reuni dix suffra-« ges; il ne lui manque plus que deux voix; qu'un seul de « vous se lève et lui donne la sienne, la chose alors sera « faite, une autre voix ne lui manquera pas. » Tous demeurèrent immobiles: enfin Thomas de Sarzane se leva pour aller donner sa voix à Colonna; mais le cardinal de Tarente, l'arrêtant par ses habits, le supplia d'attendre encore, de penser à ce qu'il allait faire, de se souvenir qu'en nommant un pape il allait donner comme un dieu à la terre, un homme qui aurait le pouvoir de lier et de délier, d'ouvrir et de fermer le ciel; un tel choix demandait de longues considérations. — « Tous ces délais, reprit le cardinal d'Aquilée, « ne sont invoqués ici que pour empêcher l'élection de Pros-« per Colonna; mais toi-même, dis-nous, quel pape vou-« drais-tu faire? — C'est le cardinal de Bologne, Thomas de « Sarzane, répondit Tarente, que je choisirais. — Il me plaît « aussi », reprit celui de Maurienne; et les autres se rangeant aussitôt à cet avis, les douze voix lui furent données en un

instant. C'était le 6 mars 1447. Prosper Colonna, le doyen du sacré collége, annonça alors au peuple assemblé qu'un pape était nommé [1].

Le nouveau pontife, fort de sa considération personnelle, et de l'appui de l'empereur et du roi de France, réussit, au mois d'avril 1449, à faire cesser le schisme occasionné par le concile de Bâle, et à obtenir l'abdication de Félix V. Amédée de Savoie reprit son ancien nom, mais il fut reconnu par la cour de Rome comme cardinal et légat du Saint-Siége en Allemagne; et tous les cardinaux qu'il avait créés furent admis dans le sacré collége [2].

Les lettres antiques profitèrent bientôt de l'exaltation d'un de leurs plus zélés admirateurs. Il attacha à sa cour un nombre prodigieux de copistes et de traducteurs du grec et du latin. Il envoya des savants rechercher des manuscrits, et les acheter pour son compte, dans les diverses parties de l'Italie, en Allemagne, en Angleterre, en Grèce et dans le Levant. Pendant les huit ans qu'il régna, dit Jannozzo Manetti, plus d'auteurs grecs furent traduits en latin par sa sollicitude qu'on n'en avait traduit pendant les cinq siècles écoulés avant lui, et sous cent papes divers. Strabon, Hérodote, Thucydide, Xénophon, Polybe, Diodore, Appien, Philon le juif furent, sous le règne de Nicolas V, mis pour la première fois à la portée de ceux qui n'entendaient pas le grec. Plusieurs des ouvrages de Platon, d'Aristote et de Théophraste furent ajoutés à ceux qu'on avait déjà. Les pères et les théologiens des premiers siècles de l'Église furent l'objet de travaux de même nature : les œuvres d'Eusèbe de Césarée, de Denys l'aréopagite, de Bazile, de Grégoire de Naziance, de Jean Chrysostôme, de Cyrille, furent traduites en latin; les langues orientales furent en même temps étudiées avec ardeur, et Jannozzo Manetti fut lui-même

[1] *Oratio Æneæ Sylvii de Creatione Nicolai V.* T. III, P. II, p. 894.—[2] *Platina, Vita di Nicolo V.* p. 420.

chargé par le pontife d'une traduction des livres saints, qu'il devait faire sur le texte hébreu, et que la mort de Nicolas V lui fit abandonner [1].

Nicolas n'avait pas moins de zèle pour l'avancement de l'architecture que pour les progrès de l'érudition. Dans toutes les villes de ses états il répara ou rebâtit les temples; il agrandit, il orna, il entoura d'édifices somptueux les places publiques, il releva les murs détruits. Assise, Civita Vecchia, Civita Castellana lui durent des monuments qu'on était étonné de trouver dans de si petites villes. Il bâtit de magnifiques palais à Orviète et à Spolète; il bâtit à Viterbe des bains pour les malades, dignes de recevoir non seulement des particuliers, mais des princes; à Rome même il releva l'enceinte des murs, dont une moitié menaçait ruine; il restaura la plupart des églises de la ville, qui étaient alors au nombre de quarante, et il donna surtout ses soins aux sept principales basiliques. Celle de Saint-Pierre du Vatican tombait en ruine; Nicolas y fit commencer, sur les dessins de Bernardo Rosellini et de Jean-Baptiste Alberti, une nouvelle tribune plus vaste que l'ancienne. Il voulait élever dans la capitale des chrétiens un temple dont la magnificence n'eût jamais été égalée, et ses vastes fondements étaient jetés; mais les murs n'étaien encore élevés que de trois coudées au-dessus de terre, lorsque la mort de Nicolas V suspendit cet ouvrage prodigieux. Il ne fut repris qu'au bout d'un demi-siècle par Jules II et le Bramante [2]. Pour suffire à ces dépenses royales, Nicolas V avait accordé en 1450 un jubilé qui remplit les trésors de l'Église, et fit passer en peu de jours dans les coffres des Médicis, banquiers du Saint-Siége, plusieurs centaines de milliers de florins [3].

[1] *Vita Nicolai V, a Jannotto Manetto*. T. III, P. II. *Rer. Ital.* p. 926-927. — *Vespasiani Vita*. T. XXV, p. 282. Il ajoute le nom de tous les savants chargés par Nicolas de ces diverses traductions, et le montant des récompenses qu'il leur accorda.—[2] *Jannozio Manetti*. T. III, P. II. *Rer. Ital.* p. 934-940. — [3] *Vespasiani Commentario*. T. XXV, p. 279.

Nicolas satisfit en même temps son goût pour les arts, en fondant la bibliothèque du Vatican ; il rassembla cinq mille volumes dans ce palais pontifical, et l'on ne croyait point alors que, depuis le temps des Ptolémées, aucune bibliothèque en eût contenu la moitié autant[1]. Les savants auxquels il l'avait destinée, et avec lesquels il vivait familièrement, étaient attachés à lui par une douce affection, autant que par le respect et l'estime. Nicolas V paraît avoir eu dans le caractère de la gaieté, de la simplicité et de la bonhomie. Quand Vespasiani vint le voir après son élection, le pape lui dit en riant : « Eh bien ! vos compatriotes de Florence auraient-ils pu croire « qu'un pauvre prêtre, fait pour sonner des cloches, fût nommé « souverain pontife ? » Vespasiani répondit que ce peuple qui le connaissait s'en était réjoui, puisqu'il attendait de lui la paix : le pape répliqua aussitôt que si Dieu lui faisait la grâce de lui laisser accomplir son vœu, jamais il n'emploierait pour sa défense d'autre arme que la croix de Jésus-Christ[2].

L'ambition d'étendre la domination pontificale, ou celle de rendre sa famille puissante, ne firent point en effet négliger à Nicolas V ses devoirs de pasteur commun des fidèles. Mais dans son administration temporelle, qui n'était pour lui qu'un intérêt tout à fait secondaire, il ne pouvait souffrir aucune opposition. Les priviléges réclamés par ses sujets lui faisaient perdre un temps qu'il voulait épargner pour l'Église, ou pour les lettres et les arts. D'ailleurs, ayant vécu pendant de longues années dans la domesticité, il ne connaissait que les rapports de maître et de serviteur, et il exigeait une obéissance aussi illimitée que celle qu'il avait rendue longtemps lui-même. Les magistrats romains se considéraient toujours comme représentants du peuple et de la république ; il voulut les réduire au rang de simples agents du pontife souverain. Porcari, qui

[1] *Vespasiani Commentario.* p. 282. — [2] *Ibid.* p. 279.

avait témoigné de bonne heure son amour pour la liberté, qui par tous ses discours cherchait toujours à maintenir dans le peuple cette antique flamme, était singulièrement suspect au pape. Cela n'empêcha pas Porcari d'être nommé podestat d'Anagni ; mais il est probable, d'après l'usage universel d'Italie, que ce fut la ville, non le pape, qui lui donna cette place[1]. A son retour, après avoir rempli cet emploi, Porcari ne perdit point de vue son projet de rendre la liberté à Rome. Un tumulte excité par les jeux de la place Navonne lui parut une occasion favorable de tenter quelque chose pour le recouvrement des droits populaires; il se compromit de nouveau dans cette circonstance, et il fut exilé à Bologne, avec ordre de se présenter chaque jour devant le cardinal Bessarion, alors gouverneur de cette ville[2].

Ce fut pendant cet exil que Stéfano Porcari conçut le projet de faire secouer à ses compatriotes un joug qu'eux-mêmes regardaient comme ignominieux. Le gouvernement n'appartenait plus qu'à des ecclésiastiques, la plupart d'une naissance obscure, étrangers, et que l'intrigue avait élevés à un pouvoir auquel leur éducation ne les avait point préparés. Mais les Romains rougissaient de devoir obéir à de telles gens; ils considéraient comme une usurpation le pouvoir des papes, qui dans ses commencements, lors de la décadence de l'autorité impériale, avait été limité par celui des Caporioni, vrais représentants de l'état, et qui ensuite avait fait place à l'organisation d'une république, pendant toute la durée de la résidence de la cour à Avignon, et pendant toute celle du schisme. L'autorité temporelle des pontifes, que Martin V avait rétablie en 1420, avait à peine été reconnue quinze ans

[1] Léon Baptiste Alberti donne à entendre que Porcari aurait dû conserver de la reconnaissance pour cette faveur; mais alors même que Nicolas y aurait eu quelque part, la place de podestat d'une si petite ville était à peine ou lucrative ou honorable pour un homme tel que Porcari. *De Porcaria Conjurat. Comment.* T. XXV. *Rer. Ital.* p. 309. — [2] *Leo Baptista Alberti de Conjur. Porcaria.* p. 309.

de suite. Eugène IV en fut dépouillé de nouveau en 1434, et fut obligé de s'exiler d'une ville où les magistrats légitimes ne voulaient pas même lui permettre de résider. Depuis son retour, des abus continuels de pouvoir, des exécutions sanglantes qu'aucun jugement ne précédait, des guerres toujours renaissantes, et des rébellions dans le voisinage de Rome, n'avaient que trop fait connaître que le gouvernement des prélats joignait tous les vices de l'anarchie à tous ceux du despotisme. Pendant le règne même de Nicolas, le mécontentement était extrême parmi la noblesse et parmi le peuple. Ce pape protégeait les arts et les lettres ; mais ce n'est là, après tout, qu'un but secondaire pour le gouvernement, et les Romains pouvaient être fort mal gouvernés par le pape même qui restaurait le mieux les manuscrits et les bâtiments de l'antiquité. Les prélats étaient entraînés par l'ivresse du pouvoir, par leur luxe et leurs richesses, dans tous les vices des princes, et leurs excès choquaient d'autant plus qu'on exigeait de leur ordre une retenue et une décence dont aucun d'eux ne donnait plus l'exemple.

A ces motifs, qui encourageaient Porcari dans son entreprise, Macchiavelli en joint un autre, qui est digne de remarque, puisqu'il nous fait connaître les opinions du siècle. Porcari lisait avec ravissement la canzone de Pétrarque : *spirto gentil che quelle membra reggi*, dans laquelle l'ancienne capitale du monde est appelée par le poëte à une nouvelle liberté. Non seulement il y voyait que dans tous les temps les âmes élevées se sont proposé un même but ; il considérait encore cette ode comme un élan prophétique. Pétrarque lui semblait avoir acquis, par la supériorité de ses lumières, le privilége de lire dans l'avenir, et il se croyait lui-même appelé par le poëte, avant sa naissance, sous la désignation du *cavaleir que l'Italie entière honore, et qui, bien plus occupé des autres que de lui-même, était l'objet des désirs et des*

espérances des sept collines de Rome[1]. Les têtes les plusphilosophiques ne se refusaient point alors à croire à l'existence de dons prophétiques, et Macchiavelli lui-même ne repoussait point cette croyance, qui, dans les entreprises hasardeuses, prêtait aux héros des forces surnaturelles.

1453. — Porcari résolut donc de hasarder sa vie pour rendre à Rome sa liberté; il se concerta avec Baptiste Sciarra son neveu, qu'il avait initié dans ses projets, et qui le secondait avec ardeur. Il lui ordonna d'inviter auprès de lui tous ceux dont il connaissait le patriotisme. Trois cents soldats et quatre cents exilés furent rassemblés secrètement dans les maisons de Porcari, de Sciarra, et d'Ange-Mascio, beau-frère de Porcari[2]. Tous les conjurés furent invités à un grand repas pour le 5 janvier 1453, veille de l'Épiphanie. Porcari, qui avait feint d'être malade, et qui s'était dérobé sous ce prétexte à la vigilance du cardinal de Bologne, parut au milieu des convives, revêtu d'une robe de pourpre et d'or. La pompe de ces vêtements était moins destinée à éblouir les conjurés qu'à faciliter à lui-même le lendemain l'entrée de la basilique. Il savait que les gardiens des portes jugeaient du rang des personnages par leur costume, et qu'ils ne refuseraient point d'ouvrir à des habits galonnés. Quelques-uns de ses complices, revêtus d'habits de capitaines de la garde de nuit, devaient conduire des conjurés en assez grand nombre aux prisons du Capitole, et les présenter à la garde comme des séditieux qu'ils venaient d'arrêter; et ceux-ci devaient se rendre maîtres de ce poste important, dès qu'on leur en aurait ouvert les portes[3].

Porcari, au milieu des conjurés, rappela, avec cette éloquence qui l'avait déjà rendu célèbre, les droits des Romains et leur oppression; il montra leurs chartes violées et la cor-

[1] *Macchiavelli, Istorie*. L. VI, p. 246.—[2] *Diario Romano di Stefano Infessura*. p 1134. — [3] *Leo Baptista Alberti de Conjuratione Porcaria*. p. 814.

ruption croissante de leurs maîtres [1]. Il exposa son projet de surprendre le pape et les cardinaux devant la porte de la basilique de Saint-Pierre, comme ils s'y rendraient le lendemain pour célébrer l'Épiphanie. Avec de tels otages entre les mains, il comptait se faire livrer le château Saint-Ange et les portes de Rome, sonner ensuite la cloche d'alarme au Capitole, et reconstituer la république par l'autorité de cette assemblée du peuple romain, à laquelle, un siècle auparavant, Colas de Rienzo avait inspiré son enthousiasme. Tous les auditeurs de Porcari paraissaient prêts à le suivre, et à se dévouer pour une aussi noble cause. Mais tandis qu'il les haranguait encore, déjà il était trahi. Le sénateur, averti du rassemblement qui s'était formé dans cette maison, l'avait fait entourer par ses soldats qui l'attaquèrent brusquement ; les satellites des conjurés, séparés d'eux et ne recevant point d'ordres, ne purent les secourir. Porcari, n'ayant point réussi à s'échapper, fut trouvé chez sa sœur caché dans un coffre : ses principaux complices furent aussi arrêtés ; son neveu eut cependant la présence d'esprit et le courage de s'ouvrir avec les armes un chemin jusqu'à un lieu de sûreté [2]. On n'examina point, on ne confronta point les accusés, on n'instruisit point de procédure ; leurs projets et leur culpabilité ne nous sont donc connus que sur des témoignages bien suspects. Le même jour, Étienne Porcari fut pendu avec neuf de ses associés aux créneaux du château Saint-Ange. On leur refusa, avant de mourir, la confession et la communion, encore qu'ils les demandassent avec instance, car leur entreprise contre l'autorité temporelle des papes ne les empêchait point d'être de zélés catholiques.

[1] *Leo Baptista Alberti.* p. 310.— [2] *Leo Baptista Alberti, de Conjur. Porcaria.* p. 312. — [3] *Diario Romano di Stefano Infessura.* p. 1134. — *Platina, Vita di Nicolo V.* p. 422. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 700. — *Annal. Bonincontrii Miniat.* T. XXI, p. 157. Jannozio Manetti et Vespasiani, dans leurs biographies, ne disent qu'un mot de cette conjuration, p. 943 et 314. C'était la partie la moins honorable de la vie de leur bienfaiteur et de leur héros.

Nicolas V, persuadé qu'on avait voulu l'assassiner, tandis qu'au contraire sa mort aurait évidemment fait échouer les projets de Porcari, devint dès cette époque timide et farouche, lui qui était auparavant confiant et d'un abord facile. De nouvelles exécutions succédèrent aux premières presque sans interruption : le 12 janvier, il fit pendre un docteur et un citoyen romain qui avaient accompagné Porcari dans son évasion de Bologne ; le même jour il fit promettre mille ducats de récompense à celui qui livrerait à la justice deux parents de Porcari qui s'étaient cachés, et cinq cents ducats à celui qui les assassinerait. Il négocia auprès de tous les gouvernements d'Italie pour se faire livrer ceux qui lui avaient échappé ; en effet, plusieurs d'entre eux furent arrêtés à Venise et à Padoue : le plus notable d'entre eux tous fut Baptiste Sciarra, le neveu de Porcari ; ils furent tous mis à mort. Sur les instantes sollicitations du cardinal de Metz, Nicolas fit grâce de la vie à l'un des prévenus, nommé Baptiste de Persona, qui était, disait-on, absolument étranger au complot ; mais le lendemain il le fit saisir de nouveau, et le fit pendre sans procédure. Les conjurés ne furent pas seuls en butte à ses cruautés. Un gentilhomme, nommé Ange Ronconi, qui avait aidé au comte Averso de l'Anguillara à se cacher, pour échapper à la justice qui le poursuivait, fut invité par le pape à se rendre à Rome, et muni d'un sauf-conduit de la main de Sa Sainteté, ce qui n'empêcha pas Nicolas de le faire saisir, le 14 octobre 1464, lendemain de son arrivée, et de lui faire immédiatement trancher la tête. Il est vrai que le jour d'après il le fit redemander au capitaine de justice, et qu'il parut fort surpris et fort affligé quand on lui rappela qu'il avait ordonné lui-même son supplice. Stefano Infessura ajoute qu'on en conclut que le pape était pris de vin quand il ordonna l'exécution de Ronconi, car il était accusé de beaucoup boire [1]. Vespasiani

[1] *Diario Romano di Stefano Infessura*, p. 1135.

affirme, au contraire, que l'accusation d'intempérance répandue contre Nicolas V était fondée uniquement sur les achats de vins recherchés qu'il faisait, pour distribuer en présents à ses amis, tandis qu'il ne la méritait point par ses habitudes personnelles [1].

Le pape Nicolas V ne survécut pas longtemps à ces dernières executions. Il était cruellement tourmenté de la goutte : on assure que le chagrin de la prise de Constantinople, et les malheurs de la chrétienté qui s'ensuivirent, portèrent un coup funeste à sa santé. 1454.—Dans la dernière année de sa vie, et comme il prévoyait sa fin prochaine, il fit venir auprès de lui deux religieux qui avaient une grande réputation de science et de sainteté ; l'un était Nicolas de Tortone , l'autre, Laurent de Mantoue : il les fit loger dans son palais. Un jour il vint dans leur chambre, et s'asseyant auprès d'eux, il se plaignit d'être l'homme le plus malheureux du monde. « Jamais, dit-il, je ne vois passer le seuil de ma porte à un homme « qui me dise un mot de vérité. Je suis si confondu des trom« peries de ceux qui m'entourent, que si je n'étais retenu par « la crainte du scandale, je renoncerais au pontificat, et je re« deviendrais Thomas de Sarzanne. J'avais sous ce nom plus « de contentement en un jour que je n'en puis espérer désor« mais en une année. » Alors ce pontife, dont le règne avait été glorieux, et en apparence si heureux, s'attendrit jusqu'à verser des larmes [2]. Qui sait si, parmi les erreurs dans lesquelles les intrigues de sa cour l'avaient entraîné, ses remords ne lui faisaient pas mettre au premier rang la croyance qu'il avait donnée à un complot de Porcari contre sa vie, et la précipitation ou la rigueur des sentences qui avaient suivi la découverte de cette conjuration ?

Pendant la maladie de Nicolas, quoiqu'il souffrît des douleurs cruelles, on ne l'entendit jamais se plaindre ; mais ses

[1] *Vespasiani Comment.* T. XXV, p. 276.—[2] *Vespasiani Commentar.* T. XXV, p. 286.

amis étaient en pleurs autour de lui. Il remarqua au pied de son lit Jean, évêque d'Arras, savant théologien, qui était tout baigné de larmes. « Présente ces larmes, mon cher Jean, « lui dit-il, au Dieu tout-puissant que nous servons, et avec « d'humbles et dévotes prières demande-lui de me pardonner « mes péchés ; mais souviens-toi aussi que tu vois mourir « aujourd'hui, dans le pape Nicolas, un vrai et un bon ami. » L'évêque d'Arras ne pouvant plus alors retenir ses sanglots, fut obligé de sortir de la chambre [1].

1455. — Nicolas V mourut le 24 mars 1455 [2]. Le 8 avril le conclave lui donna pour successeur Alfonse Borgia, né à Valence et évêque de la même ville, qui prit le nom de Calixte III. Ce pontife, déjà fort vieux au moment de son élection [3], parut d'abord ne vouloir s'occuper que d'une croisade contre les Turcs auxquels il déclara la guerre ; mais les faveurs qu'il accumula sur ses neveux, durant son court règne, ouvrirent bientôt la voie des grandeurs à cette maison Borgia qu'Alexandre VI et César son fils devaient rendre si honteusement célèbre. La perte des dernières espérances de liberté pour Rome, et la mort d'Étienne Porcari, devaient être suivies de bien près par le règne des tyrans les plus odieux.

Un des derniers actes du pontificat de Nicolas V avait été d'engager Alfonse à confirmer le traité de Lodi ; l'accession de ce monarque à la paix semblait garantir le repos de l'Italie. En effet, le nouveau duc de Milan n'avait point porté sur le trône l'inquiétude d'un condottière ; il voulait réparer les plaies que de si longues guerres avaient faites au commerce et à l'industrie de ses états, et il cherchait tous les moyens de se rapprocher de ceux mêmes qu'il avait combattus. Il signa

[1] *Vespasiani Commentar.* T. XXV, p. 287. — [2] *Stefano Infessura, Diario di Roma.* p. 1136. — *Platina, Vita di Nicolo V.* p. 424. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 716. — [3] Boniucontrii de San-Miniato dit qu'il était âgé de quatre-vingts ans. T. XXI, p. 158 ; et Cristoforo dal Soldo dit qu'il en avait quatre-vingt cinq. *Storia di Brescia*, p. 892.

une ligue de vingt-cinq ans avec les Florentins, les Vénitiens et le roi de Naples ; le maintien de la paix était l'objet de ce traité nouveau dont le pape se rendit garant. Bientôt Sforza contracta des liens plus intimes avec Alfonse. Malgré la haine acharnée qui les avait divisés longtemps, malgré la perte de ses états de la Pouille, de l'Abruzze et de la Marche d'Ancône, qu'Alfonse lui avait enlevés, il aima mieux s'associer à ce roi puissant, que de demeurer dans l'alliance de la maison d'Anjou, puisque ces mêmes Français, qu'il avait autrefois appelés en Italie à la conquête de Naples, avaient aussi des prétentions sur ses propres états. Alfonse, de son côté, sentait lui-même ce qu'il avait enseigné à Philippe Visconti, combien il importait à la sûreté de l'Italie que le souverain du Milanais s'unît à celui de Naples, pour fermer la barrière des Alpes à la France, dont on voyait la puissance s'accroître rapidement. La venue du roi René d'Anjou en Lombardie, dans l'année 1453, et l'année suivante la venue en Toscane de son fils Jean, qui portait le titre de duc de Calabre, avaient fait comprendre à Alfonse qu'une nouvelle guerre pouvait compromettre son existence même. Il négocia donc avec François Sforza un double mariage, pour assurer par une alliance intime et la succession de son fils naturel Ferdinand, sur laquelle il pouvait avoir quelques doutes, et la supériorité du parti d'Aragon sur celui d'Anjou. Il fiança en 1456, à Alfonse, fils de Ferdinand, Hippolyte-Marie, fille de François Sforza, tandis que Sforza-Marie, troisième fils de Sforza, fut promis à Isabelle-Léonore, fille de Ferdinand. Le duc de Milan, qui voulait affermir sa domination en unissant sa famille par des mariages à tous les princes d'Italie, avait promis son fils aîné à la fille du marquis de Mantoue, le second à la fille du duc de Savoie, et sa nièce, fille d'Alexandre, seigneur de Pésaro, à Santi Bentivoglio, chef et administrateur de la république de Bologne[1].

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXV, p. 677. — *Cron. di Bologna.* T. XVIII, p. 706.

Mais les guerres soutenues avec des soldats mercenaires, et étrangers au pays qu'ils défendaient, n'étaient point nécessairement terminées lorsque les souverains avaient signé la paix. Jacob Piccinino, héritier de l'armée comme de la réputation de Nicolas son père, et de Braccio, le fondateur de son école militaire, perdait par la paix de l'Italie et son existence et son asile. Les Vénitiens ne voulaient conserver à leur solde que le seul Barthélemi Coléoni, auquel ils assuraient cent mille ducats annuellement pour entretenir son armée. Jacob Piccinino offrit aux soldats licenciés de les conduire dans un pays où ils pourraient vivre par le pillage, au défaut de la solde qu'il n'était pas en état de leur assurer. Tous acceptèrent, et l'armée de Piccinino, qui se forma d'abord de trois mille chevaux et de mille fantassins, parut bientôt d'autant plus formidable, que l'argent, qu'on avait jusqu'alors jugé si nécessaire à la guerre, lui manquait absolument. Il partit du voisinage de Brescia avec ces hommes accoutumés au désordre et au pillage, et incapables de retourner à l'agriculture ou aux arts de la paix. Il traversa les états du duc de Modène, qui, loin de lui opposer quelque résistance, s'empressa de lui fournir des vivres pour se concilier sa faveur. Il fut également bien reçu par Malatesta Novello, dans la ville même de Césène. En passant dans le Bolonais où il séjourna du 2 au 9 mai, il essaya de ranimer la faction qui avait autrefois donné la souveraineté à son père et à son frère; mais le duc de Milan avait envoyé quatre mille chevaux dans l'état de Bologne pour la sûreté du parti dominant; celui de l'opposition ne fit aucun mouvement; et Piccinino, dépourvu d'artillerie et d'argent, ne put s'arrêter ou songer à entreprendre un siége, durant lequel il aurait bientôt manqué de vivres [1]. N'osant s'attaquer à des états puissants, il traversa l'Apennin et entra en Tos-

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 716.

cane entre Saint-Sépulcre et Anghiari. Il ménagea les Florentins plus qu'il n'avait fait aucun autre état ; il paya scrupuleusement tous les vivres qu'il prit chez eux, et il arriva ainsi jusqu'aux frontières de l'état de Sienne. Dans la dernière guerre, cette république avait également mécontenté les Florentins en ouvrant ses forteresses au roi Alfonse, et ce roi en lui refusant de se donner à lui. Aucun souverain d'Italie ne paraissait s'intéresser à la défense des Siennais ; toutefois François Sforza et le pape Calixte envoyèrent chacun leur armée à la suite de celle de Piccinino, pour l'enfermer dans la retraite qu'il avait choisie. Piccinino avait pris Cetona, Sartiano et quelques autres villages dont le pillage enrichit ses soldats. Conrad Foliano et Robert de San-Sévérino, généraux du duc de Milan, se joignirent au comte de Vintimille, général du pape ; ils vinrent camper dans la vallée d'Enfer, près de la rivière Fiora et de Pitigliano ; ils s'étaient avancés jusqu'à trois milles de Piccinino, sans s'être cependant résolus à l'attaquer. Celui-ci prévint leur détermination, et les surprit au milieu du jour dans leur camp. Au premier choc il mit leur armée en désordre, mais Robert de San-Sévérino, ayant réuni ses soldats, parvint enfin à le repousser [1].

Il fallait vaincre dans la situation de Piccinino, et une bataille indécise était pour lui aussi fâcheuse qu'une défaite. Après le combat de la vallée d'Enfer, il se retira à Castiglione de la Pescaia, château qu'Alfonse avait conquis dans la précédente guerre, et qui lui était demeuré. Piccinino espérait y recevoir des secours du roi de Naples ; mais cette forteresse, située entre un lac marécageux et la mer, dans l'endroit le plus pestilentiel de la Maremme, ne contenait point assez de vivres pour nourrir son armée. Les soldats ne trouvaient dans ces déserts d'autres aliments que les fruits sauva-

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XXV, p. 679. — *Macchiavelli Stor. Fior.* L. VI, p. 257.

ges du prunellier et du cormier; les eaux étaient corrompues, et les vents contraires arrêtaient les vaisseaux de Naples, qui leur apportaient du biscuit. La fièvre maremmane attaqua bientôt cette armée, naguère si redoutable, et y causa une effroyable mortalité. Les généraux de Sforza, secondés par Pierre Brunoro, capitaine des Vénitiens, et Simonéta, capitaine des Florentins, retenaient, sans l'attaquer, Piccinino dans cette prison fatale. La moitié des soldats qui, sous des étendards divers, avaient combattu en Italie pendant les dix dernières années, périssaient victimes du climat, tandis qu'Alfonse négociait vainement pour eux. Il voulait que la ligue italienne, dans laquelle il était entré, consentit à tenir toujours sur pied une armée commune, dont Piccinino serait le chef. Il voulait qu'elle fût toujours prête pour arrêter les Turcs, dont les conquêtes faisaient trembler l'Europe; et il demandait que les puissances d'Italie s'accordassent pour assurer annuellement cent mille florins de solde à cette armée, et des quartiers à ses guerriers. François Sforza rejeta avec indignation la proposition de rendre l'Italie tributaire de celui qu'il appelait un chef de brigands. Mais, pendant ces débats, les chaleurs de l'été et la fièvre avaient détruit l'armée qu'on parlait d'opposer aux Turcs; à la fin de la campagne elle ne comptait pas plus de mille cavaliers[1], et les armées chargées de l'observer n'avaient été guère moins maltraitées. Cependant l'hiver suivant, Piccinino surprit encore le port siennais d'Orbétello, dont le pillage assura sa subsistance. Il le rendit au printemps, avec ses autres conquêtes, moyennant vingt mille florins que lui paya la république de Sienne. Ce fut le roi Alfonse qui lui procura cette capitulation, et qui, le retirant de ce confinement désastreux, le reçut avec ses troupes épuisées dans l'Abruzze, où il vint chercher à se rétablir[2].

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 716. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXV, p. 682. —

La prise de Constantinople, qui aurait dû faire adopter avec empressement la proposition d'Alfonse, de pourvoir à la défense commune par une armée maintenue à frais communs, avait inspiré plus de terreur aux Vénitiens qu'à tout le reste de l'Italie. Leur république, limitrophe des Turcs, et propriétaire de plusieurs îles et de plusieurs colonies dans le Levant, avait des rapports intimes de commerce et d'amitié avec la Grèce et les faibles restes de l'empire d'Orient. Mais, depuis que les armes des Turcs s'étaient étendues en Europe, l'empire de Constantinople, enfermé de tous côtés par la puissance musulmane, ne communiquait plus que difficilement avec l'Italie; il entrait à peine dans les alliances des Italiens, et ne faisait plus partie de leur balance politique; aussi il était presque oublié d'eux toutes les fois que quelque grande calamité ne rappelait pas sur lui l'attention et la compassion. Constantinople, quoique toujours chrétienne, n'appartenait réellement déjà plus à la chrétienté durant le xv[e] siècle; c'était un monde à part, sur lequel l'autre n'exerçait point d'influence, et qui n'en exerçait point à son tour. Les horreurs cependant qui accompagnèrent la prise de Constantinople, le massacre et l'esclavage de tant de milliers de chrétiens, frappèrent vivement tous les esprits. Nicolas V, et, après lui, Calixte III, voulurent réveiller le zèle des croisades; il y eut en effet beaucoup d'offrandes dans toute l'Italie pour soutenir la guerre sacrée, et beaucoup de gens revêtirent le signe des croisés; mais Frédéric III paraissait aux Allemands trop inepte pour qu'ils le choisissent pour chef dans une expédition hasardeuse. Charles VII, en France, ne voulut pas permettre qu'on prêchât la croisade dans ses états; la politique d'Italie absorba bientôt complétement l'attention des états italiens, et en 1456 la vigoureuse défense de Jean Huniade à

Commentarii Pii Papæ II, sub nomine Gobellini, L. I, p. 26. Editio in-folio. Francfort, 1614.

Belgrade, qui coûta, dit-on, quarante mille hommes aux Turcs, refroidit encore le zèle de la chrétienté; elle persuada à des gens qui ne demandaient pas mieux que de s'abstenir de tout effort, que la puissance des Musulmans était suffisamment domptée[1].

Les Vénitiens furent les premiers à envoyer un ambassadeur à Mahomet II, après la prise de Constantinople. Barthélemi Marcello fut spécialement chargé par eux de négocier avec les Turcs pour la rédemption des captifs : il réussit au-delà de ses espérances; non-seulement il racheta les prisonniers vénitiens, mais il conclut, le 18 avril 1454, au nom de sa république, un traité de paix et de bon voisinage avec le Sultan, en vertu duquel les Vénitiens continuèrent, comme sous les empereurs grecs, à envoyer un Bayle à Constantinople, pour être en même temps leur ambassadeur, et le juge de tous les différends de leurs sujets dans les états du Grand-Seigneur. Le même Barthélemi Marcello, qui avait signé le traité, fut le premier Bayle des Vénitiens dans la capitale de l'empire turc[2].

Le doge de Venise, qui avait prévenu par ce traité une guerre non moins dangereuse que celle qu'il avait terminée neuf jours auparavant par le traité de Lodi, était alors parvenu à une extrême vieillesse. François Foscari occupait cette première dignité de l'état dès le 15 avril 1423. A l'époque de son élection, quoiqu'il fût déjà âgé de plus de cinquante-un ans, il était cependant le plus jeune des quarante-un électeurs. Il avait eu beaucoup de peine à parvenir au rang qu'il convoitait, et son élection avait été conduite avec beaucoup d'adresse. Pendant plusieurs tours de scrutin, ses amis les plus

[1] *Macchiavelli*, *Stor. Flor.* L. VI, p. 259. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 721, avec copie d'une lettre écrite de Belgrade, et communiquée par la seigneurie de Venise. — *Chron. d'Enguer. de Monstrelet.* Vol. III, f. 68. — [2] *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1154. — *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. VII, f. 200. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 709, avec le texte du traité. — *Navagiero*, *Stor. Venez.* T. XXIII, p. 1118.

zélés s'étaient abstenus de lui donner leur suffrage, pour que les autres ne le considérassent pas comme un concurrent redoutable[1]. Le conseil des Dix craignait son crédit parmi la noblesse pauvre, parce qu'il avait cherché à se la rendre favorable, tandis qu'il était procurateur de Saint-Marc, en faisant employer plus de trente mille ducats à doter des jeunes filles de bonne maison, ou à établir de jeunes gentilshommes. On craignait encore sa nombreuse famille, car alors il était père de quatre enfants, et marié de nouveau ; enfin on redoutait son ambition et son goût pour la guerre. L'opinion que ses adversaires s'étaient formée de lui fut vérifiée par les événements; pendant trente-quatre ans que Foscari fut à la tête de la république, elle ne cessa point de combattre. Si les hostilités étaient suspendues durant quelques mois, c'était pour recommencer bientôt avec plus de vigueur. Ce fut l'époque où Venise étendit son empire sur Brescia, Bergame, Ravenne et Crème; où elle fonda sa domination en Lombardie, et parut sans cesse sur le point d'asservir toute cette province. Profond, courageux, inébranlable, Foscari communiqua au conseil son propre caractère, et ses talents lui firent obtenir plus d'influence sur sa république que n'en avaient exercé la plupart de ses prédécesseurs. Mais si son ambition avait eu pour but l'agrandissement de sa famille, elle fut cruellement trompée : trois de ses fils moururent dans les huit années qui suivirent son élection; le quatrième, Jacob, par lequel la maison Foscari s'est perpétuée, fut victime de la jalousie du conseil des Dix, et empoisonna par ses malheurs les jours de son père[2].

En effet, le conseil des Dix, redoublant de défiance envers le chef de l'état, en raison du crédit qu'il lui voyait acquérir par ses talents et sa popularité, veillait sans cesse sur Foscari,

[1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 967. — [2] *Marin Sanuto; Vite de' Duchi di Venezia.* p. 968.

pour le punir de sa fortune et de sa gloire. Au mois de février 1445, Michel Bévilacqua, florentin, exilé à Venise, accusa en secret Jacob Foscari, auprès des inquisiteurs d'état, d'avoir reçu du duc Philippe Visconti des présents d'argent et de joyaux, par les mains des gens de sa maison. Telle était l'odieuse procédure adoptée à Venise, que sur cette accusation secrète, le fils du doge, du représentant de la majesté de la république, fut mis à la torture. On lui arracha par l'estrapade l'aveu des charges portées contre lui; il fut relégué pour le reste de ses jours à Napoli de Romanie, avec obligation de se présenter chaque matin au commandant de la place[1]. Cependant le vaisseau qui le portait ayant touché à Trieste, Jacob, grièvement malade des suites de la torture, et plus encore de l'humiliation qu'il avait éprouvée, demanda en grâce au conseil des Dix de n'être pas envoyé plus loin. Il obtint cette faveur par une délibération du 28 décembre 1446; il fut rappelé à Trévise, et il eut la liberté d'habiter le lieu qu'il choisirait dans le Trévisan[2].

Il vivait en paix à Trévise, et la fille de Léonard Contarini, qu'il avait épousée le 10 février 1441, était venue le joindre dans son exil, lorsque le 5 novembre 1450 Almoro Donato, chef du conseil des Dix, fut assassiné. Les deux autres inquisiteurs d'état, Triadano Gritti et Antonio Vénéiri, portèrent leurs soupçons sur Jacob Foscari, parce qu'un domestique à lui, nommé Olivier, avait été vu ce soir-là même à Venise, et avait, des premiers, donné la nouvelle de cet assassinat. Olivier fut mis à la torture; mais il nia jusqu'à la fin, avec un courage inébranlable, le crime dont on l'accusait, quoique ses juges eussent la barbarie de lui faire donner jusqu'à quatre-vingts tours d'estrapade. Cependant, comme Jacob Foscari avait de puissants motifs d'inimitié contre le conseil des Dix

[1] *Marin Sanuto*, p. 968. — [2] *Marin Sanuto*, *Vite*. p. 1123.

qui l'avait condamné, et qui témoignait de la haine au doge son père, on essaya de mettre à son tour Jacob à la torture, et l'on prolongea contre lui ces affreux tourments, sans réussir à en tirer aucune confession. Malgré sa dénégation, le conseil des Dix le condamna à être transporté à la Canée, et accorda une récompense à son délateur. Mais les horribles douleurs que Jacob Foscari avait éprouvées avaient troublé sa raison. Ses persécuteurs, touchés de ce dernier malheur, permirent qu'on le ramenât à Venise le 26 mai 1451. Il embrassa son père, il puisa dans ses exhortations quelque courage et quelque calme, et il fut reconduit immédiatement à la Canée[1]. Sur ces entrefaites, Nicolas Erizzo, homme déjà noté pour un précédent crime, confessa, en mourant, que c'était lui qui avait tué Almoro Donato[2].

Le malheureux doge, François Foscari, avait déjà cherché à plusieurs reprises à abdiquer une dignité si funeste à lui-même et à sa famille. Il lui semblait que, redescendu au rang de simple citoyen, comme il n'inspirerait plus de crainte ou de jalousie, on n'accablerait plus son fils par ces effroyables persécutions. Abattu par la mort de ses premiers enfants, il avait voulu, dès le 26 juin 1433, déposer une dignité durant l'exercice de laquelle sa patrie avait été tourmentée par la guerre, par la peste, et par des malheurs de tout genre[3]. Il renouvela cette proposition après les jugements rendus contre son fils; mais le conseil des Dix le retenait forcément sur le trône, comme il retenait son fils dans les fers.

En vain Jacob Foscari, obligé de se présenter chaque jour au gouverneur de la Canée, réclamait contre l'injustice de sa dernière sentence, sur laquelle la confession d'Érizzo ne laissait plus de doutes. 1456. — En vain il demandait grâce au farouche conseil des Dix, il ne pouvait obtenir aucune réponse.

[1] *Marin Sanuto*, p. 1138. — *M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VI, f. 187. — [2] *Marin Sanuto*, p. 1139. — [3] *Marin Sanuto*, p. 1082.

Le désir de revoir son père et sa mère, arrivés tous deux au dernier terme de la vieillesse, le désir de revoir une patrie dont la cruauté ne méritait pas un si tendre amour, se changèrent en lui en une vraie fureur. Ne pouvant retourner à Venise pour y vivre libre, il voulut du moins y aller chercher un supplice. Il écrivit au duc de Milan, à la fin de mai 1456, pour implorer sa protection auprès du sénat; et sachant qu'une telle lettre serait considérée comme un crime, il l'exposa lui-même dans un lieu où il était sûr qu'elle serait saisie par les espions qui l'entouraient. En effet, la lettre étant déférée au conseil des Dix, on l'envoya chercher aussitôt, et il fut reconduit à Venise le 19 juillet 1456 [1].

Jacob Foscari ne nia point sa lettre, il raconta en même temps dans quel but il l'avait écrite, et comment il l'avait fait tomber entre les mains de son délateur. Malgré ces aveux, Foscari fut remis à la torture, et on lui donna trente tours d'estrapade, pour voir s'il confirmerait ensuite ses dépositions. Quand on le détacha de la corde, on le trouva déchiré par ces horribles secousses. Les juges permirent alors à son père, à sa mère, à sa femme et à ses fils, d'aller le voir dans sa prison. Le vieux Foscari, appuyé sur un bâton, ne se traîna qu'avec peine dans la chambre où son fils unique était pansé de ses blessures. Ce fils demandait encore la grâce de mourir dans sa maison. — « Retourne à ton exil, mon fils, puisque ta patrie « l'ordonne, lui dit le doge, et soumets-toi à sa volonté. » Mais en rentrant dans son palais, ce malheureux vieillard s'évanouit, épuisé par la violence qu'il s'était faite. Jacob devait encore passer une année en prison à la Canée, avant qu'on lui rendît la même liberté limitée à laquelle il était réduit avant cet événement; mais à peine fut-il débarqué sur cette terre d'exil, qu'il y mourut de douleur [2].

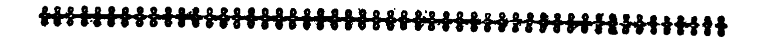
[1] *Marin Sanuto*, p. 1162. — [2] *Ibid.* p. 1163. — *Navagiero, Stor. Venez.* p. 1118.

Dès lors, et pendant quinze mois qu'il survécut, le vieux doge, accablé d'années et de chagrins, ne recouvra plus la force de son corps ou celle de son âme; il n'assistait plus à aucun des conseils, et il ne pouvait plus remplir aucune des fonctions de sa dignité. Il était entré dans sa quatre-vingt-sixième année, et si le conseil des Dix avait été susceptible de quelque piété, il aurait attendu en silence la fin, sans doute prochaine, d'une carrière marquée par tant de gloire et tant de malheurs. Mais le chef du conseil des Dix était alors Jacques Loredano, fils de Marc, et neveu de Pierre le grand-amiral, qui toute leur vie avaient été les ennemis acharnés du vieux doge. Ils avaient transmis leur haine à leurs enfants, et cette vieille rancune n'était pas encore satisfaite[1]. A l'instigation de Loredano, Jérôme Barbarigo, inquisiteur d'état, proposa au conseil des Dix, au mois d'octobre 1457, de soumettre Foscari à une nouvelle humiliation. Dès que ce magistrat ne pouvait plus remplir ses fonctions, Barbarigo demanda qu'on nommât un autre doge. Le conseil, qui avait refusé par deux fois l'abdication de Foscari, parce que la constitution ne pouvait la permettre, hésita avant de se mettre en contradiction avec ses propres décrets. Les discussions dans le conseil et la junte se prolongèrent, pendant huit jours, jusque fort avant dans les nuits. 1457. — Cependant on fit entrer dans l'assemblée Marco Foscari, procurateur de Saint-Marc, et frère du doge, pour qu'il fût lié par le redoutable serment du secret, et qu'il ne pût arrêter les menées de ses ennemis. Enfin le conseil se rendit auprès du doge, et lui demanda d'abdiquer volontairement un emploi qu'il ne pouvait plus exercer. « J'ai juré, répondit « le vieillard, de remplir jusqu'à ma mort, selon mon hon- « neur et ma conscience, les fonctions auxquelles ma patrie « m'a appelé. Je ne puis me délier moi-même de mon serment;

[1] *Vettor Sandi, Storia civile Veneziana*. P. II, L. VIII, p. 715-717.

« qu'un ordre des conseils dispose de moi, je m'y soumettrai, « mais je ne le devancerai pas. » Alors une nouvelle délibération du conseil délia François Foscari de son serment ducal, lui assura une pension de deux mille ducats pour le reste de sa vie, et lui ordonna d'évacuer en trois jours le palais, et de déposer les ornements de sa dignité. Le doge, ayant remarqué parmi les conseillers qui lui portèrent cet ordre un chef de la quarantie qu'il ne connaissait pas, demanda son nom : « Je suis le fils de Marco Memmo, lui dit le conseiller. — Ah! « ton père était mon ami », lui dit le vieux doge en soupirant. Il donna aussitôt des ordres pour qu'on transportât ses effets dans une maison à lui; et le lendemain 23 octobre on le vit, se soutenant à peine et appuyé sur son vieux frère, redescendre ces mêmes escaliers sur lesquels, trente-quatre ans auparavant, on l'avait vu installé avec tant de pompe, et traverser ces mêmes salles où la république avait reçu ses serments. Le peuple entier parut indigné de tant de dureté exercée contre un vieillard qu'il respectait et qu'il aimait; mais le conseil des Dix fit publier une défense de parler de cette révolution, sous peine d'être traduit devant les inquisiteurs d'état. Le 20 octobre, Pasqual Malipieri, procurateur de Saint-Marc, fut élu pour successeur de Foscari; celui-ci n'eut pas néanmoins l'humiliation de vivre sujet là où il avait régné. En entendant le son des cloches qui sonnaient en actions de grâces pour cette élection, il mourut subitement d'une hémorrhagie causée par une veine qui éclata dans sa poitrine [1].

[1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1164.—*Chronicon Eugubinum.* T. XXI, p. 992. — *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana.* T. XXI, p. 891. — *Navagiero, Storia Veneziana,* T. XXIII, p. 1120. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VIII, f. 201.



CHAPITRE X.

Guerres d'Alfonse, roi de Naples, contre Malatesti de Rimini et contre les Génois. — Révolutions de Gênes; acharnement d'Alfonse contre le doge Pierre de Campo Fregoso. — Mort de ce monarque et son caractère.

1455-1458.

Il ne restait plus dans toute l'Italie d'autres germes de guerres nouvelles, que ceux qu'Alfonse de Naples n'avait pas permis d'étouffer par le traité de Lodi et par la ligue signée l'année suivante. Il avait demandé que Sigismond Malatesti, seigneur de Rimini, qu'Astorre Manfredi, seigneur de Faenza, et que les Génois, alors gouvernés par la famille de Campo Fregoso, demeurassent exclus de la pacification universelle. Cependant Alfonse n'attaqua point immédiatement ceux à qui il s'était réservé de pouvoir faire la guerre : il voulut lui-même donner quelque repos à ses peuples, qui, depuis la mort de Jeanne II, avaient été en proie tour à tour aux discordes civiles et aux invasions étrangères.

Sigismond Malatesti avait attiré son courroux par un manque de foi qu'on pouvait qualifier d'escroquerie. Il s'était fait payer trente mille florins par le roi, à compte d'un armement qu'il devait faire en sa faveur; et après avoir reçu l'argent,

il avait passé au service de ses ennemis. Cependant Alfonse se serait peut-être contenté de le forcer à la restitution par des menaces ou des négociations, si l'activité inquiète de Sigismond, sa violence et sa rapacité n'avaient attiré sur lui la haine de tous ses voisins. Frédéric de Montefeltro, comte d'Urbin, était particulièrement irrité de son manque de foi. Sigismond vexait, sous mille prétextes, les vassaux d'Urbin; il rompait à plaisir les traités, et en négociait de nouveaux pour les rompre encore. Les restitutions qu'il faisait ensuite ne compensaient jamais le dommage qu'il avait causé[1].

Frédéric de Montefeltro avait été, comme les Gonzague, élève de Victorin de Feltre, et il fut le plus chéri et le plus distingué de tous les écoliers de ce maître célèbre; il obtint en Italie autant de réputation par sa loyauté, sa franchise, sa délicatesse sur le point d'honneur, que par ses talents militaires. Brillant de tous les genres de gloire, il était en même temps l'ami et le protecteur des savants, dont il partageait les travaux, et le Mécène des beaux-arts, qu'il fit fleurir à Urbin. Cette petite ville s'ornait, sous son gouvernement, des plus beaux monuments d'architecture[2]. Frédéric, qui s'occupait avec zèle de la prospérité de ses sujets, ne put souffrir de la voir troublée par les brigandages du prince son voisin et son rival. Cependant, avant de rallumer la guerre en Italie, il voulut avoir l'assentiment des états qui s'étaient engagés à maintenir la paix. Dans l'été de 1457, il visita Florence, Bologne, Milan et Ferrare; partout il fut reçu avec les égards que méritait son caractère bien plus encore que son rang. Le duc de Modène, Borso, le fit rencontrer à Ferrare avec Sigismond Malatesti, dans l'espérance de les réconcilier; mais cette entrevue ne servit qu'à les aigrir davantage; ils se séparèrent avec des paroles injurieuses. Frédéric, après avoir

[1] *Guernieri da Bernio, Cronica d'Agobbio*. T. XXI, p. 990. — [2] *Tiraboschi, Storia letteraria*. T. VI, L. I, Cap. II, § 22, p. 49.

vainement cherché la paix, se rendit à Naples, pour joindre son ressentiment à celui d'Alfonse. Il en revint au mois de novembre avec Jacob Piccinino, qui avait eu le temps de rétablir son armée à Città di Chieti, dans l'Abruzze, où il avait passé une année. Avant que les neiges forçassent ces deux généraux à entrer en quartiers d'hiver, ils prirent à Malatesti Reforzato, Montalto, et quatre ou cinq autres châteaux[1].

Mais la guerre de Romagne, qui se bornait à de petits siéges entrepris avec de petites armées, n'était qu'un jeu qui troublait à peine la tranquillité de l'Italie. L'autre guerre, qu'Alfonse s'était réservé le droit de poursuivre, était bien plus importante, et lui tenait bien plus au cœur. Il existait une haine héréditaire entre les Catalans et les Génois, et cette haine avait toujours fait embrasser avec vivacité à la république de Gênes le parti de tous les ennemis d'Alfonse. Ce monarque n'avait point oublié l'affront qu'il avait reçu à Ponza, en 1435; ni cette bataille où il était demeuré captif avec ses frères et toute sa noblesse, et où il avait pu croire sa fortune renversée pour jamais. De nouvelles offenses avaient ajouté à ce premier grief : des alliances contractées avec les rebelles de la république lui avaient fait embrasser un parti dans ses guerres civiles, et Alfonse croyait son honneur intéressé à chasser de Gênes Pierre de Campo Fregoso.

La république de Gênes, séparée de la Lombardie par ses montagnes, plus occupée de son commerce du Levant que des révolutions de ses voisins, était de plus tellement affaiblie par ses dissensions civiles, tellement absorbée par ses affaires domestiques, qu'on l'oubliait dans le système politique de l'Italie, et qu'on avait à peine vu, pendant les vingt dernières années, son nom ou ses forces se mêler aux grands événements de cette contrée.

[1] *Guernieri Bernio, Cronica d'Agobbio.* p. 992. — *Joann. Simonetæ. Hist.* L. XXVI, p. 683. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 724.

Gênes a donné la preuve que la puissance des grands noms et des souvenirs historiques n'est pas moins durable dans les républiques que dans les monarchies. Mais cette puissance aristocratique n'était point associée à la constitution de l'état, et au lieu d'être une des bases sur lesquelles reposaient l'ordre et les lois, elle devenait au contraire un ferment de révolution et d'anarchie. Un peuple ne conserve avec sûreté sa liberté que lorsque l'aristocratie constitutionnelle représente dans tous ses intérêts l'aristocratie naturelle, qu'elles se prêtent mutuellement des forces, qu'elles se garantissent réciproquement, et que toutes deux cependant sont contenues dans leurs justes bornes par le pouvoir populaire. Mais si, au contraire, la puissance à laquelle la constitution a attribué le soin de conserver les droits anciens dans la république est en lutte habituelle avec les préjugés qui maintiennent la noblesse, l'état ne peut échapper à de violentes convulsions.

Plus un peuple est libre, plus chaque citoyen s'intéresse vivement aux grandes actions faites pour la patrie; plus aussi la gloire héréditaire, qui s'attache aux exploits et aux vertus publiques, est assurée. Le sujet d'un despote ne voit dans un général victorieux que l'histrion qui a joué le premier rôle dans un brillant spectacle; le citoyen voit en lui son défenseur, son sauveur, l'auteur de sa propre gloire. Le nom illustré par une noble action est une propriété nationale qui, dans une patrie libre, fait tressaillir tous les cœurs. Aucun peuple ne montra plus d'enthousiasme pour ses familles nobles que les Génois; tout héritier des noms des Doria, des Spinola, des Fieschi ou des Grimaldi, ou des noms plébéiens, mais illustres, des Adorni et des Fregosi, disposait d'une force d'opinion que la noblesse n'a jamais exercée dans aucune monarchie. Cette aristocratie de fait avait excité la jalousie de la magistrature, et les lois, qui auraient dû s'appuyer sur elle comme sur une ancre, tendaient au contraire à la détruire.

Pour qu'un peuple soit librement gouverné, un élément aristocratique doit exister dans sa constitution; car la liberté n'a de garantie que dans l'équilibre; il faut un poids dans la balance pour réprimer les emportements du peuple, tout comme il en faut un pour comprimer la cupidité des grands. Il faut surtout qu'on retrouve, dans une république, les représentants du temps passé comme ceux du temps présent, qu'on y voie un pouvoir conservateur comme un pouvoir rénovateur. Il faut qu'il existe quelque part dans le gouvernement un esprit aristocratique qui soit le défenseur des anciennes institutions, et l'ancre de la république, pour l'affermir contre des agitations démocratiques. Le progrès de la pensée et la marche des siècles doivent faire espérer un perfectionnement graduel dans les institutions politiques; mais celles qui ont déjà la sanction d'une longue durée, qui reposent sur l'assentiment de plusieurs générations, ne doivent pas être abandonnées légèrement. Les lois ne doivent donc repousser aucune innovation, mais elles doivent les rendre toutes difficiles, pour assurer, sur toutes les questions, la maturité de l'examen. Tel est le besoin aristocratique de tous les états libres; il est heureux qu'il se trouve toujours en eux un élément aristocratique propre à le satisfaire.

Les préjugés, les passions, les intérêts de la noblesse, c'est-à-dire des familles illustrées par la reconnaissance publique, la rendent propre, dans tous les états, à ce rôle conservateur. Sa puissance est tout entière dans la durée et les souvenirs. Les passions du moment présent ont moins de prix à ses yeux que l'héritage des siècles; les innovations lui font peur, parce que l'ancienneté est sa seule garantie ; elle applaudit au respect superstitieux pour les formes, pour les coutumes, pour les préjugés, parce que l'examen peut porter atteinte à son existence elle-même, et que la considération dont elle jouit est liée à des préjugés. C'est ainsi que les intérêts propres de

la noblesse, et ses passions privées, garantissent son zèle conservateur, si on ne lui donne dans l'état d'autres fonctions que celle de conserver ; tandis que ces mêmes intérêts, ces mêmes passions, écraseraient toutes les autres classes, si elle elle exerçait seule la souveraineté.

Gênes aurait conservé sa liberté et sa gloire, tout comme sa prospérité intérieure, si les nobles familles, dont les noms s'associaient toujours, dans le cœur de tout matelot, de tout soldat ligurien, aux victoires qui ensanglantèrent les rivages de la Sardaigne, des Siciles, de l'Italie et de la Grèce, avaient joui légalement d'un rang qui pût les satisfaire ; si elles avaient été intéressées à maintenir la constitution tout comme la gloire nationale ; si les lois, au lieu de les punir de leur célébrité, l'avaient reconnue, et s'étaient contentées de mettre des bornes à leur pouvoir. Mais l'imprudence du législateur n'avait daigné voir l'illustration des descendants de Paganino Doria, et leur prodigieux ascendant sur le peuple, que pour les exclure avec tous les nobles de la première dignité de l'état. Il n'avait pas mieux associé les Adorni et les Frégosi à la défense de la constitution, encore qu'il les reconnût pour plébéiens ; il n'avait voulu tenir aucun compte de la faveur populaire, et il avait confié la défense de l'ordre établi aux hommes du jour, en opposition avec ceux qui invoquaient la puissance des siècles. Il en résulta que Gênes fut peut-être, de toutes les républiques, la plus malheureuse, celle qui fut exposée aux convulsions les plus violentes ; celle qui, volontairement, subit le plus souvent le joug de l'étranger, parce que ceux que la nature avait appelés à défendre ses lois s'armèrent sans cesse pour les renverser ; que les gardiens de l'honneur national le firent dépendre de leurs caprices, que l'opinion demeura sans force sur eux, une fois qu'ils se furent assurés que leurs nombreux partisans ne les abandonneraient point, alors même qu'ils traiteraient avec les ennemis de la patrie ;

enfin, Gênes fut la république la plus exposée aux révolutions, parce que dans toutes les occasions l'aristocratie du gouvernement se trouva en opposition avec l'aristocratie qu'avait créée l'opinion publique.

Nous avons raconté comment Gênes recouvra sa liberté à la fin de l'année 1435, et comment les citoyens s'emparèrent, au commencement de l'année suivante, du Castelleto, seule forteresse que le duc de Milan eût conservée dans leurs murs. A peine dès lors avons-nous eu occasion de nous occuper de cette ville, les orages qui pendant vingt ans suivirent cette révolution ayant presque toujours été contenus dans son sein. Les citoyens rassemblés dans le temple de San-Siro avaient choisi pour doge Isnard de Guarco, fils de ce Nicolas qui avait été chef de la république, de 1378 à 1383, pendant toute la durée de la guerre de Chioggia. Mais deux familles puissantes dans Gênes, deux familles propriétaires d'un grand nombre de fiefs dans les deux rivières, et alliées à toute l'ancienne noblesse que la loi excluait de la suprême magistrature, ne permettaient jamais que la couronne ducale demeurât hors de l'une ou de l'autre maison. A peine Isnard de Guarco avait été placé sur le trône, lorsque Thomas Frégoso, rentré dans la ville avec une troupe de factieux, l'attaqua le septième jour de sa magistrature, le chassa du palais public, et assembla le conseil des électeurs. Thomas Frégoso leur représenta qu'à lui seul pouvait appartenir le titre de doge de Gênes ; qu'il avait été élevé à cette haute dignité par une élection légitime, le 4 juillet 1414 ; qu'il n'avait rien fait dès lors pour perdre un rang que sa patrie lui avait accordé ; qu'il s'était soumis, il est vrai, au traité par lequel la république, pour jouir de quelque repos, avait appelé, le 2 novembre 1421, le duc de Milan à la seigneurie ; mais qu'il avait été des premiers à venir, dès l'an 1424, au secours de la liberté opprimée ; que sa tentative devait être un mérite aux yeux de ses concitoyens, en-

core qu'il n'eût pas réussi ; que dès lors il n'avait point perdu ses droits, et que la république étant enfin reconstituée, il devait rentrer lui-même en jouissance de la dignité qu'elle lui avait déférée. Ce discours, soutenu par la présence de Baptiste Frégoso, le vaillant frère de Thomas, par le souvenir de sa victoire sur les Catalans à Bonifazio, et par un parti audacieux et armé, détermina le conseil à reconnaître Thomas pour doge, en vertu de sa précédente élection [1].

Les Génois, après leurs longues guerres civiles, avaient le malheur de ne plus voir de crime ni de honte à s'armer contre la patrie, et à saisir par la violence une autorité disputée. Les princes leurs voisins, qui voulaient dominer sur eux, veillaient toutes les occasions de se mêler à leurs troubles ; ils séduisaient les chefs de parti par des offres de secours, et ils faisaient naître en eux des projets ambitieux que ces chefs n'auraient peut-être jamais osé former d'eux-mêmes. Le duc de Milan fit insinuer à Baptiste Frégoso que, puisque le peuple de Gênes n'avait élu son frère qu'à cause de lui, il était bien insensé de placer Thomas sur un trône où lui-même était attendu, et de laisser recueillir à un autre les fruits de cette faveur populaire qui se dirigeait toute vers lui. Il lui offrit des soldats, de l'argent, et une alliance puissante. Baptiste ne sut point résister à cette séduction ; il s'assura de l'appui des gens de guerre qui lui étaient tous dévoués ; il s'empara du palais public pendant que son frère assistait à l'office divin, et il se fit saluer doge en 1437. Cependant les meilleurs citoyens, indignés de cet attentat contre les lois, et de cette trahison domestique, accoururent en foule autour de Thomas Frégoso ; ils attaquèrent avec lui le palais ; ils firent

[1] *Uberti Folietæ Genuens Histor.* L. X, p. 591. — *Jacobi Bracelli, de bello Hispano.* L. IV, f. K. 11. — *Agostino Giustiniani, Annali di Genova.* L. V, f. 199. Editio in-f°, 1537, Genova. — *Senatus Populique Genuensis Historiæ atque Annales, auctore Petro Bizarro.* L. XII, p. 257. Editio in-folio, Antverpiæ, 1579.

Baptiste prisonnier et ils le livrèrent à son frère. Thomas, loin de consentir à ce qu'il fût puni d'une peine capitale, comme le demandaient les tribunaux, lui pardonna, et lui confia l'année suivante le commandement des galères que la république accordait au roi René pour combattre Alfonse dans le royaume de Naples[1].

La nomination de Jean Frégoso, autre frère de Thomas, au commandement d'une nouvelle flotte destinée, en 1441, à porter des secours au roi René, alluma une autre guerre civile. Les nobles s'étaient soumis, quoiqu'à regret, à la loi qui les excluait de la magistrature suprême; mais ils conservaient la prétention de commander les flottes et les armées de la république; et les Doria, les Spinola, les Fieschi et les Grimaldi avaient montré, par un assez grand nombre d'exploits, qu'ils n'avaient point oublié l'art de conduire leurs compatriotes à la victoire. Ils prétendaient que le sénat était tenu de choisir alternativement les amiraux parmi les patriciens et les plébéiens. Déjà cependant quatre hommes du peuple avaient été chargés de commander les quatre dernières flottes. La nomination du cinquième était un affront qu'ils étaient déterminés à ne pas souffrir. Jean-Antoine de Fiesque mit dans ses réclamations et ses plaintes plus de hauteur et d'emportement que tous les autres : ses talents, autant que son crédit et ses richesses, lui donnaient de justes prétentions à la place qu'on venait d'accorder à un autre. N'ayant pu obtenir justice, il se retira dans ses fiefs des montagnes; bientôt il y fut joint par des émissaires du duc de Milan, toujours empressé d'offrir des secours à tous les rebelles : Fiesque en avait demandé d'autre part à Alfonse d'Aragon. La guerre commença en même temps de trois côtés à la fois. Fiesque, avec ses montagnards et les Milanais, était des-

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. X, p. 592. — *P. Bizarro, Hist. S. P. Q. Genuens.* L. XII, p. 259. — *Agost. Giustiniani, Annali di Genova.* L. V, f. 200.

cendu jusqu'aux portes de la ville, et ravageait la Polsevera; Galeotto de Carreto, marquis de Final, ouvrait ses ports et ses forteresses aux ennemis de la république, dont son petit fief avait de tout temps été l'asile, et les Catalans avec leur flotte étendaient leurs déprédations sur tous les rivages[1].

Malgré le danger et la ruine de cette guerre civile, les Génois, rendus obstinés par leur haine pour les Catalans, et par l'assurance de n'obtenir jamais le pardon d'Alfonse, continuèrent à consacrer leurs forces, leurs vaisseaux, leur argent, à donner des secours au roi René. La guerre de Naples était un gouffre que la république ne pouvait combler, encore qu'elle y précipitât tous ses trésors. La généreuse assistance des Génois soutint le roi René dans sa misère; ils ne se rebutèrent pas même lorsqu'Alfonse se fut rendu maître de Naples; ils ravitaillèrent encore le Château-Neuf : enfin ils transportèrent en 1442 le roi René sur leurs galères, d'abord à Florence, puis à Marseille[2].

Mais à peine cette guerre, qui avait redoublé l'irritation d'Alfonse contre les Génois, était-elle terminée par la ruine entière du parti d'Anjou, que Thomas Frégoso, qui l'avait dirigée, fut renversé à son tour. Son frère Baptiste était mort en 1442, et la pompe funèbre de ce vaillant capitaine avait été célébrée avec un faste qui avait révolté les citoyens d'un état libre. Jean-Antoine de Fiesque, averti dans son exil de leur mécontentement, en avait pris plus de hardiesse; il s'était tenu pour assuré que ses concitoyens le seconderaient; et comme il avait reçu des secours d'Alfonse et de Philippe, il avait préparé un débarquement pour la nuit du 15 décembre 1442, entre les églises de Saint-Nazare et de Saint-Celse.

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. X, p. 596. — *Agostino Giustiniani, Annali di Genova.* L. V. f. 202. — *P. Bizarro, Hist. S. P. Q. Genuens.* L. XII, p. 266. — [2] *Uberti Folietæ.* L. X, p. 597. — *Agost. Giustiniani.* L. V, f. 202. — *P. Bizarro.* L. XII, p. 267.

Son projet avait été éventé, et des gardes avaient été placées sur le lieu même; mais la rigueur du froid et la violence d'un vent contraire parurent garder suffisamment le rivage, en sorte que les soldats se retirèrent après le milieu de la nuit. Le vent changea tout à coup; Jean-Antoine de Fiesque sut en profiter, et il entra dans Gênes sans rencontrer aucune résistance.

Les Génois, encouragés par la présence de ce chef de parti, se soulevèrent en effet et résolurent de changer de gouvernement. Au lieu d'un seul magistrat, qui faisait sans cesse craindre l'établissement du pouvoir despotique, ils résolurent de nommer huit citoyens qui, avec le titre de capitaines de la liberté, fussent à la tête de la république. Thomas Frégoso, abandonné de tous, s'était rendu prisonnier à Jean-Antoine de Fiesque et à Raphaël Adorno. L'un et l'autre furent au nombre des nouveaux magistrats, avec un Doria et un Spinola. Mais les factions de Gênes étaient trop acharnées l'une contre l'autre, et les esprits opposés étaient trop inflexibles pour qu'un conseil où on avait voulu les réunir pût subsister. Il n'avait pas duré un mois, lorsque la scission continuelle entre deux partis toujours irréconciliables contraignit à le supprimer et à nommer de nouveau un doge. Raphaël Adorno, qui l'emporta dans cette occasion, était fils de Georges, et petit-fils d'Antoniotto, qui tous deux avaient été revêtus de la même dignité. Jean-Antoine de Fiesque, irrité de ce qu'une révolution qu'il avait accomplie n'avait eu d'autre effet que de faire passer l'autorité ducale d'une famille populaire dans une autre famille populaire, sans que les nobles en retirassent aucun avantage, sortit de la ville, s'empara de Recco et de Porto-Fino, et recommença la guerre civile. D'autre part, Pierre Frégoso, neveu de Thomas, jeune homme plein d'audace et d'ambition, exilé par le nouveau gouvernement avec les autres Fregosi, se retira à Novi, dont la forteresse lui fut

livrée par le duc de Milan, et commença de son côté les hostilités contre les Génois [1].

La famille Adorno avait été presque constamment exilée de Gênes pendant la guerre que les Génois avaient faite à Alfonse dans le royaume de Naples; aussi se trouvait-elle moins en butte que ses rivales à l'inimitié de ce monarque. Elle en profita pour entamer avec lui un traité de paix; mais il fut ensuite difficile de le faire accepter à la république. Celle-ci s'engagea enfin, en 1444, à remettre chaque année au roi de Naples un bassin d'or en guise de tribut [2]. Dès l'année suivante, Alfonse, au lieu de recevoir cette offrande sans apparat, voulut jouir de sa gloire et de l'humiliation de ses nouveaux tributaires. Il fit entrer leurs ambassadeurs au milieu de sa cour; tous les grands de son royaume avaient été convoqués pour être témoins de son triomphe, et les Génois, étonnés de cette pompe inattendue, conservèrent dans leur cœur un ressentiment implacable du rôle honteux auquel ils s'étaient vus réduits [3]. Alfonse, qui devait ce triomphe à la famille Adorno, la considéra dès lors comme son alliée, et ne la comprit plus dans sa haine contre tous les Génois. Mais autant cette famille acquérait de considération auprès d'un monarque ennemi, autant elle en perdait dans sa patrie.

Les Adorni ne trouvaient point que Raphaël, leur chef, les

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. X, p. 599.—*P. Bizarro, Hist. Genuensis.* L. XII, p. 269. — *Agost. Giustiniani, Annali di Genova.* L. V. f. 203. —[2] *Barth. Facii.* L. VIII, p. 127. Il fut un des négociateurs du traité pour les Génois.—[3] *Uberti Folietæ Genuens.* L. X, p. 600. — *P. Bizarro*, L. XII, p. 271. — *Agost. Giustiniani.* L. V, f. 203. R. — C'est par ce traité de pacification, et par l'humiliation des députés génois en portant leur tribut, que Jacques Bracelli de Sarzane finit son histoire, *De bello Hispano Libri quinque*. Elle comprend les événements de 1412 à 1444, dont l'auteur, chancelier de la république de Gênes, avait été non seulement témoin, mais acteur. Elle est écrite en latin, avec plus d'élégance et moins de prétention que la plupart des histoires latines de la même époque. Au lieu de discours supposés, ou de descriptions ambitieuses, on y trouve de la vérité dans les sentiments, de la justesse et de la précision. On dit que Bracelli s'était proposé d'imiter les Commentaires de César; mais cette imitation prétendue l'a ramené au naturel. J'ai suivi l'édition de Haguenau, 1530, in-4°; mais il a été réimprimé dans le Trésor de Grævius. T. I, p. 1267-1320.

fit assez jouir de sa puissance; ils auraient voulu, à la tête de la république, un homme qui tînt la balance moins égale entre les factions, et qui, au lieu de les réconcilier par sa douceur, enrichît l'une des dépouilles de l'autre. Ils persuadèrent à Raphaël que, pour calmer les esprits aigris par la conduite d'Alfonse envers leurs ambassadeurs, il convenait que l'auteur du dernier traité ne fût plus le chef de l'état. Raphaël, plein de confiance en ses conseillers, autant que de modération, abdiqua, le 4 janvier 1447, une dignité qu'il avait recherchée pour l'avantage de sa patrie plus que pour le sien propre. Les Adorni, profitant de cette modération inconsidérée, élurent à sa place, le même jour, Barnabas Adorno, qui leur promettait une part bien plus riche dans les dépouilles de leurs adversaires [1].

Barnabas Adorno, pour affermir son autorité, accepta d'Alfonse une garde de six cents Catalans. C'était la seule force armée qui se trouvât à la solde de la république; en sorte que le même état, qui dans la guerre avait ébranlé le trône d'un grand roi, tremblait, à la paix, devant une poignée de gens armés que ce même roi avait introduits dans ses murs. Il n'y avait aucune violence qu'on ne pût attendre d'un premier magistrat et d'un chef de parti qui, dans une ville libre, s'entourait d'une garde étrangère. Mais Barnabas était à peine depuis un mois sur le trône, lorsque Janus Frégoso osa entrer dans le port, au milieu de la nuit, avec une seule galère, débarquer quatre-vingt-cinq jeunes gens choisis, la fleur de son parti, qui s'étaient attachés à lui pour tenter une révolution, et attaquer le palais public, défendu par la garde du doge. Un combat acharné fut livré dans les rues étroites de Gênes, où l'avantage du nombre devenait moins sensible. Plusieurs des compagnons de Frégoso furent tués; tous furent blessés, mais

[1] *Uberti Folietæ Hist. Genuens.* L. X, p. 600. — *P. Bizarro.* L. XII, p. 272. — *Agost. Giustiniani.* L. V, f. 204. X.

pas un de ceux qui pouvaient encore se soutenir n'abandonna le combat. La garde fut enfoncée, Barnabas chassé du palais, et Janus Frégoso élevé, le 30 janvier 1447, à sa place sur le trône ducal. Pierre Frégoso fut rappelé par lui de son exil, et nommé commandant de la ville [1].

Janus déclara la guerre à Galeotto Carreto, marquis de Final, qui, toujours allié de tous les ennemis de la république, avait profité des longs troubles de Gênes pour exercer sur ses voisins d'intolérables vexations. En haine du marquis de Final, les Génois se rendirent coupables d'un manque de foi sans exemple jusqu'alors dans les annales de leur ville. Ils saisirent les intérêts qui lui étaient dus par la banque de Saint-Georges. Jamais auparavant, jamais depuis, on ne les a vus se croire permis de ne pas payer à leurs ennemis une dette légitimement contractée. Final fut pris dans l'année 1449; les faubourgs de la ville furent pillés, et la forteresse rasée; mais, quoiqu'on eût proposé d'abord de détruire cette ville de fond en comble, les Génois firent grâce aux habitants; ils rendirent même un tiers du marquisat à Marc de Carreto, parent du dernier feudataire, qui n'avait pas embrassé son parti [2].

Cette guerre ne fut pas terminée par Janus, mort à la fin de l'année 1448, mais par Louis Frégoso, son frère, qui lui avait été substitué. Cependant Louis Frégoso, ne répondan point à l'attente universelle, fut déposé au mois de juillet 1450. Les conseils offrirent la couronne ducale à Thomas Frégoso, le même qui avait été doge en 1415 et 1436. Mais Thomas, alors retiré dans sa seigneurie de Sarzane, répondit qu'il était trop affaibli par l'âge, par les travaux et les inquiétudes, pour gouverner l'état dans un temps difficile. Il conseilla de préférer

[1] *Uberti Folietæ Hist. Genuens.* L. X, p. 601. — *P. Bizarro. S. P. Q. Genuens. Hist.* L. XII, p. 273. *Agost. Giustiniani, Annali di Genova.* L. V, f. 204 Y.—*Chroniques d'Enguerrand de Monstrelet.* Vol. III, p. 3. — [2] *Uberti Folietæ Hist.* L. X, p. 602. — *P. Bizarro.* L. XII, p. 275. — *Agostino Giustiniani.* L. V, f. 204. P.

son neveu Pierre Frégoso, alors commandant de la ville, dont le caractère et les talents répondaient à la confiance publique. Pierre fut élu en effet d'un commun consentement, le 8 décembre 1450[1].

Vers cette époque, la défense de Constantinople était devenue la plus importante de toutes les affaires des Génois, et l'on aurait dû s'attendre à lui voir occuper un grand espace dans les annales de Gênes. En effet, la colonie génoise de Péra, croissant rapidement en richesses et en puissance, semblait devoir égaler un jour la ville impériale, dont elle n'avait d'abord été qu'un faubourg. La république y avait envoyé, en 1452, neuf cents soldats, archers ou cuirassiers, pour la défendre contre les Turcs. Jean Giustiniani, qui les commandait, partagea vaillamment tous les travaux, tous les dangers du dernier Constantin ; mais une blessure qui le mit hors de combat, sembla lui avoir ravi en même temps la présence d'esprit et le courage. Il abandonna son poste comme si tout était perdu, et la retraite de sa petite troupe ouvrit la ville aux Musulmans. Péra se rendit immédiatement après Constantinople, et la perte de cette florissante colonie fut un des échecs les plus funestes que pût éprouver la république de Gênes. Les historiens génois, cependant, passent rapidement sur des événements d'une si haute importance ; ils ne paraissent point en avoir été instruits par leurs compatriotes ; ils n'ajoutent rien par leur récit, aux narrations des historiens grecs qu'ils ont évidemment suivies, et ils ne nous donnent connaissance d'aucune chronique originale de Péra. Cependant, leurs marchands étaient appelés à être témoins dans l'Orient de révolutions bien assez dignes de mémoire ; et l'existence même, comme le gouvernement de leur colonie, offrait un phénomène politique et mercantile bien assez étrange pour

[1] *Uberti Folietæ*. L. X, p. 602. — *P. Bizarro*. L. XII, p. 275.—*Agostino Giustiniani*. L. V, f. 205. E.

réclamer leur attention[1]. Après la perte de Péra, les Génois, craignant de perdre également leurs autres établissements du Levant, surtout Caffa ou Théodosie sur la mer Noire, en transférèrent la souveraineté à la banque de Saint-George, qui, toujours ferme au milieu de leurs révolutions, toujours sage au milieu de la folie et de l'ivresse des factions, semblait plus en état que le doge et ses conseils de sauver une colonie dont la garde était difficile[2].

Dans la même année 1453, les Génois attribuèrent la souveraineté de l'île de Corse à la banque de Saint-George, parce qu'Alfonse leur avait enlevé le port et la ville de Saint-Florentin, et menaçait le reste de l'île. Ce monarque avait regardé le rétablissement des Frégoso dans Gênes comme une déclaration de guerre ; dès lors aussi sans doute, le tribut du bassin d'or ne lui avait plus été payé. Le pape, effrayé des conquêtes des Turcs, interposa sa médiation, et obtint d'Alfonse, inquiet et épuisé lui-même, une trêve de six mois. 1455. — Mais les vaisseaux catalans qui en avaient profité pour se pourvoir de vivres dans le port de Gênes, rompirent cette trêve au moment où ils ressortirent du port. Pierre Frégoso écrivit avec beaucoup de noblesse au roi, pour demander compte de ces hostilités, tandis que tous les souverains de l'Italie auraient dû réunir leurs armes contre les Turcs, vrais ennemis du nom chrétien; il lui proposa de soumettre leurs différends, soit au pape, soit à l'arbitre qu'Alfonse lui-même voudrait nommer[3]. Le roi de Naples ne tint aucun

[1] Les trois historiens génois que nous suivons, sont près d'un siècle postérieurs à cette époque. Parmi eux, le seul P. Bizarro raconte la prise de Constantinople avec quelques détails, L. XII, p. 279-282. Mais il ne fait que copier les Grecs; sa description même de Péra est empruntée de *Petrus Gillius*, *Topographia Constantinopoleos*. — *Ubert. Folieta*. L. X, p. 603, et *Agost. Giustiniani*, L. V, f. 205, K-P. en rendent compte seulement par quelques lignes. — [2] *Uberti Folietæ Hist. Genuens*. L. X, p. 203. — *P. Bizarro*. L. XII, p. 285. — *Agost. Giustiniani*. L. V, f. 205. A. — [3] La lettre de P. Fregoso, en date du 27 juillet 1455, est rapportée dans Raynaldi, *Annales Eccles*. T. XVIII, p. 444. § 25.

compte de ces réclamations ; et son amiral, Bernard de Villa-Marina, après s'être concerté avec les Adorni et les Fieschi, étendit ses déprédations sur les deux rivières[1].

Pierre Frégoso n'opposa point de flotte à celle de l'Aragonais ; mais, après avoir eu soin de munir toutes les forteresses, et de se mettre partout en état de défense, il laissa Villa-Marina se consumer en vains efforts. Il craignait plus que cet amiral les ennemis qu'il pouvait avoir dans la ville même ; et plutôt que de s'exposer à être surpris à l'improviste, il voulut par une ruse peu honorable leur donner lui-même une occasion de manifester leurs complots. Après avoir laissé une garde nombreuse au palais public, et avoir pris toutes les mesures convenables pour la sûreté de la ville, il annonça un voyage qu'il se croyait obligé de faire dans les rivières pour les mettre de même à l'abri de toute attaque. Au lieu de s'y rendre cependant, il passa secrètement, le 28 juillet, dans la forteresse, où il avait une nombreuse garnison entièrement dévouée à ses ordres. Ce qu'il avait prévu ne manqua pas d'arriver : quand les factieux le crurent éloigné, ils prirent les armes, en répétant les noms d'Adorno et du roi d'Aragon, et ils vinrent attaquer le palais public. Frégoso attendit que tous ses ennemis secrets se fussent découverts ; sortant alors de la citadelle avec ses troupes, il vint prendre par derrière ceux qui attaquaient le palais : il en fit un grand carnage ; il chassa de la ville les vaincus, et il punit quelques-uns de leurs chefs du dernier supplice[2].

1456. — Durant la mauvaise saison la flotte aragonaise

[1] *Ub. Folietæ*. L. X, p. 603.—*P. Bizarro*. L. XII, p. 285.—*Agost. Giustiniani*. L. V, f. 206.
—[2] *Uberti Folietæ Genuens. Histor*. L. X, p. 604.—*P. Bizarro*. *S. P. Q. Genuens. Hist*. L. XII, p. 286. — *Agost. Giustiniani*. L, V, f. 206. R. Mais Frégoso ayant apparemment quelque honte d'un stratagème peu loyal, écrivit à Alfonse, le 4 août, qu'il s'était effectivement embarqué le 28 juillet, et qu'il avait été jusqu'à Sesto ; qu'à son retour, le troisième jour, il avait apaisé avec peu d'effusion de sang une révolte qui avait éclaté en son absence. Sa lettre est rapportée par Raynaldi, *Annal. Eccles*. 1455. § 36, T. XVIII, p. 444.

s'était retirée dans les ports du royaume de Naples; elle revint au printemps de 1456 menacer les rivages de la Ligurie, et intercepter leur commerce. Elle s'empara aussi d'Albenga, qui cependant fut bientôt repris. Au milieu de ces difficultés, Pierre Frégoso recourait alternativement au duc de Milan, aux Florentins, aux Vénitiens; mais tous s'étaient lié les mains par la ligue qu'ils avaient conclue avec Alfonse, et dont ils avaient eu la faiblesse d'exclure les Génois leurs anciens alliés. Le pape Calixte III, qui regardait les Génois comme le seul peuple sur lequel il pût compter, pour la défense de la chrétienté dans le Levant, intercédait avec zèle pour eux. Les secours continuels de vivres, d'armes et d'argent, que la république faisait passer à Caffa et dans les îles qu'elle possédait en Grèce, l'épuisaient et ne lui laissaient ni vaisseaux ni soldats à opposer à Alfonse. Pierre Frégoso et le conseil de la république de Gênes s'étaient toujours adressés, de concert avec Calixte, aux souverains les plus éloignés, pour les engager à faire passer des secours aux chrétiens du Levant. Leurs lettres au roi d'Angleterre et au roi de Portugal font voir, en même temps, combien ils avaient eux-mêmes fait de sacrifices, combien leurs négociations avec ces princes étaient avancées, et combien la guerre que leur faisait Alfonse nuisait à la défense de la chrétienté [1].

Le roi de Naples, cédant enfin aux sollicitations de Calixte III, aux exhortations de tous les princes chrétiens, qui semblaient n'être occupés que de projets de croisade, peut-être même à la crainte d'être le premier exposé, si les Turcs continuaient leurs conquêtes, promit de joindre quinze galères à celles du pape; il annonça même l'intention de se mettre à la tête de l'armement des princes chrétiens, et il fit, sous ce pré-

[1] La lettre du doge au roi d'Angleterre est du 7 avril 1456; celle au roi de Portugal est du 3 septembre de la même année; toutes deux sont rapportées dans *Raynaldus, Ann. Eccles.* § 5 et 9, p. 454, 455.

texte, lever des subsides considérables dans tous ses états. Mais quelques tentatives des Génois pour recouvrer leurs possessions en Corse rallumèrent tout à coup sa colère. Il repoussa avec insulte les sollicitations que lui fit le doge de s'armer contre les Turcs; il reprocha aux Génois d'avoir les premiers transporté les Osmanlis en Europe. « C'est contre vous, qui « êtes les vrais Turcs de l'Europe, leur dit-il, que nous nous « faisons un devoir de tourner nos premiers efforts; nous ne « nous arrêterons point que nous ne vous ayons forcés, avec « l'aide du Christ, à vous réduire en suppliants à nos pieds. « C'est alors seulement que nous achèverons, et même en « dépit de vous, cette expédition contre les Turcs d'Asie, à « laquelle nous nous sommes engagés. » La lettre écrite avec cette amertume insultante était l'ouvrage d'un des savants attachés à la cour d'Alfonse, peut-être d'Antoine de Palerme; il y avait conservé ce ton outrageant qui caractérise les querelles littéraires du xve siècle. La réponse de la république, écrite par Bracelli son chancelier, est au contraire aussi noble que convenable [1].

A cette époque même, les Génois avaient envoyé deux galères à Chio, avec cinq cents hommes de garnison, des armes de tout genre, et une quantité de blé suffisante pour approvisionner non seulement cette île, mais encore celle de Rhodes. Ils avaient envoyé un vaisseau, des armes et deux cents hommes de garnison à Mytilène, enfin deux vaisseaux à Caffa, dont l'un, le plus grand qui eût encore navigué sur la Méditerranée, fut coulé à fond par un coup de tonnerre [2].

1457. — Dans l'année suivante, Calixte, qui avait renouvelé ses offres de médiation, se flatta quelque temps d'avoir

[1] La lettre d'Alfonse est du 23 juillet 1456; on la trouve, avec la réponse, dans *Bonincontri, Annal. Miniatens.* T. XXI, p. 159. — *P. Bizarro.* L. XII, p. 287-291. — *Agostin. Giustiniani.* L. V, f. 206-210, et les *Annal. Ecclesiast.* T. XVIII, p. 457. — [2] Lettre de P. Frégoso et de son conseil, à Calixte III, en date du 11 juillet 1456. *Ann., Eccl.* T. XVIII, p. 458.

engagé Alfonse à faire la paix avec les Génois; leurs ambassadeurs devaient rencontrer à Rome ceux du roi de Naples, et la négociation semblait en bon train, lorsqu'un vaisseau d'Alfonse fut pris par les Génois. Quoiqu'il n'y eût point d'armistice, le roi fut aussi irrité de cet acte d'hostilité que s'il ne l'avait point provoqué. Les ambassadeurs génois revinrent de Rome sans avoir rien pu conclure, et Pierre Frégoso, désespérant de trouver ailleurs du secours, s'adressa au seul ennemi qu'Alfonse pût encore craindre, au roi de France Charles VII, protecteur et parent de René d'Anjou [1].

Malgré la manière inconsidérée dont René s'était retiré, en 1453, de la guerre de Lombardie, il n'avait point renoncé à ses prétentions sur le royaume de Naples. Il avait envoyé aux Florentins, conformément à ses promesses, son fils Jean, duc de Calabre, pour prendre le commandement de leurs troupes. Jean était arrivé à Florence le 7 février 1454; il y avait été accueilli avec des honneurs infinis, le bâton du commandement lui avait été consigné au milieu de fêtes brillantes [2]. Cependant la négociation pour la paix était dès lors commencée, et cette paix fut publiée à Florence le 14 avril suivant, sans que le duc Angevin de Calabre eût eu occasion de rendre aucun service à ses alliés. Mais quoiqu'il dût regretter de voir la république florentine contracter une alliance avec son compétiteur, il ne témoigna aucun mécontentement d'une conduite que la situation des affaires rendait nécessaire; il passa une année entière en Toscane, conformément à son traité; et à son départ, il accepta un présent de vingt mille florins, par-delà ce qui lui était dû. Il rentra en France au mois de mai 1455 [3].

C'est à ce prince, aussi bien qu'à Charles VII, que Pierre

[1] Lettre de Calixte III, au doge. *Ann. Eccl.* 1457, § 46, p. 499; et lettre d'Alfonse au pape. *Annal. Miniatens.* p. 160.—[2] *Scipione Ammirato.* L. XXII, p. 78.—[3] *Ibid.* L. XXIII, p. 81. — *Istoria di Giov. Gambi. Delizie Erudit.* T. XX, p. 333.

Frégoso eut recours ; ce doge sentait que les souffrances d'une si longue guerre avaient rendu son autorité odieuse à ses concitoyens ; entouré d'ennemis déclarés et d'ennemis secrets, il n'avait plus moyen de leur résister, et il était cependant décidé à ne pas leur céder la victoire. Il résolut donc de mettre la république sous la sauve-garde d'un puissant protecteur. Par un traité conclu au mois de février 1458, il transféra à Charles VII la seigneurie de Gênes, en réservant à sa patrie tous les droits et les priviléges d'une ville libre, tels qu'ils avaient déjà été spécifiés dans une concession semblable faite à Charles VI, le 25 octobre 1396[1]. Ce n'était proprement que le pouvoir du doge qui était concédé de cette manière à un souverain étranger, et dans l'intention du conseil tout au moins, la république devait subsister avec la même liberté et la même juridiction, sous la magistrature temporaire d'un délégué du roi de France, que sous celle d'un Frégoso ou d'un Adorno. 1458. — Jean d'Anjou, duc titulaire de Calabre, vint, conformément à ce traité, prendre le commandement des seuls ennemis que son rival eût encore à combattre en Italie. Il arriva à Gênes le 11 mai 1458 : les magistrats vinrent lui prêter serment de fidélité au nom du peuple, dans les jardins Frégoso, au faubourg Saint-Thomas. Le duc de Calabre prêta à son tour, avant d'être admis dans les murs, le serment de respecter les lois et les priviléges des Génois, aussi bien que les statuts et l'indépendance de la banque de Saint-George : dès lors il partagea avec Pierre Frégoso le soin de la défense de la ville[2].

Jean d'Anjou amenait avec lui dix galères françaises, et assez de troupes pour mettre garnison dans Gênes et dans

[1] *Voyez* ci-devant, T. V. — [2] *Uberti Folietæ*. L. X, p. 604. — *Macchiavelli*, *Ist. Fior.* L. VI, p. 263. — *P. Bizarro*, L. XIII, p. 271. — *Agost. Giustiniani*. L. V, f. 211. O. Frégoso avait stipulé pour lui-même la cession de quatre châteaux dans le voisinage d'Aviguon, et 30,000 ducats en argent. *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 725.

Savone[1]. Aussi Frégoso s'était-il flatté que le roi de Naples ne s'attaquerait point à un aussi puissant protecteur ; mais Alfonse parut au contraire redoubler d'efforts pour soumettre ses adversaires, en raison de leur obstination. Bernard de Villa-Marina, son amiral, avait passé avec vingt vaisseaux l'hiver à Porto-Fino ; au printemps, Alfonse lui en envoya dix autres, qui portaient des armes, des munitions, et des troupes de débarquement choisies dans l'élite de son armée. Cette flotte vint bloquer le port de Gênes, presque immédiatement après l'arrivée de Jean d'Anjou. Jean-Antoine de Fiesque, Raphaël et Barnabas Adorno, descendirent de leur côté des montagnes pour mettre le siége devant la ville. Pierre Spinola, également exilé, rassembla sous les armes ses vassaux et ses partisans. D'autre part, Jean d'Anjou avait fait rentrer tous les vaisseaux génois dans le port ; il l'avait fermé ensuite avec de fortes chaînes et des madriers flottants ; il avait garni toutes les forteresses de ses Français, joints aux soldats de Frégoso, et il attendait avec courage un prochain assaut, lorsque, le 1er juillet, l'une et l'autre armée reçut avec une égale surprise la nouvelle de la mort d'Alfonse survenue le 27 juin. Aussitôt la flotte des assiégeants se dispersa, une partie des vaisseaux regagna les ports de Catalogne, et l'autre les ports de Naples, d'où ils étaient sortis ; l'armée des mécontents se retira de même dans les montagnes ; Barnabas et Raphaël Adorno moururent tous deux au bout de peu de jours, ou des suites des fatigues de la guerre auxquelles ils n'étaient point accoutumés, ou du chagrin de se voir enlever une victoire dont ils se croyaient assurés. Les Génois, étonnés de cette délivrance inattendue, purent à peine s'en réjouir eux-mêmes, car la cherté et la mauvaise qualité des vivres dont ils s'étaient nourris pendant le siége, la misère, les fati-

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 683.

gues et les soucis de la guerre, avaient engendré dans leurs murs une maladie contagieuse qui fit, parmi eux, plus de ravages que n'en avait fait l'ennemi qui venait de se retirer[1].

Alfonse, âgé, au moment de sa mort, de soixante-trois ans huit mois et vingt-sept jours[2], régnait en Aragon depuis 1416; mais c'était seulement depuis la guerre qu'il avait portée en Corse en 1420, et surtout depuis qu'il avait été adopté par Jeanne II de Naples, qu'il avait acquis en Italie une influence prépondérante. Il croyait avoir assuré la succession de son fils naturel Ferdinand, par ses traités avec tous les princes d'Italie, et par l'investiture obtenue successivement de deux papes. L'ordre qu'il mettait dans sa succession lui paraissait conforme à la justice, puisqu'il ne disposait en faveur de son bâtard, que du royaume de Naples qu'il avait conquis lui-même, tandis qu'il laissait tous ses états héréditaires à son frère Jean, roi de Navarre. Ce frère était alors en différend avec son fils du premier lit, don Carlos, qui portait alors le titre de comte de Viane, et qui était venu chercher un asile à la cour de Naples. Le comte de Viane était à Rome, au commencement du mois de mai 1458, lorsqu'Alfonse tomba malade; et à cette nouvelle, ce prince s'était hâté de revenir à Naples. Il était aimé du peuple et de la noblesse, et il méritait de l'être. Alfonse ne vit pas son retour sans inquiétude. Il craignit, s'il venait à mourir au Château-Neuf, que les Aragonais et les Catalans, en garnison dans ce château, ne se déclarassent pour le comte de Viane, fils et héritier présomptif de leur nouveau roi. Tout malade qu'il se sentait, il fit répandre le bruit de sa convalescence;

[1] *Joann. Simonetæ, Vita Franc. Sfortiæ.* L. XXVI, p. 684.—*Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XI, p. 605.—*P. Bizarro, Senatus Populique Genuens. Histor.* L. XIII, p. 292. — *Agostino Giustiniani, Annali di Genova.* L. V, f. 211. P. — *Pandolfo Collenutio, Istor. di Napoli.* L. VI, f. 201-206. — [2] D'après *Bonincontri, Annales Miniatenses.* T. XXI, p. 162. C'est par la mort d'Alfonse que se terminent les Annales : leur mérite est fort inégal; mais elles contiennent d'excellents renseignements sur quelques parties de l'histoire de Naples. Les affaires de San-Miniato n'en occupent que la moindre partie.

il se fit transporter au château de l'Œuf, sous prétexte de changer d'air, et en même temps il donna le commandement du Château-Neuf qu'il quittait à son fils Ferdinand. Le même jour il signa le testament par lequel il appelait à la couronne de Naples, Ferdinand son fils légitimé, et il laissait les couronnes d'Aragon, de Catalogne, de Valence, des îles Baléares, de Sardaigne et de Sicile, à son frère le roi de Navarre, conformément aux constitutions de ces royaumes. Vingt-quatre heures après il mourut [1].

Alfonse a conservé auprès de la postérité le surnom de *Magnanime*, qu'il dut principalement à une libéralité presque sans borne. Dans ce siècle où tous les souverains d'Italie rivalisaient en amour pour les lettres, il les égala ou les surpassa tous, par son enthousiasme pour l'antiquité, par son ardeur pour les études, et sa bienfaisance envers les savants, qu'il attirait de toutes parts auprès de lui, et qu'il s'attachait par de magnifiques récompenses. Il avait pris pour écusson un livre ouvert; aussi, même parmi ceux qui ne furent point comme lui administrateurs ou guerriers, jamais souverain ne consacra plus de temps à la lecture. Il portait partout avec lui Tite-Live et les Commentaires de César; il tenait toujours des livres sous son chevet, pour les heures qu'il pourrait dérober au sommeil. Son secrétaire et son panégyriste Antoine Beccadelli de Palerme, connu sous le nom de *Panhormita*, prétend l'avoir guéri à Capoue d'une maladie, en lui lisant la vie d'Alexandre par Quinte-Curce. Cosme de Médicis réussit, à ce qu'on assure, à l'adoucir, après l'offense que lui avait donné le traité de Lodi, et à le faire entrer dans la ligue de l'Italie supérieure, par le présent qu'il lui fit d'un beau manuscrit de Tite-Live [2].

Les gens de lettres, et surtout les érudits, sont trop souvent

[1] *Giannone, Istor. civile del regno di Napoli.* L. XXVI, c. VII, p. 540. — [2] *Ginguené, Hist. littéraire d'Italie.* Chap. XVIII, T. III, p. 268. — *Tiraboschi, Storia della letteratura.* T. VI, L. I, chap. II, § 17, p. 40.

étrangers à l'esprit de leur siècle. Ils sont trop disposés à juger les princes d'après les intérêts de leurs écoles, plutôt que d'après ceux des peuples, pour que leurs éloges soient une garantie suffisante des vertus d'un roi ; c'est un bien meilleur indice du noble caractère d'Alfonse, que sa confiance dans l'amour du peuple qu'il avait conquis. Il parcourait souvent à pied, et sans suite, les rues de Naples, et il répondait à ceux qui croyaient y voir du danger : « Que peut craindre un père qui se pro- « mène au milieu de ses enfants ? » Alfonse, en effet, était chéri du peuple à cause de ses vertus, et même à cause de ses défauts. Son éloquence, son affabilité, la noblesse de ses manières, et sa bravoure chevaleresque, charmaient ceux qui l'approchaient. Il leur plaisait aussi par une sorte de sympathie qu'on trouve dans le peuple, pour la tendresse et la disposition à l'amour, que ce roi conserva jusqu'à la fin de sa vie. Le caractère romanesque d'Alfonse eut une influence remarquable sur sa destinée. La naissance de son fils Ferdinand avait été accompagnée de circonstances mystérieuses. Quelques historiens assurent qu'il provenait d'un inceste avec Catherine, femme de Henri, frère d'Alfonse ; que, pour sauver la réputation de cette princesse, Marguerite de Hijar se laissa attribuer cet enfant, et fut ensuite victime de la jalousie de la reine, qui la fit étouffer[1]. Alfonse ne pardonna jamais à sa femme cette barbarie ; dès lors, il ne voulut plus la revoir, mais il resta jusqu'à sa mort engagé dans les liens d'un mariage qu'il détestait, et qu'il ne pouvait rompre. Sa dernière passion eut pour objet Lucrèce d'Alagna, fille d'un gentilhomme napolitain. Pie II, déjà pape lorsqu'il écrivit ses

[1] *Surita, Annales del Reyno de Aragon*. L. XIV, chap. 35. — *Rocchi Pirri, Chronologia Regum Siciliæ, apud Burmannum Thesaurus Antiq. Ital* T. X, P. V, p. 96. — D'autre part Pontanus, qui fut secrétaire de Ferdinand, appelle sa mère Vilardona-Carlina, et ajoute que beaucoup de gens le disaient supposé par cette femme, et fils d'un cordonnier de Valence, mahométan, comme l'était presque tout le peuple dans ce royaume. *Pontanus Neapolitani belli*, L. II. Y.

Commentaires, les vit ensemble, et fut touché de leur amour et de leur vertu. « C'est à Torre del Gréco, dit-il, que vivait « Lucrèce, femme, ou plutôt vierge charmante, née de pa- « rents napolitains nobles, mais pauvres. Le roi l'aima éper- « dûment, au point de paraître hors de lui en sa présence. Il « ne voyait rien, il n'entendait rien que Lucrèce; ses yeux « étaient toujours fixés sur elle; il louait ses paroles, il admi- « rait sa sagesse, il applaudissait à toutes ses actions, il la « comblait de présents, et voulait qu'elle fût honorée comme « une reine; il s'abandonnait tellement à elle, que personne « ne pouvait obtenir audience de lui, si elle ne le voulait pas... « Cependant, si l'on en doit croire le bruit public, jamais elle « ne céda à ses désirs. On assure qu'elle avait dit plus d'une « fois, qu'elle ne sacrifierait point au roi sa virginité, et que « s'il employait la force contre elle, elle préviendrait sa honte « par la mort, au lieu de se punir tardivement, comme avait « fait l'antique Lucrèce[1]. » Alfonse avait espéré d'épouser Lucrèce d'Alagna; dans ce but, il avait demandé à Calixte III un divorce d'avec Marie de Castille, pour cause de stérilité; mais quoique ce pape eût été auparavant son ambassadeur, le gouverneur qu'il avait donné à son fils et son homme de confiance, Calixte ne voulut jamais accorder ce que le roi lui demandait[2].

De grands succès à la guerre, la conquête d'un royaume, de brillantes victoires sur Caldora, sur René d'Anjou, sur François Sforza, donnaient à Alfonse le lustre qui frappe le plus le vulgaire. La prospérité des Deux-Siciles et la paix rétablie après une longue anarchie, le faisaient ranger aussi parmi les sages administrateurs; cependant la vertu qui lui a

[1] *Commentarii Pii Papæ II*. L. I, p. 27. — [2] *Platina, Vita di Calisto III*, p. 426. — *Annal. Ecclesiast. Raynaldi*. 1455, § 36, p. 444, et 1456, § 12, p. 457.—*Giannone Storia civile*. L. XXVI, chap. VII, p. 536. — *Rocchi Pirri, Chronologia Regum Siciliæ. Thesaurus Burmanni*. T. X, P. V, p. 99.—*Jo. Mariann. de Reb. Hispan*. L. XXII, *chap*. XVIII, p. 55.

attiré le plus d'éloges, sa libéralité, fut presque toujours imprudente et excessive; ses profusions le tenaient constamment dans la gêne : il reprenait bientôt d'une main ce qu'il avait donné de l'autre ; il était forcé d'accabler ses sujets d'impôts immodérés, ou de leur vendre des grâces contraires à l'ordre et à la bonne administration du royaume. L'argent manquant à ses prodigalités, il distribua aussi avec profusion, dans sa monarchie, les titres nouveaux, les dignités et les seigneuries féodales. Avec la même libéralité, il étendit les prérogatives des seigneurs, et il leur accorda une souveraineté presque entière sur leurs vassaux; il aggrava ainsi l'oppression de ces derniers, en leur retirant la protection de la couronne; il affaiblit l'autorité souveraine; il nuisit à la prompte exécution de la justice, et il multiplia les moyens de résistance des grands feudataires, dans les guerres civiles à venir. On peut donc révoquer en doute si le règne d'Alfonse a été favorable aux progrès de la civilisation dans le royaume de Naples; mais on ne peut lui refuser à lui-même le titre d'un des plus généreux monarques qui aient illustré le XV[e] siècle [1].

[1] *Giannone, Istor. Civil.* T. III, L. XXVI, chap. V, VI et VII. — *Giornali Napolitani.* T. XXI, *Rer. Ital.* p. 1132.

CHAPITRE XI.

Efforts de Calixte III et des barons napolitains pour empêcher Ferdinand d'Aragon de succéder à son père. Ils s'adressent à Jean d'Anjou, seigneur de Gênes. Pierre Frégoso est tué dans une attaque contre Gênes. Jean d'Anjou quitte Gênes pour le royaume de Naples. Guerre civile; batailles de Sarno et de San-Fabbiano entre les Angevins et les Aragonais.

1458-1460.

Depuis qu'Alfonse était monté sur le trône de Naples jusqu'à sa mort, il semblait n'avoir eu d'autre but dans sa politique que celui d'assurer la succession de ce royaume à son fils naturel Ferdinand. Aussitôt que le roi René d'Anjou s'était retiré de Naples, Alfonse s'était occupé de faire reconnaître par le parlement, comme habile à succéder à la couronne, ce fils qu'il avait déjà légitimé. Le parlement de Naples était la grande diète nationale du royaume; il était composé de deux chambres seulement; dans celle de la noblesse siégeaient avec les princes et les barons, quelques prélats, en leur qualité de feudataires, comme l'abbé de Mont-Cassin, reconnu pour premier baron du royaume, l'archevêque de Reggio et d'autres; dans celle des députés des villes, l'élu du peuple de Naples, et les syndics des principales communautés étaient

appelés. Ce parlement avait le droit de régler l'administration de la justice et les finances de l'état, de concert avec le roi[1]; mais la nation n'avait point une garantie suffisante de la convocation périodique de ses représentants, et les monarques napolitains négligèrent souvent, en effet, de les assembler. Alfonse les convoqua en 1443; ses confidents se chargèrent de faire envisager à la noblessse la nécessité de fixer l'ordre de la succcession au trône. Si le fils naturel du conquérant y est appelé, direnl-ils, comme il n'aura pas d'autres états, et qu'il tiendra tout des Napolitains, il sentira davantage la nécessité de respecter leurs priviléges; si au contraire, à défaut de fils légitimes d'Alfonse, on laissait passer la couronne à son frère le roi de Navarre, on ne pourrait point s'attendre à ce qu'il préférât l'Italie à sa propre patrie; la capitale demeurerait donc sans souverain; Naples serait tout au plus la résidence d'un vice-roi, et devrait attendre les ordres d'une cour étrangère, qui ne connaîtrait ni les mœurs ni la langue du peuple qui lui serait soumis. D'ailleurs, ajoutaient-ils, Alfonse ayant été élevé lui-même sur le trône par les armes des Napolitains, pouvait être considéré comme un monarque élu par son peuple. Il n'avait d'autres droits à la couronne que ceux qu'il tenait de cette élection, à moins qu'il ne fît valoir le droit de conquête. Aucun pacte n'obligeait ou ses sujets ou lui-même à faire participer son frère et la maison d'Aragon à une acquisition qui lui était personnelle. L'adoption de Ferdinand par la nation était donc aussi légitime qu'elle était convenable. Les barons, assemblés en parlement, parurent sentir ces motifs divers; ensuite de leur délibération, Honoré Caiétan, comte de Fondi, vint se prosterner aux genoux du roi, et le supplier, au nom de sa noblesse assemblée, d'accorder à son fils Ferdinand, alors âgé de dix-neuf

[1] *Giannone*. L. XX, chap. IV, T. III, p. 51-53.

ans, le titre de duc de Calabre, et de le désigner pour successeur à la couronne. Alfonse, au comble de ses vœux, accorda ce qu'il s'était fait demander; il investit son fils, dans l'église de San-Ligorio, du duché de Calabre : il lui remit la couronne, l'étendard et l'épée, et il lui fit prêter serment par la noblesse et les députés du royaume[1].

Mais comme les papes prétendaient être seigneurs suzerains du royaume de Naples, la succession pacifique de Ferdinand n'était point assurée, jusqu'à ce que la cour de Rome, alors attachée au parti angevin, eût reconnu le nouveau roi, et le droit héréditaire de son fils naturel. Le monarque chargea de sa réconciliation avec le pontife, Alfonse Borgia, évêque de Valence, le même qui se trouva élevé sur la chaire de Saint-Pierre sous le nom de Calixte III, au moment où cette même succession s'ouvrit. Eugène reconnut en effet Alfonse, par le traité de paix signé à Terracina le 14 juin 1443 ; il lui expédia la même année des bulles par lesquelles il assurait la succession aux enfants mâles d'Alfonse, sans ajouter la désignation de *légitimes*, et à leur défaut, aux descendants de ses frères[2]. Le 14 juillet de l'année suivante, Eugène IV légitima Ferdinand, et le déclara habile à occuper les plus hautes dignités du royaume, comme à succéder à la couronne[3]. Cependant de nouvelles bulles d'investiture, publiées à Naples le 2 juin 1445, limitaient encore la succession aux enfants issus d'un légitime mariage[4]. Apparemment qu'Eugène IV voulait se réserver la possibilité de disputer la succession de Ferdinand, lorsqu'elle viendrait à s'ouvrir, et que, par ce motif secret,

[1] *Giannone, Istor. civile*, L. XXVI, chap. II, p. 489. — [2] *Raynald. Annal. Eccles.* 1443. § 1, 2-9. T. XVIII, p. 273-279. — [3] La bulle rapportée dans Raynaldus, parle des plus hautes dignités, mais non de la couronne. Il est cependant probable qu'elle est tronquée, puisque non seulement Giannone, mais le pape Pie II, disent expressément qu'Eugène rendit Ferdinand habile à succéder à son père. Raynaldus, an 1144. § 20, p. 304. — *Giannone*. L. XXVI, chap. II, p. 496.—*Pii Papæ II. Commentarii*. L. I, p. 29. — [4] *Annalès Ecclesiastici* 1445. § 1-11, p. 305-310.

il se refusait à s'expliquer avec la clarté que demandait le roi. Nicolas V, dont l'esprit était plus expresse, se prêta aussi d'une manière plus pacifique aux vœux d'Alfonse : il confirma, par une bulle du 14 janvier 1448, toutes les grâces accordées par l'Église au roi de Sicile ; il reconnut et sanctionna de nouveau le droit de succession de Ferdinand, par une bulle du 27 avril 1449 ; enfin il accéda, le 26 janvier 1455, à la ligue de vingt-cinq ans entre Venise, Florence, le duc de Milan et le roi de Naples ; ligue dont un des objets était le maintien de cette succession déjà sanctionnée par tant de traités[1]. Le droit de Ferdinand semblait donc établi par le consentement du pape, par celui du seigneur suzerain, et par celui de tous les états d'Italie.

Alfonse cependant, pour ajouter encore à la sûreté de son fils, voulut lui procurer une alliance puissante dans ses propres états. Le premier en grandeur et en richesses, entre les feudataires du royaume, était Jean-Antoine Orsini, prince de Tarente. Ses trésors, l'étendue de ses fiefs, le nombre de ses vassaux, et celui des soldats qu'il tenait toujours sous les armes, le mettaient presque en état de donner ou d'ôter la couronne à son maître. Orsini avait auprès de lui, à Lecce, Isabelle de Clermont, fille de la comtesse de Copertino, sa sœur ; Alfonse la demanda pour son fils, et la lui fit épouser en 1444 ; en même temps il maria une de ses filles naturelles à Marin de Marzano, fils unique du duc de Suessa, et une autre à Lionnel, marquis d'Este[2].

1458. — Mais à la mort d'Alfonse, on vit se déclarer contre son fils les hommes mêmes dont ce monarque avait

[1] *Giannone*. L. XXVI, chap. III, p.499. — L'annaliste de l'Église, pour ne pas mettre Calixte III en contradiction trop ouverte avec les actes de ses prédécesseurs, a déguisé une partie de ces faits. Il a supprimé les deux premières bulles de Nicolas V ; mais comme il rapporte la troisième (1455, § 3 et 4, p. 427), par laquelle le pape se rend garant de la succession de Ferdinand, le droit de ce prince au trône de Naples reste, même d'après lui, suffisamment établi. — [2] *Giannone, Istor. Civile*, L. XXVI, chap. III, p. 496.

cru s'être le mieux assuré. Le premier et le plus acharné de tous ses ennemis fut le vieux pape Calixte III, le même qui avait été son négociateur à Rome, n'étant encore qu'évêque de Valence ; qui avait obtenu d'Eugène IV la légitimation de Ferdinand, et qui avait accompagné ce même Ferdinand dans ses voyages. Dès qu'il apprit la mort d'Alfonse, il publia, le 12 juillet 1458, une bulle dans laquelle il déclara son royaume dévolu au Saint-Siége, par l'extinction de la ligne légitime du dernier feudataire ; comme si la cour de Rome n'avait pas précédemment reconnu les droits de Ferdinand fils d'Alfonse, ceux de Jean son frère, et ceux de René d'Anjou son rival. Il défendit aux sujets napolitains de prêter à aucun des prétendants à la couronne le serment de fidélité ; il délia de leurs obligations ceux qui l'avaient déjà prêté, et il invita tous ceux qui se croiraient quelque droit à cette succession, à se pourvoir par-devant les tribunaux ecclésiastiques [1].

Non content d'employer les armes et les menaces de l'Église pour soumettre le royaume de Naples, Calixte essaya d'engager le duc de Milan à seconder ses vues ambitieuses. Sforza avait perdu dans les Abruzzes et dans la Pouille, ses fiefs qui avaient été le premier fruit des victoires de son père ; Calixte offrit de les lui rendre, d'y ajouter même de nouveaux états,

[1] *Raynaldi Annal. Eccles.* 1458. § 32-38, p. 517. — *Jovianus Pontanus, De bello Neapolitano*. L. I. Pontanus, l'un des plus distingués parmi les littérateurs du XV siècle, était secrétaire de Ferdinand I, à l'époque où il écrivit cette histoire. Il le fut ensuite d'Alfonse II et de Ferdinand II. Employé dans les missions diplomatiques les plus honorables, dans les négociations les plus importantes, il fut encore l'instituteur d'Alfonse II. Il succéda à Antoine Beccadelli, connu sous le nom de *Panhormita*, dans la présidence de l'académie de Naples, et ses poésies latines, plus que le reste de ses écrits, ont fondé sa réputation. (*Tiraboschi, Storia della letteratura Italiana.* T. VI, L. III, c. IV, § 2-30, p. 886). Son Histoire de la guerre de Naples, en six livres, est écrite avec une grande élégance, un soin remarquable de peindre les lieux et les hommes, un coup d'œil très juste pour indiquer ce qui caractérise chaque gouvernement, et une grande habileté à faire intervenir dans ses récits les tableaux des peuples étrangers, ou des révolutions précédentes, qui se lient au temps sur lequel il écrit. L'édition in-4°, dont je me suis servi (*Haganoæ*, 1530), n'a point de pages marquées ; j'ai indiqué les feuillets par les lettres d'imprimerie. Il a été réimprimé in Thesauro Antiq. Italic. T. IX, P. III.

si par l'assistance du duc il réduisait le royaume sous sa domination, et en pouvait disposer en faveur de Pierre-Louis Borgia, son neveu favori. Mais François Sforza, loin de prêter l'oreille à ces négociations, déclara qu'il demeurerait fidèle à l'alliance qu'il avait contractée avec la maison d'Aragon, et qu'il seconderait Ferdinand de toutes ses forces[1]. Au reste, Calixte III, qui formait de si vastes projets, n'eut pas beaucoup de temps pour les mûrir ; lorsqu'Alfonse mourut, il était déjà accablé de vieillesse, et atteint de la maladie qui devait le mener au tombeau. Il suivit de près ce monarque, et il expira le 6 août[2]. Calixte III, en montant sur le trône, avait annoncé des intentions bienfaisantes, et il avait fait attendre un règne vertueux ; mais il se démentit bientôt ; il ne songea plus qu'à enrichir et agrandir ses neveux, dont aucun n'était recommandable par des talents ou des vertus. L'un d'eux, Roderic Lenzuoli, qu'il fit cette année même évêque de Valence, auquel il fit prendre le nom de Borgia, et qui a donné à ce nom une odieuse célébrité, a fait rejaillir sur son bienfaiteur la honte dont lui-même s'est couvert.

Les cardinaux donnèrent pour successeur à Calixte III, Æneas Sylvius Piccolomini, né à Corsignano, bourgade à vingt-deux milles de Sienne, qui prit ensuite le nom de Pienza, parce que le nouveau pape se fit appeler Pie II. C'était un des hommes les plus savants, les plus spirituels et les plus actifs de ce siècle. Sa célébrité avait commencé durant le concile de Bâle, où il s'était distingué par son opposition à la cour de Rome. L'anti-pape Félix V le fit son secrétaire, et l'envoya en mission auprès de l'empereur Frédéric III. Celui-ci l'admit également au nombre de ses secrétaires, et ensuite le nomma l'un des consulteurs de l'empire[3]. Il le chargea à son tour d'une

[1] *Joann. Simonetæ Hist.* L. XXVI, p. 685. — [2] *Ann. Eccles.* 1458, § 40, p. 620. — *Stefano Infessura, Diar. Rom.* T. III. P. II, p. 1138. — [3] *Vita Pii II, per Joann. Ant. Campanum.* T. III, P. II, p. 969-970.

négociation auprès d'Eugène IV. A cette occasion, Æneas Sylvius se réconcilia avec la cour de Rome, et il fut admis au nombre des secrétaires d'Eugène, avant d'avoir abdiqué le même emploi qu'il exerçait auprès de Félix V[1]. Tour à tour employé dans les négociations du concile, de l'empereur et du pape, il parcourut l'Europe à plusieurs reprises et dans tous les sens, et il se fit connaître de toute la chrétienté par son éloquence, son érudition et son adresse dans les affaires. Eugène IV l'avait fait évêque de Trieste, Nicolas V lui avait donné l'évêché de Sienne, et Calixte III le chapeau de cardinal[2].

Au moment de son couronnement, Pie II se trouva sans argent et sans soldats; Calixte avait tout donné à ses neveux, et ceux-ci commençaient déjà à vendre les forteresses de l'Église à Jacob Piccinino, tandis que ce dernier abandonnait la guerre dont il était alors chargé contre Sigismond Malatesti, pour profiter des révolutions de la cour romaine. Pie, dans cet état de détresse, sentit la nécessité de s'attacher à François Sforza, qui mit pour condition à ses secours la réconciliation du pape avec le roi Ferdinand[3]. D'ailleurs Pie II, en montant sur le trône pontifical, embrassait avec ardeur le projet de diriger une croisade contre les Turcs; il n'avait cessé, comme évêque et comme légat, de signaler à la chrétienté le besoin de s'unir pour se défendre. Le premier acte de son pontificat fut de convoquer, pour le premier juin de l'année suivante, une diète des princes italiens à Mantoue, afin de s'y occuper de la guerre sacrée; et comme la paix intérieure était nécessaire au succès de cette diète, Pie II ne refusa point de confirmer le droit de succession de Ferdinand, déjà reconnu par ses prédécesseurs[4]. Il envoya au mois d'octobre, à Naples,

[1] *Vita Pii II, per Joann. Anton. Campanum.* T. III, P. II, p. 971. — [2] Pie II, dans son Commentaire sur sa propre vie, L. I, p. 30-31, donne des détails fort curieux sur le conclave où il fut élu. — [3] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 687. — [4] *Vita Pii II, a J. Campano.* T. III, P. II, p. 974. — *Commentarii Pii Papæ II.* L. II, p. 34-35.

le cardinal Latino Orsini lui porter la couronne du royaume [1] ; et cependant il profita de la circonstance pour faire avec Ferdinand un traité avantageux au Saint-Siége et à lui-même. Il fixa le tribut que les rois de la Sicile antérieure devaient à Saint-Pierre, tribut qui depuis longtemps n'était pas payé ; il fit restituer à l'Église Bénévent, Pontecorvo et Terracina [2]. Il maria son neveu, Antoine Piccolomini, à Marie, fille naturelle de Ferdinand, qui lui donna pour dot le duché d'Amalfi, le comté de Celano, et la charge de grand justicier du royaume [3]. Enfin, il se réserva de dicter le traité de pacification entre Sigismond Malatesti et le roi de Naples.

Ferdinand était déjà en possession tranquille du trône de Naples ; néanmoins, don Carlos, comte de Viane, fils du roi de Navarre, avait trouvé parmi les barons catalans et siciliens qui formaient la cour d'Alfonse un grand nombre de partisans. Ceux-ci soutenaient que le royaume de Naples ayant été conquis par les Aragonais, devait suivre le sort du royaume d'Aragon. D'ailleurs, le comte de Viane était distingué par la noblesse de son caractère, sa générosité et l'élégance de ses manières, autant que Ferdinand était déjà signalé pour sa dissimulation, sa cruauté et son avarice. Mais Ferdinand, au moment de la mort de son père, parcourut la ville de Naples à cheval, pour en prendre possession ; il fut partout salué par les acclamations du peuple ; le comte de Viane n'essaya point de lutter contre ce qui lui parut le vœu national ; il monta sur un vaisseau qui était dans le port, avec tous les Catalans qui ne voulurent pas servir Ferdinand, et il se retira en Sicile [4].

[1] *Joann. Simonetæ*, L. XXVI, p. 688. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 727. — [2] *Giannone*. L. XXVI, c. VI, p. 527. — *Campanus, Vita Pii II*. p. 978. — *Commentarii Pii Papæ II*. L. II, p. 36. — [3] *Giannone*. L. XXVII. *Introd.* p. 550. — *Joann. Simonetæ*. L. XXVI, p. 688. — *Pii II. Comment*. L. II, p. 36. Il passe sous silence les conditions qui ne regardent que son avantage personnel. — [4] *Giannone*. L. XVII, *Intr*. p. 544. — *Jov. Pontanus, De Bello Neap*. L. I, N. 11. — *Jo. Marianæ de Reb. Hispaniæ*. L XXII.

Les acclamations de la populace n'exprimaient point cependant le vœu national ; les barons napolitains connaissaient assez le caractère de Ferdinand pour désirer ardemment se soustraire à sa domination ; seulement il leur fallait du temps pour préparer leur résistance. Le plus défiant parmi eux était ce même prince de Tarente, Jean-Antoine Orsini, dont le nouveau roi avait épousé la nièce. Orsini n'osait point quitter sa résidence de Lecce pour venir à la cour ; il se tenait toujours en garde contre le fer ou le poison des émissaires de Ferdinand, il regardait les grâces qu'il recevait de lui comme des amorces destinées à l'attirer dans des piéges dangereux. 1459. — Il songea des premiers à former un parti contre le nouveau roi ; il s'allia d'abord au prince de Rossano, puis à Josias Acquaviva, duc d'Atri, et au marquis de Cotrone. Ces puissants feudataires envoyèrent au roi Jean de Navarre, pour lui offrir de le mettre en possession du royaume de Naples, au même titre auquel il venait de recueillir celui d'Aragon, et le reste de la succession de son frère. Heureusement pour Ferdinand que Jean était alors engagé dans des guerres civiles avec ses sujets de Catalogne et de Navarre. Dominé par sa seconde femme, il voulait déshériter le comte de Viane, son fils du premier lit, pour lui substituer ce Ferdinand, né du second, qui fut connu depuis sous le surnom de *Catholique*. Trop occupé de ses affaires d'Espagne pour en aller chercher en Italie, il refusa de troubler l'administration de son neveu, et il déclara qu'il ne demandait point à régner sur Naples, pourvu que ce royaume restât dans une branche de la maison d'Aragon [1].

Les barons napolitains, rebutés par le roi de Navarre, s'a-

c. XIX, p. 56.—Bel éloge du comte de Viane, par Marineus Siculus, qui écrivait cependant par ordre de Ferdinand le Catholique. *Lucii Marinei Siculi de rebus Hispaniæ*, L. XIII, p. 417. *In Hisp. illust.* T. I. — [1] *Giannone, Istoria civile*. L. XXVII, c. I, p. 552.

dressèrent à Jean, fils de René, duc de Calabre, qui gouvernait toujours Gênes, et qui ne s'y était établi que pour épier les occasions de faire revivre les anciennes prétentions de la maison d'Anjou sur les Deux-Siciles [1]. Ils déterminèrent aisément ce duc à profiter de circonstances qui paraissaient favorables; cependant, comme la guerre précédente et la maladie contagieuse qui avait dévasté Gênes ne lui laissaient point la disposition de forces nombreuses ou de beaucoup d'argent, il voulut, avant de s'engager dans cette expédition, se concilier, s'il lui était possible, l'amitié de son puissant voisin le duc de Milan. Il lui envoya en ambassade l'évêque de Marseille et Jean Cossa, baron napolitain, qui, par dévouement pour le parti d'Anjou, vivait en exil depuis dix-neuf ans. Il lui fit rappeler l'antique alliance entre leurs deux familles. Sforza Attendolo, père du duc de Milan, était mort en combattant pour la maison d'Anjou; lui-même avait perdu pour cette cause tous ses états du midi de l'Italie. Le duc de Calabre le suppliait, au nom de leur vieille amitié, de seconder ces mêmes prétentions dont il avait soutenu la justice les armes à la main, et de préférer à une alliance nouvelle et toute politique, une alliance de près d'un demi-siècle, que sanctionneraient de longues affections et une juste reconnaissance. Il offrait d'épouser lui-même Hippolyte, fille du duc de Milan, qui était destinée au fils de Ferdinand, beaucoup plus jeune qu'elle : il promettait de rendre à la maison Sforza tout ce qu'elle avait jamais possédé dans le royaume de Naples, d'y ajouter de nouveaux états, et de suivre en tout ses conseils [2].

François ne délibéra pas longtemps sur ces propositions : il connaissait les prétentions de la maison d'Orléans sur le duché de Milan, il voyait que celle-ci avait mis dans Asti une garnison française ; il voyait d'autres Français maîtres de

[1] *Jovianus Pontanus, De bello Neapolit.* L. I, N. 111. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1132. — [2] *Joann. Simonetta.* L. XXVI, p. 692.

Gênes, et si le royaume de Naples tombait encore entre les mains des Français, il sentait que c'en était fait de son indépendance, et de celle des princes d'Italie. Dans sa réponse au duc Jean de Calabre, il entremêla ses protestations d'amitié de quelques reproches sur ce que le duc lui avait dissimulé l'entreprise qu'il venait de faire sur Gênes. Il déclara d'ailleurs que, quels que fussent les droits des prétendants à la couronne de Naples, il ne se permettrait pas de les juger, et que sa conduite ne pouvait être dirigée que par les traités qu'il avait signés. L'alliance conclue en 1455 entre tous les états d'Italie, ne lui laissait, dit-il, plus de choix. Si la maison d'Aragon était attaquée dans le royaume de Naples, il se voyait obligé de la défendre; l'Italie entière, liée par le même traité, embrasserait également la cause de Ferdinand; il invitait le duc Jean à y réfléchir sérieusement, avant de s'engager dans une entreprise qui serait probablement au-dessus de ses forces. Par la même raison, lui disait-il, il n'était plus à temps d'accepter pour sa fille l'honorable alliance de la maison d'Anjou; elle était promise solennellement à Alphonse, fils de Ferdinand, et quels que fussent les événements, il exécuterait ses promesses[1].

François Sforza qui, en refusant son assistance au duc Jean, conservait dans son langage tant de loyauté et de modération, préparait cependant contre lui des intrigues secrètes, qui devancèrent l'attaque du royaume de Naples. Pierre Frégoso, celui qui, l'année précédente, avait livré Gênes aux Français, se plaignait déjà amèrement de ce qu'on n'observait point envers lui-même ou envers sa patrie les conditions convenues. Sforza l'accueillit dans l'état de Milan, lui permit d'y rassembler des armes, d'y solder des gens de guerre, avec l'argent que lui fit passer Ferdinand; d'y mettre à leur tête Tiberto

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 693.

Brandolini, un des lieutenants du duc de Milan, et d'envahir l'état de Gênes, au mois de février 1459, avec une armée assez considérable. Dans le même temps, Villa Marina, avec douze galères de Ferdinand, bloquait la ville du côté de la mer; Jean Antoine de Fiesque vint se joindre au camp de Frégoso, avec ses parents et ses amis; toutefois dans les murs même de Gênes, on ne vit aucun mouvement: tout le peuple paraissait encore attaché aux Français, et les citoyens remplaçaient avec zèle les soldats qui manquaient au duc de Calabre; seulement ils évitaient de livrer bataille hors des remparts; Fiesque, pour les provoquer à une sortie, s'approcha de si près des murs, qu'il fut tué d'un coup de couleuvrine. Cet accident fut funeste à son parti: ses parents, croyant tous avoir des droits égaux à son héritage, repartirent en hâte pour les divers châteaux de sa famille, afin de s'en assurer la possession par les armes. Pierre Frégoso, affaibli par leur dispersion, s'écarta de Gênes, et, après avoir levé des contributions à Sesto et à Chiavari, il retourna en Lombardie [1].

Le duc Jean avait mérité l'affection que les Génois lui témoignaient; il avait su adopter les mœurs et les sentiments des Italiens; il sentait qu'il n'était à Gênes que le magistrat d'une ville libre, et au lieu de commander en maître, il faisait dépendre ses propres décisions des délibérations du sénat et du peuple. Ce fut en effet au sénat de Gênes qu'il communiqua les propositions qui lui furent faites par le prince de Tarente; il déclara que quoiqu'il regardât sa tâche comme remplie, puisqu'il avait repoussé loin des murs d'une ville qu'il aimait l'ennemi qui la menaçait du pillage et de la servitude, il n'entreprendrait l'expédition à laquelle il était appelé, pour recouvrer l'héritage de ses pères, qu'autant que les Génois y consentiraient. Au reste, il croyait avantageux pour leur ré-

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 694.—*Uberti Folietæ Genuens. Histor.* L. XI, p. 608. — *P. Bizarro.* L. XIII, p. 295. — *Agost. Giustiniani.* L. V, f. 212.

publique, comme pour lui-même, de rejeter sur la maison d'Aragon le fardeau d'une guerre dont elle accablait depuis si longtemps la Ligurie, et de rendre au commerce et à l'activité des Génois les fertiles provinces d'où Alfonse et son fils Ferdinand les avaient exclus. Ce discours, et la modestie du duc de Calabre, excitèrent un enthousiasme universel; le sénat vota en faveur du prince d'Anjou, par un décret que confirma le grand conseil, l'armement de dix galères et de trois grands vaisseaux de transport, dont la paie serait assurée pour trois mois ; et de plus un subside de soixante mille florins à prendre sur la banque de Saint-George [1]. Le roi René avait, de son côté, fait armer à Marseille une flotte de douze galères qu'il envoya joindre celle de son fils.

Ferdinand, averti de ces préparatifs, s'efforça de retenir le duc de Calabre à Gênes, en lui donnant dans cette ville de nouvelles occupations. Il envoya de l'argent à Pierre Frégoso, et le mit en état de rétablir son armée : il lui demanda seulement d'entrer de nouveau en Ligurie, avant que Jean se fût embarqué. Frégoso en effet traversa l'Apennin; descendit la vallée de la Polsevera, et plaça son camp à quatre milles de Gènes; mais on lui opposa le système de défense qui avait déjà réussi contre lui au printemps. Aucun parti de soldats ne sortit des murs ; Frégoso ne trouvait point à combattre, il ne pouvait faire subsister longtemps son armée dans ces montagnes arides, et l'argent qu'il avait reçu de Naples allait être bientôt épuisé. Cependant il apprit avec joie que la flotte provençale, jointe à celle de Gênes, était sortie du port et avait fait voile vers Livourne. Comptant trouver la garnison de la ville fort affaiblie par l'absence de tant de guerriers, il osa, dans la nuit

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XXVI, p. 696. — *Bernard Corio, Hist. Milanesi*. P. VI, p. 951. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist*. L. XI, p. 609. — *P. Bizarro. S. P. Q. Genuens. Histor*. L. XIII, p. 298. — *Agost. Giustiniani, Annal*. L. V f. 212. A.

du 13 septembre, tenter une escalade. Elle lui réussit, et ses soldats pénétrèrent jusqu'à Pietra-Minuta, la première des collines renfermées dans l'enceinte des murs extérieurs. Le duc Jean, toujours maître de l'enceinte intérieure, en sortit avec toute la garnison, pour marcher au-devant des ennemis. Il abandonna la ville à la bonne foi des citoyens ; mais il y était si aimé, et Pierre Frégoso si redouté, que pas un des anciens partisans de celui-ci ne fit le moindre mouvement en sa faveur. Au point du jour, un combat sanglant fut livré entre les deux murailles. Chaque parti avait pour se défendre l'avantage du terrain ; chacun, lorsqu'il essayait d'attaquer à son tour, éprouvait des pertes cruelles ; en ce moment Frégoso, apprenant que Paul Adorno venait de rentrer dans la ville avec une galère, et que les Adorni prenaient les armes, voulut, par un coup hardi, décider son sort avant leur arrivée. Il descendit de Pietra-Minuta, et attaqua la porte de Saint-Thomas, d'où il fut repoussé : alors, longeant les murs de la vieille ville, il s'aperçut que la porte de la Vacherie était ouverte : il la traversa hardiment avec les cavaliers qui le suivaient. Aussitôt qu'il eut ainsi pénétré dans la ville, on referma cette porte sur lui, et il se trouva séparé de son armée. Il n'avait plus dans ce moment que trois cavaliers auprès de lui. Se voyant perdu, et n'ayant plus d'espérance que dans la bonté de son cheval, il le poussa au galop vers les rues les plus éloignées du combat, pour s'échapper par la porte Orientale. En effet, il devançait de beaucoup le petit nombre de soldats qui l'avaient reconnu, et qui le poursuivaient ; mais la porte Orientale se trouva fermée. Lorsque de là il voulut gagner la porte de Saint-André, il commença à être assailli du haut des maisons à coups de pierres. Parcourant toujours au galop des rues désertes, où l'on ne prévoyait point son arrivée, et toujours poursuivi par Jean Cossa, qui deux fois l'atteignit d'un coup de massue, il fut enfin accablé

de pierres, et renversé de son cheval près du prétoire. Quand on le releva de terre il ne répondit plus un seul mot à ceux qui l'interrogeaient, et il mourut au bout de peu d'heures[1].

Lorsque l'armée de Pierre Frégoso se vit séparée de son chef, et lorsque, bientôt après, elle apprit sa mort, les soldats découragés voulurent chercher leur salut dans la fuite, mais la plupart n'échappèrent point aux ennemis qui les poursuivaient; presque tous les cavaliers et une moitié des fantassins demeurèrent prisonniers. Masino Frégoso, frère de Pierre, et Roland de Fiesque, ayant été pris les armes à la main, furent condamnés comme chefs de rebelles, et punis du dernier supplice. Sigismond, fils de Tiberto Brandolini, qui fut pris en même temps, fut mis en prison, parce qu'il servait dans l'armée du duc de Milan, alors en paix avec l'état de Gênes, en sorte que ses hostilités furent regardées comme une violation du droit des gens. Mais le reste des soldats fut remis en liberté, après qu'on eut exigé d'eux le serment de ne plus servir contre la maison d'Anjou[2].

Après cette victoire, le duc de Calabre regardant la sûreté de Gênes comme suffisamment garantie, disposa tout pour son embarquement. Il l'effectua le 4 octobre 1459, et il toucha en route à Luna, puis à Porto-Pisano, où la république de Florence lui fit offrir des présents magnifiques, que ses vœux sincères accompagnaient. Malgré l'alliance qu'elle avait conclue avec Alfonse, elle ne pouvait point oublier son ancienne partialité pour la maison d'Anjou; elle ne soumettait point, comme le duc de Milan, toutes ses affections à la politique, et elle jugeait le caractère propre des combattants, plutôt que la convenance d'arrêter les progrès des Français en

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 698. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 731. — *Uberti Folietæ.* L. XI, p. 611. — *P. Bizarro Hist.* L. XIII, p. 300. — *Agost. Giustiniani.* L. V, f. 213. D. E. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 699. — *Uberti Folietæ.* L. XI, p. 611. — *P. Bizarro.* L. XIII, p. 301. — *Agost. Giustiniani.* L. V, f. 214.

Italie. François Sforza, au contraire, ne se laissait point rebuter par le mauvais succès de ses deux entreprises sur Gênes; il ne perdait point de vue les moyens de secourir Ferdinand, et il dirigea surtout vers ce but les conférences auxquelles le pape Pie II avait invité tous les princes chrétiens à Mantoue.

Pie II, qui avait l'espérance de régler dans cette diète, et les efforts communs des chrétiens contre les Turcs, et la politique de l'Italie, s'était acheminé vers Mantoue avec une pompe religieuse qui disposait déjà les esprits du vulgaire à lui obéir. Dix cardinaux et soixante évêques l'accompagnaient; plusieurs princes séculiers s'étaient joints à son cortége, d'autres y avaient envoyé leurs ambassadeurs. Pérouse l'avait reçu en souverain; Sienne, pour lui complaire, avait rappelé ses nobles exilés, et leur avait rendu les droits de cité; à Florence, Galéaz Marie, fils de François Sforza, les Malatesti, Manfredi et Ordélaffii qui étaient venus au-devant de lui, portèrent sa litière; la république lui rendit les honneurs qu'elle réservait aux plus grands rois[1]. Les fêtes destinées aux divertissements de sa cour auraient mieux convenu à celle d'un jeune conquérant qu'au père spirituel des fidèles. Un grand tournoi lui était préparé sur la place de Santa-Croce, un grand bal sur la place du Marché neuf, et un combat de bêtes féroces sur la place de la Seigneurie. On vit, avec étonnement, descendre dans l'arène non moins de dix lions, et la surprise des étrangers redoubla, lorsqu'ils y virent paraître la gigantesque girafe, jusqu'alors presque inconnue à l'Europe. Mais, quelque effort qu'on fît pour provoquer ces animaux étrangers, et les forcer à combattre, on ne put jamais exciter leur colère, et en donner le divertissement à la cour pontificale[2]. Continuant son voyage, Pie II fit son entrée à Mantoue le 27 mai 1459,

[1] *Commentarii Pii Papæ II.* L. II, p. 40. — [2] *Istorie di Giovanni Cambi. Delizie degli eruditi Toscani.* T. XX, p. 369, 370.

porté dans sa litière par les députés des rois et des princes qui devaient former le congrès[1].

L'éloquence latine brilla dans cette assemblée d'un plus grand éclat qu'elle n'eût encore fait depuis le renouvellement des lettres. Pie II, dans ses différents discours sur la misère de Constantinople et les dangers de la chrétienté, arracha des larmes à tous ses auditeurs. L'on admira François Filelfo lorsqu'il parla pour le duc de Milan, et plus encore Hippolyte Sforza, fille de François et épouse promise d'Alfonse, lorsqu'elle complimenta le pape dans un discours latin. Les députés du Péloponnèse firent une profonde impression sur cette auguste assemblée, par le récit de l'invasion des Turcs, et le tableau de l'horrible servitude dans laquelle les Grecs étaient tombés. Les députés de Rhodes, de Chypre, de Lesbos, d'Épire, d'Illyrie, montrèrent que, si leurs états n'étaient promptement secourus par les Latins, ils subiraient bientôt le sort qui menaçait tout le Levant. Presque tous les princes d'Italie assistaient en personne à cette diète, où se trouvaient encore les ambassadeurs de presque tous les états de la chrétienté. Aucune assemblée plus solennelle et plus imposante ne s'était vue en Italie depuis plusieurs siècles; aucune n'avait délibéré sur des intérêts plus grands, plus immédiats, plus universels. Le pape donna la paix à Sigismond Malatesti, attaqué et presque dépouillé par Piccinino et Frédéric de Montfeltro; il fit décerner l'honneur du commandement de toutes les forces de la chrétienté à Philippe, duc de Bourgogne, qui s'était voué à la croisade : il fit décider par la diète que l'armée qu'on enverrait contre les Turcs, serait levée en Allemagne, et que sa paie serait fournie par la France, l'Espagne et l'Italie. Les contributions dans ce dernier pays furent réparties proportionnellement à la richesse des états, et les députés

[1] *Campanus, Vita Pii II. p. 975-976. — Comment. Pii Papæ II. L. II, p. 30.*

de Florence, de Sienne, de Gênes et de Bologne s'engagèrent, au nom de leurs cités, au paiement de la quote-part qui leur était assignée. Borso d'Este, duc de Modène et seigneur de Ferrare, prévoyant peut-être déjà qu'aucune de ces résolutions ne serait exécutée, étonna l'assemblée par l'offre démesurée de 300,000 florins. Tout semblait réglé d'avance pour la guerre que la chrétienté allait entreprendre d'un commun accord[1]; mais ces préparatifs de croisade furent tout à coup arrêtés par la nouvelle des hostilités qui éclataient de toutes parts entre les peuples latins. Les galères qu'on avait vu armer sur les rives du Rhône, et qu'on croyait destinées à l'expédition contre les Turcs, avaient été cédées par le roi de France à René, pour tenter la conquête de Naples; elles étaient arrivées à l'embouchure de Garigliano, et le duc Jean de Calabre avait envahi la Campanie. A Rome même les Savelli, et dans l'état de l'Église, Piccinino et Sigismond Malatesti avaient recommencé la guerre. Des révolutions en Angleterre, en Castille, en Bohême, en Hongrie, anéantissaient les espérances qu'on avait fait reposer sur ces peuples divers; et la diète de Mantoue, qui avait commencé d'une manière si imposante, qui avait paru animée d'un si grand zèle, se sépara sans avoir assuré aucun secours aux chrétiens du Levant[2].

Pie II fut vivement sensible à ce bouleversement de ses espérances et de ses projets; la tentative de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples lui paraissait la cause immédiate de l'abandon de la croisade, et son ressentiment se confondit à ses propres yeux avec son zèle pour la chrétienté. D'ailleurs François Sforza, dans les conférences fréquentes qu'il eut avec ce pontife, confirma encore sa partialité pour la maison d'Aragon. Avec quelque zèle pour le bien

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 732. — *Commentarii Pii Papæ II.* L. II, p. 82, et tout le Livre III, p. 60-93. — [2] *Joann. Ant. Campanus, Vita Pii II. Pont. Max.* T. III, P. II, p. 977. — *Comment. Pii Papæ II.* L. III; p.

de tous, qu'un pape parvienne à la tiare, les intérêts immédiats de sa souveraineté de Rome l'emportent bientôt dans son esprit sur ceux de la république chrétienne. François Sforza fit sentir à Pie II que l'agrandissement des Français en Italie le réduirait à une absolue dépendance. Le pape considéra dès lors la défense de Ferdinand et la guerre de Naples comme une affaire personnelle, et il consacra au soutien de la maison d'Aragon, les trésors et les armes qu'il avait rassemblés pour la guerre contre les Turcs.

Le duc Jean de Calabre, en arrivant sur les côtes du royaume de Naples, au mois d'octobre 1459, avait compté être secondé par Antoine Centiglia, comte de Catanzaro et marquis de Cotrone; mais il apprit avec inquiétude que Ferdinand avait fait arrêter ce seigneur peu de jours auparavant[1]. Bientôt cependant il fut rassuré par la levée de boucliers des autres feudataires ses associés. Leur rébellion éclatait de toutes parts; Marino Marzano, duc de Suessa, accueillit le premier le duc de Calabre, et leva l'étendard d'Anjou; la Campanie presque entière se souleva aussitôt en sa faveur. Dans les Abruzzes, Antoine Candola ou Caldora, fils de Jacques, avait donné l'exemple; il fut bientôt suivi par Pierre-Jean-Paul Cantelmo, duc de Sora, et par Nicolas, comte de Campo-Basso[2]. Le prince d'Anjou, s'éloignant de sa flotte, visita chacun de ces chefs : il se rendit d'abord à l'Aquila qui lui ouvrit ses portes. De l'Abruzze il passa dans la Pouille, où Hercule d'Este vint le joindre avec les troupes sous ses ordres. Hercule, héritier légitime de la seigneurie de Ferrare et du duché de Modène, était venu chercher du service dans le royaume de Naples, tandis que ses deux frères naturels régnaient successivement

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 699. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 732. —
[2] *Jovianus Pontanus, De bello Neapolit.* L. I, p. 7. *In Thesauro Ant. Ital.* T. IX, P. III. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1133.—*Commentarii Pii Papæ II.* L. IV, p. 94. — *Pandolfo Collenutio. Compendio dell' Ist. di Napoli.* L. VII, f. 211.

à sa place. Il avait été chargé par Ferdinand de commander en Pouille, de concert avec Alfonse d'Avalos; mais il cédait comme les autres à l'enthousiasme universel pour la maison d'Anjou. Luceria, Foggia, San-Severo, Troja et Manfredonia s'étaient empressées d'ouvrir leurs portes aux Français; la route de Tarente n'étant plus fermée au duc de Calabre, le prince Jean-Antoine Orsini, qui jusqu'alors avait dissimulé avec Ferdinand, embrassa le parti d'Anjou; et comme il avait rassemblé sous ses ordres trois mille chevaux, il attaqua de plusieurs côtés à la fois les troupes de Ferdinand, et il contraignit les feudataires ses voisins à embrasser le même parti que lui[1].

Les nouvelles des succès du prince d'Anjou, en se répandant en Italie, y causèrent une fermentation universelle. René et son fils Jean étaient connus des Italiens, et partout où l'on avait eu quelque rapport avec eux, on conservait pour eux de l'affection et du respect. La bonté, la simplicité, la franchise, faisaient le fond de leur caractère, et les distinguaient avantageusement de tous les autres princes. Alfonse d'Aragon avait été loin d'exciter le même intérêt en sa faveur. On avait redouté sa politique, on s'était plaint de son orgueil, et toutes les puissances de l'Italie, Venise, Florence, Gênes, le duc de Milan et le pape, avaient été tour à tour en guerre avec lui. Cependant on savait combien ce prince était supérieur à son fils : on savait que ce dernier était fourbe et cruel, qu'il avait inspiré à toute la noblesse napolitaine une aversion insurmontable, et que c'était la haine contre lui, non l'illégitimité de ses droits, qui rendait la rébellion universelle. Plusieurs états d'Italie étaient d'ailleurs attachés par une alliance héréditaire à la maison d'Anjou. Les Florentins surtout se regardaient comme les alliés perpétuels de la France en Italie. Depuis deux cents ans, et dès les temps de Charles

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVI, p. 701. — *Jovianus Pontanus, De Bello Neapolitano.* L. I, p. 14.

l'ancien, ils avaient consacré leur fortune et leur sang à établir sa domination dans le royaume de Naples. Ils apprirent avec la plus vive joie les victoires de Jean, qu'ils croyaient devoir être bientôt suivies de la conquête de tout le royaume.

Ferdinand qui, à la nouvelle de l'invasion de son rival, était revenu en hâte de Calabre à Naples, envoya, d'après le conseil de François Sforza, des ambassadeurs à Florence et à Venise, pour demander des secours que les états contractants s'étaient promis mutuellement pour vingt-cinq ans par la ligue d'Italie conclue en 1455. Le duc Jean, averti de cette ambassade, en envoya de son côté une toute semblable, pour demander les mêmes secours, en vertu de l'ancienne alliance de la maison de France avec les deux républiques. Le droit des traités était évidemment pour Ferdinand, mais tous les cœurs étaient pour Jean. D'ailleurs, comme tous les gouvernements sont toujours supposés traiter au nom des peuples, c'était envers les Napolitains, non envers la maison d'Aragon, que les deux républiques se croyaient engagées, et elles prétendaient que leur alliance avec le roi et le royaume de Naples ne pouvait les obliger à donner par force à ce royaume un roi qu'il détestait. Les Vénitiens, comme les Florentins, cherchèrent de plus une excuse dans la guerre qu'Alfonse avait fait faire en Toscane par Piccinino ; ils prétendirent que ce monarque avait ainsi dérogé lui-même à la ligue d'Italie, et qu'il avait perdu tout droit aux secours stipulés, puisque, loin d'en donner alors à la république menacée, il s'était ouvertement allié à son ennemi. Les Florentins, plus zélés dans leur attachement à la maison d'Anjou, résolurent d'accorder au duc Jean un subside annuel de quatre-vingt mille florins, jusqu'à ce qu'il eût terminé sa conquête. Cependant, avant de prendre un engagement public, ils voulurent se concerter avec le duc de Milan. Cosme de Médicis lui écrivit avec chaleur ; il n'oublia rien pour lui faire sentir tout ce que lui-même devait à la

maison d'Anjou, tout ce qu'il pouvait en attendre, tous ses griefs, tous ceux de l'Italie contre la maison d'Aragon. Il lui représenta la fortune de Ferdinand comme déjà renversée, et il le supplia de ne pas s'obstiner, par prudence du moins, à ressusciter un mort. Il s'offrit à traiter au nom du duc de Milan avec le duc de Calabre, et il se fit fort d'obtenir pour le premier les conditions les plus honorables et les plus avantageuses. Mais François, dans sa réponse, après avoir allégué ses engagements, qu'il déclarait être sacrés, montra que Ferdinand, encore maître de la capitale et des principales forteresses, avait de bien meilleures chances que le duc Jean. Il ajouta que le premier, n'ayant d'autres états que celui de Naples, ne pourrait jamais s'éloigner des intérêts des Italiens, ou se rendre redoutable à toute la péninsule, comme l'était son père, qui gouvernait en même temps plusieurs royaumes *barbares*[1]; ou comme le deviendrait René et son fils, qui contiendraient Naples dans le devoir avec le secours des Français. Si les princes de la maison d'Anjou étaient fort supérieurs par leur caractère aux princes aragonais, Cosme ne pouvait nier, d'autre part, que les Français leurs sujets ne fussent des voisins bien plus redoutables. Sforza lui rappelait leur pétulance, leur insolence dans la prospérité, leur ambition insatiable, leur mépris pour les mœurs et les lois étrangères, et leur ingratitude envers ceux qui avaient fait leur grandeur. Il les montra déjà embrassant l'Italie par leurs garnisons d'Asti et de Gênes, leurs alliances en Romagne et leurs conquêtes en Calabre, et il fit sentir à Cosme tout le danger de les rendre plus puissants encore. Pie II, à son retour de la diète de Mantoue, eut une conférence avec ce chef illustre de la république florentine, et il insista sur les mêmes motifs de politique. Ses efforts, réunis à ceux de Sforza, engagèrent

[1] Les Italiens, comme autrefois les Grecs, n'hésitaient pas à donner le nom de *barbares* à tous les peuples qui ne parlaient pas leur langage.

Cosme de Médicis à faire retirer par sa république le décret de subsides qui avait déjà été voté en faveur du duc de Calabre. Les Florentins et les Vénitiens déclarèrent alors d'un commun accord, qu'ils observeraient une stricte neutralité entre les deux prétendants, et qu'ils accorderaient à l'un et à l'autre, autant qu'il dépendrait d'eux, leur amitié et leurs bons offices [1].

Sur la demande de Pie II et de François Sforza, Ferdinand avait accordé la paix à Sigismond Malatesti, et rappelé Piccinino ; mais celui-ci, qui se voyait arrêter au milieu de ses victoires, et arracher des conquêtes qu'on lui avait promises en fief, pour récompense de son activité, qui de plus voyait le trésor de Ferdinand épuisé dès le commencement de la guerre, et qui ne pouvait obtenir de lui le paiement de sa solde arriérée, se regarda comme sacrifié par ce traité, et il entra en négociation avec Jean d'Anjou, pour passer à son service. Ce fut vainement que, pour l'en détourner, François Sforza lui envoya le père de l'historien Corio, avec l'offre de lui donner en mariage Drusiane, sa fille naturelle [2]. Lorsque, malgré ses sollicitations, Piccinino se mit en marche avec une armée de sept mille hommes, pour passer dans l'Abruzze, le duc de Milan écrivit à son frère Alexandre Sforza, seigneur de Pésaro, et au comte de Montéfeltro, de lui couper le passage ; ni l'un ni l'autre cependant ne voulut s'exposer à arrêter la guerre dans ses états, et Piccinino arriva sans combat jusqu'aux frontières du royaume [3].

Toutes les forces de l'Italie se rassemblaient dans ces pro-

[1] Toute cette négociation nous a été transmise par ceux mêmes qui la conduisirent. Pie II raconte dans ses commentaires sa conférence avec Cosme de Médicis, L. IV, p. 96; et Jean Simonéta écrivit, sous la dictée de Sforza, la lettre de celui-ci à Cosme de Médicis, qu'il rapporte, L. XXVI, p. 702-706.—*Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 89.— [2] *Bern. Corio, Hist. Mibnesi*. P. VI, p. 953. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. XXVII, p. 707-709. — *Jovianus Pontanus*. L. I, p. 27. — *Guernieri Bernio, Cron. d'Agobbio*. T. XXI, p. 996. — *Comment. Pii Papæ II*, L. IV, p. 100.

vinces ; Alexandre et Bosio Sforza, frères de François, y conduisaient l'armée du duc de Milan ; Simonéta, celle du pape Pie II ; d'autre part, la flotte génoise avait paru de nouveau sur les côtes de la Campanie, et le duc Jean s'était approché de Nola pour en former le siége. Ferdinand vint à sa rencontre, après avoir joint à son armée celle que lui envoyait le souverain pontife. A l'approche du roi, plusieurs châteaux qui s'étaient déclarés pour les Angevins relevèrent les enseignes d'Aragon. Le duc Jean et le prince de Tarente, éprouvant déjà l'inconstance si souvent reprochée aux peuples du midi de l'Italie, sentirent le danger de leur position. Ils se retirèrent dans une sorte de presqu'île formée par deux rivières qui sortent de montagnes impraticables, et qui, après un cours de deux milles dans la plaine, se réunissent pour se jeter dans la mer. Cette fortification naturelle, appuyée encore par le château de Sarno, était redoutable ; mais, d'autre part, il eût été facile à Ferdinand d'enfermer Jean dans la retraite qu'il avait choisie, et de l'y tenir comme assiégé [1]. Il prit d'abord cette résolution, et s'il avait persisté dans ce genre d'attaque, il eût peut-être terminé la guerre dans la plaine de Sanno ; cependant l'argent lui manquait pour la solde de ses troupes, et déjà deux cents fusiliers avaient passé à l'ennemi lorsqu'il avait refusé de les payer [2]. D'ailleurs, on lui avait rapporté que le pape voulait rappeler ses troupes et se déclarer neutre. Il résolut alors de combattre, pour l'encourager s'il était victorieux, ou même pour éveiller son ressentiment s'il était vaincu. Un prisonnier que les Angevins avaient relâché lui indiqua un passage au travers des montagnes pour entrer dans la presqu'île ; il y pénétra en effet pendant la nuit du 7 juillet 1460, et il surprit ses ennemis. Les soldats de Ferdinand, croyant déjà le duc de Calabre sans ressources, se déban-

[1] *Jovianus Pontanus, De bello Neapolitano.* L. I, p. 17.—[2] *Commentarii Pii Papæ II.* L. IV, p. 104.

dèrent pour piller son camp; plusieurs milliers de paysans qui avaient suivi le roi pour partager sa victoire donnèrent l'exemple du désordre; et lorsque les capitaines angevins, revenus de leur surprise, commencèrent à leur tour à attaquer les assaillants, cette cohue de pillards acheva de jeter la confusion dans les troupes aragonaises. La cavalerie, resserrée dans un espace trop étroit, ne pouvait se déployer[1]. Le jour avait paru cependant, et bientôt la chaleur était devenue étouffante. Les Aragonais, entassés dans l'enceinte même où ils auraient pu enfermer leurs ennemis, rompus sans pouvoir se rallier, dominés par les fortifications demeurées entre les mains des Angevins, furent mis dans une déroute d'autant plus complète, que leur résistance avait été plus longue. Ferdinand s'enfuit avec peine, suivi d'une vingtaine de chevaux; la plus grande partie de son armée demeura prisonnière. On trouva parmi les morts Simoneta, du camp de Saint-Pierre, général de l'Église, quoiqu'on ne découvrît sur son corps aucune blessure. On supposa qu'il avait été renversé de son cheval et foulé aux pieds, et que son grand âge et sa pesanteur ne lui avaient point laissé la force de se relever[2].

Après la défaite de Ferdinand à Sarno, toutes les places fortes de la Campanie et du Principato se rendirent aux Angevins; les San-Sévérini et tous les gentilshommes qu'on avait crus les plus dévoués aux Aragonais, quittèrent leur parti pour celui du duc de Calabre. Honoré Caiétan, comte de Fondi, demeura presque seul fidèle au roi dans cette province. Ferdinand s'était réfugié à Naples avec les faibles restes de son armée, et comme il n'avait aucun moyen d'y faire résistance, si Jean d'Anjou s'était présenté sous les murs de la ville aussitôt après sa victoire, il est probable que la guerre aurait été finie en peu de jours. Mais le prince de Tarente, dont le pou-

[1] *Jovianus Pontanus.* L. I, p. 20. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXVII, p. 711. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 734.

voir s'était démesurément accru pendant la guerre civile, ne désirait pas y mettre fin si tôt. Il était oncle de la reine Isabelle, femme de Ferdinand; et l'on assure que celle-ci, déguisée en moine franciscain, pénétra dans son camp, se jeta à ses pieds, et le supplia de ne pas la faire descendre d'un trône où lui-même l'avait placée. Jean-Antoine Orsini parut touché, et dès lors il se ralentit dans la poursuite de la guerre[1]. Il persuada au duc Jean d'attaquer les petites villes de Campanie plutôt que Naples; il lui fit ainsi perdre l'été sans aucun fruit, puis mettre, au commencement de l'hiver, ses troupes en quartiers dans la Pouille[2].

En même temps Piccinino se trouvait opposé dans l'Abruzze à l'armée milanaise commandée par Alexandre et Bosio Sforza, et à Frédéric, comte de Montéfeltro et d'Urbin. Piccinino vint établir son camp sur une colline, vis-à-vis de San-Fabbiano, à un mille de distance des Milanais. Un large fossé coupait la pente de cette colline; autour de ce fossé les cavaliers des deux armées s'engageaient dans de fréquentes escarmouches. Celle qui commença le 27 juillet, quatre heures avant la nuit, devint bientôt une bataille générale. Les soldats de Sforza voulaient empêcher ceux de Piccinino de passer le fossé; ceux-ci au contraire s'y obstinèrent tellement, que le combat se continua à la lueur des flambeaux, jusqu'à trois heures après la nuit close. Aucune bataille italienne n'avait encore été si obstinée ou si meurtrière; jamais on n'avait vu les soldats de deux armées rester sept heures sur la même place, sans avancer ou reculer. Enfin Piccinino, désespérant de franchir le fossé, fit sonner la retraite; mais la perte était bien plus grande dans l'armée des frères Sforza que dans la sienne; les chevaux surtout avaient beaucoup souffert : à peine y avait-il un gendarme qui ne fût démonté; le nombre des blessés était prodi-

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1133. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XXVII, p. 712. — *Jovianus Pontanus*. L. I, p. 23.

gieux ; et les chefs dès qu'ils virent le combat suspendu, au lieu de rentrer dans leur camp, ne songèrent plus qu'à leur retraite. Dans le jour, ils firent partir les blessés sur les mulets du bagage, dont ils laissèrent les fardeaux au pouvoir des ennemis ; dès la nuit suivante, ils prirent sans bruit le chemin de la Marche, et ils ne s'arrêtèrent point qu'ils n'eussent passé le Tronto [1].

Piccinino, pour mettre à profit sa victoire, poursuivit ses ennemis dans l'état de l'Eglise, et répandit la terreur et la désolation autour de Rome. Mais François Sforza, qui regardait la guerre du royaume comme sa propre affaire, dès qu'il reçut la nouvelle du succès des Angevins, fit passer de l'argent, de l'artillerie et des soldats à ses deux frères, ainsi qu'au pape et à Ferdinand, en sorte qu'il les mit en état de rétablir leur armée. Les partisans d'Aragon revinrent de leur terreur : Piccinino retourna prendre ses quartiers d'hiver en Pouille ; les deux frères Sforza se cantonnèrent autour de Rome, et la campagne se termina sans qu'il y eût rien de décidé [2].

Pendant l'hiver, Ferdinand, dont les trésors étaient épuisés, fut obligé de recourir à la bienveillance de ses sujets pour mettre sur pied une armée. Ce fut principalement par la popularité et l'éloquence naturelle de sa femme, relevée encore par le charme de sa figure, qu'il obtint les secours dont il avait besoin. Isabelle de Clermont, quatrième fille de Tristan, comte de Copertino, et de Catherine, sœur du prince de Tarente, joignait le courage, la présence d'esprit, la constance dans l'adversité, aux vertus les plus douces des femmes, à la modestie, à la grâce, et à une dévotion un peu superstitieuse. Elle fit porter avec elle dans les temples, les rues et les places publi-

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XXVII, p. 715. — *Jovianns Pontanus*. L. I, p. 29. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 734. — *Commentarii Pii Papæ II*. L. IV, p. 105. — *Guernieri Bernio*, *Cron. d'Agobbio*. p. 997. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XVII, p. 717. — *Jovianus Pontanus*, *De bello Neapol*. L. I, p. 31-33.

ques, ses enfants, dont l'aîné n'avait pas plus de deux ans; et là, elle demandait aux passants, avec une confiance qui n'était pas sans dignité, de contribuer à défendre les petits-fils d'Alfonse, le bienfaiteur du royaume ; à défendre des princes italiens de naissance et leurs concitoyens, dont la domination devait leur être chère; à repousser ces Français renommés pour leur arrogance, qui voudraient introduire au milieu d'eux une langue et des mœurs étrangères. Personne ne résistait à cette noble solliciteuse ; et comme il restait peu d'argent dans les coffres des particuliers, tous s'empressaient d'envoyer aux commissaires royaux des chevaux, des mulets de bagage, des armures, des habillements pour les soldats, des cuirs pour les équipages, des toiles pour les tentes, enfin tout ce qui pouvait être employé dans un grand besoin public [1]. Isabelle ne vécut point assez pour voir Ferdinand se rendre indigne de l'affection du peuple qu'elle cherchait à lui concilier. Elle lui avait déjà donné neuf enfants, lorsqu'elle mourut à la fin de la guerre.

[1] *Jovianus Pontanus.* L. I, p. 32.

CHAPITRE XII.

La république de Gênes, soulevée par les intrigues de l'archevêque Paul Frégoso, secoue la domination des Français et remporte sur le roi René une grande victoire. — Désastres du parti angevin dans le royaume de Naples. — Tyrannie de Paul Frégoso à Gênes. Cette république se soumet au duc de Milan. — Dernières années de Cosme de Médicis.

1460-1464.

1460. — Aussi longtemps que la république de Gênes n'avait point vacillé dans son attachement pour le parti d'Anjou, ce parti avait pu recevoir avec facilité des secours de France; les galères de la république étaient toujours prêtes à transporter des soldats et des munitions de Provence en Calabre, et les ports de la Ligurie leur offraient des lieux de relâche. Gênes paraissait satisfaite de la domination de la France, et Louis de la Vallée, qui y avait été envoyé comme gouverneur au départ du duc Jean, n'avait d'aucune manière excédé ses droits, ou offensé les esprits si irritables de cette république. Cependant, l'absence d'un grand nombre de citoyens avait, dans les années précédentes, considérablement diminué les revenus publics; les fléaux de la guerre et de la peste avaient ruiné le trésor, et les expéditions annuelles dans le royaume

de Naples demandaient des dépenses nouvelles, auxquelles on ne savait comment suffire. On avait recours à des emprunts forcés, à des contributions imposées arbitrairement sur les citoyens les plus riches; et ces impôts, qui mettaient l'intérêt privé en lutte immédiate avec l'autorité, causaient beaucoup de mécontentement. Les conseils délibérèrent à plusieurs reprises sur les moyens de rétablir l'ordre dans les finances. Les nobles proposaient d'augmenter les droits sur les consommations; les plébéiens, au contraire, de soumettre aux impositions générales tous ceux qui, par des priviléges, en avaient été exemptés. Cette contestation entre les privilégiés et le peuple ralluma bientôt les anciennes haines : le gouverneur français penchait pour les nobles; ce fut une raison pour les plébéiens de faire revivre les partis des Adorni et des Frégosi, dont on avait exilé les chefs. Le roi de France ayant demandé aux Génois d'armer quelques galères contre les Anglais, avait par là donné matière à un nouveau mécontentement. Plusieurs riches marchands génois étaient établis à Londres, et la république ne voulait pas les compromettre [1]. 1461. — Chaque jour de nouveaux conseils étaient assemblés, et leurs disputes étaient interminables; lorsque dans une de ces assemblées, le 9 mars 1461, un homme obscur, dont le nom même ne fut pas connu, s'écria que c'était par les armes et non par de vaines discussions que le peuple devait soutenir ses droits; en même temps il sortit en furieux du conseil, et parcourut le faubourg Saint-Étienne, en appelant ses concitoyens aux armes [2].

Le nombre de ceux qui se rassemblèrent à ce cri séditieux n'était pas d'abord très considérable; mais le commandant et les magistrats crurent devoir les ramener par la douceur;

[1] *P. Bizarri S. P. Q. Genuens. Hist.* L. XIII, p. 303.—*Ag. Giustiniani.* L. V, f. 214. I.
—[2] *Joann. Simonetæ*, L. XVIII, p. 719. —*Uberti Folietæ. Gen. Hist.* L. XI, p. 612. — *P. Bizarri.* L. XIII, p. 304. — *Ag. Giustiniani.* L. V, f. 214.

et pendant qu'ils négociaient, de nouveaux mécontents se joignirent aux pelotons déjà formés. La nuit encouragea les rebelles; la ville entière fut sous les armes, et Louis de la Vallée se retira sans combat dans la forteresse du Castelletto, en chargeant les magistrats de continuer des négociations qui paraissaient devoir réussir. Mais pendant ce temps Paul Frégoso, archevêque de Gênes, entra dans la ville avec une troupe tumultueuse de paysans dévoués à sa faction. Paul était frère de ce Pierre Frégoso, qui avait été tué deux ans auparavant. Non moins violent, non moins ambitieux, non moins sanguinaire que son frère, Paul n'avait point pu, comme lui, dans l'état ecclésiastique qu'il avait embrassé, racheter ces vices par une haute réputation militaire. En même temps, et par une autre porte, Prosper Adorno entra dans la ville avec d'autres paysans dévoués à sa famille. Les plébéiens avaient à peine obtenu la victoire, que déjà ils se divisaient entre leurs deux anciennes factions, et le même jour où les Français s'étaient retirés dans le Castelletto, il se livra plusieurs combats entre les Adorni et les Frégosi, dans plusieurs quartiers de la ville [1].

Déjà le parti des Adorni paraissait s'être réconcilié avec les Français, par l'entremise des Spinola et de la noblesse: déjà l'on voyait une disposition générale parmi le peuple à chasser de la ville Paul Frégoso, qu'on croyait animé du désir de venger son frère. Mais les agents secrets du duc de Milan et ceux de Frégoso se répandirent dans le peuple, et l'exhortèrent à se défier des intrigues de la noblesse, à ne point perdre l'occasion qu'il tenait déjà de recouvrer la souveraineté, à chasser les étrangers, et à reconstituer la république. La sédition, par leurs menées, se ranima avec plus de fureur que jamais, et la populace entreprit le siége du Castelletto. En

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVIII, p. 270.—*Uberti Folietæ.* L. XI, p. 613.—*P. Bizarro.* L. XIII, p. 304.

même temps Frégoso profita de cette faveur renaissante pour entamer une négociation avec Adorno; il lui représenta que leurs intérêts à tous deux étaient les mêmes, que tous deux étaient chefs du parti populaire, et engagés par là dans une lutte éternelle avec le parti des nobles ou celui des étrangers; que, leurs forces étant égales, il était plus sage de faire alterner entre eux l'autorité ducale que de se la disputer plus longtemps les armes à la main. Non seulement il proposa de déférer tour à tour la magistrature à l'un puis à l'autre, mais puisqu'il fallait que l'un ou l'autre cédât à son rival l'honneur de régner le premier, il déclara qu'il était prêt à donner l'exemple de la modération, à porter Prosper Adorno sur le trône ducal, et à se contenter lui-même du crédit que lui donnait sa dignité d'archevêque de Gênes. Pendant cette négociation, Prosper et Paul avaient tous deux été obligés de sortir de la ville, où huit capitaines du peuple, nommés par une assemblée populaire, exerçaient temporairement le pouvoir suprême. Mais dès que la convention proposée par Frégoso fut signée entre eux, ils rentrèrent ensemble dans Gênes, les capitaines du peuple abdiquèrent leur magistrature, et Prosper Adorno, porté également par les deux partis, fut élu doge avec une unanimité qu'on voyait rarement à Gênes [1].

Cependant il était urgent de chasser la garnison française du Castelletto; et comme l'artillerie et l'argent manquaient également pour cette entreprise, Prosper et Paul recoururent à François Sforza, qui avait dirigé jusqu'alors la révolution, et qui désirait, plus vivement encore que les Génois, faire sortir les Français de la Ligurie. Le duc de Milan redoutait moins dans cette occasion d'exciter la colère du roi de France, parce qu'il était assuré de l'amitié du dauphin, qui fut depuis Louis XI, lequel faisait cause commune avec tous les ennemis

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 736.—*Uberti Folieta*. L. XI, p. 614. — *P. Bizaro*. L. XIII, p. 306.—*A. Giustiniani*, L. V, f. 215.

de son père [1]. Le duc fit donc passer à Gênes de l'artillerie et de l'argent, et l'on commença avec vigueur le siége de la forteresse. Comme on vit bientôt renaître entre Prosper Adorno et Paul Frégoso la défiance et l'inimitié, le duc appela Frégoso à Milan, pour laisser Prosper tout entier aux soins de la guerre étrangère [2].

Cependant Charles VII rassemblait une armée dans les provinces méridionales de France ; dix vaisseaux longs furent préparés pour la recevoir, et le vieux roi René se chargea de la conduire. Elle était composée de six mille soldats presque tous gentilshommes, armés de casques et de cuirasses comme les cavaliers, mais combattant à pied ; car les chevaux étaient de peu de service dans le pays montueux où ils devaient agir. René vint, au mois de juillet, prendre langue à Savone, qui était demeurée fidèle aux Français, et il y fut joint par presque toute la noblesse génoise, qui de son côté avait fait armer ses vassaux. L'approche d'une armée si redoutable inspira dans Gênes une extrême terreur. François Sforza y avait déjà envoyé Marco Pio, seigneur de Carpi, avec un corps considérable de cavalerie ; il y fit aussi retourner en hâte Paul Frégoso qu'il avait eu soin de réconcilier avec Adorno. Paul, avec la troupe de Sforza et la fleur de la jeunesse génoise, se chargea de la défense des montagnes ; Prosper prit sur lui celle de la partie habitée de la ville. Ces magistrats factieux, pour se procurer de l'argent dans ce moment critique, firent saisir trente des plus riches citoyens de Gênes, leur demandant de payer une contribution arbitraire pour se racheter. Mais, au milieu des fureurs de la guerre civile, il restait encore dans Gênes un sentiment si vif du respect dû aux lois, que, parmi ces trente captifs, il ne s'en trouva pas un qui ne se déclarât prêt à tout souffrir, plutôt que d'encourager une

[1] *Johann. Simonetta.* L. XXVIII, p. 721. — [2] *Uberti Folietta.* L. XI, p. 615. — *Bernard. Corio, Hist. Milanesi.* T. VI, p. 955.

semblable violation de la liberté publique, en payant lâchement une rançon [1].

Le roi René avait couché à Varagine, et ses troupes de débarquement s'en étaient emparées; de là, elles s'étaient avancées, sans rencontrer de résistance, jusqu'à San-Pier d'Aréna, et la flotte française était à l'ancre en face de ce faubourg. Si elle avait forcé l'entrée du port, et si l'armée avait livré un assaut dès son arrivée, peut-être la ville, effrayée et découragée, aurait-elle été prise ; mais les émigrés qui suivaient le camp français espéraient ramener l'ordre dans leur patrie par des négociations ; ils supplièrent le roi de n'en pas venir tout de suite à la violence, et celui-ci, qui avait de l'affection et de la reconnaissance pour les Génois, céda facilement à leurs instances [2]. Cependant le troisième jour, 17 juillet, lorsqu'il vit ses ennemis redoubler leurs préparatifs de défense, il donna ses ordres pour attaquer les hauteurs. L'armée française, partie du couvent de San-Bénigno, se mit en mouvement en trois divisions, pour s'emparer, au lever du soleil, de la montagne qui domine ce couvent. La première éminence fut forcée par les Français avec peu de perte, et la première division génoise fut repoussée ; mais la disposition du terrain rendait la défense des Génois facile dans leur retraite, tandis que les Français, exposés à un soleil ardent, commençaient à souffrir de la soif. Cependant la bataille était encore égale à midi, lorsque trois soldats de Sforza, renommés par leur vaillance, arrivèrent de Milan à Gênes, et accoururent sur le champ de bataille, en annonçant la venue prochaine de Tiberto Brandolini, avec un corps nombreux de cavalerie. Les combattants crurent cette cavalerie déjà dans l'enceinte des murs. Le nom de Sforza fut répété par les Génois avec de grandes acclama-

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XXVIII, p. 723. — *Uberti Folietæ*. L. XI, p. 616. — *P. Bizarri*. L. XIII, p. 308. — *Ag. Giustiniani*. L. V, f. 216. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XVIII, p. 723. — *Ub. Folietæ*. L. XI, p. 617.

tions ; bientôt on crut reconnaître ce renfort dans une troupe de paysans de Polsévéra qu'on voyait s'approcher ; les Français perdirent courage, et commencèrent à tourner le dos. Leur corps de réserve essaya vainement de les soutenir ; tous les paysans et les bourgeois rassemblés sur les hauteurs, qui jusqu'alors n'avaient pas osé prendre part au combat, se précipitèrent sur des ennemis qui fuyaient. Les Français furent renversés sur le revers des collines et acculés sur le rivage. On assure que René, voyant leur déroute, ne voulut point faire approcher ses vaisseaux pour les recevoir, déclarant que des chevaliers qui fuyaient ne méritaient ni compassion ni secours. La déroute en fut plus complète ; ce fut peut-être la bataille la plus sanglante qui de tout le siècle eût été livrée en Italie. On trouva deux mille cinq cents morts sur le champ de bataille, et cependant un nombre considérable de fuyards s'étaient noyés en se jetant à la mer pour regagner leurs vaisseaux. La pesanteur de leurs armes n'avait permis à pas un d'entre eux de s'échapper à la nage, en sorte que tous ceux qui ne périrent pas furent pris [1]

Mais à peine cette victoire avait-elle été remportée par les armes réunies de Prosper Adorno et de Paul Frégoso, que la jalousie de ces deux rivaux éclata avec une nouvelle fureur. Prosper donna ordre aux portes de ne point laisser entrer Frégoso ou ses partisans : ceux-ci traversèrent le port avec des barques, et une fois dans la ville, ils ne voulurent plus en sortir. Des négociations on en vint aux armes, et le jour même qui avait été signalé par une bataille si meurtrière contre les Français, les vainqueurs s'en livrèrent entre eux une seconde dans l'enceinte des murs. L'armée milanaise, présente à ce combat, ne voulut point y prendre part ; elle déclara n'avoir

[1] *Joann. Simonetæ*. XXVIII, p. 725.—*Uberti Folietæ*. L. XI, p. 618.—*P. Bizarri*. L. XIII, p. 309.—*Ag. Giustiniani*. L. V, f. 216.—*Cristof. da Soldo*. T. XXI, p. 893.—*Comment. Pii Papæ II*. L. V, p. 126. — *Bern. Corio*. P. VI, p. 956.

d'autre ordre que celui de secourir conjointement les Adornes et les Frégoses, et ne savoir lesquels choisir entre eux. Enfin Prosper Adorno fut forcé de sortir de la ville avec tous ses partisans ; Paul croyant alors la dignité de doge inconciliable avec celle d'archevêque, la fit donner à son cousin Spinéta Frégoso. Le roi René ne pouvait plus défendre le Castelletto ; il espéra de susciter un ennemi à l'archevêque dans sa famille, en livrant cette forteresse à ce même Louis Frégoso qui avait été doge de 1448 à 1450. Mais Paul, assuré de sa supériorité, fit rentrer Louis dans son parti, en le faisant nommer doge à la place de Spinéta. René laissa pour commandant à Savone le même Louis de la Vallée qui avait commandé à Gênes, et il revint en France, où la mort de Charles VII, survenue le 22 juillet [1], lui avait fait perdre l'appui sur lequel il comptait le plus. Louis XI, qui succédait à Charles, avait toujours été, comme dauphin, l'allié des ennemis de son père; cependant il déclara aux ambassadeurs de François Sforza qu'il punirait désormais, comme roi de France, les hostilités qu'il avait encouragées avant de régner [2].

La rébellion de Gênes était un échec cruel pour le parti d'Anjou qui combattait à Naples ; elle le privait de subsides annuels, d'une flotte redoutable, et même de la coopération de l'armée défaite devant Gênes, que René aurait amenée à son fils dans le royaume de Naples, s'il avait eu à Gênes les succès qu'il pouvait attendre. La guerre cependant se continuait dans le royaume de Naples, et Pie II, auxiliaire intéressé de Ferdinand, prenait possession en son propre nom des fiefs que son général, Frédéric de Montéfeltro, enlevait aux Angevins. En même temps, il faisait donner à son neveu, en récompense de ses services, Castiglione de la Pescaia,

[1] *Enguerr. de Montrelet. Chroniques.* V. III, f. 87, v.—[2] *Joann. Simonetæ.* L. XXVIII, p. 726.—*Uberti Folietæ.* L. XI, p. 619-620. — *P. Bizarri.* L. XIII, p. 311. — *Ag. Giustiniani.* L. V, f. 217.

qu'une garnison napolitaine occupait encore en Toscane[1].

Durant cette campagne, la guerre fut presque renfermée dans l'enceinte de la Pouille. Ferdinand était venu se jeter dans Barlette; outre cette ville, il possédait encore Trani; le reste de la province était entre les mains du duc de Calabre, qui se disposait même à assiéger dans Barlette le monarque aragonais. L'arrivée d'Alexandre Sforza fit diversion à ses desseins; bientôt il vit avec étonnement un nouvel adversaire s'armer contre lui. George Castriot, surnommé Scanderbeg, le héros de la chrétienté, quittant les guerres des Turcs en Épire, débarqua sur le rivage de Pouille avec huit cents Albanais, pour porter du secours au fils de cet Alfonse d'Aragon dont il avait si souvent obtenu l'assistance. Les Français du duc de Calabre ne tournaient leurs armes qu'avec répugnance contre ce valeureux champion de la foi. Ferdinand, ayant par ces divers renforts recouvré l'avantage, assiégea et prit la ville de Gésualdo, puis celle de Nola, sous les yeux des Angevins; après quoi il mit ses troupes en quartiers d'hiver[2].

Mais encore que le duc de Calabre n'eût point conservé dans cette campagne les avantages qu'il avait remportés dans la précédente, sa situation paraissait toujours bien meilleure que celle de Ferdinand. Louis XI cherchait, par des promesses, par des menaces, par tout le crédit de sa puissante monarchie, à détacher François Sforza de l'alliance du roi de Naples; en même temps il menaçait Pie II de faire assembler un concile en France, si ce pape continuait à prodiguer au bâtard d'Aragon les subsides que la chrétienté avait fournis pour combattre les Turcs. Pie II hésitait; il écrivait au duc de Milan que la guerre de Naples était une hydre toujours

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXVIII, p. 727.—*Augustini Dathi Fragmentum Historiæ Senensis. Rer. Ital.* T. XX, p. 61. — *Comment. Pii Papæ II.* L. IV, p. 107. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXVIII, p. 729.—*Jovianus Pontanus, De bello Neapol.* L. II, p. 34-42.—*Comment. Pii Papæ II.* L. VI, p. 155.

renaissante; que les trésors de l'Église étaient épuisés par ses victoires mêmes; que son devoir comme son intérêt l'appelaient à demeurer neutre entre les princes chrétiens. François Sforza, qui seul était l'appui de Ferdinand, n'était lui-même entouré que de partisans de la maison d'Anjou. Les Florentins et Cosme de Médicis, ses plus anciens alliés, le sénat de Milan, et sa femme elle-même, Blanche Visconti, le sollicitaient d'abandonner un prince qui ne pouvait se soutenir sur le trône, et d'assurer à ses propres enfants la puissante protection de la maison de France. Ces instances redoublèrent encore lorsque François Sforza fut atteint, au commencement du mois d'août, de violentes douleurs articulaires, et en même temps d'une hydropisie. Blanche Visconti, qui ne conservait presque aucune espérance de sa guérison, le suppliait de ne pas laisser sa famille engagée dans une guerre aussi dangereuse, et d'accorder plutôt la main de sa fille Hippolyte au duc de Calabre qui la demandait de nouveau. Le bruit de la mort de Sforza s'étant répandu dans ses états, causa un soulèvement à Plaisance, qui put lui faire comprendre quelles révolutions éclateraient à son décès[1]. Son fils naturel, Sforzino, cherchait lui-même à lui débaucher un corps de troupes, pour le conduire aux Angevins[2]. Mais François Sforza, inébranlable dans le plan de politique qu'il avait adopté, fidèle en même temps à des engagements qu'il regardait comme sacrés, repoussa toutes les instances de ses amis et de sa famille, et déclara qu'il demeurerait attaché à Ferdinand jusqu'à sa mort.

1462. — Dès que le duc de Milan commença à se rétablir de sa dangereuse maladie, il fit arrêter, au mois de février 1462, le comte Tiberto Brandolini, un de ses plus braves généraux, qu'il soupçonnait d'avoir eu part au soulèvement de Plaisance, et d'avoir traité ensuite avec Piccinino et le duc

1 *Anton. de Ripalta Annal. Placent.* T. XX, p. 907. — 2 *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 739. *Ibid.* p. 756.

de Calabre, pour passer au service de la maison d'Anjou. Déjà, depuis six mois, il retenait en prison son propre fils Sforzino, et il ne lui fit grâce de la vie que sur les sollicitations de sa femme [1]. Brandolini fut condamné à une détention perpétuelle; mais le 12 septembre suivant, il se coupa lui-même la gorge en prison, à ce que prétendirent ses geôliers [2]. Ainsi disparaissaient peu à peu tous ces fameux condottiéri, amis dangereux par leur manque de foi, et ennemis impitoyables, dont la puissance, indépendante de celle des souverains, avait fait trembler l'Italie, et dont la vie n'était point protégée par les lois sociales, qu'ils foulaient eux-mêmes aux pieds. François Sforza, le plus habile et le plus heureux de ces condottiéri, en fit périr un grand nombre, sur des accusations qui, dans le système de guerre alors reçu, n'emportaient ni crime ni déshonneur : il semble que les connaissant mieux, pour avoir vécu longtemps dans leurs rangs, il ressentait une défiance plus jalouse de leurs projets et de leur grandeur.

Les subsides considérables que François Sforza faisait passer à Rome, pour entretenir, de concert avec le pape, l'armée de Frédéric de Montéfeltro, et soudoyer seul celle de son frère Alexandre, ne suffisaient point encore pour assurer l'avantage au parti d'Aragon. Ferdinand, en s'emparant, le 22 avril, de la ville de Sarno, avait bien soumis à ses lois toute la terre de Labour entre les rivières de Sarno et de Vulturne [3]; mais le manque d'argent l'avait contraint ensuite à demeurer inactif, tandis que Piccinino et le prince de Tarente s'emparaient, au commencement de l'été, de Giovénazzo, de Trani et d'Andria; et que le prince d'Anjou, avec une autre armée, soumettait toute la province voisine de Montégargano [4]. Ce

[1] *Guernieri Bernio, Cron. d'Agobbio.* p. 1002. — [2] *Annal. Foroliviens.* T. XXIII, p. 226. *Joann. Simonetæ.* L. XXVIII, p. 734. — [3] *Commentar. Pii Papæ II.* L. X, p. 245. — *Jovianus Pontanus.* L. II, p. 45. — [4] *Joann. Simonetæ.* L. XXIX, p. 735. — *Comment. Pii Papæ.* L. X, p. 246. — *Jov. Pontan.* L. IV, p. 60.

ne fut qu'au commencement du mois d'août que Ferdinand se joignit à Alexandre Sforza, et passa, avec son armée, de la Campanie dans la Pouille; mais dès lors il vit commencer pour lui une suite de succès presque sans mélange de revers. Il entreprit le siége du château d'Orsaria, à peu de distance de Troie ; le duc Jean et Piccinino voulurent le lui faire lever ; une escarmouche, engagée le 18 août entre les deux armées, se changea bientôt en un combat général. L'armée des Angevins, tournée à deux reprises par l'habileté d'Alexandre Sforza, fut enfin mise en déroute. Une partie seulement des fuyards put entrer à Troie ; les autres, poursuivis dans la campagne et dissipés, furent faits prisonniers. Cependant Piccinino, remarquant du haut des murs de Troie le désordre des vainqueurs épars dans les champs à la recherche des prisonniers et du butin, fondit à son tour sur eux, et délivra de leurs mains un grand nombre de captifs[1]. Cette faible revanche ne suffit pas pour qu'il se crût en état de demeurer en présence de l'ennemi; après s'être retiré avec le duc Jean à Lucéria, il alla rejoindre le prince de Tarente, laissant Troie et presque toute la Pouille entre les mains de Ferdinand[2].

A peine ces deux chefs du parti angevin étaient arrivés auprès du prince de Tarente, lorsqu'un vaisseau y apporta aussi Sigismond Malatesti, qui venait leur demander des secours. Le prince de Rimini, chargé par le duc de Calabre d'inquiéter le pape dans ses propres états, avait été surpris lui-même à Mondolfo, par Frédéric de Montéfeltro, dans la nuit du 13 au 14 août, quatre jours avant la défaite de Troie, comme il revenait de Sinigaglia, dont il s'était emparé. Le comte d'Urbin, poursuivant sa victoire, avait conquis, durant le courant de septembre, presque toutes les forteresses de Malatesti, et ne

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXIX, p. 738. — *Comm. Pii Papæ II.* L. X, p. 247-248.— *Jo. Pontan.* L. IV, p. 68-70. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXIX, p. 740. — *Joann. Joviani Pontani.* L. IV, p. 71.

lui avait laissé que la ville de Rimini. Sigismond ignorait le désastre du duc de Calabre, et le duc de Calabre ignorait le sien ; leur découragement fut extrême quand ils se virent presque en même temps privés de leurs soldats[1].

Jean-Antoine Orsini, prince de Tarente, auprès duquel s'étaient réunis tous ces généraux, regarda dès lors les affaires de la maison d'Anjou comme désespérées, et se hâta de conclure avec Ferdinand un traité qu'il négociait secrètement depuis longtemps. Dès l'époque de la bataille de Sarno, il avait mis peu d'activité à poursuivre la guerre ; il avait donné au duc de Calabre des conseils qui avaient retardé ses succès, et il ne l'avait point aidé de ses immenses trésors qui étaient encore intacts. On ne pouvait s'attendre, il est vrai, à ce qu'un prince, arrivé à une vieillesse avancée, et malade de la fièvre pendant une partie de l'année, déployât l'activité d'un jeune homme. Les Angevins, craignant de l'aliéner, ménageaient ses faiblesses et son avarice hors de saison. Ferdinand, d'autre part, avait chargé le cardinal de Ravenne, et Antoine Trezzo, ambassadeur du duc de Milan, de lui faire les offres les plus brillantes : il l'appelait toujours son oncle, et il l'entretenait du respect et de l'amour qu'il conservait dans son cœur pour lui ; non seulement il lui promettait de lui assurer tous les fiefs, toutes les juridictions dont Orsini avait été en possession sous le règne d'Alfonse, il lui rendait encore les fonctions de capitaine-général, et la paie de quatre-vingt mille florins qui y était attachée ; et, pour que le prince de Tarente pût se retirer honorablement de son ancienne alliance, Ferdinand offrait un sauf-conduit au duc de Calabre, à Piccinino et à leur armée, pourvu qu'avant quarante jours cette armée eût évacué les états du prince, et se fût mise en marche pour l'Abruzze[2].

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XXIX, p. 742. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 745. — *Guernieri Bernio*. *Cron. d'Agobbio*. p. 1003. — *Comment. Pii Papæ II*. L. X, p. 283. — [2] *Jovianus Pontanus*. *Neap. Belli*. L. IV, p. 72. — *Joann. Simonetæ*. L. XXIX, p. 743.

A ces conditions, la paix fut signée à Biséglio, en Pouille, le 13 septembre 1462, et le pape et le duc de Milan se rendirent garants du roi.

1463. — Le prince d'Anjou et Piccinino prirent en effet leurs quartiers d'hiver dans l'Abruzze, et cette province devint au printemps suivant le théâtre de la guerre. Les expéditions de Piccinino n'avaient plus pour but que de faire subsister ses troupes, et le duc de Calabre, tombé dans la dépendance de son général, était obligé d'achever la ruine des sujets par l'affection desquels il avait compté monter sur le trône. C'est ainsi que Célano fut livré au pillage, et que Sulmone fut prise et se racheta par une contribution[1]. Mais, malgré ces succès partiels, Piccinino regardait la ruine de son patron comme imminente; il ne voulut pas y être enveloppé : il signa, le 10 août, un traité séparé avec Alexandre Sforza; il passa au service de Ferdinand avec son armée, et il se fit assurer en récompense la ville de Sulmone avec un grand nombre de châteaux, et quatre-vingt-dix mille florins d'or de traitement annuel[2]. La ville d'Aquila, menacée par les armes d'Alexandre Sforza, capitula de même, avec la plus grande partie de l'Abruzze; enfin, Marino Mazano, duc de Suessa et prince de Rossano, dans les fiefs duquel se trouvait alors le duc de Calabre, capitula le dernier, en sorte que le malheureux prince d'Anjou, après avoir été accueilli avec enthousiasme par un parti nombreux et proclamé par toutes les provinces, se vit abandonné par la fortune, trahi par ses amis, et forcé de chercher un asile dans le voisinage des états auxquels il prétendait, à l'île d'Ischia, qui lui fut livrée, aussi bien que le château de l'Œuf, près de Naples, par deux Catalans mécontents de Ferdinand[3].

— *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 747. — *Cristoforo da Soldo Istor. Bresciana*. p. 894. — *Comment. Pii Papæ II*. L. X, p. 250. — [1] *Joann. Jovianus Pontanus*. L. IV, p. 77-78. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 747. — *Cronica di Bologna*. p. 752. — *Crist. da Soldo. Istor. Bresciana*. p. 897. — *Comment. Pii Papæ II*. L. XII, p. 319. — [3] *Joannis*

Pendant ce temps, Sigismond Malatesti, seul allié qui fût resté à la maison d'Anjou en Italie, était poursuivi avec acharnement par Frédéric de Montéfeltro : il avait déjà perdu Fano, Sinigaglia, et presque tous ses châteaux, et il avait recouru à plusieurs reprises à la miséricorde du pontife. Les ambassadeurs vénitiens sollicitaient en sa faveur ; ceux de Florence le recommandaient aussi à la générosité de Pie II, auquel ils représentaient que Sigismond, poussé à bout, livrerait peut-être aux Turcs son port de Rimini [1]. Le pape se détermina enfin à lui accorder la paix au mois d'octobre 1463, mais en réduisant son territoire à cinq milles de rayon autour de Rimini, et celui de son frère Dominique Malatesti à un rayon semblable autour de Césène. A la mort de ces deux princes, leurs deux villes devaient être réunies au domaine immédiat de l'Église romaine [2].

Sur ces entrefaites, Jean-Antoine Orsini, prince de Tarente, mourut le 16 novembre dans son château d'Alta-Mura ; on eut soin d'annoncer que c'était de vieillesse : cependant le bruit se répandit bientôt qu'il avait été étranglé par ses domestiques, que Ferdinand avait corrompus. Le roi se défiait toujours de ce prince, qui était demeuré en correspondance avec le duc de Calabre. Dès qu'il apprit sa mort, il accourut dans ses fiefs pour prendre possession de son héritage, comme mari de sa nièce : il y trouva d'immenses trésors en argent monnayé, des marchandises de tout genre, de superbes haras de chevaux, des troupeaux nombreux, et dans ses places de guerre quatre mille hommes de bonnes troupes. Les richesses mobilières du prince de Tarente furent estimées à un million de florins ; et ses fiefs, qui furent réunis à la couronne, étaient

Simonetæ. L. XXX, p. 748. — [1] *Comment. Pii Papæ II*. L. X, p. 266-272. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 749. — *Cron. di Bologna*. T. XVIII, p. 753. — *Istoria Bresciana*. T. XXI, p. 897. — *Guern. Bernio. Cron. d'Agobbio*. p. 1006. — *Commentar. Pii Papæ II*. L. XI, p. 298. — *Scipionis Claramontii Hist. Cæsenæ*. L. XVI, p. 424. — *Thesaurus Burmanni*. vol. VII, P. II.

les plus opulents et les plus vastes du royaume de Naples. Ainsi Ferdinand, par la mort de l'homme qu'il redoutait le plus, devint tout à coup le plus riche et le plus puissant souverain de l'Italie[1].

1464. — La mort du prince de Tarente acheva de renverser les espérances de la maison d'Anjou : le vieux roi René était parti de Marseille avec dix galères, au printemps de 1464, pour porter du secours à son fils; mais, après l'avoir joint à l'île d'Ischia, et avoir délibéré avec lui sur l'état de leurs affaires, ils sentirent tous deux qu'il était inutile de répandre plus de sang et de dépenser plus de trésors pour une cause déjà perdue. Ils se rembarquèrent donc et retournèrent en France, abandonnant, après six ans de combats, un pays où ils avaient signalé leur valeur et leur loyauté, mais où leur courage non plus que leurs douces vertus ne les avaient point préservés d'une suite de calamités[2].

On eût dit que les Français, dégoûtés de ces guerres d'Italie, voulaient s'ôter jusqu'à la possibilité de rentrer dans ce pays. Il ne restait plus en leur pouvoir que Savone, où Louis XI entretenait une garnison qui lui coûtait beaucoup, et dont il n'attendait aucun avantage. Il résolut de céder cette place à Sforza, pour regagner ainsi l'amitié de ce prince, avec lequel il avait entretenu de précédentes liaisons. Un traité fut conclu entre eux, moyennant lequel non seulement Conrad Foliano, officier du duc de Milan, fut mis en possession de Savone au commencement de février 1464, mais encore tous les droits que le roi de France avait acquis sur Gênes par son accord avec les Génois furent transmis au duc de Milan; et ce singulier traité, qui appelait François Sforza à faire valoir des

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1133. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 753. — *Jovianus Pontanus*. L. V, p. 84. — *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 750. — [2] *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 761. *Jov. Pontanus*. L. VI, p. 91. — *Giannone Istoria civile del Regno*. L. XXVII. C. I, p. 551-560.

prétentions qu'il venait de combattre, fut notifié par les ambassadeurs français à toute l'Italie[1].

Le duc de Milan, après s'être mis ainsi à couvert du ressentiment de la France, ne douta pas d'obtenir en peu de temps la seigneurie de Gênes. Les quatre années qui s'étaient écoulées depuis l'expulsion des Français avaient été à Gênes une période non interrompue de séditions, de violences et de pillages. 1462. — Louis Frégoso, qui avait été reconnu pour doge, était un homme doux et juste, mais faible, qui, cherchant à rétablir dans la ville le calme et l'empire des lois, se trouvait sans cesse entravé par son turbulent cousin Paul Frégoso, archevêque de Gênes. Celui-ci rassemblait autour de lui tous ces factieux nourris dans les guerres civiles; tous ces brigands amnistiés, qu'on avait vus combattre avec vaillance pour le parti vainqueur, mais qui, en temps de paix, n'avaient aucun revenu, aucune industrie, pour fournir à leurs besoins ou à leurs vices. L'archevêque leur rappelait sans cesse que c'était lui, que c'étaient eux, qui avaient chassé de Gênes les Français, les nobles et les Adorni; que cette triple victoire avait été acquise de leurs dangers et au prix de leur sang; mais qu'une ingrate patrie les condamnait, lui à de timides fonctions ecclésiastiques, au milieu de ses prêtres, eux au mépris et à la misère. S'ils voulaient cependant l'en croire, ce ne serait pas pour d'autres, mais pour eux-mêmes qu'ils auraient combattu. Ceux qui les avaient offensés n'oseraient plus lever les yeux devant eux, et les richesses n'appartiendraient plus qu'à ceux qui les méritaient, aux plus braves. Ayant par ces discours enflammé les passions de ses redoutables partisans, l'archevêque les mena, le 14 mai 1462, à l'attaque du palais public; il y surprit le doge son cousin, qui n'avait aucune défiance de lui; il l'en chassa, et se fit sa-

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXX, p. 752. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 755.

luer doge à sa place. Cependant cette violence excita un mouvement si universel d'indignation ; tous les honnêtes gens, tout le peuple, témoignèrent tant d'éloignement pour un prélat qui troublait ainsi la paix publique et qui outrageait les lois ; le nombre de ses adhérents parut si petit, comparé à la foule qui lui était contraire, que Paul Frégoso, effrayé, abdiqua de lui-même, avant qu'un mois fût écoulé, l'autorité qu'il avait usurpée. Huit capitaines du peuple prirent aussitôt sa place, et peu de jours après, le 8 de juin suivant, Louis Frégoso fut pour la troisième fois décoré de la couronne ducale[1].

Paul Frégoso cependant n'avait abdiqué que pour se donner le temps de rassembler de nouvelles forces par de nouvelles intrigues ; avant la fin de la même année, secondé par une bande de scélérats, il enleva son cousin, il le fit conduire devant la forteresse du Castelletto ; il y fit dresser une potence, et il menaça de faire pendre le doge, si les portes de la citadelle ne lui étaient pas ouvertes. 1463. — Louis ne résista point ; la forteresse fut livrée à l'archevêque : celui-ci obtint du pape des bulles, en date du 31 janvier 1463, par lesquelles Pie II, après lui avoir adressé quelques exhortations, le reconnaissait pour doge de Gênes, et le déliait, soit de ses propres serments, soit des censures ecclésiastiques qui pouvaient empêcher un prélat d'exercer des fonctions civiles et militaires[2].

Dans cette seconde administration, Paul Frégoso donna un libre cours à ses passions et à sa cupidité. Il s'était adjoint un homme non moins violent, non moins ambitieux que lui ; c'était Ibletto de Fiesque, auquel il donna le commandement de la troupe de brigands qui lui servaient de gardes et de sol-

[1] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XI, p. 620. — *P. Bizarrri S. P. Q. Genuens. Hist.* L. XIII, p. 313. — *Ag. Giustiniani Annal.* L. V, f. 217. E — [2] *Raynald. Annal. Eccles.* 1462, § 51, T. XIX, p. 123. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. XI, p. 621. — *Commentar. Pii Papæ II.* L. XI, p. 292, 293. — *P. Bizarro, Hist. Genuens.* L. XIII, p. 315. — *Ag. Giustiniani Annal.* L. V, f. 218. I.

dats. L'autorité des lois et celle des magistrats furent suspendues dans la ville; les partisans de l'archevêque entraient en plein jour dans les maisons des riches, pour enlever l'argent, les marchandises, les femmes qu'ils voulaient ravir. Chaque jour était souillé par le meurtre de quelque citoyen qui avait osé résister à ces violences, ou qui périssait victime de quelque inimitié. On eût dit que la ville avait été prise d'assaut, si ce n'est que le pillage, autorisé par le chef de la religion et de la justice, au lieu d'être passager, se prolongea pendant plusieurs mois [1]. Toute la noblesse, tous ceux qui avaient de quoi subsister hors des murs, s'enfuirent pour échapper à cette tyrannie. Toutes les villes dans les deux rivières, ne reconnaissant plus nulle part l'autorité de la république, et ne sachant comment lui demeurer fidèles, arborèrent les étendards du duc de Milan. 1474. — Ce duc séduisit Prosper Adorno, Spineta Frégoso, Jacob de Fiesque, et donna à ces puissants citoyens de nouveaux fiefs en Lombardie, pour les lier plus intimement à son parti; enfin il gagna Ibletto de Fiesque lui-même, jusqu'alors l'agent et le ministre des fureurs de l'archevêque. En même temps il fit avancer contre Gênes Jacob de Vimercato, avec une puissante armée; Paul Doria et Jérôme Spinola se joignirent à lui, avec tous les vassaux de ces deux nobles maisons [2].

Paul Frégoso se sentait trop faible pour résister à un tel orage; cependant il ne voulut ni prêter l'oreille aux négociations que François Sforza était disposé à entamer avec lui, ni renoncer à sa principauté, ni s'exposer à être accablé par le peuple, s'il attendait l'ennemi dans les murs. La forteresse de Castelletto était entre ses mains, et il la regardait comme le

[1] *Uberti Folietæ Genuens*. L. XI, p. 621. — *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 753. — *P. Bizarro*. L. XIV, p. 316. — *Ag. Giustiniani Annal*. L. V, f. 219. P. — [2] *Uberti Folietæ*. L. XI, p. 622. — *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 754. — *Bernard. Corio Storie Milanesi*. P. VI, p. 963. — *P. Bizarro Sen. Pop. que Genuens. Hist*. L. XIV, p. 317.

gage de sa rentrée future à Gênes. Il en confia la garde à Bartholomée, veuve du doge Pierre son frère, et à Pandolphe son autre frère. Il leur donna cinq cents de ses meilleurs soldats pour leur défense; prenant ensuite le reste de ces brigands déterminés qui s'étaient attachés à lui, il s'empara de quatre vaisseaux qui étaient dans le port, il les garnit d'armes et de munitions, et il sortit de Gênes pour exercer le métier de pirate, jusqu'à ce qu'une fortune plus propice lui permît de venir reprendre et la mitre pontificale et la couronne ducale qu'il était obligé de déposer momentanément [1]. Nous le verrons, en effet, recouvrer dans la suite toute sa grandeur, et y joindre encore, en 1480, la pourpre de cardinal, sous le titre de Saint-Athanase.

Après le départ de Paul Frégoso, Ibletto de Fiesque s'empara de l'une des portes et des jardins de Carignan; et c'est par là que, le 13 avril 1464, il introduisit Jacob de Vimercato dans la ville. Les autres portes lui furent livrées successivement. Ce général entreprit aussitôt le siége du Castelletto; il aurait eu de la peine à s'en rendre maître par la force; mais, au bout de quarante jours, la veuve Frégoso lui vendit cette forteresse pour quatorze mille florins d'or, et y introduisit les soldats milanais à l'insu de son beau-frère qui devait en partager la garde avec elle [2]. Cependant vingt-quatre députés furent envoyés à Milan par la république de Gênes, pour déférer la seigneurie à François Sforza, aux mêmes conditions auxquelles elle avait été accordée au roi de France, et pour prêter serment de fidélité entre ses mains [3].

Les révolutions qui, après avoir ruiné la république de Gênes, finirent par la précipiter sous un joug étranger, avaient pris leur origine dans les guerres du royaume de Naples. C'était

[1] *Uberti Folietæ*. L. XI, p. 622. — *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 754. — *P. Bizarro, Hist. Genuens*. L. XIV, p. 317. — *Agost. Giustiniani Annal*. L. V, f. 219. R. — [2] *Ub. Folietæ Hist*. L. XI, p. 623. — *P. Bizarro Hist. Genuens*. L. XIV, p. 318. — *Ag. Giustiniani*. L. V, f. 219. Y. — [3] *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 757.

pour chasser de ce royaume la maison d'Aragon que la république avait épuisé ses trésors et versé des flots de sang, et elle succombait enfin elle-même aux troubles qu'elle avait voulu exciter dans des provinces éloignées. Elle avait abandonné une cause embrassée d'abord avec tant de zèle, elle avait éprouvé toute la violence du gouvernement d'un chef de factieux, et elle avait enfin été obligée, pour retrouver la paix, de renoncer à la liberté. Pendant les mêmes années, la république de Florence évita ces convulsions violentes, parce qu'elle s'efforça de s'isoler de la grande querelle qui divisait toute l'Italie. Elle avait d'abord pris un intérêt presque aussi vif que Gênes à la grandeur de la maison d'Anjou, et elle avait été sur le point de s'engager dans la même guerre ; mais la prudence d'un de ses citoyens l'avait retenue dans la neutralité, et elle avait évité en même temps et les dangers extérieurs et les grandes commotions au dedans. Cependant elle avait éprouvé de son côté les malheurs attachés à l'empire des factions ; et si elle n'avait pas perdu sa liberté, elle la voyait du moins cruellement compromise par ceux mêmes qui s'étaient élevés dans son sein comme défenseurs et protecteurs du peuple.

La forme légale du gouvernement de Florence s'approchait infiniment de la démocratie ; aucun corps dans l'état n'avait un pouvoir stable, aucun ne nommait ses propres membres et ne conservait un esprit et des intérêts indépendants de ceux du peuple. Les conseils, la magistrature, le chef lui-même de l'état, tout changeait sans cesse, tout se renouvelait rapidement ; tous les citoyens devaient à leur tour commander comme ils étaient commandés ; et pour empêcher que l'esprit de corps ne se perpétuât dans les conseils, pour empêcher que la faveur ou la brigue ne restreignissent les élections à une seule classe de citoyens, à un petit nombre de personnes, le sort avait été mis à la place du choix, et la république attendait son gouvernement du tirage d'une loterie.

Cette recherche exagérée de l'égalité entre les citoyens fut justement ce qui la détruisit. La républiqne n'aurait jamais été appelée à violer ses propres lois, si elle s'était contentée de faire élire son gonfalonnier, ses prieurs, ses conseils, par les suffrages du peuple, et si, considérant quelques-uns de ces mandats du peuple comme irrévocables, elle avait dans les conseils, tout au moins, conservé jusqu'à leur mort ceux qui y auraient été une fois placés par le vœu de leurs concitoyens. Elle se serait ainsi donné une ancre qui l'aurait fixée au milieu des agitations populaires; elle aurait conservé dans le même corps la tradition de ses intérêts et de sa politique. Mais, dans la forme de gouvernement que la république avait adoptée, il était impossible d'attendre de ses magistrats, toujours nouveaux, de la suite dans les systèmes, de la constance dans les projets, des combinaisons politiques qui demandassent plusieurs années pour leur exécution. Il se formait bientôt, en dehors du gouvernement, un parti, une faction, qui devenait le vrai centre de l'autorité, le vrai gouvernement de la république. Ce parti, pour se donner une existence légale, avait recours au parlement ou à l'assemblée de toute la nation. Par un acte de sa souveraineté, le parlement suspendait la constitution, et créait une *balie*, comme les Romains créaient un dictateur, pour sauver la république par une autorité supérieure aux lois. Il composait cette *balie*, ou commission, d'un certain nombre de citoyens les plus distingués, les plus actifs dans le parti dominant; quelquefois leur nombre allait à plusieurs centaines. Le parlement confiait ensuite à ces citoyens le droit de remplir à leur discrétion les bourses d'où l'on tirait le nom des magistrats, de choisir même tous les deux mois dans ces bourses les noms de ceux qui devaient siéger dans la seigneurie, ce qu'on appelait faire les élections à la main; d'exiler extrajudiciairement ceux qu'on regardait comme dangereux pour le parti dominant; de trouver enfin,

par des moyens arbitraires, l'argent nécessaire pour les besoins de l'état. La création d'une balie n'était rien moins qu'une tyrannie établie dans une république, et c'était une faute grossière du législateur de l'avoir rendue nécessaire. Telle était cependant l'inconsistance du gouvernement constitutionnel, que, lorsque la balie expirait (car elle n'était jamais créée que pour un temps limité), la république était toujours menacée de retomber dans l'anarchie.

Depuis la révolution de 1434, la république de Florence avait eu à sa tête deux hommes d'un mérite égal, quoique leur réputation ne soit pas demeurée égale, Néri Capponi et Cosme de Médicis. Le premier, grand homme d'état, habile négociateur, général vigilant et heureux à la guerre, s'était, dès l'année 1420, rendu également cher aux citoyens et aux soldats, par les services constants qu'il avait rendus à la république. Cosme de Médicis, non moins habile politique, s'il n'avait aucune réputation militaire, était en revanche le protecteur généreux des lettres, des arts et de la philosophie. De plus, son immense richesse le mettait à portée de répandre de toutes parts des bienfaits autour de lui, et son extrême générosité l'engageait à prévenir toutes les demandes d'argent qu'on pouvait lui faire. A peine dans tout son parti y avait-il un citoyen qu'il n'eût obligé à son tour. Aussi, tandis que Néri Capponi n'avait que des admirateurs et des partisans, Cosme de Médicis avait des clients qui lui étaient entièrement dévoués [1].

Malgré la rivalité de ces deux grands citoyens, et malgré quelques offenses mutuelles, ils demeurèrent en général unis entre eux, soit par zèle pour la république, soit par crainte du parti opposé des Albizzi, qui quoique abattu était encore puissant. Aussi, pendant vingt-un ans qu'ils furent conjoin-

[1] *Macchiavelli, Istor. Fior.* L. VII, p. 274.

tement à la tête de l'état, jusqu'à la mort de Capponi en 1455, trouvèrent-ils toujours le peuple disposé à leur continuer l'autorité de la balie dès qu'elle était expirée. Elle fut renouvelée six fois dans cet espace de temps, et toujours d'une manière légitime, par le parlement assemblé sur la demande des conseils.

Mais l'autorité de la dernière balie se terminait au 1er juillet 1455. Il n'y avait aucune raison valable pour la renouveler; l'état était en paix avec ses voisins; au dedans, la faction des Albizzi était absolument abattue, et la révolution était achevée depuis trop longtemps pour qu'on osât conserver un régime révolutionnaire. D'ailleurs, comme Néri Capponi était mort, Cosme de Médicis, demeuré seul, excitait plus de jalousie. Ses amis, qui n'avaient jamais eu l'intention de faire de lui un prince, n'avaient pas moins de défiance de l'accroissement de son pouvoir que ses ennemis. Ils s'opposèrent donc dans les conseils au renouvellement de la balie; l'on en revint à tirer au sort la seigneurie : cependant ce fut d'après les listes, et dans les bourses qui avaient été faites par les balies précédentes, en sorte qu'elles ne contenaient d'autres noms que ceux des amis de Médicis. Pierre Ruccellai, qui entra en charge le 1er juillet 1455, fut le premier gonfalonnier nommé par le sort [1], et sa magistrature excita des transports de joie dans le peuple, qui crut rentrer seulement alors dans la jouissance de ses droits et de sa liberté. Le changement était en effet bien réel pour lui, car sous l'administration précédente les jugements des tribunaux et la répartition des impôts étaient devenus des objets de faveur et de brigue. Les Florentins, dans toutes les affaires contentieuses, s'étaient vus obligés de solliciter, souvent même d'acheter par des présents l'appui des citoyens puissants qui gouvernaient l'état de concert avec

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 82.

Cosme de Médicis. Mais après la cessation de la balie, non seulement la magistrature nouvelle ne prêta plus l'oreille aux recommandations de faveur, elle prit plaisir, au contraire, à maltraiter ceux devant lesquels on avait tremblé. Les mêmes citoyens dont peu de mois auparavant les maisons étaient toujours pleines de clients qui portaient des présents, se virent délaissés et exposés aux sarcasmes de la multitude. Cosme de Médicis avait prévu ce changement, qui ne l'atteignait point, parce que les clients que lui faisait sa fortune avaient toujours le même besoin de lui. Il avait compris que ses amis seraient punis de leur jalousie, et il s'était complu à les voir, par leurs menées, se priver eux-mêmes de leur crédit, sans diminuer le sien [1].

Le gouvernement cherchait à éteindre la dette publique qui s'était fort accrue pendant la précédente guerre; et l'un des moyens auxquels il s'arrêta pour augmenter le revenu fut de renouveler le cadastre de 1427, en vertu duquel toutes les propriétés mobilières et immobilières de chaque citoyen avaient été estimées et soumises à une imposition de demi pour cent du capital. Depuis cette époque, les riches avaient trouvé moyen de soustraire une grande partie de leurs biens aux impositions publiques, par le crédit qu'ils exerçaient sur les magistrats; aussi une loi qui établissait une égalité proportionnelle dans les impôts fut-elle regardée comme un sujet de triomphe par le peuple. Elle fut portée au commencement de 1458, et dix commissaires furent chargés de faire, dans l'année, la répartition de l'impôt d'après les fortunes [2].

Bientôt les grands et les anciens amis de Cosme se lamentèrent du changement introduit dans l'état; ils se plaignirent d'être abandonnés en proie aux caprices de la multitude. Les mêmes gens qui, par jalousie de Médicis, avaient mis obsta-

[1] *Macchiavelli.* L. VII, p. 276. — *Commentari di Filippo de' Nerli, de' fatti civili di Firenze.* L. III, p. 47. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 85.

cle au renouvellement de la balie, le suppliaient à présent de se joindre à eux pour en obtenir une. Cosme n'ayant point voulu céder à leurs instances, Matteo Bartoli, qui fut gonfalonnier dans les deux mois suivants, essaya de demander la balie sans lui ; mais loin de réussir, il donna lieu de porter une loi dans les conseils, d'après laquelle le parlement ne pouvait être assemblé qu'autant que toutes les voix, dans la seigneurie et le collége, seraient d'accord pour demander sa convocation, et que la proposition en aurait encore été approuvée par les deux conseils[1]. Ce triomphe du parti populaire, auquel Cosme avait contribué, ajouta encore à l'humiliation de ceux de ses amis qui s'étaient séparés de lui, et elle leur fit désirer plus vivement une réconciliation.

Cependant Cosme de Médicis, après avoir donné cette leçon à son parti, crut qu'il était temps de lui rendre sa vigueur première, et d'empêcher que Florence ne s'accoutumât trop à la jouissance de sa liberté. Le sort ayant donné Lucas Pitti pour gonfalonnier des mois de juillet et août 1458, ce fut à ce citoyen riche, puissant et audacieux que Cosme laissa le soin d'assembler un parlement ; résolu de se tenir à l'écart, sans le seconder ouvertement et sans lui nuire, pour profiter de ses succès, et ne pas être enveloppé dans ses revers. Lucas Pitti remplit en effet le palais de gens armés ; il força par des menaces les prieurs ses collègues à demander l'assemblée du parlement ; il garnit toutes les issues de la place de soldats et de paysans auxquels il avait distribué des armes, et le 11 août 1458, ayant fait sonner la grosse cloche, il eut une assemblée du peuple tremblante et soumise, qui approuva et sanctionna tous les règlements qu'il lui plut de proposer, et qui renouvela la balie de 1434, en y ajoutant dix nouveaux électeurs et dix secrétaires. On motiva ce renouvellement d'une autorité dictatoriale

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 85.

dans la république, sur le danger que pouvaient lui faire courir la mort du pape Calixte III, les brigandages du comte Averso de l'Anguillara, et l'anarchie de Rome. Trois cent cinquante-deux citoyens furent rendus dépositaires de toute l'autorité de l'état; les élections des magistrats, les jugements extra-judiciaires et les impôts furent également soumis à leur volonté.

La balie fit l'usage le plus violent de l'autorité arbitraire qui lui avait été attribuée : Jérôme, fils d'Ange Macchiavelli, avait parlé avec vigueur du danger attaché à la convocation des parlements, et de la subversion de la liberté causée par les balies. Il fut arrêté et mis à la torture, pour le forcer, par la douleur, à confesser comme un complot les motifs de son opposition légitime à des entreprises contraires aux lois. En effet, on arracha à Macchiavelli les noms d'Antonio Barbadori et de Carlo Benizi, qu'il déclara partager ses sentiments : tous deux furent aussi mis à la torture : après quoi Macchiavelli et son frère, Barbadori et ses fils, Benizi et trois de ses parents, furent condamnés à des amendes considérables et à la relégation. Les deux premiers ne s'étant pas confinés au lieu de leur exil, Jérôme Macchiavelli fut arrêté par la trahison d'un des seigneurs de la Luginiane, et livré à la seigneurie de Florence qui le fit mourir.

Lucas Pitti fut fait chevalier, en récompense de la vigueur qu'il avait montrée. Cosme de Médicis et tous les amis du gouvernement se crurent obligés de lui faire des présents; il en reçut aussi de tous ceux qui voulaient gagner sa faveur, et de la république elle-même : on assure qu'ils montèrent à la somme de vingt mille florins. Cosme cependant était vieux et cassé. La goutte le tourmentait souvent; il semblait se dégoûter des affaires publiques, et il passait à sa campagne la plus grande partie de son temps. Lucas Pitti, ambitieux et orgueilleux, profitait de la retraite de son ami pour s'élever.

[1] *Istorie di Gio. Cambi.* T. XX, p. 358. — [2] *Istorie di Gio. Cambi.* T. XX p. 361. — *Nic. Macchiavelli.* L. VII, p. 278. — *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 87.

C'était lui qui paraissait le vrai chef de la république, et la faction qui dominait ne s'appelait plus le parti de Cosme, mais le parti de Pitti. Pour signaler son triomphe, il entreprit de bâtir deux palais, l'un à un mille de distance hors des murs, l'autre dans la ville ; il en jeta les fondements sur une échelle si étendue, et avec un faste si inouï, que Florence, accoutumée aux prodiges de l'architecture, Florence qui n'avait point trouvé que Cosme fût sorti des bornes de la modestie d'un citoyen en élevant le palais de Médicis (aujourd'hui palais Riccardi in Via Larga), considéra le palais Pitti comme une entreprise royale. Pour achever ce superbe édifice, devenu ensuite la résidence des grands-ducs, Lucas Pitti reçut de toutes mains les présents de ceux qui avaient besoin de sa protection ou de sa faveur. Non seulement les particuliers, mais les communautés qui avaient quelque demande à faire aux conseils de la république, s'adressaient à Pitti : tous savaient qu'ils n'obtiendraient son appui qu'en lui donnant des matériaux à employer dans son édifice. Tous les bannis, tous les malfaiteurs qui pouvaient craindre la vindicte publique, se réfugiaient dans cette enceinte, et aussi longtemps qu'ils travaillaient à bâtir, ils étaient en sûreté contre les officiers de la justice, qui n'osaient point les y poursuivre [1].

Cosme de Médicis, qui avait toujours évité d'offenser les yeux de ses concitoyens par aucun faste extérieur, et qui, considéré dans les autres états comme un prince, n'avait jamais cessé d'être dans sa patrie un simple citoyen, voyait avec douleur le parti qu'il avait formé, et qu'il appuyait encore de son nom, donner un tyran à la république. Il se tenait éloigné des affaires, il bâtissait des temples à Florence et dans le voisinage; il s'entourait de gens de lettres, et il s'occupait avec Marsile Ficin du renouvellement de la philosophie platoni-

[1] *Macchiavelli Istor.* L. VII, p. 280.

cienne, lorsqu'au commencement de novembre 1463 il eut le malheur de perdre son second fils, Jean de Médicis, âgé alors de quarante-deux ans. C'était sur lui que Cosme faisait reposer ses espérances de grandeur pour sa famille ; l'esprit et le caractère de Jean lui paraissaient d'une assez forte trempe pour qu'il pût gouverner après lui la république, gagner le cœur de ses concitoyens, maintenir au dehors la réputation des Médicis, et au dedans protéger et faire fleurir les lettres et les arts. Pierre de Médicis, fils aîné de Cosme, âgé alors de quarante-sept ans, était d'une santé si faible, qu'on ne pouvait s'attendre à lui voir supporter le poids des affaires. Le fils de Jean, nommé Cosme, était mort avant lui ; les deux fils de Pierre n'étaient encore que des enfants. Le vieux Cosme de Médicis, se faisant porter dans son vaste palais qu'il n'avait plus la force de parcourir à pied, s'écriait en soupirant : « Cette « maison est bien grande pour une si petite famille [1] ! »

Cosme de Médicis ne tarda pas longtemps à suivre le fils qu'il regrettait : il mourut à sa maison de Careggi le 1er août 1464, dans sa soixante-quinzième année, également regretté par ses amis et par ses ennemis. Il s'était attaché les premiers par des bienfaits sans nombre, les seconds avaient déjà appris à redouter ceux qui devaient lui succéder dans le gouvernement de la république. Ils savaient que Cosme les forçait encore à quelque modération par le crédit seul de son nom, et ils tremblaient de la tyrannie sous laquelle ils allaient tomber lorsque l'état n'aurait plus ce modérateur.

Cosme, le plus grand citoyen qui se soit jamais élevé dans un pays libre, avait été trente ans à la tête de la république la plus riche, la plus puissante et la plus éclairée qui existât alors. Avec un bonheur bien plus constant et un pouvoir bien plus durable que Périclès, il avait, comme lui, enrichi la nouvelle

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 91.

Athènes de tous les prodiges des arts. Il avait bâti à Florence le couvent et le temple de Saint-Marc, celui de Saint-Laurent, et le cloître de Sainte-Verdiane; sur la montagne de Fiesole, Saint-Jérôme et la Badie; dans le Mugello, le temple des Frères-Mineurs. Il avait orné de chapelles, de statues, de tableaux, d'argenterie destinée au culte, les églises de Sainte-Croix, des Servites, des Anges et de San-Miniato. Il avait bâti pour lui-même quatre palais à la campagne, à Careggi, à Fiesole, à Caffagginolo et à Trebbio; il avait bâti à la ville le magnifique palais qui porte aujourd'hui le nom de *Ricciardi;* enfin il avait bâti à Jérusalem un hôpital pour les pèlerins. Mais au lieu d'employer, comme Périclès, les revenus publics à élever ces monuments qui ont fixé le goût de la belle architecture, il avait tout fait avec ses propres deniers [1]; et tandis que ces travaux publics annonçaient un souverain, et dépassaient de beaucoup la magnificence des plus grands rois de l'Europe, ni ses habits, ni sa table, ni ses domestiques, ni ses équipages ne s'élevaient au-dessus de ceux de la classe commune; il traitait avec chaque Florentin d'égal à égal et en simple citoyen; il s'était marié, il avait marié ses fils et ses petites-filles, non dans des familles de princes, qui auraient recherché avidement son alliance, mais dans celles des Florentins qu'il considérait toujours, et que chacun considérait comme ses pairs.

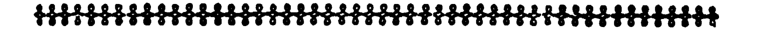
Sans doute la réputation de Cosme de Médicis s'est conservée plus brillante, parce que sa famille s'est élevée après lui au pouvoir absolu dans sa patrie. Presque tous les historiens nés sous les Médicis ont voulu les flatter dans le portrait

[1] *Macchiavelli Ist.* L. VII, p. 282. — Dans les Ricordi écrits de la main de Laurent de Médicis, on trouve qu'il avait fait le compte que de l'an 1434 à l'an 1471, leur maison avait dépensé en bâtiments, en aumônes ou en impositions, 663,755 florins d'or, équivalant, poids pour poids, à 7,965,060 francs, et d'aprés la proportion qui existait à cette époque entre le prix des métaux précieux et celui du travail, à environ trente-deux millions de francs. *Ricordi di Lorenzo, apud Roscoë Life of Lorenzo.* T. III, p. 45.

de leur chef; ceux qui auraient pu tenir un langage contraire ont été forcés au silence. Cependant un siècle après sa mort les amis de la liberté accusaient encore Cosme de Médicis d'avoir excité la première guerre de Lucques avant son exil, pour augmenter sa propre importance, et de l'avoir fait échouer ensuite pour perdre ses ennemis; de s'être enrichi par le maniement des deniers publics, dont son crédit écartait tous les autres citoyens; d'avoir étendu ses vengeances sur tout ce qu'il y avait de plus illustre dans la république; enfin de s'être allié à François Sforza, pour l'avantage seul de sa famille et contre l'intérêt de sa patrie [1].

Pendant la durée de l'administration de Cosme de Médicis, Florence fit quelques acquisitions peu considérables, savoir : Borgo San-Sepolcro qu'elle acheta du pape peu après la bataille d'Anghiari; Montedoglio, confisqué sur la maison de Pietramala; le Casentin, conquis sur les comtes Guidi, et le Val de Bagno sur la maison Gambacorti. Mais Cosme avait toujours eu l'ambition de faire pour sa république une conquête plus considérable, celle de Lucques. François Sforza lui avait promis que dès qu'il serait duc de Milan, il l'aiderait à s'emparer de cette ville, et Cosme ne lui pardonna point son manque de parole à cet égard [2]. Ce fut cependant le seul de ses projets qui n'eut pas de réussite. Son administration fut en général aussi heureuse que glorieuse, et Florence reconnaissante lui rendit le plus noble témoignage, lorsqu'elle ordonna que le titre de père de la patrie serait inscrit sur son tombeau [3].

[1] *Joannis Michaelis Bruti Histor. Flor.* L. I. *In Thesauro Antiquit. Italiæ.* T. VIII, P. II, p. 1-24. Jean-Michel Bruto écrivait à Lyon sous la dictée, ou d'après les mémoires des émigrés florentins chassés de leur patrie par le grand-duc Cosme I. Sa partialité contre les Médicis est déclarée. — [2] *Nic. Macchiavelli.* L. VII, p. 285. — [3] Sous le gonfalonnier Nicolas Capponi, en 1465. — *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 94. — Pie II fait un portrait fort noble de Cosme de Médicis, qu'il avait beaucoup connu. *Commentarii Pii Papæ II.* L. II, p. 50, *ad annum* 1459.



CHAPITRE XIII.

Effroi que les conquêtes des Turcs causent à l'Italie. — Premières victoires de Georges Castriot ou Scanderbeg.—Guerre des Vénitiens dans la Morée. — Pie II arrêté par la mort, comme il allait conduire une croisade en Illyrie. — Dernières victoires et mort de Scanderbeg.

1443-1466.

L'Italie parut respirer en paix, après les guerres acharnées qui avaient accompagné l'établissement de deux nouvelles dynasties dans ses deux plus puissants états, celle de Sforza dans le duché de Milan, et celle de la branche bâtarde d'Aragon dans le royaume de Naples. Cette contrée ne fut plus troublée que par les guerres courtes et de peu d'importance, jusqu'à l'invasion des Français en 1494. Alors le changement de la politique de toute l'Europe la rendit le théâtre d'une lutte nouvelle entre les puissances les plus formidables, et la réduisit, au bout d'un demi-siècle, au rang de tributaire ou de sujette des ultramontains. Les trente années de paix dont jouit l'Italie avant cette dernière révolution, qui mit un terme à son existence politique, furent consacrées à la culture des lettres anciennes, devenues d'un accès bien plus facile depuis l'invention de l'imprimerie; au renouvellement de la philosophie péripatéticienne et platonicienne, de la poésie et de l'éloquence latines,

de la poésie vulgaire, de l'art dramatique, de l'architecture, de la sculpture et de la peinture. Tout le luxe de l'esprit et de l'imagination fut déployé ou du moins préparé dans cette brillante période ; l'éclat des arts et des lettres, favorisé dans toutes les cours, doit remplacer désormais pour l'histoire l'intérêt qu'excitaient auparavant des vertus antiques, dont la trace avait disparu. La franchise, le désintéressement, la grandeur d'âme s'étaient évanouis avec la liberté ; cette dernière, bannie de la cour des seigneurs, ne se conservait pas même dans les républiques. Le pouvoir toujours croissant d'une famille ambitieuse restreignait chaque jour cette liberté à Florence et à Bologne ; Gênes perdait la sienne dans l'anarchie, et Venise sous le joug d'une oligarchie soupçonneuse. Beaucoup de beaux ouvrages et peu de belles actions illustraient l'Italie : et tandis qu'on trouvait chez les érudits tant d'ardeur et de persévérance dans le travail, on trouvait peu de caractère chez les magistrats, peu de courage chez les guerriers, peu de patriotisme chez les citoyens.

Cet oubli des sentiments et des devoirs publics se manifesta surtout dans la lutte où, à cette époque même, l'Italie se trouva engagée avec les Turcs. Devenue tout à coup limitrophe de l'empire musulman, dont elle n'était plus séparée que par un bras de mer, elle ressentit à plusieurs reprises les alarmes d'une guerre imminente ; elle retentit de prédications pour la croisade, mais elle ne prit aucune mesure énergique pour garantir du joug des Osmanlis les îles et les colonies que les peuples italiens possédaient encore dans les mers de la Grèce ; elle laissa conquérir les côtes de la Dalmatie, de l'Épire et du Péloponnèse, qui, demeurées aux chrétiens, leur auraient assuré l'empire de l'Adriatique, et qui, passées au pouvoir des Turcs, exposèrent l'Italie, dans toute sa longueur, aux déprédations et aux invasions d'un peuple qui menaçait sa religion, ses mœurs, la liberté et la vie de tous ses habitants. L'impétuosité des musulmans se ralentit, il est vrai, plus tôt qu'on n'aurait pu

l'espérer ; leur corruption fut aussi rapide que leurs succès, et le despotisme détruisit leur vigueur avant qu'elle eût achevé d'accabler leurs voisins. Mais le pays où les arts et les lettres se renouvelaient avec tant d'éclat ne se sauva point par lui-même de l'invasion des barbares : il ne dut sa conservation qu'à des causes qu'il ne pouvait prévoir, qu'il ne pouvait diriger, et que la paresse de notre esprit comprend sous le nom de hasard.

Aussi longtemps que l'empire grec s'était maintenu à Constantinople, cette capitale avait été comme le centre d'une confédération d'états attachés à la religion grecque, dont les intérêts et la politique se mêlaient très peu avec ceux de l'Occident. Les invasions des Turcs avaient séparé les anciennes provinces de l'empire d'Orient, et leur avaient rendu une indépendance que souvent elles ne cherchaient pas. Mais la violence de la tyrannie musulmane mettait en fuite les habitants des contrées qu'ils avaient conquises, et augmentait ainsi la population de celles où ils n'avaient point encore pénétré. Ainsi se formaient les fragments d'un grand état, des royaumes nouveaux, qui auraient pu opposer encore une longue résistance, si les lois, les mœurs, le courage n'y avaient pas été détruits avant la population. Lorsque Constantinople tomba au pouvoir des Turcs, le petit état de Trébisonde, qui prenait le titre pompeux d'empire, subsistait encore à l'extrémité de la mer Noire ; un autre état chrétien, sur la même mer, portait le titre de royaume d'Ibérie [1]. Les Génois y possédaient, sur la côte de Tartarie, la puissante colonie de Caffa. Le continent situé entre la mer Noire et la mer Adriatique comptait sept royaumes, sur lesquels la couronne de Hongrie prétendait quelque droit de suzeraineté : la Croatie, la Dalmatie, la Bosnie, la Servie, la Rascie la Bulgarie et la Transylvanie [2]. Dans le même continent, se trouvaient encore les Valaques, qui, par

[1] *Phranzæ Protovestiarii*. L. III, cap. I, p. 80. *Byzantin*. T. XXIII — [2] *Commentarii Pii Papæ II*. L. XII, p. 325.

leur langage, rappelaient la domination des Latins sur leur contrée, et les états de Scanderbeg, le défenseur et le vengeur de l'Épire, dont les victoires avaient relevé la gloire du nom chrétien. La Grèce était presque en entier ravagée et asservie par les Turcs : cependant le duché d'Athènes subsistait encore en Achaïe, et le Péloponnèse était encore partagé entre Thomas et Démétrius, les deux frères du dernier Constantin, qui portaient tous deux le titre de despotes. Parmi les îles, Rhodes appartenait à l'ordre valeureux des chevaliers de Saint-Jean ; la maison de Lusignan régnait en Chypre, sous la protection du soudan d'Égypte ; Candie ou la Crète, Négrepont ou l'Eubée, appartenaient à la république de Venise, avec plusieurs autres îles moins importantes; Chio, à la république de Gênes. Beaucoup de citoyens de ces deux villes possédaient en fief d'autres îles de l'Archipel; beaucoup d'îles réduites aux seules forces des Grecs étaient encore indépendantes ; beaucoup de lieux forts enfin, sur toute la côte de la mer Adriatique, étaient sous la dépendance immédiate des Vénitiens. Depuis que l'empire d'Orient était détruit, tous ces états regardaient l'Italie comme le centre de leurs négociations, la cour du pape et la république de Venise comme leurs protectrices naturelles. Toutes les villes d'Italie étaient pleines de réfugiés levantins, dont les uns apportaient avec eux les reliques des saints du christianisme, d'autres les manuscrits les plus précieux de l'antiquité païenne, d'autres encore des monuments des arts. Plusieurs, avec ces richesses, s'efforçaient d'acheter des secours, non pour eux, mais pour leur patrie ; d'autres au contraire ne songeaient qu'à faire un établissement paisible en Italie ; et lorsqu'ils trouvaient la médiocrité et la sûreté, ils abandonnaient toute espérance de recouvrer leur rang et leur pouvoir dans le Levant. Plusieurs aussi n'avaient dérobé que leurs seules personnes à l'esclavage des Turcs, sans conserver aucun effet précieux : ils se faisaient, pour vivre, une ressource de

leur érudition, de leur mémoire, de leur connaissance de la langue grecque, objet des études de tous; et leur plus haute ambition était de se faire admettre dans un monastère, pour y trouver la nourriture et le repos. L'Italie était pleine de Grecs et de chrétiens orientaux ; on les rencontrait en tous lieux, on s'occupait sans cesse de leurs calamités; et les progrès des Turcs, auxquels on avait à peine accordé une attention distraite pendant que Constantinople subsistait encore, étaient devenus, depuis sa chute, un fléau toujours menaçant, un danger sur lequel on ne pouvait s'étourdir.

La dévastation s'avançait vers l'Occident, et chaque année on voyait tomber un nouveau royaume. Le premier qui suivit le sort de l'empire de Constantinople, fut celui de Servie. Les deux royaumes de Rascie et de Servie, situés dans le pays des anciens Triballiens, avaient été réunis, et gouvernés par la maison de Némagne, de l'an 1177 à l'an 1354, et peut-être plus longtemps encore [1]. A cette antique race succéda celle des Lazares, qui portaient le titre de crales de Servie; ils avaient reçu leur royaume, situé entre le Danube, la Save et la Morava, de la générosité d'Étienne, roi des Bulgares; leur résidence était à Senderova, à peu de distance de Belgrade. Cette dynastie avait, dès son origine, éprouvé les fureurs des Turcs; car son fondateur Lazare Bulcus fut, en 1390, taillé en morceaux devant Bajazet, pour venger la mort d'Amurath I. Étienne Bulkowitz, son fils, fut, en 1427, dépouillé de ses états par Amurath II; ses enfants et deux cent mille de ses sujets avaient été emmenés en captivité, et leur pays était demeuré à peu près désert [2]. George Bulkowitz, fils d'Étienne, élevé chez les Turcs, et indifférent entre les deux religions, avait été, en 1442, rétabli dans ses états par Amu-

[1] *Table généalog. de Ducange*, à la suite de l'*Histoire de Constantinople*. T. XX, p. 169. — [2] *Annales Ecclesiastici, ad ann.* 1443, § 15, T. XVIII, p. 282 — *Comment. Pii Papæ II*. L. XII, p. 326. — *Leunclavius Pandectæ, Hist. Turcicæ Byzant*. T. XVI, p. 322.

rath II, qui avait épousé sa fille Cantacusène[1]. Tour à tour allié des chrétiens et des Turcs, il conserva pendant sa vie la bienveillance des derniers, mais il mourut en 1457. Son fils Lazare mourut en 1458. Alors Mahomet II s'empara de la Servie, qu'un testament de Lazare avait léguée au Saint-Siége, et que le sultan réclamait comme héritage de la veuve d'Amurath II[2].

Dans la même année 1458, on vit disparaître les restes du duché d'Athènes, qu'une suite de révolutions avait fait parvenir à la maison florentine des Acciaiuoli. Après la conquête de Constantinople par les Latins, les maisons françaises de la Roche, puis de Brienne, et la maison catalane des bâtards de Sicile, avaient possédé le duché d'Athènes, qui comprenait, avec le territoire de cette antique république, celui de ses plus illustres rivales, de Thèbes, de Corinthe, de Mégare et de Platée. La maison Acciaiuoli, établie en Grèce dès l'an 1364, avait déjà donné plusieurs souverains à Athènes et à Thèbes, lorsqu'Antoine II mourut en 1435. Son fils François se réfugia à la cour d'Amurath II, dont il implora la protection, tandis que Renier II, frère d'Antoine, vint de Florence à Athènes, et fut installé dans le gouvernement[3].

Renier II ou Néri mourut après la conquête de Constantinople; sa femme, qui avait de lui un fils en bas âge, recourut, pour se maintenir, à la protection du sultan; elle distribua des présents considérables aux favoris de Mahomet II, et elle se fit reconnaître pour duchesse. Peu après elle se laissa séduire par une folle passion pour le fils de Pierre Priuli, sénateur vénitien, gouverneur de Nauplie; elle lui fit offrir de le faire duc d'Athènes, s'il voulait l'épouser et pour cela se dé-

[1] *Marini Barletii Scodrensis, Histor. Scanderbegii.* L. III, p. 61. — [2] *Philippi Callimachi de rebus Uladislai.* L. II. *Rer Ungaric. Script.* T. I, p. 492.—*Oratio Æneæ Sylvii in conventu Francofurtensi. Inter ejus epistolas,* n° 131.—*Rayn. Ann.* 1454, § 4, p. 420. —*Bulla Calixti III, P. P.*, 15 *Martii* 1458. *Rayn. ad ann.* § 18, p. 513.—*Phranza Protovestiarius.* L. III, c. 22. *Byzant.*, p. 115, T. XXIII. — [3] *Ducange, Tables généalog.* T. XX, p. 161.

faire de sa propre femme. Le jeune Priuli consentit au crime qui lui était proposé, mais il en retira peu de fruit. Les Athéniens, indignés du marché honteux qui leur avait donné un nouveau souverain, recoururent à Mahomet II, et lui demandèrent pour duc ce même François Acciaiuoli, qui s'était réfugié à la cour de son père. François s'empara d'Athènes sans opposition; il fit arrêter la veuve de Néri son prédécesseur, et la retint quelque temps en prison à Mégare. C'était l'ordre qu'il avait reçu de Mahomet; bientôt il le dépassa et fit mourir cette princesse. Le sultan s'empressa de punir une rigueur qu'il n'avait pas commandée. Omar, fils de Turachan, pacha de Thessalie, vint mettre le siége devant Athènes. François Acciaiuoli se défendit longtemps dans la citadelle : il la rendit enfin au mois de juin 1456, mais en vertu d'une capitulation qui lui assurait en retour la seigneurie de Thèbes et le gouvernement de la Béotie. Deux ans après il perdit l'un et l'autre avec la vie. Mahomet II fit étrangler François Acciaiuoli en 1458, parce qu'il le soupçonnait d'avoir formé quelque complot pour rentrer dans Athènes [1].

Les deux frères qui se partageaient le Péloponnèse, Thomas et Démétrius Paléologue, avaient éprouvé à leur tour la puissance du sultan. Pour acheter la paix de lui, ils lui avaient cédé Corinthe, alors détachée du duché d'Athènes, Patras et plusieurs autres de leurs meilleures villes. Cependant ils furent assez insensés pour ne pas sentir la nécessité de demeurer unis sous le poids de calamités communes. Ils cherchèrent alternativement à se surprendre des villes; chacun d'eux assiégeait celles de son frère, au lieu de défendre les siennes, et

[1] *Laonicus Chalcocondyles, De rebus Turcicis.* L. VIII, p. 187, 188; et L. IX, p. 200. *Byzant.* T. XVI.—*Ducange, Hist. de Constantin. sous les emp. franç* L. VIII, chap. 44, p. 148. T. XX. *Byz.* — *Scipione Ammirato, Stor. Fior.* L. XXIII, p 91. — Il reste à Athènes plusieurs monuments de la domination des Acciaiuoli : quelques familles prétendent tirer d'eux leur origine; et dans le grec moderne d'Athènes, on reconnaît quelque mélange du dialecte florentin.

ils employaient comme soldats les Albanais répandus dans le Péloponnèse, qui pillaient tous les Grecs indistinctement [1]. Démétrius se mit sous la protection de Mahomet II, et lui promit sa fille en mariage. Mahomet vint le joindre à Sparte dans l'hiver de 1460 [2], et le contraignit à renoncer à ses états, pour aller vivre à Andrinople d'une rente que lui payait le sultan. C'est là que Démétrius Paléologue mourut en 1471 [3]. D'autre part, Thomas son frère, fuyant devant Mahomet, se retira d'abord à Corfou, d'où il passa à Ancône, le 16 novembre 1461, pour solliciter les secours de Pie II et du duc de Milan. Il portait avec lui, comme titre de recommandation auprès des princes chrétiens, la tête de l'apôtre saint André; mais ni ses reliques sacrées, ni ses droits héréditaires à l'empire de Constantinople ne purent émouvoir les Latins, qui ne s'armaient pas même pour leur propre défense. Sa fille, la reine de Servie, l'avait suivi à Rome, et n'eut pas plus de succès que lui. Découragé, il retourna à Durazzo, où il mourut le 12 mai 1465; sa femme était morte trois ans auparavant à Corfou. Ainsi s'éteignit la famille impériale, et le Péloponnèse passa au pouvoir des Turcs, à la réserve d'un petit nombre de forteresses que Thomas avait cédées au pape ou aux Vénitiens [4].

Ce fut en 1462 que les états chrétiens situés sur le Pont-Euxin furent à leur tour soumis au joug des musulmans. Sinope, Cérasus et Trébisonde paraissent s'être rendus à Mahomet II sans faire aucune résistance, lorsqu'il s'approcha de ces villes. Le sultan accorda quelques revenus à David Comnène, empereur de Trébisonde, pour qu'il pût vivre à Monte-Mauro, lieu assigné à son exil; mais cette pension fut supprimée au premier soupçon que conçut le vainqueur; et David

[1] *Phranza Protovestiarius*. L. III, c. 22, p. 116. — *Laonicus Chalcocondyles, de rebus Turcicis*. L. VIII, p. 188.—*Historia politica Turco-Græciæ*. L. I, p. 17. — [2] *Laonicus Chalcocondyles*. L. IX, p. 195. — [3] *Histor. politica Turco-Græciæ*. L. I, p. 20. — [4] *Phranza Protovestiarius*. L. III, c. 26, p. 122. — *Laonicus Chalcocondyles*. L. IX, p. 200. — *Crusius, Hist. politica Turco-Græciæ*. L. I, p. 18.

Comnène, qui s'était rendu odieux par son impiété envers son père, et son manque de foi envers son neveu dont il était tuteur, et qu'il avait dépossédé, mourut assassiné bientôt après. Les princes de Sinope, de Cérasus et des autres petits états des bords du Pont-Euxin, furent envoyés à Andrinople, où ils vécurent dans la mollesse des bienfaits du sultan [1].

Bladus Dracula, hospodar de Valachie et de Moldavie, fut attaqué par Mahomet II immédiatement après l'empereur de Trébisonde. Une armée aussi forte que celle qui avait conquis Constantinople porta la désolation dans toutes les provinces de l'antique Dacie; mais le souverain de ce pays barbare avait fait retirer toutes les femmes et tous les enfants dans des bois inaccessibles; tous les hommes étaient à cheval à sa suite pour harceler l'armée turque, et, au milieu de ces déserts, le vainqueur et le vaincu étaient à peu près en même condition. Cependant le féroce Mahomet frémit d'horreur lorsqu'il parvint avec son armée près de Praylab, au champ destiné par le prince chrétien à ses exécutions. Une plaine de dix-sept stades était plantée de pieux, et vingt mille personnes y avaient été empalées par ordre de ce tyran atroce. Le moindre soupçon suffisait pour qu'il infligeât cette peine; elle s'étendait toujours à toute la famille du prétendu coupable, et l'on voyait dans le champ de Praylab, sur ces horribles pieux, à côté des hommes faits, des vieillards, des femmes, des enfants, dont plusieurs étaient encore à la mamelle [2]. Aucun monstre ne

[1] *Phranza Protovestiarius*. L. III, c. 27, p. 123. — *Laonicus Chalcocondyles, de reb. Turc.* L. IX, T. XVI, p. 104-206.—*Turco-Græciæ, Hist. pol.* L. I, p. 20. — *Demetrius Cantemir, Hist. Othom.* L. III, chap. I, § 15, p. 108. — [2] *Laonic. Chalcocondyles, de reb. Turc.*, L. IX, T XVI, p. 212. — Pie II donne beaucoup de détails encore sur les effroyables cruautés de Dracula; mais il le nomme Jean, tandis qu'il appelle Ladislas (Wladislaus, Bladus), un chef que Jean Huniades avait donné aux Valaques en 1456. *Comment Pii Papæ II.* L. XI, p. 296, 297 Le wayvode de Valachie était feudataire des rois de Pologne, et c'est dans les écrivains polonais qu'on doit chercher quelques renseignements sur les princes valaques. Dlugoss, historien polonais, contemporain, donnerait lieu de croire que Bladus Dracula avait usurpé la Valachie, mais qu'il était wayvode de Bessarabie; que son fils Radul lui succéda dans cette province, qu'il livra aux

poussa jamais la férocité aussi loin que Dracula, aucun n'inventa de plus affreux supplices. Il fut enfin victime de l'horreur qu'il avait inspirée : ses sujets l'abandonnèrent pour son frère, qui avait vécu dans le sérail de Mahomet II, comme un de ses favoris ; et Bladus Dracula, réfugié à Belgrade, fut arrêté par les Hongrois, qui le firent mourir en prison [1].

Au milieu de cette désolation de la chrétienté dans l'Orient, on se sent soulagé en reposant quelque temps ses regards sur la noble résistance de George Castriot, surnommé Scanderbeg, ou le bey Alexandre. Son père, Jean, seigneur de Croia dans l'Albanie, de Stetigrade et des vallées de Dibra, avait été vaincu en 1413 par les Turcs, et forcé de donner en otage ses neuf enfants, quatre fils et cinq filles. George, le plus jeune de tous, avait été circoncis comme ses frères, élevé dans la religion musulmane, et employé ensuite dans l'armée. Il n'avait que neuf ans lorsqu'il fut mis entre les mains des Turcs ; il en avait dix-huit lorsque Amurath l'éleva à la dignité de sangiak, lui donna cinq mille chevaux à commander et commença à l'employer dans les guerres d'Asie [2]. La vaillance, l'adresse et la générosité de Scanderbeg le rendirent bientôt cher aux Turcs et l'illustrèrent dans l'armée ottomane. Il contribua à ses succès en Asie et en Europe ; il combattit vaillamment contre George Bulkowitz, despote de Servie, et autant de fois qu'il fut envoyé contre lui, autant de fois il rentra vainqueur à Andrinople [3].

Le père de George Castriot était mort en 1432. A cette époque, Amurath s'empara de Croia, forteresse presque im-

Turcs en 1474 (*Histor. Polonicæ*. L. XIII, p. 516), et que Bladus Dracula, après treize ans de captivité chez les Hongrois, fut relâché par eux en 1476, et périt la même année en Bessarabie, d'où il voulait chasser les Turcs. *Historiæ Polonicæ*. L. XIII, p. 551. — Les Turcs nomment ce prince *Kazykluvoda*, ou *le Wayvode abondant en pieux*, l'empaleur, *Demetrius Cantemir. Hist. de l'Emp. ottoman, traduct. de Joncquières*. L. III, chap. I, § 16, p. 108. — [1] *Laonicus Chalcocondyles*. L. X, p. 215. — [2] *Marinus Barletius Scodrensis, De vita, moribus ac rebus gestis Scanderbegii*. L. I, p. 7. Argentorati, folio 1537. — [3] *Marinus Barletius*. L. I, p. 13.

prenable, située au sommet d'une montagne, à sept lieues au nord de Durazzo, et à peu de distance de la mer. Une forte garnison musulmane y fut logée, et tout le reste du pays fut occupé par les Turcs. George Castriot, qui se voyait dépouiller par Amurath de l'héritage paternel, dissimula dix ans encore le ressentiment qu'il en éprouvait; il continua à rendre les services les plus signalés au sultan, et il rejeta avec douceur les offres des seigneurs épirotes qui l'invitaient à se mettre à leur tête. L'occasion favorable qu'il attendait se présenta enfin à lui, après la grande victoire remportée en 1442, près de Sophie et de la Morava, par Jean Huniades, wayvode de Transylvanie, et par Wladislas, roi de Hongrie [1]. Le pacha de la Romanie y avait été complétement défait; Scanderbeg arrêta dans sa fuite le secrétaire de ce pacha, et le contraignit à lui expédier un ordre adressé au commandant de Croia pour qu'il lui remît cette forteresse, comme s'il en avait été nommé gouverneur par le sultan; ensuite ce secrétaire et tous les Turcs qui servaient sous lui, puis tous ceux de la garnison de Croia, enfin tous ceux qui se trouvaient épars dans l'Épire et l'Albanie, furent sacrifiés à une politique barbare et massacrés par ses ordres [2]. Déjà douze mille chrétiens s'étaient rangés sous ses étendards, lorsque, suivant son historien, il leur parla ainsi : « Je ne vois, mes amis, dans cette révolution rien de « nouveau, rien d'inattendu. Je n'avais jamais douté de votre « courage, de votre vieille fidelité à mon père, de la noblesse « de vos sentiments; je n'avais, non plus, jamais douté de « moi. Souvent, tandis que je paraissais servir le tyran, vous « m'avez invité à entreprendre votre défense, et je le rappelle « avec orgueil. Lorsque, ne voyant aucune espérance cer- « taine, aucune pensée arrêtée, je vous renvoyais tristement

[1] *Marinus Barletius*. L. I, p. 15. — *Philippus Callimachus Experiens. De rebus Uladislai*. L. II. *Rer. Ungaric. Script*. T. I, p. 492. — *Demetrius Cantemir*. L. II, chap. IV, § 30, p. 91. Traduct. franç. — [2] *Marinus Barletius*. L. I, p. 20.

« à vos maisons, vous croyiez sans doute que j'oubliais ma « patrie, mon honneur et notre liberté; alors cependant, « sous ce silence même, je servais vos intérêts et les miens. « Il s'agissait de choses qui doivent être faites avant que d'ê- « tre dites, et je voyais bien que vous aviez besoin de frein « plutôt que d'aiguillon. Je vous ai caché mes desseins et « ma volonté, non que je me défiasse de votre foi, mais parce « que l'amour de la liberté entraîne bien plus qu'il ne se laisse « conduire; dès que vous auriez entrevu la moindre occasion « de la recouvrer, vous auriez bravé mille morts; vous auriez « conjuré contre vous mille épées; et cependant, si nous « échouions dans une seule tentative, nous perdions pour « jamais l'occasion de secouer le joug, nous périssions dans « les supplices, et ceux qu'on aurait épargnés auraient été « réduits à une servitude cent fois pire que celle qui finit « pour nous. Vous pouviez choisir au milieu de votre nation « d'autres restaurateurs de votre liberté; mais, d'après la « volonté de Dieu, vous avez préféré attendre cette liberté de « moi, plutôt que de la chercher vous-mêmes. De si nobles « courages, élevés dans l'indépendance, n'ont pas dédaigné « de demeurer dans les fers honteux des barbares, pour at- « tendre que je me joignisse à eux. Mais comment puis-je « usurper le nom de votre libérateur? Non, sans doute, ce « n'est pas moi qui vous ai apporté la liberté, je l'ai trouvée « chez vous. A peine avais-je touché votre sol, à peine aviez- « vous entendu mon nom, que vous êtes accourus, que vous « avez volé, comme si vos pères, vos frères, vos enfants vous « étaient rendus du sein des morts; comme si tous les dieux « étaient descendus sur la terre. Ce n'est point moi qui vous « ai donné des armes, je vous ai trouvés armés; ce n'est point « moi qui ai conquis cette ville, cet empire, c'est vous qui me « les avez donnés. Partout j'ai trouvé la liberté dans vos « cœurs, sur vos fronts, sur vos épées, sur vos lances; vous

« vous êtes considérés comme de fidèles tuteurs, et vous m'a-
« vez rétablis dans les possessions de mes ancêtres. Achevez
« l'ouvrage commencé avec tant de gloire et de bonheur.
« Croia est recouvrée ; les vallées de Dibra sont évacuées par
« l'ennemi ; le peuple entier de l'Épire est soulevé, mais il
« reste au tyran des châteaux et des forteresses. A ne consi-
« dérer que leur force et le nombre des garnisons, sans doute
« nous avons besoin d'un grand art et d'une grande obstina-
« tion. Mais c'est en présence de l'ennemi, et le fer ardent à
« la main, que nous pourrons mieux en juger. Levons donc
« nos étendards, marchons avec les sentiments des vainqueurs,
« et la fortune nous secondera[1]. »

La fortune seconda en effet les Épirotes : quoique le pays où ils commençaient leur révolte soit situé à peu près sous le parallèle de Rome, entre le 42° et le 43° degré de latitude, les hautes montagnes dont il est couvert le rendent aussi froid que la Suisse. Des neiges épaisses cachaient la terre ; toutes les eaux étaient gelées, et cependant Scanderbeg réduisit en un mois Petrella, Petralba et Stellusio, forteresses situées sur le haut des montagnes ; car, dans ce pays sauvage, où l'ordre et la paix étaient dès longtemps inconnus, on avait choisi pour l'habitation de l'homme, non des lieux propres au commerce ou à l'agriculture, mais des retraites inaccessibles, où un sentier étroit et pénible menait, par de longs détours, à la cime de quelque rocher escarpé[2].

Après avoir recouvré tout ce qui avait appartenu à son père, Scanderbeg convoqua une assemblée des princes épirotes ses égaux, non point dans ses états ou dans les leurs, mais à Alessio (Lyssus)[3], ville située entre Croia et Scutari, qui appartenait aux Vénitiens. Les noms de ces princes épirotes, qui pendant plusieurs siècles avaient conservé le droit

[1] *Marinus Barletius*. L. I, p. 22, 23. — [2] *Ibid*. L. I, p. 26. — [3] Colonie fondée par Denys l'ancien, tyran de Syracuse.

de protéger et de conduire à la guerre, plutôt que de gouverner des vassaux affectionnés à leur famille, se présentent rarement dans l'histoire; et la guerre de Scanderbeg est la dernière flamme qui les éclaira avant de les consumer. On voyait à la diète d'Alessio Arianite Thopia, qui gouvernait le pays situé près des bouches du Cattaro; André Thopia, seigneur des monts de la Chimère, qui n'ont jamais subi le joug des musulmans; les Musacchi, alliés des Castriots; les Ducagini, qui habitent les bords du fleuve Lodrino; Leccha Zacharias, seigneur de Dayna; Pierre Spanus, seigneur de Drivast, dont la famille se prétendait issue du grand Théodose; Leccas Dusmanus; Étienne Czernowitzch, seigneur de Montenegro, et beaucoup d'autres princes, qui dans ce congrès se trouvaient mêlés aux commandants de Scutari, d'Alessio, et des autres villes et forteresses vénitiennes[1].

Cette assemblée accéda, au nom de toute l'Albanie, à la guerre que Castriot faisait auparavant aux Turcs, avec les seules forces de ses seigneuries; elle le nomma général de toute l'Épire; elle promit un subside qui, joint aux salines qu'il possédait déjà, porta ses revenus à deux cent mille florins, et elle lui forma une armée de huit mille chevaux et de sept mille fantassins[2].

C'est avec cette petite armée que Scanderbeg soutint pendant vingt ans tous les efforts de la puissance des Turcs, et qu'il parut d'autant plus grand, que des désastres plus inouïs frappaient, à cette époque même, la chrétienté dans le Levant. Après la défaite de Warna, où Wladislas, roi de Pologne et de Hongrie, fut tué, le 10 novembre 1444, et d'où Jean Huniades n'échappa qu'avec peine, pour se réfugier en Transylvanie[3], Scanderbeg, qui avait déjà remporté l'année précédente une grande victoire sur Aly Pacha[4], recueillit les restes

[1] *Marinus Barletius*. L. II, p. 37. — [2] *Ibid*. p. 44, 45. — [3] *Turco-Græciæ Hist. polit.* L. I, p. 6 — *Philippi Callimachi de rebus Uladislai*. L. III, p. 514-518. *Rer. Ungar.* T. I. — *Annal. Eccles.* 1444, § 9, 10, p. 294. — [4] *Marinus Barletius*. L. II, p. 53.

de l'armée hongroise; il les fit passer par mer à Raguse, et de là en Hongrie, et il se vengea par des incursions en Servie des secours que le crale George Bulkowitz avait donnés aux infidèles [1]. Feyrouz, et ensuite Mustapha, deux pachas envoyés contre Scanderbeg par Amurath II, furent défaits à leur tour. Amurath suspendit quelque temps une guerre qui lui coûtait trop de soldats; mais Scanderbeg, dédaignant le repos, profita de cette trêve pour attaquer les Vénitiens, parce qu'ils avaient accepté l'héritage de Leccha Zacharias, seigneur de Dayna, et l'un des petits princes de l'Épire, qui avait été tué par un de ses voisins [2]. Cependant il était plus facile à Castriot de vaincre les Turcs en rase campagne, ou par des embuscades, que de s'emparer d'une seule ville fortifiée. Il assiégea vainement Dayna, et après avoir dévasté son territoire, il fit la paix avec les Vénitiens. A cette occasion il fut admis par le sénat dans le corps de la noblesse vénitienne [3].

Amurath, irrité de voir ses pachas successivement défaits par Scanderbeg, résolut, en 1449, de conduire lui-même son armée en Albanie. Le prince épirote s'attendant à voir Croia assiégée, en fit sortir les femmes et les enfants, qu'il envoya dans les villes maritimes, ou chez les Vénitiens. Il fit chasser au loin tout le bétail épars dans les campagnes; il prépara également Sfétigrade à une défense obstinée [4]; mais au lieu de s'enfermer lui-même dans une de ses villes, il se tint à quelque distance des ennemis, pour tomber sur leurs partis détachés. Amurath, après un long siége, s'empara enfin de Sfétigrade, et l'on assura que cette campagne ne lui avait pas coûté moins de trente mille hommes. Encore sa victoire fut-elle due à la perfidie d'un habitant, qui jeta un chien mort dans la seule citerne où l'on puisât de l'eau pour la forteresse. Les Bulgares, qui faisaient partie de la garnison, se seraient

[1] *Marinus Barletius*. L. III, p. 63. — [2] *Ibid*. p. 75. — [3] *Ibid*. L. IV, p. 100. — *Sandi Storia civile Venez*. P. II, L. VIII, p. 779. — [4] *Marin. Barletius*. L. IV, p. 106.

résignés à périr de soif, plutôt que de toucher à l'eau souillée par un cadavre [1].

L'année suivante Amurath revint en Épire avec quarante mille hommes, et il entreprit le siége de Croia. Il fit fondre dans son camp même les canons qu'il employa pour ses batteries, et leur calibre dépassait de beaucoup celui des plus grosses pièces dont nous fassions usage aujourd'hui [2]; quelques brèches furent ouvertes par cette redoutable artillerie; mais l'accès pour y arriver était si difficile, et la colline si escarpée, que les assauts des musulmans furent toujours repoussés avec un grand massacre. Pendant ce temps, Scanderbeg surprenait des partis détachés, il pénétrait la nuit jusque dans le camp d'Amurath, et le remplissait de carnage et d'effroi. Ces surprises fréquentes forcèrent enfin le sultan à lever le siége. L'approche de Jean Huniades, avec une armée hongroise, qui avait déjà passé les frontières de Turquie, hâta encore la retraite du monarque ottoman [3]. Après cette campagne humiliante, où Amurath avait vu ternir devant un misérable château une gloire établie sur la défaite de tant de rois, ce vieux souverain se retira à Andrinople, où après trente-un ans de règne, il mourut subitement dans un banquet, le dixième mois de l'an 855 de l'hégire, ou l'an 1451 de Jésus-Christ [4].

Les Italiens, qui avaient à peine osé secourir Scanderbeg tandis qu'il était accablé par toutes les forces du sultan, le félicitèrent avec transport sur sa victoire. Alfonse, roi de Naples, lui envoya trois cent mille muids de froment et cent mille muids d'orge, pour le dédommager de la récolte qu'il avait

[1] *Marin. Barletius*. L. V, p. 145. — *Laonic. Chalcocondyles, de reb Turc.* L. VII, p. 145. — [2] *Marinus Barletius*. L VI, p. 165. — [3] *Laonicus Chalcocondyles, de rebus Turcicis*. L. VII, p. 146.—[4] *Laon. Chalcocond.* L. VII, p. 155.—*Annales Turcici Leunclavii*, p. 257.—Barletius raconte qu'Amurath tomba malade et mourut devant Croia, le cinquième mois du siége de cette ville. L. VI, p. 192. Rien n'est plus faux; et cependant Barletius était contemporain et compatriote.

perdue [1]. Mais Scanderbeg, presque toujours heureux dans les combats, était toujours malheureux dans le siége des villes. Il voulut reprendre Sfétigrade, et il fut repoussé; il mit le siége devant Belgrade des Arnautes, et il fut obligé de le lever, après avoir perdu beaucoup de monde [2].

Les trésors de Mahomet II, qui avait succédé à Amurath II et recommencé la guerre d'Albanie, trouvèrent aussi des traîtres dans le conseil de Scanderbeg. Moïse Golenthus, son confident, et le meilleur de ses capitaines, tourna ses armes contre lui. Cependant Golenthus ne put pas supporter longtemps la colère d'un héros; il revint la corde au cou se jeter aux pieds de son maître, il lui demanda grâce et il l'obtint [3]. A peine avait-il expié sa faute, lorsqu'un autre des généraux de Scanderbeg, Amésa, son neveu et en quelque sorte son collègue, passa aux ennemis [4]. Il revint bientôt dans l'Épire avec un sangiak qui commandait l'armée turque; Mahomet II l'avait déclaré roi d'Albanie, et Amésa avait vu Scanderbeg fuir devant lui. Son triomphe fut de courte durée; il fut surpris dans son camp, fait prisonnier avec le sangiak, et envoyé dans les prisons de Naples [5]. Scanderbeg annonça à tous les souverains de l'Europe cette victoire, dans laquelle il prétendit que trente mille Turcs avaient été tués; en envoyant aux princes latins une partie des dépouilles et des captifs, il leur demanda des secours pour continuer la guerre [6].

Cependant, loin que les Latins formassent une croisade pour défendre Scanderbeg, ce héros fut lui-même appelé en Italie par le pape Pie II, pour défendre Ferdinand, et témoigner ainsi sa reconnaissance au fils de cet Alfonse dont il avait reçu des bienfaits. Déjà depuis quelque temps les Turcs évitaient

[1] *Marinus Barletius*. L. VI, p. 193.—*Barth. Facii Rer. Gestar. Alphonsi Regis*. L. IX, p. 154.—[2] *Marinus Barletius*. L. VIII, p. 231.—*Laonicus Chalcocondyles*. L. VIII, p. 179. —[3] *Marinus Barletius*. L. VIII, p. 251. —[4] *Ibid*. L. IX, p. 253. —[5] *Ibid*. L. IX, p. 275. — *Annal. Eccles. Raynald*. 1458, § 15 et 46, T. XVIII, p. 512. —[6] *Marinus Barletius*. L. IX, p. 281.

une guerre où ils avaient éprouvé tant de revers ; Amur et Sinan, deux pachas du voisinage de l'Épire, avaient été chargés d'en garder les frontières, sans les passer jamais. Pleins de respect pour la valeur du héros albanais, ils avaient recherché son amitié et l'avaient obtenue. Les deux nations n'avaient point fait la paix ; mais par une convention tacite elles avaient suspendu les hostilités, et les Épirotes se livraient sans distraction à l'agriculture et au soin de leurs troupeaux. Les sollicitations du pape ayant ensuite déterminé Scanderbeg à passer en Italie, alors il accepta les conditions honorables que Mahomet II lui avait fait offrir, et la paix fut signée entre les deux états, le 22 juin 1461[1]. Nous avons vu que Scanderbeg vint en effet se joindre à Ferdinand à Barlette, qu'il eut part à la victoire de Troie et à la guerre de Pouille contre les Angevins. Lorsqu'elle fut terminée, le roi de Naples lui donna en récompense Trani, Monte-Gargano et San-Giovanni Rotondo, trois villes de l'Apulie, qui, situées vis-à-vis de la Macédoine, pouvaient être pour lui un asile précieux s'il succombait enfin aux attaques des Turcs[2].

La lutte entre Scanderberg et toute la puissance turque avait déjà été soutenue pendant dix-neuf ans ; et les Italiens, spectateurs oisifs de ce grand combat, applaudissaient au héros, sans lui fournir de secours qui le missent en état de profiter de ses victoires. Ils étaient eux-mêmes distraits par des guerres importantes, et ils ne songeaient pas encore que le danger les menaçât de si près. Mais lorsque la guerre de Naples fut presque terminée, et que Scanderbeg reprit le chemin de son pays, ils regrettèrent l'oisiveté où allait rentrer ce champion de la foi. C'était d'après leurs propres convenances, non d'après les siennes, qu'ils voulaient décider de la

[1] *Marinus Barletius*. L. X, p. 285.—L. X, p. 306, et L. XI, p. 311. Il parle d'une trêve annuelle d'abord, et d'une paix ensuite ; mais les dates ne peuvent pas permettre deux traités différents. — [2] *Marinus Barletius*. L. X, p. 306.

paix ou de la guerre en Albanie. Pie II reprit alors avec ardeur le projet de croisade pour lequel il avait assemblé à Mantoue, peu d'années auparavant, les députés de la chrétienté; d'autant plus qu'une nouvelle conquête des Turcs avait enfin porté leurs redoutables bannières jusqu'aux frontières même de l'Italie.

Sur la route que les Turcs devaient suivre pour entrer en Italie par le Friuli, ou en Allemagne par la Carniole, se trouvait le royaume de Bosnie, que ses âpres montagnes, et les châteaux inexpugnables dont elles étaient couvertes, pouvaient faire regarder comme la forteresse de la chrétienté. Mais les Bosniaques n'étaient pas orthodoxes ; on les accusait d'être manichéens, ce qui probablement signifiait seulement, qu'à l'exemple des Bulgares, ils avaient embrassé la réforme des Pauliciens. D'ailleurs, l'ignorance et la barbarie du peuple avaient étouffé les lumières qui distinguaient originairement cette secte. Lorsque les Bosniaques reconnurent l'approche du danger, ils cherchèrent à resserrer leur alliance avec les chrétiens occidentaux, et dans l'année 1445 leur roi Étienne Thomas se réconcilia à l'Eglise [1]. Cependant, comme il se refusa à punir ceux de ses sujets qui étaient demeurés attachés à l'ancienne croyance, les Latins entretinrent des doutes sur son orthodoxie, et considérèrent les malheurs dont son pays fut ensuite frappé comme un jugement du ciel.

La conquête de la Servie, en 1458, avait rendu la Bosnie limitrophe des Turcs ; dès lors Mahomet II avait demandé un tribut à son roi, et il avait fortifié le château de Caiffin, bâti au confluent de la Save et de la Bosna, pour s'assurer, quand il le voudrait, l'entrée du pays. Le roi Étienne, fils et successeur d'Etienne Thomas, prévoyant l'orage qui allait fondre sur lui, écrivit en 1462 à Pie II, pour lui faire connaître le danger qui le

[1] *Raynaldi Annal. Eccles.* § 23, p. 316.

menaçait. Les Turcs, lui disait-il, traitent avec tant de douceur les paysans bosniaques, qu'ils en ont séduit le plus grand nombre; les seigneurs sont abandonnés dans leurs donjons par leurs vassaux; et si les Vénitiens, le pape, ou quelqu'un des peuples latins, ne vient au secours de ce pays, il va se trouver ouvert sans combat aux ennemis de la chrétienté. Cependant si la Bosnie, avec ses montagnes sauvages et ses forteresses, est encore le bastion de l'Occident, elle deviendrait, entre les mains des Turcs, un repaire d'où ils fondraient à leur gré sur l'Italie ou sur l'Allemagne. Pendant que ce royaume subsiste encore, des forces très peu considérables suffisent pour rendre le courage à ses peuples, et engager les belliqueux Bosniaques à se sacrifier jusqu'au dernier pour défendre leur patrie et couvrir la chrétienté ; mais, si l'on attend sa chute, les armées les plus nombreuses seront à peine en état de fermer aux Turcs l'entrée de l'Italie et de l'Allemagne. Étienne rappelait enfin que son père avait annoncé de même à Nicolas V la prise de Constantinople lorsque quelques milliers de soldats latins auraient pu la sauver, et il suppliait Pie II de ne pas laisser les Latins tomber une seconde fois dans la même faute [1].

1463— Mais Pie II n'était point encore prêt à fournir aux Bosniaques les secours qu'on lui demandait. Ces peuples, affaiblis par des combats précédents, et peut-être désunis par la haine entre les deux sectes chrétiennes, ne firent presque aucune résistance lorsque Mahomet II vint les attaquer en personne. Radaces, commandant de Bobazzia, alors capitale de la Bosnie, rendit cette ville sans l'avoir défendue, et se joignit aux Turcs. Le duc Étienne, qui commandait à Jaickha, ne se défendit pas mieux. L'un et l'autre sont accusés par l'an-

[1] Cette lettre, qui est pleine de noblesse, de raison et de sentiment, est rapportée tout entière par Pie II dans son commentaire, L. XI, p 297. Cependant le même Étienne est accusé d'avoir étranglé sur son lit son père Étienne Thomas, qu'il soupçonnait de retourner au manichéisme. *Familias Sclavonicas, Bossinenses bani ac reges*. *Ducange*. p. 257. T. XXI.

naliste de l'Église d'avoir été manichéens : tous deux craignirent peut-être les persécutions que Rome demandait avec instance au roi de Bosnie, pour prix de ses secours. Ce roi s'enfuit avec peine de Jaickha, et s'enferma dans le château d'Éluth, mais il ne put y faire une longue résistance. Au bout de huit jours, Étienne fut amené prisonnier aux pieds de Mahomet II. Le sultan lui promit de le rétablir dant ses états comme prince feudataire de la Porte, sous condition que le roi lui livrerait les clefs de soixante-dix forteresses de la Bosnie. Le captif, à la merci de son vainqueur, se soumit à tout ce qu'on exigea de lui; mais dès que les drapeaux du croissant flottèrent sur tous les châteaux forts de la Bosnie, Mahomet II fit trancher la tête au roi son captif, ou, selon d'autres, le fit écorcher. Il envoya au supplice toute la noblesse dans les champs de Blagaï ; il réduisit les habitants en captivité, et il peupla de musulmans cette province, où l'on ne trouve plus aujourd'hui un chrétien, et qui est devenue le boulevard de l'empire musulman. La reine de Bosnie s'enfuit à Rome, où elle vécut de la charité du pape. Par reconnaissance elle légua au Saint-Siége tous les droits qu'elle pouvait avoir sur les états de son mari [1].

Les Turcs étaient à peine établis dans leur nouvelle conquête, qu'ils commencèrent à pousser plus loin leurs ravages. La même année 1463, le ban d'Esclavonie fut enlevé par eux dans ses états, et massacré avec cinq cents de ses gentilshommes. La guerre s'approchait toujours plus des frontières

[1] *Demetrius Cantemir*. L. III, chap. 1, § 19, p. 109. — *Comment. Pii Papæ II*. L. XI, p. 311. — *Laonicus Chalcocondyles*. L. X, p. 215. — *Annales Turcici a Leunclavia editi*, p. 257. — *Raynaldi Annales Eccles*. 1463, § 14-17, T. XIX, p. 127. — *Bossinenses bani ac reges in Ducangio Famil. Dalmat*. p. 258. — *Dlugossi Historiæ Polonicæ*. L. XIII, p. 322. T. II. Lipsiæ, fol. 1712. Les frères mineurs de Jaickza apportèrent, dans leur fuite à Venise, le corps de saint Luc l'Evangéliste ; un autre corps du même saint Luc était à Padoue, et sa tête à Rome ; l'authenticité de ces trois reliques était également prouvée par des miracles. La cour de Rome, sollicitée de prononcer entre elles, s'y refusa. *Annal. Eccles*. 1463, § 18, p. 128. — *Comment. Pii Papæ II*. L. VIII, p. 192. — *Marin. Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 1177.

de l'Italie, et tandis que les états vénitiens n'étaient plus séparés des avant-postes musulmans que par une ou deux journées de chemin, la guerre se rallumait aussi en Grèce entre les mêmes Vénitiens et les Turcs. Les chrétiens ne se croyaient obligés envers les musulmans à aucune des lois prescrites par le droit des gens. Un esclave du sous-pacha d'Athènes avait volé la caisse publique, et s'était réfugié chez Jérôme Valaresio, commandant vénitien de Coron, avec lequel il avait partagé les cent mille aspres que contenait cette caisse. Les Turcs firent redemander l'esclave et l'argent; on leur répondit que l'esclave s'était fait chrétien, et ne pouvait être livré aux infidèles, et l'on ne rendit point l'argent. Les Turcs, par représailles, s'emparèrent d'Argos, où commandait Nicolas Dandolo, et la guerre recommença au mois de mai 1463[1].

Louis Lorédano, procurateur et capitaine-général des Vénitiens, craignit que sa république ne lui reprochât d'avoir, par sa cupidité, allumé une guerre dangereuse. Pour prévenir cette accusation, il s'efforça de persuader à la seigneurie que l'occasion était favorable pour s'emparer de la Morée; que vingt mille Grecs étaient prêts à prendre les armes, et à se ranger sous les étendards de Saint-Marc; que la presqu'île enfin étant une fois entre les mains d'une puissance maritime, ne pourrait plus lui être enlevée. L'ambition aveugla le sénat; il se résolut à la guerre; il fit passer en Morée Bertoldo, fils de Taddée, d'une branche cadette de la maison d'Este, avec quinze connétables, pour commander les soldats qu'on lèverait dans le pays. En même temps, vingt-trois vaisseaux et cinq galères devaient transporter et protéger les troupes italiennes. Celles-ci débarquèrent à Modon, Bertoldo d'Este les conduisit à Napoli de Malvoisie; il attaqua Argos et le reprit sans difficulté[2]. Il marcha ensuite vers l'isthme qui attache le

[1] *Marin. Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1172.—[2] *Comment. Pii Papæ II.* L. XII, p. 314. — *Andrea Navagiero, Storia Venez.* T. XXIII, p. 1122. — *Marin. Sanuto, Vite*

Péloponnèse au continent. La flotte vénitienne, commandée par Lorédano, était dans le golfe de Corinthe ou de Lépante; le golfe Saronique ou d'Engia était occupé par six autres vaisseaux vénitiens, en sorte que les chrétiens, maîtres en même temps de la terre et de la mer, n'eurent pas de peine à défendre l'Hexamiglion. Cette langue de terre qui, comme son nom l'indique, n'a que six milles de largeur[1], unit au continent une péninsule qui présente trois cent soixante milles de côtes. Trente mille ouvriers furent rassemblés dans la Morée, et en quinze jours de temps ils élevèrent un retranchement en pierres sèches, de douze pieds de hauteur; il était défendu par un double fossé, et surmonté par cent trente-six tours. Le matériaux avaient été dès longtemps rassemblés sur la place pour la défense du Péloponnèse contre de précédentes invasions; mais les Grecs indolents ne les avaient jamais mis en œuvre.

Pour s'assurer la possession de la péninsule, il ne suffisait pas d'en défendre l'entrée, il fallait encore en chasser le petit nombre de Turcs qui y étaient cantonnés. A l'arrivée des Vénitiens, un camp de quatre mille chevaux couvrait Corinthe; ils se retirèrent au-delà de l'isthme après un premier combat. Benedetto Coléoni soumit toute la Laconie, à la réserve de la seule forteresse de Misitra, mais il fut tué sous ses murs; Giovanni Magno se rendit maître de l'Arcadie; cependant il échoua devant le château de Léontari, à deux lieues des ruines de l'ancienne Mégalopolis. Le reste de la Morée, à l'exception de Corinthe, obeissait aux Vénitiens. Bertoldo rassembla toute son armée pour faire le siége de cette dernière ville, la plus forte et la plus peuplée de la presqu'île.

de' Duchi di Venezia. p. 1173. — *M. Ant. Sabellico*. Dec. III, L. VIII, f. 202. — *Laon. Chalcocond.*, *De reb. Turc*. L. X, p. 231. — [1] L'Hexamiglion a bien moins de six milles de largeur au point le plus étroit. Apparemment que son nom désigne la mesure et le développement des retranchements qu'on y avait élevés.

Dans les deux premiers assauts, quelques ouvrages extérieurs furent enlevés; mais, au troisième, le général fut blessé d'une pierre à la tempe, et il mourut au bout de douze jours[1]. 1464. — L'armée, découragée par la perte de son chef, et rebutée par la rigueur de l'hiver qui avait commencé, abandonna le siége. Les habitants, redoutant les cruelles vengeances des musulmans, n'osaient point se déclarer pour la république.

Bientôt on annonça que Mahomet, pacha de Livadie, s'avançait avec une armée considérable ; les plus effrayés en portaient la force à quatre-vingt mille chevaux. Bettino de Calcina, qui avait succédé à Bertoldo d'Este dans le commandement des Vénitiens, n'osa point attendre l'ennemi. Il abandonna l'isthme pour s'enfermer dans des places fortes, et cette lâcheté perdit la Morée[2]. Le pacha de Livadie était si loin d'en pouvoir faire la conquête, que lorsqu'on lui avait annoncé que deux mille fusiliers gardaient l'Hexamiglion, il avait écrit au sultan pour excuser d'avance le peu de succès auquel il devait s'attendre. Il rebroussait chemin, lorsqu'un Albanais, traversant le golfe d'Engia, lui apporta de Corinthe la nouvelle de la retraite des Italiens. Il partit donc de Platée, et, passant de nuit le Cithéron, il vit les vaisseaux vénitiens qui occupaient encore les deux mers. A peine en put-il croire ses yeux, lorsqu'il trouva les fortifications de l'isthme abandonnées. Les forteresses, dans lesquelles l'armée découragée des Vénitiens s'était dispersée, n'opposèrent presque point de résistance ; Argos fut repris pour la troisième fois, et l'armée turque s'avançant en deux divisions sur Léontari et sur Patras, chassa devant elle les Latins, et passa au fil de l'épée tous les Grecs qui s'étaient déclarés pour eux. 1463. — Les seules places fortes que les Vénitiens possédaient avant

[1] *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VIII, f. 203. — *Navagiero, Stor. Venez.* p. 1122. —
[2] *Marin. Sanuto, Vite de' Duchi.* p. 1176. — *Laon. Chalcocond.* L. X, p. 282.

la guerre demeurèrent à l'abri de cette rapide conquête[1].

La guerre des Vénitiens et des Turcs, celle de Bosnie et celle d'Esclavonie avaient ranimé le zèle de Pie II. Ce pontife, libre des soucis que lui avait donnés jusqu'alors la succession au royaume de Naples, avait assemblé un consistoire, et avait représenté aux cardinaux qu'il était temps de commencer cette guerre sacrée, à laquelle il s'était engagé dès son assomption au pontificat. « Chaque année, dit-il, les Turcs dé« vastent quelque nouvelle province de la chrétienté; dans « celle-ci nous leur avons vu conquérir la Bosnie, et massa« crer le roi de cette nation. Les Hongrois sont effrayés, « tous les peuples voisins sont frappés de terreur : et nous, « que ferons-nous? Exhorterons-nous les rois à marcher à leur « secours, à repousser l'ennemi de nos frontières? Mais nous « l'avons déjà tenté en vain. On a peu de crédit quand on « dit aux autres : *allez ;* peut-être le mot *venez* aura-t-il plus « d'effet sur eux ; je veux le tenter à son tour. J'ai résolu de « marcher moi-même à la guerre contre les Turcs, et d'invi« ter ainsi, par des faits autant que par des paroles, les prin« ces chrétiens à me suivre. Peut-être, lorsqu'ils verront leur « maître et leur père, le pontife romain, le vicaire de Jésus« Christ, vieux et malade, partant pour la guerre sacrée, ils « rougiront de rester chez eux, ils prendront les armes, et ils « embrasseront enfin avec tout leur courage la défense de no« tre sainte religion. Si nous ne pouvons exciter les chrétiens « à la guerre par cette voie, nous n'en savons aucune autre. « Sans doute notre vieillesse rend l'entreprise hasardeuse, et « nous marchons à une mort presque assurée; mais nous ne « la refusons point. Nous devons mourir une fois, et le lieu « de notre mort n'est pas ce qui importe à la chrétienté. Vous

[1] *Laon. Chalcocond.* L. X, p. 233. Cet historien grec nous manque à la fin de cette campagne. Avec l'indépendance de la Grèce, on voit finir, à cette époque, tous ses monuments historiques.

« aussi, qui nous avez exhorté si souvent à la guerre contre « les Turcs, vous, cardinaux, membres de l'Église, vous de- « vez suivre votre chef..... Nous l'avons promis au duc de « Bourgogne, nous l'avons promis aux Vénitiens, une flotte « redoutable de Venise nous accompagnera et dominera la « mer ; les autres puissances d'Italie nous suivront. Le duc de « Bourgogne entraînera l'Occident avec lui[1] ; du côté du « nord, le Turc sera pressé par le Hongrois et le Sarmate ; « les chrétiens de la Grèce se soulèveront, et ils accourront « dans nos camps. Les Albanais, les Serviens, les Épirotes se « réjouiront de voir arriver le jour de la liberté, et ils nous « prêteront leur assistance ; dans l'Asie même, nous serons « secondés par les ennemis des Turcs, le Caraman et le roi de « Perse. Enfin, la faveur divine nous donnera la victoire. « Pour moi, ce n'est point au combat que je marche : la fai- « blesse de mon corps, le sacerdoce auquel il ne convient « point de manier le fer, doivent m'en détourner. J'imiterai « donc le saint patriarche Moïse, qui priait sur la montagne, « tandis qu'Israël combattait les Amalécites. A genoux sur « une poupe élevée, ou sur la cime d'un mont, j'aurai de- « vant les yeux la sainte Eucharistie ; vous m'entourerez, et, « avec un cœur contrit et humilié, nous demanderons au « Seigneur la victoire pour nos soldats[2]. »

Il n'y eut que deux cardinaux dans le consistoire, celui de Spolette et celui d'Artois, qui ne partagèrent pas l'enthousiasme du vieux pontife. Une bulle éloquente, datée du 22 oc-

[1] Ce fut dès l'année 1453, et sur la nouvelle de la prise de Constantinople, que le duc Philippe de Bourgogne fit vœu, avec la plus grande partie de sa noblesse, de marcher à la croisade. L'engagement en fut pris au milieu des fêtes de cette cour élégante, sur le faisan, avec toutes les pompes de l'ancienne chevalerie. *Chron. d'Enguerr. de Monstrelet*. V. III, p 55. Deux ans après le duc engagea les états de son royaume à tripler les aides, pour subvenir aux frais de cette croisade. (*Ibid*. p. 64. — [2] Aucune harangue n'est plus authentique, puisque celui même qui la prononça l'a insérée dans ses Commentaires. *Pie II*, Lib. XII, p. 336 à 341 ; et *Raynaldus, Annal. Eccles*. 1463, § 26, p. 130. J'en ai retranché une partie.

tobre 1463, appela tous les chrétiens à la guerre sacrée; elle annonça le rassemblement de l'armée à Ancône, et menaça des foudres de l'Église ceux qui troubleraient sa paix par des hostilités de chrétiens à chrétiens[1]. Le pape écrivit en même temps au doge de Venise, Cristoforo Moro, en invitant le vieux chef d'une république à se joindre en personne au vieux pontife de la chrétienté. Le conseil des Pregadi n'hésita pas à lui en faire prendre l'engagement. Le doge faisait quelque difficulté de monter sur la flotte, à cause de son grand âge, et les conseillers ayant en vain essayé d'autres moyens de persuasion, Victor Cappello lui dit : « Sérénissime prince, si vo-« tre sérénité ne veut pas s'embarquer de bon gré, nous la « ferons bien partir par force; car nous faisons plus de cas du « bien et de l'honneur de ce pays que de votre personne. » Cependant, comme le doge déclarait ne point entendre la guerre maritime, on lui promit de lui donner pour amiral son parent Lorenzo Moro, duc de Candie[2].

Les exhortations de Pie II n'eurent point sur les princes chrétiens tout l'effet qu'il avait attendu. Les Français, occupés des intrigues de Louis XI, et les Allemands se débattant dans l'anarchie, qui durant le règne du faible Frédéric III rendait leur nation toujours plus impuissante, ne prirent aucune part à ce qui devait être l'affaire de tous. Le duc de Bourgogne, qui s'était à plusieurs reprises engagé solennellement à la croisade, s'exempta de marcher; mais Pie II trouva plus de zèle dans l'héroïque roi de Hongrie, Mathias Corvinus, fils du grand wayvode, Jean Huniades. Mathias conclut, le 12 septembre 1463, un traité avec la république de Venise, par lequel les deux parties s'engageaient à attaquer de concert les musulmans avec toutes leurs forces, et à ne poser les armes que d'un commun accord[3]. Le pape ne pou-

[1] *Annales Ecclesiastici.* 1463, § 29-40, p. 131. — [2] *Marin. Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1174. — [3] *Raynaldi Annal. Eccles.* 1463, § 50, 51, p. 136.

vait négliger d'appeler aussi à son aide ce Scanderbeg, dont le nom seul remplissait les Turcs d'effroi, et dont les ports et les forteresses, situés en face de l'Italie, favoriseraient le débarquement des Latins. Mais Scanderbeg avait accepté et juré la paix avec le sultan, et les musulmans observaient le traité avec fidélité. Quelques brigandages de troupes irrégulières commis en Albanie avaient même été punis par Mahomet II avec une grande sévérité, et il avait fait restituer au prince épirote la valeur entière de ce qui lui avait été enlevé. Pie II chargea Paul Angelo, archevêque de Duraz, de déterminer le champion de la foi à ne point manquer au combat que les occidentaux allaient livrer pour sa cause. Il lui offrit de le délier de tous ses serments, par la puissance souveraine de l'Église. Gabriel Trévisani, ambassadeur vénitien, appuya ses sollicitations. Scanderbeg, retenu quelque temps par ses scrupules, céda enfin aux instances du chef de sa religion[1]. Il entra en campagne sans déclaration de guerre, et il enleva dans les provinces turques qui l'avoisinaient soixante mille bœufs et quatre-vingt mille moutons, prenant pour prétexte de ces hostilités les brigandages mêmes dont Mahomet lui avait donné une ample satisfaction. Celui-ci ayant encore cherché à rétablir la paix, Scanderbeg lui répondit, le 26 mai 1463, qu'il n'entendrait à aucun traité si Mahomet n'abandonnait, avant tout, le culte de son faux prophète[2].

1464. — Cependant Pie II, après avoir fait ses prières dans la basilique des Saints-Apôtres, se mit en chemin le 18 juin 1464 : déjà il se sentait atteint d'une petite fièvre; et comme il ne voulait point s'arrêter pour la soigner, il obligea par serment ses médecins à ne révéler son mal à personne[3]. Dès le troisième jour de son voyage, on vint annoncer à Pie II

[1] *Marinus Barletius*. L. XI, p. 318. — *Comment. Pii Papæ II*. L. XII, p. 330. — [2] *Marinus Barletius*. L. XI, p. 325. — [3] *Jo. Ant. Campanus*, *Vita Pii II*. T. III, P. II *Rer. Ital.* — *Jacobi Cardinal. Papiensis Comment.* L. I, p. 354. *Ad Calcem Comment. Pii II.*

que la foule des croisés rassemblée à Ancône commençait à se plaindre de ne rien trouver de prêt pour la traversée. Le vieux pontife choisit un vieux cardinal son ami, pour le représenter auprès de la multitude, exhorter celle-ci à la patience, et pourvoir à ses premiers besoins. C'était un Espagnol, Jean Carvajal, cardinal de Saint-Ange. L'ayant appelé auprès de lui, il lui fit connaître l'objet de sa mission, et lui demanda en grâce, plutôt qu'il ne lui ordonna de partir. C'était avec quelque pudeur qu'il imposait un si pesant fardeau à un vieillard chargé d'années, et dont les forces s'étaient déjà brisées au service de l'Église. Mais, considérant l'importance de l'entreprise, et combien peu d'hommes étaient en état d'en venir à bout, il ne crut point devoir épargner son vieil ami. « J'assistais seul à cet entretien (dit le cardinal « de Pavie); le langage de Carvajal fut toujours le même, plein « d'humilité et de courage. *Saint pontife, si je suis tel que tu « me croies propre à de si grandes choses, je suivrai tes or- « dres sans retard, et plus encore ton exemple. Avec ta frêle « santé n'exposes-tu pas ta vie pour moi et pour le reste de « tes brebis? Tu m'as écrit* : VIENS, *et me voici; tu m'ordonnes « d'aller, et je vais. Ce n'est point cette dernière partie de ma « vie que je refuserai au Christ.* Ces mots touchèrent le pon- « tife; il était d'autant plus ému, qu'il voyait plus de courage « dans le vieillard : Jean Carvajal aimait uniquement Pie II, « et il avait été un des plus ardents conseillers de cette sainte « entreprise[1]. »

Pie II, en approchant de la mer Adriatique, rencontrait chaque jour des bandes de croisés qui revenaient sur leurs pas, renonçant déjà à cette expédition sacrée. Parmi ceux qui s'étaient assemblés à Ancône, il y avait un grand nombre de gens de guerre qui ne demandaient pas mieux que de prendre du

1 *Jacobi Papiensis commentarior.* L. I, p. 355.

service; mais quand ils virent que la cour pontificale ne leur offrait d'autre paie que des indulgences, ils s'en retournèrent tous avec un mélange d'indignation et de moquerie [1]. Cependant Pie II, en publiant la croisade, avait annoncé à toute la chrétienté, que les grandes indulgences ne seraient accordées qu'à ceux qui auraient servi au moins six mois à leurs frais. Les soldats n'en avaient tenu compte, sachant bien que sans eux on ferait un rassemblement et non pas une armée; et le bas peuple était aussi accouru sans armes ni argent, comptant être défrayé et transporté en Grèce par un miracle. Comme cette foule déjà détrompée de ses espérances croisait, en se retirant, la litière du pontife qui avançait, on voyait se peindre sur le visage du vieillard le découragement et la douleur de commencer son entreprise sous de si fâcheux auspices [2]. Lorsqu'il arriva enfin à Ancône, il y trouva encore une nombreuse multitude de gens de la plus basse classe, qui, sans chefs, sans argent, sans armes et sans vivres, avaient espéré que le pontife fournirait à tous leurs besoins. Pie II fut obligé de renvoyer tous ceux qui n'avaient pas de quoi se maintenir six mois à leurs frais; il accorda cependant à leur bonne volonté les indulgences de la croisade, qu'ils avaient si peu méritées. Il promit aux autres de leur procurer leur passage sur deux galères vénitiennes; mais, comme ces galères se faisaient attendre, les Croisés perdant courage se séparèrent presque tous.

Tandis que le pape voyait ainsi s'éteindre l'enthousiasme, et se dissiper cette multitude sur laquelle il avait compté, il donna audience à Ancône à des ambassadeurs de Raguse, qui lui annonçaient qu'une armée turque, campée à trente milles de leur ville, les menaçait d'une destruction entière, s'ils faisaient partir les vaisseaux qu'ils avaient promis à la flotte pontificale. Pie II les exhorta à persister encore, et leur

[1] *Joann. Simonetæ*. L. XXX, p. 764. *In vita Francisci Sfortiæ*. — [2] *Jacobi Cardinal. Papiensis Comment.* L. I, p. 357.

promit de leur conduire bientôt de puissants secours. Mais déjà il n'avait plus de confiance dans les espérances qu'il voulait leur donner [1]. Il hésita s'il n'irait point lui-même s'enfermer dans Raguse, espérant, par son danger personnel, réveiller enfin la chrétienté endormie. Cependant on ne tarda pas à lui annoncer que les Turcs avaient pris un autre chemin. Enfin une flotte vénitienne de douze galères, conduite par le doge Christophe Moro, arriva devant Ancône. Pie II se fit aussitôt porter sur le rivage pour la voir, et après l'avoir parcourue des yeux, il s'écria en gémissant : « Jusqu'à ce jour « il m'avait manqué une flotte pour ma navigation ; aujour- « d'hui c'est moi qui vais manquer à la flotte. » En effet, une dyssenterie s'était jointe aux maux qui l'accablaient déjà, et malgré les flatteries de ses courtisans, il sentait qu'il n'avait plus que peu d'heures à vivre. Accablé de douleur de se voir surpris par la mort au moment où il voulait consacrer sa vie au service de la chrétienté, il supplia le cardinal de Pavie de suivre l'expédition qu'il avait préparée, et de monter sur la flotte ; il appela tous les cardinaux au baiser de paix ; il leur demanda de pardonner ses fautes et de prier pour lui, et il mourut entre leurs bras le même jour, 14 août 1464 [2].

La mort de Pie II détruisit toutes les espérances des chré-

[1] *Annales Ecclesiastici*. 1464, § 38, p. 161.—*Andrea Navagiero, Storia Venez*. p. 1124. —*Comment. Jacobi Cardin. Papiens*. L. I, p. 358.—[2] Pie II a écrit et publié lui-même, sous le nom de *Gobelinus*, des Commentaires sur sa vie et son pontificat. Il les termine au dernier jour de l'année 1463, au milieu de la sixième année de son règne, et avant son voyage à Ancône, pour lequel il fait des vœux (L. XII, p. 347 et *ultima*) Aucun des historiens de cette époque ne montre plus de justesse d'esprit, une connaissance plus universelle des hommes, des lieux, des révolutions et des gouvernements, un plus grand art de varier son histoire, de récapituler tout ce qui appartient à chaque pays, à mesure qu'il l'introduit sur la scène. Il se fait lire avec autant d'intérêt et d'amusement que d'instruction. On sent constamment que le pontife était l'homme de son siècle qui avait les opinions les plus libérales et le plus d'instruction. Le cardinal de Pavie, son ami intime, son confident, souvent son compagnon unique, a consacré les premières pages de son Commentaire à raconter le voyage et la mort de ce grand homme. C'est un des morceaux d'histoire les plus touchants que je connaisse, et l'un des plus dignes de figurer dans une épopée. *Commentarii Jacobi Cardin. Papiens*. L. I, p. 361.

tiens du Levant, et dissipa l'expédition qui était prête à partir. Quarante-huit mille florins, qu'on trouva dans sa cassette, furent envoyés, selon son désir, à Matthias Corvinus, roi de Hongrie, pour soutenir la guerre où la cour de Rome l'avait engagé [1]. Il semble que c'est là tout ce qui restait du trésor amassé par le pontife pour la guerre sacrée. Pie II avait compté sur la coopération puissante de tous les princes de l'Europe : il avait voulu seulement donner l'exemple; mais ses préparatifs n'étaient nullement proportionnés à la grandeur de son entreprise. La guerre seule de Naples, dans laquelle il n'était qu'auxiliaire, lui avait coûté plus d'un million de florins; et l'on comprend à peine que ce sage pontife ait songé à attaquer un ennemi incomparablement plus fort que le duc de Calabre, avec moins du vingtième de cette somme. Indépendamment de ses revenus ecclésiastiques qui étaient considérables, il avait levé dans toute l'Europe une imposition du trentième denier de la rente, pour soutenir la guerre sacrée, et il avait fulminé des excommunications contre ceux qui tarderaient à l'acquitter. Il avait dans le même but autorisé le commerce des indulgences : chaque péché avait son prix fixe, et l'indulgence plénière de toutes fautes était taxée à vingt mille florins. Ce trentième denier et ce trafic d'indulgences avaient causé de grandes clameurs contre lui [2]. Le mécontentement aurait été plus grand encore, si l'on avait su que tous les trésors levés sur les fidèles avaient été dissipés pour affermir le trône de Ferdinand, de ce prince si peu digne d'estime. On doit donc convenir avec le cardinal de Pavie, que Pie II fut heureux dans sa mort comme dans sa vie; elle fut sublime aux yeux des hommes, elle fut pieuse aux yeux de Dieu, et elle le déroba aux difficultés, au moment

[1] *Annal. Ecclesiast. Raynaldi.* 1464, § 50, p. 165. — *Comment. Jacobi Cardin. Papiens.* L. I, p. 362. — [2] *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana.* T. XXI, p. 898-899.

où sa gloire allait être compromise par d'imprudentes déterminations[1].

Pour ne pas paraître abandonner entièrement le projet de Pie II, les cardinaux, après avoir comblé d'honneur le doge Christophe Moro, et lui avoir donné séance dans le consistoire, lui offrirent de joindre cinq galères armées à sa flotte, et de les solder pour quatre mois, s'il voulait continuer la guerre sainte. Cependant, au bout de peu d'heures, ils se dédirent de leur offre, et se réduisirent à trois galères déjà armées à Venise, et qu'ils promettaient de payer. Le doge voyant que la coopération de l'Église romaine serait presque nulle, et qu'elle ne compenserait pas la gêne que cette alliance apporterait aux opérations de sa république, crut plus convenable de ramener sa flotte à Venise: il partit d'Ancône le 16 août, pour se diriger sur l'Istrie, et il y reçut bientôt l'ordre du sénat de rentrer dans les lagunes et de désarmer[2].

Les cardinaux, se hâtant de retourner à Rome, s'enfermèrent en conclave dans le palais du Vatican. Avant de procéder à l'élection ils s'imposèrent, pour la bonne administration et la réforme de l'Église, plusieurs lois que chacun d'eux s'engagea par serment à observer s'il était favorisé par les suffrages de ses collègues. Le pape futur était tenu de continuer l'expédition contre les Turcs avec toutes les forces de l'Église romaine, et d'y consacrer le produit tout entier des mines d'alun récemment découvertes. On voulut qu'il promît de ne point faire voyager la cour romaine sans le consentement des cardinaux; d'assembler avant trois ans un concile œcuménique pour travailler à la réforme de l'Église; de ne jamais porter au-dessus de vingt-quatre le nombre des cardi-

[1] *Cardinalis Papiensis Epist.* 41, *apud Raynald.* 1464, § 45, p. 163. Simoneta ne peut croire que Pie II ait eu réellement l'intention de s'embarquer. Il prétend qu'il voulait seulement mettre son honneur à couvert, en montrant à toute l'Europe que les princes qui devaient le seconder l'avaient abandonné. *Histor. Franc. Sfortiæ.* L. XXX, p. 744. — [2] *Marin. Sanuto*, *Vite de' Duchi.* p. 1180-1181.

naux; de n'en choisir qu'un seul parmi ses parents; de ne faire entrer dans le sacré collége aucun homme qui n'aurait pas étudié le droit ou les lettres sacrées, ou qui serait âgé de moins de trente ans. On voulut encore que le nouveau pontife promît de ne point diminuer le patrimoine de l'Église, de ne point déclarer la guerre sans le consentement des cardinaux; on voulut qu'il prît leurs suffrages à haute voix, et non à l'oreille, pour qu'on ne lui vît plus prononcer, comme résultat de la délibération, une décision contraire au vote de chacun des délibérants. On voulut qu'il n'employât jamais dans ses diplômes la formule: *Sur la délibération de nos frères*, quand il ne les aurait pas consultés. Enfin on exigea qu'il se fît relire chaque mois ces conditions dans le consistoire, et que ses cardinaux examinassent deux fois par année, hors de sa présence, s'il les avait exécutées fidèlement[1].

Après avoir en quelque sorte donné, par ce concordat, une constitution nouvelle à la république de l'Église, les cardinaux procédèrent à l'élection. Elle se fit avec plus d'accord et de promptitude qu'aucune des précédentes. Pierre, cardinal de Saint-Marc, de la famille des Barbi de Venise, âgé de quarante-huit ans, fut élu le 16 septembre. Il voulut d'abord se faire appeler Formose; mais comme il était en effet d'une beauté remarquable, on le dissuada de prendre un nom qui aurait indiqué un orgueil tout humain. Il se fit appeler Paul II[2]. C'est ce pontife qui a acquis une triste célébrité par la persécution qu'il exerça contre les gens de lettres. Mais bien auparavant il démentit les espérances qu'on avait conçues de lui. On ne s'était pas contenté du serment qu'il avait prêté en commun avec tous les cardinaux sur les devoirs du pape futur; on le lui fit renouveler et signer au mo-

[1] *Jacobi Card. Papiens. Commentar.* L. II, p. 366. — *Raynaldi Annales Eccles.* 1464, § 52, p. 165. — [2] *Comment. Jacob. Card. Pap.* L. II, p. 368. — *Raynaldi Ann. Eccl.* § 53-54, p. 166.

ment de son élection. Cependant il ne fut pas plus tôt couronné, qu'il annula cette constitution ; il voulut avoir, pour cet acte de mauvaise foi, l'assentiment de tous les cardinaux ; il obtint celui du plus grand nombre, moitié par prières, moitié par menaces. Le cardinal de Pavie confesse en rougissant qu'il céda lui-même à cette séduction ; mais il honore Jean Carvajal pour y avoir résisté[1].

Paul II assembla, dès le commencement de son règne, un consistoire pour délibérer sur les moyens de poursuivre la guerre sacrée, et il y admit les ambassadeurs des puissances qui venaient le féliciter sur son élection. Leur présence donnait à cette assemblée l'apparence d'une diète de toute l'Italie, et le pape en profita pour répartir, entre ces divers états, le subside annuel qui devait servir à maintenir l'armée de la chrétienté[2]. Mais, comme les ambassadeurs étaient sans mission pour cet objet, ils se contentèrent de promettre qu'ils en écriraient à leurs commettants ; on ne leur donna point de réponse, et la ligue de l'Italie fut abandonnée, comme la croisade de Pie II.

Les Vénitiens, seuls entre les puissances d'Italie, demeurèrent chargés du fardeau de la guerre contre les Turcs ; et cependant, presque à la même époque, ils en avaient entre-

[1] *Comment. Jacob. Cardin. Pap.* L. II, p. 371. — *Raynald. Ann.* § 57-60, p. 167. — [2] Voici comment cette somme fut répartie ; cette convention donne une idée de la richesse proportionnelle des états d'Italie.

Le pape dut payer.	100,000 florins.
Les Vénitiens.	100,000
Le roi Ferdinand.	80,000
Le duc de Milan.	70,000
Les Florentins.	50,000
Le duc de Modène.	20,000
La république de Sienne.	15,000
Le marquis de Mantoue.	10,000
La république de Lucques.	8,000
Le marquis de Montferrat.	5,000
TOTAL.	458,000 florins.

[3] *Raynaldi Annal. Eccles.* 1464, § 62, p. [illegible]. — *Cardinalis Papiensis Epistola* 64.

pris deux autres, qui ne leur laissaient pas la libre disposition de leurs forces. Toutes deux, il est vrai, n'eurent qu'une très courte durée; la première fut commencée et terminée en 1463, pendant que Pie II vivait encore; la seconde éclata deux ans après. Les habitants de Trieste, qui dépendaient de l'empereur Frédéric III, archiduc d'Autriche, avaient élevé la prétention de forcer tous les marchands qui se rendaient du golfe Adriatique en Allemagne, à passer par leur ville. Les Vénitiens n'avaient garde d'admettre un privilége aussi ruineux pour leur propre commerce. Ils n'hésitèrent point à attaquer Trieste, malgré la protection impériale, et à forcer cette ville à renoncer à la prérogative qu'elle réclamait. Pie II se hâta d'offrir sa médiation pour arrêter des hostilités qui pouvaient amener une guerre dangereuse sur les frontières mêmes de la Turquie. Le traité dans lequel il intervint fut signé le 17 décembre 1463; et, pour reconnaître la condescendance de la république, il rendit, à sa sollicitation, ses bonnes grâces à Sigismond Malatesti, seigneur de Rimini, que les Vénitiens voulaient mettre à la tête de leur armée dans la Morée[1].

1465— L'autre guerre dans laquelle ils s'engagèrent en 1465, pouvait compromettre davantage encore les intérêts de la chrétienté dans le Levant. Ils attaquèrent la religion de Saint-Jean de Jérusalem et le grand-maître de Rhodes, pour punir ces chevaliers d'avoir arrêté deux vaisseaux de commerce de la république, à bord desquels se trouvaient plusieurs marchands maures et égyptiens. L'honneur du pavillon de Saint-Marc et l'hospitalité accordée à des étrangers avaient été violés par une piraterie vainement déguisée sous le manteau de la religion ; tous les passagers musulmans avaient été mis aux fers. Le sénat envoya dans l'île de Rhodes la même flotte qui

[1] *Marin. Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1178. — *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VIII, f. 203, v. — *Cristof. da Soldo*, *Istor. Bresciana.* p. 897.

avait été armée pour accompagner Pie II. Elle se partagea en deux divisions, et fit en même temps deux débarquements, au levant et au couchant de l'île : pendant trois jours, les Vénitiens pillèrent et brûlèrent tous les alentours de la capitale jusqu'à quinze milles de distance, et ils ne se retirèrent que lorsque le grand-maître leur eut fait rendre leurs captifs [1].

Dans le Péloponnèse, la campagne de 1464 n'avait été signalée par aucun combat. Les Vénitiens avaient laissé piller tout le voisinage de Coron et de Modon, où ils étaient enfermés. A leur tour ils avaient ravagé l'Arcadie avec trois mille hommes. Les deux armées accablaient également et sans pitié les malheureux Grecs, sur lesquels elles se vengeaient toujours de la résistance de leurs ennemis. La flotte vénitienne s'empara de l'île de Lemnos ou Stalimène, qui lui fut cédée par un corsaire de la Morée. Elle se partagea ensuite entre les ports de Modon, de Zonchio, de Coron et de Napoli où elle passa l'hiver [2].

Au commencement de l'année 1465, Orsato Giustiniani succéda à Louis Loredano dans le commandement de la flotte vénitienne. Il la réunit à Coron, où il se trouva avoir trente-deux galères sous ses ordres. C'était bien plus que les Turcs ne pouvaient lui en opposer. Mais cette supériorité ne lui fit tenter aucune entreprise glorieuse. Il fit la guerre en pirate plutôt qu'en soldat. Lorsqu'il réussit à prendre des vaisseaux marchands aux ennemis, il fit tailler en morceaux, pendre ou noyer tous ceux qui les montaient. Il attaqua de nuit Métélin, dans l'île de Lesbos, et, dans la première surprise, il y fit trois cents Turcs prisonniers. Il en fit empaler le plus grand nombre, noyer d'autres, et ceux à qui il accorda le plus de faveur furent pendus. Il donna ensuite deux assauts à la forteresse de Métélin ; l'on y combattit avec un acharnement

[1] *Andrea Navagiero, Storia Veneziana.* p. 1124. — [2] *M. A. Sabellico*, Dec. III, L. VIII, 204, v. — *Marin. Sanuto vite de' Duchi.* p. 1179.

inouï ; les Turcs, avertis du sort qui les attendait, se défendirent en désespérés ; enfin, un renfort de deux mille chevaux leur arriva sur le rivage opposé, et Giustiniani fut obligé d'en lever le siége, après y avoir perdu cinq mille hommes. Mais ce mauvais succès l'accabla d'une telle douleur, qu'à son retour à Modon il y mourut une demi-heure après s'être fait débarquer sur le rivage. Le même Sabellico, qui raconte ces actions féroces, ajoute : « Telle fut la fin d'Orsato Giustiniani, que l'élévation de son âme et sa courtoisie avaient rendu illustre « entre ses pareils. » La plus atroce barbarie exercée contre des infidèles n'était pas considérée comme pouvant diminuer en rien l'estime qu'on devait à un homme de bien ; elle était presque toujours la preuve d'un zèle plus ardent pour la religion [1].

D'autre part, l'armée de terre était tombée dans une embuscade aux champs de Mantinée, elle y avait perdu quinze cents hommes, taillés en pièces avec Cecco Brandolini et Jean de la Tela qui la commandaient. A cette époque même, Sigismond Malatesti débarqua en Morée, amenant avec lui environ mille hommes d'armes ; mais ce renfort n'était point suffisant pour réparer les pertes de l'armée vénitienne ou lui donner de meilleures chances de succès. Malatesti, confondu de voir à quel petit nombre de soldats elle était réduite, et à quelle misère on l'abandonnait, exprima vivement ses regrets d'en avoir accepté le commandement [2]. Il entreprit cependant le siége de Misitra, bâtie près des ruines de Sparte. Il se rendit sans peine maître de la ville ; mais le château, bâti sur des rochers dont les aspérités permettent à peine aux soldats de mettre un pied l'un devant l'autre, lui opposa une opiniâtre résistance, et fut enfin ravitaillé par les Turcs. Avant de se re-

[1] *M. A. Sabellico* Dec. III, L. VIII, f. 205. — *Istoria Bresciana di Cristoforo da Soldo.* p. 899. — [2] *M. A. Sabellico*, Dec. III, L. VIII, f. 205. — *Marin. Sanuto*, *Vite de' Duchi.* p. 1181.

tirer, Malatesti brûla Misitra qu'il avait occupée. C'est ainsi que la ruine des Grecs était accomplie par les armes des Latins, et que la croisade entreprise pour le soulagement des chrétiens orientaux les accablait seuls de toutes les calamités de la guerre. Avant que l'année se terminât, Malatesti fut averti que Paul II songeait à lui enlever la seigneurie de Rimini. A cette nouvelle, il quitta en toute hâte la Morée, et revint en Romagne pour se défendre [1].

La flotte dont Victor Cappello vint prendre le commandement l'année suivante ajouta encore aux désastres de la guerre et à la désolation des Grecs. 1466. — L'île de Négrepont ou l'Eubée appartenait aux Vénitiens; un bras de mer qui les séparait du continent suffisait pour les y mettre en sûreté; mais ils ne réussissaient à se maintenir dans aucune de leurs conquêtes de terre ferme. Cappello passa le détroit de l'Euripe; il débarqua ses troupes à Aulis, le rendez-vous de la Grèce dans la guerre de Troie; il se rendit maître du Pirée, il attaqua Athènes, dont les faibles murailles furent bientôt renversées; ses portes furent brûlées, et cette ville, qui était encore une des plus riches et des plus peuplées de la Grèce, fut livrée au pillage. Les soldats, et jusqu'aux galériens de l'armée, s'enrichirent des dépouilles de ceux qu'on avait prétendu délivrer; et à peine cette cruelle exécution était-elle achevée, que les Vénitiens se retirèrent précipitamment sans être poursuivis, et remportèrent leur butin à Négrepont [2].

Une expédition pareille fut tentée sur Patras, ville moins illustre, mais presque aussi opulente; car les fugitifs du reste de la Grèce s'y étaient réunis et y avaient apporté de grandes richesses. Cappello avait séduit des traîtres qui avaient promis de lui livrer le château. Il arriva devant Patras avec vingt-trois galères et trente-six moindres vaisseaux; il mit à terre

[1] *Marin. Sanuto, Vite.* p. 1182. — [2] *M. Ant. Sabellico.* Dec. III, L. VIII, f. 206. — *Marin. Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia,* p. 1183.

Nicolas Ragio avec deux cents chevau-légers, et Jacques Barbarigo, provéditeur, avec quatre mille fantassins. Ceux-ci, en entrant dans le faubourg à un mille de distance de la ville, se jetèrent aussitôt dans les maisons pour les piller ; ainsi dispersés, ils furent hors d'état d'opposer aucune résistance à trois cents Turcs qui tombèrent sur eux à l'improviste, et qui les taillèrent en pièces. A peine, sur toute la troupe débarquée, mille hommes réussirent à s'échapper. Barbarigo, renversé de son cheval, mourut foulé aux pieds dans le combat mais le commandant turc fit empaler son cadavre ; il soumit au même supplice Nicolas Ragio, commandant de la cavalerie, qui était tombé vivant entre ses mains. Victor Cappello ne perdit cependant pas courage ; ce mauvais succès était dû à l'indiscipline de ses troupes, non à la vigueur de l'ennemi. Il débarqua le reste de son armée, et au bout de huit jours il tenta une nouvelle attaque sur Patras. L'assaut continua pendant quatre heures, mais les Vénitiens furent enfin repoussés, après avoir laissé plus de mille des leurs sur le champ de bataille. Victor Cappello, affaibli par ces deux défaites, honteux de tant de mauvais succès, resta dès lors dans l'inaction pendant huit mois entiers, au bout desquels il mourut à Négrepont. Jacob Veniero, qui lui succéda, ne fit, pendant seize mois qu'il commanda en Grèce, autre chose que défendre les forteresses qui lui étaient confiées, sans tenter rien contre l'ennemi[1].

Tandis qu'une guerre si déshonorante pour le nom latin, si calamiteuse pour les Grecs, se continuait avec tant de brigandages et si peu de valeur ; tandis que la barbarie des troupes vénitiennes forçait leurs alliés naturels à faire cause commune avec les musulmans s'ils voulaient sauver leurs villes du pillage, leurs femmes du déshonneur, leurs enfants de la captivité, la guerre se continuait aussi en Albanie avec une férocité

[1] *M. A. Sabellico.* Dec. III, L. VIII, f. 206, v.—*Marin. Sanuto, Vite de' Duchi.* p. 1181. — *Andr. Navagiero, Stor. Venez.* p. 1125.

peut-être égale ; mais du moins elle ne frappait que des ennemis, et elle était rachetée par plus d'héroïsme.

1464. — Ballabanus Badera avait envahi l'Épire avec quinze mille chevaux, lorsqu'à peine la mort de Pie II pouvait y être connue. Né lui-même de parents albanais et vassaux de Castriot, mais élevé dans la religion musulmane, il conservait pour le héros de sa patrie un respect qu'il lui témoigna dès le commencement de la guerre, en lui envoyant des présents. Scanderbeg n'y répondit que par des railleries provocantes. Il envoya une pioche, un soc de charrue et une faux à Ballabanus, en l'invitant à retourner au métier de ses pères, et à laisser la conduite des armées à des hommes nés pour les commander, car le grand art de la guerre ne pouvait être connu par des paysans comme lui. Ballabanus jura de se venger d'une insulte gratuite, et d'autant plus blessante, qu'elle lui était faite en retour d'un hommage flatteur[1].

Ballabanus ne réussit pas à vaincre Scanderbeg, mais il ne lui livra pas une bataille qui ne laissât aux Épirotes des regrets cuisants. Castriot n'avait que quatre mille chevaux à opposer à quinze mille, et que quinze cents fantassins pour combattre trois mille musulmans. L'art de la guerre n'était point encore assez perfectionné pour qu'aucun général sût faire un bon usage d'une armée nombreuse; Scanderbeg ne les aimait point, et il avait coutume de dire que celui qui ne savait pas vaincre son ennemi avec huit ou tout au plus douze mille hommes, ne le saurait pas mieux avec un nombre bien plus considérable[2]. Les deux camps étaient placés à peu de distance l'un de l'autre, dans la riante vallée de Valchalia. Derrière les musulmans était un défilé où Scanderbeg devina sans peine qu'ils avaient placé une embuscade; il en prévint ses soldats avant d'engager le combat, et il les exhorta à ne point poursuivre

[1] *Marinus Barletius*, L. XI, p. 334. — [2] *Ibid.*

leur victoire au-delà des extrémités de la plaine, et à s'arrêter d'eux-mêmes devant les fourches de Valchalia. Les musulmans qui l'avaient attaqué, ayant été repoussés, se retirèrent en effet en désordre par le défilé. La prévoyance et les exhortations de Scanderbeg ne purent retenir huit de ses plus valeureux officiers. Sourds aux prières et aux ordres de leur chef, ils s'engagèrent dans le défilé; quoique attaqués aussitôt sur les flancs, ils le traversèrent tout entier; mais couverts de blessures, et accablés par le nombre des ennemis, ils furent enfin faits prisonniers. Moïse Golenthus, le même qui avait une fois passé aux ennemis, était le premier d'entre eux; Giurisa Wladenius, et Mussachius d'Angelina, tous deux parents de Scanderbeg, l'avaient accompagné; les cinq autres n'étaient pas moins distingués par leur naissance et leur bravoure. En vain Scanderbeg offrit de les racheter à tous prix, ou de les échanger contre les plus distingués de ses captifs; Ballabanus les avait envoyés à Mahomet II, et ce barbare les fit écorcher vivants. A cette nouvelle, les soldats épirotes revêtirent des habits de deuil, et laissèrent croître leurs cheveux et leurs barbes; puis ils se jetèrent en furieux sur le territoire turc, et cherchèrent l'occasion de venger leurs malheureux compagnons d'armes [1].

Une seconde bataille près d'Oronichio, dans la Dibra supérieure, ne satisfit qu'imparfaitement leur ressentiment : elle fut sanglante des deux parts. Ballabanus fut enfin mis en fuite, mais il ne fut pas détruit; et Mahomet II, trouvant qu'aucun de ses généraux n'avait encore opposé une aussi heureuse résistance au héros de l'Épire, recruta de nouveau son armée, la porta à dix-sept mille chevaux et trois mille fantassins, et promit au pacha que, s'il réussissait à vaincre Scanderbeg, ce serait lui qui succéderait à la couronne de l'Albanie. Balla-

[1] *Marinus Barletius* L. XI, p. 336.

banus eut cependant encore le désavantage dans une grande bataille près de Sfétigrade, mais elle fut longtemps disputée. Scanderbeg fut renversé par son cheval sur un tronc d'arbre; étourdi et blessé au bras, il fut quelque temps sans mouvement; enfin il revint à lui, et réussit à mettre les musulmans en fuite, parce que ceux-ci en le voyant reparaître, crurent reconnaître la fatalité qui rendait ce héros invincible; mais sa vaillante armée resta affaiblie par une victoire trop chèrement achetée [1].

Mahomet II et Ballabanus ne furent point rebutés par ce nouvel échec : d'après le conseil du second, deux armées, également fortes, reçurent l'ordre de pénétrer en même temps en Épire par deux points différents. Jacoub Arnauth fut le collègue donné à Ballabanus; partant de la Grèce et de la Thessalie, il devait entrer en Albanie par le midi, et suivre la mer, tandis que Ballabanus, parti de Thrace et de Macédoine, y entrerait par les défilés des montagnes au couchant. Scanderbeg avait l'avantage d'être toujours bien servi par ses espions, et de connaître les plans de campagne de l'ennemi, lorsque celui-ci commençait à peine à les exécuter. Il comprit que, par sa promptitude seule, il pourrait prévenir la jonction des deux armées dirigées contre lui, et sauver sa patrie. Tandis que Ballabanus entrait dans l'Épire avec vingt mille chevaux, et quatre mille fantassins, par la vallée de Valchalia, Scanderbeg avait formé son camp à quinze milles de distance, devant le château de Pétralba. Il n'avait avec lui que huit mille chevaux et quatre mille fantassins, mais ces soldats étaient la fleur de toute la jeunesse albanaise [2].

Avant de livrer le combat, cependant, peu s'en fallut que Scanderbeg ne fût victime de la trahison de ceux qu'il avait chargés de reconnaître le camp ennemi; il avait lui-même été

[1] *Marinus Barletius.* L. XI, p. 339. — [2] *Ibid.* p. 343.

vendu par eux. Comme il s'avançait sur leurs traces avec cinq compagnons seulement, il tomba dans une embuscade qu'on lui avait dressée. La rapidité de son cheval le sauva; il s'enfuit vers une forêt, et, franchissant d'un saut un arbre renversé, qui fermait le seul chemin praticable, il mit cette barrière entre ses ennemis et lui. Un seul Turc avait un cheval assez vigoureux pour sauter par dessus l'arbre qui arrêtait les autres; mais Scanderbeg se retournant, lui abattit la tête d'un coup de cimeterre [1].

Revenu à Pétralba, Scanderbeg conduisit immédiatement son armée contre Ballabanus; et, quoiqu'il eût une distance de quinze milles à parcourir avant de joindre l'ennemi, après l'avoir franchie, il n'hésita pas à offrir la bataille. Mais le pacha, qui avait donné rendez-vous dans cette même vallée à Jacoub Arnauth, ne voulait point combattre qu'il ne vît paraître ses drapeaux sur les hauteurs derrière Scanderbeg. Celui-ci mettait au contraire tout en œuvre pour irriter Ballabanus; en même temps qu'il le faisait harceler par ses archers et ses fusiliers, il avançait avec le gros de son armée, et les Albanais reprochaient aux Musulmans de n'oser pas combattre. Ces derniers frémissaient d'impatience, ils grinçaient les dents, et menaçaient le chef qui osait arrêter leur ardeur. Ballabanus vit enfin que s'il persistait, il serait forcé dans son camp, et qu'il perdrait ainsi l'avantage qu'il pouvait espérer de la colère de ses soldats. Il sortit donc de ses retranchements, à la tête de son armée partagée en quatre corps : celui qu'il commandait lui-même fut opposé à la division que conduisait Scanderbeg, et c'est là que le combat fut le plus animé. Cependant l'Épirote ayant réussi à tourner Ballabanus par un mouvement rapide, l'armée entière des musulmans fut jetée dans un effroyable désordre. Leur chef, après les avoir long-

[1] *Marinus Barletius.* L. XI, p. 343.

temps animés, soutenus, ralliés, avec autant d'habileté que de courage, s'ouvrit enfin un passage pour se retirer, suivi d'un petit nombre des siens; le reste fut tué ou fait prisonnier [1].

L'armée de Scanderbeg, qui avait remporté cette brillante victoire, n'était pas encore sortie de la vallée de Valchalia, les dépouilles des vaincus n'étaient pas encore partagées entre les soldats, et les corps palpitants des Musulmans étaient encore couchés sur la terre, lorsqu'un messager de Mamiza, sœur de Scanderbeg, lui arriva de Pétrella, où elle était enfermée avec sa famille, sous la garde d'une seule cohorte. Elle écrivait à son frère que Jacoub Arnauth, avec seize mille chevaux, était entré en Épire par Belgrade, et qu'il ravageait tout devant lui; le surnom donné à Jacoub, d'Arnauth, est le nom turc des Albanais, que ce chef désignait; il était né de parents chrétiens et épirotes, mais il avait été réduit en esclavage dès son enfance, et élevé dans la foi musulmane. Il s'était signalé en Asie et en Europe dans les guerres de Mahomet II; il vint mourir sous l'épée de Scanderbeg : car celui-ci ayant conduit immédiatement son armée dans les montagnes de la Tyranne, où était Jacoub Arnauth auprès de Cassar, fit jeter devant lui un grand nombre de têtes de Musulmans, de l'armée de Ballabanus, pour lui apprendre la défaite de son collègue. Il attaqua ensuite ces soldats, que la fortune de Scanderbeg effrayait plus encore que la vaillance de ses troupes; il atteignit Arnauth lui-même, et après l'avoir blessé d'un coup de lance, il abattit sa tête de son cimeterre. Les Musulmans, frappés de terreur, ne firent presque aucune résistance; ceux qui échappaient aux soldats par la rapidité de leur fuite, venaient tomber entre les mains des paysans, et étaient égorgés ou faits prisonniers. Dans les deux batailles, l'histo-

[1] *Marinus Barletius*. L. XI, p. 345.

rien de Scanderbeg assure que les Turcs perdirent vingt-quatre mille hommes tués et six mille faits prisonniers, tandis qu'on délivra de leurs mains quatre mille captifs. Les Épirotes avaient perdu environ mille soldats; mais les survivants furent enrichis par la dépouille de deux camps; un immense butin fut partagé entre les vainqueurs, et déposé dans Croia; et cette capitale, que la guerre rendait opulente, accueillit avec des transports de joie le héros qui l'accoutumait aux triomphes [1].

1465. — Mahomet II, si longtemps couronné par la victoire, ne pouvait s'accoutumer aux revers : cet angle de l'Épire, qui se soustrayait à sa domination, et dont chaque château était illustré par la défaite d'une de ses armées, lui paraissait menacer la domination musulmane tout entière. En effet, ses fanatiques soldats avaient été victorieux dans les autres combats, par leur confiance dans la volonté du ciel; toute leur vigueur était anéantie s'ils commençaient une fois à se persuader que le ciel favorisait leurs ennemis. La croyance à la fatalité, qui rend si redoutables des armées accoutumées aux succès, les rend aussi plus susceptibles que d'autres de terreurs paniques, lorsque la fortune commence à leur être défavorable. Mahomet chercha d'abord à se défaire de Scanderbeg par un assassinat. Deux Musulmans se présentèrent au prince épirote, comme empressés de se convertir, de recevoir le baptême et de combattre ensuite pour la foi sous ses drapeaux. En effet, ils furent reçus dans la garde même de Scanderbeg ; mais une querelle violente, élevée entre eux, dévoila leur complot avant le moment qu'ils avaient choisi pour l'exécuter; il s'accusèrent réciproquement des trahisons qu'ils méditaient, et tous deux, arrêtés et examinés, subirent un même supplice [2].

[1] *Marinus Barletius.* L. XI, p. 349. — [2] *Ibid.* L. XII, p. 351.

Cependant Mahomet II entrait lui-même en Épire avec toutes ses forces : les chrétiens épouvantés assuraient que le sultan menait avec lui deux cent mille combattants. Scanderbeg n'essaya point de tenir tête à une armée aussi formidable ; il laissa dans Croia une forte garnison, sous les ordres d'un italien, Balthasar Perducci qui entendait mieux que les Épirotes la défense aussi bien que l'attaque des places. Il se retira ensuite dans les montagnes, pour harceler l'armée qu'il n'osait combattre, et tomber sur les partis détachés. Mahomet n'entreprit pas le siége de Croia, qui présentait de trop grandes difficultés, et qui pouvait compromettre l'honneur du sultan ; il ravagea seulement les campagnes, et il prit ensuite par capitulation la ville de Chidna, dans la Chaonie, où tous les habitants de la contrée s'était retirés. Au retour d'une expédition que le sultan commandait lui-même, des têtes devaient être étalées aux yeux du peuple, et décorer les portes du sérail, pour ne laisser aux Musulmans aucun doute sur la victoire de leur souverain. Mahomet fit massacrer huit mille des habitants de Chidna, et emporta ainsi à Constantinople un trophée de têtes chrétiennes suffisant pour orner son triomphe[1].

Mais Ballabanus, laissé dans l'Épire avec une forte division de l'armée musulmane, entreprit le siége de Croia. Scanderbeg, dont les états avaient été entièrement ravagés, dont l'armée épuisée par ses victoires mêmes, suffisait à peine aux garnisons de ses forteresses, traversa l'Adriatique pendant ce siége, vint à Rome, et se présenta à Paul II, pour lui demander des secours d'argent et des munitions, dont il avait un pressant besoin. Introduit dans le consistoire, et accueilli par les cardinaux comme le héros de la chrétienté, il leur fit le tableau des progrès rapides des Turcs, et des dangers qui

[1] *Marinus Barletius*. L. XII, p. 353.

s'approchaient toujours plus de l'Italie. « Après la destruc-« tion de l'Asie et de la Grèce, leur dit-il; après le massacre « des princes de Constantinople, de Trébisonde, de Servie, de « Bosnie, de Valachie et d'Esclavonie; après la soumission du « Péloponnèse, et la dévastation de la plus grande partie de la « Macédoine et de l'Épire, je demeure seul, avec mon faible « et petit état, avec mes soldats épuisés par tant de combats, « brisés par tant de batailles, que l'Épire n'a plus dans son « corps une partie saine où elle puisse recevoir de nouvelles « blessures, qu'il ne lui reste plus de sang à verser pour la « république chrétienne. Dans cette Macédoine, si fertile « en soldats, de tant de princes, de tant de chefs, de « tant de guerriers, il ne reste plus que ma petite ar-« mée; de notre antique fortune, il ne reste plus que notre « courage et des esprits indomptés. Venez donc à notre aide « pendant qu'il en est temps encore; bientôt peut-être il ne « demeurera plus d'athlètes du Christ de l'autre côté de la mer « Adriatique[1]. »

Paul II accorda à Scanderbeg des distinctions honorifiques: il lui fit présent d'un chapeau et d'une épée bénis de sa main; il y joignit quelque argent, mais il ne lui fournit que peu ou point de soldats. Il écrivit, il est vrai, à tous les princes de la chrétienté, pour leur demander des subsides, mais aucun ne s'empressa de faire des sacrifices dont ce pape ne donnait point l'exemple. Scanderbeg, de retour en Épire, trouva Ballabanus campé devant Croia. Cette forteresse, qui domine les champs Æmathiens, est bâtie au sommet du mont Cruinus. La montagne, à l'une de ses extrémités, présente de toutes parts des escarpements inaccessibles, et c'est sur leurs rochers à pic que s'élèvent les murs de la ville. Mais, du côté opposé, le joug même de la montagne s'abaisse imperceptiblement vers la

[1] *Marinus Barletius*. L. XII, p. 357. — *Michael Canesius*, *Vita Pauli II*, *Pont. Max*. T. III, P. II. *Rer. Ital.* p. 1021.

plaine, et se termine par plusieurs monticules. C'est au sommet de cette croupe, et en suivant ses flexuosités, qu'un sentier unique ouvre les communications entre Croia et la campagne. Ballabanus était campé sur les bases de la montagne, et sur le penchant du mont Cruinus. Scanderbeg rassembla son armée dans la ville vénitienne d'Alessio ou Lyssus. Il y fut averti que Jonyma, frère de Ballabanus, arrivait avec un corps nombreux qu'il amenait à l'armée turque. Scanderbeg, prenant avec lui une troupe d'élite, surprit Jonyma au milieu des montagnes, le fit prisonnier avec son fils Aydar, et les conduisit tous deux sous les murs de Croia, où il eut soin de les faire voir à Ballabanus, au moment même où il venait l'attaquer. Lorsque le pacha reconnut son frère et son neveu, leur captivité lui parut un signe de cette fatalité qui poursuivait tous les adversaires de Scanderbeg. Il ne prit plus conseil que de son désespoir, et attaquant en furieux les avant-postes de Croia, il y fut tué d'un coup de fusil dans la gorge. Dans la nuit qui suivit sa mort, son armée se retira en bon ordre jusqu'à la montagne de la Tyranna, à huit milles de Croia : elle était encore fort supérieure en nombre et en forces à celle de Scanderbeg ; elle ne put cependant ressortir de l'Épire qu'après avoir perdu tous ses bagages et une grande partie de ses soldats [1].

[1] *Marinus Barletius.* L. XII, p. 359. Cet historien parle de deux expéditions de Mahomet II en Épire, dans deux années consécutives, de deux sièges de Croia, de deux retraites du sultan, après des tentatives inutiles. Comme l'une de ces campagnes ne diffère point de l'autre, et comme il ne s'écoula que dix-sept mois entre la mort de Pie II et celle de Scanderbeg, je soupçonne Barletius d'avoir raconté deux fois de suite les mêmes exploits. La chronologie de Barletius est très difficile à établir, parce que dans le récit d'une vie de soixante-trois ans et d'un règne de vingt-quatre ans, il ne met jamais d'autres dates que celles du petit nombre de lettres qu'il rapporte. L'imitation des anciens a formé, mais quelquefois aussi, a gâté cet historien dont la lecture est si attrayante. Né à Scutari dans l'Albanie, élevé dans le pays même dont il écrit l'histoire, il connaît les lieux et les hommes, et il les peint avec une vérité plus rare encore que son élégance. Sa partialité pour son héros nuit quelquefois, il est vrai, à sa sincérité, et déguise les événements et les caractères. Il rapproche avec art l'antiquité des temps mo-

Après la mort de Ballabanus, le sultan chargea Ali et Haia, deux pachas limitrophes, de réprimer les incursions des Albanais, sans rechercher de nouveaux combats. Ces pachas envoyèrent à Scanderbeg des présents magnifiques, et celui-ci répondit à cette courtoisie militaire avec une égale libéralité. Il rassemblait cependant son armée, pour reprendre la Valonne que Mahomet avait fortifiée. Les Vénitiens assurent qu'il leur avait auparavant consigné lui-même la ville de Croia, et que ce fut Jean Mattéo Contarini, provéditeur en Albanie, qui en prit possession au nom de la république[1]. En effet, au lieu d'y retourner et de s'y établir, Scanderbeg parcourut d'abord toute la province; il s'arrêta ensuite dans la ville vénitienne d'Alessio, où il avait convoqué un congrès; mais il y fut saisi par une fièvre violente, qui, faisant des progrès rapides, ne permit bientôt plus à lui-même ou aux autres de douter que le terme de sa vie ne fût arrivé[2].

Scanderbeg, sur son lit de mort, entouré de ses capitaines, de ses amis, de ses alliés, leur recommanda la défense de cette foi chrétienne pour laquelle il avait combattu pendant vingt-quatre ans avec tant de bonheur; la défense de ce pays qu'il avait arraché aux barbares, et qu'il avait accoutumé à la gloire comme à la liberté; la défense de son fils Jean, qu'il avait eu de son tardif mariage avec Donica, fille d'Haryanites Cominatus[3]. « Je ne vous ai jamais regardés, leur dit-il, « comme des soldats, des satellites, des ministres, mais comme « des associés et des frères. Je n'ai pas souvenance, non seu« lement d'avoir jamais porté la main sur aucun de vous,

dernes, et il déploie beaucoup de connaissances classiques à côté de celles de la politique et de l'art militaire des Turcs et des Albanais; surtout il est animé d'un vif enthousiasme pour la religion, la liberté et la gloire de son pays. Les harangues dont il insère un grand nombre dans son récit, sont souvent remarquables par leur éloquence. Quelquefois, il est vrai, l'on sent trop l'imitation de l'antique dans ses orateurs et dans ses guerriers, et l'on ne distingue que confusément le sénateur ou le soldat épirote, sous la toge ou la cuirasse romaine dont il les a revêtus. — [1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* p. 1183. — [2] *Marinus Barletius.* L. XIII, p. 367. — [3] *Ibid.* L. VII, p. 199.

« mais encore d'avoir prononcé contre aucun une parole bles-
« sante. Dans les travaux des camps, dans les offices militaires,
« dans les veilles, ma part n'était point différente de la vôtre ;
« tout était commun entre mes camarades et moi, et je deman-
« dais qu'on suivît, non mes ordres, mais mon exemple. Les
« dépouilles des ennemis, le butin enlevé sur les barbares,
« c'est entre vous que je les partageais, sans en rien retenir
« pour moi. L'empire, le commandement, les richesses, tout
« était commun entre nous, rien ne me demeurait en propre.
« Mais à présent, chers camarades, je meurs, il faut que je
« vous quitte ; cette foi, cette bienveillance, cette charité que
« vous avez trouvées en moi, je vous les demande aujourd'hui
« pour mon fils, pour son royaume et pour votre patrie. Re-
« gardez-le comme mon image, qu'il soit mon représentant,
« mon lieutenant au milieu de vous[1]. »

1466. — Scanderbeg était entouré de ses soldats qui recevaient ses adieux, lorsque la ville entière retentit d'un tumulte subit. On annonça que les Turcs s'approchaient, qu'ils ravageaient les champs voisins, qu'on voyait déjà la fumée de leurs incendies. Le héros, quoique affaissé par la maladie, crut à cette nouvelle retrouver ses forces et son esprit guerrier. Se soulevant sur son lit, il demanda ses armes et son bouclier, et ordonna qu'on sellât son cheval ; mais quand il vit tous ses membres trembler sous ce poids qu'ils n'étaient plus faits pour supporter, retombant sur sa couche, il dit à ses soldats : « Allez, mes amis, allez combattre les barbares ; vous ne me « devancerez que de peu de pas ; j'aurai bientôt assez de « forces pour vous suivre. » Un escadron épirote sortit en effet de la ville, et se dirigea vers le torrent de Clirus, où le pacha Anamathius s'était montré avec un corps de cavalerie, ravageant le territoire de Scutari. Les Turcs ne doutèrent pas

[1] *Marinus Barletius.* L. XIII, p. 367.

que Scanderbeg ne fût à la tête de l'armée qu'ils voyaient s'avancer sur eux ; ils s'enfuirent précipitamment au travers des montagnes couvertes de neige ; ils abandonnèrent tout leur butin, et perdirent beaucoup de monde dans les défilés occupés par les paysans. La nouvelle de cet avantage avait été à peine portée à Scanderbeg, qu'après avoir reçu tous les sacrements de l'Église, il expira le 17 janvier 1466, dans la soixante-troisième année de sa vie, et la vingt-quatrième de son règne. Son cheval de bataille ne voulut plus après sa mort se laisser monter par personne ; il devint farouche et indomptable, et mourut enfin au bout de peu de semaines[1].

Scanderbeg fut enterré dans la grande église de Saint-Nicolas d'Alessio. Ses os y reposèrent en paix jusqu'à l'année 1478, où les Turcs achevèrent la conquête de l'Albanie, et prirent Scutari et Alessio. Ils accoururent en foule à son tombeau, empressés de toucher tout ce qui restait de ce grand homme ; ils se partagèrent ses ossements, et les enchâssant dans l'or ou l'argent, ils les portèrent suspendus à leur cou, comme des joyaux précieux, ou comme des amulettes qui leur communiqueraient le courage et la force invincible de celui qu'ils admiraient[2].

Au moment où Scanderbeg mourut, Lechas Ducaginus, l'un des petits princes de l'Épire, sortit dans les rues en s'arrachant les cheveux et la barbe ; et il s'écria : « Accourez, « citoyens, accourez, nobles Albanais, défendez-vous ; car les « murailles de l'Épire et de la Macédoine sont aujourd'hui « tombées en poussière, nos citadelles sont abattues, notre « force est anéantie, et le siége de l'empire est renversé par la « mort de cet homme seul. » En effet, l'Épire, dont il avait fait la puissance et la gloire, devait à peine survivre à son héros. Le fils de Scanderbeg se réfugia dans les châteaux que

[1] *Marinus Barletius*. L. XIII, p. 370. — [2] *Ibid.* p. 371, et *ultima*.

Ferdinand lui avait donnés dans le royaume de Naples[1]. Les Albanais, qui l'avaient si longtemps suivi dans les combats, périrent en partie par le glaive, les autres furent emmenés dans une misérable servitude. « Les villes qui, jusqu'à ce jour, « avaient résisté à la fureur des Turcs (écrivait le pape Paul II « au duc de Bourgogne), sont désormais tombées en leur « puissance. Tous les peuples qui habitent sur les bords de « l'Adriatique, tremblent à l'aspect de ce danger imminent. « On ne voit partout qu'effroi, que deuil, que captivité et « que mort. On ne peut, sans verser des larmes, contempler « ces vaisseaux qui, partis du rivage albanais, se réfugient « dans les ports d'Italie, et ces familles nues, misérables, qui, « chassées de leurs demeurés, sont assises sur le bord de la « mer, tendant les mains au ciel et remplissant l'air de la- « mentations, dans une langue qui n'est point entendue[2].

Un fils, peut-être un petit-fils d'une sœur de Scanderbeg et de cet Amésa, dont nous avons vu la défection et la captivité, se trouvait entre les mains du sultan ; il était élevé dans la religion musulmane. Ce fut à lui que Mahomet II destina l'héritage de Scanderbeg ; et il le mit en effet en possession d'une partie de l'Épire. Plusieurs des forteresses demeurèrent aux Vénitiens, mais nous les verrons tomber successivement entre les mains des Turcs, avant la paix de 1478, qui enleva aux chrétiens les derniers restes de l'héritage de George Castriot[3].

[1] Jean Castriot eut plusieurs enfants, qui ont porté dans le royaume de Naples les titres de ducs de Saint-Pierre in Galatina, de ducs de Ferrandina, de marquis d'Atripalda, et de marquis de Cité Saint-Ange. Ces diverses branches des Castriots napolitains paraissent cependant s'être toutes éteintes dans le XVIe siècle. *Familiæ Dalmaticæ et Sclavonicæ Ducangii*. p. 269. — [2] *Epistola Pauli II ad Philippum Burgundiæ Ducem; apud Cardinalis Papiensis Epistolas*, n° 163.—*Annales Ecclesiast*. 1466, § 2, p. 178. — [3] *Phranza Protovestiarius* L. III, chap. XXVI, p. 126. — *Leunclavius, Annales Turcici*. p. 257. — *Gio. Batt. Pigna, Storia de' Principi d'Este*. L. VIII, p. 728. *Demetrius Cantemir, Hist. Ottomane*. L. III, Chap. I, § 21, p. 109.

CHAPITRE XIV.

Fausse politique des Vénitiens dans l'administration de leurs provinces d'outre-mer. Perfidie de Ferdinand de Naples ; il fait périr Jacob Piccinino. — Dernières années et mort de François Sforza.—Troubles de Florence sous l'administration de Pierre de Médicis. Projets et faiblesse de Lucas Pitti.

1464-1466.

Les vrais intérêts de l'Italie se décidaient à cette époque sur l'autre bord de la mer Adriatique. C'est là que l'on combattait, non pour savoir si chaque état étendrait ses frontières sur quelque ville, sur quelque petit district de plus ; si chaque corps dans le gouvernement, chaque faction entre les citoyens, conserverait ses prérogatives, mais pour savoir s'il y aurait encore une Italie depuis qu'il n'y avait plus de Grèce, de Macédoine, ni d'Illyrie ; si la religion, la liberté et l'honneur national ne seraient pas détruits ; si les marchés ne seraient pas pillés, les villes brûlées, les hommes adultes enlevés comme des animaux domestiques et vendus pour un lointain esclavage ; les enfants arrachés à leur mère pour recruter la milice des janissaires, et devenir les ennemis de ceux qui les avaient mis au jour. Le danger s'avançait, la puissance des Turcs croissait en se rapprochant, leur invasion semblait iné-

vitable, et cependant l'Italie sommeillait encore. Aucune ligue n'avait été conclue entre ses puissances pour la défendre, aucune armée n'avait été mise sur pied, aucun trésor n'avait été rassemblé pour subvenir aux frais d'une guerre imminente; et si les bannières du croissant avaient une fois franchi la mer Adriatique, tous les états situés de l'extrémité de la Calabre jusqu'aux Alpes, auraient été conquis plus rapidement et avec bien moins de résistance que les royaumes belliqueux d'Épire, de Macédoine, de Servie, de Bosnie, d'Esclavonie, ne l'avaient été sur la rive opposée. Il nous reste à voir quels intérêts occasionnaient la distraction des Italiens à cette époque, quels motifs divers les empêchaient de se préparer à cette grande lutte. Il nous reste à voir le duché de Milan passer à un prince voluptueux et cruel, dont les vues ne s'étendaient point au-delà de sa vanité et de ses plaisirs; le royaume de Naples affaibli par la perfide politique de Ferdinand, qui ne ruinait ses ennemis domestiques qu'à l'ombre des traités; la république de Florence succombant à des factions dont les chefs avaient perdu les vertus qui distinguaient leurs pères; le pape Paul II semant la discorde, et voulant rallumer une guerre universelle, pour unir au domaine ecclésiastique quelques petits fiefs qui en étaient séparés à juste titre. Nous nous étonnerons de tant de misères mises à la place de si hauts intérêts, d'un oubli si complet de la prudence et de la politique chez des gens renommés pour leur sagesse, de la folle sécurité des peuples qui reposaient sur le bord des précipices; et nous ne pourrons nous empêcher de remarquer qu'aux époques signalées par de grandes révolutions, leur cause doit être cherchée moins dans la force de ceux qui les opèrent, que dans la faiblesse de ceux qui les souffrent; dans cet esprit d'étourdissement et de vertige, qui frappe quelquefois les nations et leurs chefs comme une fatale épidémie, et qui, les aveuglant sur le danger qui les menace, les entraîne

souvent à se précipiter au-devant de ce qu'ils devraient le plus craindre.

Entre les états de l'Italie qui abandonnaient la cause de la chrétienté, les plus coupables peut-être étaient les Vénitiens; cependant ils étaient déjà eux-mêmes engagés dans la guerre avec les Turcs ; ils étaient attaqués dans leurs colonies, et menacés sur leurs frontières continentales ; ils soutinrent seuls, il est vrai, le combat où ils étaient abandonnés par tous les Latins, et ils équipèrent des flottes dignes de la puissance de leur république ; mais ils augmentèrent le danger pour eux-mêmes et pour les autres, par la plus fausse politique et le plus faux système de guerre. Ils ne considérèrent jamais leurs possessions du Levant comme des parties intégrantes de leur état ; ils ne les gouvernèrent jamais de manière à les faire fleurir ; ils ne les défendirent jamais de manière à les sauver ; ils n'assurèrent jamais aux peuples ce degré de prospérité et de paix qui aurait attaché leurs sujets à la république, qui leur aurait concilié l'affection de leurs voisins, et qui les aurait fait reconnaître pour les alliés et les défenseurs naturels de tous les chrétiens soumis aux Turcs.

La république de Venise était formée, en quelque sorte, de trois nations : les Vénitiens, les peuples de terre-ferme, et les Levantins. Les habitants de Venise même et des lagunes se regardaient comme le peuple-roi ; les prérogatives de la souveraineté n'appartenaient, il est vrai, qu'à un corps de noblesse peu considérable, formé au sein de cette nombreuse population ; mais tous les Vénitiens se sentaient encore membres de la république, et dominateurs dans les pays qu'ils avaient conquis. Le gouvernement les flattait et les ménageait, et c'était chez eux seuls qu'il trouvait au besoin des marins fidèles et des citoyens dévoués. La seconde classe des sujets était celle des habitants des provinces de terre-ferme. Soumis pour la plupart à la Seigneurie depuis moins d'un siècle, ils

avaient conservé des prérogatives et un gouvernement municipal; ils ne se croyaient point Vénitiens, mais Bressans, Bergamasques, Véronais, Padouans; ils ne songeaient pas même à demander quelque participation à la souveraineté, mais ils maintenaient avec soin leurs franchises; elles étaient telles, que le commerce et l'agriculture florissaient chez eux, et que l'aisance et la population s'y accroissaient. Enfin les habitants des provinces situées au-delà des mers, formaient une troisième classe, méprisée, opprimée, et toujours sacrifiée aux deux autres. Leurs ports étaient des marchés réservés aux seuls Vénitiens, où ils exerçaient, sans rivaux, un odieux monopole; leurs forteresses devaient contenir les sujets dans la crainte, et assurer la domination de la mer Adriatique; mais elles ne couvraient point les frontières, et ne protégeaient point l'agriculture et la paix dans une enceinte inviolable; leurs milices n'étaient point régulièrement armées; les soldats levés dans ces pays si guerriers n'étaient point incorporés avec le reste de l'armée vénitienne; ils étaient repoussés au dernier rang de l'établissement militaire.

Cependant si l'on considère l'étendue de la domination vénitienne au-delà du golfe Adriatique, dans l'Istrie, la Dalmatie, une partie considérable de l'Albanie et de la Grèce; si l'on réfléchit au climat heureux de presque toutes ces provinces, aux riches productions de leur sol, à l'esprit industrieux d'une partie des habitants, au caractère guerrier des autres, à la force des sites, au nombre et à la grandeur des ports, on sent bientôt que la république de Venise aurait dû avoir l'ambition de devenir une puissance illyrienne plutôt encore qu'italienne; d'étendre sur toutes les côtes de la mer Adriatique les bienfaits du commerce, de l'agriculture, de l'aisance et de la sûreté; d'y accueillir, sous la protection de lois sages et justes, la population de tous les états voisins, toujours prête à s'y réfugier; de recruter ses flottes par les marins qu'auraient pu

former les îles semées en si grande abondance dans le golfe du Quarnaro ; de donner une nouvelle ardeur à ses armées, en y incorporant cette race d'hommes vigoureux et hardis, que nourrissent les montagnes de la Morlacchie et de l'Albanie ; enfin, d'associer les Illyriens, les Albanais et les Grecs à sa gloire, à sa richesse et à son gouvernement.

Mais les états les plus sages sont eux-mêmes souvent conduits par les préjugés des peuples bien plus que par leur jugement. Chacun des agents de l'autorité partageait les préventions nationales contre tous les sujets levantins de la république. Tous les Grecs étaient réputés faux et corrompus, tous les Illyriens barbares. Le Vénitien se serait senti humilié, s'il avait été confondu avec de semblables hommes. Il ne pouvait s'affectionner à ces possessions lointaines ; jamais il n'y faisait d'établissement durable, jamais il ne voulait y être considéré autrement que comme un étranger. Il y venait pour faire sa fortune ; dès qu'elle était faite, il se hâtait de l'emporter ailleurs. Cette avidité pour gagner de l'argent devenait dans les colonies le caractère national : rien n'était honteux de ce qui pouvait enrichir ; la justice devenait vénale, les finances étaient épuisées par des malversations, les approvisionnements de guerre étaient incomplets et de mauvaise qualité, les armées étaient composées de beaucoup moins de soldats qu'on n'en portait sur les rôles, l'honneur et la sûreté de l'état étaient sans cesse sacrifiés à la cupidité de ses ministres.

Les Vénitiens, dans leurs guerres contre le duc de Milan, avaient mis en campagne dix-huit mille chevaux pesamment armés, et presque autant de bonne infanterie. Loin d'opposer une armée aussi forte à un ennemi bien autrement dangereux, ils n'eurent presque jamais en Morée deux mille hommes sous les armes : il est vrai que dans ce nombre n'étaient pas comprises les milices du pays ; mais les Grecs, dont elles se composaient, si souvent vaincus par les Turcs, si effrayés de l'as-

cendant victorieux du croissant, étaient de plus tellement méprisés et maltraités par les commandants vénitiens, qu'ils ne pouvaient s'intéresser aux succès de la république.

Pendant que cette misérable armée représentait seule, au-delà des mers, toute la puissance des Italiens, et arrêtait leurs ennemis, les souverains, jouissant d'une paix mal assurée, comme s'ils avaient pu se livrer à la plus entière sécurité, ne songeaient plus qu'à venger leurs vieilles offenses, à écraser leurs ennemis secrets, et à faire payer avec usure les arrérages de leur indulgence passée à ceux qu'ils avaient été auparavant forcés de ménager.

Ferdinand, roi de Naples, avait triomphé de son compétiteur, en détachant l'un après l'autre, de la maison d'Anjou, les grands de son royaume qui avaient fait cause commune avec elle. Il leur avait accordé les conditions les plus avantageuses, et il les avait confirmées par les serments les plus solennels. 1464.—Mais les traités ni les promesses n'étaient point des liens pour lui ; aussi, quoiqu'il fut en paix avec tout le monde, rassembla-t-il son armée dans la Campanie, au commencement de l'année 1464, comme il l'avait fait les années précédentes. En même temps, il invita les seigneurs avec lesquels il s'était réconcilié à se rendre auprès de lui. Le danger de lui résister était évident, celui de se fier à lui au moins douteux, et les hommes faibles aiment mieux s'aveugler sur leur situation que de reconnaître dès l'abord combien elle est périlleuse. Marino Marzano, duc de Suessa, vint le premier, au mois de juin, lui rendre hommage dans son camp, après s'être fait donner la garantie de François et d'Alexandre Sforza. Il était beau-frère du roi, et son fils était promis à la fille de Ferdinand. Cette double alliance lui donnait une sécurité que les traités seuls ne lui auraient peut-être pas inspirée. Mais Ferdinand n'avait point oublié que Marzano s'était le premier déclaré pour Jean d'Anjou : il le fit arrêter et l'envoya pri-

sonnier à Naples, au mépris de ses serments et de la parole donnée par ses plus fidèles alliés : il fit arrêter en même temps ses fils, et il s'empara de tous leurs états [1].

Cette violation de la foi publique remplit d'effroi tous ceux qui avaient fait la guerre à Ferdinand, et qui avaient cru pouvoir se reposer sur les traités conclus avec lui. Le plus inquiet de tous était Jacob Piccinino, qui avait été longtemps à la tête du parti d'Anjou, et qui s'était vu sur le point de renverser Ferdinand de son trône. Piccinino était alors universellement reconnu pour le plus grand général de l'Italie : il demeurait à la tête de cette vieille école militaire de Braccio, qui avait passé ensuite sous la direction de son père Nicolas, puis de son frère François, et qui, pendant soixante-dix ans, s'était maintenue en rivalité avec l'école de Sforza. On l'en distinguait par sa manière de faire la guerre, qui était plus prompte, plus impétueuse et quelquefois plus téméraire. Cette milice était demeurée indépendante, et continuait à prendre indifféremment la solde de ceux qui voulaient l'employer, tandis que l'élévation de Sforza au duché de Milan avait fait descendre ses anciens compagnons d'armes au rang de ses sujets, et leur avait ôté la faculté de s'offrir à l'enchère aux diverses puissances. Piccinino, lorsqu'il s'était réconcilié à Ferdinand, avait reçu de lui pour récompense la principauté de Sulmona et des fiefs considérables. Mais les grâces qu'un roi parjure avait accordées, il pouvait les reprendre, et Piccinino crut qu'un vieux guerrier ne fausserait pas si aisément sa parole d'honneur. Malgré la longue rivalité entre sa famille et celle de Sforza, malgré leurs offenses mutuelles, il se fiait au duc de Milan, et il résolut de se mettre entre ses mains. Dès longtemps Sforza avait fait offrir en mariage sa fille naturelle Drusiana, comme gage de la réconciliation entre les Bracceschi et les Sforzeschi.

[1] *Joann. Simonetæ.* l. XXX, p. 762.

Piccinino l'accepta : il annonça qu'il irait lui-même la chercher ; et pour donner en même temps au duc de Milan un gage de sa foi, il remit entre les mains de Thomas Thébaldi, lieutenant de celui-ci, la ville même de Sulmona, toutes ses forteresses, et l'armée qui servait sous lui. Il prit seulement deux cents chevaux pour son cortége, et partit ainsi pour la Lombardie [1]. Ferdinand, qui le voyait à regret s'éloigner, le rappela en vain par les lettres les plus flatteuses et les plus prévenantes ; mais en même temps il attaquait la maison de Caldora, avec laquelle ses traités ne le liaient pas moins qu'avec Piccinino ; il forçait le chef de cette maison, Antoine, à s'établir à Naples, avec les femmes et les enfants de sa famille ; il obligeait tous les jeunes gens du même nom à vivre dans l'exil, et lorsqu'il les avait fait passer à un service étranger, il leur enlevait leurs forteresses avec presque tous leurs biens [2].

Cependant Piccinino était arrivé à Milan, il y avait été accueilli par le duc avec toutes les marques d'estime et d'affection les plus flatteuses. Toute la noblesse de Milan lui témoigna plus d'empressement encore ; elle avait eu de longues liaisons avec Piccinino, lorsque sous les ordres de son père il servait le dernier des ducs de la maison Visconti, et lorsque ensuite il avait été le général de la république milanaise. Tous les gentilshommes allèrent l'attendre bien loin en avant des portes, tout le peuple y accourut aussi. Piccinino traversa Milan aux acclamations d'une foule immense, et son entrée ressembla presque à un triomphe [3]. Son mariage avec Drusiana fut célébré avec modestie ; la mort toute récente de Cosme de Médicis, le vieux ami de François, aurait rendu une plus grande pompe inconvenable. Sforza se chargea d'affermir, par de nouvelles négociations, l'amitié entre le roi de Naples et son général, il lui fit confirmer pour une autre an-

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXX, p. 762.—[2] *Ibid.* p. 763. — [3] *Nicolo Macchiavelli, Istor.* L. VII, p. 293.

née le commandement des armées du royaume, avec une solde de cent mille florins. Broccardo Persico, son lieutenant, fut envoyé à Naples; il y fut traité avec distinction par le roi, et il reçut ponctuellement tout l'argent promis aux soldats. Par son entremise, Ferdinand invitait Piccinino à retourner auprès de lui; et Broccardo Persico, enchanté de l'accueil qu'il avait reçu, assurait son maître, dans toutes ses dépêches, que, loin d'avoir quelque chose à craindre, il serait comblé d'honneurs à son retour.

1465. — Hippolyte-Marie, fille de François Sforza, devait épouser Alphonse, fils du roi de Naples. Au printemps de l'année 1465, Frédéric, second fils de Ferdinand, s'approcha de Milan avec six cents chevaux pour la chercher et lui servir d'escorte. Piccinino préféra ne pas l'attendre; il repartit pour Naples avec Pierre de Posterla, son ami particulier, sous la sauvegarde duquel François Sforza avait compté le mettre, en le choisissant pour son ambassadeur. Piccinino visita en chemin Borso d'Este à Ferrare, et Dominique Malatesti à Césène; tous deux désapprouvèrent son voyage, et s'efforcèrent de le retenir. Ferdinand s'était assez donné à connaître pour ne leur inspirer aucune confiance. Piccinino lui-même éprouvait quelquefois de violentes inquiétudes; mais une sorte de fatalité l'entraînait à Naples. Broccardo Persico était revenu auprès de lui, et ne l'entretenait que des honneurs qu'il avait reçus. Piccinino cheminait cependant; et dès qu'il eut dépassé la frontière, les hommages qu'on lui rendit lui firent oublier ses craintes. Toute la première noblesse de Naples s'était avancée jusqu'à trois journées de la ville pour le recevoir; des fêtes signalaient son passage dans chaque bourgade, et le roi lui-même vint hors des portes, au-devant de lui, avec une suite nombreuse. Il l'embrassa affectueusement, et le traita comme un frère. Pendant vingt-sept jours, des réjouissances continuelles se succédèrent en son honneur, et la prévenance

de Ferdinand ne se démentit pas un instant. Enfin Piccinino demanda et obtint son audience de congé pour retourner à Sulmona : c'était le 24 juin, jour de la fête de saint Jean-Baptiste ; il fut introduit auprès du roi dans le Château-Neuf ; il trouva en lui les mêmes marques d'affection et de confiance, et il se sépara de lui avec de nouveaux embrassements. Mais à peine Ferdinand s'était-il retiré, que des archers se jetèrent sur Piccinino, et l'entraînèrent dans un cachot. Son fils François fut arrêté en même temps que lui, aussi bien que son lieutenant Broccardo et quelques autres. Pendant les fêtes qu'on lui avait données, on avait envoyé des ordres sur toutes les routes, à tous les commandants de provinces, pour l'arrêter s'il voulait s'échapper, pour saisir ses biens, et tomber à l'improviste sur ses troupes qui furent partout dévalisées. Ses soldats privés de chefs, et dépouillés de leurs équipages, ne se retirèrent qu'avec peine chez Dominique Malatesti à Césène[1].

L'Italie entière accusa François Sforza d'avoir eu part à cette trahison : on disait qu'il n'avait pas rougi de sacrifier sa propre fille, pour attirer dans le piége un rival qu'il redoutait ; que sa jalousie avait été rédoublée par les honneurs que les Milanais avaient rendus à Piccinino ; qu'enfin il avait craint pour son fils, après sa mort, la concurrence d'un capitaine si accrédité, qui lui disputerait la faveur du peuple. Ces accusations ont été répétées par la plupart des historiens, et Macchiavel, en les adoptant, leur a donné un nouveau crédit[2]. Cependant le récit détaillé de Simoneta, secrétaire du duc de Milan, et l'indignation qu'il exprime contre ce forfait, contrebalancent à nos yeux tous ces témoignages. Si son maître avait été complice du roi, Simoneta n'aurait pas manqué d'appuyer sur le complot de Piccinino, que Ferdinand pré-

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXXI, p. 765-766. — *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1134. —[2] *Macchiavelli Istorie*, L. VII, p. 291-294.—*Muratori, Annali d'Italia.* 1465, p. 308. — *Cristoforo da Soldo, Istor. Bresciana*. p. 903.

tendit avoir découvert, et qu'il annonça, par ses circulaires, à tous les princes de l'Europe. Il aurait feint, tout au moins, de croire le récit du roi de Naples sur le sort du prisonnier. Ce roi disait que Piccinino, attiré par les clameurs du peuple à la rentrée de la flotte royale, s'était attaché aux barreaux d'une fenêtre élevée de sa prison, pour voir ce qui se passait, qu'il était tombé et s'était cassé la cuisse; qu'enfin il était mort au bout de douze jours. C'est ainsi que Simoneta n'avait pas hésité à justifier les arrestations de Charles Gonzague, de Guillaume de Montferrat, de Tiberto Brandolini, et la mort du dernier. Mais, à l'occasion de Piccinino, il fait sentir combien la supposition d'un complot était absurde, combien la fable de son accident était ridicule, combien la conduite entière de Ferdinand, dont il relève toutes les circonstances, était perfide et honteuse. D'ailleurs, le complot qu'on prête au duc de Milan était trop compliqué et trop hasardeux pour le but qu'on lui suppose. Pendant qu'il avait tenu son rival à Milan, avec deux cents cavaliers seulement, loin de son armée et de ses forteresses, il lui aurait été facile de l'arrêter et de le faire périr; l'enthousiasme du peuple pour lui aurait aisément fourni un prétexte à des conjurations supposées où le poignard d'un assassin obscur n'aurait pas laissé reconnaître le vrai coupable; mais donner sa propre fille à Piccinino, le laisser ensuite traverser l'Italie en liberté, le livrer à des conseils qui, jusqu'au dernier jour de sa route, pouvaient l'écarter du piége, c'est un mélange d'imprudence et de scélératesse dont il ne semble pas juste de charger la mémoire de François Sforza.

Lorsque le duc de Milan reçut la nouvelle de cette trahison,

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXXI, p. 769.—*Bernardinò Corio, Hist. Milanesi.* P. VI, p. 965. Celui-ci, tout en repoussant l'accusation de complicité, parle de l'inquiétude que François Sforza avait conçue pour les honneurs rendus à Piccinino, de manière à faire naître des doutes.

il exprima hautement combien il en ressentait de douleur et de colère [1]. Il fit partir aussitôt un courrier pour porter à sa fille Hippolyte l'ordre de s'arrêter partout où ce courrier l'atteindrait. Si l'on en croit Simoneta, ce courrier la joignit à Sienne, à la fin de juin, et Hippolyte n'en repartit qu'à la la fin du mois d'août [2]. Alors seulement le duc de Milan, réfléchissant qu'il ne pouvait rendre son gendre Piccinino à la vie, et qu'il serait imprudent de rompre, pour un événement irréparable, une alliance à laquelle il avait fait des sacrifices prodigieux pendant la guerre de Naples, permit à sa fille de continuer sa route. Dans l'intervalle, il avait envoyé son fils Tristan à Naples pour redemander Piccinino, qu'il croyait encore vivant. Tristan, à qui l'on répondit que son beau-frère était mort, incertain s'il ne languissait point dans quelque cachot, exigea qu'on déterràt son cadavre, et se le fit représenter. De cette manière, il s'assura que Piccinino avait été mis à mort le second ou le troisième jour après son arrestation [3]. Le duc de Milan ne retarda pas davantage l'alliance projetée; sa fille Drusiana revint tristement à Milan, où elle accoucha peu de temps après d'un fils de Piccinino [4]. Tandis qu'elle traversait l'Italie avec un cortége de deuil, pour revenir de Naples, sa sœur s'y rendait entourée de pompe et de magnificence; deux de ses frères l'accompagnaient, Philippe, et Sforza Marie; et le premier fut, à cette occasion, iuvesti du duché de Bari.

Le duc de Milan, assuré de son alliance avec Naples, ne mettait pas moins de prix à resserrer celle qu'il avait conclue avec la France. La part qu'il avait prise aux guerres de Gênes

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 760. — [2] Il se présente ici une circonstance suspecte. D'après les journaux de Sienne, Hippolyte arriva dans cette ville le 29 juin, et en repartit le 4 juillet. *Cronica d'Allegretto Allegretti.* T. XXIII. *Rer. Ital.* p. 772. Peut-être cependant s'arrêta-t-elle en effet dans la province siennoise. — [3] *Joannis Simonetæ.* L. XXXI, p. 768. — [4] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 761. — *Crist. da Soldo, Ist. Bresciana.* p. 904.

et de Naples, et les prétentions de la maison d'Orléans sur le Milanais, auraient pu lui susciter de dangereux ennemis de ce côté; mais Louis XI, qui régnait alors, avait une prédilection pour les hommes élevés de bas lieu. Le duc de Milan était à ses yeux un parvenu, et lui paraissait, en cette qualité, d'autant plus digne de sa confiance. L'union était intime entre eux, et le roi, qui regardait la fausseté comme de la politique, croyait pouvoir s'instruire encore dans cet art par les conseils d'un prince italien. La guerre, qu'on appela *du Bien public*, avait éclaté en France : Louis XI recourut à l'assistance de François Sforza, et celui-ci lui envoya aussitôt son fils Galéaz, avec quinze cents hommes d'armes et trois mille fantassins[1]. Galéaz entra par le Dauphiné dans le Forez, qui appartenait au duc de Bourbon, l'un des plus faibles parmi les princes confédérés. Il le mit à feu et à sang : montra la supériorité des Italiens dans l'art d'attaquer les villes : il rendit du courage aux partisans du roi, et jeta le trouble dans l'armée des princes[2]. Pendant ce temps Louis XI négociait avec son frère et les grands de son royaume; d'après le conseil de Sforza, il leur promettait tout pour dissoudre leur ligue, bien décidé intérieurement à ne leur rien tenir. De cette manière le traité de Conflans fut conclu et publié avant la fin de l'année. 1466. — Galéaz Sforza n'avait cependant point encore quitté la France, lorsqu'il y reçut la nouvelle de la mort de son père, survenue le 8 mars 1466. La disposition à l'hydropisie qui s'était manifestée chez François Sforza quelques années auparavant, lui avait laissé dès lors une santé toujours languissante; mais sa dernière maladie ne dura que deux jours. Blanche Visconti sa femme, malgré sa douleur, assembla le sénat au milieu de la nuit, l'avertit de l'événement

[1] *Macchiavelli, Istor. Fior.* L. VII, p. 291.—*Mémoires de Phil. de Commines.* L. I, chap. VIII, p. 379. — [2] *Joann. Simonetæ.* L. XXXI, p. 773.

auquel elle devait s'attendre, et fit prendre des mesures efficaces pour assurer la tranquillité de la ville au moment où la mort du souverain serait publiée. En même temps elle envoya des ambassades au roi de Naples, aux Florentins, à Paul II et aux Vénitiens, pour leur demander de protéger son fils au besoin, et de rester fidèles à sa maison [1].

La figure de François Sforza était noble et spirituelle, sa taille était grande et bien proportionnée, sa force et son agilité dans tous les exercices du corps étaient remarquables; bien peu d'hommes pouvaient l'égaler au saut, à la course, à la lutte, ou dans la vigueur avec laquelle il lançait le javelot. Il marchait la tête nue devant son armée, bravant aussi bien les glaces de l'hiver que l'ardeur du soleil de l'été. Il supportait avec une extrême patience la faim, la soif et la douleur; il n'eut cependant que peu d'occasions de mettre sa constance à cette dernière épreuve; car encore qu'il eût passé sa vie au milieu des batailles, il ne fut presque jamais blessé. Il n'avait pas besoin d'un long sommeil pour se reposer; mais quelle que fût l'agitation de son esprit, quel que fût aussi le tumulte dont il était entouré, il dormait avec le même calme. Ni les cris et les chants des soldats dans sa tente, ni les hennissements des chevaux ou le son des clairons et des trompettes, ne semblaient le troubler; aussi se complaisait-il au bruit que faisaient ses compagnons d'armes, loin de leur imposer silence pendant qu'il reposait. Singulièrement sobre à sa table, il n'avait pas la même retenue pour les autres plaisirs : il aimait passionnément les femmes; il vécut cependant toujours bien avec Blanche Visconti, qui avait l'indulgence de lui pardonner ses fréquentes infidélités. Généreux, et quelquefois prodigue, il partageait tout ce qu'il avait entre les pauvres, les soldats et les savants, qu'il attirait auprès de

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XXXI, p. 776. — *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana*. p. 905.

lui. Il repoussait même avec quelque hauteur les conseils de prudence et d'économie que lui donnait Cosme de Médicis, en disant qu'il ne se sentait pas fait pour être marchand. Il avait un très grand empire sur lui-même, et ne manifestait presque jamais son inquiétude, son chagrin, sa joie ou sa colère. Très attaché à conserver une bonne réputation, il s'informait avec beaucoup de soin de ce qu'on disait de lui, et il expliquait avec empressement celles de ses actions qu'il croyait suspectes, ou que le public accusait [1].

Lorsque Galéaz Sforza reçut la nouvelle de la mort de son père, il confia le commandement de son armée à Jean Pallavicini, et il se fit passer pour l'associé d'un marchand milanais établi à Lyon, avec lequel il revint sans appareil et sans suite. Ce n'était pas sans raison qu'il évitait de se faire connaître dans les provinces qu'il avait à traverser ; ses voisins veillaient le moment où la succession de Sforza s'ouvrirait, pour se dédommager de la crainte et des ménagements auxquels ce grand homme les avait obligés. Louis, duc de Savoie, fils d'Amédée VIII, était mort à Lyon, le 29 janvier 1465 ; son fils Amédée IX, qu'on a surnommé le Bienheureux, parce qu'il ne s'occupa que d'aumônes, de fondations de couvents et de pratiques religieuses, était sujet à des attaques d'épilepsie, qui avaient affaibli sa tête, et qui le rendaient incapable de gouverner. Ses conseillers voulurent faire arrêter Galéaz, au mépris du sauf-conduit qu'ils lui avaient donné, espérant tirer parti de sa captivité durant les troubles qu'ils s'attendaient à voir naître dans l'état de Milan. On crut le reconnaître à son passage dans la Novalèse, et les paysans attroupés voulurent se saisir de lui. Galéaz s'enferma dans une église, où il soutint pendant deux jours une sorte de siége. Il en fut tiré par Antoine Romagnani, jurisconsulte qui

[1] *Joann. Simonetæ.* L. XXXI, p. 778-779.

jouissait en Piémont d'une grande autorité, et qui le conduisit sain et sauf à Novarre. Galéaz fit ensuite son entrée solennelle à Milan, le 20 mars 1466, et il fut reconnu sans difficulté par le peuple comme souverain légitime[1].

La mort de François Sforza influa aussi sur le gouvernement de Florence, où elle affaiblit le parti des Médicis, et donna du courage à leurs ennemis. Une étroite amitié avait uni Cosme et François; leurs fils n'avaient ni les mêmes rapports entre eux, ni des talents égaux à ceux de ces deux grands hommes. Pierre de Médicis prétendait cependant être chef de la république florentine, comme l'avait été son père. Mais les hommes d'état florentins, qui se sentaient supérieurs à lui par leur âge, par leurs talents, par le souvenir de leurs services, par le rang qu'avaient occupé leurs ancêtres, étaient bien éloignés de lui accorder cette déférence qu'ils n'avaient point voulu disputer à son père. 1464. — Pierre ne se recommandait à eux ni par la mémoire ni par l'espérance d'une belle action; aucune supériorité dans son esprit ou dans son caractère n'en promettait pour l'avenir; sa santé même ne lui permettait pas de s'employer utilement pour la république. Les citoyens florentins le voyaient avec indignation réclamer des prérogatives héréditaires entre des égaux dans un état libre. Au sein même de l'ancien parti des Médicis, il s'en était formé un qui se montrait contraire à cette famille. Lucas Pitti le dirigeait; depuis qu'il avait assemblé le dernier parlement, il se regardait lui-même comme le chef de l'état, et il voulait attirer à lui le pouvoir qu'avait exercé Cosme. On distinguait

[1] *Joannis Simonetæ*. L. XXXI, p. 780-782. — *Antonii de' Ripalta, Annales Placentini*. T. XX, p. 916.—*Bern. Corio, Storie Milanesi*. P. VI, p. 967. C'est ici que se termine le récit de Simoneta; cet excellent historien était secrétaire de François Sforza, et il ne le quitta presque jamais depuis l'année 1441 à l'année 1466. Il se trouvait ainsi à portée de connaître à fond la politique de son propre souverain, et celle des autres états d'Italie. Sa narration est claire, élégante, détaillée et généralement impartiale. Il laisse après lui dans l'histoire un vide qui, dans les années suivantes, excitera souvent nos regrets.

la faction qui lui était attachée par le nom du lieu où il avait bâti son palais, *il poggio*, la colline, tandis que le parti des Médicis était nommé le parti *del piano*, de la plaine [1].

Mais Lucas Pitti était loin d'avoir des talents proportionnés à son ambition. Ses associés profitaient de son crédit et de sa richesse pour donner plus de relief à leur parti, et ils se proposaient bien de l'empêcher de parvenir jamais à un grand pouvoir. Parmi eux, on distinguait Diotisalvi Neroni, le plus accrédité des anciens collègues de Cosme de Médicis, et celui que sa capacité mettait le plus en état de gouverner la république; Nicolas Soderini, de tous les citoyens le plus attaché à la liberté; Ange Acciaiuoli enfin, dont le mécontentement était aigri par le souvenir d'une injustice que Cosme de Médicis lui avait faite [2].

Pierre de Médicis, toujours malade, et redoutant toute application, négligeait, avec les affaires publiques, celles du commerce que son père avait étendu sur toute l'Europe. Déjà quelques pertes qu'il avait éprouvées lui annonçaient le sort qui l'attendait dans un négoce qu'il ne pouvait plus diriger. Il consulta Diotisalvi Neroni, en qui il avait une grande confiance, et celui-ci l'exhorta à retirer ses fonds de la circulation, pour les employer en achats de terre. C'était le seul expédient par lequel les Médicis pussent mettre à couvert leur fortune; mais il était en même temps le plus propre à détruire le crédit exorbitant qu'ils avaient acquis. Les relations d'intérêt que Cosme avait formées avec tous les ordres de citoyens lui avaient assuré de nombreuses et de dangereuses créatures. Pierre, en exécutant trop brusquement le projet qu'on lui avait suggéré, mécontenta tous les amis de son père.

[1] *Commentari del Nerli*. L. III, p. 50.—*Scipione Ammirato, Storia Fiorentina*. L. XXIII, p. 93. — [2] *Macchiavelli Istor*. L. VII, p. 298. — *Jo. Michaelis Bruti*. L. II, p. 26, *apud Burmannum*, *Thesaurus Rer. It*. T. VIII, P. II, *Ibid*. p. 35. Il expose différemment que Macchiavel l'injustice faite à Acciaiuoli.

Il enleva tout à coup, et sans avertissement, des sommes considérables aux maisons que les Médicis soutenaient par des commandites, et il causa ainsi de nombreuses faillites parmi ses compatriotes, non seulement à Florence, mais à Venise et à Avignon [1]. Les propriétaires de terre et les chefs de manufacture, auxquels Cosme avait fait des avances considérables, furent dans un plus grand embarras encore quand son fils en demanda le remboursement. De toutes parts il faisait mettre en vente, par autorité de justice, des biens grevés d'hypothèques ; et de même qu'il jetait ainsi ses débiteurs dans une condition bien pire que s'il ne les avait jamais aidés, il changeait leur reconnaissance passée en un violent ressentiment [2].

Pendant les deux années qui s'écoulèrent entre la mort de Cosme de Médicis et celle de François Sforza, les deux partis firent plusieurs fois dans les conseils l'épreuve de leurs forces, sans en venir aux mains. 1465. — En raison même de cette lutte, le pouvoir de la balie, qui finissait au mois de septembre 1465, ne fut point renouvelé ; et les conseils ordonnèrent, presque à l'unanimité, qu'au lieu d'élire les magistrats, on recommencerait, suivant l'ancien usage, à les tirer au sort dans les bourses fermées. Cette loi causa une joie universelle, comme si elle rendait à la république sa liberté [3].

Cependant ces bourses de la magistrature avaient été composées par la faction même des Médicis, et elles ne contenaient que les noms d'hommes qui leur étaient dévoués. Les tribunaux étaient toujours dans leur dépendance ; les finances étaient entre leurs mains ; ils disposaient, pour leurs intérêts privés, des revenus de la république ; un système de corruption et de clientelle avait déjà vieilli dans l'état, et Florence obéissait toujours à Pierre, par la force d'une habitude que l'estime ou la reconnaissance ne garantissaient plus. Mais les

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 761. — [2] *Macchiavelli.* L. VII, p. 297.—*Jo. Mich. Brutt Hist. Flor.* L. II, p. 28. — [3] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 94.

chefs de ces anciennes familles qui avaient fondé la liberté, et qui dédaignaient les Médicis comme de nouveaux riches, les hommes d'état qui avaient acquis, par leurs talents et par une longue habitude des affaires, la confiance de leurs concitoyens, ne pouvaient, sans indignation, se voir supplantés par un homme faible d'esprit et de corps, vieilli avant le temps par les infirmités, et dont le crédit ne reposait sur rien. Lorsque, le 1er novembre 1465, le sort fit écheoir le gonfalon de justice à Nicolas Soderini, la ville entière se confiant dans son courage, sa vaste érudition, son éloquence et son amour pour la liberté, espéra qu'il profiterait de sa magistrature pour détruire de vieux abus, rendre aux lois leur vigueur, et faire accorder de nouveau les institutions avec les mœurs. Le désir qu'avaient les Florentins de sortir de la tutelle de Pierre était si unanime, que la nomination de Nicolas Soderini fut une fête nationale. Le peuple entier l'accompagna au palais public, et applaudit avec transport lorsque, sur son chemin, on lui présenta une couronne d'olivier, symbole de la victoire pacifique qu'on attendait de lui, et du repos qu'il devait fonder sur la liberté[1].

Le quatrième jour de sa magistrature, Soderini rassembla un conseil de cinq cents citoyens, pour délibérer sur l'état de la république. Il l'ouvrit par un très beau discours sur les dangers de la discorde, et sur les malheurs qui menaçaient une cité divisée. Mais on s'aperçut alors qu'il lui manquait cet entraînement dans la volonté, sans lequel on ne gouverne point les états. Il n'avait pas arrêté dans sa tête un plan fixe de réforme, il disait seulement ce qu'il fallait éviter, non ce qu'il fallait faire; il demandait un conseil, quand c'était à lui à le donner; et son éloquence demeurait sans effet parce que son but était de briller, non de convaincre ou de persuader.

[1] *Macchiavelli*. L. VII, p. 305.—*Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 94. — *Jo. Michael. Bruti*. L. III, p. 51.

Le conseil, après une inutile délibération, et le choc d'opinions toutes contraires, se sépara sans avoir rien conclu. Un nouveau conseil de trois cents citoyens fut assemblé huit jours après, et Soderini invita encore une fois tous les amis de la paix, de l'ordre et de la liberté, à proposer ce qu'ils croiraient le plus propre pour sauver la république. Ceux qui avaient compté que Soderini fixerait leurs opinions flottantes, s'étonnaient que le chef de l'état n'eût pas plus de décision dans le caractère, et ils lui retiraient la confiance qu'ils lui avaient d'abord si libéralement accordée. D'autre part, ses associés, jaloux de la faveur avec laquelle il avait d'abord été accueilli, aimaient mieux faire réformer la république par un autre que par lui. Enfin, son frère Thomas était attaché aux Médicis, et il employait tout ce qu'il avait d'adresse, de talent et de séduction, à empêcher le gonfalonier d'agir. Ce fut d'accord avec ce frère, que Nicolas Soderini résolut enfin d'entreprendre lui-même la réforme de l'état. En vrai ami de la liberté, il voulut le faire par les voies légales, par conséquent lentement, et sa courte magistrature lui échappa avant que l'ouvrage commencé par lui eût acquis aucune solidité. Il s'était borné à deux objets, revoir les comptes de l'administration précédente, et commencer un nouveau scrutin. Dans la première opération, qui devait rétablir les finances, il fut traversé par Lucas Pitti, que les anciens abus avaient enrichi: dans la seconde, qui devait renouveler légalement toutes les autorités constitutionnelles, il eut à lutter avec tous les intérêts particuliers de ceux qui entraient dans le vieux scrutin, et il causa un mécontentement universel. Aussi, lorsqu'il sortit de charge sans avoir rien exécuté, sans avoir donné aucune stabilité à l'œuvre qu'il commençait, avait-il perdu et la faveur populaire et la haute réputation dont il jouissait deux mois auparavant [1].

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 94. — *Macchiavelli*. L. VIII, p. 306.—*Commentar. di Filippo de' Nerli*. L. III, p. 51.

1466. — La république était encore dans l'agitation de ces projets de réforme, lorsqu'on reçut à Florence la nouvelle de la mort de François Sforza. Au mois de juillet suivant, les ambassadeurs de son fils vinrent demander la confirmation du traité d'allance entre les deux états, et celle du subside annuel payé par les Florentins. Pierre de Médicis appuya hautement la demande de Galéaz Sforza. La république, dit-il, avait fait des sacrifices immenses pour élever et pour maintenir la maison Sforza sur le trône ducal de Lombardie, parce que cette maison servait de contrepoids à la puissance des Vénitiens, et assurait l'équilibre de l'Italie. Il fallait se garder de perdre, par une mesquine avarice, un ami qui avait coûté si cher à établir; et si, comme le disaient ses adversaires, Galéaz Sforza n'avait ni la réputation ni le talent de son père, il avait d'autant plus besoin des secours qu'on voulait lui retirer. Les amis de la liberté répondirent que François de Sforza n'avait reçu de subsides que comme général d'armée, et sous la condition qu'il serait toujours prêt à servir les Florentins; puisque Galéaz son fils n'était point général, il n'avait point droit à une paye toute militaire. D'ailleurs, il était évident que les Médicis voulaient continuer son traitement, pour opposer ensuite ce duc à ceux qui voudraient délivrer leur patrie d'un joug honteux. Déjà François Sforza s'était montré l'ami, non de Florence, mais des Médicis; les revenus de la république avaient fait sa grandeur, mais ce n'était point à elle qu'il avait avoué sa reconnaissance [1].

Cependant le manque de résolution de Soderini, tandis qu'il avait été gonfalonier, avait jeté du discrédit sur son parti. Ceux qui par timidité étaient jusqu'alors demeurés neutres, se joignirent à la maison des Médicis, parce qu'ils ne doutèrent plus qu'elle ne remportât enfin la victoire. La populace,

[1] *Macchiavelli.* L. VII, p. 301-302. — *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 95. — *Jo. Michael. Bruti Hist. Flor.* L. II, p. 38.

gagnée par la libéralité de ces riches marchands, leur était toujours favorable, et ceux qui soutenaient la cause publique virent avec étonnement qu'ils ne formaient que la minorité dans les conseils. Pour maintenir les droits d'un peuple souverain, et l'autorité légitime, ils furent obligés de tramer une conjuration, comme s'il s'était agi de se soustraire au joug d'un tyran. Ils cherchèrent en même temps des appuis étrangers pour les opposer à Galéaz Sforza ; ils conclurent une alliance avec le duc Borso de Modène, qui leur promit d'envoyer à leur aide son frère Hercule d'Este, avec treize cents chevaux. Nicolas Soderini avait rassemblé trois cents soldats allemands ; il devait, à leur tête, attaquer Pierre de Médicis, le chasser de son palais et de la ville, peut-être même le faire mourir ; car on se souvenait combien les Albizzi s'étaient repentis d'avoir épargné Cosme son père[1].

Quelque inférieur que fût Pierre de Médicis à son père ou à son fils pour le talent et pour le caractère, il prit cependant avec promptitude, dans cette occasion, le parti le plus sage et le plus vigoureux. Jean Bentivoglio, qui exerçait sur la république de Bologne à peu près la même autorité que Médicis sur Florence, l'avertit que Guido Rangoni, Jean-François de la Mirandola, et les seigneurs de Carpi et de Correggio, s'avançaient vers les montagnes de Frignano, avec un grand nombre de milices levées dans les états de Modène et de Reggio, et que cette armée se rendait à Florence pour secourir ses adversaires. Pierre de Médicis obtint de son côté du duc de Milan la permission de disposer d'une armée que Costanzo Sforza et les San-Séverini tenaient assemblée à Bologne. En même temps, il tira plus de quatre mille hommes de milices du Bolonais[2]. Il partit ensuite de sa mai-

[1] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 96. — *Nic. Macchiavelli.* L. VII, p. 307. — *Jo. Mich. Bruti.* L. II, p. 50. — *Comment. Jacob. Cardin. Papiens.* L. III, p. 381. — [2] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 763.

son de campagne de Careggi, avec quelques hommes armés, pour se rendre à Florence. Il se faisait porter dans sa litière, et son fils Laurent le précédait à cheval. Valori, qui a écrit la vie du dernier, prétend que, comme Laurent remarqua beaucoup de gens armés et de mouvement sur cette route, il craignit quelque entreprise sur la vie de son père, et qu'il lui fit dire de prendre un autre chemin; tandis qu'en même temps il calma l'attente de ces soldats, en leur annonçant que son père le suivait de très près. On en a conclu qu'il y avait un complot pour assassiner Pierre ; ce qui n'est rien moins que prouvé [1].

Pierre avait réussi, par une intrigue secrète, que conduisait Antonio de Pucci, à détacher Lucas Pitti du parti des mécontents, en lui faisant espérer de l'allier à sa famille par un mariage [2]. Après avoir ainsi désuni ses ennemis, Pierre entra dans Florence. Un grand nombre d'hommes armés l'attendaient dans sa maison, et beaucoup d'autres parmi ses partisans vinrent encore se réunir à lui après son arrivée. Il envoya alors à la Seigneurie la lettre de Bentivoglio, pour s'excuser de ce qu'il prenait les armes : ses adversaires, disait-il, avaient commencé avant lui, et il y était contraint pour se défendre. Ceux-ci cependant n'étaient nullement prêts; Nicolas Sodérini seul, compensant dans cette occasion, par son activité et sa résolution, ce qui lui avait manqué pendant qu'il était gonfalonnier, joignit deux cents de ses amis à ses trois compagnies allemandes, rassembla tout le peuple du quartier du Saint-Esprit où il habitait, et vint auprès de Lucas Pitti le supplier de prendre les armes de son côté, et de livrer bataille aux Médicis, avant qu'ils se fussent fortifiés par les

[1] *Valori in vita Laurentii*. p. 10. Il a été copié par Scipione Ammirato. L. XXIII, p. 96 ; et par *W. Roscoe, Life of Lorenzo*. T. I, p. 80 ; mais réfuté par J. Michel Bruto. L. III, p. 55. — [2] *Jacopo Nardi, delle Ist. Fior.* L. I, p. 10. — *Comment. di Filippo Nerli*. L. III, p. 52.

secours qu'ils attendaient du dehors. La victoire était encore à eux s'ils avaient su la saisir ; mais Lucas Pitti prétexta son respect pour la mémoire de Cosme de Médicis, son ami, et il déclara qu'il voulait sauver sa famille des fureurs populaires[1]. Plus tard, on reconnut qu'il avait été trompé par les négociations qu'il avait commencées pour son avantage privé. Diotisalvi Néroni se rendit au palais public. Le gonfalonnier et quatre des prieurs étaient attachés à son parti ; cependant ils agissaient en bons magistrats, de concert avec leurs collègues, pour terminer les contestations à l'amiable, et faire poser les armes. Une sorte d'armistice fut conclu par leur entremise ; chaque parti demeura fortifié dans son quartier, tandis qu'on négociait ; mais Pierre de Médicis ne songeait qu'à gagner du temps par cette négociation. La Seigneurie qui régnait alors était près de finir ses deux mois ; le gonfalonnier, chef de celle qui devait entrer en fonctions peu de jours après, devait être pris dans le quartier de Santa-Croce, presque tout dévoué aux Médicis. En effet, il fut tiré au sort le 28 de ce mois, et ce fut Roberto Lioni, un des plus chauds partisans de Pierre ; toute la nouvelle Seigneurie lui était également favorable. Les amis de la liberté sentirent alors, mais trop tard, quelle faute ils avaient faite de laisser perdre tant de temps. Ils prêtèrent l'oreille à des propositions d'accommodement présentées par les deux Seigneuries réunies ; elles furent signées par Lucas Pitti, et par Lorenzo et Giuliano de Médicis[2].

Pierre avait été obligé de se soumettre à des conditions, parce qu'aussi longtemps que la magistrature suprême se conservait impartiale, les mouvements de son parti pouvaient être punis comme des actes de rébellion ; mais il viola effron-

[1] *Comment. Jacobi Cardin. Papiens.* L. III, p. 381-382. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 98. — *Macchiavelli Istorie.* L. VII, p. 309. — *Jo. Michael. Bruti Hist. Flor.* L. III, p. 59.

tément ces conditions dès que ses amis furent installés dans la Seigneurie. Roberto Lioni, feignant de croire que Nicolas Sodérini voulait reprendre les armes, assembla le parlement dès le 2 septembre 1466, quatre jours après la signature des articles de paix, quoique la condition la plus essentielle de cette paix fût la promesse des Médicis de ne point assembler de parlement et de ne point demander de balie[1]. Il avait garni la place de soldats affidés aux Médicis, et il obtint par force, du peuple, la nomination d'une balie composée de huit créatures de Pierre. Cette balie décida aussitôt que le tirage au sort de la magistrature resterait suspendu pour dix ans, et elle y substitua des élections faites par la seule faction des Médicis. A cette nouvelle, les amis de la liberté, prévoyant déjà les rigueurs qu'on exercerait contre eux, s'enfuirent précipitamment de toutes parts; mais les sentences révolutionnaires de la balie les atteignirent dans leur fuite; Acciaiuoli et ses enfants furent relégués pour vingt ans à Barlette, Neroni et ses frères en Sicile, un autre de ses frères, qui était archevêque de Florence, se retira à Rome; Sodérini et ses fils furent relégués en Provence; Gualtière Panciatichi fut exilé pour dix ans des états florentins. Un grand nombre de familles moins illustres furent frappées en même temps de peines semblables[2]. Au bout de peu de jours, les rigueurs redoublèrent encore; et tandis que la Seigneurie ordonnait des processions et des actions de grâces pour une révolution qu'elle prononçait être le salut de l'état, on arrêta, au milieu de ces processions mêmes, plusieurs citoyens pour les jeter dans les cachots, ou les livrer aux bourreaux[3]. Lucas Pitti fut

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 98. — [2] *Ibid.* L. XXIII, p. 99. — *Guernieri Bernio, Storia d'Agobbio*. T. XXI, p. 1012. — Il donne une longue liste des condamnés.— *Jo. Mich. Bruti Hist. Florent.* L. III, p. 67. — [3] *Macchiavelli, Istor.* L. VII, p. 313. — *Jacopo Nardi Hist. Florent.* L. I, p. 10. — *Commentari del Nerli.* L. III, p. 52.—*Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 100.—*Jo. Mich. Bruti.* L. III, p. 72. — *Comment. Jacobi Card. Papiens.* L. III, p. 382.

seul excepté de cette persécution universelle ; mais, soupçonné d'avoir vendu ses amis, d'avoir communiqué à Pierre de Médicis la liste même de ceux qui s'étaient déclarés contre lui ; méprisé de tous les républicains, dédaigné par le parti vainqueur, il traîna les restes de sa vie dans l'opprobre, évité de tous, ruiné, hors d'état de terminer les palais superbes qu'il avait commencés avec tant de faste, et dont l'un, acheté au bout d'un siècle par le premier grand-duc, est demeuré un monument de son orgueil et de son imprudence.

CHAPITRE XV.

Les émigrés florentins se réunissent sous la protection de Venise, et attaquent sans succès les Médicis : injustice du gouvernement florentin : mort de Pierre de Médicis. — Ambition inquiète de Paul II. Il veut s'emparer de l'héritage des Malatesti. Il cherche vainement des alliés ; il meurt détesté des Romains et des gens de lettres.

1466-1471.

Malgré de déplorables abus, la liberté exerçait toujours à Florence sa puissance créatrice, et au milieu des malheurs résultant de l'empire des factions, elle consolait encore les citoyens. La ville était troublée par des passions orageuses ; les partis s'animaient, ils se provoquaient, ils combattaient, et dans l'ivresse de la victoire, le vainqueur étendait sa proscription sur tous les vaincus ; il les privait de leur patrie, il remplissait l'Italie entière d'exilés. On ne peut voir sans douleur une si détestable vengeance, un tel oubli des droits des citoyens ; mais la pitié que ces scènes violentes inspirent est mêlée d'étonnement. On se demande comment un si petit état pouvait faire de si grandes pertes ; comment d'une ville seule pouvaient sortir tant d'hommes puissants et illustres ; comment Florence avait alors plus de noms historiques que la France entière ; comment chacun de ces citoyens qu'on

voyait tour à tour élevés ou renversés, était plus connu de l'Europe, plus riche, plus réellement puissant qu'un des pairs d'une grande monarchie, dont le fief égalait peut-être en étendue tout l'état florentin. On se demande qu'est-ce qui faisait grandir ainsi les hommes dans quelques républiques d'Italie, tandis qu'ils paraissaient encore si petits dans le reste de la chrétienté; qu'est-ce qui attache au souvenir de chacune de leurs actions; qu'est-ce qui lie leur vie à l'histoire de la civilisation humaine; qu'est-ce qui a couvert leur terre natale d'admirables monuments, où le goût et la magnificence de ces bourgeois illustres surpassent ce que firent jamais les princes et les rois; et on serait bien aveugle si à chacun de ces prodiges on ne reconnaissait l'ouvrage de la liberté.

Cette liberté était alors fortement ébranlée; elle n'avait plus dans les lois, dans les institutions, une garantie suffisante; elle n'assurait plus aux citoyens une justice impartiale, une sûreté personnelle inviolable, bienfaits qu'on aurait dû attendre d'elle; trop de secousses la menaçaient d'une ruine prochaine et entière; mais ses habitudes restaient encore dans tous les cœurs. Les citoyens florentins ne savaient plus quels étaient leurs droits, ils savaient encore quelle était leur dignité. Un noble orgueil leur tenait lieu de plus solides garanties, et quoique dans leur lutte contre l'établissement de la tyrannie des Médicis, nous devions désormais les voir presque toujours succomber, du moins cette lutte fut longue, elle se renouvela pendant deux ou trois générations, jusqu'à la destruction finale de tous ceux qui avaient été élevés dans ces généreuses maximes; et quand les patriotes florentins succombèrent enfin, ils ne tombèrent qu'avec noblesse.

La ruine et la dispersion des Sodérini, des Acciaiuoli, de Lucas Pitti, et de leur parti, assura à Pierre de Médicis la domination dans la ville même de Florence; mais l'Italie fut

remplie d'émigrés florentins. Ceux qui avaient été chassés par Cosme en 1434 se joignirent à ceux que son fils Pierre expulsait en 1466. Jean-François, fils de Palla Strozzi, pouvait être considéré comme le chef des premiers ; les richesses qu'il avait acquises par le commerce lui assuraient ce même crédit, qui avait commencé la grandeur des Médicis ; Angelo Acciaiuoli était à la tête des seconds. Il ne voulut point cependant se réunir aux enfants de ceux qu'il avait persécutés, avant d'avoir fait une tentative pour se réconcilier avec ses anciens amis ; mais il reçut de Pierre une réponse dérisoire : celui-ci, avec des protestations de respect filial, l'engageait à se soumettre à l'exil et à la persécution[1]. Tous les exilés florentins se rendirent alors à Venise ; ils demandèrent à la république de protéger des hommes proscrits pour cette noble cause de la liberté à laquelle elle attachait sa gloire. Ils eurent de fréquentes conférences avec le conseil des Pregadi, et avec Barthélemi Coléoni, général des Vénitiens. A cette nouvelle les Florentins condamnèrent tous leurs exilés comme rebelles, et mirent leur tête à prix[2]. En même temps ils se préparèrent à la guerre, et confirmèrent leur alliance avec le duc de Milan et le roi de Naples.

Les émigrés n'avaient cependant point obtenu que Venise épousât ouvertement leur cause. Cette république s'était contentée de licencier Barthélemi Coléoni, et de leur permettre de l'engager à leur service. Ce général vivait alors à Bergame ; quoiqu'il ne se fût jamais illustré par de grands exploits, comme il avait survécu aux maîtres de l'art militaire ses contemporains, il était demeuré le capitaine le plus renommé de l'Italie[3]. 1466. — Les Vénitiens lui avancèrent

[1] *Appendix to Roscoe's Life of Lorenzo*, n° 10, p. 88. — *Nic. Macchiavelli, Istor.* L. VII, p. 315. — *J. Mich. Bruti*. L. III, p. 78. — [2] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 100. — [3] Antoine Cornazzano, issu de la même famille que le féroce Othon de Terzi, tyran de Parme, a écrit en six livres des commentaires sur la vie de Barthélemi Coléoni ; il avait vecu longtemps auprès de lui, dans son château de Malpaga, près de Brescia, où ce

secrètement de l'argent ; les émigrés florentins, enrichis par le commerce, rassemblèrent aisément des sommes considérables. Ils ne se contentèrent pas de Coléoni, qui devait être leur général en chef, et qui avait déjà rassemblé sous ses drapeaux quelques milliers de soldats ; ils entrèrent en traité avec Hercule d'Este, frère légitime du duc de Ferrare, et ils le prirent à leur solde avec quatorze cents chevaux [1]. Ils enrôlèrent de même les seigneurs de Carpi, de la Mirandole et de Forli, Marc Pio, Galéotto Pico, et Pino des Ordélaffi ; étendant ainsi leur alliance autour des frontières de Toscane. Astorgio Manfredi, seigneur de Faenza, s'était engagé avec les Médicis ; il devait garder les défilés du val de Lamone, de concert avec Frédéric de Montéfeltro. 1467. — Cependant, après avoir reçu leur argent, il changea tout à coup de parti ; il se déclara pour les émigrés, et il mit en grand danger l'armée florentine qu'il avait reçue dans son pays [2]. Enfin la famille Sforza elle-même ne resta pas sans partage attachée aux Médicis. Alexandre, seigneur de Pesaro, frère du dernier duc de Milan, envoya son fils Costanzo à l'armée des émigrés. Tout semblait favoriser ces derniers ; tous les anciens amis de la république avaient embrassé leur cause, et l'on comptait dans leur armée huit mille chevaux et six mille fantassins de bonnes et vieilles troupes, lorsque Barthélemi Coléoni passa le Pô le 10 mai 1467. Il s'avança jusqu'à Dovaldola, dans le territoire d'Imola, avec l'intention d'entrer en Toscane par la Romagne [3].

vieux capitaine réunissait des savants et des artistes à ses anciens compagnons d'armes : il le peint comme un homme d'un esprit juste et cultivé, et d'une conversation philosophique ; il relève aussi tous les hauts faits de son héros, et le présente comme le plus grand capitaine du siècle : sa partialité intéresse quelquefois, mais elle s'accorde mal avec l'histoire. Cornazzano est imprimé dans la sixième partie du tome IX de Burmannus. *Thesaurus Antiq. et Hist. Italiæ.* p. 1-40. Coléoni mourut à Venise le 4 novembre 1475 ; il était né en 1400. — [1] *Cristoforo da Soldo. Istoria Bresciana.* p. 908.—*Gio. Batt. Pigna, Storia de' Principi d'Este.* L. VIII, p. 730. — [2] *Comment. Jacobi Cardin. Papiensis.* L. III, p. 384. — *Jo. Michael. Bruti.* . IV, p. 83. — [3] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 101.

Les Florentins avaient opposé à Coléoni Frédéric de Montéfeltro, comte d'Urbin, qui, formé à l'école de François Sforza, unissait une haute réputation militaire à celle qu'il avait obtenue dans les lettres. De même que son adversaire, cependant il n'était plus dans toute la vigueur de l'âge, et tous deux songeaient bien plus à conserver leur vieille réputation, par une prudence souvent exagérée, qu'à terminer promptement la guerre par des exploits hardis. Autant les émigrés d'une part, les Médicis de l'autre, languissaient après une action décisive, pour mettre à profit des armements immenses qui épuisaient leurs trésors, autant les deux généraux semblaient l'éviter avec soin [1]. Cependant le jeune duc de Milan, Galéaz Sforza, s'était empressé de se rendre au camp florentin, pour témoigner, d'une manière éclatante, qu'il resterait fidèle aux alliances de son père avec les Médicis et la république. Son rang forçait à lui déférer un commandement qu'on tremblait de confier à son inexpérience. Non moins impétueux que Montéfeltro était réservé, il était encore enivré par les basses flatteries de ses courtisans; il croyait tout savoir, il voulait tout oser; mais aucun vrai courage ne s'alliait à son audace. Il se conduisait en lâche dans le danger après avoir été le chercher en téméraire. Deux fois il entraîna Frédéric de Montéfeltro à offrir la bataille; deux fois, saisi par une terreur panique, il l'abandonna au moment de l'action, et l'armée florentine aurait été détruite, si Coléoni avait été plus jeune et plus confiant, s'il avait su profiter de ses avantages [2].

Les décemvirs de la guerre à Florence savaient que Montéfeltro ne répondait plus du sort de l'armée qui lui était confiée, tant qu'il aurait un tel collègue. D'autre part, ils connaissaient la présomption de Galéaz Sforza, et ils craignaient de l'offenser. Ils prirent le parti de l'inviter à Florence, pour assister à des

[1] *Commentarii Jacobi Cardin. Papiensis.* L. III, p. 387. — [2] *Jacobi Cardin. Papiens.* L. III, p. 387.

fêtes publiques, par lesquelles la république voulait lui témoigner sa reconnaissance et son respect [1] ; et Frédéric de Montéfeltro eut ordre de profiter de son absence pour livrer bataille. En effet, le 25 juillet 1467, peu après midi, il attaqua Coléoni à la Molinella. La bataille fut obstinée, et, après un engagement de huit heures, l'obscurité seule sépara les combattants, lorsque la nuit était déjà avancée. L'artillerie légère, employée dans cette bataille, contribua, dit-on, à la rendre plus meurtrière ; on a tiré parti de cette circonstance pour faire honneur à Coleoni de l'invention des pièces de campagne ; néanmoins on les vit employées dans les deux armées, sous le nom d'*espingardes*, elles n'assurèrent l'avantage ni à l'un ni à l'autre général [2].

En se retirant du champ de bataille de la Molinella, l'une et l'autre armée calcula ses pertes avec découragement ; les deux généraux s'éloignèrent, comme si tous deux avaient été battus. Coléoni avait cependant perdu plus d'hommes et de chevaux. Au bout de peu de jours ils signèrent un armistice, et entamèrent des négociations [3].

Pendant le même temps, messire Philippe de Bresse, frère du duc de Savoie, était entré dans les états du marquis de Montferrat, et menaçait ceux de Milan. Galéaz retourna en hâte en Lombardie, pour lui tenir tête, avec quatre mille chevaux et cinq mille fantassins ; mais les deux armées s'observèrent et se menacèrent sans combattre, pendant que le roi de France négociait pour rétablir la paix. En effet, elle fut signée entre le duc de Savoie, le duc de Milan et le marquis de Montferrat, le 14 novembre 1467 [4].

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 101. — *N. Macchiavelli*. L. VII, p. 320. — [2] *Jacob. Card. Papiens*. L. III, p 389.—*Gio. Batt. Pigna*. L. VIII, p. 731. — [3] *Cron. di Bologna*. T. XVIII, p. 767.—*Guernieri Bernio*. T. XXI, p. 1013.—*Antonii de Ripalta, Annal. Placent*. T. XX, p. 921. — *Jo. Michael Bruto*. L. IV, p. 90. — [4] *Benvenuto da San Giorgio*, *Hist. del Montferrat*. T. XXIII, p. 739. — *Cristof. da Soldo Istor. Bresciana* p. 910. — *Marin. Sanuto, Vite de' Dogi*. T. XXII, p. 1185.

Les deux républiques de Florence et de Venise avaient encore plus besoin de paix ; elles n'avaient retiré aucun avantage d'armements très dispendieux, et n'avaient fait aucune conquête. Les émigrés qui s'étaient épuisés pour mettre sur pied l'armée de Coléoni, n'ayant plus d'argent, n'étaient plus considérés. La guerre n'avait plus de but, et cependant la pacification ne fut point facile à conclure. Borso d'Este, duc de Modène, et le pape Paul II se présentèrent comme médiateurs. Le premier, fidèle à la politique de sa famille, qui depuis le commencement du siècle avait été la pacificatrice de l'Italie, cherchait de bonne foi les moyens de conciliation ; Paul II, au contraire, s'efforçait secrètement de l'entraver. Tantôt il représentait au duc de Modène, que la discorde des grandes puissances de l'Italie ajoutait à la sûreté des petites et à la considération du pontife [1]. Tantôt il cherchait à persuader aux Florentins qu'il était sur le point de s'unir avec eux contre Venise. François Naselli, ambassadeur de Ferrare, eut bien plus de peine à déjouer les menées secrètes du pape, sans l'offenser, qu'à concilier les intérêts des puissances ennemies [2].

Enfin le duc de Modène, après avoir discuté tous les articles avec les parties contractantes, fit honneur au pontife seul du traité de paix. 1468. — Paul II le publia, le 2 février 1468, sous la forme d'une sentence pontificale, menaçant d'excommunication quiconque ne s'y soumettrait pas. Les articles convenus de part et d'autre étaient peu compliqués, aucune conquête n'avait été faite, en sorte qu'il n'y avait rien à rendre, et quant aux émigrés florentins pour lesquels la guerre avait été entreprise, et qui en avaient fait presque seuls tous les frais, ils furent abandonnés lâchement par leurs alliés ;

[1] *Gio. Batt. Pigna.* L. VIII, p. 733. — [2] *Ibid.* p. 734-739. C'est le discours même de Naselli, qui, sous les formes du respect et de la crainte religieuse, dévoile toute l'immoralité du pontife.

rien ne fut stipulé en leur faveur. Les souverains, dont la morale publique n'a d'autre sanction que la force, ne considèrent point leurs engagements envers des particuliers, comme faisant partie du droit politique. Mais aux articles de paix stipulés de concert, Paul II y ajouta la condition inattendue de nommer Barthélemi Coléoni, général de la chrétienté, pour soutenir la guerre contre les Turcs en Albanie, avec une paie de cent mille florins fournie par tous les états d'Italie [1]. Les souverains, sommés de concourir ainsi à l'entretien de Coléoni, étaient persuadés que le pape n'avait point le dessein de l'envoyer en Albanie, mais qu'après se l'être attaché, il s'en servirait pour opprimer l'Italie. Les Florentins promirent de payer leur quote part, mais seulement lorsque Coléoni aurait mis le pied sur le territoire des Turcs. Le duc de Milan et le roi de Naples protestèrent avec plus de hauteur contre une stipulation pour laquelle ils n'avaient point donné de pouvoirs aux médiateurs; ils menacèrent de s'en faire raison par les armes, et d'appeler de l'excommunication du pontife à un concile futur. Paul II, déconcerté, modifia sa sentence le 25 avril, et en retrancha ce qui regardait Coléoni. Elle fut alors acceptée et publiée dans toute l'Italie [2].

[1] La proportion fixée pour cette contribution est une des données à recueillir, pour juger de l'état comparatif de richesses et de puissance des souverains de l'Italie.

Le saint-siége devait contribuer pour	19,000 florins.
Le roi de Naples.	19,000
Les Vénitiens.	19,000
Le duc de Milan.	19,000
Les Florentins.	15.000
Les Siennais.	4.000
Le duc de Modène.	3,000
Le marquis de Mantoue.	1,000
La république de Lucques.	1,000
TOTAL.	100,000 florins.

Le décret se trouve tout entier *ap. Raynaldi Ann. Eccles.* 1468, § 15-21, p. 192. — *Comment. Jacob. Card. Papiens.* L. IV, p. 392. — *Scipione Ammirato.* L. XXIII. p. 103. — *Navagiero, Storia Veneziana.* p. 1127. — [2] *Cristoforo da Soldo. Istor. Bresciana.* p. 911. — *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 103. — *Gio. Batt. Pigna, Storia de Princ. d'Este.* L. VIII, p. 742.

Non seulement le gouvernement des Médicis ne rendit point aux émigrés florentins leurs biens qu'il avait fait saisir, et ne les rappela point dans leur patrie; il prit, au contraire, occasion de cette guerre pour devenir plus tyrannique et plus arbitraire, et pour étendre ses persécutions sur une foule de citoyens qui n'avaient pas été compris dans les premières sentences. Les familles les plus considérées de Florence étaient celles qu'on traitait avec la plus excessive rigueur. Les Capponi, les Strozzi, les Pitti, les Alessandri et les Sodérini, qui avaient échappé aux premières condamnations, furent compris dans celles du mois d'avril 1468 [1]. Des complots vrais ou prétendus, pour s'emparer tantôt de Pescia, tantôt de Castiglionchio, furent punis par le supplice d'un grand nombre de prévenus. La justice était devenue absolument vénale; les magistratures, loin d'avoir pour but de protéger le peuple, ne semblaient plus instituées que pour satisfaire des passions privées, en écrasant alternativement tous ceux qui excitaient la jalousie ou la cupidité des hommes puissants [2]. Pierre de Médicis, retenu presque constamment à sa campagne de Careggi par la violence de sa maladie, ne connaissait qu'imparfaitement les désordres qui se commettaient par son autorité et en son nom; d'ailleurs, il ne savait comment s'y prendre pour y porter remède. La goutte avait été suivie en lui d'une sorte de paralysie, qui, enchaînant tout son corps, ne laissait libre que sa tête. Ses fils, encore très jeunes, annonçaient, il est vrai, les talents qui les illustrèrent; mais ils n'étaient point d'âge à prendre part au gouvernement de l'état, ou à réprimer la tyrannie de leur parti. 1469. — Des fêtes brillantes, des joutes et des tournois, dans lesquels les jeunes Médicis se distinguèrent [3], étourdirent quelque peu le peuple sur sa misère;

[1] *Scipione Ammirato*. L. XXIII, p. 104. — [2] *Macchiavelli, Istor.* L. VII, p. 322. — *Cronica di Leonardo Morelli.* T. XIX. *Delizie degli Eruditi Toscani.* p. 184. — [3] Ces tournois ont une célébrité qui est alliée aux lettres. Ils ont été l'occasion de deux poëmes;

et comme les érudits, qui seuls dans ce siècle distribuaient la réputation, recevaient de petits présents et de petites pensions de Pierre, de même qu'ils en avaient reçu de Cosme son père, ils n'ont pas hésité à le décorer également du nom de Mécènes, à célébrer son caractère, son esprit, ses talents, ses lumières; à le représenter enfin comme le premier citoyen de toute l'Italie, parce qu'il en était le plus riche [1].

Ce fut un motif pour multiplier ces fêtes et ces spectacles brillants, que le mariage de Laurent de Médicis, fils aîné de Pierre, avec Clarice, fille de Jacob Orsini, prince romain. Les Florentins ne voyaient pas sans jalousie un de leurs concitoyens rechercher cette alliance étrangère avec un grand seigneur. Cosme l'ancien avait été plus sage; il n'avait point marié ses enfants hors de sa patrie, et il ne s'était point exposé à ce qu'on l'accusât de dédaigner l'égalité républicaine. Ce mariage fut célébré avec une grande pompe, le 4 juin 1469 [2].

Cependant Pierre sentait diminuer ses forces, et voyait approcher la fin de sa vie; il ne pouvait se dissimuler que la mauvaise conduite des chefs de son parti attirait sur sa famille la haine publique, et compromettait des jeunes gens qu'il allait bientôt laisser sans défenseurs, au milieu des passions populaires. Macchiavel assure qu'il appela auprès de lui ceux qui gouvernaient la république, pour leur adresser de

la *Giostra di Lorenzo* de Pulci, et la *Giostra di Giuliano* de Poliziano. D'après le *Journal de Leonardo Morelli* (T. XIX, p. 185), que M. Roscoë ne paraît pas avoir connu, le tournois de Laurent fut donné le 12 février 1468, an. florent. (1469 an. vulgaire). —

[1] M. Roscoë a recueilli toutes ces adulations prodiguées aux Médicis avec une partialité pour toute la famille de son héros, qui n'est pas digne de sa bonne critique ou de son amour pour la liberté. Il écarte soigneusement de son récit tout ce qui peut nuire à la mémoire de Cosme, de Pierre, ou de Laurent, et il ne veut pas croire, à leur désavantage, même les historiens dépendants de cette famille, et obligés à la flatter sans cesse. *Voyez* sur Pierre *Life of Lorenzo*. T. I, p. 88-106. — [2] *Cronaca di Leonardo Morelli. Deliz. Erud.* T. XIX, p. 185.—*Ricordi di Lorenzo de Medici. Append. ad Roscoë.* 12. T. III, p. 44.

dernières exhortations. « Je n'aurais jamais cru, leur dit-il, « qu'il viendrait un temps où la conduite et les mœurs de « mes amis me feraient regretter mes ennemis, où les fruits « de ma victoire me feraient regretter une défaite. Je me fi- « gurais alors m'être associé à des hommes qui mettraient « quelque terme à leur cupidité; des hommes qui se con- « tenteraient de vivre honorés dans leur patrie, et vengés de « leurs ennemis; mais je vois aujourd'hui combien je m'étais « trompé, combien j'avais mal connu le cœur humain et « votre ambition. Il ne vous suffit pas d'être les premiers, « d'être les princes d'une si grande ville, de jouir seuls des « honneurs, des dignités, des avantages qui semblaient au- « trefois une récompense suffisante à la masse des citoyens; « déjà vous avez partagé entre vous les biens de vos enne- « mis; vous avez rejeté sur les autres tout le fardeau des « impositions publiques, en réservant pour vous tous les « bienfaits publics; cela ne vous contente point encore, si « vous n'accablez vos concitoyens par tous les genres d'in- « jures. Vous dépouillez vos voisins de leurs héritages; vous « vendez la justice; vous vous dérobez à l'autorité des tri- « bunaux; vous opprimez les hommes pacifiques pour exalter « les plus insolents; je ne crois pas que le reste de l'Italie « pût présenter autant d'exemples de violence et d'avarice « qu'en rassemble cette cité... Écoutez cependant l'engage- « ment que je prends sur cette foi que des hommes d'hon- « neur doivent garder. Si vous continuez à vous conduire de « sorte que je me repente de ma victoire, je saurai aussi agir « de manière à vous faire repentir d'avoir mal usé de vos « succès[1]. » En effet, ses exhortations demeurant sans effi- cacité, il fit secrètement venir Ange Acciaiuoli à sa maison de Caffaggiolo, pour traiter avec lui du rappel des exilés, et

[1] *Macchiavelli, Ist.* L. VII, p. 323. — *J. Mich. Brutі Hist. Flor.* L. IV, p. 94.

des moyens de réprimer l'insolence du parti vainqueur; mais la mort, qui l'enleva au commencement de décembre, prévint l'exécution de ses nouveaux projets[1]. Pendant son administration, le territoire de la république florentine s'était accru par une seule acquisition faite d'une manière toute pacifique. La seigneurie acheta, le 28 février 1467, des mains de Louis de Campo Frégoso, Sarzane et la forteresse de Sarzanello, pour le prix de trente-sept mille florins. Cette petite ville commandait la Lunigiane, et l'ouverture de deux passages importants qui conduisaient en Toscane, l'un de Gênes, l'autre de Parme, par Pontremoli. Elle avait été cédée en fief à la masion Frégoso le 2 novembre 1421, par un traité entre la république de Gênes et le duc de Milan[2].

Pendant ce temps, les souverains du midi de l'Italie appesantissaient le joug qu'ils faisaient porter à leurs sujets. Ferdinand, après avoir frappé les victimes les plus illustres, avait trouvé facile d'atteindre à leur tour tous ceux qui, dans la guerre civile, lui avaient causé une inquiétude momentanée, et qu'il avait endormis ensuite par de vaines espérances et de faux serments. Au commencement il avait suivi cette politique tortueuse de concert avec Paul II. Quelques grands feudataires du Saint-Siége avaient été victimes de la perfidie du pape, en même temps que les barons de Naples succombaient à celle du roi. Les comtes de l'Anguillara avaient causé beaucoup d'inquiétude aux prédécesseurs immédiats de Paul II. Dolce s'était distingué comme condottière; Averso, pendant le règne d'Eugène IV, avait, à plusieurs reprises, porté la guerre civile jusque sous les murs de Rome; il avait

[1] Le 2 décembre, selon Lorenzo; le 3, selon Scipione Ammirato; le 13, selon Morelli. *Ricordi di Leon. Morelli*. p. 185. — *Ricordi di Lorenzo*, nº 12, p. 44. — . *Mich. Bruti*. L. IV, p. 98. — *Scipione Ammirato*. L. XXIII; p. 106. — [2] *Cron. di Leon. Morelli*. T. XIX, p. 184. — *Ricordi di Lorenzo de' Medici*. p. 43.

ensuite quitté l'alliance des Orsini pour celle des Colonna, et tenté de s'assurer par les armes la succession au comté de Tagliacozzo [1]. Un des fils d'Averso avait été tenu sur les fonts de baptême par Paul II ; ce pape, au commencement de son règne, profita de cette relation pour entamer avec lui et son frère des négociations amicales, et le solliciter à passer à son service, plutôt que de s'engager avec Piccinino. Ils étaient presque d'accord sur la solde convenue ; mais tous les articles n'étaient pas encore dressés ; cependant le pape faisant avancer des troupes vers les frontières du roi de Naples, celui-ci en faisait marcher de son côté ; c'était le moment où Piccinino était arrivé auprès de Ferdinand, et y était accueilli avec des fêtes brillantes. On croyait que la guerre allait éclater entre ce roi et le Saint-Siége, que Piccinino serait opposé aux comtes de l'Anguillara, lorsque tout à coup Piccinino fut arrêté et mis à mort ; les fils du comte Averso furent frappés en même temps d'une sentence d'excommunication ; les troupes du roi se joignirent à celles du pape, et en onze jours douze forteresses du comté d'Anguillara, qu'on croyait inexpugnables, furent enlevées à leurs maîtres légitimes. François Averso de l'Anguillara fut arrêté avec ses enfants, et retenu dans les prisons du pape ; Déiphobe, son frère, réussit à s'enfuir ; et Paul II, qui avait combiné cette trahison avec celle de Ferdinand contre Piccinino, dit hautement que la mort de ce dernier avait été la délivrance de l'Italie [2].

Le pape cependant prétendait un tribut du royaume de Naples. Les anciennes chartes d'investiture l'avaient fixé à huit mille onces d'or, ou soixante mille florins, pour les Deux-Siciles ; mais depuis la séparation de l'île d'avec la terre ferme, le tribut de ce dernier royaume avait été réduit

[1] *Commentar. Pii Papæ II.* L. II, p. 59. — [2] *Mich. Cannesius Viterbiensis in Vita Pauli II, Rer. It.* T. III ; P. II, p. 1013–1018.

à quarante mille cinq cents florins[1]. Paul II en exigeait le paiement; Ferdinand, pour s'en dispenser, alléguait la misère de son royaume, et les frais de son expédition contre les comtes de l'Anguillara, qui avait été entreprise pour le service du pape[2]. D'autres contestations sur la souveraineté de Terracina, du duché de Sora, de la mine d'alun de Tolfa, aigrirent bientôt ces deux puissants voisins, qui commençaient à n'avoir plus besoin l'un de l'autre. Ferdinand ne voulait pas déclarer la guerre au pape, mais il espérait l'intimider en faisant montre de ses forces. D'après ses ordres, son fils Alfonse occupa, les armes à la main, les territoires en contestation, tandis que Paul II lui reprochait amèrement son ingratitude envers le Saint-Siége, auquel il devait sa couronne[3].

La succession aux fiefs des Malatesti en Romagne, que Paul II prétendait recueillir par l'extinction de la ligne légitime, jeta de nouvelles semences de discorde entre ce pontife impétueux, le roi de Naples et ses autres voisins. Les deux frères, Dominique et Sigismond Malatesti, avaient également encouru la colère des pontifes. Ceux-ci avaient consenti avec peine à les laisser jouir d'une partie de leurs états pendant le reste de leur vie; mais ils attendaient impatiemment la mort de ces princes, pour réunir leurs seigneuries au domaine immédiat de l'Église, ou pour en doter leurs neveux. Pie II avait, en 1463, montré beaucoup de colère de ce que Dominique Malatesti, seigneur de Césène, avait vendu aux Vénitiens la petite ville de Cervia et ses salines. Lorsque ce Dominique mourut, le 20 novembre 1465, Paul II fit saisir son héritage, et n'en accorda qu'une petite partie à Robert, fils de Sigismond[4].

[1] *Mich. Cannesius.* p. 1022. — [2] *Giannone, Istor. civile.* L. XXVII, c. 2, p. 563. — [3] *Commentarii Jacobi cardin. Papiens.* L. IV, p. 393. — *Raynaldi, Annales Ecclesiastici.* 1468, § 29-31, p. 196.— [4] *Guernieri Bernio, Storia d'Agobbio.* p. 1010.—*Scipionis Claramontii Histor. Cœsenæ.* L. XVI, p. 424. *In Thesauro Rer. It. Burmanni.* T. VII, P. II.

L'héritage de Sigismond Pandolfe Malatesti était beaucoup plus important encore. Ce prince mourut le 13 octobre 1468, après un règne de trente-neuf ans, durant lequel il avait déployé plus de talents pour la guerre qu'aucun des chefs de cette maison si féconde en grands capitaines [1]. Tantôt Sigismond avait combattu pour son propre compte autour de Rimini; tantôt il s'était mis à la solde des rois de Naples, des Florentins ou des Vénitiens. Mais sa perfidie s'était signalée plus encore que son habileté ou sa vaillance; jamais aucun engagement n'avait eu la puissance de le lier. Gendre de François Sforza et beau-père du comte d'Urbin, il les avait trahis tous deux; il avait mérité, par son manque de foi envers le pape, l'acharnement de Pie II à le dépouiller; et si sa politique tortueuse pouvait trouver quelque apologie dans l'exemple que lui donnaient tous les princes ses contemporains, sa conduite dans l'intérieur de sa famille l'avait signalé comme un méchant homme. Marié trois fois, il avait fait périr ses deux premières femmes d'une manière cruelle; la troisième, Isotta, qui lui survécut, était d'une naissance obscure, et avait été longtemps sa maîtresse [2]. Aucune d'elles ne lui avait donné d'enfants; mais de deux autres maîtresses il avait eu deux fils, Robert II et Salluste, que le pape Pie II avait légitimés en 1450. Le même homme cependant partageait le goût pour les lettres, les arts et la magnificence, qui illustra les princes italiens du xv[e] siècle. Il avait orné sa petite ville de Rimini de palais et d'églises de ce goût plus pur qui renaissait dans l'architecture; il y avait fondé à grands frais une bibliothèque; et, quoique l'imprimerie eût été inventée de son temps, elle avait encore trop peu diminué le prix des livres pour qu'il ne dût pas employer une part considérable de l'argent qu'il avait gagné dans les batailles, et de sa propre solde, à réunir les écrits des

[1] *Annales Foroliviensés*. T. XXII, p. 227. — [2] *Jacobi Cardin, Papiens*. L. V, p. 403.

anciens[1]. Les cours d'Italie étaient très éloignées du luxe qu'on y voit de nos jours; la maison du prince ne se composait que d'un petit nombre de gardes et de simples valets; on n'y connaissait point de grands officiers de la couronne, en sorte que les plus petits états eux-mêmes n'étaient point écrasés par le faste des souverains. Au lieu de maréchaux, de chambellans, de grands-veneurs, Malatesti réunissait autour de lui quelques hommes distingués, auxquels il ne demandait aucun service. Il avait composé lui-même quelques poésies italiennes, et il se plaisait dans le commerce des poëtes et des savants. Il trouvait dans leurs discours une instruction qu'il savait aussi chercher dans leurs livres; il disputait volontiers, et il permettait qu'on le contredît; il aimait à traiter les questions les plus obscures de la philosophie naturelle, et ces conversations animées faisaient l'agrément des festins de son palais, ou des repas de ses sujets, auxquels il assistait familièrement.

Au moment de la mort de Sigismond Malatesti, son fils Robert, auquel il avait destiné sa succession, était au service du pape, et hors de Rimini. Robert reçut un courrier de sa belle-mère Isotta, qui lui annonçait la mort du prince, et l'invitait à venir recueillir sa succession. Isotta n'aimait point Robert; cependant elle avait plus de confiance en lui que dans le pape, et elle préférait obéir à son beau-fils, au déplaisir de voir s'éteindre la souveraineté où elle avait régné. Mais il n'était pas facile à Robert de se tirer des mains de Paul II; il essaya de le séduire par une fausse confidence; il lui montra la lettre

[1] Le premier privilége accordé à un imprimeur est du mois de septembre 1469. Ce fut le conseil des Pregadi de Venise qui concéda à Jean de Spire le droit exclusif d'imprimer pendant cinq ans les épîtres de Cicéron et de Pline. *Vite de' Duchi di Venezia di Marin Sanuto*. p. 1189. Il est remarquable que quinze ans tout au plus après la première invention de l'imprimerie, un libraire ait cru avoir besoin d'un privilége.—[2] *Robert Valturio. De re militari. Oratio ad Sigismundum Malatestam.* L. I, cap. 3. — *Apud Tiraboschi, Storia della Letteratura.* T. VI, L. I, cap. II, § 23. p. 53.

d'Isotta, en lui promettant de trahir sa belle-mère, et de la livrer dans six jours, avec toutes ses forteresses, aux officiers du pape. Les seigneuries de Sinigaglia et de Mondovi lui furent promises pour récompense ; mille florins lui furent avancés pour les frais de son expédition, et le pape crut s'être assuré de lui par des serments. Mais cette garantie est bien faible, quand l'objet même du traité est une perfidie et un parjure. Robert, qui jurait au pape de trahir sa belle-mère, se promettait à lui-même de trahir le pape à son tour. A son arrivée à Rimini, il y fut acceuilli avec empressement, et proclamé seigneur par le peuple. Aux talents de son père, il joignait les manières les plus aimables ; d'ailleurs, les habitants de Rimini redoutaient une réunion à l'Église, qui aurait fait déchoir leur cité du rang de capitale à celui d'une petite ville de province. 1469.— Tous les états voisins s'intéressaient à la conservation de la maison Malatesti. Frédéric de Montéfeltro, qui avait été si longtemps ennemi de Sigismond, avait donné sa fille en mariage à Robert ; les Florentins et le roi de Naples voulaient que la Romagne fût divisée entre de petits princes, et ils l'auraient vue avec peine tomber sous la puissance immédiate de l'Église. Robert, assuré de tous ces alliés, refusa de rendre la ville aux commissaires du pape, et en demanda au contraire l'investiture, aux mêmes conditions auxquelles son père l'avait obtenue [1].

Paul II, demeuré la dupe de ses propres intrigues, n'éclata point en reproches ; il parut reconnaître Robert et ne voulut point le menacer avant d'avoir tout préparé pour le détrôner. Cependant il conclut avec les Vénitiens, le 28 mai 1469, une alliance qui devait durer vingt-cinq ans [2] ; en conséquence il obtint d'eux une armée de quatre mille chevaux et trois mille fantassins, qui s'avança en Romagne. En même temps il fit

[1] *Comment. Jacobi Cardin. Papiens.* L. V, p. 205-206. — [2] Le traité rapporté par Raynaldi. *Annal. Eccles.* 1469, § 24-25, p. 205.

offrir à Alexandre Sforza, seigneur de Pésaro, une part dans les dépouilles de son voisin, et il donna rendez-vous auprès de Rimini, à Napoléon Orsini et à plusieurs autres capitaines de l'Église. Quand ses forces furent de toutes parts en mouvement, il fit, au mois de juin, enlever par surprise le faubourg de Rimini, par l'archevêque de Spalatro, gouverneur de la Marche. A ce signal, l'armée pontificale se rassembla sous les murs de cette ville, pour en entreprendre le siége[1].

Déjà le roi de Naples et les Florentins faisaient passer des troupes à Frédéric de Montéfeltro, pour marcher au secours de Malatesti. Le pape s'y était attendu, et ses intrigues n'allaient à rien moins qu'à allumer une guerre générale pour cette petite succession. Il comptait partager la Romagne avec les Vénitiens; il leur promettait même Bologne, que les Vénitiens devaient enlever aux Bentivoglio, pour la posséder aux mêmes conditions qu'eux. Paul II promettait le trône de Ferdinand à René d'Anjou, et à son fils Jean qu'il rappelait en Italie. Ferdinand, disait-il à son consistoire, avait mérité, par son ingratitude, de perdre sa couronne : bâtard lui-même, il s'était empressé de s'armer pour un autre bâtard[2]; mais les alliés sur lesquels Paul avait compté étaient plus éloignés que ceux de ses adversaires. Le duc de Calabre, d'une part, Tristan Sforza, frère du duc de Milan, de l'autre, vinrent en personne à l'armée de Frédéric de Montéfeltro; et celui-ci, se sentant le plus fort, attaqua le 29 août l'armée pontificale, et la mit dans une complète déroute. Les princes de Romagne, qui la composaient en partie, combattaient à regret contre leur confrère, dans la crainte d'être à leur tour dépouillés comme lui. Ils firent une si molle résistance, qu'il n'y eut qu'une centaine d'hommes de tués, quoique Montéfeltro eût fait trois mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient les

[1] *Guernieri Bernio, Cron. d'Agobbio.* p. 1017. — *Annales Forolivienses.* T. XXII, p. 228. — [2] *Scipione Ammirato.* L. XXIII, p. 105.

douze officiers les plus distingués de l'armée. Les bagages et le camp furent pillés, et l'artillerie, qui était fort belle, tomba entre les mains des vainqueurs [1]. Frédéric de Montéfeltro aurait pu aisément tirer un très grand parti de sa victoire; mais, en repoussant l'armée pontificale, il ne voulut point attaquer l'Église. Il se contenta de forcer une trentaine de châteaux des territoires de Rimini et de Fano à se soumettre à Robert Malatesti; après quoi il licencia son armée au mois de novembre [2].

Le mauvais succès de l'expédition contre Rimini calma un peu l'ardeur guerrière de Paul II; il sentit qu'il n'avait point la supériorité en Italie, et il commença à concevoir des inquiétudes sur les négociations ultramontaines, encore vagues et mal combinées, dans lesquelles il s'était engagé. Avant d'avoir mis en mouvement les alliés qu'il cherchait par-delà les monts, il pouvait être accablé par ses voisins les plus proches. D'ailleurs, l'état de l'Europe promettait peu de succès aux ligues nouvelles que Paul II avait voulu former. Borso d'Este, duc de Modène, beaucoup plus versé que lui dans le système des intérêts et des alliances de la grande république européenne, profitait des connaissances qu'il avait acquises, pour éclairer le pape sur ses vrais intérêts, lui faire comprendre qu'il avait beaucoup à craindre et rien à espérer des ultramontains, et le ramener à des sentiments pacifiques qui convenaient autant à son rang de souverain qu'à sa qualité de père des fidèles [3].

L'empereur était le premier des souverains auxquels le pape pouvait proposer son alliance. Mais Paul venait justement alors de recevoir sa visite, et la connaissance personnelle de Frédéric III n'était pas faite pour inspirer de la confiance.

[1] *Comment. Jacobi Card. Pap.* L. V, p. 416.—*Raynaldi Annal.* 1469, § 26, p. 206.— [2] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 777.—[3] *Gio. Batt. Pigna, Storia de' Principi d'Este.* L. VIII. P. 755-764.

Frédéric était parti précipitamment de ses états pour l'Italie, à la fin de l'année 1468 ; il avait passé le 20 décembre à Ferrare avec peu de suite, et il était arrivé à Rome pour la veille de Noël, sans autre dessein que celui d'accomplir un vœu qu'il avait fait. Le pape, qui ne pouvait croire que la seule dévotion dirigeât les actions des rois, était persuadé que ce voyage cachait quelque grand projet politique ; il en avait conçu une extrême défiance ; il avait rempli Rome de soldats, et il s'était tenu sur ses gardes, comme si le successeur des Henri devait être autant qu'eux l'ennemi de sa tiare. Il avait cependant pu reconnaître que le nonchalant monarque de Vienne venait à sa cour pour adorer et pour recevoir des lois, non pour en dicter. Frédéric s'était empressé de baiser les pieds, aussi bien que les mains et le visage du pape[1]. Il avait paru plus jaloux de l'honneur de lire l'évangile devant lui, en habit de sous-diacre que de sa couronne impériale[2] ; il avait tenu l'étrier du pape, lorsque celui-ci montait à cheval, et chacune de ces petites humiliations de sa haute dignité avait été soigneusement recueillie et consignée dans l'histoire de la cour de Rome[3]. Au reste, dès ses premières conférences avec Paul II, il avait manifesté la faiblesse et la versatilité de son caractère. Bientôt il avait paru à Rome aussi méprisable qu'il l'était dès longtemps aux yeux des Allemands, des Bohémiens et des Hongrois. Frédéric n'avait point su maintenir ni les prérogatives de sa couronne, ni les frontières de son empire. Tous ses droits avaient été envahis par les états d'Allemagne : depuis trente ans qu'il régnait, la chrétienté avait été exposée à des calamités toujours croissantes ; les Turcs étaient enfin parvenus jusqu'aux limites de ses états héréditaires, et il n'avait encore

[1] *Jacobi Card. Papiens.* L. VII, p. 439. — *Annal. Eccles.* 1468, § 43, p. 199. — [2] *Annal. Eccles.* 1468, § 45, p. 199. — [3] *Diario di Stefano Infessura.* T. III, P. II, p. 1141. — *Augustini Patritii Senensis, De adventu Friderici III.* T. XXIII, p. 205-216. — *Annal. Eccles.* 1469, § 3, p. 201.

rien fait pour les défendre. Dans cette impuissance avouée, il avait néanmoins l'ambition de faire valoir les vieilles prétentions de l'empire sur le duché de Milan. Il n'avait point voulu reconnaître François Sforza ; il ne reconnut pas davantage son fils Galéaz. Les ambassadeurs du dernier s'étant présentés à lui, il les repoussa en déclarant qu'il n'y avait point d'autre duc de Milan que lui-même. « C'est par l'épée, reprit l'un « d'eux, que le duc François a acquis ce duché ; son fils at- « tendra pour le perdre qu'il lui soit ravi par l'épée[1]. » Mais Frédéric était loin de se mettre en mesure de faire une conquête aussi importante. Il désirait, il est vrai, faire une ligue avec le Saint-Siége, qui comptait Galéaz parmi ses ennemis ; loin d'y réussir, il inspira à Paul II tant de mépris pour sa faiblesse, que celui-ci aurait plutôt accepté l'alliance de Galéaz lui-même, si à ce prix il avait pu se faire garantir les conquêtes qu'il méditait en Romagne[2].

Galéaz Sforza redoutait peu l'empereur, et ne songeait point à ménager le pape. Il s'était attaché uniquement à la France. Louis XI avait flatté sa vanité : ce roi avait mis du prix à son alliance, et il venait encore de la cimenter par un mariage. Le 6 juillet 1468, Galéaz Sforza épousa Bonne de Savoie, sœur de Charlotte, femme de Louis XI. Pour faire ce mariage, il rompit avec le marquis de Gonzague, dont la fille lui était promise dès longtemps. Bonne avait été élevée à la cour de France, et Louis XI en disposait comme si elle ne dépendait que de lui. Il ne consulta pas même son frère Amédée IX, duc de Savoie, ou plutôt la régence qui gouvernait pour ce prince, que de fréquentes attaques d'épilepsie avaient rendu presque imbécile. Louis XI assigna pour dot à Bonne de Savoie la ville de Verceil, autorisant Galéaz Sforza à s'en emparer de vive force ; mais celui-ci, qui en fit la

[1] *Cronica d'Agobbio di Guernieri Bernio*. p. 1017. — [2] *Gio. Batt. Pigna*. L. VIII, p. 762.

tentative au mois d'octobre 1468, ne put réussir à s'en rendre maître[1].

Le duc de Milan, enorgueilli de la noble alliance qui l'avait fait beau-frère du roi de France, devint impatient de toute gêne et de tout contrôle. Il ne voulut plus écouter les conseils de sa mère Blanche Visconti, qui s'était toujours montrée tendre et généreuse envers lui. Il maltraita indignement cette princesse; il la força enfin à quitter la cour et à se retirer à Crémone. Elle ne tarda pas à y mourir, le 19 octobre 1468, et l'on avait déjà conçu une telle idée de la scélératesse de Galéaz, qu'on l'accusa de l'avoir empoisonnée, pour prévenir le projet qu'on supposait à Blanche de livrer Crémone aux Vénitiens[2].

Paul II, rebuté par le duc de Milan, n'avait rien à espérer de Louis XI, d'après la liaison intime qui existait entre ce monarque et le duc. C'était cependant à la cour de France qu'il avait espéré trouver un défenseur et un vengeur, et c'était de ce côté qu'il avait tourné ses premières négociations. Mais Jean d'Anjou, duc de Calabre, auquel il s'était adressé pour l'armer contre le roi de Naples, était alors engagé dans une autre guerre, au milieu de ces mêmes Aragonais auxquels il avait précédemment disputé la couronne de Naples, et cette guerre ne laissait pas espérer au pape les secours des Espagnols plus que ceux des Français. Le frère du grand Alfonse, Jean, roi de Navarre, lui avait succédé sur le trône d'Aragon, sans vouloir, comme il s'y était engagé, cé-

[1] *Cristoforo da Soldo, Istoria Bresciana.* T. XXI, p. 912. C'est ici que se termine l'histoire de Brescia de Cristophe da Soldo. L'auteur avait été magistrat dans sa patrie, et il rapporte, avec une minutieuse exactitude, les choses qui se sont passées sous ses yeux; mais son langage, ses préjugés, et l'importance qu'il donne aux bruits populaires, montrent assez qu'il était dépourvu de toute éducation. Son histoire est imprimée. T. XXI. *Rer. It.* p. 789-914.—[2] *Antonii Galli Comment. Rer. Genuens:* T. XXIII, p. 264. — *Bernard. Corio, Histor. Milan.* P. VI, p. 970. *Si disse che era morta più di veneno che di mal naturale.* Mais Corio, page de Galeaz, n'ose indiquer sur qui portèrent les soupçons. Galli est plus explicite.

der la Navarre, héritage de sa première femme, à son fils Charles, comte de Viane. La demande seule qui lui en avait été faite, avait excité en lui un violent ressentiment contre ses enfants du premier lit; et sa seconde femme, Jeanne-Henriquez, qui lui avait donné pour fils le trop fameux Ferdinand-le-Catholique, avait eu soin d'aigrir ce ressentiment, et de le changer en une haine implacable. C'était à Ferdinand que Jean voulait transmettre les couronnes qu'il avait héritées d'Alfonse. Il avait fait la guerre au comte de Viane, dont la cause était embrassée par le roi de Castille. Les Catalans s'étaient soulevés en faveur de leur prince héréditaire, et le roi, pour se défaire de lui, avait eu recours à la trahison. Il avait appelé son fils, sous la foi publique, aux cortès d'Ilerda; il l'y avait ensuite fait arrêter, au mépris de son sauf-conduit, et lorsque des insurrections universelles l'eurent forcé à le relâcher, il ne le mit en liberté qu'après qu'on lui eut administré un poison, dont le malheureux comte de Viane mourut, le 24 août 1461 [1]. Deux sœurs légitimes, héritières du comte de Viane, restaient encore sur le chemin de Ferdinand. Le roi Jean sacrifia l'aînée, Blanche, épouse séparée du roi de Castille, à la cadette Éléonore, qui fut reine de Navarre, et qui avait épousé le comte de Foix. Blanche fut livrée à Éléonore, elle fut enfermée au château d'Orthès, et y périt em-

[1] *Annal. Ecces. Raynaldi.* 1461, § 130, p. 116. — *Antonii Galli Commentar. Rer. Genuens.* T. XXIII. *Rer. Ital.* p. 247. Ferdinand-le-Catholique, auquel le comte de Viane avait été sacrifié, voulut laver du souvenir de tant de crimes la mémoire de ses parents, et il chargea Lucius-Marineus Siculus d'écrire l'histoire de cet événement (L. XIII, p. 415). La vérité perce encore cependant, même dans le récit de cet historien mercenaire. Charles de Viane fut arrêté aux cortès d'Ilerda, le 2 décembre 1460 (*Marin. Siculus.* L. XIII, p. 418. — *Mariana, de reb. Hispan.* L. XXIII, c. II, p. 61). Il fut relâché le 1er mars 1461 à Barcelonne (*Marian. Sicul.* L. XIII, p. 422. — *Mariana.* p. 62); et il mourut, selon Mariana, le 24 septembre de la même année; selon Gallus, le 24 août, (*Mariana.* L. XXIII, c. III, p. 62. — *Marin Siculus.* L. XIII, p. 424). Marineus Siculus attribue les bruits de poison qui se répandirent, à la superstition de ceux qui crurent entendre, dans les rues de Barcelonne, l'ombre du comte de Viane accuser sa belle-mère. Mariana énonce plus franchement le soupçon, au moins de tout un parti; soupçon qui causa d'effroyables guerres civiles.

poisonnée en 1464 [1]. Tant de crimes ne firent qu'augmenter la répugnance des peuples pour de tels souverains. Les Catalans, plutôt que de reconnaître Jean ou son fils, appelèrent au trône don Pédro, infant du Portugal, et celui-ci étant mort en 1466 [2], ils s'adressèrent enfin au vieux roi René d'Anjou, qui par sa mère, Yolande d'Aragon, était petit-fils de Jean I d'Aragon, mort en 1395. 1470. — René, trop vieux pour s'engager dans de nouvelles guerres, céda les hasards de cette expédition à son fils Jean, duc de Calabre. Jean fut en effet proclamé roi à Barcelonne; c'était là qu'il avait reçu les premières propositions de Paul II; et comme il avait peu de succès dans la guerre qu'il avait entreprise, peut-être n'aurait-il pas été éloigné de la pensée de tenter encore une fois sa fortune dans le royaume de Naples ; mais une maladie contagieuse, dont il fut atteint, l'emporta à Barcelonne, le 16 décembre 1370 [3], à l'âge de quarante-cinq ans, et mit fin à la résistance des Catalans, aux négociations du pape, et aux dernières espérances du parti d'Anjou [4].

Avant même la mort du duc de Calabre, les progrès des Turcs, qui remplirent l'Italie d'effroi, l'invasion de la Croatie en 1469, la conquête de Négrepont en 1470, firent enfin sentir à Paul II combien il serait imprudent d'allumer une nouvelle guerre aux portes de Rome, et d'employer contre un feudataire du Saint-Siége des soldats et des richesses dont il pourrait bientôt avoir besoin pour défendre sa propre existence. Il consentit donc à laisser à Robert Malatesti les fiefs qu'avait possédés son père ; et, par l'entrémise de Borso, duc d'Este, il proposa à tous les états d'Italie une ligue pour la défense générale, et le main-

[1] *Mariana*. L. XXIII, c. IV, p. 63. — [2] *Mariana*. L. XXIII, p. 65. — *Marineus Siculus*. L. XVI, p. 451.— [3] *Mariana*. L. XXIII, c. XVI, p. 80. — *Marin. Siculus*. L. XVII, p. 455. — [4] *Anton. Galli. Comment. Rer. Genuens.* T. XXIII, *Rer. Ital.* p. 245-262.—*Giornali Napoletani*. p. 1135. — *Gaillard, Histoire de la rivalité de la France et de l'Espagne*. L. III, c. III. — *L. Marin. Siculus*. L. XXV, p. 439. L. XVI, p. 452, et L. XVII, p. 455.

tien de chacun dans son indépendance; ligue qui fut enfin acceptée par tous, et publiée le 22 décembre 1470[1].

Paul II avait complétement trompé les espérances des cardinaux et de toute l'Église; l'unanimité des suffrages en sa faveur, au moment où l'on cherchait un homme digne de succéder à Pie II, l'un des plus grands pontifes qu'eût eus l'Église, avait fait attendre de lui de grands talents et de grandes vertus; et il se montrait au contraire ambitieux, emporté, perfide dans ses négociations, ingrat envers sa patrie, imprudent dans sa politique, insouciant sur les vrais intérêts de la chrétienté. Au moment où il rendit malgré lui la paix à l'Italie, il se livra à de nouveaux projets de vengeance contre d'autres ennemis qu'il croyait avoir découverts. C'étaient les gens de lettres de Rome, qui venaient d'y fonder une académie, d'après l'exemple qui leur avait été donné par les autres villes d'Italie. Une farouche défiance fit considérer par Paul II leur association comme un complot contre la sûreté du pape et la paix de l'Église. Il soumit à la torture ces mêmes hommes dont le nom n'était alors prononcé qu'avec vénération; il assista lui-même à leurs tourments pour presser leur interrogatoire; il laissa les bourreaux excéder tellement les bornes qui leur étaient prescrites, même dans cette effroyable procédure, qu'Agostino Campano, un des savants qu'il avait fait arrêter, mourut à la question entre leurs mains. Tant de cruautés cependant ne lui firent découvrir aucun complot qui pût motiver sa colère, aucune hérésie contre l'Église, aucune conspiration contre l'état[2]. Elles attirèrent seulement sur lui la haine de ses contemporains et celle des gens de lettres, et elles auraient ôté tout défenseur à sa mémoire, autre que ceux qui défendent par état tous les

Cronica di Bologna. T. XVIII, p. 783.—*Guernieri Bernio, Cron. d'Agobbio.* L. XXI, p. 1020. — *Gio. Batt. Pigna.* L. VIII, p. 769. — [2] *Platina, in Vita Pauli II.* p. 449. — *Ginguené, Hist. Littér. d'Italie.* T. III, c. XXI, p. 411.

actes du Saint-Siége, si un bienfait qu'il accorda à la maison d'Este, ou plutôt un titre d'honneur dont il flatta sa vanité, ne lui avait procuré pour apologistes tous ceux que la reconnaissance liait à cette maison.

Borso d'Este avait été créé, par l'empereur, duc de Modène et de Reggio; mais il n'avait encore d'autre titre à Ferrare que celui de vicaire pontifical. Les deux premières villes relevaient de l'Empire, et celle-ci du Saint-Siége. Borso regrettait de ne pas prendre son titre le plus honorable de la ville où il faisait sa résidence habituelle, de celle qui obéissait depuis plus longtemps à sa famille. Borso avait mérité la reconnaissance du pontife, par son zèle comme médiateur dans la dernière paix. C'était lui qui avait retiré Paul II de l'embarras où il s'était imprudemment engagé par l'agression de Rimini, et par ses négociations avec le duc de Calabre. Le pape, pour en témoigner sa gratitude, consentit à ériger Ferrare en duché relevant du Saint-Siége. Il appela Borso à Rome, le jour de Pâques, 14 avril 1471, pour l'investir de cette nouvelle dignité avec une pompe extraordinaire. Au commencement de la cérémonie, le pape l'arma chevalier de Saint-Pierre; il lui remit l'épée nue à tenir pendant la messe, pour la défense de l'Église et la confusion des infidèles. Il la lui fit ceindre ensuite par Thomas, despote de la Morée, frère du dernier empereur d'Orient. Il lui fit chausser les éperons par Napoléon Orsini, général de l'Église, et par Constanzo Sforza, fils du seigneur de Pesaro. Jusqu'alors Borso avait pris rang parmi les archevêques; lorsque le pape lui donna ensuite le manteau ducal, il le fit asseoir entre les cardinaux comme s'il venait de le rendre leur égal; enfin Paul II lui présenta la rose d'or, que le pontife est dans l'usage de donner le jour de Pâques à quelqu'un des plus grands seigneurs de la chrétienté [1]. Aucune charte

[1] *Gio. Batt. Pigna, Storia de Principi d'Este*. L. VIII, p. 775.

ne paraît avoir été jointe à cette nomination ; aucune du moins n'est rapportée par l'annaliste de l'Église, ou celui de la maison d'Este [1]. Ce fut cependant en raison de ce titre nouveau, que cette maison fut ensuite dépouillée d'un état qu'elle avait possédé plus de quatre siècles. Le vicariat perpétuel du Saint-Siége, changé en duché, en fut plus qu'un fief de l'Église, qui, à l'extinction de la ligne légitime, devait faire échute au suzerain. Originairement les seigneurs de Ferrare avaient reconnu la suzeraineté de l'Église, pour se dispenser de reconnaître celle de l'empereur ; ce n'était pas d'elle qu'ils tenaient leur autorité, mais d'un ancien contrat avec le peuple. La vaine pompe qui donna un titre à la maison d'Este, riva des chaînes que jusqu'alors on avait à peine aperçues ; la souveraineté de Ferrare fut considérée, aussi bien que la dignité ducale, comme une faveur du Saint-Siége qu'il avait pu limiter par des conditions, et retirer quand il le trouverait bon. Don César d'Este perdit le duché de Ferrare le 13 janvier 1598, parce que Borso avait eu la faiblesse de recevoir la couronne ducale le 14 avril 1471.

Au reste, cette pompe théâtrale fut à peu près le dernier acte du règne et du pape et du nouveau duc. Paul II mourut subitement le 26 juillet de cette année, laissant après lui un trésor considérable en argent comptant, et surtout une grande quantité de pierres précieuses, pour lesquelles il avait un goût puéril. Son avarice, qui était extrême, lui avait attiré la haine de la cour romaine et de tous les seigneurs d'Italie. Il retenait en commanderie tous les riches bénéfices des prélats qui mouraient, et il le faisait pour le plaisir seulement d'entasser ; car il n'enrichit point ses parents, et il n'employa pas plus ses trésors à satisfaire un luxe royal, qu'à l'avantage de l'Église,

[1] *Annal. Eccles. Raynaldi.* 1471, § 56, p. 231.—*Diario Romano di Stefano Infessura.* T. III, P. II, p. 1142. — *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 226.

ou à l'accomplissement de ses projets [1]. Borso, premier duc de Ferrare, qui avait rapporté de Rome une fièvre continue, qu'on attribuait à un poison lent, mourut à son tour le 20 août 1471 [2]. Ainsi la scène du monde était en entier renouvelée. Alfonse de Naples, Cosme de Médicis et son fils Pierre; François Sforza et sa femme Blanche; Jean Huniades et Scanderbeg, Jean d'Anjou, Sigismond Malatesti, tous ceux enfin qui avaient eu une part importante aux révolutions du milieu du xvi[e] siècle, étaient emportés presque en même temps; et, en se retirant, ils faisaient place à de nouveaux personnages, animés par de nouveaux intérêts et de nouvelles passions [3].

[1] *Raynaldus Annal. Eccles.* 1471, § 61-65, p. 232. — *Cron. di Bologna.* T. XVIII, *Rer. Italic.* p. 788.—[2] Ce n'est qu'avec une extrême défiance que dans la chronologie je m'écarte de Muratori, et surtout pour celle de la maison d'Este, dont il était l'historiographe en titre. Il dit cependant que Borso arriva à Ferrare, de retour de Rome, le 18 mai, et qu'il y mourut le 27 du même mois (*Annali ad Annum*). Tandis que la Chronique de Bologne, qui à cette époque s'écrivait jour par jour, parle au 3 juillet d'une ambassade qu'on lui envoya pendant qu'il était malade (T. XVIII, p. 787), et que le Diario Ferrarese fixe également la mort de Borso au 20 août. T. XXIV, p. 229. — [3] En même temps que la génération précédente nous échappe, nous sommes aussi abandonnés par les historiens qui nous ont conduit jusqu'ici. La Chronique de Bologne, qui comprend environ quatre cents ans, et qui a été continuée par une suite d'écrivains presque toujours contemporains, finit avec l'année 1471. (T, XVIII. *Rer. Ital.* p. 240-792). C'est une histoire populaire, où les bruits de la ville, le prix des denrées, toutes les nouvelles enfin des carrefours tiennent autant de place que les événements historiques. Cependant lorsqu'une plus grande culture des esprits fit abandonner cette manière grossière d'écrire l'histoire, on perdit en même temps un des points de vue sous lesquels se présentaient les événements, et on cessa d'avoir l'expression naïve des sentiments du peuple.

FIN DU TOME SIXIÈME.



TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME SIXIÈME.

Ann. Pag.

CHAPITRE PREMIER.

Nouvelle guerre entre le duc de Milan et les Florentins. — Révolutions du royaume de Naples; mort de Jeanne II. Alfonse V, qui veut recueillir son héritage, est fait prisonnier par les Génois à la bataille de Ponza, et relâché par le duc de Milan. — Gênes recouvre sa liberté. 1

1434. Nouvelle guerre entre Florence et le duc de Milan. *Ib.*
Peu d'intérêt des guerres abandonnées aux condottieri. 2
21 janvier. Le duc de Milan, contre ses engagements, met garnison dans Imola. 3
28 août. Bataille près de Castel-Bolognèse, entre Gattamelata et Tolentino. *Ib.*
1435. 10 août. Nouvelle paix qui rétablit toutes les parties dans leurs droits antérieurs à la guerre. *Ib.*
1416-1432. Crédit de Ser Gianni Caraccioli auprès de Jeanne II, reine de Naples, et son insolence. 4
1432. Complot de Cobella Ruffa, duchesse de Suessa, pour le perdre. *Ib.*
17 août. Caraccioli massacré au milieu des fêtes données à la cour pour le mariage de son fils. 5
Ses meurtriers récompensés par la reine. 6
Louis III d'Anjou, duc de Calabre, demande vainement à être rappelé à Naples. *Ib.*
1434. Nov. Mort de Louis III, fils adoptif de Jeanne II. 7
Efforts d'Alfonse d'Aragon pour faire confirmer sa précédente adoption. *Ib.*
1435. 2 février. Mort de Jeanne II. 8
Droits de René d'Anjou, d'Alfonse d'Aragon et du Saint-Siége à la couronne de Naples. *Ib.*
Les Napolitains se déclarent pour René d'Anjou. 9
Le duc de Suessa, le prince de Tarente et le comte de Fondi embrassent le parti d'Alfonse d'Aragon. 10
Alfonse met le siége devant

Ann. Pag.

Gaëte défendue par une garnison génoise. *Ib.*
1435. Magnanimité d'Alfonse envers les assiégés. 11
Blaise d'Assereto amène une flotte génoise au secours de Gaëte. 12
5 août. Bataille de Ponza, entre Assereto et Alfonse. *Ib.*
Alfonse se rend prisonnier à Jacob Giustiniani. 13
Ses frères et toute sa flotte sont pris avec lui. 14
Visconti, jaloux des Génois, fait conduire ces prisonniers à Milan. 15
Il accueille Alfonse avec générosité. *Ib.*
Le roi d'Aragon lui fait sentir le danger d'augmenter le pouvoir des Français en Italie. 16
Caractère brillant d'Alfonse, et ses moyens de séduction. 17
Il s'allie au duc de Milan, qui lui rend la liberté. 18
Visconti veut le renvoyer à Naples avec les galères génoises. *Ib.*
Violente irritation des Génois. 19
27 décembre. Ils prennent les armes, chassent la garnison milanaise et se remettent en liberté. 20

CHAPITRE II.

Les émigrés florentins engagent le duc de Milan à recommencer la guerre contre Florence. — Cette république, mécontente de Venise, signe une trêve séparée. Siége de Brescia; danger des Vénitiens. 1434-1438. 22

Comparaison du système politique des deux républiques de Venise et de Florence. *Ib.*
Les droits des citoyens violés à Venise par le gouvernement. 23
La liberté de tous violée à Florence par les factions. *Ib.*
1381-1434. Règne de la faction des Albizzi et sa noble politique. 24
1434. Le parti démocratique, qui triomphe avec Cosme de Médicis, compromet la liberté plus que n'avait fait l'aristocratie. *Ib.*
La faction des Médicis s'affermit par des condamnations et des supplices. 25
1436. Renaud des Albizzi excite le duc de Milan à faire la guerre à Florence. 26
Il lui promet l'assistance de son parti. 27
Visconti envoie Nicolas Piccinino avec une armée, sur les confins de la Ligurie et de la Toscane. 28
Les Florentins opposent François Sforza à Piccinino. 29
Sforza, souverain de la marche d'Ancône, déjoue les complots d'Eugène IV contre lui. *Ib.*
Il aspire à la main de Blanche Visconti, tout en maintenant contre son père l'équilibre de l'Italie. 30
Origine des deux factions militaires de Braccio et de Sforza. 31
1436. Octobre. Sforza arrête Nicolas Piccinino sur les confins de Lucques et de Pise. *Ib.*
1437. 8 février. Il remporte sur lui un avantage devant Barga. 32
Il ravage le territoire de Lucques abandonné par Piccinino. 33

Ann. Pag.

1437. Gattamelatta, général vénitien, attaque Visconti, et est battu au passage de l'Adda. *Ib.*
Sforza, renvoyé en Lombardie, refuse de passer le Pô pour secourir les Vénitiens. *Ib.*
1438. 28 avril. Il signe une trêve de dix ans entre les Florentins, les Lucquois et le duc de Milan. 34
Versatilité de Visconti, qui rend sa conduite inexplicable. *Ib.*
Quelle part il prend à la lutte entre Alfonse et René. 35
1431. René prisonnier du duc de Bourgogne, tandis qu'Alfonse l'était du duc de Milan. *Ib.*
1436. Élisabeth, sa femme, vient combattre Alfonse. 36
1437. Elle est secondée par le pape Eugène IV. 37
1438. Le duc de Milan paraît vouloir donner des secours aux deux compétiteurs. *Ib.*
Il veut détacher Venise de tous ses alliés. 38
Par ses ordres, Piccinino séduit le pape en lui proposant une perfidie contre Sforza. 39
16 avril. Il force Ravenne à se mettre sous la protection milanaise. *Ib.*
Bologne mécontente depuis le supplice d'Antoine Bentivoglio (1435). 40
21 mai. Piccinino fait révolter Bologne contre le pape. 41
1438. Il soulève toute la Romagne contre l'Église. *Ib.*
Visconti rappelle Sforza déjà engagé dans les Abruzzes. 42
Piccinino attaque les Vénitiens dans l'état de Brescia. *Ib.*
1438-1440. Belle défense de François Barbaro, assiégé à Brescia. 43
1438-1440. Août. La peste se déclare dans la ville. 44
Novembre et décembre. Assauts fréquents repoussés par les assiégés. *Ib.*
16 décembre. Piccinino change le siége en blocus. *Ib.*
Les Vénitiens découragés demandent des secours à Florence. 45

CHAPITRE III.

Les Florentins embrassent avec vigueur la défense de Venise. Bataille de Tenna, d'Anghiari et de Soncino. Délivrance de Brescia. Paix de Martinengo par laquelle Visconti donne sa fille à François Sforza, général de ses ennemis 1439-1441. 47

1439. L'alliance de Florence et de Venise avait pour base les sentiments des deux peuples. *Ib.*
Foscari et Cosme de Médicis avaient cherché à les désunir. 48
Mais le zèle des Florentins se réveille en apprenant le danger de Venise. 49
Ils viennent généreusement au secours de cette république. *Ib.*
18 février. Ils signent un traité d'alliance et de subsides avec elle et le comte Sforza. 50
Ils envoient Neri Capponi en porter la nouvelle à Venise. *Ib.*
Sforza quitte la marche d'Ancône et conduit son armée à Venise. 51
Piccinino lui ferme le chemin de Vérone et de Brescia. *Ib.*
Sforza conduit son armée à

Ann.		Pag.
	Vérone par les montagnes.	52
1439.	Les Vénitiens, pour secourir Brescia, transportent, par les montagnes, une flotte sur le lac de Garda.	*Ib.*
	26 septembre. Cette flotte est brûlée par la flotte milanaise, et Sforza repoussé devant Bardolino.	53
	Sforza entreprend de faire, par les montagnes, le tour du lac de Garda.	*Ib.*
	9 novembre. Il défait Piccinino à Tenna, au nord du lac.	54
	Piccinino traverse tout le camp de Sforza, porté dans un sac par son valet.	*Ib.*
	16 novembre. Huit jours après sa défaite, il surprend Vérone.	55
	Générosité de Jacques Marsacio, qui conserve à Sforza le passage des défilés de l'Adige.	56
	19 novembre. Sforza rentre dans Vérone et en chasse Piccinino.	57
	Il retourne à Tenna, mais la rigueur du froid le force à abandonner le siége de ce petit château.	*Ib.*
1440.	Piccinino propose à Visconti d'attaquer Sforza dans la marche d'Ancône.	58
	Il s'entend secrètement avec Jean Vitelleschi, patriarche d'Alexandrie et favori d'Eugène IV.	59
	7 février. Piccinino passe le Pô et menace la Toscane.	*Ib.*
	Sforza veut le suivre, et les ambassadeurs florentins le retiennent.	60
	Les Malatesti accueillent Piccinino et abandonnent le parti des Florentins.	*Ib.*
	18 mars. Vitelleschi arrêté et mis à mort par le gouverneur du château Saint-Ange.	61
1440.	Son armée envoyée par le pape au secours des Florentins.	62
	10 avril. Piccinino entre en Toscane par Marradi et ravage le Mugello.	63
	François Battifolle, comte de Poppi, se révolte contre les Florentins, et appelle Piccinino dans le Casentin.	*Ib.*
	25 mai. Vigoureuse résistance du château de San-Nicolo, qui donne aux Florentins le temps de préparer leur armée.	64
	Piccinino rappelé en Lombardie par Visconti veut auparavant livrer bataille.	*Ib.*
	29 juin. Il attaque les Florentins à Anghiari.	66
	Combat obstiné autour du pont du Tibre, à Anghiari.	*Ib.*
	Déroute de Piccinino, captivité de la moitié de son armée.	67
	Indiscipline et insubordination des vainqueurs.	*Ib.*
	Batailles sans effusion de sang.	68
	Le comte de Battifolle est dépouillé de ses fiefs, restés depuis cinq cents ans dans sa famille.	69
	10 avril. La flotte milanaise, sur le lac de Garda, battue par Contarini.	70
	3 juin. Sforza profite de l'absence de Piccinino pour passer le Mincio.	*Ib.*
	Il bat les généraux de Visconti à Soncino.	71
	Il chasse les Milanais des territoires de Bergame et de Brescia.	*Ib.*
	Il prend Peschiera au marquis de Mantoue.	72
	Il renvoie aux Vénitiens les propositions de paix que lui fait le marquis d'Este.	*Ib.*

Ann. Pag.

Il met son armée en quartiers d'hiver. 73
1441. 24 février. Les Vénitiens enlèvent la seigneurie de Ravenne à Ostasio III de Polenta. 74
Ils accordent des récompenses à François Barbaro et aux Bressans. *Ib.*
13 février. Piccinino surprend à Chiari les quartiers d'hiver de Sforza. 75
25 juin. Bataille de Cignano, entre Sforza et Piccinino, sans avantage de part ni d'autre. 76
Sforza vient mettre le siége devant Martinengo, et il se trouve lui-même assiégé par Piccinino. *Ib.*
Sa situation désastreuse. 77
Proposition inattendue de paix que lui fait faire le duc de Milan. *Ib.*
Visconti se jette entre les bras de Sforza, plutôt que de céder aux demandes de ses propres généraux. 78
Désespoir de Piccinino, lorsque Visconti lui ordonne de suspendre les hostilités. 79
24 octobre. François Sforza épouse Blanche Visconti, et reçoit pour dot Crémone et Pontremoli. 80
20 novembre. Il prononce comme arbitre le traité de paix de Capriana, entre les républiques et le duc de Milan. *Ib.*

CHAPITRE IV.

Caractère d'Eugène IV; conciles de Bâle, de Ferrare et de Florence; René d'Anjou dispute à Alfonse d'Aragon la conquête du royaume de Naples. — Il perd sa capitale, et abandonne l'Italie. 1436-1442. 81

Grandes catastrophes produites quelquefois par des hommes sans vraie grandeur. *Ib.*
Caractère d'Eugène IV selon les écrivains ecclésiastiques. 82
Son manque de foi et son inconséquence. *Ib.*
Nature des croyances religieuses qui lui servirent d'appui. 83
La religion s'était absolument détachée de la morale. *Ib.*
L'intolérance était le seul sentiment religieux qui conservât de l'empire sur les âmes. 84
1434. Perfidies exercées contre les Hussites, et racontées comme des actions louables. 85
La réforme de Bohême et celle du concile de Bâle ne gagnent aucun partisan en Italie. 86
Esprit d'indépendance des Allemands communiqué au concile de Bâle. 87
1436. *Compactata* des Bohémiens approuvés au concile. *Ib.*
La plupart des décrets du concile n'étaient que de vaines déclamations. 88
Attaques démocratiques du concile contre les usurpations de la cour de Rome. *Ib.*
Le concile aliène l'empereur Sigismond, qui meurt le 8 décembre 1437. 89
Négociations de Jean VI Paléologue avec le pape et avec le concile. *Ib.*
Il se décide en faveur du pape Eugène IV. 90
1437. 1er octobre. Le pape déclaré

Ann. Pag.

contumace par le concile de Bâle. 91
1438. 8 octobre. Concile rival ouvert à Ferrare par le pape, de concert avec l'empereur Paléologue et des députés du clergé grec. *Ib.*
Controverse avec les Grecs agitée dans le nouveau concile. 92
1439. 6 juillet. Ce concile, transporté à Florence, y prononce l'union des deux Églises. 93
Avantages que retire Eugène de cette union prétendue, et de celle des autres Églises de l'Orient. 94
5 novembre. Amédée VIII de Savoie, élu par le concile de Bâle sous le nom de Félix V. *Ib.*
Guerres d'Eugène IV comme prince temporel. 95
1438. 19 mai. Arrivée de René d'Anjou dans le royaume de Naples. 96
1438-1441. Décadence continuelle de son parti. *Ib.*
Alfonse veut fermer à François Sforza l'entrée du royaume de Naples. 97
1440-1441. Il lui enlève ses fiefs et bat ses lieutenants. 98
Il repousse le cardinal de Tarente, que le pape envoyait au secours de René. *Ib.*
1441-1442. Il assiége le roi René dans Naples. *Ib.*
1442. Janvier. François Sforza se met en marche pour recouvrer ses fiefs et délivrer Naples. 99
Philippe Visconti prend la résolution de l'en empêcher. *Ib.*
26 décembre 1441. La mort de Nicolas, marquis d'Este, fait perdre à Sforza son crédit à la cour de Milan. *Ib.*
1442. Visconti offre Piccinino au pape pour attaquer Sforza dans la marche d'Ancône. 100
2 juin. Naples est surprise par Alfonse. 101
René d'Anjou abandonne son royaume. *Ib.*
Les Florentins négocient deux traités entre Sforza et Piccinino; ils sont tous deux rompus par l'autorité du pape. 102
Sforza, abandonné par ses généraux, perd le reste de ce qu'il possédait dans le royaume de Naples. *Ib.*
René, dans sa fuite, reçoit à Florence la couronne de Naples, des mains d'Eugène IV. 103

CHAPITRE V.

Alfonse de Naples, Eugène IV et le duc de Milan, se réunissent contre François Sforza, pour lui enlever la marche d'Ancône Les républiques de Florence et de Venise prennent sa défense. — Révolutions de Bologne. Mort d'Eugène IV et de Philippe-Marie Visconti. 1443-1447. 104

Jalousie que ressentent les princes légitimes contre un soldat monté sur le trône. *Ib.*
Acharnement des princes italiens contre François Sforza. 105
Le pape est le plus ardent de ses ennemis. *Ib.*
1443. Son alliance avec Alfonse pour chasser Sforza de la marche. 106
Sforza renonce à tenir la campagne et s'enferme dans Fano. 107

Ann.		Pag.
1443.	Visconti engage Alfonse à ne pas poursuivre ses avantages.	*Ib.*
	François Piccinino fait arrêter Annibal Bentivoglio à Bologne.	108
	5 juin. Bentivoglio est tiré de prison par ses amis, et ramené à Bologne.	*Ib.*
	Il est mis à la tête de la république, qui s'allie aux Florentins et aux Vénitiens.	109
1441.	Septembre. Baldaccio d'Anghiari massacré à Florence par le parti des Médicis.	110
1444.	Mai. Nouvelles violences exercées à Florence par le parti des Médicis.	111
1443.	18 octobre. Les Florentins font signer une nouvelle alliance entre Visconti et son gendre Sforza.	112
	Sforza trahi par Brunoro et Troïle de Rossano.	*Ib.*
	Il les rend à son tour suspects à Alfonse qui les fait arrêter.	113
	Aventures de Brunoro et de sa maîtresse Bonna, qui lui fait recouvrer la liberté.	*Ib.*
	Les ennemis de Sforza mettent leurs troupes en quartier d'hiver.	114
	8 novembre. Sforza surprend Nicolas Piccinino, et le défait à Monto-Lauro.	*Ib.*
1444.	Le dérangement des finances de Sforza l'empêche de tirer parti de ses avantages.	116
	Piccinino rappelé à Milan par Philippe Visconti.	117
	19 août. Ses fils vaincus à Mont' Olmo, par François Sforza.	*Ib.*
	10 octobre. Sforza obtient la paix du pape Eugène IV.	118
1444.	Nicolas Piccinino tombe malade à Milan, de chagrin.	119
	15 octobre. Sa mort et son caractère.	120
	8 septembre. Mort de Jean-François de Gonzague; son fils Louis lui succède.	*Ib.*
	Visconti prend sous sa protection François et Jacques, fils de Nicolas Piccinino.	121
	Il veut mettre à la tête de ses troupes Sarpellion, lieutenant de François Sforza.	*Ib.*
	29 novembre. Celui-ci prévoyant sa désertion le fait périr.	122
1442-1444.	Révolutions dans le comté de Montéfeltro.	*Ib.*
1444.	Août. Frédéric de Montéfeltro s'attache à François Sforza.	123
	Celui-ci se brouille avec Sigismond Malatesti, par l'achat de Pesaro, pour son frère Alexandre.	*Ib.*
1445.	Intrigues du pape et du duc de Milan contre Annibal Bentivoglio à Bologne.	*Ib.*
	24 juin. Bentivoglio assassiné dans un baptême.	124
	Le parti de Bentivoglio se venge des conjurés.	125
	La maison de Bentivoglio et la république de Bologne se trouvent sans chef.	*Ib.*
	Les Bolonais découvrent à Florence un fils adultérin d'Hercule Bentivoglio.	126
	Ils l'invitent à se mettre à la tête de leur république.	*Ib.*
	13 novembre. Santi Cascese quitte son nom pour celui de Santi Bentivoglio, et il fait son entrée à Bologne.	127
	Eugène IV, Alfonse et le duc de Milan attaquent de	

Ann. Pag.

nouveau François Sforza dans la Marche. 128
1445. Août. Révolte d'Ascoli et d'une partie de la Marche. Ib.
Sforza se retire dans les comtés d'Urbin et de Montéfeltro. 129
26 novembre. Révolte de Fermo et de toute la Marche, à la réserve de Iesi. Ib.
1446. Les Vénitiens et les Florentins conseillent à Sforza de marcher sur Rome. 130
Juin. Son entrée trop tardive dans l'Ombrie et le Patrimoine; il y souffre beaucoup de la faim. 131
Alexandre Sforza abandonne son frère et fait son traité avec le pape. Ib.
Philippe Visconti fait attaquer Crémone et Pontremoli. 132
Les Vénitiens et les Florentins considèrent cette attaque comme une infraction au traité de Capriana, et déclarent la guerre au duc de Milan. 133
6 juillet. Charles Gonzague, général du duc, est défait à Castel San-Giovanni. Ib.
Vaines négociations pour rétablir la paix. 134
29 septembre. François Piccinino défait à Casal-Maggiore par Michel de Cotignola, général vénitien. 135
Michel de Cotignola étend ses ravages jusqu'aux portes de Milan. 136
François Sforza recouvre l'avantage sur les confins de la Marche. Ib.
Effroi de Visconti; il demande des secours au roi Alfonse. 137
Et au roi de France Charles VII, auquel il offre la restitution d'Asti. 138

Ann. Pag.

1446. Enfin, à son gendre François Sforza. Ib.
François Sforza devient suspect aux Vénitiens. 139
1447. Il obtient l'aveu de Cosme de Médicis pour changer de parti. 140
23 février. Mort d'Eugène IV. Ib.
4 mars. Tentative des Vénitiens pour surprendre Crémone. 141
Mars. François Sforza accepte les offres de son beau-père, et il se détache de ses anciens alliés. Ib.
Nouveaux soupçons de Visconti, qui arrêtent la marche de Sforza. 142
Les Vénitiens recommencent leurs ravages dans le Milanès, et offrent aux peuples la liberté. 143
Philippe recourt de nouveau à François Sforza, qui livre Iesi et toute la Marche au pape. 144
9 août. Sforza se met en route pour secourir son beau-père. Ib.
13 août. Mort de Visconti au château de Porta-Zobbia. Ib.
Portrait de Philippe-Marie, le dernier des Visconti, ducs de Milan. 145

CHAPITRE VI.

Efforts des Milanais pour recouvrer leur liberté; François Sforza s'engage au service de leur nouvelle république : ses victoires sur les Vénitiens à Plaisance, à Casal-Maggiore et à Caravaggio. 1447-1448. 147

Les révolutions produites en Italie par des condottieri devaient amener enfin la

Ann.		Pag.
	grandeur de l'un d'eux, et la ruine de tous les autres.	*Ib.*
	La perfidie de François Sforza fut plus encore le crime de son siècle que le sien.	148
	Tous les prétendants à la succession de Visconti étaient sans titres légitimes.	*Ib.*
	La succession dans la famille des Visconti n'avait jamais été réglée par les lois.	149
	Succession fréquente des bâtards dans toutes les seigneuries italiennes.	*Ib.*
	Droits prétendus de la maison d'Orléans, de l'empereur et du roi de Naples.	150
	Chacun des Visconti n'avait régné qu'en vertu d'une nomination du conseil de Milan.	151
1447.	Mécontentement des Milanais à la mort de Philippe Visconti.	162
	Intrigues secrètes dans le conseil du duc pour transférer la souveraineté au roi Alfonse de Naples.	*Ib.*
	14 août. Révolte dans Milan pour rétablir une république.	153
	Pompe funèbre du dernier duc abandonnée.	154
	Les deux forteresses livrées par le conseil aux Aragonais sont reprises sur eux.	*Ib.*
1447.	La république de Milan demande la paix à celle de Venise, et ne peut l'obtenir.	155
	Fausse politique des Vénitiens en combattant Milan.	156
	Révolutions dans toutes les villes de la Lombardie.	*Ib.*
	Négociations des Milanais avec François Sforza.	157
1447.	Août. François Sforza entre au service de la république de Milan.	*Ib.*
	3 septembre. Il passe l'Adda, et force l'armée vénitienne à la retraite.	159
	Il engage Barthélemi Coléoni au service des Milanais.	160
	Intrigues des divers prétendants à l'héritage des Visconti.	*Ib.*
	La ville de Pavie se donne en souveraineté à François Sforza.	161
	Mécontentement du sénat de Milan.	*Ib.*
	Tous les voisins des Milanais font des conquêtes en Lombardie.	162
	Prétentions de Charles d'Orléans, fils de Valentine Visconti.	163
	Sforza évite de se commettre avec du Dresnay, lieutenant du duc d'Orléans dans Asti.	164
	11 octobre. Du Dresnay défait près de Bosco, par Barthélemi Coléoni.	165
	Sforza entreprend le siége de Plaisance.	*Ib.*
	Il coupe les communications de cette ville avec les campagnes et le Pô.	166
	Il ne se laisse point détourner par les tentatives de Michel Attendolo sur le Milanais et le Pavesan.	167
	16 novembre. Sforza, ayant battu en brèche les murs de Plaisance, donne un assaut.	168
	Plaisance prise de vive force.	169
	Horrible pillage de cette ville, ses citoyens vendus au plus offrant.	170
1448.	Nouveaux sujets de défiance entre Sforza et le sénat de Milan.	*Ib.*

Ann. Pag.

1448. Préliminaires de paix entre Venise et Milan, arrêtés à Bergame. 171
Ils sont rejetés par le conseil des huit cents à Milan, d'après les intrigues de François Sforza. 172
1er mai. Sforza enlève aux Vénitiens ce qu'ils possédaient sur la droite de l'Adda. 173
La flotte d'André Querini remonte le Pô, et s'approche de Crémone. *Ib.*
Sforza entreprend malgré lui le siége de Lodi. 174
16 juillet. Il retourne sur la flotte de Querini, et l'attaque devant Casal-Maggiore. 175
Il lui fait couper la retraite par Blaise d'Assereto. *Ib.*
17 juillet. Il la brûle avant qu'Attendolo puisse arriver à son secours. 176
Danger du pillage de la flotte, en présence de l'ennemi. 177
Le sénat de Milan ordonne à Sforza de mettre le siége devant Caravaggio. 178
1er août. Attendolo s'avance pour délivrer Caravaggio. 179
Les deux armées se fortifient en présence l'une de l'autre. 180
Dissentiment entre les généraux vénitiens sur le parti à prendre. *Ib.*
Ils recourent au sénat de Venise, qui ordonne d'attaquer Sforza. 181
15 septembre. Bataille de Caravaggio. 182
L'armée presque entière des Vénitiens est faite prisonnière. 183
Sforza renvoie ses prisonniers après les avoir dépouillés. 184

Ann. Pag.

CHAPITRE VII.

François Sforza abandonne les Milanais, et passe avec son armée au service des Vénitiens. Fureur du parti populaire à Milan, blocus et détresse de cette ville; les Vénitiens lui accordent la paix; mais François Sforza poursuit ses attaques, et force enfin les Milanais à le reconnaître pour duc. 1448-1450. 185

1448. Grandeur des pertes qu'avait faites, coup sur coup, la république de Venise. *Ib.*
Les deux états désirent la paix, mais Sforza veut continuer la guerre. 186
19 novembre. Les Vénitiens ôtent le commandement à Michel Attendolo. *Ib.*
Ils négocient avec Sforza, à qui ils promettent le duché de Milan. 187
18 octobre. Traité entre Venise et Sforza, qui abandonne les Milanais. 188
Sforza expose à son armée ses motifs de plainte contre les Milanais. *Ib.*
Il trouve parmi les Lombards de nombreux partisans. 189
Il s'empare de Plaisance. 190
Il met ses troupes en quartiers d'hiver dans le Milanais. *Ib.*
Ses propositions aux Milanais, et réponse de George Lampugnani. 191
Préparatifs de défense des Milanais; ils choisissent pour généraux François Piccinino et Charles Gonzague. 192

Ann.		Pag.
1448.	Sforza s'empare d'Abbiate Grasso.	198
	Il soumet la province voisine des lacs.	*Ib.*
	Romagnano, Tortone et Alexandrie lui ouvrent leurs portes.	194
1449.	Intrigues de Gonzague avec le parti démocratique à Milan.	*Ib.*
	Les nobles gibelins proposent d'accorder à Sforza une autorité limitée.	195
	Ils sont punis de mort, et le gouvernement de Milan devient révolutionnaire.	*Ib.*
	Les Piccinini désertent de l'armée milanaise, et se réunissent à Sforza.	*Ib.*
	Février. La ville de Parme se rend à Alexandre Sforza.	196
	Victoire des Milanais sur les troupes de Sforza, devant Monza.	*Ib.*
	Le duc de Savoie envoie une armée au secours des Milanais.	197
	Défection des Piccinini qui retournent aux Milanais.	*Ib.*
	Milice nombreuse des Milanais, armée de fusils, qui ne peut faire lever le siége de Marignan.	129
	20 avril. Les Savoyards battus près de Borgo Mainero, par Barthélemi Coléoni.	200
	Mai. Révolte de Vigevano contre Sforza, qui vient l'assiéger.	201
	3 juin. Assaut donné à Vigevano.	202
	Vaillante résistance des assiégés.	*Ib.*
	4 juin. Vigevano obligé de capituler.	203
	1er juillet. Propositions de paix faites par les Milanais aux Vénitiens.	204
1449.	11 septembre. Crème et Lodi enlevés aux Milanais par Sforza.	205
	Armistice entre les Milanais et les Vénitiens.	*Ib.*
	27 septembre. Traité de paix signé à Brescia entre les deux républiques.	206
	François Sforza feint de vouloir y accéder, et accorde une trêve aux Milanais.	207
	16 octobre. Mort de François Piccinino.	*Ib.*
	20 octobre. Sforza rejette le traité de paix, et continue en son nom seul la guerre contre les Milanais.	208
	28 décembre. Il bat Sigismond Malatesti que Venise envoyait au secours de Milan.	209
1450.	20 janvier. Il signe un traité de paix avec le duc de Savoie.	*Ib.*
	Les Milanais et les soldats de Sforza manquent également de vivres.	*Ib.*
	Jacob Piccinino cherche à ouvrir aux Milanais la communication avec l'armée vénitienne.	210
	Famine extrême à Milan.	211
	Sigismond Malatesti n'ose pas livrer bataille pour délivrer Milan.	*Ib.*
	25 février. Soulèvement à Milan, les insurgés s'emparent du palais public.	212
	26 février. Les insurgés s'assemblent pour délibérer à Sainte-Marie de la Scala.	*Ib.*
	Gaspard de Vimercato leur propose de se donner à Sforza.	213
	Derniers efforts d'Ambroise Trivulzio pour imposer des conditions à Sforza.	214
	Sforza reçu dans Milan et	

Ann. Pag.

proclamé duc par le peuple. *Ib.*
1450. Coup d'œil sur le sort de sa dynastie. 215

CHAPITRE VIII.

Politique de Cosme de Médicis. — Guerre de Piombino entre le roi de de Naples et les Florentins. — Derniers efforts des Vénitiens et d'Alfonse contre Sforza, soutenu par les Florentins ; paix de Lodi. 1447-1454. 216

Le gouvernement des Albizzi à Florence n'aurait jamais consenti à l'asservissement de la république milanaise. *Ib.*
Cosme de Médicis plus personnel et moins ami de la liberté que les Albizzi. 217
Grandeur de Cosme de Médicis fondée sur sa fortune, et le noble usage qu'il en faisait. *Ib.*
Ce qu'il fit pour les lettres, la philosophie et les arts. 219
La politique de Médicis n'est pas digne de la noblesse de son caractère. 221
1447. Juin. Tentative d'Alfonse dans le val d'Arno supérieur. 222
Septembre. Alfonse envahit la Toscane du côté des Maremmes. 223
1448. Mai. Il veut s'emparer de Piombino dont le seigneur se met sous la protection des Florentins. 224
15 juillet. Vains efforts de la flotte florentine pour ravitailler Piombino. 225
Septembre. Belle résistance de Piombino qui repousse un assaut général. *Ib.*
Retraite d'Alfonse après avoir perdu beaucoup de monde dans la Maremme. 227
1449. Secours demandés aux Florentins par les Vénitiens et par Sforza. *Ib.*
Neri Caponi veut que les Florentins secondent l'établissement de la liberté milanaise. 228
Cosme de Médicis veut au contraire que les Florentins assistent François Sforza.
1450. Joie du peuple de Florence pour la victoire de Sforza. 230
Politique et situation de François Sforza. 231
Peste en Lombardie portée à Rome par les pèlerins du jubilé. 232
Changement dans les alliances des puissances d'Italie. *Ib.*
1449. Guerre maritime d'Alfonse et des Vénitiens. *Ib.*
1450. Louis III de Gonzague, marquis de Mantoue, rival de son frère Charles. 233
15 novembre. Charles arrêté par le duc de Milan, auquel Louis se réconcilie. 234
1441-1450. Règne pacifique de Lionnel, marquis d'Este. *Ib.*
1450. 1er octobre. Borso d'Este, son frère naturel, lui succède. 235
Guillaume, frère du marquis de Montferrat, arrêté puis relâché par François Sforza. *Ib.*
29 juin. Paix entre Alfonse et les Florentins. 236
1451. 6 mars. Alliance des Vénitiens et d'Alfonse communiquée aux Florentins avec menace. 237
20 juin. Tous les Florentins chassés du territoire de Venise. 238
7 juin. Tentative des Vénitiens pour changer le gouvernement de Bologne. *Ib.*
Les hostilités retardées par

Ann. Pag.

l'expédition en Italie de Frédéric III. 239
1438-1439. Règne d'Albert II d'Autriche. Ib.
1440. 2 février. Election de Frédéric III, fils d'Ernest, duc d'Autriche et de Styrie. 240
1452. Frédéric donne rendez-vous en Toscane à son épouse Éléonore de Portugal. Ib.
3 février. Arrivée d'Éléonore à Livourne, et de Frédéric à Florence. 241
18 mars. Couronnement de Frédéric III à Rome. 242
Avril. Fêtes brillantes que le roi de Naples donne à l'empereur. 243
15 mai. Modène et Reggio érigés en duchés en faveur de Borso d'Este. Ib.
Vénalité scandaleuse de la cour impériale. Ib.
16 mai, 11 juin. Les Vénitiens déclarent la guerre au duc de Milan, et le roi de Naples aux Florentins. 244
Campagne peu glorieuse de Ferdinand, duc de Calabre, en Toscane. Ib.
Sforza attaqué par les Vénitiens, le duc de Savoie et le marquis de Montferrat. 245
26 juillet. Guillaume de Montferrat surpris et défait à Canina. 246
Alexandre Sforza battu dans le Lodésan. Ib.
Novembre. Défi ridicule de Piccinino et de François Sforza sur la plaine de Montechiaro. 247
1453. Désertions des deux partis, et menées honteuses pendant l'hiver. 248
Préparatifs de défense des Florentins. 249
Seconde campagne de Ferdinand en Toscane. Ib.
1453. Gérard Gambacorti veut trahir la république. Ib.
12 août. Il perd lui-même le comté de Bagno. 250
René d'Anjou appelé en Italie par les Florentins et le duc de Milan. Ib.
La campagne se passe en escarmouches jusqu'à son arrivée. 251
15 septembre. René rétablit la paix entre le marquis de Montferrat et le duc de Milan. 252
19 octobre. Férocité des soldats de René à la prise de Pontévico. 253
Effroi des états vénitiens et de l'armée de Piccinino. Ib.
René, après une campagne de trois mois, veut quitter l'Italie. 254
29 mai. Prise de Constantinople par les Turcs, effroi de l'Italie et désir universel de paix. 255
1454. Les prétentions absurdes des parties et la mauvaise foi du pape retardent la paix au congrès de Rome. 256
Les Vénitiens traitent en secret et séparément avec François Sforza. 257
9 avril. Paix de Lodi conclue entre ces deux puissances au nom de toutes les autres. 258
1455. 26 janvier. Accession du roi Alfonse à la paix de Lodi. 259

CHAPITRE IX.

Pontificat de Nicolas V; conjuration d'Etienne Porcari. — Campagne de Jacob Piccinino dans l'état de Sienne. — Malheurs et déposition du doge François Foscari à Venise. 1447—1457. 261
Progrès des lettres, et décadence de l'esprit public

Ann. Pag. Ann. Pag.

dans le quinzième siècle. *Ib.*
Les littérateurs à cette époque manquaient trop d'originalité, pour exercer de l'influence sur leurs concitoyens. 262
Pédanterie de ceux qui étaient chargés de quelque fonction publique. *Ib.*
Fausse idée qu'ils se formaient de l'éloquence. 263
Carrière parcourue par l'un des plus illustres et des plus heureux philologues de ce siècle, Thomas de Sarzane, ou Nicolas V. 264
1398-1434. Naissance et première éducation de Thomas de Sarzane. 265
1434-1446. Ses progrès dans les lettres et les dignités ecclésiastiques. 266
1447. 23 février. Mort d'Eugène IV, Etienne Porcari veut engager les Romains à faire valoir leurs priviléges. 267
6 mars. Élection de Thomas de Sarzane, qui prend le nom de Nicolas V. 269
1449. Avril. Félix V renonce au pontificat, et le schisme est terminé. *Ib.*
1447-1455. Encouragements donnés par Nicolas V aux anciennes lettres. *Ib.*
Son goût pour l'architecture et ses monuments. 270
Sa familiarité avec les gens de lettres. 271
Élevé dans la servitude domestique, il ne veut reconnaître ni priviléges, ni liberté. *Ib.*
1450. Nouvelles tentatives d'Étienne Porcari en faveur des priviléges de Rome. 272
Sentiments de Porcari et des Romains sur la domination des prêtres. 273
1453. 5 janvier. Conjuration d'Étienne Porcari. 274
Elle est découverte, et tous les conjurés sont mis à mort. 275
Le pape Nicolas V devient soupçonneux et cruel. 276
1454. Maladie de Nicolas V, et ses remords. 277
1455. 24 mars. Mort de Nicolas V. 278
8 avril. Alfonse Borgia lui succède sous le nom de Calixte III. *Ib.*
1456. Alliance d'Alfonse d'Aragon et de la maison Sforza. 279
1455. Jacob Piccinino conduit dans l'état de Sienne une compagnie de soldats aventuriers. 280
Toutes les troupes d'Italie se rassemblent dans la maremme de Sienne, pour resserrer Piccinino. *Ib.*
Combat de la Vallée d'Enfer. 281
Mortalité dans ces armées et ruine de Piccinino. 282
1453-1456. Projets de croisade contre les Turcs, bientôt abandonnés *Ib.*
1454. 18 avril. Traité de paix entre les Vénitiens et les Turcs. 284
1423-1457. Règne glorieux de François Foscari, doge de Venise. *Ib.*
1445-1456. Acharnement du conseil des Dix contre son fils Jacob Foscari. 285
1450. Novembre. Nouvelles persécutions contre Jacob Foscari. 286
1433-1451. Le vieux doge Foscari offre son abdication, qui est refusée. 287
1456. Juillet. Derniers malheurs et mort de Jacob Foscari.
1457. Octobre. Le conseil des Dix demande à François Foscari d'abdiquer. 289
23 octobre. Déposition de

Ann. Pag. Ann. Pag.

Foscari, qui meurt huit jours après. 290

CHAPITRE X.

Guerre d'Alfonse; roi de Naples, contre Malatesti de Rimini et contre les Génois. — Révolutions de Gênes; acharnement d'Alfonse contre le doge Pierre de Campo Frégoso: — Mort de ce monarque et son caractère. 1455-1458. 291

1455. Le roi de Naples s'était réservé de faire la guerre à Malatesti, à Manfredi et aux Génois. *Ib.*

Rivalité de Sigismond Malatesti et de Frédéric de Montéfeltro. 292

Novembre. Frédéric, assisté par Alfonse de Naples et par Piccinino, attaque Malatesti et l'état de Rimini. 293

Irritation d'Alfonse, roi de Naples, contre la république de Gênes. *Ib.*

1435-1455. Vingt années de troubles à Gênes, pendant lesquelles cette république s'était peu mêlée des affaires d'Italie. *Ib.*

1435-1455. Puissance des grands noms et des souvenirs historiques dans les états libres. 294

Un mélange d'aristocratie est nécessaire à l'équilibre qui produit la liberté. *Ib.*

Les familles illustres de Gênes n'avaient pas, dans l'état, un pouvoir proportionné à leur crédit auprès du peuple. 295

Cette disproportion causa toutes les révolutions de Gênes. 296

1436. Thomas Frégoso chasse de nouveau le doge Isnard de Guarco, et se fait reconnaître à sa place. 297

1437. Baptiste Frégoso, séduit par les intrigues du duc de Milan, se révolte contre son frère; il est vaincu et pardonné. 298

1441. Révolte de Jean-Antoine de Fiesque et des anciens nobles contre Frégoso. 299

1435-1442. Les Génois consacrent toutes leurs forces à René d'Anjou contre Alfonse. 300

1442. 15 décembre. Thomas Frégoso vaincu et chassé de Gênes par Jean-Antoine de Fiesque. *Ib.*

1443. Janvier. Raphaël Adorno, nouveau doge de Gênes. 301

1444. Adorno rend la république de Gênes tributaire d'Alfonse. 302

1447. 4 janvier. Raphaël Adorno abdique sa dignité, et son cousin Barnabas lui est substitué. 303

30 janvier. Barnabas Adorno chassé par Janus Frégoso qui lui succède. 304

Conquête du marquisat de Final, par Frégoso. *Ib.*

1450. 8 décembre. Pierre Frégoso succède à Louis, qui avait succédé à Janus, mort de maladie. 305

1452. Secours envoyés par la république de Gênes à Constantinople. *Ib.*

1453. Les Génois perdent leur colonie de Péra. *Ib.*

Ils cèdent leurs colonies de la mer Noire et de Corse à la banque de Saint-George. 306

1454. Ils demandent la paix à Alfonse, pour tourner en commun leurs armes contre les Turcs. *Ib.*

1455. 28 juillet, Pierre Frégoso

Ann. Pag.

soumet ses ennemis révoltés contre lui. 307
1455-1456. Il se défend contre la flotte d'Alfonse. 308
Correspondance d'Alfonse et du doge Frégoso. Ib.
Secours envoyés par les Génois aux Grecs du Levant. 309
1457. Pierre Frégoso recourt à Charles VII, roi de France, et à Jean d'Anjou, duc de Calabre. 310
1454-1455. Séjour de Jean d'Anjou en Toscane, à la solde des Florentins. Ib.
1458. Février. La république de Gênes se soumet à la seigneurie du roi de France. 311
11 mai. Jean d'Anjou vient prendre le commandement de Gênes. Ib.
Il fait tous ses préparatifs de défense. Ib.
1er juillet. La mort d'Alfonse dissipe l'armée napolitaine et celle des mécontents. 312
1416-1458. Règne d'Alfonse en Aragon. 313
1458. 27 juin. Mort d'Alfonse au château de l'OEuf. 314
Protection qu'Alfonse accordait aux lettres. Ib.
Son premier amour pour Marguerite de Hijar. 315
Sa dernière passion pour Lucrèce d'Alagna. Ib.
Son excessive libéralité. 317
Vices de son administration. Ib.

CHAPITRE XI.

Efforts de Calixte III et des barons napolitains pour empêcher Ferdinand d'Aragon de succéder à son père. Ils s'adressent à Jean d'Anjou, seigneur de Gênes. Pierre Frégoso est tué dans une attaque contre Gênes. Jean d'Anjou quitte Gênes pour le royaume de Naples. Guerre civile; batailles de Sarno et de San-Fabbiano contre les Angevins et les Aragonais. 1458-1460. 318

Efforts d'Alfonse pour assurer la succession de son fils Ferdinand. Ib.
1448. Le parlement de Naples avait demandé que Ferdinand fût désigné pour successeur à la couronne. 319
1443-1455. Son droit confirmé par les bulles de plusieurs papes. 320
1444. Et par son mariage avec Isabelle de Clermont, nièce du prince de Tarente. 321
1458. 12 juillet. Calixte III déclare le royaume de Naples dévolu au Saint-Siége, par l'extinction de la ligne légitime. 322
Il veut engager François Sforza dans ses projets. Ib.
6 août. Il meurt sans pouvoir mettre ses desseins en exécution. 323
16 août. Élection d'Æneas Sylvius Piccolomini, qui se fait nommer Pie II. Ib.
Dénuement de Pie II au moment de son élection. 324
Octobre. Pie II reconnaît Ferdinand comme roi de Naples, et fait avec lui un traité avantageux pour l'Église. Ib.
Le comte de Viane, compétiteur de Ferdinand, se retire en Sicile. 325
1459. Mécontentement des barons napolitains, leurs propositions au roi de Navarre. 326
Rebutés par lui, ils s'adres-

Ann.		Pag.
	sent à René d'Anjou et à son fils.	Ib.
1459.	Le duc de Calabre, fils de René, recherche l'alliance de François Sforza.	327
	Elle lui est refusée.	328
	Sforza cherche à exciter des troubles à Gênes, que gouvernait le duc de Calabre.	Ib.
	Février. Première expédition de Pierre Frégoso, mort de J. A. de Fiesque.	329
	Le duc de Calabre demande et obtient les secours des Génois pour la guerre de Naples.	Ib.
	Septem. Seconde expédition de Frégoso contre Gênes.	330
	13 septembre. Il pénètre dans l'enceinte même de Gênes.	Ib.
	Il y est tué.	331
	Déroute de son armée.	332
	4 octobre. Le duc de Calabre met à la voile, de Gênes, pour la terre de Labour.	Ib.
	27 mai. Pie II fait l'ouverture de la diète qu'il avait convoquée à Mantoue.	333
	Instantes prières des députés du Levant à cette diète.	334
	La diète répartit entre les peuples les frais de la croisade future.	Ib.
1460.	15 janvier. Elle se termine sans assurer aucun secours aux peuples du Levant.	335
	Pie II se détermine à secourir Ferdinand contre la maison d'Anjou.	Ib.
	Janvier. Soulèvement de tout le royaume de Naples en faveur de la maison d'Anjou.	336
	Presque toute l'Italie s'intéresse au succès des Angevins.	337
	Ferdinand réclame des Vénitiens et des Florentins les secours stipulés par l'alliance.	338
1460.	Les Florentins, sur le point de se décider pour le duc de Calabre, sont retenus par François Sforza.	339
	Les deux républiques s'engagent à la neutralité.	340
	Piccinino et Malatesti se mettent au service du prince d'Anjou.	Ib.
	Premiers succès de Ferdinand en Campanie.	341
	7 juillet. Sa défaite à Sarno par le duc Jean.	Ib.
	La reine Isabelle implore la compassion du prince de Tarente, qui éloigne le duc Jean de Naples.	343
	27 juillet. Défaite des frères Sforza et de Montéfeltro à San-Fabbiano, par Jacob Piccinino.	Ib.
	La reine Isabelle fait la quête dans Naples pour rétablir l'armée de son mari.	344

CHAPITRE XII.

La république de Gênes, soulevée par les intrigues de l'archevêque Paul Frégoso, secoue la domination des Français, et remporte sur le roi René une grande victoire. — Désastres du parti angevin dans le royaume de Naples. — Tyrannie de Paul Frégoso à Gênes. — Cette république se soumet au duc de Milan. — Dernières années et mort de Cosme de Médicis. 1460-1464.

Ann.		Pag.
1460.	Importance de la possession de Gênes pour les Français faisant la guerre à Naples.	Ib.

Ann.		Pag.
1460.	Premières dissensions dans Gênes, sous le gouvernement français.	347
1461.	9 mars. Soulèvement qui force Thomas de la Vallée à se retirer dans le fort.	*Ib.*
	Réconciliation des Adorni et des Frégosi, proposée par Paul Frégoso, archevêque de Gênes.	348
	Prosper Adorno élu doge par les deux partis.	349
	La garnison française est assiégée dans le Castelletto.	*Ib.*
	Juillet. Le roi René paraît devant Gênes avec une flotte.	350
	17 juillet. Son armée est battue et presque détruite par les Génois.	351
	Le jour même de la bataille, Prosper Adorno est chassé de Gênes par Paul Frégoso.	352
	Louis Frégoso, entré en possession du Castelletto, est nommé doge de Gênes.	353
	La défaite du roi René à Gênes vivement ressentie par le parti angevin dans le royaume de Naples.	*b.*
	George Scanderbeg amène des secours albanais à Ferdinand à Barlette.	354
	Tentatives diverses pour détacher François Sforza de l'alliance de Ferdinand.	*b.*
1462.	Février. Le duc de Milan fait arrêter Tiberto Brandolini, comme partisan de la maison d'Anjou.	355
	Succès des Angevins au commencement de l'année.	356
	Dès le mois d'août la fortune se déclare pour Ferdinand, et ne l'abandonne plus.	357
1462.	18 août. Le duc d'Anjou et Piccinino défaits devant Troia.	357
	14 août. Sigismond Malatesti défait par Montéfeltro.	*Ib.*
	13 septembre. Le prince de Tarente abandonne le parti d'Anjou.	358
1463.	10 août. Jacob Piccinino abandonne le parti d'Anjou.	359
	Octobre. Sigismond Malatesti obtient la paix du pape aux conditions les plus dures.	360
	16 novembre. Le prince de Tarente meurt à Alta-Mura, probablement assassiné par ordre de Ferdinand.	*Ib.*
1464.	Le prince d'Anjou abandonne le royaume de Naples.	361
	Février. Louis XI cède à François Sforza tous ses droits sur Gênes.	*Ib.*
1460-1462.	L'archevêque de Gênes se met à la tête des factieux.	362
1462.	Il surprend à deux reprises le doge Louis, son cousin; il se fait élire à sa place.	363
1462-1464.	Administration violente de Paul Frégoso.	*Ib.*
1464.	Avril. L'archevêque Frégoso quitte Gênes pour exercer la piraterie.	365
	13 avril. Gênes se soumet à la domination du duc de Milan.	*Ib.*
	Florence évite les révolutions violentes de Gênes.	366
1455-1464.	Gouvernement démocratique de Florence.	*Ib.*
	Pouvoir dictatorial des balies rendu nécessaire.	367
	Grandeur de Néri Capponi et de Cosme de Médicis.	368
	1er juillet. Les Florentins, après la mort de Néri, ne veulent pas renouveler la balie.	369

Ann. Pag.

1455-1458. Humiliation des grands après l'abolition de la balie. 370
Contestations sur l'établissement des impôts. Ib.
1458. Le gonfalonier Matteo Bartoli demande vainement une balie. 371
11 août. Lucas Pitti fait rétablir la balie par force. Ib.
La balie fait un usage tyrannique de son pouvoir. 372
Orgueil de Lucas Pitti, qui fait bâtir un palais royal. Ib.
1463. Novembre. Cosme de Médicis perd son second fils. 374
1464. 1er août. Cosme de Médicis meurt dans sa soixante-quinzième année. Ib.
Monuments élevés par Cosme dans sa patrie. 375
Son administration publique et ses conquêtes. Ib.
1465. Il est déclaré, après sa mort, père de la patrie. 376

CHAPITRE XIII.

Effroi que les conquêtes des Turcs causent à l'Italie. — Premières victoires de George Castriot ou Scanderbeg. — Guerre des Vénitiens dans la Morée. — Pie II arrêté par la mort, comme il allait conduire une croisade en Illyrie. — Dernières victoires et mort de Scanderbeg. 1443-1466. 377
1464-1494. Période de paix et prospérité pour l'Italie. Ib.
Progrès des lettres et des arts, et décadence du caractère national pendant cette période. 378
1443-1464. Abandon des Illyriens aux Turcs, qui laisse à découvert les côtes de l'Italie. 378
Nombreux états nés des débris de l'empire d'Orient. 379
1443-1464. Tous ces états cherchent en Italie un centre à leurs négociations et à leurs intérêts. 380
L'Italie se remplit de Grecs et de chrétiens orientaux réfugiés. Ib.
1354-1458. Domination en Servie des Crales de la maison de Lazare. 381
1468. Mahomet II soumet la Rascie et la Servie après la mort de George Bulkowitz 382
1364-1448. Règne de la maison Acciaiuoli dans le duché d'Athènes. Ib.
1458. François Acciaiuoli, dernier duc d'Athènes, étranglé par Mahomet II. 383
1450-1460. Les frères du dernier empereur gouvernent le Péloponnèse avec le titre de despotes. Ib.
1460. Ils sont dépouillés de leurs états, et meurent en 1465 et 1471. 384
1462. Sinope, Césarus et Trébisonde soumis par Mahomet II. Ib.
1463. Mahomet II attaque Bladus Dracula, hospodar de Valachie et de Moldavie. 385
Après d'effroyables cruautés, Bladus se réfugie chez les Hongrois, qui le retiennent en prison. 386
1404-1432. Naissance de George Castriot, et son éducation parmi les Turcs. Ib.
1432. A la mort de Jean, père de George Castriot, Amurath II s'empare de son héritage en Épire. 387
1442. George Castriot, surnommé *Scanderbeg*, soulève l'Épire, après la défaite des Turcs à la Morava. 387
— Il s'empare en un mois de toutes les forteresses

Ann.		Pag.	Ann.		Pag.
	qui avaient appartenu à son père.	389	1463.	22 octobre. Par une bulle il convoque les croisés à Ancône.	402
1442.	Il convoque une diète des princes d'Épire et d'Albanie à Alessio.	*Ib.*		Le doge de Venise forcé par les Pregadi à promettre qu'il marcherait en personne avec le pape.	403
1442-1445.	Forces et revenus de de Scanderbeg,	390		12 septembre. Traité d'alliance de Matthias Corvinus avec Venise, contre les Turcs.	*Ib.*
1445.	Ses victoires sur Feyrouz et Mustapha.	391		26 mai. Pie II détermine Scanderbeg à recommencer la guerre.	404
1449.	Amurath II ravage l'Épire, et s'empare de Sfétigrade.	*Ib.*	1464.	18 juin. Pie II part de Rome pour la croisade.	*Ib.*
1450.	Amurath assiége inutilement Croia, capitale de Scanderbeg.	392		Il rencontre sur sa route les croisés qui s'en retournent.	405
1451.	Mort d'Amurath après le siége de Croia.	*Ib.*		Août. Le doge Christophe Moro vient joindre le pape à Ancône.	407
1452-1458.	Moïse Golenthus et Amésa, généraux de Scanderbeg, séduits par Mahomet II, et soumis ensuite.	393		14 août. Mort de Pie II.	*Ib.*
1461.	22 juin. Paix entre Scanderbeg et Mahomet II.	394		Préparatifs insuffisants qu'il avait faits pour son expédition.	480
1461-1463.	Campagnes de Scanderbeg en Italie comme auxiliaire de Ferdinand.	*Ib.*		Ses projets sont abandonnés à sa mort, et toute l'armée se dissipe.	409
1462.	Étienne Thomas, roi de Bosnie, demande des secours à Pie II.	395		Convention des cardinaux avant de procéder à une nouvelle élection.	*Ib.*
1463.	La Bosnie conquise par Mahomet II, et son roi envoyé au supplice.	396		16 septembre. Paul II, élu par eux, annule la convention qu'il avait signée et jurée.	410
	L'Esclavonie ravagée, et son ban ou souverain massacré avec cinq cents de ses gentilshommes.	397		Il fait mine de vouloir secourir les chrétiens du Levant.	411
	Mai. La guerre allumée en Morée entre les Vénitiens et les Turcs.	398	1463.	Guerre des Vénitiens contre Trieste et l'empereur Frédéric III.	412
	Les Vénitiens s'étant emparés du Péloponnèse, fortifient l'isthme ou hexamiglion.	*Ib.*	1465.	Leur expédition contre le grand-maître de Rhodes.	*Ib.*
	Ils assiégent vainement Corinthe.	399	1465.	Ravages qu'ils exercent en Grèce.	413
1464.	Ils abandonnent lâchement l'isthme à l'approche d'une armée turque.	400		Orsato Giustiniani attaque Mételin, et exerce d'horribles cruautés sur ses prisonniers turcs.	*Ib.*
1463.	Pie II prend la résolution de conduire lui-même une croisade à la défense des chrétiens du Levant.	401		Sigismond Malatesti brûle	

Ann. Pag.

Misitra, ou la nouvelle Sparte. 414
1463. Victor Capello pille Athènes. 415
Il échoue devant Patras. Ib.
1464. Ballabanus Badera, chargé par Mahomet II de la guerre contre Scanderbeg. 417
Huit capitaines de Scanderbeg tombent dans une embuscade, dans la vallée de Valchalia. 418
Batailles d'Oronichio et de Sfetigrade. Ib.
Jacob Arnauth et Ballabanus entrent en Épire par deux côtés différents. 419
Scanderbeg, entraîné dans une embuscade, s'en échappe avec peine. Ib.
Bataille de Valchalia où Ballabanus est defait. 421
Bataille de Petrella où Jacob Arnauth est défait et tué. Ib.
1465. Nouveaux efforts de Mahomet II pour soumettre l'Épire. 422
Il y entre avec une puissante armée, et prend la ville de Chidna. 423
Scanderbeg vient à Rome implorer les secours de Paul II. Ib.
Ballabanus assiége Croia. 424
Ballabanus est défait et tué au pied du mont Cruinus, par Scanderbeg. 425
Scanderbeg veut rassembler une nouvelle armée à Alessio. 426
1466. Janvier. Il est atteint d'une maladie mortelle; son discours à ses soldats. Ib.
Son nom seul dissipe les Turcs qui s'approchent d'Alessio. 427
1466. 17 janv. Il meurt et est enterré à Alessio. 428
Désespoir des Épirotes. Ib.
L'Albanie tombe sous le joug des Turcs. 429

CHAPITRE XIV.

Fausse politique des Vénitiens dans l'administration de leurs provinces d'outre-mer.—Perfidie de Ferdinand de Naples; il fait périr Jacob Piccinino.—Dernières années et mort de François Sforza.—Troubles de Florence sous l'administration de Pierre de Médicis. Projets et faiblesse de Lucas Pitti. 1464-1466. 430

L'existence de l'Italie dépendait de la guerre des Turcs. Ib.
Cependant tous les états négligeaient leur défense, pour s'occuper des plus misérables intérêts. 431
Les Vénitiens, qui défendaient seuls l'Italie, la compromettaient eux-mêmes par une fausse politique. 432
Les sujets de Venise divisés en trois classes. Ib.
Ceux des provinces illyriennes entièrement sacrifiés aux deux autres. 433
Une plus sage politique aurait fait de Venise une puissance illyrienne. Ib.
Rapacité et vénalité des Vénitiens dans leurs colonies. 434
Faiblesse de leurs efforts contre les Turcs, résultat de cette vénalité. Ib.
Ferdinand, roi de Naples, ne songe qu'à se venger de ses sujets révoltés, avec lesquels il avait fait la paix. 435
1464. Juin. Il fait arrêter Marino Marzano, duc de Suessa. Ib.
Jacob Piccinino, craignant le même sort, recherche

Ann. Pag.

la protection de François Sforza. 436

1464. Il vient à Milan épouser Drusiana, fille naturelle de Sforza. 437

1465. Il retourne à Naples sous la garantie de son beau-père. *Ib.*

24 juin. Il est arrêté et mis à mort par ordre de Ferdinand. 439

On accusa, peut-être sans fondement, Sforza d'avoir eu part à cette trahison. *Ib.*

Hippolyte, fille légitime de Sforza, épouse Alfonse, fils de Ferdinand. 441

Galéaz Sforza envoyé par son père pour secourir Louis XI, dans la guerre du Bien public. 442

1466. 8 mars. Mort de François Sforza. *Ib.*

20 mars. Galéaz, son fils, couronné à Milan, après s'être échappé de France sous un déguisement. 444

1464-1466. Les principaux citoyens de Florence jaloux de Pierre de Médicis. 445

1464. P. de Médicis, en retirant brusquement ses capitaux du commerce, offense et ruine tous les clients de son père. 446

1465. Septembre. Les conseils refusent de renouveler la balie. 447

1er novembre. Joie du peuple en voyant Nicolas Sodérini gonfalonier. 448

Sodérini ne sait opérer aucune réforme pendant sa magistrature. *Ib.*

1466. Pierre de Médicis demande que la république paye à Galéaz Sforza, nouveau duc de Milan, le subside qu'elle donnait à son père. 450

Les amis de la liberté à Florence, obligés de chercher des secours étrangers. 450

1466. Août. Pierre de Médicis revient à Florence avec des gens armés. 451

Il gagne Lucas Pitti, qui empêche un combat entre les deux partis. 452

28 août. Paix entre les Médicis, et Sodérini et son parti. 453

2 septembre. Elle est violée aussitôt après par les Médicis. 454

Proscription de tous les amis de la liberté par une nouvelle balie. *Ib.*

CHAPITRE XV.

Les émigrés florentins se réunissent sous la protection de Venise, et attaquent sans succès les Médicis; injustice du gouvernement florentin; mort de Pierre de Médicis. — Ambition inquiète de Paul II. Il veut s'emparer de l'héritage des Malatesti. Il cherche vainement des alliés; il meurt détesté des Romains et des gens de lettres. 1466-1471. 456

La liberté seule pouvait rendre Florence assez forte pour supporter d'aussi grandes pertes que celles qu'elle avait faites. *Ib.*

Cette liberté influait toujours sur le caractère, encore que toutes ses institutions fussent ébranlées. 457

1466. Les émigrés de 1466 se joignent à ceux de 1434, et implorent la protection des Vénitiens. 458

Ils s'assurent de Barthélemi Coléoni, et des petits seigneurs de Romagne. *Ib.*

1467. 10 mai. Barthélemi Coléoni

Ann. Pag.

passe le Pô, avec une nombreuse armée soldée par les émigrés florentins. 459
1467. Galéaz Sforza se rend à l'armée florentine, commandée par Montéfeltro, et la compromet. 460
25 juillet. Bataille de la Molinella, pendant l'absence de Galéaz. 461
4 novembre. Galéaz, de retour à Milan, signe la paix avec le duc de Savoie. *Ib.*
Borso d'Este et le pape Paul II offrent leur médiation à Florence et à Venise. 462
1468. 2 fév. Sentence arbitrale du pape, pour dicter la paix. *Ib.*
25 avril. Il est obligé de la réformer. 463
Avril. Nouvelles persécutions exercées à Florence par le parti des Médicis. 464
1469. 12 février. Tournois en l'honneur de Laurent de Médicis. *Ib.*
4 juin. Mariage de Laurent de Médicis avec Clarice Orsini. 465
Maladie et dernières exhortations de Pierre de Médicis. 466
2 décembre. Mort de Pierre de Médicis. 467
1467. 28 fév. Achat de Sarzane et de Sarzanelle fait par P. de Médicis. *Ib.*
1465. Juin. Paul II fait arrêter et dépouiller les comtes de l'Anguillara. 468
Dissensions entre Paul II et Ferdinand sur le tribut dû à Saint-Pierre. 469
1464. 20 novembre. Mort de Dominique Malatesti, dont Paul II saisit l'héritage. *Ib.*
1468. 13 octobre. Mort de Sigismond Pandolfe Malatesti et son caractère. 470

Ann. Pag.

1468. Convention de Paul II avec Robert Malatesti, fils naturel de Sigismond, pour réunir Rimini au domaine de l'Église. 472
Robert, installé dans la principauté de Rimini, refuse de la rendre. *Ib.*
1469. Juin. Paul II le fait attaquer par surprise. 473
29 août. L'armée de Paul II battue par Frédéric de Montéfeltro. *Ib.*
Négociations de Paul II pour allumer une guerre générale en Italie. 474
1468. Décembre. 1469. Janvier. Voyage de Frédéric III, empereur, en Italie. 475
Le pape sent qu'il ne peut prendre confiance en lui. *Ib.*
6 juillet. Galéaz Sforza épouse Bonne de Savoie, belle-sœur de Louis XI. 476
19 octobre. Sa mère meurt, et on le soupçonne de l'avoir empoisonnée. 477
Le pape ne peut s'allier ni au duc de Milan, ni à la France, ni à l'Espagne. *Ib.*
Jean, roi d'Aragon, fait périr ses enfants du premier lit, et excite ainsi la révolte de ses peuples. 478
1469. Jean d'Anjou appelé au trône d'Aragon par les Catalans révoltés. 479
1470. 16 décembre. Il meurt à Barcelone. *Ib.*
22 décembre. Le pape, ne pouvant former d'alliance au dehors, accepte la paix. 480
Il persécute à Rome les gens de lettres. *Ib.*
1471. 14 avril. Il accorde à Borso d'Este le titre de duc de Ferrare. 481
26 juillet. Mort de Paul II. 482
20 août. Mort de Borso d'Este, duc de Ferrare et de Modène. 483

FIN DE LA TABLE DU TOME SIXIÈME.



